

**ARCHIVES**  
**DIPLOMATIQUES**

**II**



PRINCE ALEXANDRE GORTCHAKOFF

MINISTRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE RUSSIE

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1863

---

RECUEIL  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

---

TOME SECOND

3<sup>e</sup> ANNÉE

AVRIL, MAI, JUIN

1863

---

PARIS

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1969

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

1863

---

### I

#### PREMIÈRE PARTIE.

---

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

---

**Traité d'Amitié et de Commerce, entre S. M. Très-Fidèle  
le Roi de Portugal, et S. M. l'Empereur de la Chine.**

(Traduit du portugais.)

S. M. Très-Fidèle le Roi de Portugal et S. M. l'Empereur de la Chine, désirant fixer sur des bases solides, au moyen d'un traité solennel, les relations d'amitié et de commerce qui existent depuis des siècles entre le Royaume de Portugal et l'Empire chinois, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Portugal, le sieur Isidore-François Guimaracel, membre de son conseil, gouverneur général de Macao, plénipotentiaire en Chine, commandeur de l'ordre de la Tour et de l'Épée, etc., etc.

Et S. M. l'Empereur de la Chine, le sieur Hang-Ki, haut-commis-saire impérial, etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Il continuera à régner une paix constante et une bonne amitié entre S. M. Très-Fidèle le Roi de Portugal et S. M. l'Empereur de la Chine, et leurs sujets respectifs jouiront également, dans les domaines des hautes parties contractantes, de la protection la plus complète et la plus efficace à l'égard de leurs personnes et de leurs propriétés.

Art. 2. Par ce traité, est entièrement annulé et considéré comme non existant tout ce qui jusqu'à ce jour, dans quelque temps et dans quelque époque que ce soit, peut avoir été écrit, imprimé ou verbalement convenu, relativement aux relations entre le Portugal et l'Empire chinois, et entre le gouvernement de la ville de Macao (autrefois province de Canton) et les autorités chinoises, vu que, désormais, le présent traité servira de seul et valable règlement pour lesdites relations, après avoir été conclu et signé par les plénipotentiaires des deux Etats, dûment munis de leurs pouvoirs respectifs.

Art. 3. Le Gouverneur général de Macao, en sa qualité de plénipotentiaire de S. M. Très-Fidèle en Chine, pourra se rendre à la cour de Pékin une fois par an, lorsque des affaires importantes l'exigeront. Si, à l'avenir, le gouvernement de S. M. l'Empereur de la Chine permet de résider à Pékin au représentant de n'importe quelle autre nation étrangère que celles qui, déjà aujourd'hui, y ont leurs représentants, l'envoyé de S. M. Très-Fidèle pourra considérer cette permission comme s'étendant jusqu'à lui et en profiter s'il juge convenable de le faire.

Art. 4. Les agents diplomatiques jouiront, dans les lieux de leurs résidences, de tous les privilèges et de toutes les immunités que leur concède le droit des gens ; leurs personnes, leurs familles, leurs maisons et leurs correspondances seront inviolables.

Art. 5. Les dépenses des missions diplomatiques du Portugal en Chine seront payées par le gouvernement portugais. Les agents diplomatiques que S. M. l'Empereur de la Chine daignera accréditer près la cour de S. M. le Roi de Portugal seront reçus avec tous les honneurs et toutes les prérogatives dont jouiront tous les autres agents diplomatiques étrangers du même rang accrédités dans cette cour.

Art. 6. Les correspondances officielles, envoyées par les autorités portugaises aux autorités chinoises, seront écrites en portugais et accompagnées de la traduction en chinois. De la même manière, le présent traité sera écrit en portugais et en chinois, après avoir été dûment comparé. Chaque nation se servira comme document de la version écrite dans sa propre langue.

Art. 7. Les formules des correspondances officielles entre les auto-



rités portugaises et les autorités chinoises seront réglées par la hiérarchie et les positions respectives, en prenant pour base la plus complète réciprocité entre les hauts fonctionnaires portugais et les hauts fonctionnaires chinois dans la capitale ou dans tout autre lieu que ce soit. Ces correspondances auront lieu sous forme de communication entre les fonctionnaires portugais subordonnés et les premières autorités de province; on emploiera, pour les uns, la formule *Chau-Hoei*, et pour les autres celle de *Ven-Cheu*; et les officiers subordonnés des deux nations devront correspondre sur le ton d'une parfaite égalité.

Les négociants, et généralement tous les individus non revêtus d'un caractère officiel, emploieront à l'égard des autorités la formule : *Pin-Cheng*.

Lorsqu'un sujet portugais aura quelque représentation à soumettre à l'autorité chinoise du district, il devra en donner connaissance à son Consul qui, s'il la trouve convenable, la fera remettre, et qui, dans le cas contraire, en fera changer les termes ou refusera de la transmettre. Il en sera de même lorsqu'un sujet chinois aura quelque représentation à adresser au Consul de Portugal : il ne pourra le faire que par l'intermédiaire de l'autorité chinoise, qui procédera de la même manière.

Art. 8. Dans tous les ports de la Chine ouverts au commerce, S. M. le Roi de Portugal établira des Consuls pour traiter des affaires commerciales et veiller à l'observation de tous les articles de ce traité. Les Consuls et les autorités locales devront se traiter mutuellement avec politesse et correspondre dans des termes d'une parfaite égalité.

Les Consuls et les Consuls intérimaires auront les honneurs de *Tao-tai*, et les Vice-Consuls, les Agents consulaires et les Interprètes traducteurs ceux de *Parfait*. Leurs pouvoirs seront égaux à ceux des Autorités consulaires des autres nations.

Ces fonctionnaires devront être de véritables Agents du Gouvernement portugais et non pas des Commerçants. Cependant le Gouvernement chinois ne fera aucune objection à ce que le Portugal, ne jugeant pas nécessaire d'envoyer un véritable Consul dans un port quelconque, charge de son Consulat, par intérim, dans ce port, un Consul d'une autre nation.

Art. 9. S. M. le Roi de Portugal et S. M. l'Empereur de la Chine, désirant manifester réciproquement leurs amicales intentions conviennent expressément de ce qui suit :

Tous les sujets des deux nations, en quelque partie du territoire portugais ou chinois qu'ils se trouvent, seront toujours réciproquement traités comme amis.

S. M. le Roi de Portugal ordonnera au Gouverneur de Macao d'ap-

porter le plus grand soin à éviter tout ce qui pourrait porter préjudice aux intérêts de l'Empire chinois.

S. M. l'Empereur de la Chine pourra nommer, s'il le juge à propos, un agent qui résidera à Macao, qui y traitera des affaires commerciales et veillera à l'observation des règlements. Cependant cet agent devra être Manchu ou Chinois et être du quatrième ou du cinquième ordre. Ses pouvoirs seront égaux à ceux des Consuls de France, d'Angleterre, d'Amérique ou des autres nations qui résident à Macao et à Hong-kong; ils y traiteront des affaires publiques et arboreront le drapeau national.

Art. 10. Il est permis à tous les sujets portugais et à leurs familles d'habiter et de fréquenter les ports et les villes de Kuang-tchou (Canton), Chau-chou (Suatan), Amoy, Yu-chau, Ning-po, Shang-hai, Cheu-kiang, Kieu-kiang et Han-kau (Norio Yang-tsi); Pang-chau-Pieiv-tsin, Neu-choang, Pan-shoei et Pai-van (dans Ilha Formosa), et Hioung-chou (dans Ilha de Hai-nau), et d'y commercer librement. Leurs navires pourront aller et venir sans obstacles, et leurs marchandises pourront être importées ou exportées en tout temps.

Art. 11. Le Gouvernement chinois ne s'opposera en aucune manière à ce que les sujets portugais emploient les sujets chinois à tout ce qui sera permis par les lois.

Art. 12. Il est permis à tout commerçant portugais, qui aura payé les droits dus par lui, de débarquer ses marchandises dans chacun des ports ouverts; il est également permis à tout sujet portugais quelconque de voyager dans toutes les parties de l'intérieur de la Chine qu'il lui plaira de parcourir, dans l'intérêt de leur commerce ou autrement, pourvu qu'il soit muni de passe-ports qui lui seront délivrés par les Consuls et signés par les autorités locales. Le porteur d'un passe-port devra le présenter dans tous les lieux qu'il parcourra toutes les fois qu'il lui sera demandé, et son passe-port ayant été trouvé en règle, personne ne pourra s'opposer à ce qu'il se procure des embarcations ou des voitures pour le transport de ses bagages ou de ses marchandises. Si un voyageur est rencontré sans passe-port, ou s'il commet quelque action contre la loi, il sera livré au Consul le plus voisin, aucun autre moyen de répression ne pourra être employé à son égard.

Ne seront point tenus de se munir de passe-port les personnes qui parcourront les environs de l'un des ports ouverts au commerce, à une distance de cent *lis* (douze lieues), ou pendant un espace de cinq jours.

Les stipulations de cet article ne pourront jamais être appliquées aux équipages des navires, vu qu'à leur égard les Consuls et les autorités légales sont chargés de faire le nécessaire.



Pour Nankin, et toute autre ville se trouvant en révolte contre le Gouvernement, il ne sera donné de passe-port que lorsqu'elles seront rentrées dans l'obéissance.

Art. 13. Lorsqu'un sujet portugais quelconque désirera établir ou ouvrir, dans les ports ou dans d'autres localités, des maisons, magasins, églises, hôpitaux, ou cimetières, le contrat d'achat ou de location de ces propriétés sera dressé conformément aux conditions les plus généralement usitées par les habitants, d'une manière équitable et sans paiement d'impôts quelconques par aucune des parties.

Il est bien entendu pourtant que l'établissement de magasins n'est permis que dans les seuls ports ouverts au commerce.

Art. 14. Les sujets portugais pourront fréter des embarcations quelconques, à leur volonté, pour le transport des marchandises ou des passagers; et le prix de ces affrètements sera fixé uniquement par les parties sans l'intervention du Gouvernement chinois.

Le nombre des embarcations ne pourra être limité; il ne sera permis à qui que ce soit de faire le monopole de ces embarcations, ou celui des *coolies* employés à porter des marchandises.

Dans le cas où il serait constaté qu'on a chargé à bord des embarcations susmentionnées, des articles de contrebande, les coupables seront immédiatement punis conformément à la loi.

Art. 15. Toutes les questions soulevées entre des sujets portugais relativement, soit à leurs droits de propriété, soit à leurs droits personnels, seront soumises à la juridiction des autorités portugaises.

Art. 16. Les sujets chinois qui se rendent coupables d'un acte criminel quelconque à l'égard de sujets portugais, seront pris et punis par les autorités chinoises, conformément aux lois de la Chine, après en avoir informé les autorités portugaises.

Les sujets portugais qui commettent un crime quelconque, en Chine, seront jugés par le Consul, ou par un autre fonctionnaire public portugais autorisé à cet effet, conformément aux lois du Portugal, après en avoir donné avis aux autorités chinoises.

Art. 17. Tout sujet portugais qui aura été lésé par un Chinois devra porter sa plainte devant le Consul, lequel instruira dûment la cause, et emploiera tous ses efforts pour l'arranger à l'amiable. De même, quand un sujet chinois aura à se plaindre d'un Portugais, le Consul devra écouter sa plainte, et faire tout ce qui dépendra de lui pour rétablir la bonne harmonie entre les deux parties. Pourtant, dans le cas où la question en litige serait de nature à ne pas pouvoir être résolue de cette manière, le Consul invitera les autorités chinoises à assister à l'instruction de la cause, afin qu'elle soit résolue conjointement et d'une manière équitable.

Art. 18. Les autorités chinoises devront prêter la protection la

plus complète aux personnes et aux propriétés des sujets portugais, toutes les fois qu'elles se trouvent en danger de subir quelque insulte ou quelque préjudice. En cas de vol ou d'incendie, les autorités locales prendront immédiatement les mesures nécessaires pour retrouver les objets volés, pour mettre fin au désordre, et pour faire arrêter et punir les criminels, conformément à la loi.

Art. 19. Dans le cas où un navire marchand portugais serait pillé par des pirates ou voleurs dans les eaux de la Chine, les autorités chinoises devront employer la plus grande diligence pour arrêter et punir lesdits voleurs et pour recouvrer les objets volés, lesquels, seront, par l'entremise du Consul, restitués à leurs propriétaires.

Art. 20. Dans le cas où un navire portugais ferait naufrage sur les côtes de la Chine, ou serait forcé de se réfugier dans un port quelconque de l'Empire chinois, les autorités chinoises, aussitôt qu'elles auront reçu avis du fait, prendront les mesures nécessaires pour secourir et protéger les membres de l'équipage, en les accueillant amicalement, et en leur fournissant, au besoin, les moyens de se rendre chez le Consul le plus voisin.

Art. 21. Dans le cas où des criminels, sujets chinois, se réfugièrent soit à Macao, soit à bord des navires portugais mouillés dans ledit port, ils seront remis aux autorités chinoises, moyennant réquisition et la preuve du crime.

De même, tout sujet chinois dont le crime aura été constaté, lequel, dans un port ouvert quelconque de la Chine, chercherait asile dans l'habitation ou à bord du navire d'un sujet portugais, n'y sera ni accueilli, ni caché, mais sera au contraire, livré aux autorités chinoises, sur la réquisition par elles faites au Consul portugais dudit port.

Art. 22. Dans le cas où un sujet chinois quelconque aurait contracté une dette envers un sujet portugais, et refuserait de la payer, ou se cacherait frauduleusement afin de ne pas la payer, les autorités chinoises emploieront tous leurs efforts pour l'arrêter et pour le forcer à payer aussitôt que la dette aura été prouvée, et que l'on aura constaté la possibilité du paiement.

Les autorités portugaises en feront de même à l'égard de tout sujet portugais qui ne payerait pas une dette due à un sujet chinois quelconque.

Art. 23. Tout navire marchand portugais de plus de 150 tonneaux payera les droits de tonnage à raison de 4 *maces* d'argent par tonneau; de 150 tonneaux, ou au-dessous, à raison d'une *mace*.

Le surintendant de la douane devra délivrer un certificat avec indication des droits de tonnage qui auront été payés.

Art. 24. Les sujets portugais payeront, sur toutes les marchandises



importées ou exportées par eux, les droits indiqués dans le tarif adopté à l'égard des autres nations. En aucun cas, il ne sera exigé d'eux des droits plus élevés que ceux payés par les sujets de toute autre nation étrangère.

Art. 25. Les droits d'importation seront considérés comme payables au moment même du débarquement des marchandises; et les droits d'exportation le seront lors de l'embarquement des marchandises.

Art. 26. L'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes pourra, à la fin de dix années, demander la révision du Tarif, ou celle des articles commerciaux du présent Traité. Il est bien entendu, que dans le cas où cette demande ne serait pas faite dans le délai de six mois à partir de l'expiration des premières dix années, le même Tarif restera en vigueur durant dix autres années, à partir des dix années précédentes; et ainsi de suite de dix années en dix années.

Art. 27. Tout capitaine d'un navire portugais pourra, quand cela lui conviendra, débarquer une partie seulement de sa cargaison dans un port ouvert quelconque, en payant les droits dus sur les marchandises qu'il débarquera.

Art. 28. Tout sujet portugais qui apporte sur le marché de l'intérieur du pays, des marchandises ayant déjà acquitté les droits voulus d'importation dans un des ports ouverts quelconque, ou qui achète à l'intérieur, des marchandises à porter aux ports du *Yang-tsi-Kiang* (fleuve jaune) ou pour les ports étrangers, devra observer le règlement nouvellement adopté à l'égard des autres nations.

Les commis et les autres employés de la douane qui n'observeront pas ledit règlement, ou qui exigeront des droits plus élevés que ceux prescrits, seront punis conformément aux lois chinoises.

Art. 29. Tout navire portugais expédié d'un des ports ouverts de la Chine, à destination d'un autre desdits ports ou à celle de Macao, aura droit à un certificat de la douane l'exemptant de tout nouveau paiement des droits de tonnage pendant une période de quatre mois, à partir de la date de l'expédition.

Art. 30. Tout capitaine d'un navire portugais aura la faculté, dans le délai de quarante-huit heures, à partir de l'arrivée de son navire dans un des ports ouverts de la Chine, mais non plus tard, de se décider à partir sans ouvrir ses écoutilles; et dans ce cas, il n'aura pas à payer les droits de tonnage. Pourtant, il sera tenu de donner avis de son arrivée, pour la visite prescrite, aussitôt qu'il sera entré dans le port, sous peine d'amende, s'il ne le fait pas dans le délai de deux jours. Pourtant, le navire est soumis aux droits de tonnage, quarante-huit heures après son arrivée dans le port; mais il ne lui sera demandé, ni alors ni à son départ, d'autres droits quelconques.

Art. 31. Seront exemptées du paiement des droits de tonnage, toutes les embarcations employées par des sujets portugais au transport des passagers, des bagages, des lettres, des approvisionnements ou de tout autre article franc de droits entre les différents ports ouverts de la Chine. Pourtant, toute embarcation chargée de marchandises soumises aux droits, payera, tous les quatre mois, des droits de tonnage à raison d'une *mace* par tonneau.

Art. 32. Les Consuls et les Surintendants des douanes devront s'entendre, toutes les fois que besoin sera, au sujet de la construction des phares et du placement des balises et des fanaux.

Art. 33. Les droits seront payés aux banquiers autorisés par le Gouvernement chinois à les percevoir, en argent *sycee*, ou en monnaie étrangère, conformément à l'essai fait à Canton, le 15 juillet 1843.

Art. 34. Pour assurer l'uniformité des poids et mesures, et pour éviter toute confusion, le Surintendant des douanes remettra au Consul portugais dans chacun des ports ouverts, un modèle conforme à celui donné par le département du revenu public à la douane de Canton.

Art. 35. Tout navire marchand portugais, en approchant d'un port ouvert quelconque, sera libre de prendre un pilote pour l'y faire entrer; il sera également libre d'en prendre pour sortir, si cela lui convient, et s'il a payé dans le port tous les droits qu'il devait.

Art. 36. Toutes les fois qu'un navire marchand portugais arrive dans un port ouvert quelconque de la Chine, le Surintendant de la douane devra lui envoyer un ou plusieurs gardes qui pourront rester dans leur embarcation, ou passer à bord du navire, à leur plaisir.

Ces gardes recevront de la douane leur nourriture et tout ce dont ils auront besoin. Ils ne pourront accepter, soit du capitaine du navire, soit du consignataire, un honoraire quelconque, sous peine d'une punition proportionnée à ce qu'ils auront reçu.

Art. 37. Vingt-quatre heures après l'arrivée d'un navire marchand dans l'un des ports ouverts, les papiers dudit navire, les connaissements et autres documents devront être remis au Consul qui devra, également dans les vingt-quatre heures, communiquer au Surintendant de la douane le nom du navire, son registre de tonnage et la nature de son chargement. Lorsque, par négligence ou tout autre motif, ces formalités n'auront pas été remplies dans les quarante-huit heures qui suivront l'arrivée du navire, le capitaine sera passible d'une amende de 50 taëls pour chaque jour de retard; toutefois, le total de l'amende ne pourra excéder la somme de 200 taëls. Le capitaine du navire est responsable de l'exactitude du manifeste dans lequel il devra déclarer le chargement avec détail et vérité; il est passible d'une amende de 500 taëls pour le cas où le manifeste serait

trouvé inexact. Il n'encourra pas cette peine dans le cas où, dans les vingt-quatre heures qui suivront la remise du manifeste aux autorités de la douane, il demanderait à corriger une erreur qu'il aurait découverte dans ledit manifeste.

Art. 38. Le Surintendant de la douane autorisera le déchargement du navire après avoir reçu du Consul une note faite dans les termes prescrits. Le capitaine de navire qui commencera le déchargement sans autorisation sera puni d'une amende de 500 taëls, et les objets déchargés seront confisqués.

Art. 39. Tout négociant portugais chargé d'embarquer ou de débarquer devra obtenir, à cet effet, une permission spéciale du Surintendant de la douane, faute de quoi toutes les marchandises embarquées ou débarquées seront confisquées.

Art. 40. Il ne pourra être transbordé des marchandises d'un navire à l'autre sans une permission spéciale, sous peine de confiscation des marchandises transbordées.

Art. 41. Après que le navire aura payé tous les droits de port dus, le Surintendant de la douane lui délivrera un certificat, et le Consul lui restituera ses papiers, afin qu'il puisse continuer son voyage.

Art. 42. Quand il s'élèvera des doutes sur des marchandises qui, d'après le Tarif, payent des droits *ad valorem*, et que le négociant portugais ne pourra s'accorder avec l'employé de la douane sur la valeur desdites marchandises, chacune des parties appellera deux ou trois négociants pour les voir, et le prix le plus élevé qui sera offert par eux sera la valeur des marchandises.

Art. 43. Les droits payés sur le poids des marchandises seront payés déduction faite de la tare. Pour le cas où le négociant portugais et l'employé de la douane ne s'accorderaient pas sur la fixation de la tare, chaque partie prendra parmi les marchandises un certain nombre de caisses ou de ballots; on en prendra d'abord (de chacune des caisses) le poids brut et ensuite la tare; la tare moyenne qui résultera de cette opération sera applicable à toutes les marchandises. Dans le cas où il s'élèverait un doute ou une contestation en dehors des prévisions de la présente, le négociant portugais pourra s'adresser à son Consul, qui soumettra la question au Surintendant, lequel la fera résoudre à l'amiable. L'appel devra être introduit dans les vingt-quatre heures, et aucune entrée ne pourra être faite sur les livres de la douane, relativement aux marchandises en litige, tant que la question n'aura pas été résolue.

Art. 44. Il sera accordée une réduction de droits aux marchandises avariées; la réduction sera proportionnelle aux détériorations. Dans le cas où il s'élèverait des doutes, la contestation sera réglée suivant

les dispositions de l'article du présent Traité, relatif aux marchandises payant des droits *ad valorem*.

Art. 45. Tout négociant portugais qui, après avoir importé des marchandises dans un des ports ouverts de Chine, et avoir payé les droits, voudra les réexporter à destination d'un autre desdits ports, devra adresser un état desdites marchandises au Surintendant de la douane, qui, pour éviter des fraudes, fera constater par ses employés si les droits ont été payés, si les marchandises ont été entrées sur les livres de la douane, si elles ont conservé leurs marques originaires, et si les entrées des livres concordent avec l'état susmentionné. Le tout étant trouvé conforme, le Surintendant en fera mention, ainsi que du montant des droits payés, dans le certificat d'expédition, et en avisera les autorités douanières des autres ports. A l'arrivée du navire au port où il doit conduire les marchandises, l'autorisation de leur déchargement sera donnée, sans qu'il y ait lieu de payer aucun droit additionnel, après que l'identité desdites marchandises aura été constatée. Dans le cas où, à la suite de constatation, une fraude viendrait à être découverte, les marchandises pourront être confisquées par le Gouvernement chinois.

Dans le cas où un négociant portugais voudrait réexporter pour un pays étranger des marchandises qu'il aura importées en payant les droits afférents, il devra en dresser un état satisfaisant aux conditions exigées pour la réexportation à destination des ports de Chine; il lui sera ensuite délivré un certificat de remboursement de droits (*draw-back*) qui sera accepté en paiement de droits d'importation ou d'exportation par toutes les douanes chinoises.

Les céréales étrangères, amenées par un navire portugais à un des ports de Chine, pourront être réexportées sans aucune difficulté si aucune partie d'icelles n'en a été débarquée.

Art. 46. Les autorités chinoises adopteront dans tous les ports les moyens qu'elles jugeront convenables pour éviter les fraudes et la contrebande.

Art. 47. Les navires marchands portugais pourront fréquenter les ports de Chine qui sont, en vertu du présent Traité, déclarés ouverts au commerce. Il leur est, partant, défendu d'entrer dans d'autres ports ou de faire un commerce clandestin sur les côtes de Chine; les navires qui contreviendront à cette disposition pourront être confisqués avec tout leur chargement par le Gouvernement chinois.

Art. 48. Dans le cas où un navire marchand serait trouvé faisant la contrebande, tout son chargement, quelles qu'en soient la valeur et la nature, pourra être confisqué par les autorités chinoises, qui pourront, en outre, le faire sortir du port après qu'il aura payé tous ses comptes, et lui interdire de continuer à faire le commerce.



Art. 49. Le produit des amendes et confiscations infligées, conformément au présent Traité, aux sujets portugais, sera acquis au Gouvernement chinois.

Art. 50. Tous les navires de guerre portugais qui viendront avec des intentions amicales ou dans le but de poursuivre les pirates, auront pleine liberté de visiter tous les ports, sans exception, des territoires de l'Empereur de la Chine, d'y faire de l'eau, acheter des provisions et réparer leurs avaries quand besoin sera. Toute assistance devra leur être prêtée à cet effet. Les commandants des navires devront communiquer avec les autorités chinoises sur le pied de l'égalité et avec courtoisie.

Art. 51. Aucun commerçant ni aucun navire portugais ne pourront fournir des provisions, armes ou munitions aux rebelles.

En cas de contravention à la présente disposition, le navire sera confisqué avec son chargement, et les coupables seront remis au Gouvernement portugais pour être jugés et punis avec toute la rigueur des lois.

Art. 52. Le Gouvernement portugais profitera de tous les avantages ou immunités que le Gouvernement chinois pourra accorder à une autre nation. De son côté, le Gouvernement portugais accordera au Gouvernement chinois, autant que possible, les mêmes avantages qu'une autre nation lui concéderait.

Art. 53. Attendu qu'il est possible que, malgré la paix et l'amitié qui règnent entre le Portugal et la Chine, un différend surgisse, que les deux Hautes Puissances contractantes ne pourront résoudre d'un commun accord, il est expressément stipulé que, dans ce cas, chacun des deux Gouvernements invitera le Ministre d'une des nations qui ont un traité avec la Chine à décider la question ; que si les deux Ministres ne s'accordent pas, les deux Gouvernements désigneront, d'un commun accord, un troisième Ministre dont la décision sera définitive.

Art. 54. Les ratifications du présent Traité, par S. M. très-fidèle le Roi de Portugal et S. M. l'Empereur de la Chine, seront échangées à Tien-Tsin dans le délai de deux années à compter de la signature.

Avant les ratifications, le Gouvernement chinois donnera connaissance du Traité aux autorités supérieures de toutes les provinces, afin qu'elles lui donnent une complète exécution.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont scellé de leurs armes.

Fait à Tien-Tsin, le 13 août 1862, qui correspond au 18<sup>e</sup> jour de la 7<sup>e</sup> lune de la 1<sup>re</sup> année de Tungche.      *Signé* : J.-F. GUAMARES.

(Signatures des plénipotentiaires chinois.)

Pour copie conforme :

*Le ministre des affaires étrangères,*

13 février 1863.

*Signé* : Émile-Achille MONTEVERDE.

## DEUXIÈME PARTIE.

---

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,  
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

---

### ESPAGNE.

**Discours prononcé par la Reine, le 1<sup>er</sup> décembre 1862,  
à l'ouverture de la session des Cortès.**

Messieurs les sénateurs et députés, lorsque je visitais cet été les provinces d'Andalousie et de Murcie, recevant de leurs habitants des témoignages éclatants d'affection et de respectueux attachement à ma personne, j'aspirais à voir réunies les Cortès et à manifester aux représentants de la nation la reconnaissance et l'amour que je porte aux peuples à la tête desquels la Providence m'a placée.

Les sentiments catholiques de l'Espagne sont aussi les miens, et je demande à Dieu de protéger nos vœux et nos efforts pour que cessent les tribulations du Souverain Pontife, objet constant de ma plus profonde vénération.

Les relations avec les Puissances étrangères continuent d'être amicales; j'espère voir la conclusion satisfaisante des difficultés que le désaccord des plénipotentiaires au Mexique a opposées à l'exécution du traité de Londres. Les obstacles imprévus qui ont empêché cette exécution n'ont pas altéré mon désir de l'accomplir et de réaliser la pensée qui lui a servi de base.

Mon gouvernement vous présentera le traité de paix conclu avec le roi d'Annam; il vous remettra aussi, en temps opportun, les communications auxquelles donnent lieu les graves événements survenus sur les côtes de l'île de Cuba, et j'ai la confiance que ces événements n'al-



téreront pas la bonne intelligence que je conserve avec le gouvernement des États-Unis.

L'activité et l'esprit d'entreprise qui, comme une nouvelle vie, circulent dans toutes les parties du pays, révèlent la confiance dans la tranquillité publique et donnent l'assurance que les idées et les intérêts attendent tout de l'exacte exécution des lois, et animée de cette espérance, j'ai octroyé avec plaisir l'amnistie générale que mon Gouvernement m'a proposée, et à laquelle je songeais déjà, pour tous les impliqués dans les désordres de Loja.

Des événements de cette nature seront moins fréquents à mesure que la véritable opinion publique se manifesterait plus librement, que les populations s'occuperont des intérêts les plus immédiats et les plus appropriés à leur intelligence et à leurs ressources, et que l'administration de la justice sera plus prompte et offrira de plus grandes garanties morales. A tout cela contribuera l'approbation des projets de lois de la presse et des municipalités, présentés dans les précédentes législatures, et de ceux que vous proposera mon Gouvernement sur les incompatibilités parlementaires, la sanction pénale des abus électoraux, les pourvois en cassation, l'organisation des tribunaux et la procédure criminelle.

Les travaux publics marchent de front avec la paix, et le pouvoir des nations se calcule d'après l'échelle de leurs moyens de production. Afin de les augmenter ou de leur donner une prompte application, mon Gouvernement a préparé déjà divers projets de lois de nature à faciliter le plus utile emploi des eaux, la construction des chemins, les capitaux dont a besoin l'agriculture et l'instruction que réclame cette branche de l'industrie. Les provinces d'outre-mer deviennent chaque jour plus florissantes malgré le préjudice que la guerre des États-Unis cause au commerce et à la production de ces contrées. La distance à laquelle elles se trouvent de la Péninsule augmente ma sollicitude. Dans leur gouvernement et leur administration, il est besoin de réformes destinées, d'après l'exemple de mes augustes ancêtres, à faire un seul peuple de tous les Espagnols établis dans les diverses contrées du globe.

Les troupes de mer et de terre font preuve partout de la discipline sévère qui fait la force des armées. La bravoure qu'elles ont montrée dans les récents combats dont les mers de Chine ont été le théâtre fut toujours le trait caractéristique du soldat espagnol. La discussion de la loi des avancements militaires pendant la dernière législature et l'examen des changements que mon Gouvernement vous proposera dans la loi des remplacements donneront l'occasion de manifester l'importance que les Cortès continuent d'attacher aux services et à la bonne organisation de l'armée et de la marine.

Dans l'exercice de la première de vos prérogatives, vous examinerez le budget des dépenses et des recettes pour la prochaine année administrative. Les progrès de la civilisation exigent de l'État des services nouveaux et plus coûteux qu'il n'est pas possible de négliger sans compromettre le bien commun. On vous présentera différents projets de lois destinés à procurer au trésor public de plus grandes ressources ordinaires et extraordinaires.

La politique constamment suivie par mon Gouvernement depuis quatre ans, de concert avec les Cortès, a procuré à la nation de grandes augmentations et améliorations à l'intérieur, et lui a valu le respect et la considération des nations étrangères. En continuant le système commencé de liberté, de tolérance et de pratique sincère de la loi constitutionnelle, en accoutumant les diverses classes de la société à l'exercice des droits qui élèvent leur dignité, et au travail qui est le stimulant de l'ordre et qui accroît la richesse, en inculquant à tous les principes de morale et de religion chrétiennes, le Ciel, témoin de nos efforts, daignera les bénir. La tranquillité régulière, cet apanage des peuples libres et laborieux, se consolidera. L'histoire signalera l'époque actuelle comme féconde en prospérité, et les réformes qui pourront être nécessaires dans la législation de l'État s'accompliront par l'impulsion seule de l'opinion publique, sans la surprise et la violence, cortège ordinaire des révolutions. »

DOCUMENTS RELATIFS A LA QUESTION DU MEXIQUE, DEPUIS LA RETRAITE DE L'EXPÉDITION ESPAGNOLE JUSQU'A CE JOUR, DÉPOSÉS AUX CORTÈS, PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, EN DÉCEMBRE 1862.

**N° 1. — Le ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires de Sa Majesté à Paris.**

(Extrait.)

Madrid, le 21 mai 1862.

Le résultat de la conférence tenue à Orizaba le 9 avril dernier par les plénipotentiaires des Gouvernements signataires de la convention de Londres a causé au Gouvernement de la Reine la plus grande surprise et le plus vif chagrin. Les termes et les idées de la lettre adressée par l'amiral Jurien de La Gravière au comte de Reus, le 20 mars dernier, et sa tendance évidente à changer une situation prise et soutenue pendant quatre mois, ont profondément affecté le Gouvernement de la Reine.

Le langage de l'amiral, manifestant la nécessité de mettre un terme aux dissensions qui avaient fait de la République mexicaine le scandale

de l'Europe et d'établir au Mexique un gouvernement monarchique, dénotait l'abandon complet du système jusque-là suivi dans les négociations, de concert avec les autres plénipotentiaires.

Le Gouvernement de la Reine n'hésite pas à affirmer que les déclarations de l'amiral, outre qu'elles étaient tardives, se trouvaient en opposition avec tous les faits antérieurs et avec l'esprit et la lettre de la Convention de Londres.

Le langage de l'amiral français a dû convaincre le comte de Reus que l'action collective des puissances, concertée par la Convention de Londres, cessait, et que l'on ne pouvait espérer la coopération, les secours des troupes françaises, que lorsque les troupes espagnoles se trouveraient engagées dans une situation périlleuse.

Quelque généreuse que fût l'offre de l'amiral français, il était facile de voir, d'après son langage, que la présence des troupes espagnoles sur le territoire mexicain avait été dès le principe un inconvénient et qu'elle pouvait devenir ultérieurement un péril. Il n'était pas possible d'être plus catégorique ; ç'avait été une erreur de donner une couleur trop espagnole à l'expédition ; elle allait être à l'avenir une expédition française, et la France n'entendait plus que soutenir les troupes espagnoles dans des cas extrêmes.

Après la communication de ce document, la conférence d'Orizaba eût été inutile. La position du comte de Reus comme général et comme plénipotentiaire était claire, elle était parfaitement définie.

Abandonner la politique suivie depuis longtemps, renoncer aux résultats que l'on allait atteindre, aider à l'exécution d'une pensée qui n'était pas celle de la convention de Londres ni celle de son Gouvernement, demeurer spectateur tranquille d'événements graves et d'une importance majeure, compromettre peut-être dans l'inaction la santé et le prestige de ses troupes, telle était l'alternative pénible où l'on avait placé le comte de Reus.

Toutefois la réponse faite à l'amiral, le 21 mars, fut modérée et circospecte. Le général Prim ne refuse pas d'ouvrir la lutte ; il ne craint pas les combats, mais il demande qu'on ne dénature pas le but de l'expédition, et que, sans être française ni espagnole exclusivement, cette expédition continue d'être toujours une expédition alliée, les généraux et plénipotentiaires demeurant, comme par le passé, soumis aux résolutions de la conférence.

Le 23 mars, le comte de Reus, voulant épuiser tous les moyens de conciliation, propose une nouvelle conférence de concert avec le plénipotentiaire anglais. La conférence se réunit le 9 avril. On connaît son résultat. Le parti que devait adopter le général espagnol lui était indiqué ; il en savait toute la gravité ; il savait qu'en le prenant il assumait une immense responsabilité ; il n'a pas reculé devant son

devoir; il ne pouvait pas douter que son Gouvernement n'apprît avec douleur et surprise les pensées consignées dans la dépêche de l'amiral français, du 20 mars.

A cet égard, le comte de Reus a prévu avec exactitude l'impression qui en devait résulter. Si la séparation des forces des deux gouvernements amis devait être très-pénible pour le Gouvernement de la Reine, la cause qui y donnait lieu devait aggraver encore le chagrin.

Le Gouvernement de la Reine a la conscience d'avoir suivi une politique loyale, prudente et conciliatrice dans tous les actes, dans toutes les dispositions qu'il a dû adopter pendant l'expédition. Si le Gouvernement de Sa Majesté Impériale donnait à celui de la Reine l'assurance que l'amiral n'a pas exprimé la pensée gouvernementale, et qu'il a méconnu les égards dus à l'Espagne, la discussion des autres points qui doivent occuper les trois Gouvernements amis pourrait être entamée avec la sincérité et la bonne foi dont ils sont animés, et probablement le résultat serait plus satisfaisant que celui des conférences d'Orizaba, ou tout au moins il en atténuerait les effets.

Lecture de la présente dépêche devra être donnée à M. Thouvenel, et copie lui en sera laissée, s'il le demande.

---

N° 2. Le 27 mai, M. Muro, chargé d'affaires d'Espagne à Paris, répond à la dépêche qui précède et rend compte de son entrevue avec M. Thouvenel. Le Ministre des affaires étrangères de France a témoigné sa surprise de voir mettre en discussion une lettre confidentielle de l'amiral Jurien de La Gravière, alors que dans la réponse du général Prim, il ne perce pas le moindre mécontentement et que cette réponse ne laisse voir en rien que cette correspondance puisse amener des récriminations.

---

**N° 3.—Note de M. Thouvenel du 10 juin 1862.**

Voir *Archives diplomatiques* de 1863, t. I, p. 323.

---

**N° 4.— Le premier secrétaire d'État à M. l'ambassadeur  
de Sa Majesté à Paris.**

(Extrait.)

Madrid, le 29 juillet 1862.

L'importante mission conférée à Votre Excellence a pour principal objet de resserrer les liens qui doivent unir les deux peuples voisins. La Reine, notre souveraine, veut que les relations entre l'Espagne et la



France soient amicales et cordiales. Le Gouvernement de la Reine est disposé à entrer en conférence pour remettre en vigueur la convention du 31 octobre qu'elle n'a jamais considérée comme rompue, mais seulement comme suspendue.

Dans la pensée du Gouvernement de la Reine, la première chose à faire serait la réunion des trois drapeaux de France, d'Angleterre et d'Espagne sur le territoire mexicain; si le Gouvernement anglais se décidait à envoyer son drapeau avec des forces de terre et de mer suffisantes pour représenter la puissance et l'influence de cette grande nation, l'Espagne enverrait également son drapeau avec les troupes nécessaires pour le faire respecter partout où il flotterait.

La deuxième condition serait d'assurer l'intégrité du territoire mexicain et de respecter l'indépendance de ses habitants pour constituer le gouvernement le plus conforme à ses croyances, à ses habitudes et à ses besoins. Les trois Gouvernements amis et alliés appuieront les réclamations que chacun d'eux adressera au Gouvernement mexicain.

Dans vos relations avec le Gouvernement Impérial, Votre Excellence saura unir, à la déférence due au pouvoir suprême d'un pays ami, la dignité qui appartient au représentant de la reine d'Espagne dont le cœur magnanime n'a que de la bienveillance pour les souverains ses alliés et amis, et un ardent amour pour l'honneur et la prospérité de la patrie.

Par ordre de la Reine,

*Signé : SATURNINO CALDERON COLLANTÈS.*

---

**N° 5. — Le secrétaire de la légation, chargé de la protection des intérêts de l'Espagne au Mexique, au Ministre des affaires étrangères.**

Mexico, le 18 mai 1862.

Excellence, en exécution des ordres qui m'avaient été donnés par M. le comte de Reus avant son départ, je suis parti pour cette capitale le 6 courant pour me charger de la protection des sujets espagnols et de leurs intérêts.

Après un pénible voyage de sept jours, je suis arrivé à Mexico avec l'attaché diplomatique Norberto Ballesteros le 12. Le lendemain, je me suis présenté chez M. Doblado, ministre des affaires étrangères de la République, qui m'a reçu avec la plus grande cordialité. Il m'a assuré qu'en ma qualité de représentant officieux des intérêts espagnols, je pouvais compter sur la meilleure volonté et la plus favorable disposition de lui-même et du président. Il m'a déclaré que le pays

est si reconnaissant à l'Espagne et au général comte de Reus de leur noble conduite dans les récentes difficultés, qu'il n'est pas de sacrifice qu'il ne soit disposé à faire pour lui prouver sa reconnaissance. Il m'a paru opportun de ne pas différer la présentation d'un des deux exemplaires du Traité que le comte de Reus m'avait laissé signé et scellé. M. Doblado l'a lu avec beaucoup d'attention, et à la fin de cette lecture, il m'a dit qu'il ne repoussait que l'article où il est question du paiement des frais de l'expédition.

Quant à tout le reste, il n'y avait aucune difficulté à l'accepter. Loin de là. Comme, dans le traité récemment conclu avec sir Ch. Wyke, on stipule certains détails non compris dans celui que je présentais, il convenait de donner plus d'extension à certaines concessions; il fallait les adoucir au moyen d'une rédaction habile qui les rendît acceptables pour le peuple mexicain. Il a promis de diriger un projet de convention, et de me donner rendez-vous dans deux ou trois jours pour l'examiner ensemble et pour que je lui fisse les observations que je jugerais convenables. Je vous rendrai compte de cette deuxième entrevue.

J'ai trouvé la majeure partie des sujets espagnols irrités jusqu'à l'exaspération par la conduite du comte de Reus depuis son arrivée et par la retraite des troupes espagnoles. J'ai fait les plus grands efforts pour convaincre les Espagnols qu'ils doivent suspendre leur jugement sur ce qui est arrivé. Je leur ai représenté que la position s'est assurément améliorée; ils ne sont ni insultés ni poursuivis comme précédemment, ils en ont convenu. Ils ont confessé aussi qu'ils devaient ce changement favorable à la conduite du général Prim. Je les ai exhortés à ne pas s'exposer à perdre ce bon résultat en désapprouvant avec tant de passion, et sans connaître les intentions du Gouvernement de la Reine et les ordres donnés au général des troupes espagnoles, ce qui a été fait par ce dernier, chez qui nous devons tous reconnaître, entre autres brillantes qualités, un patriotisme à toute épreuve et un zèle ardent pour l'honneur de sa patrie. J'y suis parvenu : les plus impétueux et les plus violents sont disposés à prolonger autant que possible la trêve de persécution qui leur est accordée et à attendre avec confiance que le Gouvernement éclairé de la patrie décide ce qui conviendra le mieux aux intérêts de l'Espagne, sans oublier les intérêts privés des Espagnols résidant ici. Aussitôt qu'il a eu la nouvelle de mon arrivée, M. le baron de Wagner, ministre de Prusse, chargé de la protection des sujets de Sa Majesté, s'est empressé de me manifester le désir de me remettre les documents relatifs à la gestion des affaires espagnoles. Vu le bon accueil du général Doblado, j'ai pris en mains ces papiers. Parmi les affaires comprises dans ce dossier, il y en avait peu d'arrangées.



La question de l'impôt de 2 pour 100 sur les capitaux des étrangers est en suspens, mais je crains que le Gouvernement, à bout de ressources, ne revienne tôt ou tard à la charge et n'invente même de nouvelles contributions pour s'assurer les moyens de continuer la guerre. Divers sujets de Sa Majesté se sont présentés, reproduisant des plaintes dans lesquelles était déjà intervenu M. Wagner en signalant de nouveaux abus.

CEBALLOS.

**Détail des réclamations des sujets espagnols et index de la gestion des affaires espagnoles, par M. le ministre de Prusse, depuis le 6 décembre 1861 jusqu'à la date du 14 mai 1862.**

En décembre 1861. — Correspondance échangée entre M. le ministre de Prusse et le gouvernement mexicain, relativement aux sujets étrangers placés sous la protection de ce premier.

31. — Circulaire adressée par M. le ministre de Prusse aux consuls, vice-consuls et agents consulaires de Prusse, relativement à la protection des sujets espagnols, italiens et suisses.

Mars 1862. — Aperçu des affaires espagnoles depuis le 6 décembre 1861, jusqu'au mois de mars 1862.

Mise en réquisition de chariots et de mules, fourrages enlevés par l'autorité militaire.

Août 1861. — Martinez Flores, fourrages enlevés par l'autorité militaire.

Novembre 1861. — José Carbo, mise en réquisition de 18 chariots par les généraux Uraga et la Llave.

17 décembre 1861. — Guillermo Achaval, mise en réquisition d'un chariot.

18 idem. — Fausto Escuzá, mise en réquisition de 6 chariots et de 38 mules par un officier de la division Zaragoza.

11 février 1862. — Angel G. Quintana, fourrages enlevés par le général Porfirio García de León.

Mars. — Angel Gonzalez, mise en réquisition d'un chariot.

16 avril 1862. — José T. Guerra, réquisition de 5 chevaux dans son hacienda de Coapa.

29 idem. — Fernando Fernandez, mise en réquisition de 8 chariots par le chef politique de Puebla.

Idem. — Deogracias Laurrauri, mise en réquisition de 4 chariots et de 8 mules.

Pillages, exactions, vols à main armée, etc.

5 décembre 1861. — Manuel Zyarzabal, pillage de sa maison à Malinalco.

8 janvier 1862. — A. Gayol, vice-consul d'Espagne à Tulancingo. Abus d'autorité par le colonel de Sierra Alta, Paulino Noriega, et exactions commises par le général Carbajal.

21 février idem. — Juan Valdivia, vol à main armée dans sa demeure par une vingtaine de voleurs.

5 mars idem. — J. García Irazbalceta, exactions commises à son hacienda du Mayoraàgo à plusieurs reprises par la bande de Buitron. Emprunts forcés.

27 mars 1862. — Manuel de la Pedreguera, emprunt forcé ps. fs. 30,000.

10 avril idem. — F. de P. Miranda, saisie opérée par la force armée dans son hacienda de Sainte-Elena pour le contraindre à payer une contribution de guerre.

3 mai idem. — F. G. de Salcedo, emprunt forcé de 150 ps. fs. et fournitures considérables de fourrages exigés par l'autorité militaire.

Attentats, mesures arbitraires des autorités mexicaines, non exécutions de contrats, abus d'autorité, etc.

17 décembre 1861. — Manuel Fuertes, Gervasio Muriel, non exécution d'un contrat passé avec le Gouvernement mexicain pour frapper de cuivre et accusation de monnayage clandestin.

20 décembre 1861. — Désordres et excès commis à Puebla contre les Espagnols.

24 id. — Désordres et excès commis à Saint-Luis Potosi contre les Espagnols.

9 janvier 1862. — Miguel de Zornoza, accusé de publications clandestines et emprisonné.

18 id. — Mateo de la Tijera, menacé d'être expulsé par le Gouvernement mexicain.

26 id. — Bernardo Azone, occupation de sa carrosserie par des troupes du gouvernement, dont les officiers lui infligent de mauvais traitements.

28 id. — Zamora et Cañizo, menacés d'assassinat.

29 id. — Martinez de Lejarga, emprisonné à cause d'un faux certificat du Mont-de-piété.

29 janvier 1862. — Juan Arizqueta, sommé de faire le service des rondes de nuit.

Murua, Cuervo et Muratin, accusés d'avoir pris part à un soulèvement militaire à la villa del Fuerte (Sinalva).

1<sup>er</sup> février id. — E. Conde, arrêté et conduit au corps de garde des zouaves.

6 id. — Martinez et J. Barra, arrêtés à la suite d'une fausse accusation, et mis en liberté après 44 jours de prison.

19 id. — Palacio Barrios et compagnie, Hernandez Hermanos et

compagnie, réclamation contre le Gouvernement mexicain pour des marchandises saisies par Marquez et Mejia.

5 avril id. — Jesus Palma, non payement de plusieurs mandats achetés par lui, en conséquence d'ordres du Gouvernement mexicain.

7 avril 1862. — Francisco Hernandez, réclamation d'une somme de ps. fs. 11,950 saisie par Cuellar.

Id. id. — José Pico, réclamation de ps. fs. 460, pour loyer de son hôtellerie et d'autres fournitures faites aux troupes du Gouvernement.

9 mai id. — Julian Garcia, se plaignant de l'occupation de sa maison à Tacubaya par des troupes du Gouvernement.

Saisies de marchandises pour le payement des contributions de l' 1 et du 2 par 100 sur les capitaux.

14 décembre 1861. — Mariano Conde, saisie de 70 vaches pour le contraindre à payer l'impôt de 4 pour mille sur les capitaux.

Romualdo Zamora, contribution du 2 par 100 sur les capitaux.

6 janvier 1862. — Réponse de la légation de Prusse aux personnes qui avaient demandé des informations sur la contribution du 2 par 100 sur les capitaux.

13 id. — Circulaire aux consuls, vice-consuls et agents consulaires de Prusse concernant la contribution du 2 par 100 sur les capitaux.

Id. id. — Manuel de Soto, saisie pour le payement des contributions de l' 1 par 100 et de 4 par mille sur les capitaux.

26 id. — Angel de la Peña, consul d'Espagne à Querétaro, informations sur la contribution du 2 par 100 sur les capitaux.

30 id. — Andrés R. Marañon, saisie pour le payement des contributions de l' 1 et du 2 par 100 sur les capitaux.

8 février. — Pujol et Esther, menace d'une saisie pour le payement de la contribution de l' 1 par 100 sur les capitaux.

21 février 1862. — José T. Guerra, saisie de marchandises pour le payement de la contribution du 2 par 100.

24 id. — Cándido Guerra, saisie pour le payement de la contribution du 2 par 100.

25 id. — Succession Suarez Ibañez, saisie pour le payement de l'impôt de l' 1 par 100 sur les capitaux.

26 id. — Pio Bermejillo, saisie pour le payement de la contribution du 2 par 100.

Représentation de plusieurs maisons espagnoles de Mexico à M. le comte de Reus concernant la contribution du 2 par 100 sur les capitaux.

Bruno de Ondovilla, saisie pour la contribution du 2 par 100.

27 février 1862. — Joaquin Eguia, saisie pour le payement de la contribution de l' 1 par 100.

12 mars id. — Représentation de plusieurs maisons espagnoles de

Mexico à M. le ministre de Prusse, concernant la contribution du 2 par 100 sur les capitaux.

18 mars id. — Manuel Leguia, saisie de sa maison pour le paiement de l'impôt du 2 par 100.

26 mars. — R. de Prada, réclamant comme fondé de pouvoirs du sieur Megna contre la saisie opérée chez lui pour le paiement de la contribution du 2 par 100.

3 avril. — Lorenzo Hidalgo, saisie pour le paiement de la contribution du 2 par 100.

5 id. — Manuel Legarreta, saisie pour le paiement de l'impôt du 2 par 100.

25 avril 1862. — Juan Alonso, saisie pour le paiement de la contribution du 2 par 100.

Pour copie conforme :

LOPEZ DE CEBALLOS.

*M. Ceballos, agent diplomatique de Sa Majesté Catholique en mission  
extraordinaire à Mexico.*

Mexico, le 14 mai 1862.

Monsieur, le comte de Saligny, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français, en quittant Mexico au commencement du mois de décembre avec le personnel de sa maison, m'a prié de me charger non-seulement de la protection des sujets français, mais aussi de celle des Espagnols et des Italiens qui avait été également remise à la légation de France.

En vous transmettant, monsieur, les documents relatifs à la gestion des affaires espagnols, et une liste des différents cas dans lesquels les sujets de Sa Majesté Catholique ont eu recours à mon ministère, je suis heureux de pouvoir vous assurer que la tâche qui m'avait été confiée m'a été rendue agréable et facile par la conduite constamment honorable, loyale et mesurée des résidents espagnols, qui leur a valu mes sympathies et mon estime. — J'ai seulement à regretter qu'à cause des événements politiques et de circonstances indépendantes de ma volonté, mes efforts en faveur des sujets espagnols n'aient pas toujours eu un succès aussi complet que j'aurais pu le désirer.

Veuillez agréer, monsieur, l'assurance de ma considération très-distinguée.

*Signé : V. DE WAGNER.*

---

(N. 6.) Le 7 juillet, M. Calderon Collantès répond à M. Ceballos et l'avise que, vu l'état des rapports entre les gouvernements signataires



de la convention de Londres et le Gouvernement de Mexico, le cabinet de Madrid est de l'opinion que le ministre de Prusse doit continuer à protéger officiellement les sujets de la Reine jusqu'au rétablissement de relations régulières avec la République. M. Ceballos se bornera à des démarches officieuses pour obtenir des autorités la protection des sujets espagnols, mais les réclamations et protestations éventuelles devront être faites par M. de Wagner. M. Ceballos devra s'abstenir de tout acte tendant à reconnaître le Gouvernement de Juarez et à faire naître l'idée de la rupture de la convention de Londres, qui n'a été que suspendue à la suite de circonstances imprévues.

---

(N. 7) Le 27 mai M. Ceballos rend compte des bonnes dispositions du Président et de M. Doblado, Ministre des affaires étrangères, pour conclure avec l'Espagne la convention débattue avec le général Prim. La convention sera soumise préalablement à l'examen de deux jurisconsultes, et le texte primitif subira quelques modifications, au sujet desquelles il sera donné des explications au général Prim. M. Doblado examinera les recours des Espagnols contre l'impôt de 2 pour cent sur le capital,

---

(N. 8.) Le 7 juillet, M. Calderon Collantès avise M. Ceballos que le cabinet de Madrid suivra l'exemple de celui de Londres et ne ratifiera pas un traité conclu séparément des puissances signataires de la convention de Londres. Le Gouvernement de la Reine voit avec plaisir la bonne disposition de celui de Mexico de satisfaire à ses justes réclamations ; mais la convention de Londres n'étant pas rompue et le Gouvernement de la Reine désirant en remplir les conditions en tant que cela dépend de lui, il n'est pas possible de négocier un traité particulier.

---

Les numéros 9, 10, 11, 12 (du 8 au 23 août) sont relatifs au discours prononcé par le marquis de la Havane en présentant ses lettres de créance et à la réponse de l'Empereur. Le cabinet de Madrid se montra fort affecté d'une phrase de la réponse impériale portant : « Il ne dépend que de la Reine d'Espagne, vous pouvez en donner l'assurance, d'avoir toujours en moi un allié sincère ; » L'ambassadeur fut

1. Voici le texte des discours échangés d'après le *Moniteur* du 14 août ,

*Discours de l'ambassadeur.*

Sire,

J'ai l'honneur de remettre à Votre Majesté Impériale les lettres qui m'accréditent comme ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la reine d'Espagne.

En me confiant cette mission, la Reine m'a chargé d'assurer Votre Majesté de ses sentiments d'affection sincère ainsi que de la sympathie que lui inspire la nation fran-

chargé de demander des explications à ce sujet. Elles furent données d'abord par M. Thouvenel dans une conférence du 24 août, après laquelle le marquis de la Havane eut de Sa Majesté l'audience dont il est rendu compte dans la dépêche qui suit :

**N° 17. L'ambassadeur de Sa Majesté à Paris, au très-excellent ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1862.

Excellence, je me suis rendu le 29 à Saint-Cloud pour avoir une audience de l'Empereur. Sa Majesté, qui connaissait l'objet de l'audience, est entrée sur-le-champ en matière. Elle avait été, m'a-t-elle dit, très-surprise de l'impression produite en Espagne par son discours et des interprétations qui lui avaient été données.

S. M. l'Empereur, en affirmant que ces interprétations sont de tout point sans fondement, s'est servi d'un adage français dont le sens est qu'il n'y a pas de mot dont on ne puisse tirer parti quand on force sa signification. (Trois mots suffisent pour faire pendre un homme.)

Sa Majesté a rappelé la conduite qu'elle n'avait pas cessé de tenir vis à vis de l'Espagne depuis son avènement au trône; elle reconnaît qu'il est de l'intérêt de la France de maintenir une bonne amitié avec

caise. Ces sentiments sont partagés par le peuple espagnol, qui sait apprécier, ainsi que sa souveraine, l'intérêt que Votre Majesté et le peuple français ont témoigné à plusieurs reprises pour la gloire et la prospérité de l'Espagne.

La Reine, mon auguste souveraine, dont le vif désir est de conserver entre l'Espagne et la France ces relations de confiance réciproque, sera toujours heureuse de voir resserrer les liens qui doivent unir les deux peuples.

Mon ambition est de parvenir, par mon zèle et ma sollicitude dans l'accomplissement de cette haute mission, à mériter la bienveillance et l'estime de Votre Majesté.

Interprète de ma souveraine, je vous prie, Sire, d'accepter, dans cette occasion, les vœux qu'elle forme pour le bonheur de Votre Majesté, celui de l'Impératrice, du Prince impérial, et pour la prospérité de la France.

L'Empereur a répondu,

Monsieur l'ambassadeur,

Depuis mon avènement au trône, je n'ai négligé, vous ne l'ignorez pas, aucune occasion de témoigner à la Reine d'Espagne ma vive sympathie, comme à la nation espagnole ma profonde estime. J'ai donc été aussi surpris qu'affligé de la divergence d'opinion survenue entre nos deux Gouvernements. Quoi qu'il en soit, le choix que vient de faire la Reine, pour la représenter, d'un homme si connu par la loyauté et la noblesse de ses sentiments, me fait espérer une appréciation impartiale des événements qui ont eu lieu. Vous trouverez auprès de moi l'accueil dont vous êtes digne. Je vous sais, en effet, animé pour la France des mêmes sentiments que votre prédécesseur, qui a laissé parmi nous les meilleurs souvenirs. J'apprécie, n'en doutez pas, les intentions conciliantes qui vous ont fait accepter une mission dans des circonstances délicates. Il ne dépend que de la Reine d'Espagne, vous pouvez en donner l'assurance, d'avoir toujours en moi un allié sincère et de conserver au peuple espagnol un ami loyal qui souhaite sa grandeur et sa prospérité.



l'Espagne. Quand elle a occupé le trône de France, elle a compris qu'il était nécessaire de démontrer par des faits sa ferme résolution à cet égard, la dynastie antérieure s'étant trouvée unie par des liens de famille avec S. M. la Reine.

Sa Majesté a cité les diverses occasions dans lesquelles elle avait donné des preuves de ses intentions. Elle a rappelé l'empressement avec lequel, à l'époque où des expéditions de flibustiers menaçaient Cuba, elle avait fait des démarches à Londres et à Washington pour que, par une triple déclaration, on garantît à l'Espagne la possession de cette île. Elle a rappelé que lorsqu'avaient éclaté les hostilités entre l'Espagne et le Maroc, le Gouvernement Impérial avait déclaré à l'Angleterre que ni la guerre, ni les vues que pourrait avoir l'Espagne ne contrariaient la politique française. Elle n'a pas caché ses sympathies pour le triomphe des armées espagnoles, et elle a donné l'ordre que l'administration de la guerre fournit tout ce dont le Gouvernement espagnol pourrait avoir besoin. Elle a rappelé que, bien que des personnes d'une haute position politique fussent d'avis qu'on laissât sans solution et que l'on réservât pour l'éventualité à venir la question de la dette de 1823, animée d'un esprit de conciliation et constante dans ses vues, elle avait résolu cette question à l'avantage notable des intérêts espagnols, s'efforçant surtout de la mener à terme pour que jamais on ne pût penser qu'elle se réservait une raison de mésintelligence avec l'Espagne.

Sa Majesté a ajouté que, suivant une même politique toujours favorable à l'Espagne, elle avait pris une part active à la question du Mexique, question dans laquelle l'Espagne avait plus d'insultes à venger et plus d'intérêts à sauvegarder que la France; que, pour cette raison, et afin que l'Espagne jouât le rôle principal, elle avait envoyé un nombre de troupes inférieur au chiffre de l'armée espagnole, et que, bien que plus tard elle eût augmenté le nombre des troupes françaises au Mexique, elle en avait confié le commandement à un général de grade inférieur à celui du général Prim.

En témoignage de cette politique constamment favorable à l'Espagne, on n'avait pas donné de nouvelles instructions au général Lorencez, on lui avait seulement confirmé celles de M. de La Gravière, chargé toujours d'agir de concert et de suivre les indications du général espagnol tant qu'elles ne seraient pas contraires à la dignité de la France; que pour cette raison elle n'avait pas approuvé la convention de la Soledad, qui avait donné le temps à Almonte d'arriver avant que la situation du pays fût changée.

L'Empereur a dit ne pas s'étonner que la politique de l'Espagne eût été, dans cette question, comme elle pourrait l'être en d'autres, différente de celle de la France. Mais Sa Majesté avait pensé que la politique

des deux nations, en ce qui touche la question mexicaine, était au fond la même; elle l'avait pensé, dès le principe, l'accord des deux Gouvernements ayant été si parfait dans les incidents des négociations qui avaient précédé l'action commune des trois Puissances.

L'ambassadeur ajoute que l'Empereur a de nouveau protesté de son constant désir de maintenir et de fomenter la bonne amitié entre les deux nations, et qu'il est charmé de voir l'Espagne dans les mêmes dispositions; l'Empereur l'a autorisé à soumettre à M. Thouvenel le compte-rendu de cette audience avant de l'envoyer à son Gouvernement.

---

**N° 18. Le ministre des affaires étrangères répond de Madrid,  
le 10 septembre 1862, à l'ambassadeur d'Espagne.**

*(Extrait.)*

La noblesse et l'élévation avec lesquelles Sa Majesté Impériale s'est exprimée vis-à-vis de Votre Excellence, dans le but de convaincre le Gouvernement des sentiments amicaux qu'elle professe pour la Reine et pour le peuple espagnol, contribueront à resserrer chaque jour davantage les relations que vous avez la mission importante de cultiver avec votre zèle bien connu.

---

**N° 20. L'ambassadeur de Sa Majesté à Paris, au ministre  
des affaires étrangères.**

*(Extrait.)*

Paris, le 24 octobre 1862.

J'ai soumis à M. Drouyn de Lhuys un mémorandum énonçant les conditions auxquelles l'Espagne renouerait la convention de Londres. Je l'ai commenté convenablement, et partant de la base que le Gouvernement de l'Empereur ne veut pas imposer au Mexique une forme déterminée de gouvernement et qu'il n'aspire pas à des avantages territoriaux, et que, pour l'instant, son intention est uniquement d'assurer le prestige des armes françaises. Il s'est engagé une longue conversation relativement à la solution que la France pourra donner à la question et aux avantages que les trois Puissances et le Mexique pouvaient se promettre du rétablissement du traité de Londres. Il a été fait, par le ministre et par moi, de nombreuses remarques sur la forme en laquelle pourrait se constituer un nouveau gouvernement en remplacement de celui de Juarez.

J'ai communiqué au Ministre, sur sa demande, les détails du projet précédent, rappelant que le Gouvernement de la Reine, au moment

où il s'agissait, en 1860, d'une médiation pacifique, avait proposé une combinaison pour la convocation d'une assemblée qui devait constituer ce pays. M. Drouyn de Lhuys a promis d'entretenir longuement le Gouvernement de l'Empereur de cette question et d'avoir avec moi une nouvelle conférence après avoir pris les ordres de l'Empereur<sup>1</sup>.

---

**N° 22. L'ambassadeur de Sa Majesté à Paris, à M. le ministre  
des affaires étrangères.**

Paris, le 31 octobre 1862.

Je viens d'avoir une nouvelle conférence avec le ministre des affaires étrangères, M. Drouyn de Lhuys. Il reconnaît et apprécie beaucoup le désir du Gouvernement de la Reine de renouer le traité de Londres; il reconnaît également l'importance du concours moral et matériel que les alliés de la France auraient pu lui donner dans cette entreprise qu'elle s'est vue dans la nécessité de résoudre seule.

Toutefois, le Gouvernement de l'Empereur, considérant la situation où il se trouve aujourd'hui en vue des faits déjà consommés, croit que tant qu'au Mexique il n'y aura pas de gouvernement avec lequel on puisse entamer des négociations formelles pour assurer la complète satisfaction des réclamations pendantes, un nouvel accord entre les Puissances signataires de l'ancienne convention serait complètement impossible. Le Gouvernement français désire voir arriver l'heure de ce nouvel accord, espérant, en attendant, que ses efforts au Mexique tourneront au profit des trois Puissances.

Le ministre m'a donné des explications plus amples, desquelles résulte pour moi la pensée que le Gouvernement de l'Empereur regarde comme très-difficile d'établir un accord au moment où les opérations des troupes françaises vont commencer et au milieu des éventualités qui pourraient surgir.

J'ai déclaré au Ministre que je n'avais rien à objecter à la résolution du Gouvernement Impérial; celui de la Reine demeure libre, non-seulement de poursuivre au Mexique ses réclamations, mais encore d'agir suivant les éventualités. J'ai ajouté que je ne me dissimulais pas que la France rencontrerait de grandes difficultés avant d'atteindre son but, car elle n'avait pas pour cela besoin seulement de la force matérielle, mais il lui fallait aussi et surtout la force morale de nature à exercer de l'influence sur l'esprit des populations mexicaines.

Il résulte du langage de M. Drouyn de Lhuys et de son prédéces-

1. Voy. *Archives*, 1863, tome I, page 336 la note verbale accompagnant la dépêche du 24 octobre.

seur que le Gouvernement Impérial veut agir seul jusqu'à ce qu'il ait renversé le Gouvernement de Juarez, mais qu'il n'entend pas néanmoins imposer au Mexique une forme déterminée de gouvernement. C'est aussi ce que donnent à entendre les proclamations du général Forey et ses premières dispositions au moment du débarquement. Il me paraît superflu d'ajouter que le Gouvernement français pense encore moins à des projets de conquête ou d'agrandissement territorial.

---

**N<sup>o</sup> 23. Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur  
de Sa Majesté à Paris.**

Madrid, le 24 novembre 1862.

Excellence, la Reine, ayant pris connaissance de votre dépêche du 31 octobre dernier, rendant compte de la réponse du Gouvernement français aux propositions faites touchant la question du Mexique, Sa Majesté a daigné m'ordonner de dire que nonobstant la réponse de M. Drouyn de Lhuys qui exclut la possibilité de tout nouvel accord jusqu'à ce que les troupes françaises occupent la capitale de la République mexicaine, Votre Excellence devra profiter de toutes les occasions qui s'offriront pour persuader le Gouvernement de l'Empereur de la nécessité de cet accord afin de mettre un terme aux graves complications de la question mexicaine.

Le Gouvernement de la Reine n'a été mû et il n'est dirigé dans cette question que par le sentiment d'humanité et d'affection pour un peuple auquel l'unissent tant de liens, et par le désir de la plus parfaite intelligence entre les trois Gouvernements qui ont signé la Convention de Londres.

---

Le 31 décembre, M. Calderon Collantès adresse une dépêche au marquis de la Havane, en réponse à la note verbale de M. Drouyn de Lhuys du 1<sup>er</sup> décembre (voir Archives de 1863, tome I, p. 340) par laquelle il déclare que le Gouvernement de la Reine ne considère pas comme opportun de désigner les nouveaux commissaires pour le Mexique, tant que de nouveaux accords ne fixeront pas les règles qui doivent guider leur conduite. « Lorsque la paix aura été rétablie au Mexique et qu'on pourra attendre la fondation d'un État sûr et stable dans ce pays, le Gouvernement de la Reine ne refusera pas le concours qu'il doit prêter pour contribuer par son influence à la réalisation de la pensée qui est la base de la Convention de Londres. »

---



NOTES ÉCHANGÉES A LA SUITE DU DISCOURS PRONONCÉ LE 12 DÉCEMBRE  
PAR M. CALDERON COLLANTÈS.

**L'ambassadeur de France au ministre d'État.**

Madrid, le 19 décembre 1862.

Monsieur le Ministre, dans le discours que Votre Excellence a prononcé dans la séance du Sénat du 13 de ce mois, elle s'exprime comme il suit sur les communications échangées entre M. l'Ambassadeur d'Espagne à Paris et S. Exc. M. le Ministre des affaires étrangères :

« Aujourd'hui, nous avons, outre la certitude qu'il ne pourra pas s'établir au Mexique un gouvernement offrant des probabilités de durée, si, dans son origine ou dans le cours de son existence, il n'apporte pas l'appui moral des Gouvernements européens, l'assurance qu'il ne se fera rien dans ce pays sans qu'on ait compté en dernier ressort sur le concours des deux autres alliés qui se sont séparés de l'expédition. »

Votre Excellence donne, par ces paroles, comme une certitude ce qui n'est que l'expression des dispositions bienveillantes avec lesquelles le Gouvernement de S. M. l'Empereur a accueilli les ouvertures que lui a faites l'Ambassadeur de Sa Majesté Catholique, au nom de son Gouvernement, dans sa note verbale en date du 29 octobre. En réponse à celle qu'il avait reçue de M. le marquis de la Habana, S. Exc. M. le Ministre des affaires étrangères, après avoir établi que le Gouvernement de l'Empereur a fidèlement exécuté la convention du 31 octobre, ne dissimule pas à M. l'Ambassadeur d'Espagne qu'il lui est impossible de ne pas tenir compte de la situation que les faits accomplis lui ont imposée. Il exprime la confiance que l'expédition, dont, par la force des circonstances, mon Gouvernement se trouve seul aujourd'hui à supporter le fardeau, tournera à l'avantage de l'Espagne et de l'Angleterre en même temps qu'au sien propre. Il appelle de ses vœux le moment où, les efforts de ses armes ayant obtenu le succès qu'il eût été heureux de poursuivre de concert avec ses alliés, il sera permis de reprendre avec le Mexique de sérieuses négociations, et d'accomplir enfin, dans une nouvelle entente avec l'Espagne et l'Angleterre, l'entreprise commencée en commun.

En parlant comme il le fait dans la note précitée, M. le Ministre des affaires étrangères de l'Empereur donne certainement une nouvelle preuve des sentiments de bienveillance et de sympathie dont mon Gouvernement s'est toujours montré animé dans tous ses rapports avec le Gouvernement de Sa Majesté Catholique, mais il ne contracte aucun

engagement; le sens de ses paroles est clair : il devra tenir compte de la situation que les faits accomplis lui ont imposée. Laissé seul par ses alliés à accomplir une tâche difficile, il est disposé à reprendre avec eux de nouvelles négociations, afin d'arriver en commun à une solution convenable de la question mexicaine; mais, pour que ce résultat soit atteint, pour pouvoir affirmer que l'entente est rétablie et que rien ne se fera au Mexique sans le concours des deux autres Puissances, il faut que les négociations aient eu lieu, que les points qui seront à discuter aient été réglés.

Votre Excellence pouvait donc exprimer un espoir, elle n'était pas fondée à exprimer une certitude.

Je crois devoir faire observer d'ailleurs à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique n'a pas encore publié la note verbale, en date du 29 novembre, adressée par M. l'Ambassadeur d'Espagne au Ministre des affaires étrangères de l'Empereur, et la réponse à cette note, en date du 1<sup>er</sup> décembre, de S. Exc. M. Drouyn de Lhuys. Cependant, lorsque Votre Excellence a prononcé son discours dans la séance du 13 de ce mois, ces documents étaient entre ses mains depuis au moins huit jours. Il semblait logique que le Sénat en eût eu connaissance, ainsi que des autres documents qui lui étaient soumis, avant l'ouverture de la discussion. Sur la remarque que j'en fis verbalement à Votre Excellence, elle me répondit qu'ils étaient arrivés trop tard pour être annexés au dossier; mais une semaine s'est écoulée depuis cette observation, et les documents en question n'ont pas encore vu le jour.

Dans sa note du 1<sup>er</sup> décembre, S. Exc. M. Drouyn de Lhuys rappelle les dispositions conciliantes manifestées par le Gouvernement de l'Empereur au sujet du rétablissement *éventuel* d'une entente sur les affaires du Mexique, *dès que les circonstances le permettront*. Il ajoute que, malgré le changement qui s'est produit dans l'attitude et dans la conduite de ses alliés, l'Empereur n'a point modifié ses intentions premières. Aussi M. le Ministre des affaires étrangères n'hésite-t-il pas à répondre qu'aussitôt que la phase des opérations militaires sera terminée, le Gouvernement Impérial *sera disposé à inviter* les deux Puissances cosignataires de la convention de Londres à envoyer au Mexique des plénipotentiaires nommés *ad hoc* et qui n'aient pas été engagés dans les transactions antérieures pour aviser de concert aux moyens d'y consolider un état de choses qui puisse assurer la prospérité de ce pays et offrir des garanties de sécurité aux intérêts des nations étrangères.

M. le Ministre des affaires étrangères termine sa note par le paragraphe suivant :

« Le Gouvernement de l'Empereur considérera les déclarations

contenues dans la présente dépêche comme définitives *dès que les Gouvernements d'Espagne et d'Angleterre y auront adhéré.*

Votre Excellence comprendra, j'en suis persuadé, qu'elle a donné aux déclarations du Ministre des affaires étrangères de l'Empereur un sens beaucoup plus positif que celui qu'elles ont réellement. Je le répète, les notes verbales de S. Exc. M. Drouyn de Lhuys expriment les dispositions les plus bienveillantes et les plus conciliatrices, mais elles réservent tous les droits qu'a donnés à la France la position qu'on lui a faite bien malgré elle, et dont l'abandon *éventuel* ne saurait avoir lieu de sa part que si les négociations, qui pourront s'engager entre elle et les puissances qui, naguère, étaient ses alliées au Mexique, pour arriver à une nouvelle entente, donnent le résultat satisfaisant que le Gouvernement de l'Empereur appelle de tous ses vœux.

Je prie Votre Excellence, etc.

*Signé : BARROT.*

**Le ministre d'État à l'ambassadeur de France.**

Le 3 janvier 1863.

La communication que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 19 décembre a pour but de dissiper un malentendu que Votre Excellence croit que j'ai commis dans mon discours du 13 décembre, prononcé au Sénat, sur l'organisation d'un gouvernement solide et stable au Mexique. Votre Excellence transcrit, dans sa communication, les paroles extraites de mon discours, inséré dans la *Gazette* du 14 ; mais, outre qu'elles ne se rapportent à aucun compromis d'aucun genre proposé par le Gouvernement Impérial et accepté par celui de la Reine, les phrases dont je me suis servi ne sont pas reproduites avec une complète exactitude. Je prie Votre Excellence de bien vouloir les lire dans le *Diario de las Sesiones* du Sénat, page 35, à la première colonne, et Elle verra que je dis ce qui suit :

« Nous croyons toujours qu'il ne pourra s'établir au Mexique un gouvernement avec des probabilités de durée s'il ne possède à sa naissance et dans le cours de son existence l'appui moral, la sanction politique des Gouvernements européens. » ..... « Mais nous croyons plus : même en étant assuré que le peuple mexicain aurait à demander le concours du Gouvernement espagnol, et que le Gouvernement qui est resté à la tête de l'entreprise à la suite d'un événement imprévu, et qu'aucun homme de talent ne pouvait empêcher, aurait un jour à faire fond sur le concours du Gouvernement espagnol pour consolider une situation d'une façon légitime, cependant il était important qu'on

nous donnât l'assurance que rien ne se ferait de définitif sans le concours des deux autres Gouvernements alliés qui se sont séparés de l'expédition. »

Ces phrases sont suffisamment claires pour n'avoir besoin d'aucune autre interprétation. J'ai énoncé devant le Sénat une opinion qui naît de la connaissance que j'ai de l'état du peuple mexicain. Je ne me suis référé à aucune négociation pendante ni à aucune proposition faite et acceptée, et je n'aurais pu mentionner la note verbale de M. Drouyn de Lhuys, n'ayant pas reçu, à son sujet, la résolution du Gouvernement de Sa Majesté.

La différence entre le *Diario* et l'*Extrait* des éances est naturelle : le premier publie intégralement les discours, et, bien qu'il puisse commettre quelque erreur, il n'omet aucune idée ; l'*Extrait*, au contraire, supprime tout ce qu'il ne croit pas essentiel, et comme il peut se tromper dans ses appréciations à ce sujet, il lui arrive parfois, sans aucune intention d'omettre ce qui peut le mieux conduire à éclairer les esprits sur les opinions d'un orateur. Sans récuser donc complètement l'*Extrait*, je prierai Votre Excellence, quand elle voudra connaître mes opinions sur une affaire quelconque qui se discute aux Cortès, de suspendre son jugement jusqu'à ce qu'elle ait examiné le *Diario*. Du reste, la publication de la note verbale du 29 novembre et de la réponse de M. Drouyn de Lhuys est un point sur lequel le Gouvernement de Sa Majesté a pu se décider en pleine liberté.

Le Gouvernement de la Reine est un juge exact de l'opportunité qu'il y a à présenter aux Corps constitutionnels les documents diplomatiques ; et dans l'usage qu'il fait de cette faculté, il se propose constamment de mettre les Cortès en état de juger ses actes en pleine connaissance de cause.

*Signé : CALDERON COLLANTES.*

---

#### **L'ambassadeur de France au ministre d'État.**

Madrid, le 6 janvier 1863.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu hier la note en date du 3 de ce mois que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en réponse à celle que j'avais eu l'honneur de lui transmettre au sujet de l'interprétation que, dans mon opinion, elle avait cru devoir donner aux dernières communications échangées entre S. Exc. M. le Ministre des affaires étrangères de l'Empereur et S. Exc. M. l'Ambassadeur d'Espagne, à Paris.

En opposition au texte de l'extrait officiel de la *Gazette*, Votre Ex-



cellence reproduit celui du *Diario de las sesiones*, et ses explications reposent principalement sur la différence qui existe entre ces deux textes. Votre Excellence a certainement le droit de placer la question sur ce terrain.

Je prendrai la liberté, toutefois, de lui faire observer que l'*Extrait officiel de la Gazette officielle du Gouvernement*, est le seul document que reproduisent immédiatement les feuilles de Madrid, et que, répété par tous les journaux de l'Europe, cet extrait, qui a d'ailleurs, un caractère officiel (*Extracto oficial*) et qui est rédigé par des Agents proposés et payés *ad hoc* par le Gouvernement de la Reine, est, par conséquent, le seul d'après lequel se forme l'opinion publique. Le *Diario de las sesiones* qui ne paraît que postérieurement, n'est lu que par le petit nombre d'hommes politiques qui ont un intérêt à le lire; il n'offre donc qu'un moyen fort peu efficace de rectifier l'opinion lorsqu'elle a été induite en erreur par l'*Extrait officiel de la Gazette*. Votre Excellence peut s'en convaincre, au besoin, en se faisant présenter le compte rendu que donnent en ce moment les journaux étrangers de la discussion qui vient d'avoir lieu au Sénat sur la question mexicaine. Je pourrais, d'ailleurs, lui rappeler plusieurs circonstances, dont une toute récente, où le *Diario de las sesiones* a été tout à fait impuissant à atténuer le mauvais effet qui avait été produit par l'*Extrait officiel de la Gazette*.

Je prendrai certainement en très-grande considération la recommandation que Votre Excellence veut bien me faire de n'apprécier dorénavant les opinions qu'elle émettra à la tribune des Chambres législatives que d'après la lecture du *Diario de las sesiones*, mais malheureusement il ne saurait en être de même pour la grande majorité des personnes qui s'empressent de rechercher toutes les paroles que prononce Votre Excellence, et qui continueront à les apprécier d'après le texte qu'en donne la *Gazette officielle* et que reproduisent, je le répète, les journaux de Madrid.

La faute, si faute il y a, ne peut donc être attribuable qu'au mode adopté pour le double compte rendu officiel des séances législatives, et les mêmes inconvénients ne sauraient manquer de se présenter dans l'avenir comme ils se sont produits dans le passé, tant que ce mode sera maintenu.

Quant à la non-publication des notes auxquelles Votre Excellence fait allusion dans le dernier paragraphe de la dépêche à laquelle j'ai l'honneur de répondre, je ne m'en suis occupé qu'au point de vue de la convenance et de la clarté que la connaissance de ces notes pouvait jeter sur la question; je n'ai pas eu un seul instant la pensée d'élever une réclamation à ce sujet, et je reconnais sans hésiter, que le Gouvernement de la Reine est le seul juge du plus ou moins d'op-

portunité qui peut lui offrir la publication des documents diplomatiques ou autres qui sont entre ses mains.

Je prie Votre Excellence d'agréer, etc.

*Signé : A. BARROT.*

---

**Extrait du Discours prononcé par M. Mon, ancien ambassadeur d'Espagne à Paris, dans la séance de la Chambre des députés du 7 janvier 1863.**

*Amendement de M. Mon, au projet d'adresse.*

Le Congrès se réjouit avec Votre Majesté que les relations avec les Puissances étrangères continuent à être amicales, et en même temps qu'il nourrit l'espoir de voir les difficultés auxquelles a donné lieu le désaccord des Plénipotentiaires au Mexique se terminer d'une manière satisfaisante, il regrette que le but élevé que Votre Majesté s'est proposé par la signature de la Convention de Londres ne soit pas réalisé.

Le Congrès comprendra combien a dû être grande la conviction qui m'oblige à prendre la parole dans cette question, et, en voyant la forme de l'amendement que je vais défendre, il reconnaîtra comment j'apprécie la nécessité où j'ai été de le présenter.

Pendant les trente-cinq années de ma vie publique, jamais je n'ai présenté un seul amendement dans cette enceinte. Aujourd'hui, la gravité de la question m'oblige à le faire. Ma personnalité, ayant été Ambassadeur de Sa Majesté Catholique à Paris, me fait un devoir de vous rendre compte de la manière dont j'ai rempli les fonctions de ma charge, afin que vous puissiez approuver ou censurer ma conduite.

Messieurs, on ne peut pas toujours discuter dans toute leur extension les questions internationales posées devant les assemblées législatives. Ce n'est pas moi qui ai provoqué la question actuelle ; jamais je ne l'aurais provoquée. Et plaise à Dieu que le Gouvernement y trouve la force nécessaire pour mener à bonne fin, comme je l'espère, une des affaires les plus graves qui se soient présentées dans nos relations extérieures !

Je crois que les Gouvernements de la forme du nôtre sont des Gouvernements de discussion, que cette forme exige que tout soit discuté dans cette chambre. En outre, la question a été traitée, il y a quelques jours, dans l'autre assemblée législative ; toutefois, si le Gouvernement de Sa Majesté vient à trouver indiscret n'importe quelle question que je traiterai, il lui suffira d'un signe pour me faire garder le silence.

Il y a cinq ans, nommé ambassadeur à Rome, je fus chargé par le

Ministre d'État de traiter la question du Mexique avec le Ministre des affaires étrangères de France; cette question était alors soumise à l'examen de la France, pour une raison que je vais faire connaître : les mêmes difficultés qu'aujourd'hui existaient au Mexique : des dettes, des assassinats, des satisfactions à demander, étaient des motifs d'interruption des relations entre l'Espagne et le Mexique ; on avait fait un traité que le Gouvernement espagnol n'avait pas voulu approuver ; le Gouvernement de la République avait envoyé M. Lafragua pour régler ces difficultés ; M. Lafragua s'était abouché avec notre ambassadeur à Paris, M. Serrano, et avait proposé que le Gouvernement espagnol le reçût avant de donner la satisfaction due ; le Ministre d'Etat espagnol s'était refusé à le recevoir ; toutefois, M. Lafragua se décida à venir, et par ce motif, je dus entretenir le Gouvernement français de cette affaire.

Mon désir a toujours été de donner au Mexique toute la protection et toute l'aide possibles ; le Gouvernement français cependant ne voulait rien décider dans ces questions sans le concours de l'Angleterre, son alliée.

Je partis pour Rome, d'où je revins pour occuper une place dans le conseil des Ministres, et, peu de jours après, on reçut une communication de M. Gonzalès Bravo, Ministre d'Espagne à Londres, écrite avec une clarté et une lucidité admirables. Le cabinet, qui ne dura que trois mois, fit pour la question du Mexique tout ce qu'il était possible de faire. Quatre mois se passèrent sans que M. Lafragua pût rien obtenir du Gouvernement espagnol.

La France et l'Angleterre, qui avaient montré une constante bienveillance pour le Mexique, et qui ne voulaient pas qu'une guerre éclatât entre le Mexique et l'Espagne, la France et l'Angleterre, dis-je, offrirent leur médiation ; le Gouvernement espagnol ne voulut pas l'accepter : il admit seulement de traiter avec le Mexique de nation à nation ; mais on introduisit alors une phrase qui n'a pas un sens bien défini en diplomatie ; les deux Gouvernements changèrent le mot « *médiation* » en celui de « *interposition de bons offices*, » et, cette interprétation ayant été admise, la question fut posée en ces termes à l'ambassadeur d'Espagne à Londres.

M. Gonzalès Bravo soutint toutefois qu'il ne pouvait reconnaître l'autorité des Ministres français et anglais pour le règlement de nos différends, comme ces Ministres et celui du Mexique le prétendaient. Le Gouvernement espagnol accepta cette opinion ; mais, en même temps, le Gouvernement comprit qu'il était nécessaire de se préparer à la guerre, puisqu'il était à prévoir que le Mexique ne céderait pas.

Les choses étaient en cet état lorsque Sa Majesté jugea à propos de me nommer son ambassadeur près l'Empereur des Français. Le pre-

mier jour où j'eus à m'entretenir avec le Ministre des affaires étrangères de France, il me manifesta la nécessité de la médiation, et je lui répondis conformément aux instructions de M. le Ministre d'État.

Le comte de Walewski me dit qu'il croyait que ce serait un bien pour l'Espagne et pour le Mexique que deux grandes nations vinsent apporter une solution à leurs différends; mais comme le Gouvernement espagnol se refusa à une pareille médiation, l'affaire resta en suspens jusqu'à ce que les Mexicains convinrent de traiter directement avec nous, en signant le Traité auquel on donna le nom de Traité Mon-Almonte. Dans ce Traité, les difficultés furent abordées, et les relations diplomatiques directes entre l'Espagne et le Mexique commencèrent.

Mais, par une de ces circonstances qui sont dans l'essence de cette question, le Ministre d'État qui avait fait le Traité avec le Mexique, et qui, une fois les difficultés écartées, n'avait plus à s'occuper du Mexique en France, commença à mettre une question nouvelle sur le tapis. M. le Ministre d'État, dans les communications qu'il m'adressait, me parlait toujours de la convenance qu'il y aurait à ce que les Gouvernements de France et d'Angleterre s'unissent à celui d'Espagne pour *intervenir* au Mexique par les voies pacifiques.

Je partageais le désir de Sa Seigneurie afin de mettre un terme à cette guerre dévastatrice, parricide et indigne de la civilisation; mais la France et l'Angleterre se renfermaient dans leur refus, et l'Angleterre dit seulement qu'elle contribuerait à la pacification, à condition qu'on imposerait la liberté religieuse au Mexique.

Le zèle du Ministre d'État alla plus loin encore : Sa Seigneurie inventa un moyen d'intervenir pacifiquement, mais enfin d'intervenir; et, remarquez-le bien, les interventions commencent toutes pacifiquement et finissent toujours par les armes : les Congrès de Vérone et de Laybach voulaient intervenir pacifiquement en Espagne, et on sait ce qui en résulta.

Quelle constitution devait-on proclamer au Mexique? Quelle médiation était possible entre les intérêts représentés par Miramon et ceux représentés par Juarez? C'est ainsi que M. Pacheco n'a rien pu obtenir, et que, lorsque Miramon fut détruit et Juarez vainqueur, celui-ci refusa de reconnaître le Traité conclu avec Almonte et reconnu par toute l'Europe; c'est ainsi qu'il reste constant que, lorsque tous nos différends avec le Mexique étaient terminés, M. le Ministre d'État, qui devait se trouver satisfait de ce résultat, voulut encore *intervenir* au Mexique, y changer la Constitution, y changer le Président, y fonder une nouvelle époque, une nouvelle légalité, au moyen de l'intervention pacifique de l'Europe.



Le Traité Mon-Almonte cessa d'exister ; il fut rompu par le Mexique et M. le Ministre d'État entra dans la voie d'un arrangement amical avec le Gouvernement de Juarez par l'intermédiaire du Ministre français, comte de Saligny. Les choses arrivaient à la possibilité d'un accord, mais tout dépendait de la bonne volonté des Mexicains. M. le Ministre d'État demandait satisfaction pour les insultes faites et pour la prise de la barque *Concepcion*, ainsi que pour le paiement des créances. M. de Saligny annonça l'envoi d'un ambassadeur spécialement chargé de donner des excuses pour l'expulsion de M. Pacheco, et pour régler les questions pendantes.

Mais on a su depuis que ce fut là une tromperie des Mexicains ; on assura qu'un sieur La Fuente, qui se trouvait à Paris, viendrait se présenter au Gouvernement espagnol ; mais le sieur La Fuente ne daigna pas se présenter à moi pour me prier de l'introduire auprès de mon Gouvernement, ce qui prouve qu'il n'a jamais pensé à venir.

Dans ce moment, et ne sachant que très-peu ce que le Ministre d'État pensait faire, car il ne m'avait rien dit, il arriva à ma connaissance que la France et l'Angleterre faisaient des préparatifs pour aller au Mexique, provoquées par les outrages des Mexicains. Je sus, et je fis savoir au Gouvernement, avec toute l'anticipation nécessaire, qu'il se traitait d'une expédition, et, ayant pris mes mesures pour obtenir les renseignements convenables, j'adressai, le 6 septembre, la dépêche télégraphique suivante au Ministre d'État :

« La France et l'Angleterre vont s'emparer des douanes de la Vera-Cruz et de Tampico, afin de se rembourser de toutes les sommes que le Mexique leur doit. Dans ce but, des forces navales se dirigent vers ces points; elles semblent ne se soucier en rien de nous. Quoique je sois sans aucunes instructions de Votre Excellence, je pense parler au Ministre, dès qu'il arrivera de la campagne, afin de connaître sa pensée.

« Je sais que l'idée d'une monarchie leur est agréable ; l'occasion est favorable pour une solution, parce que nous sommes tous offensés et les États-Unis très-affaiblis, et je me réjouirais que nous sortissions de ceci au moins sans y perdre. »

M. le Ministre n'a pas jugé à propos de publier cette dépêche, qui n'offre, du reste, rien de particulier. Quatre heures après l'avoir envoyée, j'en reçus une de Sa Seigneurie me disant :

« Veuillez vérifier si ce Gouvernement a l'intention de faire une démonstration contre le Mexique. »

C'est la première dépêche qui figure parmi les documents publiés. Le 7, M. le Ministre disait :

« Nos dépêches d'aujourd'hui se sont croisées. Le Gouvernement

de Sa Majesté est décidé à agir énergiquement. Un bateau à vapeur partira, porteur d'instructions catégoriques au capitaine général de Cuba, pour qu'il agisse contre Tampico et la Véra-Cruz avec toutes les forces dont il peut disposer. Des bâtiments seront envoyés pour renforcer l'escadre qui se présentera dans ces mers comme il convient à la dignité de l'Espagne.... Votre Excellence peut le faire connaître au Gouvernement Impérial.

« Si l'Angleterre et la France conviennent d'agir d'accord avec l'Espagne, les forces des trois Puissances se réuniront, tant pour obtenir la réparation des outrages *que pour établir un ordre régulier et stable au Mexique.* — Si ces Puissances font abstraction de l'Espagne, le Gouvernement de la Reine, qui attendait un moment opportun pour agir avec vigueur, sans donner un motif de lui attribuer des vues politiques d'aucun genre, obtiendra les satisfactions qu'il a le droit de réclamer, en se servant des forces qu'il possède, et qui sont supérieures à celles qui sont nécessaires pour réaliser une entreprise de ce genre.

« Si la réponse du Gouvernement Impérial était conforme au désir qui anime celui de Sa Majesté d'agir collectivement, le Ministre de Sa Majesté recevra des instructions identiques à celles-ci, et Votre Excellence est autorisée à lui faire connaître le résultat de ses démarches, afin que ce Ministre agisse suivant la nature de ce résultat. »

En effet, peu d'heures s'écoulèrent entre la réception de ma dépêche et la résolution du Gouvernement, ce qui prouve le zèle du Gouvernement espagnol. Le 9, j'adressai à M. le Ministre d'État la dépêche suivante, qui également n'a pas été publiée :

« Je viens de voir M. Thouvenel, qui est arrivé de la campagne il y a une heure ; il a reçu ma communication avec plaisir ; il m'a dit que, abondant dans les idées du Gouvernement espagnol, il avait pris les ordres de l'Empereur, et qu'il avait écrit aujourd'hui dans le même sens au Gouvernement anglais ; qu'il s'était proposé d'écrire demain à Votre Excellence, ce qu'il ne ferait pas, puisque Votre Excellence avait pris les devants et que ses intentions lui étaient connues.

« Son idée est que les trois Puissances s'emparent des douanes de la Véra-Cruz et de Tampico pour le recouvrement des sommes que le Mexique leur doit respectivement ; qu'elles conseillent au Mexique la nécessité d'établir un Gouvernement, et qu'elles aident ce pays à s'établir d'une manière stable et qui ne soit pas exposée aux vicissitudes continuelles du moment. Il pense que les troupes ne pourront pas débarquer avant la fin d'octobre, à cause de la fièvre jaune.

« Dans ma communication, j'ai parlé comme si l'action armée était une chose résolue par Votre Excellence, et comme si je lui en faisais

part pour lui proposer de venir avec nous et avec l'Angleterre exiger du Mexique la satisfaction de communs outrages. »

Je ne comprends pas pourquoi cette dépêche n'a pas été publiée. Toutefois, je n'ai fait jusqu'à présent aucune réclamation à ce sujet. L'affaire du Mexique se trouva ainsi naître de la résolution énergique prise par le Gouvernement espagnol d'employer l'action d'intervention (*accion interventora*) pour obtenir par la force les satisfactions qu'il demandait, et on commença également à s'occuper de ce Gouvernement stable et durable que le Gouvernement espagnol demandait pour le Mexique et que tous désiraient. On parla déjà alors de la monarchie comme étant le Gouvernement le plus solide.

Le jour suivant, en allant au Ministère des affaires étrangères, je rencontraï le représentant anglais; il me demanda : « Qu'y a-t-il du Mexique ? » Je répondis : « Le Gouvernement espagnol est décidé à agir activement. » Le Ministre anglais ajouta : « La monarchie est le gouvernement qui lui convient le mieux. » Je répondis que je n'avais pas d'instructions sur ce point, mais que je le croyais aussi.

Néanmoins, personne ne proposa d'établir la monarchie par la force; on croyait toujours que les pouvoirs établis jusqu'à présent étaient impossibles et incompatibles avec un bon régime; il n'était aucun gouvernement qui n'eût reçu des offenses de Juarez; tous savaient qu'un pouvoir fort aurait besoin d'être représenté par une personne d'un rang élevé, digne et appuyée moralement par l'Europe.

Mais l'attention même qu'on apportait à ne point parler de l'emploi de la force révélait clairement qu'on serait obligé d'y recourir. Tout le monde parlait du résultat à obtenir; on ne parlait point des moyens.

L'action commune des trois Puissances une fois admise (il ne faut pas oublier que l'Angleterre ne répondit que vingt jours après), je lus avec un certain déplaisir dans plusieurs journaux que nous étions assez forts pour aller seuls, et que nous n'avions besoin de personne. Et je me disais : Si nous allons seuls, pourquoi a-t-on demandé l'action commune? Si nous n'avons besoin de personne, pourquoi avons-nous demandé des compagnons pour faire l'expédition?

J'adressai alors à M. le Ministre d'État cette dépêche, qui n'a pas non plus été publiée :

« M. Thouvenel m'a lu, avant-hier, une lettre déjà ancienne de lord John Russell au comte de Flahault, dans laquelle le principal secrétaire d'État laissait entrevoir le peu de plaisir qu'il éprouverait si l'Espagne allait au Mexique avec la France et l'Angleterre, dans la crainte que les Espagnols n'établissent immédiatement dans ce pays la persécution des protestants.

« M. Thouvenel ajouta qu'il avait répondu que c'était une *puéri-*

lité, et me dit que la circonstance du séjour momentané à la campagne de lord John Russell empêchait sans doute qu'il ne fût donné une prompte réponse à sa *proposition*. »

Il se plaignait de la promptitude avec laquelle l'Espagne poussait son expédition, sans attendre l'accord qu'elle avait proposé par mon intermédiaire; il se plaignait également des parades de pouvoir et de l'inutilité de ce même accord, dont on parlait avec tant de profusion dans les journaux du Gouvernement. Il ajoutait qu'il croyait que l'Angleterre verrait avec déplaisir cette conduite de l'Espagne.

Vraiment, Monsieur le Ministre, je prie Votre Excellence de me permettre de lui dire que lorsque Votre Excellence me chargea d'informer ce Gouvernement de la détermination qu'elle avait prise de demander des satisfactions au Mexique, ainsi que de son désir de voir la France, l'Angleterre et l'Espagne agir d'accord, et les troupes des trois Puissances procéder collectivement à la réparation de leurs offenses communes, il eût été convenable d'attendre le résultat de cette démarche.

Je la croyais d'autant plus nécessaire que la réponse du Gouvernement français avait été extrêmement favorable, M. Thouvenel m'ayant fait savoir qu'il avait déjà les ordres de l'Empereur pour proposer à l'Espagne l'action commune que je venais de lui indiquer.

M. le Ministre d'État m'envoya, le 8 octobre, la dépêche suivante, qui est le point de départ de tout ce qui s'est passé :

« J'ai rendu compte à S. M. la Reine de la dépêche confidentielle de Votre Excellence, en date du 20 septembre, dans laquelle elle raconte la conférence qu'elle a eue, deux jours avant, avec M. Thouvenel, et expose diverses considérations au sujet de l'expédition convenue du Mexique.

« Il est probable qu'en ce moment les impressions qui existaient quand Votre Excellence s'est adressée à moi auront complètement disparu, et que les idées erronées qu'on avait eues sur les intentions du Gouvernement de la Reine se seront rectifiées.

« En réalité, elles n'ont eu aucun fondement.

« Le Gouvernement de la Reine ne s'est point écarté des propositions qu'il a faites dès le principe de cette grave question, et que j'ai communiquées à Votre Excellence par dépêche télégraphique du 6 septembre.

« Les apprêts militaires ont été aussitôt commencés et n'ont pas été suspendus un seul instant. Cela était naturel; il est nécessaire que le Gouvernement de la Reine s'occupe, sans discontinuer, de réunir les éléments indispensables pour que le glorieux pavillon de l'Espagne apparaisse sur les côtes du Mexique avec la splendeur qu'il a toujours conservée.



« Il était à espérer, et nous n'avons pas renoncé à cet espoir, que l'accord tant désiré entre les trois Puissances, pour agir collectivement, pût s'établir pendant le temps employé aux apprêts de tout genre.

« Dans ce cas, nous serons préparés de manière à ce que l'action commune ne soit pas retardée; et si, par malheur, cette action commune n'était pas possible, le Gouvernement de la Reine donnerait les ordres opportuns pour obtenir les satisfactions demandées et les réparations aux préjudices causés, et pour commencer les hostilités, *si on ne les obtenait pas*.

« On n'a pas fixé, et on n'a pu déterminer d'une manière positive et précise le moment de l'action; on ne pouvait pas non plus le précipiter sans manquer aux engagements contractés et compromettre le crédit du pays.

« Les plaintes qui ont été formulées, ainsi que Votre Excellence l'exprime, sur la précipitation supposée du Gouvernement de la Reine et l'abandon de ses premiers projets, sont donc sans fondement.

« Loin d'y renoncer, il est chaque jour plus persuadé que l'accord des trois Gouvernements, en procurant la satisfaction des offenses reçues et la réparation de tous les dommages, contribuera, plus ou moins directement, à créer au Mexique une situation régulière et bien assise qui permettra l'établissement d'un Gouvernement donnant de la sécurité et du repos aux malheureux habitants de ce territoire, et des garanties aux intérêts et à la vie des étrangers.... »

Par cette dépêche, le Congrès voit la réponse faite aux plaintes sur les apprêts de l'Espagne, que j'avais communiquées au Gouvernement. L'expédition n'en partit pas moins de la Havane sans attendre l'action commune. Le bruit se répandit en France que l'Espagne voulait aller seule au Mexique.

Ainsi, le 7 septembre, le Gouvernement espagnol propose l'action commune; le 9, je fais savoir au Gouvernement qu'elle est acceptée, et, le 11, il communique au général Serrano les instructions pour l'expédition. L'ordre de suspendre l'expédition n'a été envoyé que longtemps après que celle-ci était partie de la Havane. Y avait-il le temps pour que le général Serrano reçût l'ordre de suspension?

Du 11 septembre jusqu'au départ de l'expédition, il y eut cinq ou six vapeurs partant pour la Havane; cependant, à l'arrivée du général Prim, il n'y avait aucun ordre à la Havane pour suspendre l'expédition. M. le Ministre d'Etat disait qu'on ne manquerait pas à l'action commune, qu'on ne faisait que des apprêts militaires, et cependant on ne suspendit point l'expédition.

Il y a plus, le 10 novembre, je devais aller à Compiègne, et, le

même jour, on reçut une dépêche de M. Barrot disant que de nouveaux griefs avaient obligé de faire partir l'expédition espagnole sans délai. Je demandai à M. le Ministre d'État ce qui en était, et il m'ordonna d'assurer Sa Majesté que si l'ordre qu'il avait envoyé arrivait à temps, l'expédition ne partirait pas.

On avait signé le traité de Londres le 31 octobre; le courrier partait le 1<sup>er</sup> novembre. Par ce courrier, on aurait dû envoyer des instructions au général Serrano, mais rien ne fut remis jusqu'au 12 novembre. Le général Serrano apprit la convention par les lettres particulières qu'il reçut. L'une d'elles était de M. Muro, secrétaire de l'ambassadeur à Paris. La faute de ce retard, il faut le dire, ne doit pas incomber entièrement à M. le Ministre d'État.

La convention du 31 octobre avait pris naissance à Paris; mais le comte Cowley manifesta le désir qu'on envoyât des pleins pouvoirs à M. Isturiz pour passer la convention à Londres. M. le Ministre d'État répondit que si l'Angleterre le voulait et que la France y consentît, il n'y avait pas d'inconvénients à ce que le Traité se fit à Londres.

Le représentant anglais à Paris alla trouver alors M. Thouvenel et lui dit que l'Espagne et l'Angleterre étaient convenues que le Traité serait passé à Londres si la France y consentait. M. Thouvenel répondit que si l'Espagne était, en cela, d'accord avec l'Angleterre, il n'y avait pas d'inconvénients à ce qu'on portât à Londres la signature du Traité. C'est ce qui arriva, et, par cette ruse, on fit le Traité à Londres, tandis que, s'il avait été conclu à Paris, il aurait pu être expédié à la Havane le 1<sup>er</sup> novembre.

Les Gouvernements, Messieurs, sont très-soupçonneux, et les explications sur ce qu'ils croient un manque d'engagements les satisfont rarement. L'Empereur des Français et le Gouvernement anglais apprirent avec beaucoup de mécontentement le départ de l'expédition espagnole avant l'arrivée des escadres alliées. Je donnai les explications qui me furent communiquées, et je les exagérai même, comme il me parut nécessaire; mais il resta dans l'esprit de l'Empereur l'idée que l'Espagne avait quelque plan particulier en hâtant le départ de l'expédition espagnole.

Je reçus, très-peu de jours après, une lettre du Ministre des affaires étrangères de France, datée du 18 janvier, qui disait : « L'Empereur, convaincu de la nécessité d'aller dicter la paix à Mexico même, a décidé d'augmenter la force de notre expédition en la rapprochant du chiffre de la vôtre. »

Le premier désir de l'Empereur avait été que l'Espagne fût à la tête de l'expédition: il se montrait même disposé à placer les troupes françaises sous les ordres du général espagnol, et avait paru satisfait d'apprendre que ce général serait probablement le duc de la Torre ou

le général Prim. Mais, en apprenant le départ de l'escadre espagnole, il se décida à augmenter ses troupes.

Quand je lui annonçai ce fait, le Ministre d'État me répondit qu'il ne considérait rien qui fût plus naturel et plus convenable. Dans mon opinion, c'était le contraire, et cela est si vrai que, dans la lettre adressée par le général Prim à l'Empereur, je rencontre le paragraphe suivant :

« Les troupes anglaises, qui avaient préparé leurs moyens de transport pour venir à Orizaba, se sont rembarquées en apprenant qu'il venait plus de troupes françaises que le chiffre stipulé. »

Voilà ce que disait le général Prim, et en cela il se trompait, parce qu'on n'avait rien stipulé, et, si ma mémoire ne me fait pas défaut, j'ai lu quelques passages du discours du Ministre d'État au Sénat dans lequel il dit que la rupture d'Orizaba était provenue en grande partie de ce que les Français avaient augmenté leurs forces.

Voulant, messieurs, éclaircir complètement cette question dont il s'agit, afin que toute méfiance disparaisse entre deux nations d'une importance aussi grande que la France et l'Espagne, j'ajouterai que le ministre d'État croyait que les relations n'avaient pas été troublées entre l'Espagne, la France et l'Angleterre par l'envoi prématuré des troupes espagnoles. Qu'on voie, cependant, ce que lord John Russell répondait, le 23 janvier 1862, à M. Isturiz, qui lui avait donné des explications touchant le départ prématuré de nos troupes :

« Monsieur le Ministre, en accusant réception à Votre Excellence de sa communication du 18 de ce mois, je dois lui dire que, bien que le Gouvernement de Sa Majesté ne reste pas entièrement satisfait des explications données par Votre Excellence sur le départ de l'expédition de Cuba pour le Mexique avant l'époque convenue entre les trois Puissances, le Gouvernement anglais consent cependant à accepter la déclaration de Votre Excellence, que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique a eu l'intention d'agir conformément aux dispositions du Traité de Londres. »

Ainsi le Gouvernement anglais consentait à admettre que la pensée du Gouvernement espagnol avait été d'agir conformément aux dispositions du Traité de Londres ; mais que signifiait ce consentement ? Ne devait-on pas croire ce qu'un ambassadeur affirmait ? La note anglaise avait certainement besoin d'une explication.

Le même jour, lord John Russell disait à M. Crampton « que la conduite du général Serrano pouvait inspirer quelque inquiétude ; que le départ de l'expédition espagnole de la Havane et l'occupation militaire de la Vera-Cruz prouvaient qu'une action combinée à une grande distance de l'Europe était toujours soumise à la discrétion des commandants et agents diplomatiques respectifs ; et que, bien qu'on n'eût

aucun soupçon touchant la bonne foi du Gouvernement de Sa Majesté Catholique, on croyait que les chefs d'une expédition qui agissait à une grande distance devaient être surveillés pour qu'ils ne compromissent pas leur Gouvernement par des actes injustifiables. »

M. Crampton lut cette dépêche à M. Calderon Collantès. On reconnaît là, messieurs, la main habile des ministres anglais, habitués à traiter avec le plus grand soin toutes les questions.

Deux jours auparavant, le comte Russell avait écrit à lord Cowley que « le comte de Flahault avait annoncé que le Gouvernement français pensait à augmenter ses forces au Mexique, parce que la précipitation du général Serrano à commencer les opérations, sans attendre les forces de la France et de l'Angleterre, augmentait les difficultés de l'expédition, et que l'Empereur ne pouvait permettre que l'armée française se trouvât dans une position inférieure vis-à-vis de l'armée espagnole en même temps qu'exposée à être compromise. »

Que s'était-il donc passé pour amener ce changement dans les idées de l'Empereur, qui s'était montré d'abord disposé à mettre ses troupes sous les ordres d'un général espagnol, et qui maintenant pensait à les augmenter pour éviter qu'elles ne se trouvassent compromises? Nos troupes n'avaient pas attendu les Français et les Anglais : telle était la cause de ce changement !

Je vais aborder, messieurs, un grave sujet, et je prie Monsieur le Ministre, à qui je vais adresser une question, qu'il songe à ma situation avant que d'y répondre ; je lui promets, de mon côté, d'accepter sa réponse quelle qu'elle soit. M. Luzuriaga a dit au Sénat que la candidature du prince Maximilien n'avait pas été plus qu'un songe, une conversation ; que peut-être M. Mon avait été plus léger qu'il ne le devait en annonçant cette candidature, et que le Gouvernement n'y avait pas attaché d'importance.

Monsieur le Ministre a dit, de son côté, qu'il n'avait pas eu d'indication ni de communication officielle à ce sujet ; et cependant je puis dire qu'on ne peut pas me reprocher sur ce point le silence qui a été gardé par le Gouvernement, lorsque l'on m'a accusé d'avoir signé un acte secret en dehors de mes instructions.

Comment eût-il été possible que je signasse une convention secrète en outrepassant les pouvoirs que j'avais ? Et il me semble que le Ministre aurait dû prendre la défense de la personne contre laquelle on dirigeait une semblable accusation.

Cela me rappelle qu'on a parlé récemment d'un ministre qui, accusé par un parlement, et ayant nié le fait de l'accusation, avait invoqué en témoignage une lettre confidentielle qu'il avait en son pouvoir. Le fait est impossible, et j'affirme à celui qui l'a dit que cela n'a pas pu arriver. Je demande maintenant à Monsieur le Ministre s'il m'autorise à



faire connaître ce qui s'est passé touchant l'archiduc Maximilien , comme M. Thouvenel a consenti à ce que je le fisse? Puis-je lire une lettre de ce ministre relative à ce fait?

*M. le ministre d'Etat.* Je ne vois aucun inconvénient à ce que vous lisiez ce document et tous les autres que vous jugerez convenables pour éclairer le congrès de MM. les députés. Sa Seigneurie est juge de ce qu'elle doit dire, et je lui répondrai après.

*M. Mon.* Puisque Sa Seigneurie m'autorise à lire cette lettre, je vais le faire :

Le ministre des affaires étrangères de France déclarait, le 28 mai 1862, c'est-à-dire après toutes les difficultés nées au sujet du Mexique, qu'il n'avait aucun secret à garder. Voici, d'après lui, et en se servant de ses propres termes, ce qui s'était passé.

Je n'ai fait que transcrire ses propres paroles dans la lettre que j'ai adressée au ministre <sup>1</sup>.

« Dès qu'on commença à traiter de l'expédition, est-il dit dans cette lettre, M. Thouvenel me fit connaître qu'il avait des motifs de croire que, dès l'arrivée des alliés au Mexique, il apparaîtrait un parti monarchique, et que le Gouvernement Français verrait avec grand plaisir qu'il pût triompher : que, en prévision de cette éventualité, il avait naturellement examiné quels étaient les princes de familles régnantes qui se trouvaient en état d'occuper ce nouveau trône; que, dès à présent, il avait dû reconnaître que penser à un prince appartenant à l'un des pays qui allaient faire l'expédition serait une cause de rivalité, et que, pour cette raison, il croyait préférable d'en écarter ceux qui se trouvaient dans ce cas.

« Il ajouta qu'en dehors des familles dont on venait de parler, l'archiduc Maximilien se présentait en premier lieu comme le plus apte par ses qualités personnelles, par son âge, par son habitude du commandement, etc, etc. Aussi, lui avait-il semblé que ce prince était le meilleur sur qui pût tomber le choix; il n'en avait pas dit plus que cela et il était prêt à le confirmer.

« Mais si on lui en prêtait davantage, c'est-à-dire si on voulait donner à entendre que la France avait voulu imposer une monarchie au Mexique et le prince Maximilien comme souverain, il le nierait formellement. Cela, il ne l'avait jamais dit, pas plus que les représentants de la France au Mexique, pas plus que le général Almonte, qui n'avait jamais été autorisé à le dire.

« Leurs proclamations étaient là et on pouvait se convaincre qu'il n'avait jamais été fait la moindre allusion à l'archiduc. Cette déclara-

1. Cette lettre confidentielle ne figure pas au nombre des documents communiqués aux Cortes. Voir la réponse de M. Calderon Collantes à M. Mon, complétant la citation de cette pièce.

tion, il la faisait en termes formels, et si quelque jour on jugeait nécessaire d'en parler, on pouvait le faire en ce sens en toute sécurité. »

Cette lettre que je viens de lire, continue M. Mon, est entre les mains de M. le ministre, et Sa Seigneurie est autorisée à en donner connaissance; et comme on a tant parlé à ce sujet et qu'on a dit que j'avais été plus loin que je ne le devais, j'ai voulu commencer par ce point, afin d'aller en éclaircissant la question.

Jusqu'ici je me suis tû, comme je devais le faire, parce que ma position ne me permettait pas de parler, et je n'aurais même pas pris la parole en ce moment sans l'autorisation de M. le Ministre; mais cette phrase de M. Olozaga, au sujet de la dépêche du 13 octobre, que cette mention d'un bon prince signifiait quelque chose, se trouve parfaitement expliquée ici.

La dépêche ostensible du 13 octobre a été publiée, mais la partie qui avait trait à l'archiduc prince se trouvait sous forme de lettre, comme cela se fait habituellement quand des faits ne se trouvent pas être encore livrés au public : mais assurément on ne peut pas dire que l'usage de cette forme ôtait à cette communication son caractère officiel, et qu'on n'avait pas connaissance de ce que disait cette lettre.

Le 13 octobre, communication fut faite au ministre d'État de ce désir de l'Empereur; le 23 du même mois, elle fut renouvelée avec demande de réponse, et depuis, le ministre d'État m'ayant demandé si je savais quelles étaient les instructions qu'emportait l'amiral Jurien de La Gravière, je lui répondis par le télégraphe, et en chiffres, que je croyais qu'elles étaient basées sur cette même lettre. Je ne reçus pas non plus de réponse à cette communication. Enfin, le 3 décembre, je lui fis parvenir une dépêche officielle pour bien constater, en tout état de choses, que j'avais porté cette nouvelle à la connaissance du Gouvernement de mon pays.

Si Sa Seigneurie et le Congrès le permettent, monsieur le président, je me reposerai un instant.

*Beaucoup de députés.* Oui! oui!

*M. le président.* Vous pouvez le faire.

La discussion reprend quelques minutes après.

*M. Mon.* J'ai dit, messieurs, qu'il y avait quatre communications émanées de moi, relatives à cette même affaire du prince Maximilien; mais, en outre, j'en ai reçu une de M. le ministre, par laquelle il m'adressait la copie des instructions communiquées au marquis de Los Castillejos. Cette dépêche me causa un profond regret, car elle disait :

« Il n'y a rien à ajouter aux instructions qui vous ont été données :

mais il convient que vous sachiez que le projet de l'établissement d'une monarchie au Mexique prend chaque jour plus de fondement. Quelques Mexicains, résidant ou établis en Europe, travaillent dans ce sens ; mais le Gouvernement de l'Empereur n'a pas fait *la moindre indication* à celui de Sa Majesté à ce sujet, et nous ne devons pas non plus nous écarter de ce principe fondamental de la politique espagnole en Amérique, qui est de laisser à ses habitants pleine liberté d'établir le Gouvernement le plus en harmonie avec leurs besoins et leurs opinions. »

En voyant que Sa Seigneurie disait, le 22 janvier, qu'elle n'avait pas connaissance des intentions de l'Empereur, je compris toute l'importance que cette nouvelle pourrait avoir au Mexique, et je répondis, le 29 du même mois, que mon attention s'était arrêtée sur ce paragraphe de la dépêche ministérielle. Je rappelai au ministre, dans ma dépêche, celles que je lui avais précédemment adressées, ainsi que la lettre particulière dans laquelle je lui avais parlé des intentions de l'Empereur.

J'ajoutais que je ne verrais pas avec indifférence Son Excellence dire qu'elle n'avait pas connaissance de ces intentions, parce que l'on pourrait me blâmer d'avoir commis une grave omission qui s'élèverait contre moi, quoique je ne l'eusse point commise.

Plus tard, le 6 février, je reçus une autre dépêche, dans laquelle M. le ministre me disait :

« Votre Excellence connaît déjà les motifs qui m'ont obligé à garder le silence au sujet du contenu de sa note du 3 décembre. Le désir manifesté par M. Thouvenel, au nom de l'Empereur, qu'une monarchie fût établie au Mexique et que le monarque choisi fût le prince Maximilien, pouvait être considéré comme un secret : quelque circonspection en effet, et quelque réserve que l'on mît à s'en servir, il était toujours dangereux de le mentionner.

« Aussi, rien n'a été dit au marquis de Castillejos dans la dépêche du 22 janvier dernier, mais, à son départ, on l'a mis au courant de ce projet, et on lui a donné les instructions y relatives par écrit et de vive voix.

Il en résulte que le marquis de Castillejos connaissait à son départ la pensée de l'Empereur au sujet du prince Maximilien, et que, lorsqu'il a dit qu'il ignorait comment cette candidature était arrivée au Mexique, il ne pouvait manquer de faire naître un conflit entre lui et l'amiral Jurien de La Gravière, lorsqu'ils viendraient à s'en occuper, conflit qu'on eût pu éviter en éclaircissant la question, ce qui serait arrivé si le traité avait été signé à Paris au lieu de Londres. De plus, quand je connus ce projet, j'écrivis à notre ministre à Vienne et lui fis connaître ce qui se passait. Dès lors les communications s'échangèrent entre lui et le ministre d'État.

Ce point et celui du départ de l'expédition étant éclaircis, j'en vins à m'occuper de ce qui se passait au Mexique. Une des graves raisons qui empêchèrent les troupes de continuer leur marche sur Mexico fut la discussion qui s'éleva pour savoir si l'ultimatum devait être envoyé au sujet de toutes les réclamations, ou si les alliés devaient examiner la justice de ces réclamations.

Et quand donc, messieurs, les alliés sont-ils devenus les juges les uns des autres? Se peut-il que les plénipotentiaires décident de l'équité des réclamations? Non, c'est avant la conclusion du traité qu'elle a dû être jugée. Une fois ce traité conclu, les plénipotentiaires n'avaient rien à y voir, et ils ne devaient pas, pour ce motif, retarder la marche de l'expédition.

Telle est la véritable théorie du droit; telle est celle que le ministre d'État a défendu en s'occupant de cette question l'année dernière. Qu'en résulta-t-il? Il en résulta, messieurs, que l'expédition fut retenue pendant trois mois et que la question n'est pas encore résolue. L'opinion du ministre d'État en est arrivée là; mais la question n'a pas été résolue, parce que la France ne peut jamais reconnaître le principe qu'un plénipotentiaire puisse se faire le juge de l'autre.

Quelle importance, messieurs, n'y aurait-il pas pour l'Amérique, quelle satisfaction n'éprouveraient pas les habitants de ce pays, s'ils voyaient que leurs réclamations avaient trouvé un écho! J'ai été obligé de fermer ma porte à une masse d'individus qui voulaient obtenir la qualité d'Espagnols, parce que le drapeau de l'Espagne avait le premier essayé de mettre un terme à ces faits scandaleux.

C'est un grand malheur qu'on se soit refusé à envoyer l'ultimatum; mais, ce que je n'ai pu encore comprendre, c'est le motif pour lequel on a signé la convention de la Soledad. Étions-nous en guerre avec le Mexique, oui ou non? Nous l'étions, comme cela ressort des instructions données par M. le Ministre d'État à son plénipotentiaire. Eh bien! pourquoi traiter, si le Gouvernement avait envoyé une expédition au Mexique pour faire exécuter les traités que l'on avait déchirés?

Si tout était fini et si l'on était arrivé à l'obligation de faire exécuter par la force ce que les Mexicains n'avaient pas voulu faire de bonne volonté, comment pouvait-on demander la permission de donner aux troupes des campements plus sains? N'avait-on pas occupé Vera-Cruz de vive force? N'était-on pas en guerre avec le Mexique? Pourquoi donc demander la permission d'amener les troupes à Orizaba? Comment a-t-on pu hisser le pavillon mexicain à Vera-Cruz? Est-ce que la guerre était finie? Non; comment pouvait-on consentir à ce que les Mexicains revinssent occuper le territoire qu'on leur avait enlevé par la force, et que leur pavillon y flottât?

J'ai entendu le Gouvernement dire qu'il considérerait le traité de Lon-



dres comme suspendu. Je ne comprends pas, messieurs, comment un traité peut être suspendu, lorsque par ce traité trois puissances s'engagent à faire une chose, et que de ces trois deux s'en vont et une reste seule. Comment un traité peut-il être suspendu, quoique existant, lorsque des trois puissances qui devaient agir d'un commun accord, deux se retirent et la troisième continue d'agir en complète opposition avec les deux autres ?

Le Gouvernement sait donc parfaitement bien que le traité est de fait rompu, parce que la France et l'Angleterre l'ont ainsi déclaré, et que là où il n'y a pas d'accord il ne peut y avoir de traité ; mais qu'il n'est pas rompu en droit, parce que deux seulement des puissances qui l'ont fait n'ont pas et ne peuvent avoir la faculté de le rompre.

Je connais, messieurs, le général Almonte ; j'ai été son collègue à Paris, et j'ai eu l'honneur de signer un traité avec lui. Me trouvant en bons termes avec lui, je lui dis, lorsqu'il m'informa qu'il se rendait au Mexique en même temps que l'expédition française, qu'il avait tort de le faire. J'en parlai dans ce sens au Ministre français, et nous convînmes qu'il ne devait pas le faire. Cependant M. Almonte vint à Madrid, eut une entrevue avec le président du conseil, et partit ensuite pour le Mexique. Je suis certain qu'à la moindre insinuation qu'on lui eût adressée, il se serait abstenu de le faire.

Enfin, M. Almonte arrive au Mexique, et je demande, puisqu'il n'avait ni troupes ni influence dans le pays, quel motif suffisant il y avait dans le fait de son arrivée pour rompre un traité ? Quelle crainte pouvait-il inspirer ? Lui était-il défendu d'établir son influence dans le pays pour y faire prévaloir la forme du Gouvernement qu'il croyait la meilleure ?

Je n'ai jamais compris que son arrivée pût amener la rupture du traité. Almonte a-t-il levé un drapeau ? Non ; il n'a pas ouvert les lèvres, il n'a rien dit jusqu'au moment où les troupes se sont embarquées, et alors il s'est montré, non pour représenter une nouvelle forme du Gouvernement, mais pour exhorter les Mexicains à se donner celle qu'ils tiendraient pour la plus convenable, acceptant dans ce but l'aide de la France, et c'est ce qui ressort clairement de sa proclamation.

Voir cette proclamation *Archives* de 1862, t. III, p. 243.

La suite du discours de M. Mon n'est que le développement de ces trois faits, que le Gouvernement espagnol connaissait la candidature de l'archiduc dès le 13 octobre, le départ d'Almonte dès le 10 décembre, et le projet de marcher sur Mexico dès le 18 janvier. L'orateur s'est étendu en outre sur la possibilité d'une restauration monarchique au Mexique et sur les raisons qu'avait l'Espagne à intervenir dans ce pays. Nous laissons cette seconde partie de côté, parce qu'elle ne présente pas, comme la première, un intérêt spécialement diplomatique. Dans

la séance du 8 janvier, M. Calderon Collantès, Ministre des Affaires étrangères, a répondu, comme suit, à M. Mon :

Les trois Gouvernements avaient la pensée qu'à l'arrivée des troupes des trois nations sur le territoire mexicain, il y aurait au Mexique une manifestation populaire en faveur de l'établissement d'un Gouvernement régulier. Le contraire a eu lieu, et dans le principe l'expédition a été sinon manquée, tout au moins changée, sans qu'il fût possible au Gouvernement espagnol d'éviter cette contrariété. La cause de la rupture des conférences d'Orizaba n'a pas été seulement la protection accordée par la France à Almonte, mais encore l'indication faite par M. de Saligny qu'il fallait aller à Mexico. Le Gouvernement espagnol n'a rien caché, rien réservé en fait de documents de nature à jeter du jour sur cette question. Le ministre sans portefeuille de Sa Majesté impériale a dit au Corps législatif (et MM. les députés le savent bien), que l'idée de la candidature du prince Maximilien n'avait été indiquée que dans une conversation diplomatique et à titre d'éventualité. C'est bien à ce point de vue que l'a envisagé le Gouvernement de la Reine. Encore un mot : Je déclare positivement que le Gouvernement ne saurait accepter l'amendement de M. Mon.

Après quelques observations de M. Mon, le Ministre des affaires étrangères reprend la parole : Ne voulant pas que le moindre soupçon pèse sur ma véracité, je vais lire et la lettre de M. Muro et les dépêches y ayant trait, M. Mon ayant semblé insinuer que mes communications n'avaient pas été complètes. Voici la lettre de M. Muro : « Dans votre lettre confidentielle du 20, vous me chargiez de m'informer si M. Thouvenel désirait que l'on continuât ou non de garder la réserve touchant les indications relatives à l'établissement de la monarchie au Mexique, faites par M. Thouvenel à M. Mon.

Voici maintenant les dépêches. Celle du 15 novembre (télégraphique) disait : « M. Thouvenel est malade, mais je puis dire à Votre Excellence que le Gouvernement français désire vivement établir la monarchie au Mexique, et je suis convaincu que des instructions dans ce sens ont été données à l'amiral français et à M. de Saligny. Le candidat est l'archiduc Maximilien d'Autriche; il accepte, et l'on compte que l'Angleterre ne s'opposera pas à cette candidature, si même elle ne l'appuie. Les Mexicains résidant à Paris travaillent dans ce sens avec leurs partisans au Mexique. N'ayant pas eu de réponse à ma dépêche du 13 octobre, je n'ai pas pu dire ici l'opinion du Gouvernement de la Reine à ce sujet; cela donne lieu à de la défiance; sans doute, on craint que le Gouvernement espagnol n'approuve pas ces projets. » Le 3 décembre on mandait : « Le 13 octobre, en vous annonçant que M. Thouvenel m'avait mandé pour me faire une communication relative aux intentions de l'Empereur concernant le Mexique, à l'occasion

de l'expédition qu'il envoyait sur ce point, je vous ai écrit, par lettre confidentielle, que l'Empereur désirait l'établissement d'une monarchie au Mexique et que le monarque fût l'archiduc Maximilien d'Autriche. Je vous ai réitéré cette assurance par le télégraphe. Ignorant si ma dépêche vous est parvenue, je vous la répète, afin qu'il soit démontré que j'ai porté son contenu à la connaissance de Votre Excellence. » Ainsi, l'on manifestait un vif désir d'établir une monarchie au Mexique, et l'on voit que le Gouvernement français faisait bien de ne pas présenter ces dépêches qui ne sont pas conformes à ce qui avait été dit. Si je n'ai pas fait ces révélations plus tôt, c'est que le secret m'avait été demandé, et il n'est pas dans mon habitude de trahir les secrets qui me sont confiés.

Ces déclarations étaient réservées ; naturellement je les porte aujourd'hui à la connaissance de la chambre et du public, parce qu'on m'y force. Il existe une différence notable, comme on l'a pu voir, entre les dépêches de M. Mon et la lettre de M. Muro, entre les dépêches et les paroles du Ministre sans portefeuille de Sa Majesté impériale qui avait dit au Corps législatif ce qui suit : « Il a été indiqué un prince qui occupe une position désintéressée, qui est bien posé vis-à-vis de la France et qui a droit à la bienveillance générale. Ceci a été dit en conversation comme indication et ainsi pris par les deux autres puissances. » La différence entre ces paroles et celles de M. Mon dans ces dépêches est patente. Les dépêches, loin de préjudicier au Gouvernement, pourraient servir à justifier quelques-uns de ses actes, et si le Gouvernement les a réservées, ce n'était pas assurément parce qu'elles pouvaient lui préjudicier, mais causer à M. Mon un embarras.

Le Gouvernement de la Reine a accepté dès le principe les déclarations de MM. Thouvenel et Billault, non pas qu'il doutât un seul instant de la véracité et de l'exactitude de l'ambassadeur de Sa Majesté, mais parce qu'il n'avait pas envisagé sous le même aspect les indications qui en octobre 1861 lui avaient été faites relativement à l'établissement de la monarchie et au choix de l'archiduc pour le placer à la tête de cette monarchie. Quelle que puisse être la différence existant entre les dépêches et les déclarations des Ministres de Sa Majesté impériale, il n'appartient pas au Gouvernement de la Reine d'éclaircir cette différence. Ce soin appartient à M. Mon. Nous ne pourrions que nous féliciter de l'en voir exempté.

*M. Mon.* Que résulte-t-il de la lecture faite ici de quelques documents par le Ministre des affaires étrangères ? que j'avais certaine opinion touchant les instructions données à l'amiral de la Gravière : cela peut-il être en contradiction avec ce qu'ont déclaré MM. Thouvenel et Billault ? Je laisse le congrès juge de cette question.

Le vote nominal a lieu. L'amendement de M. Mon est repoussé à la majorité de 149 voix contre 73. La séance est levée.

---

## FRANCE.

DOCUMENTS TOUCHANT LA POLOGNE COMMUNIQUÉS AU SÉNAT  
LE 16 MARS 1863.

**M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères,  
à M. le comte Walewski, ambassadeur de Sa Majesté à Londres.**

Paris, le 26 mars 1855.

Monsieur le comte, par les notes de Vienne et par le traité du 2 décembre, les puissances alliées se sont expressément réservé la faculté de mettre des conditions particulières au rétablissement de la paix, en sus des quatre garanties qui doivent en former la base. Ces conditions supplémentaires auraient le même but d'intérêt européen que les garanties elles-mêmes et contribueraient à consolider les résultats acquis.

Si tel doit être, en effet, le caractère essentiel des clauses additionnelles que nous aurons le droit de formuler, il en est une qui me paraîtrait parfaitement répondre à l'objet que nous nous sommes proposé. Nous avons pris les armes pour interdire à la Russie l'interprétation abusive de ses traités avec la Porte. Mais ces traités ne sont pas les seuls dont nous fussions autorisés à reprocher l'infraction à cette puissance. Des arrangements plus généraux, auxquels l'Europe a souscrit comme nous, ont été violés par le gouvernement russe. Comme nous, l'Europe a déploré l'atteinte qu'ils ont subie et elle ne pourra, nous le croyons, qu'applaudir à nos efforts pour obtenir le redressement de griefs qui sont aussi les siens.

Deux grandes questions de territoire occupèrent les puissances représentées au congrès de Vienne en 1814 : celle de la Saxe et celle de la Pologne. Les vœux de la France n'étaient pas douteux, et il est de notoriété que l'Angleterre les partageait. Si l'Autriche ne défendit pas le maintien du duché de Varsovie avec autant de fermeté que l'existence du royaume de Saxe, elle resta cependant unie aux cabinets de Paris et de Londres, afin de résister aux prétentions qui s'étaient coalisées pour l'incorporation sans réserve de la Saxe dans la Prusse et de la Pologne dans la Russie. Les conditions qui furent faites à l'empereur Alexandre, quand l'Europe consentit à la réunion de la plus grande partie du duché de Varsovie à l'empire russe sous le nom de royaume de Pologne, avaient donc un caractère strictement obli-



gatoire. Elles constituaient pour les cabinets une compensation nécessaire à une acquisition qui donnait à la Russie des positions formidables au cœur de l'Europe centrale. Ces obligations contractées par Alexandre I<sup>er</sup> et inscrites dans les traités de Vienne, l'empereur Nicolas s'en est délié en 1831, sans tenir compte des protestations de la France et de l'Angleterre.

Pour notre part, monsieur le comte, nous nous croyons pleinement fondés à rappeler aujourd'hui ce souvenir. Si la France a accepté et respecté scrupuleusement, dans leurs stipulations les plus onéreuses pour elle, les traités de 1815, elle avait le droit d'espérer qu'ils seraient de même observés, d'autre part, dans les dispositions qui pouvaient lui être favorables. L'Empereur, en se déclarant, à cet égard, solidaire des gouvernements qui ont précédé le sien, et résolu à tenir les engagements qu'ils lui ont légués, n'a pas renoncé au bénéfice des protestations qu'ils ont fait entendre lorsque ces engagements ont été méconnus par la Russie.

Nous ne doutons pas que l'Angleterre, qui s'est associée naguère à ces protestations, ne reconnaisse la légitimité et l'opportunité des démarches que nous pourrions faire en commun dans les conférences pour obtenir sur ce point la satisfaction qui lui est due comme à nous, et que l'opinion anglaise a toujours réclamée avec une si grande énergie. D'autre part, les cabinets allemands sont assez éclairés aujourd'hui sur le danger des agrandissements démesurés de la Russie pour apprécier les avantages européens du rétablissement des traités qui lui interdisent de posséder le royaume de Pologne autrement que comme un État distinct. Quand la question a été soulevée en 1831, personne n'a cru devoir troubler la paix pour demander une réparation immédiate; aucun gouvernement n'a rien fait depuis pour créer une situation qui pût, au prix du repos général, fournir l'occasion de l'exiger; mais puisque la Russie elle-même a de plein gré rompu cette paix au maintien de laquelle nous avons sacrifié de justes griefs, puisqu'elle nous a forcés à prendre les armes pour empêcher de sa part une nouvelle violation du droit, le moment nous semble venu de se rappeler les engagements qu'elle avait pris avec l'Europe relativement au royaume de Pologne, et dont elle s'est affranchie.

La faculté de poser des conditions particulières nous permettrait d'introduire au moment opportun cette légitime prétention dans les conférences de Vienne. Je désirerais savoir si lord Clarendon partage notre opinion sur l'intérêt qu'aurait la remise en vigueur des arrangements dont il s'agit pour la stabilité même de la paix future. Je vous invite donc à pressentir et à me faire connaître quelles sont à ce sujet les dispositions du principal secrétaire d'État.

Agréez, etc.

DROUYN DE LHUYS.

**M. le comte Walewski au ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 28 mars 1855.

Monsieur le ministre, j'ai entretenu le principal secrétaire d'État du contenu de la dépêche de Votre Excellence, sous la date du 26 mars. J'ai fait remarquer que si, dans une négociation européenne ayant pour but le rétablissement de la paix avec la Russie, il n'était nullement fait mention de l'infraction aux traités dont le gouvernement russe s'était rendu coupable en assimilant le royaume de Pologne à l'empire de Russie, infraction contre laquelle nous avons protesté, on pourrait considérer notre silence comme une sanction implicite et comme une renonciation à nos protestations précédentes.

Le principal secrétaire d'État a reconnu toute la valeur de cette observation, et il a admis qu'en temps opportun il serait désirable de faire quelque démarche de nature à corroborer l'opinion exprimée précédemment par la France et l'Angleterre sur la conduite tenue par la Russie envers la Pologne en 1831 ; mais lord Clarendon, à son tour, m'a fait observer que, dans ce moment, toute tentative ayant pour but d'amener la Russie à remettre les choses en Pologne sur le pied où elles étaient avant 1830 serait inopportune et pourrait avoir des conséquences regrettables. Il ne pense pas d'abord que nous puissions équitablement comprendre l'importante question dont il s'agit dans les conditions particulières que nous nous sommes réservé la faculté de poser en sus des quatre garanties ; que s'il se trompait à cet égard, il n'en restait pas moins convaincu qu'en essayant de le faire, nous nous attirerions de la part du cabinet de Saint-Pétersbourg une réponse peu mesurée et de nature à rompre brusquement les négociations. Lord Clarendon ne doute pas que les plénipotentiaires russes ne soient très-empressés de saisir un semblable motif de rupture dans l'espoir d'y trouver le moyen de nous séparer de l'Autriche et d'ameuter contre nous l'Allemagne. Mais le principal secrétaire d'État m'a répété que si une initiative à ce sujet lui paraissait impolitique et impraticable en ce moment, elle pourrait devenir admissible et même très-désirable dans une autre circonstance, et qu'alors il serait tout disposé à s'entendre avec le gouvernement de l'Empereur sur la meilleure marche à suivre et la meilleure forme à adopter en vue de remettre sur le tapis cette importante question.

Veuillez agréer, etc.

WALEWSKI.

**M. le comte Walewski, ministre des affaires étrangères, à  
M. le comte de Persigny, ambassadeur de Sa Majesté à  
Londres.**

Paris, le 15 septembre 1855.

Monsieur le comte, cette dépêche a pour but d'appeler votre attention et de vous engager à fixer celle du gouvernement de S. M. Britannique sur une question qui excite, à juste titre, la sollicitude de l'Empereur, et à laquelle le cabinet de Londres ne prend sans doute pas moins d'intérêt. Il s'agit de la Pologne. Je n'en parlerai que dans la mesure pratique du possible et à un point de vue qui, j'aime à le croire, aura l'assentiment du gouvernement anglais.

Au moment où les glorieux succès des armées alliées semblent autoriser l'espérance de voir se rapprocher le terme de la guerre, et lorsqu'en vertu des principes de désintéressement et de loyauté, si hautement proclamés par la France et l'Angleterre dès le début de la lutte, le rétablissement de la paix devra n'apporter aucun changement à l'ensemble des circonscriptions territoriales consacrées par les traités de Vienne de 1815 ; en ce moment, dis-je, le gouvernement de l'Empereur, en rappelant avec quel respect scrupuleux la France a constamment observé ces traités, si onéreux pour elle, se croit justement fondé à demander que d'autres puissances, pour qui leurs stipulations n'étaient pas moins obligatoires, soient tenues de les respecter et de les exécuter avec la même fidélité.

Parmi ces stipulations, l'article 1<sup>er</sup> du traité de Vienne du 9 juin 1815, en prononçant la réunion du duché de Varsovie à l'empire de Russie, régla qu'il y serait lié invariablement par *sa constitution*, sous le nom de royaume de Pologne. Ce n'était là, sans doute, qu'une réparation bien incomplète de l'injustice des partages qui ont anéanti la Pologne. Toutefois, c'était un hommage rendu par la Russie au principe indélébile de la nationalité polonaise ; et le royaume de Pologne, avec sa constitution, avec son administration distincte et son armée toute nationale, possédait en réalité des garanties qui manquaient aux autres provinces démembrées. Ces garanties, et l'ordre de choses qu'elles avaient pour but de protéger, ont disparu en 1831, après la répression de l'insurrection de la Pologne, sous l'influence d'une politique réduite à s'imposer par la force. Contrairement à des promesses et à des assurances formelles de l'empereur Nicolas, le royaume de Pologne, incorporé à la Russie, n'a plus été qu'une province de cet empire. Les traités qui en avaient constitué l'existence politique étaient ouvertement méconnus. Et cependant celui du 9 juin 1815 était alors, comme aujourd'hui, un acte essentiellement européen, par lequel

toutes les parties contractantes sont liées virtuellement l'une envers l'autre, et chacune d'elles envers toutes. Ni le soulèvement de la Pologne, ni le triomphe de l'armée russe sur les insurgés n'avaient pu, sous aucun rapport, et à aucun titre, dégager la Russie de ses obligations à l'égard des États avec la participation et sous la garantie desquels ce traité fut signé. La France et l'Angleterre réclamèrent contre une telle infraction au droit public de l'Europe; et si, dans l'intérêt du maintien de la tranquillité générale, elles évitèrent d'en faire un cas de guerre, toutes deux n'en réservèrent qu'avec plus de force les droits pour lesquels elles venaient de protester, en attendant qu'il s'offrit une occasion de les rappeler et de les soutenir avec plus de chances de succès.

Cette occasion peut, monsieur le comte, ne pas tarder à naître et le moment est venu de se préparer à faire du rétablissement du royaume de Pologne, dans les conditions stipulées par le congrès de Vienne, un des objets essentiels des négociations de la paix, aussitôt qu'elles deviendront possibles, en même temps qu'une des bases fondamentales de cette paix. Une demande semblable de la part de la France et de l'Angleterre n'aurait assurément rien de nouveau ni d'inattendu : elle ne serait que la conséquence logique des réclamations présentées, à une autre époque, en faveur de la Pologne, et viendrait attester d'une manière encore plus solennelle les grands principes d'équité et d'équilibre politique qui les unissent et les dirigent. En un mot, la France et l'Angleterre, pour prix de tant et de si douloureux sacrifices déjà faits et qu'elles continuent de faire à la cause de l'indépendance et de la sécurité de l'Europe, ont certainement le droit de vouloir qu'une question qui s'y trouve si essentiellement liée soit ramenée à une solution plus conforme à ces graves intérêts, et, je pourrais ajouter, plus conforme aussi à ceux de la Russie, qui verrait ainsi disparaître pour elle une cause incessante de troubles et de fâcheuses complications.

Le gouvernement de l'Empereur se plaît à espérer que celui de Sa Majesté Britannique, envisageant au même point de vue cette importante question, n'appréciera pas moins la nécessité de la comprendre dans les futures négociations de la paix, et n'hésitera point à unir ses efforts aux nôtres pour obtenir le redressement d'un acte contre lequel la conscience des gouvernements et des peuples n'a cessé de protester; car le temps n'a pu en affaiblir ni l'iniquité ni les funestes conséquences.

Vous voudrez bien donner lecture et laisser copie de cette dépêche à lord Clarendon et m'informer des dispositions du cabinet anglais.

Agréée, etc.

WALEWSKI.

---



**M. le comte Walewski à M. le comte de Persigny, à Londres.**

Paris, le 15 octobre 1855.

Monsieur le comte, lord Cowley m'a donné lecture d'une dépêche de son Gouvernement en réponse à celle que je vous avais chargé de remettre aux mains de lord Clarendon, au sujet de la situation du Royaume de Pologne dans ses rapports avec les traités qui ont réglé sa condition légale en 1815 et avec les bases éventuelles de la paix future. Le principal secrétaire d'État aux affaires étrangères déclare non-seulement que le Cabinet anglais désirerait comme nous que les obligations contractées par la Russie envers la Pologne fussent remplies, mais qu'il verrait, dans l'indépendance même de ce pays, la barrière la plus sûre pour l'Europe contre les envahissements de la puissance russe. La seule question aux yeux du Gouvernement de Sa Majesté Britannique serait de savoir si le moment est opportun pour prendre l'engagement de ne traiter avec la Russie qu'à la condition de la remise en vigueur des stipulations qui concernent la Pologne dans les actes de Vienne. Il conclut que, sans nous lier les mains et sans nous imposer à nous-mêmes une ligne particulière de conduite, il nous suffit de convenir que nous profiterons des événements, dans la mesure du possible, en faveur de la Pologne.

J'ai dit à lord Cowley que j'étais d'autant plus disposé à donner mon entier assentiment aux vues du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, qu'elles me paraissaient absolument conformes à celles que nous avons nous-mêmes émises dans les communications que nous lui avons faites. En exposant les considérations générales qui nous ont semblé de nature à intéresser les Puissances alliées au sort de cette partie de la Pologne que des traités, violés depuis lors, ont conditionnellement attribuée à la Russie, nous n'avons point eu l'intention de proposer au Cabinet anglais des engagements formels à ce sujet.

Il n'est point davantage entré dans notre pensée de faire de ce qui constituait l'objet de notre communication une condition absolue du rétablissement de la paix avec la Russie.

Nous n'apprécions point autrement que lord Clarendon la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement placés vis-à-vis de l'Europe et vis-à-vis de nous-mêmes. Nous avons poursuivi jusqu'à présent un but déterminé sur lequel toute notre attention doit demeurer concentrée jusqu'à ce que nous soyons sûrs de l'avoir atteint. A moins d'être amenés par l'opiniâtreté de la Russie à prolonger la guerre et à mettre en avant de plus vastes prétentions pour de plus grands sacrifices, nous devons rester dans les limites de la tâche que nous nous sommes tracée et dans la mesure des exigences qui correspondent

logiquement aux efforts que nous aurons dû faire. Mais il nous a paru que nous pouvions, sans en sortir, nous demander dès à présent s'il ne conviendrait pas de faire entrer parmi les intérêts à débattre, lors de la paix future, le retour obligatoire de la Russie à l'observation de ses engagements envers l'Europe par rapport à la Pologne. Dans les notes et dans les actes qui nous lient, soit entre nous, soit avec l'Autriche, il a été catégoriquement admis que nous pourrions, en dehors des principes généraux destinés à servir de point de départ aux négociations, formuler telles conditions particulières qui nous paraîtraient nécessaires dans un intérêt d'équilibre européen. Rien, à nos yeux, ne saurait mieux répondre à cette pensée que le rétablissement de stipulations européennes regardées, en 1815, par toutes les Puissances, comme indispensables pour limiter les immenses avantages que l'annexion du royaume de Pologne assurait à la Russie. Au reste, c'est aux événements qu'il appartient en cela de décider si ce qui est juste et désirable est également possible, et la conduite que nous pouvons avoir à tenir à cet égard, demeure nécessairement subordonnée aux circonstances. Nous l'avons toujours compris ainsi. Telle est aussi la conclusion qui ressort de la dépêche que lord Cowley a été chargé de me communiquer, et nous ne pouvons que nous féliciter de l'accord qui existe entre le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et nous, relativement à cette importante éventualité.

Agréez, etc.

WALEWSKI.

EXTRAIT DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AU PARLEMENT  
BRITANNIQUE.

**Le comte de Clarendon au vicomte Palmerston.**

Paris, 15 avril 1856.

Milord, depuis le commencement des conférences, je n'ai pas manqué d'avoir présent à l'esprit le profond intérêt que le Gouvernement de Sa Majesté a toujours éprouvé pour la Pologne, et j'ai voulu porter cette question devant le Congrès, afin d'obtenir quelque manifestation d'opinion ou quelque assurance de la part des représentants de l'Empereur de Russie, que Sa Majesté entend adopter une politique plus conciliante à l'égard de ses sujets polonais.

Le 9, à la requête du comte Walewski, j'ai eu une conversation à ce sujet avec le comte Orloff. J'ai dit que la condition de la Pologne avait été discutée et sa future organisation déterminée par le Congrès de Vienne, et que le congrès actuel ne pouvait voir la question avec indifférence ; que je croyais que les Polonais seraient assez satisfaits si une

Constitution nationale leur était rendue, si leur religion était respectée, s'il leur était permis de parler la langue polonaise, et si leurs enfants étaient élevés dans des écoles polonaises, au lieu de l'être (et en nombre limité) dans les écoles russes. Je suggérai en même temps à Son Excellence qu'elle devrait donner quelque assurance à cet effet ou se préparer à le déclarer dans sa réponse à une question qui lui serait posée par le Congrès.

Le comte Orloff me répondit que l'Empereur avait résolu de rendre aux Polonais tout ce dont je venais de parler, mais que cette déclaration ne pouvait être faite au Congrès, parce qu'elle serait mal interprétée en Russie, où l'on penserait que Sa Majesté Impériale avait cédé à une pression étrangère, ce qui lui ôterait le mérite de la spontanéité.

Le comte Orloff me dit d'une manière amicale : « Dans l'intérêt des Polonais, ne portez pas l'affaire devant le Congrès, car, dans le Congrès je ne puis rien vous dire, ni y admettre votre droit de m'interroger. Par conséquent, ma réponse serait décourageante pour les Polonais, et l'Empereur jugerait peut-être qu'il serait de sa dignité de retarder ce qu'il compte faire. »

J'ai dit que la question paraissait reposer sur le point de savoir s'il y aurait une déclaration volontaire de la part de l'Empereur au Congrès, ou une proclamation à quelque époque ultérieure, et que je pensais que la première alternative serait un acte plus gracieux et en même temps avantageux à l'Empereur, comme étant une indication pour l'Europe de la politique que Sa Majesté se proposait d'adopter. Je représentai qu'une telle déclaration ne dérogerait pas à la dignité de Sa Majesté, et qu'elle n'entraînerait pas de fausse interprétation.

Le comte Orloff répondit que, connaissant comme il les connaissait les intentions de l'Empereur à l'égard de la Pologne, il avait résolu de ne pas écrire à Sa Majesté à ce sujet, mais qu'il ferait savoir par le télégraphe ce que je lui avais suggéré.

Hier, Son Excellence, en réponse à ma question touchant la réponse qu'il avait reçue de Saint-Petersbourg, m'a annoncé qu'elle devait décliner de faire aucune déclaration touchant la Pologne. Elle m'a dit que l'Empereur avait résolu de faire tout ce qui avait été suggéré et que l'amnistie serait large ; mais il désirait signaler son couronnement par cet acte et par d'autres actes de grâce, et leur bon effet serait détruit si les intentions de Sa Majesté étaient proclamées d'avance.

Son Excellence a répété que, si je persistais à porter l'affaire devant le Congrès, elle serait contrainte de donner une réponse défavorable et de déclarer que l'intervention étrangère amènerait probablement un

ajournement ou une diminution des faveurs que Sa Majesté comptait octroyer à ses sujets polonais.

Dans ces circonstances, le comte Walewski et moi nous avons pensé que la marche la plus prudente serait de ne pas saisir le Congrès de la question.

CLARENDON.

**Le vicomte Palmerston au comte de Clarendon.**

Foreign-Office, le 17 avril 1856.

Milord, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche du 15 de ce mois, rapportant vos conversations avec le comte Walewski et avec le comte Orloff au sujet de la Pologne, et j'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que le Gouvernement de la Reine approuve complètement la marche suivie par vous, tant en discutant la question avec le comte Orloff qu'en vous abstenant, par suite des déclarations du comte Orloff, de porter cette question devant le Congrès.

PALMERSTON.

**M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, à M. le baron de Talleyrand, ambassadeur de l'Empereur à Berlin.**

Paris, le 17 février 1863.

Monsieur le Baron, le Gouvernement de l'Empereur s'était renfermé jusqu'ici, à l'égard des troubles survenus en Pologne, dans une réserve dont il n'est sorti un instant que par suite de la nécessité où il s'est trouvé d'exprimer sa première impression devant le Corps législatif. Nous suivions avec un douloureux intérêt les conflits armés qui se sont produits sur plusieurs points et nous cherchions, avant tout, à nous rendre un compte exact de la portée de ces événements.

J'étais loin de penser que j'aurais sitôt l'occasion d'examiner avec vous la situation du Cabinet de Berlin dans une question où il ne paraissait point directement intéressé et où aucune considération pressante ne l'invitait à s'engager. Mais il nous appelle lui-même sur ce terrain par l'arrangement qu'il vient de conclure avec la Russie et dont M. l'Ambassadeur de Prusse m'a fait connaître les dispositions.

M. le Comte de Goltz m'a dit, ainsi que M. le Baron de Budberg me l'avait annoncé de son côté, que l'objet de cet acte était de maintenir la sûreté des relations commerciales et d'empêcher le pillage des caisses de la douane. Les troupes de chacune des deux Puissances, afin d'atteindre ce but, pourront respectivement franchir la frontière



commune et poursuivre, au besoin, les bandes armées sur le territoire de l'autre, jusqu'à la rencontre d'une force nationale suffisante. Le bruit public est aujourd'hui que les deux Cabinets se seraient de même entendus pour assurer le passage par les chemins de fer prussiens aux renforts qui seraient dirigés des provinces baltiques sur Varsovie ; mais la communication de M. de Goltz ne m'autorise point à penser que la convention signée à Saint-Pétersbourg renferme une clause de ce genre explicitement formulée.

Sous le prétexte d'intérêt douanier, Monsieur le Baron, il n'est que trop facile de discerner le caractère politique de l'entente établie. La nature en est suffisamment indiquée par la stipulation qui ouvre la frontière aux troupes des deux pays et qui implique, dans un rayon vaguement défini, une véritable coopération militaire de la Prusse. L'existence même d'un accord écrit à ce sujet est, à elle seule, un événement d'une gravité incontestable, et, sans entrer dans l'examen des dispositions consenties par le Cabinet de Berlin, je n'ai pu dissimuler à M. l'Ambassadeur de Prusse les observations que me suggérerait une résolution si précipitée.

Je me félicitais récemment encore avec M. le Comte de Goltz du calme qui n'avait pas cessé de régner dans le grand-duché de Posen. Les informations que j'ai reçues depuis lors de notre consulat de Dantzig, celles que vous m'avez vous-même transmises, ne me signalent aucun symptôme d'agitation dans cette province, et j'ai peine à me rendre compte des considérations qui ont pu déterminer le Cabinet de Berlin à sortir de la neutralité que les circonstances lui permettaient de garder.

L'intérêt de la Prusse était, ce nous semble, de se maintenir dans cette attitude d'observation, tant que d'impérieuses nécessités ne l'obligeraient pas à en prendre une autre. Plus elle eût montré de réserve, plus elle eût réussi à circonscrire et à refouler l'influence que la lutte engagée de l'autre côté de sa frontière serait de nature à exercer sur les populations de la Posnanie.

Quels peuvent être, au contraire, les effets de l'arrangement que le Cabinet de Berlin a conclu, sinon d'agiter les esprits et de susciter des dangers réels là où il n'existait, quant à présent, aucune difficulté sérieuse ?

Mais, à nos yeux, Monsieur le Baron, l'inconvénient le plus grave de la résolution prise par la Prusse, c'est d'évoquer en quelque sorte la question polonaise elle-même. Jusqu'ici, les mouvements qui se sont produits n'ont pas été encouragés par les notabilités du pays et de l'émigration ; ils n'avaient que le caractère d'un acte de résistance au recrutement ordonné par le Gouvernement russe ; l'insurrection était entièrement locale ; elle demeurait concentrée dans les provinces

du Royaume de Pologne. En intervenant d'une manière plus ou moins directe dans le conflit, le Cabinet de Berlin n'accepte pas seulement la responsabilité des mesures de répression adoptées par la Russie, il réveille l'idée d'une solidarité entre les différentes populations de l'ancienne Pologne. Il semble inviter les membres séparés de cette nation à opposer leur union à celle des gouvernements, à tenter, en mot, une insurrection véritablement nationale, et, en même temps qu'il se jette ainsi gratuitement dans de graves embarras, il crée une situation qui, dès aujourd'hui, est une cause d'inquiétude, et qui peut devenir une source de complications pour les Cabinets.

Le Gouvernement anglais ne nous a point encore manifesté son sentiment à ce sujet ; mais, d'après ce que vous m'avez mandé du langage de M. l'Ambassadeur d'Angleterre à Berlin, je dois supposer que les Ministres de Sa Majesté Britannique n'apprécieront pas autrement que nous la conduite de la Prusse dans ces conjonctures, et il y a tout lieu de penser que le jugement que nous en portons sera celui de l'opinion publique.

Agréé, etc.,

DROUYN DE LHUYS.

**Le ministre des affaires étrangères à M. le duc de Montebello,  
ambassadeur de Sa Majesté à Saint-Petersbourg.**

(Extrait.)

Paris, le 18 février 1863.

. . . . . Le Gouvernement de Sa Majesté, Monsieur le Duc, soit antérieurement aux événements actuels, soit depuis qu'ils se sont produits, a toujours été guidé par le loyal et sincère désir d'épargner au Cabinet russe, autant qu'il pourrait dépendre de nous, les embarras inhérents aux affaires de Pologne. Loin de surexciter les esprits, nous n'avons rien négligé pour les calmer. Scrupuleusement fidèles aux devoirs d'un gouvernement régulier, nous nous sommes inspirés surtout des sentiments d'estime et d'amitié qui président depuis plusieurs années aux rapports des deux Cabinets. Mais la question polonaise a, plus qu'aucune autre en France, le privilège d'éveiller des sympathies également vives dans tous les partis. Ils sont, à cet égard, unanimes ; le langage des défenseurs les plus zélés des idées monarchiques et religieuses ne diffère que par des nuances de celui des organes les plus avancés de la démocratie. Que pouvons-nous opposer à des publications qui se placent sur le terrain du droit public et qui ne font qu'en revendiquer les principes les plus incontestés ? Non-seulement nous sommes désarmés contre de semblables écrits, mais, puisant notre force dans l'opinion, nous sommes obligés de compter

avec des sentiments qui sont depuis de longues années ceux du pays....

Les représentants de l'Europe assemblés au congrès de Vienne en subissaient l'impression et l'acceptaient dans une certaine mesure, lorsque, cherchant à réparer les maux de la Pologne, l'un des principaux objets de leur sollicitude, ils plaçaient, en tête de l'acte général destiné à servir de base au nouveau système politique, les stipulations qui y rattachaient le sort de ce pays.

J'ai dit, au reste, à M. l'Ambassadeur de Russie, que nous observerions fidèlement la conduite que nous nous étions tracée, que nous remplirions loyalement les devoirs qui résultent du caractère amical de nos relations avec le Cabinet de Saint-Petersbourg ; qu'enfin nous ne cesserions de recommander la modération et de condamner hautement tout ce qui ressemblerait à des procédés ou à des tendances anarchiques et révolutionnaires ; mais je n'ai pas caché à M. le Baron de Budberg que, malgré nous, les événements pouvaient devenir de plus en plus embarrassants, que la pression du sentiment public s'imposerait davantage à mesure que les circonstances prendraient plus de gravité, et que nous devions faire des vœux pour que, dans les moyens auxquels le Gouvernement russe aura recours, rien ne vienne rendre notre position plus difficile vis-à-vis du Cabinet de Saint-Petersbourg, de nous-mêmes et de l'Europe.

Depuis l'avènement de l'Empereur Alexandre, de grands progrès se sont accomplis en Russie. Nous avons été les premiers à y applaudir et à rendre hommage à une politique libérale. Tout ce qui engageait davantage cette Puissance dans les voies de la civilisation moderne la rapprochait de la France et resserrait les liens des deux Pays. Nous nous plaisions également à espérer que pour la Pologne, comme pour la Russie, le nouveau règne serait un règne réparateur. Si les espérances que le Cabinet de Saint-Petersbourg a laissé concevoir ne se réalisaient pas, si surtout, dans les graves conjonctures qui se présentent, il se mettait en opposition avec cette opinion publique aussi persévérante que les malheurs de la Pologne, il se créerait et nous ferait à nous-mêmes une situation pénible sur laquelle j'ai dû particulièrement m'arrêter avec M. le Baron de Budberg. Vous voudrez bien, Monsieur le Duc, prendre vous-même ces considérations pour règle de votre langage auprès de M. le Prince Gortschakoff. Vous ne lui laisserez point ignorer des réflexions dont nous ne pouvons nous défendre, ni l'attitude réservée qu'elles nous imposent, et je me plais à espérer qu'il appréciera la franchise de nos explications.

Agréez, etc.

DROUYN DE LHUYS.

---

**Le ministre des affaires étrangères à M. le duc de Grammont,  
ambassadeur de Sa Majesté à Vienne.**

(Extrait.)

Paris, le 19 février 1863.

Monsieur le Duc..., le Cabinet de Vienne a calculé les dispositions qu'il était amené à prendre d'après les obligations réelles de sa situation en présence des mouvements qui se sont produits dans les provinces polonaises de la Russie. Cette agitation ne pouvait manquer d'attirer l'attention des populations galliciennes, d'éveiller même leurs sympathies; mais ces sentiments n'ont provoqué aucun acte d'opposition contre le Gouvernement du pays, ni suscité aucune crainte de manifestations inquiétantes pour l'Autriche. L'intérêt du Cabinet de Vienne était de s'attacher à maintenir à l'insurrection le caractère essentiellement local qu'elle a pris dès le début et conservé jusqu'à présent. Tout en adoptant les mesures qu'il jugeait conformes à ses devoirs internationaux, il avait à éviter d'agiter davantage les esprits en Gallicie et d'y faire naître l'idée d'une solidarité des gouvernements, qui n'aurait d'autre effet peut-être que de généraliser le mouvement des populations. La Cour d'Autriche s'est gardée ainsi de la faute dans laquelle me paraît être tombé le Cabinet de Berlin en signant la convention de Saint-Petersbourg. Elle ne saurait avoir à regretter cette réserve, car, au milieu de conjonctures aussi graves et aussi délicates, l'avantage est évidemment pour celui qui conserve la liberté de son jugement et de ses résolutions.

Il est de notoriété que, dans les phases diverses de la question polonaise, depuis un siècle, l'attitude du Cabinet de Vienne n'a pas été absolument identique à celle de la Russie et de la Prusse. Cette différence n'a point échappé aux populations polonaises, et elle n'est pas restée sans influence sur leurs dispositions envers l'Autriche.

Agréez, etc.

DROUYN DE LÉHYS.

**Le ministre des affaires étrangères à M. le baron Gros,  
ambassadeur de Sa Majesté à Londres.**

Paris, le 21 février 1863.

Monsieur le Baron, la dépêche que j'ai eu l'honneur de vous écrire sous le n° 21 vous a fait connaître les observations que la convention conclue entre la Prusse et la Russie a suggérées au gouvernement de l'Empereur. Les troubles suscités par le recrutement opéré en Pologne, en dehors des conditions ordinaires, devaient nécessairement attirer notre attention. Les douloureux incidents de la résistance des popula-



tions à une mesure d'administration intérieure ne pouvaient toutefois être encore envisagés que d'un point de vue d'humanité. Mais l'arrangement signé à Saint-Petersbourg est venu inopinément donner à cette crise un caractère politique sur lequel il appartient sans nul doute aux cabinets de porter un jugement.

J'ai indiqué à M. le Baron de Talleyrand l'ordre d'idées dans lequel il doit se placer avec le Cabinet de Berlin. D'un autre côté, la vivacité du sentiment public en Angleterre, les déclarations anciennes du Gouvernement de Sa Majesté britannique et les principes de sa politique m'autorisent à penser que le langage tracé à sir Andrew Buchanan sera en parfait accord avec celui que tiendra le Ministre de l'Empereur. Mais je me demande si l'expression orale de notre manière de voir est en rapport avec la gravité de l'acte que nous avons à apprécier, et s'il ne serait pas nécessaire de donner à la manifestation de notre opinion une forme moins fugitive et plus déterminée. Ne pourrions-nous pas, par exemple, combiner les termes d'une communication identique destinée à être remise simultanément au Cabinet de Berlin, et qui serait ensuite portée à la connaissance de celui de Saint-Petersbourg.

Il me semble d'ailleurs, Monsieur le Baron, qu'une démarche de cette nature pourrait obtenir également le concours du Gouvernement autrichien. Le Cabinet de Londres est renseigné comme nous sur l'attitude adoptée par l'Autriche. Il sait qu'elle a suivi une ligne de conduite différente de celle de la Prusse. Il y a lieu de présumer que le Cabinet de Vienne n'envisage pas autrement que nous une convention dont la seule nouvelle a notablement accru l'agitation en Pologne, et dont la mise en vigueur ne peut que l'augmenter. Il aurait à tous égards intérêt à en décliner plus complètement encore la solidarité en s'associant à nos appréciations. Il donnerait ainsi à l'opinion publique une satisfaction qui contribuerait puissamment au maintien de la tranquillité en Gallicie.

Si, comme je l'espère, Monsieur le Baron, lord Russell approuvait cette idée, il ne resterait plus qu'à nous entendre sur la teneur de la communication que nous aurions à adresser au cabinet de Berlin. Afin de vous fixer sur l'esprit dans lequel elle pourrait, selon nous, être conçue, je vous envoie ci joint copie d'un projet de note auquel au surplus nous serions prêts à faire subir toutes les modifications qui seraient jugées convenables. Je vous invite à donner lecture de cette dépêche à lord Russell. Vous voudrez bien lui dire que j'écris dans le même sens à Vienne, et je vous serai obligé de me faire connaître le plus tôt possible les intentions du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Agréé, etc.

DROUYN DE LHUYS.

## PROJET DE NOTE.

Le soussigné, Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur des Français, a reçu l'ordre d'entrer avec le Gouvernement de Sa Majesté le roi de Prusse dans de franches explications au sujet de l'arrangement conclu entre les Cabinets de Berlin et de Saint-Petersbourg à l'occasion des troubles survenus dans le Royaume de Pologne, et, à cet effet, il a été chargé d'adresser à Son Excellence M. de Bismark-Schoenhausen la communication suivante :

Les mesures adoptées par le Gouvernement russe pour opérer le recrutement en Pologne ayant amené une résistance qui a donné lieu à des conflits sur plusieurs points, la Cour de France observait avec un douloureux intérêt des événements si regrettables. Il était d'autant plus à désirer qu'aucun incident ne vînt aggraver cette lutte que le pays, livré à un état de malaise évident, renfermait déjà de nombreux éléments d'agitation et de désordre : il importait d'éviter toute manifestation de nature à exciter les esprits dans les autres provinces polonaises et à changer le caractère, jusqu'alors purement local de l'insurrection.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français n'a donc pas appris sans inquiétude que le Cabinet de Berlin avait signé avec celui de Saint-Petersbourg une convention par laquelle la cour de Prusse consent à laisser pénétrer sur son territoire les troupes russes qui jugeraient à propos de suivre les bandes armées réduites à y chercher un refuge, et s'engage elle-même à repousser sur le territoire russe, jusqu'à la rencontre d'une force nationale suffisante, les insurgés qui se trouveraient devant les troupes prussiennes.

En effet, la lutte concentrée encore dans le Royaume de Pologne peut être ainsi portée, d'un instant à l'autre, dans les provinces polonaises de la Prusse ouvertes aux soldats russes, et la Prusse peut, de son côté, se voir entraînée à prendre part aux opérations militaires en cours d'exécution de l'autre côté de sa frontière.

Un semblable accord n'a pas seulement pour conséquences d'étendre le théâtre des hostilités, il crée une situation nouvelle et transforme un incident des affaires de Pologne en une question européenne.

Le Gouvernement impérial est loin de méconnaître que la Cour de Prusse, en raison du voisinage, avait des devoirs internationaux à remplir en présence des événements actuels. Il n'aurait pas eu le droit de s'étonner des mesures de précaution et de surveillance qu'elle aurait cru devoir prendre pour assurer l'inviolabilité de la frontière commune et mettre obstacle à toute contrebande de guerre. Mais une coopération, même limitée, que ne justifiait d'ailleurs aucun symp-

tôme menaçant dans les provinces polonaises de la monarchie prussienne, dépasse les obligations tracées au Cabinet de Berlin par le droit public; elle semble procéder de la pensée préconçue d'une solidarité politique que les traités européens n'ont pas établie en réglant le sort de la Pologne, et dont les intérêts généraux pourraient avoir à souffrir.

Aussi, l'opinion publique s'en est-elle vivement émue, et l'inquiétude qu'elle en a ressentie n'aura point échappé au Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Prusse.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur considère, de son côté, comme un devoir envers lui-même et envers l'Europe de signaler à la Cour de Berlin les préoccupations causées par les arrangements qu'elle a conclus avec le Cabinet de Saint-Pétersbourg, et il aime à croire que ces observations, inspirées par le sincère désir d'écarter tout sujet de malentendu, seront accueillies avec le même sentiment de confiance bienveillante qui les a dictées.

Le soussigné saisit cette occasion, etc....

---

#### **Circulaire aux agents diplomatiques de l'Empereur.**

Paris, le 1<sup>er</sup> mars 1862.

Monsieur, lorsque les troubles actuels ont éclaté en Pologne, ils n'avaient encore que le caractère d'un acte de résistance à une mesure d'administration intérieure prise dans des conditions anormales. L'état de malaise où se trouvait depuis quelque temps le pays augmentait sans doute la gravité et la portée de cette crise. Elle n'en restait pas moins purement locale avant la signature de la convention conclue entre la Prusse et la Russie. Mais, devenue l'objet d'un acte international, la question changeait de nature et les Cabinets étaient appelés à apprécier ces arrangements. Nous n'avons pas tardé à être instruits des dispositions du Gouvernement de Sa Majesté Britannique par les discours des Ministres de la Reine devant le Parlement anglais, et une communication de la Cour d'Autriche sur son attitude en Galicie nous autorisait à penser que le sentiment de cette puissance ne s'éloignait pas du nôtre.

Il nous a paru, cependant, qu'une entente était désirable, préalablement à toute démarche officielle auprès du Gouvernement prussien. Nous étions persuadés que les observations que les trois Cabinets estimaient légitime et utile de faire parvenir individuellement à Berlin seraient tout aussi légitimes et plus utiles encore si elles y étaient portées simultanément dans des termes semblables; qu'un jugement

présenté sous cette forme serait plus autorisé, et qu'enfin la nécessité même d'amener les idées propres à chacune des parties à une expression commune serait une garantie de modération et d'impartialité.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique n'a pas adhéré à la démarche que nous étions disposés à faire. L'Autriche, de son côté, tout en adoptant notre manière de voir, ne s'est pas crue fondée à blâmer officiellement une convention dont elle s'était bornée d'abord à décliner la solidarité. Dans cet état de choses, le Gouvernement de l'Empereur n'a plus aucune suite à donner à une proposition qui supposait un accord. Nous avons, toutefois, des raisons d'espérer que l'effet produit par la signature de la convention de Saint-Pétersbourg ne sera pas entièrement perdu, et que les deux Cours contractantes tiendront compte de l'unanimité des observations que ces arrangements ont soulevées.

En ce qui nous concerne, nous continuerons à suivre ces événements avec le degré d'intérêt qu'ils sont faits pour inspirer. Nos devoirs, à cet égard, sont conformes à ceux des grandes Puissances placées dans la même position que nous. Les efforts que nous avons tentés pour que toute démarche des Cabinets fût subordonnée à un accord préalable témoignent, d'ailleurs, des sentiments que nous portons dans une affaire qui n'implique de notre part ni la recherche d'une politique particulière ni une action isolée.

Recevez, etc.

DROUYN DE LHUYS.

#### PIÈCES DIVERSES RELATIVES A L'EXPÉDITION DU MEXIQUE.

##### **Lettre de l'Empereur au général Lorencez.**

Mon cher général, j'ai appris avec plaisir la brillante affaire des Cumbres, et avec mortification l'échec de l'attaque contre Puebla. C'est le sort de la guerre de voir des revers obscurcir parfois la splendeur des succès ; mais ce n'est pas une raison pour se décourager. L'honneur du pays est engagé, et vous serez soutenu par toutes les ressources que vous pouvez en attendre, et dont vous pouvez avoir besoin.

Soyez auprès des troupes que vous avez sous vos ordres l'interprète de mon entière satisfaction, pour leur courage et leur persévérance à supporter les fatigues et les privations. Si loin qu'elles soient, ma sollicitude est avec elles.

J'approuve votre conduite, bien qu'il semble qu'elle n'ait pas été bien comprise par tout le monde. Vous avez bien fait de protéger le général Almonte, puisqu'il est en guerre avec le gouvernement actuel



du Mexique. Tous ceux qui cherchent un abri sous votre drapeau ont le même droit à votre protection. Mais tout cela ne doit influencer en rien sur votre conduite à l'avenir. Il est contre mon intérêt, mon origine et mes principes, d'imposer un gouvernement quelconque au peuple mexicain. Il peut choisir en toute liberté celui qui lui convient le mieux. Je ne lui demande que de la sincérité dans ses relations avec l'étranger, et je ne désire qu'une chose, la prospérité et l'indépendance de ce beau pays, sous un gouvernement stable et régulier.

Sur ce, je vous renouvelle l'assurance de mes sentiments.

NAPOLÉON.

Juin 1862.

---

**Ordre du jour adressé par le général Forey aux troupes placées sous son commandement à son arrivée à la Martinique.**

ORDRE GÉNÉRAL.

Soldats !

Un jour vous avez trop demandé à la victoire, qui marche habituellement avec vos drapeaux, et elle vous a fait une infidélité passagère qu'un ennemi, dans sa présomptueuse forfanterie, a exploitée près des crédules et des ignorants, en prétendant qu'il avait vaincu les soldats de Magenta et de Solferino.

Non, vous n'avez pas été vaincus à Puebla ; et d'ailleurs, vous avez pris une noble revanche à Aculcingo, et plus récemment à Borrego.

Le 5 mai, l'héroïque courage de quelques centaines des plus intrépides d'entre vous est venu se heurter contre un obstacle que vous n'aviez pas les moyens de briser, et c'est pour y arriver que l'Empereur envoie à votre aide des forces suffisantes pour vaincre toutes les difficultés que votre faiblesse numérique n'a pu surmonter, quelque bravoure que vous ayez déployée.

Ces renforts me suivent, et c'est avec autant de bonheur que de fierté que je me vois placé par notre bien-aimé souverain à la tête de soldats comme vous.

Vous me connaissez comme je vous connais, et cette mutuelle confiance est la plus sûre garantie du succès. Pour qu'il soit prompt et complet, je réclame de vous une soumission absolue, une discipline qui doit être sévère, mais qui ne sera que paternelle si vous écoutez mes conseils.

Vous comprendrez que dans un pays où le désordre est à son comble, où la force brutale tient lieu de droit et de justice, vous devez, en vrais soldats de la France, donner à la nation mexicaine l'exemple de l'ordre, et éveiller en elle le désir de secouer le joug de ceux qui

la gouvernement par la violence, pour essayer enfin de prendre rang parmi les peuples civilisés. C'est à vous, soldats de la France, qui marche à la tête de ces peuples, d'en donner la noble envie aux Mexicains par l'ordre et la discipline qu'ils verront régner dans vos rangs.

Vous respecterez donc les personnes et les propriétés, vous payerez exactement tout ce que vous achèterez, et vous ne salirez pas vos mains et vos consciences de richesses acquises par le pillage. Vous honorerez la religion et ses ministres ; vous respecterez les vieillards, les femmes et les enfants ; vous ne dédaignerez pas les soldats que vous allez combattre, car ils ont dans leurs veines du noble sang castillan. Mais, si vous êtes terribles dans le combat, vous vous montrerez humains après la victoire, et vous traiterez en frères ceux qui, honteux de prêter l'appui de leurs armes à un gouvernement de violence, se rallieront à notre drapeau, qui est le symbole du droit et de la justice. Vous montrerez par cette conduite, mieux que par de vaines paroles, que ce n'est point à la nation mexicaine que vous venez faire la guerre, mais à ceux qui l'oppriment et la déconsidèrent aux yeux des peuples civilisés, parmi lesquels vous la conviez à se ranger.

A la Martinique, le 30 août 1862.

*Le général de division, Sénateur, commandant en chef  
le corps expéditionnaire du Mexique,*

FOREY.

---

**Proclamation publiée par le général Forey à son arrivée  
à Vera-Cruz.**

Mexicains !

L'Empereur Napoléon, en me confiant le commandement de la nouvelle armée qui va bientôt me suivre, m'a chargé de vous faire connaître ses véritables intentions.

Lorsqu'il y a quelques mois, l'Espagne, l'Angleterre et la France, subissant les mêmes nécessités, ont été amenées à se réunir pour la même cause, le Gouvernement de l'Empereur n'envoya qu'un petit nombre de soldats, laissant à la nation la plus outragée la direction principale dans le redressement des griefs communs. Mais, par une fatalité difficile à prévoir, les rôles ont été intervertis, et la France est demeurée seule à défendre ce qu'elle croyait l'intérêt de tous. Cette nouvelle situation ne l'a pas fait reculer. Convaincue de la justice de ses réclamations, forte de ses intentions favorables à la régénération du Mexique, elle a persévéré et persévère plus que jamais dans le but qu'elle s'est proposé.

Ce n'est pas au peuple mexicain que je viens faire la guerre, mais à

une poignée d'hommes sans scrupule et sans conscience, qui ont foulé aux pieds le droit des gens, gouvernent par une terreur sanguinaire, et, pour se soutenir, n'ont pas honte de vendre par lambeaux, à l'étranger, le territoire de leur pays.

On a cherché à soulever contre nous le sentiment national, en voulant faire croire que nous arrivions pour imposer à notre gré un Gouvernement au pays ; loin de là, le peuple mexicain, affranchi par nos armes, sera entièrement libre de choisir le Gouvernement qui lui conviendra ; j'ai mission expresse de le lui déclarer.

Les hommes courageux qui sont venus se joindre à nous méritent notre protection spéciale ; mais, au nom de l'Empereur, je fais appel, sans distinction de parti, à tous ceux qui veulent l'indépendance de leur patrie et l'intégrité de son territoire. Il n'entre pas dans la politique de la France de se mêler, pour un avantage personnel, des querelles intestines des nations étrangères ; mais, lorsque par des raisons légitimes, elle est forcée d'intervenir, elle le fait toujours dans l'intérêt du pays où son action s'exerce.

Souvenez-vous que partout où flotte son drapeau, en Amérique comme en Europe, il représente la cause des peuples et de la civilisation.

Vera-Cruz, le 24 septembre 1862.

*Le général de division, Sénateur, commandant en chef  
le corps expéditionnaire du Mexique,*

*Signé : FOREY.*

**Ordre général publié à la Vera-Cruz, par le général Forey, annonçant à l'armée française et au peuple mexicain qu'il réunit dans ses mains tous les pouvoirs diplomatiques et militaires.**

En arrivant au Mexique pour se mettre à la tête du corps expéditionnaire dont le commandement lui est confié par l'Empereur, le général en chef porte à la connaissance de tous que Sa Majesté a voulu que les pouvoirs militaires et diplomatiques fussent réunis dans sa main, et qu'en conséquence elle l'a nommé, par décret du 6 juillet 1862, son ministre plénipotentiaire au Mexique.

M. Dubois de Saligny, d'après les ordres de l'Empereur, continuera à résider au Mexique, dans la position d'un chef de mission dont les pouvoirs sont momentanément subordonnés à ceux d'un ambassadeur extraordinaire.

*Le général de division, Sénateur, commandant en chef  
le corps expéditionnaire au Mexique,*

24 septembre.

*Signé : FOREY.*

**Proclamation du général Forey à son entrée à Cordova.**

Habitants de Cordova,

Ma proclamation aux Mexicains, dont vous avez déjà eu connaissance, manifeste clairement l'objet de notre intervention. Cependant, je me vois dans la nécessité de vous adresser particulièrement la parole, habitants de cette cité, parce que l'on m'a dit que vous aviez pour nous peu de sympathie, que vous nous étiez hostiles.

Serions-nous donc des ennemis qui venions pour ravager, pour détruire ou pour attenter à votre indépendance en vous imposant nos lois? Non! Notre mission est de respecter vos propriétés, vos coutumes, vos lois, et si quelqu'un y porte atteinte, vous me verrez prêt à le châtier.

Attenter à votre indépendance!... Ah! c'est ce que vous répètent chaque jour des écrivains sans bonne foi, des agents d'un Gouvernement qu'à cause de sa conduite passée nous ne pouvons regarder comme l'expression de la volonté nationale. Ne les croyez pas, ils vous trompent. Nous sommes venus voir quel gouvernement vous désirez; et quand la nation, libre et loyalement consultée, aura manifesté sa volonté, la France le reconnaîtra et joindra ses efforts aux siens pour faire des Mexicains une nation libre, qui marche, appuyée sur de bonnes institutions, dans la voie du progrès, à la tête duquel, vous le savez, est placée notre belle patrie; une nation dans le Gouvernement de laquelle les autres rencontrent la bonne foi qui doit régner entre les peuples civilisés comme entre les individus.

Telle est notre mission. Est-ce de nature à vous éloigner de nous? Non; au contraire, elle doit rallier le noble peuple mexicain à la grande nation française, et c'est là notre but.

Cordova, le 22 octobre 1862.

*Le général de division, Sénateur, commandant en chef  
le corps expéditionnaire du Mexique,*

Signé : FOREY.

**Proclamation du général Forey au peuple mexicain.**

Mexicains,

A la lecture de la proclamation qu'à mon arrivée dans votre pays je vous ai adressée, vous n'avez pas pu vous tromper, et vous avez reconnu la main de l'Empereur; lui seul possède le secret de dire tant et de si belles choses en un style aussi noble que net<sup>1</sup>.

1. Proclamation du 24 septembre.



Mais aujourd'hui que j'ai vu assez votre pays pour vous dire mes impressions, laissez-moi vous les exprimer brièvement et avec la simple franchise d'un soldat, qui, je vous le répète, et quoi que puissent vous dire des écrivains de mauvaise foi, ne vient pas faire la guerre au peuple mexicain, mais au Gouvernement dont la triste situation prouve à l'évidence l'incapacité de faire le bien.

Que voit-on, en effet, dans vos villes? Des bâtiments en ruine, des rues impraticables, des eaux croupissantes et viciant l'air. Que sont vos routes? Des fondrières, des marécages où chevaux et voitures ne peuvent passer sans danger. Qu'est-ce que votre administration? Le vol organisé. Ceux qui sont chargés par leurs fonctions de faire rendre justice à leurs concitoyens sont parfois les premiers à les molester dans leurs personnes et dans leurs biens. Les préposés à la rentrée des impôts ne remplissent le plus souvent les caisses de l'État qu'après avoir rempli leurs poches.

L'agriculture peut-elle être encouragée, lorsque le cultivateur est à peu près certain de se voir enlever le fruit de son travail?

Le commerce, les arts peuvent-ils fleurir quand de toutes parts, et depuis longues années, retentissent des cris de guerre?

N'avez-vous donc recouvré votre indépendance, après tant de sang répandu pour un si noble but, que pour en faire un si déplorable usage, et n'est-il plus, dans ce pays favorisé par le ciel sous tant de rapports, de véritables patriotes comprenant que cette noble nation est exploitée depuis trop longtemps par quelques ambitieux qui dépensent dans des luttes fratricides toutes les forces vives du Mexique? Oui, je vous le dis avec douleur et avec tous ceux qui voient la triste situation de votre pays, vous courez à votre perte et vous n'avez qu'un pas à faire pour tomber dans un abîme qui engloutira votre indépendance et vous replongera dans la barbarie, si vous ne faites un pas en arrière. Faites-le donc, ce pas, quand la Providence vous en offre une occasion peut-être unique.

La France vous envoie une armée, modèle d'ordre et de discipline, quoiqu'ait osé écrire de contraire une presse odieusement calomniatrice. Elle vient vous aider à vous constituer en une nation riche, puissante, libre, de cette vraie liberté qui ne marche pas sans l'ordre, en une nation que toutes les autres puissent reconnaître comme civilisée. Cette armée vous aidera à constituer un Gouvernement honnête et probe, qui n'emploiera que des agents honnêtes et probes comme lui. Alors les finances de l'État seront le bien de tous et non de quelques-uns; elles serviront, au lieu d'enrichir quelques ambitieux, à payer une armée régulière capable de maintenir l'ordre dans le pays et de protéger au lieu de détruire la fortune privée; elles serviront à ouvrir des voies de communication comme en Europe, afin de faci-

liter les relations commerciales qui font la prospérité des peuples ; elles serviront à réparer vos routes, vos ponts, vos monuments, à entretenir vos villes mal éclairées, mal pavées.

Tout cela ne vaut-il pas la peine d'y réfléchir, et que tous les Mexicains, à quelque parti qu'ils appartiennent, se donnent la main pour oublier de vieux ressentiments et travailler en commun à la grandeur de leur patrie ? C'est à l'ombre du drapeau français qu'ils peuvent obtenir ce résultat, car ils se souviendront de ces belles paroles de l'Empereur : « Partout où flotte ce drapeau, il représente la cause des peuples et de la civilisation.

Au quartier général à Orizaba, le 3 novembre 1862.

*Le général de division, Sénateur, commandant en chef  
le corps expéditionnaire,*

FOREY.

### **Proclamation d'Almonte aux Mexicains.**

Mexicains !

Voici maintenant plus de huit mois que je vous ai annoncé, de Cordova, mon arrivée dans la République, et que je vous ai dit dans quel but je venais. Vous avez pu vous convaincre vous-même, je n'en doute point, de la vérité de mes paroles, lorsque je vous ai affirmé que l'intervention européenne au Mexique n'avait point d'autre but que d'assurer l'indépendance, de mettre fin à la guerre civile et de contribuer à l'établissement de l'ordre, de la moralité et d'un Gouvernement solide, laissant aux Mexicains le choix de la forme qui peut mieux leur convenir.

Quelques-uns de mes concitoyens ont pensé que le mieux pour assurer l'exécution d'une aussi grande idée était d'établir un Gouvernement provisoire, servant de centre commun à tous les Mexicains bien intentionnés, à quelque parti qu'ils appartenissent, qui pourraient désirer l'intervention. Dans ce but, fut proclamé le plan de Cordova, qui fut plus tard secondé à Orizaba, Vera-Cruz, Alvarado, l'île de Carmen, et dans d'autres villes importantes.

Le général Galvez, avec sa brigade, s'attacha à la réalisation de ce plan, ainsi que le colonel Lopez avec son régiment, et l'armée mexicaine, le défenseur de la liberté, l'adopta également en venant se placer sous mes ordres, conduite par le général de division don Leonardo Marquez. Les généraux don Thomas Mejia, dans l'État de Queratero ; don Manuel Lozada, dans celui de Jalisco ; don Manuel Montano, dans celui de Puebla ; don Felipe Jacon, dans celui de Mexico, et enfin les chefs de guerillas, colonel Galvan, dans Milpa Alta ; colo-

nel Navarette, dans la montagne de Las Cruces ; colonel Ximenès, dans le Rio Trio et Camano, Ruiz, Jesus Ramirez Arguilles et Conne Gonzalès.

Malheureusement, les ennemis irréconciliables du Mexique et de la France trouvèrent dans le plan de Cordova et dans l'établissement d'un Gouvernement provisoire, un prétexte pour censurer la conduite de S. M. l'Empereur des Français, désirant faire croire que les troupes françaises étaient venues au Mexique, non pour donner aux Mexicains la liberté d'arranger leurs affaires comme ils l'entendraient, mais pour leur imposer par la force un Gouvernement. C'est là un mensonge évident, puisqu'il a été déclaré dans le plan de Cordova, que dès lors que la capitale serait occupée, une assemblée nationale serait convoquée, qui, prenant en considération la déplorable situation du pays, déclarerait la forme du Gouvernement la mieux appropriée au pays pour détruire les causes de l'anarchie.

Afin d'enlever tout prétexte aux ennemis du bonheur des Mexicains, il a été nécessaire que le Gouvernement provisoire disparût, bien qu'il n'eût pas d'autre objet que d'empêcher la confusion et d'organiser provisoirement les États et les villes qui adhéreraient à l'intervention. Il était de mon devoir désormais, convaincu comme je le suis de la nécessité d'aplanir la route à l'intervention, dans l'intérêt de mon pays, d'abandonner le titre de chef suprême *ad interim* de la nation, titre qui m'avait été conféré par le plan de Cordova. C'est pour cela que je ne me suis pas opposé à ce que Son Excellence le général en chef du corps expéditionnaire du Mexique ignorât ce titre.

Conséquemment, depuis son arrivée dans la République, j'ai cessé de le porter, et je suis revenu à la position que j'occupais lorsque, pour la première fois, je me suis adressé à vous de Cordova, pour vous dire, qu'étranger à la lutte sanglante qui depuis tant d'années déssole notre beau pays, je ne venais pas pour exercer des vengeances ni pour servir d'instrument à aucun parti, mais pour coopérer par tous les moyens en mon pouvoir à la réconciliation de nos frères. Animé aujourd'hui des mêmes sentiments, je continuerai à rester à l'ombre de l'armée française, comme peut le faire quiconque a accepté et acceptera l'intervention.

J'ai jugé convenable de vous faire cette franche déclaration, afin que vous ne vous laissiez pas surprendre par les esprits remuants qui jugent les autres d'après leur propre perversité et leurs instincts égoïstes, et qui, dans ces derniers temps, ont fait tous leurs efforts pour faire croire que je voulais reprendre le titre de chef suprême de la nation, titre que je n'avais accepté que provisoirement, jusqu'à ce que la situation compliquée dans laquelle était la République fût

améliorée. Vous pouvez être bien persuadés que mon seul désir a été et est toujours que l'intervention puisse avoir l'effet bienfaisant que se proposaient les trois Puissances lorsqu'elles ont signé le Traité de Londres, le 21 octobre 1861.

Votre compatriote et votre meilleur ami, qui désire de tout son cœur votre prospérité, vous l'assure.

*Signé : JUAN ALMONTE.*

Orizaba, 12 janvier 1863.

#### **Proclamation du général Forey à la nation mexicaine.**

Mexicains !

Après le long séjour que le corps expéditionnaire sous mes ordres a été obligé de faire dans ses cantonnements, il va en sortir et marcher sur Mexico.

Quelque long qu'il ait été, le temps passé dans ce qui n'a eu que l'apparence du repos n'aura pas été perdu. Il aura servi, je n'en doute pas, à vous faire réfléchir sur les mensonges de ceux qui sont intéressés à nous représenter comme vos ennemis, et à qui les braves soldats que je commande ont donné un éclatant démenti par l'ordre et la discipline qui n'ont cessé de régner dans leurs rangs.

Si nous sommes vos ennemis, nous Français qui protégeons vos personnes, vos familles, vos propriétés, que sont-ils donc ces Mexicains, vos compatriotes, qui vous gouvernent par la terreur, qui dévastent vos propriétés, qui, en ruinant la fortune privée par des exactions sans exemple, anéantissent la fortune publique ! et tout cela pour conserver un pouvoir dont ils font un si déplorable usage.

Oui, Mexicains, vous aurez reconnu par nos actes la vérité, la loyauté de nos paroles, quand, au nom de l'Empereur, je vous ai déclaré solennellement ce que je vous répète encore aujourd'hui : Que les soldats de la France ne sont pas venus ici pour vous imposer un gouvernement ; ils n'ont d'autre mission, entendez-le bien, après avoir arraché par la force, à celui qui se dit l'expression de la volonté nationale, la juste réparation de nos griefs, que les négociations n'ont pu obtenir, que de consulter cette volonté nationale sur la forme du gouvernement qu'elle désire et sur le choix des hommes qu'elle croira les plus dignes de lui assurer l'ordre avec la liberté au-dedans, sa dignité et son indépendance au dehors.

Après l'accomplissement de cette tâche, il restera à l'armée française l'obligation d'aider le gouvernement de votre choix à marcher résolû-



ment dans la voie du progrès qui, en dépit de ceux qui connaissent le Mexique, parviendra à en faire un peuple qui n'aura rien à envier aux autres.

Alors, ceux d'entre nous qui n'auront pas payé de leur vie le couronnement de cette noble entreprise remonteront sur les vaisseaux de la France, et retourneront dans leur patrie, heureux et fiers de l'accomplissement d'un grand devoir, s'il a pour résultat la régénération de votre pays.

*Le général de division, Sénateur, commandant en chef  
le corps expéditionnaire du Mexique.*

FOREY.

Orizaba, 15 février 1863.

## RUSSIE.

### **Réformes introduites en Pologne à l'occasion de la nomination du Grand-Duc Constantin comme vice-roi.**

Nous, Alexandre II, etc., voulant donner un nouveau gage de la sollicitude que nous portons à la prospérité de nos sujets du royaume de Pologne, nous avons résolu de nommer et nommons, par le présent ukase, S. A. I. notre bien-aimé frère le grand-duc Constantin Nicolaïevitch, notre Namiestnik dans le royaume de Pologne.

Donné à Tsarskoé, le 27 mai (8 juin) 1862.

*Signé : ALEXANDRE.*

Nous, Alexandre II, etc.,

Par notre ukase de ce jour, ayant nommé S. A. I. le grand-duc Constantin Nicolaïevitch notre Namiestnik dans le royaume de Pologne, nous ordonnons à l'aide-de-camp général, général d'infanterie Luders, de continuer à y exercer, comme par le passé, les fonctions de notre Namiestnik, avec tous les droits attachés à cette dignité, jusqu'à l'arrivée de Son Altesse Impériale dans notre ville capitale de Varsovie.

*Signé : ALEXANDRE.*

Nous, Alexandre II, etc.,

Nous avons décrété de nommer et nommons par les présentes le membre du Conseil d'État de notre royaume de Pologne, comte Alexandre Wielopolski, marquis de Gonzague Myszkowski, Chef du

Gouvernement civil du royaume. Nous chargeons le faisant fonctions de notre Namiestnik dans le royaume de Pologne de l'exécution du présent ukase.

*Signé : ALEXANDRE.*

Nous, Alexandre II, etc.,

Considérant la nécessité d'adapter l'Administration supérieure de notre royaume de Pologne aux nouvelles institutions octroyées à ce pays par notre ukase du 14 (26 mars) 1861<sup>1</sup> ;

Considérant, en outre, qu'il importe de préciser l'autorité de notre lieutenant, ainsi que les limites des attributions de l'autorité civile dans le royaume, le plein pouvoir souverain pour nos lieutenants dans ce pays, promulgué le 17 (29 avril) 1818, n'étant plus compatible avec les circonstances actuelles, nous avons décrété et décrétons :

Art. 1<sup>er</sup>. Le Namiestnik, en qualité de notre représentant dans le royaume de Pologne, y exerce toute l'autorité, à l'exception de l'autorité législative. Certains cas sont réservés à notre décision spéciale par les règlements en vigueur ou spécifiés dans nos ordres subséquents, comme ceux qu'il jugerait nécessaire de nous soumettre, en raison de leur gravité exceptionnelle.

Art. 2. En maintenant dans le royaume l'ordre, la sécurité et la tranquillité, le Namiestnik exerce l'autorité administrative et exécutive par l'intermédiaire du chef de service civil et du commandant des troupes qui, tous les deux, lui sont subordonnés. Il est le chef supérieur de toutes les autorités du royaume et des troupes qui s'y trouvent cantonnées et qui lui sont subordonnées en vertu d'un règlement spécial.

Art. 3. Le Namiestnik est Président du Conseil d'État du royaume ; il préside le Conseil d'administration toutes les fois qu'il le juge opportun.

Art. 4. La Chancellerie actuelle du Namiestnik est abolie, et toutes les affaires administratives de son ressort passent aux autorités compétentes. Les correspondances qui concerneront les affaires exclusivement réservées au Namiestnik, ou ses rapports extérieurs, s'expédieront par des chancelleries spéciales établies auprès de sa personne.

Art. 5. La direction immédiate du service civil dans le royaume appartient au chef de service civil. Il présidera le Conseil d'administration toutes les fois que ce Conseil ne sera pas présidé par le Namiestnik, et en cas d'égalité de suffrages, sa voix y déterminera la ma-  
jorité.

1. Voy. *Archives*, 1862, tome II, page 240.

rité. Chef immédiat des Commissions du Gouvernement et autres autorités civiles du même ordre, il siège de droit au Conseil d'État, et y occupe parmi les membres du Conseil d'administration la première place.

Art. 9. Notre Namiestnik dans le royaume décide ou examine toutes les affaires de haute administration et les affaires militaires. Lui seul est autorisé : « à publier nos ordres suprêmes et les ordres du jour relatifs à tous les changements dans l'administration ; à exercer le droit de grâce et confirmer les arrêts des Cours criminelles, dans les limites prescrites par la législation en vigueur ; à confirmer les arrêts réglant les conflits d'attributions ; à confirmer tous les arrêts rendus dans les affaires politiques, jusqu'à la promulgation d'une loi définitive à ce sujet ; à prendre des dispositions définitives dans toutes les questions concernant la force armée en tant qu'elles sont en rapport avec l'administration civile du royaume.

Notre Namiestnik examine et nous présente tous les Rapports, comptes rendus et affaires réservées à notre jugement suprême. Il décide enfin toutes les questions que le chef du service civil, en raison de leur gravité, jugerait nécessaire de lui soumettre. Le Namiestnik peut abandonner au chef du service civil, en partie ou en totalité, la signature des actes faits en exécution des décisions insérées dans les procès-verbaux du Conseil d'administration.

Art. 11. Tous les règlements relatifs à l'administration du royaume de Pologne, qui ne sont pas abrogés par le présent ukase, reste en vigueur.

Art. 12. Notre Namiestnik dans le royaume de Pologne est chargé de l'exécution du présent ukase, qui sera inséré au *Bulletin des Lois*.

Donné à Tsarskoé Sélo, le 27 mai (8 juin) 1862.

*Signé : ALEXANDRE.*

---

**Proclamation du Grand-Duc Constantin, vice-roi de Pologne,  
publiée à Varsovie le 27 août 1862.**

Polonais !

Sa Majesté l'Empereur et Roi, mon auguste frère, a voulu donner à ses sujets polonais une preuve indubitable de ses sentiments bienveillants pour eux en me nommant son représentant dans le royaume. En acceptant le devoir dont il plut à mon auguste souverain de me charger, je ne me dissimulai pas les difficultés de ma mission. Mais la pureté de mes sentiments, mon espérance en Dieu et en la sympha-

thie de tous les Polonais aimant véritablement leur patrie et jaloux de son véritable bonheur, m'inspirèrent de la confiance. Avec ces sentiments, j'obéis à la voix de mon souverain, et, comme gage de mes sentiments, je vous amenai avec moi ce que mon cœur a de plus cher, ma femme et mes enfants, et j'agis ainsi immédiatement après un attentat sur le représentant de l'Empereur. Fort de ma conscience et de l'intention de consacrer toutes mes forces à votre bonheur, je vins au milieu de vous sous le seul bouclier de la confiance illimitée que je plaçais en vous. Et cependant mon pied n'avait pas encore foulé votre pays que déjà était armé le bras de l'assassin qui voulut me porter immédiatement le coup de mort. La mort me guettait au milieu de la foule, qui s'avança pour me recevoir et suivit mes premiers pas lorsque je me présentai devant les autels du Seigneur. Je ne fus sauvé que par la Providence.

Depuis lors, deux attentats ont encore été commis sur l'homme que la confiance de l'Empereur et Roi a pris au milieu de vous et m'a donné pour collaborateur de ma grande mission. La main de la justice a atteint les coupables. Le gouvernement de Sa Majesté saura punir les complots criminels et faire jouir les personnes bien intentionnées de la protection de la loi.

Polonais ! permettez-vous qu'un parti criminel, qui n'est pas nombreux, il est vrai, mais qui est méchant jusqu'à la fureur et qui a recours aux moyens les plus horribles, élève une barrière entre le trône et le peuple, et empêche l'accomplissement des généreuses intentions de Sa Majesté ? Souffrirez-vous que, sous le prétexte de la liberté et de l'amour de la patrie, une conjuration aventureuse terrorise la nation par des menaces incessantes ? Montrez-vous dignes de vos glorieux aïeux, et songez que jusqu'ici pas une page de votre histoire ne portait les souillures d'actions aussi abominables. Convincez le monde entier, par votre conduite, que vous repoussez toute solidarité avec des crimes déshonorants pour la nation.

Les grandes réformes résolues par l'Empereur et Roi pour satisfaire à de véritables besoins et déjà mises à exécution, telles que : la création du Conseil d'État, l'organisation des écoles et du département de l'instruction et des cultes, l'émancipation des juifs, la création des conseils des villes et des cercles, la réforme de l'administration, toutes ces mesures témoignent clairement de la sollicitude pleine d'amour de notre auguste monarque pour vous. Ne permettez donc pas que leur complète exécution et leur développement ultérieur puissent être entravés par un parti criminel qui sacrifie l'intérêt du pays à la réalisation de ses principes révolutionnaires ; par un parti qui ne peut que détruire, mais pas édifier.

Polonais ! placez en moi une confiance égale à celle que j'ai placée



en vous. Réunissez-vous avec moi en un seul sentiment; travaillons de concert au bonheur de la Pologne; prions Dieu de bénir nos efforts, et une nouvelle époque de prospérité et de bonheur s'ouvrira pour cette patrie que j'aime tant.

CONSTANTIN.

---

**Discours prononcé par le Grand-Duc Constantin, à l'ouverture de la session annuelle de l'assemblée générale du Conseil d'État, le 4<sup>er</sup> octobre 1862.**

Messieurs,

En vous adressant pour la première fois la parole dans cette assemblée, je désire avant tout vous assurer que les événements douloureux qui m'empêchèrent de prendre part à vos dernières délibérations n'ont point attiédi mes bonnes intentions pour le pays.

Plein de foi en la protection de la Providence, je compte sur les sentiments de loyauté et de bons citoyens dont le Conseil d'État a fait déjà preuve.

En remplissant les devoirs que m'impose la volonté de mon auguste frère, notre gracieux souverain, je ne cesserai jamais de veiller au bien du royaume de Pologne.

Le gouvernement que je dirige ne déviera pas de la voie légale et ne permettra à personne de l'enfreindre impunément.

Je m'estimerai heureux de pouvoir exercer librement la plus belle des prérogatives dont je suis investi : le droit de grâce; mais, dans son exercice, il ne m'est point permis de perdre de vue l'intérêt de la justice et de la sécurité publique.

Toutefois, sur 499 personnes condamnées depuis la promulgation de l'état de siège,

134 ont subi déjà leur peine;

289 ont été graciées;

7 ont fui;

69 subissent leur peine.

Les institutions octroyées au royaume l'an dernier entrent partout en exécution. Les conseils de districts de la plus grande partie du pays ont terminé leur première session.

Les délégations sorties de leur sein commenceront les importants travaux de l'accensement d'office, en quoi elles répondront indubitablement à la confiance que notre législateur leur a témoignée.

Les conseils municipaux établis fonctionnent avec fruit.

Des pétitions récemment présentées par dix-sept villes qui sollicitent l'établissement chez elles de semblables conseils constituent

une nouvelle preuve combien l'utilité de cette institution est appréciée par le pays.

Simultanément avec vos délibérations a lieu l'ouverture de l'École supérieure, de l'École polytechnique, ainsi que de tous les autres établissements scolaires que vous aviez trouvés, Messieurs, conformes aux nécessités du pays, en appuyant l'an passé de vos suffrages le projet de loi sur l'éducation publique dont l'élaboration constitue un des grands mérites de mon collaborateur, le chef du pouvoir civil.

Depuis vos dernières délibérations, Sa Majesté, dans sa sollicitude paternelle, a daigné accorder à l'autonomie administrative du pays de nouvelles garanties, en décrétant l'indépendance de plusieurs branches du service, telles que la direction des postes, celle des voies de communications et autres, des autorités correspondantes de l'empire.

Les réformes accomplies depuis l'année passée appellent en partie un changement dans notre système financier.

L'abolition de la corvée, en mettant les propriétaires fonciers dans la nécessité de la remplacer par le travail loué, fait sentir l'inconvénient de l'impôt dont sont frappés les valets de fermes et autres serviteurs agricoles.

L'impôt dit *koszerne*, en tant qu'exclusivement religieux, ne répond plus à l'esprit de la nouvelle législation sur l'égalité des droits civils des juifs, pour l'introduction de laquelle le gouvernement de Sa Majesté a trouvé en vous, Messieurs, une si active coopération.

La suppression de ces deux impôts a été projetée, et pour remplacer le découvert qui s'ensuivrait dans les revenus du Trésor, on se propose d'augmenter l'impôt sur la fabrication de l'eau-de-vie.

Des considérations de moralité, l'intérêt bien entendu, tant des propriétaires que des colons, militent également en faveur de ces changements.

En outre de ces projets, vous aurez aussi à examiner, Messieurs, le budget des recettes et des dépenses du royaume pour l'année 1863, ainsi que le compte rendu des autorités du pays pour l'année écoulée.

Un projet de loi sur l'expropriation forcée, sur le recouvrement des impôts et redevances du Trésor, l'établissement d'une instance de cassation au Conseil d'État pour les affaires de l'accensement, un projet d'organisation intérieure pour le Conseil d'État, seront successivement soumis à vos délibérations.

Je déclare ouverte la session de l'assemblée générale du conseil d'État.

---

**Dépêche du prince Gortschakoff à M. d'Oubril, chargé d'affaires de Russie à Paris, en réponse à la note de M. Drouyn de Lhuys relative à l'offre collective de bons offices aux États-Unis.**

A M. d'Oubril, chargé d'affaires de Russie à Paris.

Saint-Petersbourg. 27 octobre = 8 novembre 1862.

Monsieur,

Je vous transmets ci-après copie d'une Dépêche de M. Drouyn de Lhuys dont M. le duc de Montebello a été chargé de nous donner communication.

Elle concerne les affaires de l'Amérique du Nord et a pour but de nous convier à une entente avec la France et l'Angleterre, afin de profiter de la lassitude actuelle des partis pour proposer, en commun, une suspension des hostilités.

En réponse à cette ouverture, j'ai rappelé à M. l'Ambassadeur de France la sollicitude que notre Auguste maître n'a pas cessé de vouer au conflit américain depuis le moment où il a éclaté, sollicitude motivée par les relations amicales existantes entre les deux pays, et dont le cabinet impérial a donné des témoignages publics. Je l'ai assuré que rien ne répondrait mieux à nos vœux que de pouvoir accélérer le terme d'une lutte que nous déplorons, et qu'à cet effet notre Ministre à Washington a l'ordre de saisir toutes les occasions favorables pour recommander la modération et la conciliation, afin d'apaiser les passions en présence et d'amener les intérêts aux prises à une sage transaction. J'ai reconnu que ces conseils auraient certainement d'autant plus de valeur s'ils étaient présentés simultanément, et sous les mêmes formes amicales, par les grandes puissances qui s'intéressent à l'issue de ce conflit.

Mais j'ai ajouté qu'à notre avis, ce qu'il fallait éviter avant tout, c'était l'apparence d'une pression quelconque de nature à froisser le sentiment public aux États-Unis et à exciter des susceptibilités très-promptes à s'émouvoir à la seule idée d'une intervention étrangère. Or, d'après les informations que nous possédons jusqu'ici, nous sommes portés à croire qu'une démarche combinée entre la France, l'Angleterre et la Russie, quelque conciliante qu'elle fût et de quelques précautions qu'on l'entourât, si elle se présentait avec un caractère officiel et collectif, risquerait d'aboutir à un résultat opposé au but de pacification qui fait l'objet des vœux des trois Cours.

Nous en avons conclu que si le Gouvernement français persistait à juger opportune une démarche formelle et collective, et que le Cabinet de Londres partageât cet avis, il nous serait impossible, à la distance

où nous sommes, de préjuger l'accueil qu'une semblable démarche serait de nature à rencontrer. Mais si, dans ce cas, notre ministre n'y participait pas officiellement, son appui moral n'en est pas moins acquis d'avance à toute tentative de conciliation.

En le prêtant à ses collègues de France et d'Angleterre, sous la forme officieuse qu'il croira la plus propre à écarter l'apparence d'une pression, M. de Stœckl ne fera que continuer l'attitude et le langage que, d'ordre de notre auguste maître, il n'a pas cessé d'observer depuis l'origine du différend américain.

C'est dans ce sens que je vous invite à vous expliquer vis-à-vis de M. le Ministre des Affaires Étrangères de France, en retour de la communication qu'il a bien voulu nous faire parvenir.

Recevez, etc.

*Signé : GORTSCHAKOFF.*

---

**Circulaire du prince Gortschakoff, au sujet des affaires de la Grèce,  
en date du 2/14 décembre 1862.**

Monsieur,

Le bruit qui s'est fait en Europe autour de la question grecque et les conjectures erronées qui se sont accréditées à ce sujet m'engagent à vous faire connaître l'attitude que, pour sa part, le cabinet impérial a adoptée dès l'origine et dans le cours de cette crise.

Lorsqu'elle éclata d'une manière si subite, les premières nouvelles que la télégraphie en porta à l'Europe étaient trop vagues pour qu'il fût possible d'apprécier exactement la situation.

Les seules directions que dès le 14 (26) octobre j'adressai par le télégraphe à notre ministre à Athènes, d'ordre de S. M. l'Empereur, furent de ne point séparer son action de celle de ses collègues, de rester dans le pays comme simple observateur et sans entrer en relations officielles avec le gouvernement provisoire. Je lui annonçai qu'une frégate russe était mise à sa disposition, non comme démonstration politique, mais pour que notre représentant fût, sous ce rapport, sur le même pied que ses collègues de France et d'Angleterre.

Le 18 (30) octobre, nous étions informés par notre Ambassadeur à Londres que le Cabinet anglais avait pris en Grèce une position analogue à celle que nous venions de prescrire au comte Bloudow. Comme nous, il désirait un concert entre les trois grandes Puissances garantes; comme nous il prescrivait à son représentant de s'abstenir de toute ingérence dans les événements, et mettait à sa disposition des forces navales destinées à protéger ses nationaux.



Le Gouvernement français nous témoigna des intentions analogues, et ainsi se trouva posé spontanément un principe essentiel à nos yeux, celui du maintien de l'entente entre les trois Cours.

Pour mieux préciser cette entente, l'Empereur m'ordonna d'informer les Cabinets de Londres et de Paris que Sa Majesté restait fidèle à l'engagement commun aux trois Cours protectrices et qui exclut du trône de Grèce les membres de leurs familles. Cette Déclaration fut transmise à notre ambassadeur à Londres par la voie du télégraphe, le 19 (31) octobre.

Une communication semblable fut adressée à notre Chargé d'affaires à Paris.

Dans mes dépêches aux Représentants de Sa Majesté je m'attachai à confirmer et à développer les principes contenus dans ces communications télégraphiques. Le 18, 30 octobre, j'écrivais à notre Ambassadeur à Londres que le Cabinet impérial se félicitait de s'être rencontré avec le Gouvernement de S. M. Britannique dans l'attitude qu'il avait prise dès le premier moment; que nous attendrions tranquillement le développement des événements, les combinaisons des autres Cours et les dispositions des esprits en Grèce; que S. M. l'Empereur était décidé à observer fidèlement les obligations des Traités et nommément celle qui interdit le trône de Grèce aux familles régnantes des trois Cours; qu'aucune démarche ni insinuation, même la plus éloignée, n'avait eu et n'aurait lieu, de notre part, quant au choix du futur Souverain de la Grèce; que nous étions persuadés que les deux autres Cours apporteraient la même fidélité à tenir leurs engagements; qu'à notre avis ces engagements subsistaient tant que les trois Puissances persistaient à les maintenir, et qu'aucune n'avait le droit de s'en écarter sans un accord unanime; qu'enfin nous étions animés du même désir que nous entretenions sur toutes les grandes affaires européennes, celui d'une entente avec les autres Puissances sans aucune arrière-pensée ni vue personnelle, et que si les autres Cours apportaient les mêmes dispositions, l'entente s'établirait sans effort à l'avantage général.

C'est dans le même esprit qu'ont été conçues les instructions dont notre Ministre à Athènes a été muni. D'après ses rapports télégraphiques et ses dépêches, nous avons pu nous convaincre qu'il se conformait strictement à l'attitude qui lui était prescrite. Avant même d'avoir reçu nos premières instructions, il avait répondu à une notification du Gouvernement provisoire grec, qu'il ne pouvait entretenir avec lui une relation officielle.

Les directions que je lui transmis successivement le maintinrent dans cette voie. Il lui fut prescrit de se borner au rôle d'un observateur impartial. Le Cabinet impérial n'apportant dans cette question

aucune vue personnelle, le calme et la réserve bienveillante de son attitude seraient le meilleur moyen de dérouter les calculs de ceux qui prêtent à la Russie des convoitises intéressées.

Je l'invitai néanmoins à profiter des rapports officiels qu'il pourrait avoir avec les personnages influents dans le pays, pour leur signaler les dangers de tout projet d'agression ou d'une alliance avec la révolution, et leur recommander l'ordre, la modération et le maintien du principe monarchique, qui pouvait seul préserver la Grèce de l'anarchie.

Cependant, malgré l'échange satisfaisant d'idées qui avait eu lieu entre les Cabinets, leurs intentions avaient été préjugées; leurs dispositions commentées, leurs décisions devancées; des noms avaient été prononcés, et les partis, s'emparant de ces éléments comme d'un drapeau, avaient excité en Grèce une vive agitation.

Dans ces circonstances, le Cabinet impérial jugea qu'il pouvait être utile de faire faire un pas de plus à l'entente des Cabinets sur la marche à suivre en commun?

A cet effet, il nous parut opportun de rattacher les événements aux prévisions de la conférence de Londres, au point même où les faits accomplis en avaient rompu l'enchaînement.

Un Traité avait été conclu entre les Puissances protectrices de la Grèce; il avait appelé au trône le roi Othon et consacré différentes éventualités relatives à la dynastie de Bavière.

Il nous sembla que le premier pas à faire était une démarche collective près la cour de Munich pour lui demander si, dans les circonstances actuelles, elle maintenait les droits dérivant des prévisions de la conférence de Londres, et si elle était en mesure de présenter un candidat remplissant les conditions posées par la Constitution hellénique et confirmées par les Traités de Londres.

Sans avoir en vue de faire découler de cette ouverture aucune coercition, ni même aucune injonction péremptoire envers la Grèce, nous avons pensé qu'une pareille démarche pouvait néanmoins servir de point de départ utile à une action collective officieuse des trois Cours, basée sur les engagements résultant des transactions diplomatiques antérieures, et destinées à conseiller autant que possible les intérêts existants avec les droits reconnus.

Sur ces entrefaites, le 6 (18) novembre, M. l'Ambassadeur d'Angleterre me communiqua une proposition de sa Cour ayant pour objet: d'abord de déclarer, par une démarche collective des trois Cours auprès du Gouvernement provisoire grec, qu'aucun des princes alliés aux trois familles régnantes n'était apte à l'élection au trône de Grèce, ensuite de nous demander si nous considérions Mgr le duc de Leuchtenberg comme compris dans cette exclusion.

Quant au premier point, nous avions déjà fait connaître aux Cabinets de Londres et de Paris la détermination de S. M. l'Empereur de rester fidèle à l'engagement contracté en commun entre les trois Cours, et qui exclut du trône de Grèce les membres de leurs familles.

Nous n'avons, dès lors, rien à ajouter à une déclaration aussi catégorique.

L'opportunité d'une démarche collective à faire dans le même but auprès du Gouvernement provisoire à Athènes ne nous parut pas suffisamment démontrée.

La Grèce était en proie à une vive agitation. résultat inévitable de la crise qu'elle traversait. Dans ces circonstances, il pouvait être dangereux d'ajouter un nouvel élément de trouble à l'effervescence des passions déjà surexcitées, en plaçant la nation hellénique entre des déclarations contradictoires, dont les unes tendaient à lui reconnaître comme nation indépendante une pleine liberté quant au choix de son Souverain, tandis que les autres auraient apporté à l'exercice de ce droit des restrictions très-étendues.

Il pouvait résulter de là un découragement qui pousserait le peuple grec aux partis extrêmes et le jetterait dans l'anarchie. Or, de tous les périls qui le menaçaient, celui-là n'était pas le moindre à notre avis.

Le Gouvernement provisoire avait fait appel aux élections pour une Assemblée Nationale qui devait se réunir au mois de décembre et prononcer sur les destinées du pays. Cette marche régulière avait rencontré l'approbation unanime des Cabinets. Il importait de ne point la troubler prématurément. Lorsque cette assemblée serait réunie, le moment viendrait naturellement, selon nous, où les trois grandes Puissances, déjà d'accord en principe et ayant eu le temps de compléter leur entente sur les détails, se trouveraient en mesure de guider les Grecs par leurs conseils bienveillants, dans cette crise si importante pour leur avenir.

Je répondis en conséquence à M. l'Ambassadeur d'Angleterre que, dans un moment où les passions étaient exaltées, la démarche qu'il nous proposait auprès du Gouvernement provisoire nous paraissait de nature à troubler les esprits et à les jeter par le découragement dans l'anarchie, le Cabinet impérial ne croyait pas pouvoir y adhérer sous la forme solennelle d'une action collective.

Quant à sa seconde demande concernant Mgr le duc de Leuchtenberg, quoique la position civile de ce Prince pût offrir matière à quelques doutes juridiques, appeler la discussion sur ce sujet, aurait été poser en quelque sorte sa candidature. Or, Sa Majesté l'Empereur avait résolu de n'en poser aucune.

C'est dans ce sens que je répondis à lord Napier, en lui renouvelant d'ailleurs positivement l'assurance que nous n'avions ni convoitises,

ni arrière-pensées ; que notre Ministre à Athènes n'avait pas prononcé un seul mot, ni fait la plus légère allusion quant au choix du futur Souverain de la Grèce, et que les instructions du Cabinet impérial le maintenaient scupuleusement dans cette réserve.

Je fis en même temps part à M. l'Ambassadeur d'Angleterre de la démarche collective que nous jugions utile de proposer aux deux autres Puissances garantes près la cour de Munich, et j'adressai la même communication à M. l'Ambassadeur de France.

Toutefois, cette proposition ne rencontra point l'assentiment des Cabinets de Paris et de Londres.

Cependant les réponses que j'avais faites aux ouvertures qui venaient de m'être transmises par M. l'Ambassadeur d'Angleterre avaient produit à Londres une impression à laquelle nous étions loin de nous attendre.

Lors même que le Gouvernement anglais n'aurait point partagé notre opinion sur les ménagements réclamés par l'état des esprits en Grèce, nous ne pensions nullement qu'après les déclarations si catégoriques que nous avons faites au nom de S. M. l'Empereur, quant au maintien du principe d'exclusion des membres des familles régnantes des trois Cours, les doutes que nous entretenions sur l'opportunité d'une déclaration collective dans ce sens à Athènes pouvaient être interprétées comme une intention de nous dégager d'obligations contractées en commun, et donner aux autres Puissances le droit de s'en prévaloir pour se considérer comme déliées de ces mêmes obligations.

Tel est, néanmoins, le sens qui paraît y avoir été rattaché. La marche rapide des choses en Grèce semblait avoir inspiré la conviction que si l'Angleterre enlevait au peuple hellénique tout espoir quant à la candidature d'un prince anglais, l'opinion publique se porterait inévitablement sur un prince russe, et dès lors le Gouvernement de S. M. Britannique s'est cru autorisé à ne point décourager les sympathies qui se manifestaient en Grèce pour la candidature de Mgr le prince Alfred.

Le mouvement qui se produisait dans ce sens avait acquis un caractère tel, que l'entraînement populaire, devançant l'époque de la réunion de l'Assemblée nationale, semblait au moment de trancher par un plébiscite une question dont la solution avait été primitivement remise aux délégués du pays.

Dans cette situation qui s'éloignait visiblement, en fait, de l'entente convenue en principe entre les trois Cours, le Cabinet impérial, désirant écarter pour sa part toute cause de malentendu, s'empressa de confirmer par un télégramme adressé le 13/25 novembre au Ministre de Russie à Athènes, les précédentes communications qui l'infor-



maient du maintien en pleine vigueur du principe interdisant le trône de Grèce aux membres des familles régnantes des trois Cours protectrices, en ajoutant que le Cabinet anglais, ayant cru utile de rappeler à Athènes l'existence de cet engagement, M. le comte Bloudow était invité à se prononcer dans ce sens, après s'être concerté avec son collègue de France, si M. le Ministre d'Angleterre recevait l'ordre de s'acquitter de cette démarche.

Nous avons été informés qu'en effet notre Représentant à Athènes et M. le Ministre de France ont fait au Gouvernement provisoire une déclaration conçue dans cet esprit.

M. le Ministre d'Angleterre paraît avoir reçu l'ordre de s'y joindre plus tard, c'est-à-dire après la signature des Notes échangées entre les Cabinets de Russie et d'Angleterre le 22 novembre (4 décembre).

Pour achever d'écarter toute espèce de doute quant à notre attitude, non-seulement le Cabinet impérial avait porté à la connaissance du Cabinet de Londres les directions dont M. le comte Bloudow venait d'être muni, mais encore les Représentants de S. M. l'Empereur à Paris et à Londres reçurent, le 18[30 novembre, par la voie du télégraphe, l'ordre de déclarer que nous n'avions jamais posé la candidature de Mgr le duc de Leuchtenberg; que pour nous cette candidature n'existait pas politiquement, quelle que fût l'interprétation que le Traité pût recevoir juridiquement, et qu'en conséquence rien ne s'opposait à ce que les trois Cours délibérassent sur le choix des candidats possibles au trône de Grèce.

Le Gouvernement de S. M. Britannique s'étant montré pleinement satisfait de cette déclaration, notre Ambassadeur proposa de la formuler dans un engagement réciproque. Des notes, à cet effet, ont été signées et échangées le 22 novembre (4 décembre), entre l'Ambassadeur de Russie à Londres et le principal Secrétaire d'État de S. M. Britannique. Elles rappellent l'engagement qui exclut du trône hellénique les membres des trois familles régnantes, et constatent qu'il est mutuellement convenu de déclarer nulle et non avenue l'élection de Mgr le duc de Leuchtenberg ou celle de S. A. R. le prince Alfred, si l'un ou l'autre était appelé au trône de Grèce par le vœu de la nation.

Le Cabinet français a été invité par les deux Cours à adhérer à cet engagement.

Telle est, monsieur, la marche que le Cabinet impérial a suivie depuis l'origine de cette crise jusqu'à son développement actuel. Il s'est inspiré, comme vous pourrez vous en convaincre, du principe général qui préside à la politique de notre Auguste maître, c'est-à-dire qu'une entente franche et loyale des grandes Puissances, en dehors de toute rivalité politique et de tout calcul intéressé, est le seul moyen d'écartier les complications menaçantes pour le repos de l'Orient et la paix

de l'Europe, qui depuis la guerre de 1856 sont devenues plus nombreuses et plus pressantes.

Si difficile que soit cette tâche, nous persistons à ne pas la croire au-dessus des efforts des Cabinets, si tous y apportent les mêmes vues conciliantes et désintéressées.

Recevez, etc.

*Signé* : Prince GORTSCHAKOFF.

## SERBIE.

### DOCUMENTS RELATIFS AUX CAPITULATIONS.

#### **Délibérations du Corps consulaire de Belgrade, touchant le maintien des Capitulations en Serbie, et les modifications à y apporter.**

Première séance, 25 janvier 1862.

*Présents* : MM. Longworth, consul général d'Angleterre; Tastu, consul général de France; Scovasso, consul général d'Italie; Vlangali, consul général de Russie; Meroni, consul de Prusse, et Vassitch, gérant du consulat général d'Autriche.

La présidence est donnée à M. le Consul général d'Angleterre, doyen du Corps consulaire.

Étant reconnue la convenance pour tous les agents de transmettre à Constantinople un document uniforme, il est décidé qu'il sera tenu un procès-verbal qui résumera les délibérations. M. Dozon, chancelier du consulat général de France est chargé de ce travail.

M. Longworth propose, pour fixer l'objet de la réunion, de lire la dépêche qui lui a été adressée par S. Ex. M. l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne à Constantinople. Toutes les personnes présentes, reconnaissant qu'elles ont reçu un document identique, il est donné lecture par le Secrétaire de la dépêche de sir Henry Bulwer en date du 19 décembre et de l'instruction qui y est jointe, et qui ont pour objet : 1<sup>o</sup> de mettre hors de doute, par une déclaration collective de tous les agents, la validité en Serbie des Capitulations conclues avec la Porte-Ottomane, et 2<sup>o</sup> de signaler à Constantinople, après une entente commune, les articles de ces Capitulations qui pourraient être modifiés dans la pratique, ou laissés tomber en désuétude.

M. Longworth propose de se conformer à l'ordre suivi par les instructions, c'est-à-dire d'arrêter d'abord la forme de la communication à faire conjointement au Gouvernement serbe.

M. Tastu pense que le Gouvernement serbe n'ayant jamais contesté le principe de la validité des Capitulations, tandis que l'interprétation

des articles donne lieu à des conflits fréquents, il lui paraît plus urgent de s'occuper d'abord de la seconde partie des instructions.

M. Vlangali adhère à l'opinion précédente.

Sur une observation de M. Longworth, M. Scovasso dit : que d'après les explications données par M. Tastu, il ne s'agit pas de savoir si la déclaration collective doit être faite, ce sur quoi tout le monde est d'accord, mais seulement de déterminer si elle doit avoir la priorité ; il pense qu'il faudrait commencer par la seconde question.

M. Vassitch convient que le principe des Capitulations n'est pas contesté en Serbie, mais que différents droits dérivant de ces Capitulations sont déniés dans la pratique ; cependant il reconnaît que les Agents serbes se montrent accommodants, et qu'il n'y a pas urgence à faire immédiatement la communication dont il s'agit.

M. Meroni reconnaît, comme ses Collègues, que le principe des Capitulations n'est pas nié en Serbie ; cependant il fait observer qu'à d'ici à ce que la révision de ces traités ait eu lieu à Constantinople il pourrait arriver que le Gouvernement serbe fut amené à dénier différents droits dérivant des Capitulations tels que ceux dont M. Vassitch vient de parler, et comme il peut constater que ça s'est déjà fait d'après sa propre expérience, M. Meroni croit donc qu'il vaudrait mieux épargner d'avance aux Gouvernements étrangers des embarras, et au Gouvernement serbe une faute possible en faisant dès à présent la communication prescrite.

Après une discussion générale il est décidé qu'avant de faire au Gouvernement serbe la déclaration dont l'urgence n'est pas motivée par la situation, on passera immédiatement à l'examen des Capitulations.

M. Longworth demande s'il ne conviendrait pas d'appeler au sein de la réunion un délégué du Gouvernement serbe, afin d'entendre ses observations. L'assemblée se prononce pour la négative, par le motif entre autres, qu'on ne pourrait admettre ce délégué sans faire au Gouvernement serbe la communication qu'il vient d'être décidé qu'on ajournerait.

Tous les traités avec la Sublime-Porte contenant la même clause « du traitement de la nation la plus favorisée, » et les Capitulations françaises présentant généralement le texte le plus développé, l'assemblée convient que l'on suivra pour les délibérations le recueil des Capitulations entre la France et la Porte-Ottomane.

On passe à la lecture du texte de ces Capitulations.

L'assemblée reconnaît, vu l'état de la législation en Serbie, et sa qualité de pays chrétien qu'il n'y aurait pas utilité à conserver les protectorats exclusifs des Cultes catholique, protestant ou autre, et qu'on pourrait généralement s'en remettre aux lois serbes en laissant tomber en désuétude les articles relatifs à cet objet.

Les articles non mentionnés dans ce procès-verbal n'ont donné lieu à aucune discussion et ont été considérés comme non applicables à la Serbie. Cependant pour ceux qui contiennent des privilèges maritimes, M. Scovasso fait observer que, puisque le Danube est ouvert à tous les pavillons, il pourrait se présenter le cas où ces articles seraient utiles, en lisant dans la pratique le mot *fleuve* au lieu de celui de *mer*.

L'assemblée pense que les articles 15, 16, 19, 20, 22 et 23 devront être conservés.

Quant à l'article 18 contenant une exception personnelle en faveur des Consuls, tous les membres sont d'avis, par cette raison, de laisser la décision aux Ambassadeurs.

Sur l'article 24, on ne trouve pas utile de conserver l'exemption de l'impôt en faveur des domestiques indigènes au service des Consuls.

En outre, il est reconnu équitable : 1° que les artisans et boutiquiers indi-étrangers payent les taxes de corporations et autres droits spéciaux à l'exercice de leur métier ou commerce sur le même pied que les Serbes ; 2° que les étrangers en général soient soumis aux *taxes municipales* qui, ayant pour objet le pavage, l'éclairage, la salubrité, etc., etc., profitent à tout le monde ; 3° que l'exemption de l'impôt proprement dit, qualifié de *Kharacth* dans l'article et perçu sous le nom de *Porèze* en Serbie, doit être maintenu jusqu'à ce que les étrangers jouissent du droit de propriété en Serbie.

L'article 26, après discussion, est réservé pour que l'autorité indigène puisse être consultée sur les inconvénients que présente dans l'application la première partie (celle qui regarde la nécessité de citer les étrangers devant les tribunaux du pays par l'intermédiaire de leurs Consuls).

Deuxième séance, 27 janvier 1862.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté après une observation de M. le Consul général d'Angleterre qui dit : que s'il avait proposé de donner la priorité au projet de communication à faire conjointement au Gouvernement serbe, c'était précisément afin de permettre d'appeler au sein de la réunion un délégué de ce Gouvernement.

La discussion est reprise sur la première partie de l'article 26.

M. Vlangali pense d'une manière générale que les Serbes ayant une législation écrite, comme offrant toutes les garanties nécessaires il conviendrait d'abolir tous les privilèges spéciaux des étrangers en cette matière. Cette mesure entraînerait nécessairement la permission aux étrangers d'acquérir des immeubles en Serbie, ce qui imprimerait une marche rapide au progrès et à la prospérité matérielle du pays. En outre, la défiance et la jalousie des indigènes contre les



étrangers, toute naturelle maintenant à cause des privilèges dont jouissent les derniers, n'aura plus sa raison d'être et le Gouvernement serbe ne sera pas continuellement gêné dans l'exécution de la justice.

M. Vassitch déclare ne pouvoir renoncer à la clause des traités, suivant laquelle, en cas de procès civil entre un de ses nationaux et un indigène, la citation adressée au premier ne peut lui parvenir que par l'intermédiaire du Consulat général d'Autriche. Sans s'attribuer, en aucune façon, le droit de retenir la citation ni d'entraver la marche de la justice, il voit dans cette mesure un avantage pour ses nationaux qu'il est ainsi à même de guider de ses conseils et de pourvoir d'un défenseur. Bien qu'il reconnaisse que dans la pratique du Consulat général d'Autriche, à cause du grand nombre d'affaires, la plupart des sujets autrichiens ont recours à un avocat du pays et ne comparaissent pas devant les tribunaux assistés du drogman, M. Vassitch trouve aussi au mode de citation directe l'inconvénient de ressembler à une violation de domicile et le danger de provoquer des conflits entre ses nationaux et les agents chargés de les assigner.

M. Longworth pense que l'abolition des privilèges des étrangers en matière de juridiction ne peut avoir lieu que progressivement et après un intervalle d'observation, en quelque sorte, pendant lequel on pourrait se rendre compte de la manière dont la justice est administrée en Serbie. Il y aurait d'ailleurs peut-être lieu aussi d'indiquer aux Serbes quelque modification à introduire dans leur législation, et la surveillance consulaire aurait ainsi pour eux-mêmes son utilité. M. le Consul général d'Angleterre croit bon que l'assistance du drogman reste un droit ; quant aux citations, s'il désire qu'elles passent par ses mains, c'est surtout par mesure d'ordre ; ses instructions lui prescrivent en effet d'enregistrer tous les actes de ce genre. Il croit d'ailleurs qu'il conviendrait de renoncer au privilège stipulé par les capitulations anglaises et d'après lequel le drogman aurait le droit de juger en commun avec le juge indigène.

M. Meroni, par un motif analogue à celui qu'a exprimé M. Longworth, manifeste le même désir que les citations passent par ses mains, pour pouvoir prendre connaissance des affaires où sont mêlés des sujets Prussiens et pour pouvoir les aider de ses conseils. Sans vouloir entraver la marche de la justice, il trouve aussi absolument nécessaire que la présence du drogman reste un droit, au lieu de n'être que facultative. M. Meroni reconnaît, comme ses collègues, que les Serbes ont une législation offrant toutes les garanties nécessaires, mais une longue expérience lui a démontré que l'exécution des lois a laissé souvent beaucoup à désirer faute d'habileté de la part des juges, et il trouve que ce serait préparer parfois de grands embarras au Gou-

vernement Serbe, que l'obliger, en cas d'application vicieuse des lois, à y remédier par les moyens de recours contenus dans les lois elles-mêmes.

M. Scovasso adhère à l'opinion exprimée par M. Vlangali sur la convenance de supprimer les privilèges des étrangers. La législation Serbe, empruntée à celle des pays les plus avancés, est assez bonne pour qu'ils puissent y être soumis dès à présent, et sans qu'il soit besoin du temps d'épreuve dont on a parlé. Les lois Serbes codifiées fonctionnent depuis des années, et les causes principales des observations qui ont pu quelquefois se produire, remontent à l'intervention des Consuls dans l'administration de la justice. Il semble juste de laisser libres dans leur action, des lois bonnes par elles-mêmes et qui contiennent les moyens de recours contre leur application vicieuse, contre la mauvaise exécution des sentences, et même contre le mauvais vouloir des juges et les intérêts des étrangers ne pourront qu'y gagner.

M. Scovasso conclut que la présence des drogmans dans les tribunaux doit être tout au plus facultative et non obligatoire. Sans tenir compte de l'argument de l'inviolabilité du domicile qui ne semble pas applicable dans le sujet qui se traite, il paraît désirable à M. Scovasso que la remise des assignations soit faite directement aux parties sans l'intervention consulaire qui, n'offrant pas plus de garantie que la loi elle-même, ne peut qu'entraver, dans ce cas, l'administration de la justice.

M. Tastu partage l'opinion de MM. Vlangali et Scovasso, c'est-à-dire qu'il désapprouve toute intervention des Consuls dans les procès mixtes. Il pense, avec ses collègues, que se tenir en dehors de l'administration de la justice c'est le meilleur moyen d'amener la réforme de ce qu'elle peut offrir encore de détectueux, et que les Serbes perdant alors la défiance que leur inspirent actuellement les étrangers, par suite de leur position privilégiée se déferont rapidement de la partialité involontaire qui pourrait en être la conséquence.

Après avoir résumé le débat précédent qui constate les diverses manières de voir de chacun des membres, on passe à la lecture de la seconde partie de l'article 26 qui contient le droit de juridiction, en matière civile, des Consuls sur leurs nationaux. La réunion se prononce pour le maintien de cette disposition.

Sur l'article 32, on convient qu'il serait entendu dans ce sens : que les étrangers, dont le pays ne sera point représenté par un Consul particulier à Belgrade, seront libres de choisir la protection sous laquelle ils voudront se placer, en tenant compte toutefois des traités qui lient sur ce point certaines puissances entre elles.

L'Assemblée se prononce pour le maintien des articles 35 (liberté des Cultes); 36, (faculté pour les Consuls de choisir librement leurs

drogmans et janissaires); 45, 46 (droit de discipline sur les drogmans *nationaux*); 48, (droit pour les Consuls de ne point comparaître personnellement en justice); 49, (droit d'arborer pavillon); 52, (juridiction des Consuls sur les étrangers de diverses nations dans les procès entre eux.)

Sur l'article 63, on reconnaît à la police indigène le droit de viser les titres de voyage dont les étrangers sont porteurs, et de percevoir à cette occasion les taxes d'usage.

Troisième séance, 30 janvier 1862.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

La discussion est ensuite ouverte sur l'article 65 qui prévoit le cas d'un crime commis par un Français en Turquie.

M. Longworth donne, à cette occasion, lecture de l'article 42 du traité anglais de 1809, confirmatif de Capitulations plus anciennes, et qui, dans le même cas, réserve aux Consuls de cette nation le droit de procéder, conjointement avec les autorités indigènes, aux poursuites et au jugement de l'affaire.

M. Vassitch cite de mémoire l'article 5 du Traité de Passarovitch, attribuant la juridiction exclusive des affaires criminelles aux tribunaux autrichiens, dans les cas analogues.

M. Tastu constate d'après son expérience et celle de M. le Consul général d'Angleterre que dans la pratique, en Orient, les Consuls connaissent exclusivement des cas de meurtre commis par leurs nationaux, et que chez les Orientaux le droit coutumier, l'usage, concourt avec la loi écrite, et a la même valeur; mais en même temps il établit que l'objet de la présente réunion est de rechercher ce qui peut et doit avoir lieu en Serbie, et si les droits, quelle que soit leur source, qu'on y réclame sont compatibles avec l'état du pays. Il croit donc que les abus introduits par l'usage ne devraient pas être désormais sanctionnés, et que pour la Serbie en particulier la justice doit y être laissée libre dans son action sous la réserve de l'assistance du drogman aux actes de la procédure.

Sur une observation qui est faite, le Consul général de France dit que la surveillance obligatoire et l'intervention dans les opérations de la justice, en entravant sa marche, ne peuvent avoir que de mauvais effets. En supposant des sentences iniques ou contraires aux lois, tout Ambassadeur et tout Consul a le droit d'intervenir judiciairement pour en obtenir la réformation, sous l'empire du droit commun; et il y a plus de chances de succès dans cette manière de procéder que dans une intervention extrajudiciaire, si l'on admet même que les Serbes n'aient pas une idée suffisamment claire de ce que c'est que la justice; il est de l'intérêt de l'Europe qu'ils l'apprennent, et c'est en la prati-

quant librement qu'ils peuvent seulement acquérir cette connaissance. M. Tastu, en terminant, fait une réserve spéciale et expresse pour la pénalité du bâton, à laquelle on ne peut jamais consentir que des Français soient soumis.

Toute l'assemblée exprime le désir que les dispositions de la loi serbe qui exempte elle-même des coups de bâton certaines catégories d'indigènes, soit étendue aux étrangers.

M. le Gérant du Consulat général d'Autriche demande à fixer l'objet de la discussion, et pour cela il y distingue trois points :

- 1° La perquisition et l'arrestation ;
- 2° L'instruction (le procès) ;
- 3° La sentence.

Relativement à l'arrestation, il concède à l'autorité locale le droit de la faire pourvu qu'elle ne pénètre pas dans la maison d'un sujet autrichien, excepté toutefois pour l'intérieur du pays où il y a impossibilité matérielle de remplir toutes les formalités désirables. Mais dans une ville comme Belgrade, il est toujours facile lorsqu'il y a lieu de faire une perquisition, d'en informer l'autorité consulaire, ce qui prévient tout désordre.

Quant à l'instruction, M. Vassitch croit l'assistance d'un drogman officiel indispensable pour l'intérêt du prévenu.

Pour ce qui est de la sentence, les Consuls d'Autriche n'ont jamais eu le droit d'en rendre une au criminel ; ils se sont toujours bornés, après instruction faite de leur part, à renvoyer l'inculpé en Autriche où il était déféré aux tribunaux. C'est un principe que M. le Gérant déclare ne pouvoir abandonner. Il ne suffit pas à ses yeux d'une législation écrite ; ce qu'il faut encore ce sont des juges impartiaux et placés par leur caractère et leur savoir à la hauteur de leur mission. Or il n'est point convaincu que les juges serbes en soient à ce point. Il ne suffit pas d'emprunter des lois aux nations les plus civilisées pour avoir réellement un pays bien administré ; car la loi reste une lettre morte si son esprit ne pénètre pas dans le cœur des juges et du peuple de ce pays.

M. le Gérant ne voit pas non plus un empêchement aux progrès de la Serbie dans l'existence de la juridiction consulaire. Celle-ci n'est qu'une juridiction spéciale comme il s'en trouve de pareilles dans les pays les plus civilisés, aujourd'hui même, sans qu'ils se plaignent d'y trouver un obstacle à leurs progrès. Tout ce que M. Vassitch est prêt à faire, quant à lui, ce sont les concessions dans la pratique propres à faciliter le développement des institutions locales. Un abandon des privilèges n'aurait d'avantages ni pour les Serbes ni pour les Autrichiens, il en réclame donc le maintien.

M. Vassitch remarque encore qu'après avoir abandonné la juridic-



tion consulaire, on chercherait en vain des moyens efficaces pour se préserver des jugements iniques. Les réclamations diplomatiques ont presque toujours échoué en pareil cas, et les cas sont bien rares où un Gouvernement a permis que le cours de la justice soit modifié par ce moyen. La conservation des Capitulations dans la partie de la juridiction doit, au contraire, à son avis, être considérée comme la meilleure et la plus solide des garanties en faveur de ses nationaux, car les Capitulations possèdent par leur ancienneté et par la garantie que leur donne la Cour suzeraine et les grandes Puissances, une force suffisante pour se faire observer.

M. Meroni, trouvant que les accusés manquent en Serbie de garanties suffisantes, se déclare pour le maintien du privilège et accepte les conclusions précédentes.

M. le Consul général d'Angleterre doute aussi de la capacité actuelle des juges serbes, et de l'excellence des lois qu'ils sont chargés d'appliquer. Fussent-elles bonnes, il faudrait encore pour assurer leur exécution que la moralité du peuple et le développement des esprits fussent au même niveau. Il trouve aussi que ces mêmes conditions forment une base, pour la responsabilité, plus satisfaisante que les meilleures formes de procédure des lois écrites. Celles-ci ont été, il est vrai, empruntées à plusieurs Codes appartenant aux États les plus civilisés de l'Europe ; mais, par ce fait même, pour ne rien dire de la confusion qui peut en résulter, elles doivent être peu convenables à un pays dans l'état primitif où se trouve la Serbie. Sur cette matière donc, préoccupé de la crainte de laisser la vie d'un sujet anglais à la disposition des lois locales, quoique animé du désir de concéder tout ce qui peut contribuer au développement des institutions serbes, M. Longworth admettrait la juridiction des tribunaux indigènes, mais sous la réserve d'une surveillance de la procédure, exercée par l'intermédiaire du Drogman officiel, et à la condition expresse de pouvoir faire opposition à toute sentence capitale, qui ne pourrait être exécutée sans le consentement du Gouvernement Britannique.

M. Vlangali réitère, à propos de la juridiction criminelle, le désir qu'il a, dans la précédente séance, exprimé au sujet de la juridiction civile, celui de voir abolir tout ce qui fait aux étrangers une situation exceptionnelle. Alors seulement, les Serbes admettront ceux-ci au droit de propriété territoriale au grand avantage réciproque des deux parties.

M. Longworth et M. Meroni font également ressortir l'heureuse influence, qu'aurait, au point de vue de la prospérité morale et matérielle de la Serbie, l'établissement d'étrangers comme propriétaires.

M. le Consul général d'Italie se prononce pour la suppression du privilège sur lequel porte la discussion. Constatant qu'il n'est point

écrit dans la plupart des Traités et n'est que le résultat de l'usage, il montre que l'usage est un abus, un des plus considérables de ceux qu'a signalés la conférence réunie pour le Traité de Paris, et pense que le moment est venu d'y renoncer. Le conserver en effet reviendrait à mutiler davantage la justice sous le prétexte qu'elle est incomplète ; ce serait lui couper un bras pour développer sa force d'action. La justice du pays, dans l'opinion de M. Scovasso offre, à ce que disent les gens bien informés, toutes les garanties qu'on peut désirer. Les dispositions des Codes sont empruntées à des législations européennes dont la supériorité est reconnue, et le principe de la responsabilité du juge et des personnes chargées de l'exécution des sentences y est inscrit. En y joignant la surveillance que tout Consul peut exercer comme protecteur naturel de ses nationaux, toute crainte d'abus disparaît.

On passe aux articles suivants.

Les articles 66 (relatif au paiement des lettres de change sur les étrangers) et 67 (concernant l'exemption de l'impôt personnel) sont maintenus. Ce dernier par le motif déjà exprimé que le droit de propriété est refusé aux étrangers.

Quant à l'article 69, il y aurait lieu d'y supprimer la clause du renvoi devant la Sublime-Porte des procès excédant 4000 aspres.

Sur l'article 70, M. Vassitch déclare ne pouvoir abandonner le principe qui y est contenu et qui assure l'inviolabilité du domicile. Il se réserve le droit de faire accompagner l'autorité locale par son représentant dans toute perquisition faite au domicile d'un sujet autrichien, et annonce en même temps, l'intention de faire dans la pratique, et d'après son appréciation personnelle, des concessions sur ce droit, qui, il n'en doute pas, seraient ratifiées pour l'avenir par son Gouvernement.

MM. Tastu et Vlangali trouvent le droit exorbitant, et pensent qu'il peut être abandonné.

M. Scovasso partage cet avis. Il ne peut voir dans le fait d'une perquisition, non plus que dans la remise directe des citations aux étrangers une violation de domicile. Il rappelle que, dans d'autres pays de l'Europe où la loi a consacré expressément l'inviolabilité du domicile des citoyens, les citations ont lieu de cette manière et sont regardées comme parfaitement légales. Un motif de plus qu'on a dans son opinion de renoncer au droit et de supprimer l'usage abusif, c'est, il le répète, les garanties qu'offrent les lois indigènes elles-mêmes pour la répression des abus.

M. Longworth ne partage pas entièrement la confiance de M. Scovasso. Il persiste à croire à l'utilité de concessions partielles suffisantes pour donner aux Serbes l'espérance d'obtenir au bout d'un temps

d'épreuve, et si l'expérience acquise justifiait la mesure, l'abandon complet des Capitulations. En attendant, c'est cet intervalle d'épreuve qui rendra aussi la surveillance indispensable : une surveillance d'ailleurs qui n'impliquera pas le moindre contrôle.

M. Meroni, en déclarant ne pouvoir abandonner le principe qui assure l'inviolabilité du domicile, croit empêcher par là des conflits entre ses nationaux et les agents serbes qui seraient chargés d'une citation pour un sujet prussien, du reste il se rallie d'une manière générale à l'opinion générale que M. Longworth vient d'exprimer.

L'assemblée se prononce ensuite pour la suppression de l'article 72, relatif aux frais de justice et le maintien des articles 74, 77, 79 et 80, concernant la navigation, ainsi que celui de l'article 82, en tant qu'il n'implique pas un protectorat exclusif sur aucune religion.

Quatrième séance, 5 février 1862.

**Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.**

Cependant M. Tastu demande à apporter une restriction fort importante à l'opinion qu'il a exprimée touchant l'administration de la justice criminelle. Des informations plus complètes qu'il a prises, il résulte qu'un Code d'instruction criminelle est bien en ce moment soumis aux délibérations du Sénat de la Principauté, mais qu'il n'est point encore en vigueur. Par ce motif, et attendu que les accusés manquent ainsi des garanties indispensables à leur défense, M. le Consul général de France croit devoir se rallier temporairement à l'avis de M. le Gérant du Consulat général d'Autriche, c'est-à-dire qu'il demande le maintien de l'usage suivi jusqu'ici dans le cas de crimes commis par des étrangers, et suivant lequel ceux-ci, après instruction faite par leurs Consuls respectifs, sont renvoyés dans leur pays pour y être jugés. Il ne verrait de motif suffisant pour renoncer à ce privilège, et accepter la juridiction criminelle des tribunaux indigènes que quand, le Code d'instruction criminelle ayant été publié et mis en exercice, on aura pu constater quelles sécurités trouvent les accusés dans la loi et dans la manière dont elle est appliquée.

M. le Consul général de Russie, par les mêmes motifs, adhère à la restriction qui vient d'être faite, déclarant d'une manière générale que, toutes les fois que la loi du pays offrira des garanties convenables, il n'y a point de motif pour que les étrangers n'y soient pas soumis.

Le Consul général d'Italie maintient son principe de la confiance à donner aux lois serbes ; mais, puisque de ces lois qui existent, il est vrai, l'une, fort importante, n'est pas encore en exercice, comme M. Tastu vient de l'apprendre à l'Assemblée, il reconnaît que les accusés manquent de garanties nécessaires, et se croit obligé d'aller les

chercher là où elles se trouvent, c'est-à-dire dans le droit conventionnel ; il se rallie donc aussi à l'opinion qui veut conserver, pour le moment, la pratique des jugements criminels, telle qu'elle existe.

Les autres membres s'en tiennent aux opinions qu'ils ont exprimées, et aux considérations qu'ils ont fait valoir à l'appui.

#### Exécution des jugements.

L'exécution des jugements civils est un point passé sous silence dans les Capitulations, mais qui est d'une extrême importance puisqu'il peut anéantir, dans le fait, toute l'autorité reconnue en principe aux tribunaux indigènes : le Président propose de s'entendre sur cette matière.

M. Vassitch constate d'abord que, jusqu'ici, dans l'usage, les Consuls ont été chargés de faire exécuter les jugements rendus par les tribunaux serbes. En cas de saisie mobilière et des ventes qui en sont la suite, un délégué de la police y procède conjointement avec un employé que le Consulat général d'Autriche lui adjoint. M. Vassitch déclare ne pas se reconnaître le droit de modifier les sentences rendues par les tribunaux ; mais, en ce qui concerne l'exécution, afin de prévenir toute chance de conflit, et de s'assurer qu'il est procédé régulièrement, il croit que l'usage de procéder, de concert avec les autorités serbes, doit être conservé. Cet usage d'ailleurs, selon lui, n'est point, comme on a voulu le caractériser, un abus, mais découle du principe de l'inviolabilité du domicile des sujets autrichiens, écrit dans les Traités.

M. le Consul de Prusse, bien qu'il ne se reconnaisse pas le droit de modifier les sentences rendues par les tribunaux serbes trouve que la surveillance consulaire, sans nullement entraver la marche de la justice, est un droit auquel on ne peut pas encore renoncer.

MM. Vlangali et Tastu pensent au contraire que toute intervention de la part des Consuls dans l'exécution des jugements est inutile et doit cesser désormais.

M. Scovasso partage cette manière de voir. Il a admis le principe et en accepte toutes les conséquences, s'en remettant à la justice du pays contre laquelle, en cas d'abus, un recours légal lui est ouvert. Il pense que c'est un des points où l'autorité consulaire s'est immiscée avec le moins de fondement. En effet, il n'y a rien d'expressément formulé à cet égard dans les Capitulations ; et là où certains tribunaux ont la compétence du jugement, il est de droit commun qu'ils aient aussi celle de l'exécution de leurs sentences, si elle ne leur a été formellement enlevée ; car une exception ne se présume pas ; elle s'écrit. Il est évident, d'ailleurs, que jamais les négociateurs des Capitulations n'y auraient inscrit de pareils privilèges, si le pays avec lequel ils trai-



taient avait présenté les lois qu'offre actuellement la Serbie. Cet usage est donc surtout un de ces abus signalés et condamnés par les Plénipotentiaires de 1858, et tous les membres présents doivent avoir à cœur de ne pas laisser dire aux Serbes, que, loin de répudier la solidarité avec ceux qui ont commis ces abus, ils veulent accepter leur succession.

M. le Consul général d'Angleterre croit aussi la surveillance consulaire utile sur ce point; il regarde comme il l'a déjà dit précédemment, l'époque à partir de laquelle des concessions vont être faites aux Serbes, comme un temps d'épreuve qui permettra de juger les lois et la manière dont elles sont appliquées.

M. Tastu fait remarquer que pour les lois civiles et l'organisation judiciaire dont il s'agit ici, elles sont déjà relativement anciennes, et qu'il est permis dès à présent de se former une opinion nette sur leur valeur intrinsèque et sur la manière dont elles fonctionnent. Il ajoute que, pour lui, depuis qu'il réside à Belgrade, ayant eu plusieurs fois l'occasion d'observer de près l'administration de la justice en Serbie, il n'a eu aucun motif de s'en plaindre.

#### Vente au détail.

Un membre ayant appelé l'attention de l'assemblée sur la vente au détail que les autorités serbes auraient voulu, à diverses reprises, interdire aux étrangers, M. Longworth croit que cet objet n'est pas du ressort des Capitulations; mais qu'il est réglé par les Traités de commerce spéciaux dont il suffira de demander l'exécution pour mettre fin à la résistance des Serbes.

M. Tastu dit qu'il est à sa connaissance que le commerce au détail en boutique n'est point interdit; mais que si par vente ou détail on entend le colportage, il rappelle que partout cette sorte de commerce est soumise aux règlements de police qui déterminent la manière de l'exercer.

M. Vassitch dit qu'il ne s'agit pas seulement du règlement du colportage par la police; mais que la loi serbe interdit complètement ce droit aux étrangers.

M. Vlangali croit que cette prohibition est le résultat du peu d'autorité qu'a le Gouvernement serbe sur les étrangers et de la jalousie inspirée par la position privilégiée de ceux-ci, et qu'elle disparaîtrait avec cette dernière.

#### Position des juifs.

M. Vassitch à l'appui de l'assertion émise par lui dans la première séance que certains droits écrits dans les lois serbes, étaient parfois déniés dans la pratique appelle l'attention de l'as-

semblée sur une récente lettre du Ministre de l'Intérieur qui prescrivait à tous les juifs établis hors de Belgrade d'avoir dans les trois mois à revenir dans cette ville. Il fait ses réserves pour les juifs autrichiens que pourrait atteindre la mesure.

Postes.

M. Vassitch constate aussi que l'Autriche et la Russie, en vertu du traité de Sistow de 1784 ont le droit de tenir des postes dans l'Empire Ottoman, et déclare réserver ce droit en ce qui concerne son Gouvernement.

M. le Consul général de Russie et ses autres collègues pensent que si la poste serbe offre des garanties suffisantes, il convient de la laisser seule en possession du droit de fonctionner dans le pays.

L'assemblée ayant achevé d'entendre l'exposé des vues de ses divers membres sur les modifications dont les Capitulations seraient susceptibles dans la pratique, il est convenu qu'on fera très-prochainement au Gouvernement serbe et dans la personne du Predstavnik du Prince la déclaration collective concernant le maintien du principe de ces capitulations, qui a été ajourné par les motifs consignés au procès-verbal de la première séance.

---

**Réponse du Gouvernement serbe aux observations du Corps  
consulaire touchant les Capitulations.**

Belgrade, 1<sup>er</sup> mars 1862.

Les puissances européennes ne trouvant pas, dans l'orient musulman, des garanties suffisantes pour la sûreté des personnes et des propriétés, se sont vues obligées de chercher dans le droit conventionnel des moyens de protection en faveur de leurs nationaux.

Dans ce but ont été conclues les Capitulations qui aujourd'hui encore lient la Porte ottomane et s'appliquent de même aux pays chrétiens placés sous sa suzeraineté.

Il est tout naturel de croire, que ces Capitulations, n'auraient jamais pris place dans le droit public, si l'Empire ottoman avait possédé une législation régulière et des institutions offrant des garanties suffisantes aux sujets des puissances européennes, en les protégeant contre les abus des autorités indigènes. Car, dans cette hypothèse, aucun motif n'aurait existé de s'écarter du principe, qui est si haut inscrit dans le droit public européen.

Appréciant cette matière à ce point de vue, le Gouvernement serbe a été très-agréablement surpris en apprenant que les agents des puissances garantes à Belgrade ont reçu des instructions pour signaler à

Constantinople, après une entente commune, les articles des capitulations, qui, pour la Serbie, pourraient être modifiés dans la pratique, ou laissé tomber en désuétude. Car la Serbie étant un pays chrétien et possédant une législation basée sur les principes des législations européennes les plus avancées, offrant, par conséquent, toutes les garanties aux personnes et aux biens, chaque pouvoir y étant responsable, la voie au redressement y étant ouverte, et les abus sévèrement punis, le Gouvernement serbe a cru pouvoir saluer, dans les instructions mentionnées, un précurseur pour la suppression des privilèges, dont les étrangers jouissent, sans nécessité en Serbie, au détriment de son développement régulier et de son autorité, ainsi que d'une bonne entente entre les indigènes et les étrangers.

A la lecture des procès-verbaux qui résument les délibérations consulaires sur cette matière, le Gouvernement serbe a dû se trouver ébranlé dans son attente; car, quoique, en général, une majorité se soit prononcée en faveur de la manière de voir, l'unanimité, sur laquelle il croyait pouvoir compter, n'a pas pu se former.

La lecture des procès-verbaux démontrera jusqu'à quel point cela pourrait se justifier par les raisons alléguées.

La conférence consulaire se prononce pour la suppression du privilège qui traite du protectorat des différents rites. En effet, depuis longtemps un tel privilège est devenu inutile en Serbie, pays chrétien, où la tolérance religieuse existe comme dans tout autre pays chrétien, où le principe de la liberté des cultes est proclamé depuis longtemps, et où la loi accorde une protection égale à tous les cultes. Au surplus, la libéralité du Gouvernement serbe va bien au delà: elle fournit des secours matériels considérables à la communauté évangélique à Belgrade, et en a décrété de pareils à la communauté catholique aussi.

La conférence trouve que les privilèges maritimes ne sont pas applicables à la Serbie, mais que cependant, comme le Danube est ouvert à tous les pavillons, il serait utile de les conserver, en lisant dans la pratique le mot fleuve au lieu de celui de mer. Quoique la liberté du Danube soit consacrée par un traité récent, en vertu duquel on a élaboré les règlements pour la navigation de ce fleuve, en vue de quoi le maintien des privilèges maritimes pour le Danube pourrait être considéré comme inutile; néanmoins, le Gouvernement serbe ne peut voir aucun inconvénient dans leur maintien, parce que leurs dispositions sont déjà inscrites dans la législation serbe ou se trouvent enracinées dans le cœur et dans les mœurs du peuple serbe.

La conférence se prononce ensuite pour le maintien des articles 15, 16, 19, 20, 22 et 23. En ce qui touche l'article 22, le Gouvernement serbe pense qu'en tant que sa seconde partie pourrait soulever des doutes dans l'application pratique, il serait nécessaire de l'entendre de

manière que la succession de l'étranger doive être d'abord liquidée par les tribunaux serbes, et remise alors par le Consulat respectif pour qu'il puisse en disposer suivant les lois de son pays.

Une pareille explication de cet article serait non-seulement conforme à la manière dont on l'a jusqu'à présent entendu en Serbie, et à la pratique généralement suivie en Europe, mais d'un autre côté, en donnant aux Serbes la facilité de pouvoir toujours se faire rembourser par leurs propres tribunaux pour des créances faites aux étrangers, on leur inspirerait d'autant plus grande confiance à l'égard des étrangers.

Prenant pour base la courtoisie internationale, le Gouvernement serbe, par une loi de douane, a depuis longtemps affranchi de toute taxe des objets que les agents étrangers importent pour leurs besoins. En conséquence de quoi l'article 18 des Capitulations a déjà perdu toute valeur pratique pour la Serbie.

Le Gouvernement serbe a vu avec une satisfaction particulière, que la conférence reconnaît équitable que les indigènes au service des consuls ne soient pas exempts de l'impôt; que les étrangers, artisans ou boutiquiers, payent les taxes des corporations pour l'exercice de leur profession et autres droits spéciaux à l'exercice de leur métier ou commerce, sur le même pied que les Serbes de la même catégorie, et qu'en général les étrangers soient soumis aux taxes municipales.

Les motifs, qui ont amené la conférence à se prononcer pour une solution aussi juste, épargnent au Gouvernement serbe la tâche d'alléguer les nombreuses raisons qui parlent en sa faveur.

Par la raison que les étrangers ne jouissent pas de la faculté de posséder des biens immeubles en Serbie, la conférence se déclare pour le maintien de l'exemption de l'impôt, jusqu'à ce que les étrangers jouissent du droit de propriété en Serbie. Les graves raisons qui ont amené l'exclusion des étrangers du droit de posséder des immeubles en Serbie, sont suffisamment connues et doivent pleinement justifier cette restriction. Il ne dépend que des dispositions bienveillantes des puissances, de faire tomber les motifs qui ont amené la restriction, pour que la restriction elle-même tombât aussi.

La conférence se prononce également pour le maintien du privilège d'après lequel les consulats seuls sont compétents dans tous les procès civils et criminels entre les étrangers eux-mêmes. Quoique ceci soit aussi un privilège exorbitant eu égard au principe d'après lequel sur le territoire d'un État, ses lois et ses autorités doivent seules avoir la compétence, cependant, le Gouvernement serbe, ne cherchant dans la modification des capitulations rien de plus que de voir écarter les difficultés pratiques qu'il y rencontre, n'a à soulever aucune objection



à cet égard. Il dépendra uniquement des puissances elles-mêmes de renoncer à ce privilège, lorsqu'elles le trouveront convenable.

La juridiction civile dans les procès mixtes.

Les capitulations mettent hors de doute la compétence des tribunaux du pays dans toutes les contestations entre les indigènes et les étrangers et ne réservent aux consulats que le seul droit d'assistance. Par conséquent l'unique question qui se présente ici est celle de savoir si l'état de la législation et des tribunaux en Serbie justifierait une renonciation même à ce droit d'assistance.

Les membres de la conférence qui, en rendant justice aux lois et institutions de la Serbie, ont exprimé l'opinion d'abandonner la juridiction civile tout à fait et sans restriction aucune aux tribunaux serbes, dispensent le Gouvernement serbe de parler de la bonté de ses lois et tribunaux, et des garanties qu'ils offrent. Cependant, ceux des membres qui ne veulent faire aucune concession à cet égard, déclarent ne pouvoir renoncer à la clause des traités suivant laquelle, en cas de procès civil entre leurs nationaux et les indigènes, les citations adressées aux premiers ne peuvent leur être transmises que par l'intermédiaire des consulats, afin qu'ils soient ainsi à même de prendre connaissance des procès de leurs nationaux et de les guider de leurs conseils. Or, les Capitulations ignorent la clause dont on parle, et en outre, l'intention des puissances n'a pu nullement être de faire valoir des droits qui ne se trouvent pas même dans les Capitulations mais, au contraire, de modifier les Capitulations, elles-mêmes en tant que l'état social de la Serbie le justifierait. Quant à la facilité pour les consuls de prendre de cette manière connaissance des procès de leurs nationaux, ils peuvent y parvenir aussi bien en obligeant leurs nationaux de les informer de chaque procès qu'ils auraient, sans qu'il soit nécessaire d'affaiblir l'autorité des tribunaux serbes, en mettant le Consulat entre le tribunal et l'étranger. La souveraineté de la justice exige que ses dépositaires parlent directement et se fassent obéir avec exactitude. La considération des tribunaux et l'autorité de la justice ne peuvent que souffrir, si les tribunaux, pour s'adresser aux parties, doivent avoir recours à des agents qui ne relèvent pas d'eux et ne sont soumis à aucune responsabilité envers eux.

Juridiction criminelle.

Comme dans les procès civils mixtes, de même dans le cas d'un meurtre ou d'un autre crime commis par un étranger sur un indigène, ce sont encore les tribunaux du pays qui, d'après les Capitulations, doivent juger en présence du consul ou de ceux qui auraient été commis à cet effet par le consul. L'art. V du traité de Passarovitz, que cite M. le gérant du Consulat d'Autriche, ne contient aucune disposition qui

dans des cas pareils, attribuerait une juridiction exclusive ou quelconque aux tribunaux autrichiens. — Quant à l'article 41 des Capitulations anglaise, lequel, d'après sa traduction anglaise, donnerait dans des cas analogues aux consuls de cette nation le droit de procéder conjointement avec les autorités indigènes aux poursuites et au jugement de l'affaire, celui-ci, quand l'exactitude de sa traduction pourrait même se maintenir contre les traductions françaises différentes, et contre les dispositions de tous les autres traités antérieurs et postérieurs, n'exclurait point encore la juridiction des tribunaux du pays, mais il créerait un inconvénient plus grave, en appelant au tribunal, au lieu du drogman avec le droit d'assistance, le consul avec le droit de juger. D'ailleurs, il ne s'agit pas ici de démontrer ce qui existe d'après les Capitulations, mais ce qui est incompatible avec l'état des choses en Serbie.

Les membres de la conférence qui veulent maintenir l'intervention consulaire dans les affaires criminelles allèguent à l'appui de leur opinion qu'il ne suffit pas d'emprunter seulement les lois aux nations les plus civilisées pour avoir un pays réellement bien administré, mais qu'il faut encore des juges impartiaux, et placés par leur caractère et leur savoir à la hauteur de leur mission; ce qu'on ne peut pas dire des juges serbes; les uns doutent de la capacité actuelle des juges serbes et de l'excellence des lois qu'ils sont chargés d'appliquer, et croient que pour assurer l'exécution des lois il faudrait encore que la moralité du pays et le développement des esprits fussent au même niveau avec les lois; d'autres enfin pensent que les accusés manquent de garanties. — Sous ce rapport on paraît non-seulement avoir tenu peu de compte des efforts que la Servie ne cesse de faire pour son développement général, et des résultats qu'elle y a déjà réellement obtenus; mais on se rend, en même temps, trop injuste envers les lois serbes et les juges chargés de les appliquer. Si beaucoup de juges serbes ne brillent pas par des connaissances supérieures, ils connaissent bien tous, néanmoins, la loi positive, qui est une bonne loi, et savent l'appliquer. La vénalité, la prévarication et la partialité n'entachent point le caractère des juges serbes, et sous ce rapport le Gouvernement serbe a plutôt le droit d'être fier. — En dehors de ces conditions générales, il y a un fait positif, que l'on peut opposer à toutes les assertions susmentionnées, c'est qu'un grand nombre d'étrangers établis depuis des années en Servie, y possédant souvent des fortunes considérables et connaissant parfaitement les lois et la manière d'agir des autorités serbes, renoncent en pleine connaissance de cause à leur position privilégiée et se naturalisent pour vivre sous les lois et la juridiction serbe.

Un membre de la conférence ne pense pas utile de renoncer à la juridiction consulaire parce qu'il ne voit aucun empêchement aux progrès de la Servie dans l'existence de la juridiction consulaire, celle-ci

n'étant qu'une juridiction spéciale comme il s'en trouve de pareilles dans les pays les plus civilisés sans qu'ils se plaignent d'y trouver un obstacle à leur progrès. A ceci on peut opposer qu'il n'y a certes aucune analogie entre la juridiction consulaire telle qu'elle est aujourd'hui en Orient, et celle des Etats européens à laquelle on veut la comparer. Il suffirait, à cet effet, de se demander, quel est le pays européen dans lequel, à côté de ses lois et de ses autorités seraient en vigueur des lois et des autorités étrangères, où les autorités du pays dans l'accomplissement de leur devoir et en faisant respecter la volonté de la loi, seraient assujetties à un contrôle étranger où enfin, des milliers d'étrangers feraient valoir à chaque instant leur position privilégiée en contestant la compétence des autorités et l'efficacité des lois nationales à leur égard!

Afin de constater l'état positif de la législation en Serbie, il est nécessaire de remarquer qu'une procédure criminelle, basée sur des lois ou instructions spéciales, y existe depuis longtemps et qu'elle contient les garanties nécessaires dans l'intérêt des accusés. Mais, comme il a été reconnu utile d'élaborer un code formel de procédure criminelle, en y introduisant toutes les améliorations recommandées par l'expérience, et rendues nécessaires par le développement de la société et les perfectionnements introduits dans les autres branches de la législation, — un projet de code réunissant toutes ces conditions a été rédigé et se trouve en ce moment soumis aux délibérations du Sénat.

Dans tous les cas le Gouvernement serbe est prêt à se rendre au désir exprimé par la conférence et d'étendre aux étrangers les dispositions de la loi qui exempte des coups de bâton certaines catégories de Serbes.

#### Domicile.

S'il devait suffire pour l'inviolabilité et la sécurité du domicile que la loi en interdît et punit toute entrée faite en opposition aux prescriptions de la loi, le Gouvernement serbe pourrait attendre avec confiance à voir tomber le lourd privilège qui existe à cet égard. D'ailleurs les perquisitions domiciliaires sont excessivement rares en Serbie, et il n'y a certes aucun motif de s'en plaindre contre les autorités serbes.

#### Exécution des jugements.

Il doit être reconnu que dans tous les cas où les Capitulations n'ont pas expressément réservé des privilèges en faveur des étrangers en apportant des restrictions à l'exercice de la juridiction indigène, la compétence des tribunaux du pays est de droit et de rigueur. C'est un principe qui se trouve consacré par les traités eux-mêmes. Ainsi, par exemple, le traité conclu entre la Russie et la Porte en 1783 porte en son Art. II, que les sujets des deux parties seront obligés certainement de se conformer aux droits et règlements des Etats des deux Empires,

dans lesquels ils se trouveront, dans tous les cas au sujet desquels il n'aura pas été fait de règlement à part dans ce traité de commerce !

Or, les Capitulations passent tout à fait sous silence l'exécution des jugements rendus par les tribunaux du pays, et par cela même reconnaissent ce droit aux autorités indigènes. Ceci est tout naturel : la juridiction indigène existe et la loi est exécutoire là seulement où le tribunal qui a rendu la sentence a le droit de l'exécuter.

Quelques membres de la conférence pensent que ni l'immixtion des consulats dans les transmissions des citations, ni leur intervention dans l'exécution des jugements, ne peuvent être qualifiées d'abus, mais qu'il faut chercher leur source légale dans l'inviolabilité du domicile. Ils trouvent, en outre, leur maintien nécessaire pour éviter les conflits qui pourraient se produire entre les agents de l'autorité serbe et les étrangers, si les premiers s'adressaient directement aux étrangers.

Il est bien difficile à déduire de l'inviolabilité du domicile le droit d'intervenir dans l'exécution des jugements et la transmission des citations ou à mettre en rapport direct ces opérations de la justice avec l'inviolabilité du domicile. Car sous quel titre plus légal l'autorité peut-elle entrer dans la maison d'un citoyen, que par ordre d'un tribunal et tenant à la main une sentence rendue en vertu de la loi ? Pour ce qui regarde la crainte de prévenir les conflits qui pourraient survenir entre les étrangers et les agents serbes chargés de les assigner ou d'exécuter les jugements rendus contre eux, il suffit d'invoquer l'expérience du passé pour démontrer combien toute crainte à cet égard est peu fondée et combien les conflits sont difficiles, même alors qu'on ordonne expressément aux étrangers (comme cela s'est fait à plusieurs reprises) de ne recevoir rien directement des autorités serbes, de n'obéir point à leurs ordres directs, ni de donner suite à leurs appels. Les intéressés comprennent facilement combien il serait grave pour eux de se mettre en opposition directe avec les agents de l'autorité qui viennent au nom de la loi exécuter les décisions légales des tribunaux et d'assumer les conséquences d'une pareille opposition.

#### Vente au détail.

Les étrangers comme les Serbes peuvent se livrer à toute sorte de commerce. On en trouvera la meilleure preuve dans le grand nombre d'étrangers établis comme boutiquiers à Belgrade et dans l'intérieur du pays. Les prohibitions qui ont pu avoir lieu de la part des autorités serbes, ont été dictées par les refus des étrangers de remplir à l'égal des Serbes eux-mêmes, les formalités requises, et de se conformer aux lois qui règlent les diverses occupations.

Le colportage est interdit par la loi à tout le monde, et aux étrangers par conséquent aussi.



## Position des juifs.

M. Vassitch, gérant du consulat général d'Autriche, à l'appui de l'assertion émise par lui dans la première séance que certains droits écrits dans les lois serbes étaient parfois déniés dans la pratique, a appelé l'attention de la conférence sur une lettre récente du Ministre des finances (citée par erreur comme provenant du Ministre de l'intérieur) qui prescrit aux juifs établis hors de Belgrade, d'avoir dans les trois mois à revenir dans cette ville; M. Vassitch a dû être mal informé; c'est la loi elle-même qui a réglé la position des juifs, et la lettre du Ministre des finances n'est que l'exécution de la loi.

## Postes.

Constatant que l'Autriche et la Russie, en vertu du traité de Sistow de 1784, ont le droit de tenir des postes dans l'empire ottoman, M. Vassitch déclare réserver ce droit en ce qui concerne son Gouvernement.

Quiconque connaît de près la poste serbe, lui rendra justice qu'elle offre toutes les garanties qu'offrent les postes bien organisées, et qu'elle est digne d'une confiance générale. D'ailleurs, les traités ne donnent à aucune poste étrangère le droit de fonctionner pour le besoin du public en concurrence avec la poste du pays. Pour le prouver, il suffit de citer les traités que l'Autriche a conclus à cet égard avec la Porte ottomane. L'article 13 du traité de Sistow de 1791 (car on ignore un traité de Sistow de 1784), en se basant sur les articles 17 du traité de Carlowitz de 1699, et 21 du traité de Belgrade de 1739, qui accordent au Ministre de l'Autriche à Constantinople, le droit d'envoyer à Vienne et d'en recevoir des courriers, dit : « Comme plusieurs de leurs courriers ont été dépouillés avant la guerre, la Sublime Porte ottomane non-seulement ne négligera aucun moyen qui puisse procurer le dédommagement des effets déprédés, mais elle prendra aussi les mesures les plus efficaces et les plus solides, afin que ces courriers puissent désormais aller et venir avec toute sûreté et protection. »

Peut-on en déduire un droit de tenir des postes *en Serbie*?

En concluant, le Gouvernement serbe croit pouvoir s'abandonner entièrement à l'espoir, que les Puissances, prenant en considération l'état de la Serbie, tel qu'il est véritablement, voudront bien cesser de faire valoir dans un pays chrétien, pourvu d'une législation et d'une organisation européenne, les privilèges adaptés à des pays non-chrétiens, afin que de cette manière la lettre des capitulations cesse d'être dorénavant en Serbie en opposition avec leur esprit. Le Gouvernement serbe croit pouvoir d'autant plus compter sur une décision favorable qu'elle doit venir des Puissances, lesquelles, en couvrant de leur garantie la position acquise à la Serbie, voudront bien lui donner, en

cette occasion aussi, les preuves de leur bienveillance et de leur encouragement dans ses efforts infatigables pour le progrès et le développement de la Principauté.

---

DOCUMENTS RELATIFS AUX PROPRIÉTÉS DES MUSULMANS  
HORS DES FORTERESSES.

**Note de M. Ristitch, chargé d'affaires de Serbie à Constantinople,  
à Aali-Pacha, ministre des affaires étrangères.**

Constantinople, le 4/16 décembre 1861.

Le Gouvernement impérial a, dans diverses occasions, proposé la création d'une commission mixte chargée d'évaluer les propriétés musulmanes situées hors des forteresses en Serbie, et récemment encore il a renouvelé la même résolution dans ses réponses aux mémoires de M. Garachanine, délégué spécial de S. A. S. le prince de Serbie.

Le Gouvernement princier a appris avec une satisfaction très-sensible combien la Sublime Porte désire elle-même que cette commission mixte soit instituée *immédiatement*, et il a reconnu en conséquence, dans cette résolution, *ainsi exprimée*, une manifestation des tendances du Gouvernement impérial à faire droit aux réclamations réitérées de la Principauté.

C'est sous l'empire de ces sentiments que le délégué du Prince eut l'honneur de notifier à Votre Altesse son adhésion à la résolution de la Sublime Porte. C'est encore avec la perspective d'une réalisation prochaine que le Gouvernement princier a fait connaître au peuple serbe ce résultat de la mission confiée à M. Garachanine. Votre Altesse comprend aisément avec quelle impatience toute la Serbie attend la mise à exécution de la mesure ainsi convenue. Le Gouvernement princier, de son côté, ne saurait ce qui s'oppose à la nomination et à l'entrée en fonction des commissaires à désigner par les deux parties. Par cette raison, il me charge de prier Votre Altesse de vouloir bien prendre les dispositions nécessaires pour la nomination du commissaire ottoman, afin que, par son entente avec celui de la Serbie, cette question obtienne une solution satisfaisante.

J'ose espérer que Votre Altesse daignera accueillir cette démarche avec la bienveillance qui lui est habituelle, et n'y voir que le désir légitime de la Serbie d'obtenir enfin la jouissance d'un droit qui lui est acquis par les termes des hatts impériaux.

Je suis heureux, Altesse, de pouvoir profiter de cette occasion, etc.

*Signé : RISTITCH, m. p.*

---

**Note de M. Ristitch, chargé d'affaires serbe à Constantinople,  
à Aali-Pacha, ministre des affaires étrangères.**

Constantinople, 23 mars = 4 avril 1862.

Altesse,

La navigation du Danube venant d'être réouverte et la saison où nous sommes entrés étant la plus favorable pour l'examen sur les lieux mêmes de toutes les circonstances accessoires qui pourront s'offrir à la commission mixte chargée de régler la question des musulmans résidant en Serbie en dehors des forteresses, le Gouvernement princier, jaloux d'arriver au règlement d'une question qui a déjà souffert tant de longueurs, m'a envoyé l'ordre de rappeler à Votre Altesse les desirs itérativement exprimés par la Sublime-Porte de voir résoudre cette question, et dont Votre Altesse elle-même a bien voulu, en suite de ma démarche du 4/16 décembre de l'année passée, me donner une dernière preuve en m'apprenant que le commissaire impérial est déjà désigné dans la personne de l'honorable Saïd-Effendi, chef du bureau de traduction.

J'ose espérer que le Gouvernement de Sa Majesté Impériale reconnaîtra les avantages qu'il y aurait à profiter des circonstances ci-dessus relatées, et je prie Votre Altesse de vouloir bien m'informer en temps utile des ordres qui auront été donnés au commissaire impérial en vue de son départ pour la Serbie.

Je saisis cette occasion, etc.

*Signé : J. RISTITCH. m. p.*

---

DOCUMENTS RELATIFS AUX ÉVÉNEMENTS DE BELGRADE.

**Convention entre M. Garachanin et le gouverneur  
de Belgrade, du 16 juin 1862.**

Voir *Archives de 1863*, T. I, p. 234.

---

**Protestation des consuls contre le bombardement  
de Belgrade.**

Le pacha gouverneur de Belgrade ayant donné l'ordre de bombarder la ville sans avertissement préalable, et après, il est vrai, avoir convoqué le corps consulaire, mais sans l'avoir entendu, et lorsque tout le monde avait le droit de se reposer sur la convention passée avec le Gouvernement serbe en la présence de tous les membres du corps

consulaire, les soussignés laissent sur lui la responsabilité d'un acte aussi contraire aux principes du droit des gens, et après avoir protesté de la manière la plus formelle, ils ne peuvent désormais qu'attendre dans la ville bombardée le sort qui peut atteindre leurs nationaux, jusqu'au moment où les ordres de leurs Gouvernements leur parviendront.

*Signé : LANGWORTH, TASTU, VLANGALI, MÉRONI.*

Belgrade, le 17 juin 1862.

#### **Mémoire serbe sur les événements de Belgrade.**

Les représentants des puissances garantes connaissent les incidents regrettables qui, dans ce dernier temps, ont donné lieu à de fréquents conflits entre les Turcs et les Serbes à Belgrade. Tout en regrettant de ne pas trouver dans le gouverneur de la citadelle un concours suffisant pour le maintien de la tranquillité publique, le gouvernement serbe attendait patiemment l'arrivée d'Ali-Bey, commissaire désigné de la Sublime-Porte, lorsque, dans la soirée du 3/15 juin, survinrent des scènes de massacre qui ont frappé de stupeur le Gouvernement ainsi que la population. Le soussigné, président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères, s'abstiendra ici d'entrer dans les détails de ce conflit sanglant; ces détails sont en partie connus à MM. les représentants des puissances garantes, à la bienveillante intervention desquels on est redevable de ce que ce conflit n'ait pas produit de plus grands malheurs, le soussigné aura d'ailleurs l'honneur de remettre sous peu à MM. les représentants un résumé historique<sup>1</sup> dans lequel le conflit du 3/15 sera relaté d'une manière complète.

Mais à peine les scènes du 3/15 juin étaient-elles terminées, le Gouvernement serbe s'étant, dans la journée du 4/16, exclusivement consacré à rétablir et à assurer l'ordre, que déjà le 5/17 il a été réservé à cette malheureuse ville d'éprouver combien peu on a dû se fier aux engagements des pachas commandant dans la citadelle, engagements positifs, pris à la suite de l'intervention et en présence même de MM. les représentants. En effet, vers neuf heures du matin de la journée du 5/17, sans aucun motif, sans aucun avertissement préalable, la ville de Belgrade, sur un ordre du pacha, fut bombardée; le bombardement continua pendant quatre heures et demie, et la terreur et la désolation dont la population de la ville fut frappée se répandirent bientôt dans le pays tout entier.

1. Ce résumé historique sera publié dans une des prochaines livraisons.



MM. les représentants des Puissances garantes ont été heureusement eux-mêmes témoins du calme qui régnait déjà dans la ville et de la confiance à laquelle tout le monde se livrait, lorsque cette agression injustifiable, sans exemple dans l'histoire, vint semer l'épouvante dans la population. Mieux que personne, ils peuvent envisager les conséquences funestes du coup qui a été porté au commerce, à l'industrie et au progrès de cette ville, naguère prospère et heureuse. Ils sont en état de prononcer si, après un pareil désastre, on peut encore espérer le retour de la confiance et le rétablissement du crédit et de la sécurité; si l'on peut s'attendre à ce que des personnes obligées de chercher déjà une fois leur salut dans la fuite, après avoir abandonné leurs maisons, leurs biens, tout le fruit de leurs travaux, puissent de nouveau retourner sous la bouche de ces mêmes canons de la citadelle; si des capitalistes indigènes et étrangers voudront une seconde fois exposer leur existence et leur fortune à de tels dangers, sachant que la volonté, un caprice même du commandant de la citadelle, peut mettre la ville à feu et à sang. C'est avec un sentiment de profonde douleur que le gouvernement serbe envisage le sort qui a atteint la ville de Belgrade, dont sont également menacées toutes les villes qui se trouvent dans le même cas, placées sous des canons turcs et la situation générale qui en résulte finalement pour toute la Serbie, exposée ainsi à être frappée et arrêtée dans son existence pacifique et ses tendances civilisatrices, privée des conditions de paix et de sécurité qui sont indispensables au bien-être et à la prospérité de tout pays.

En présence d'une expérience aussi cruelle et des dangers qui se trouvent démontrés d'une manière aussi irrécusable, Son Altesse sérénissime le prince a l'espoir que la Sublime-Porte et les puissances garantes, qui ont déjà donné à la Serbie tant de preuves de leur haute bienveillance et de leur constant intérêt, ne pourront pas, dans leur sagesse, laisser sans remède un état de choses aussi désespérant, ruineux pour la Serbie et qui, en se prolongeant, s'aggrave tous les jours de plus en plus. Profondément reconnaissant pour les mesures auxquelles la Serbie est redevable d'avoir vu le feu destructif s'arrêter, le prince remplit un devoir impérieux en faisant un appel particulier à la sagesse et à la bienveillance de la Sublime-Porte et des Puissances garantes en faveur d'une solution prompte, qui soit capable de rendre impossible le retour de pareilles calamités.

Le soussigné s'acquitte des ordres du prince en adressant cette communication à MM. les représentants des Puissances garantes, et en les priant de vouloir bien la faire parvenir à leurs gouvernements respectifs. Le soussigné est chargé en même temps par Son Altesse d'invoquer le concours éclairé et bienveillant de MM. les représentants en faveur de cette œuvre de paix et d'humanité, et de les prier avec

instance de vouloir bien coopérer de leur part à l'adoption des arrangements devenus indispensables pour ramener le calme et la sécurité, et qui, rendant impossible le retour de pareilles complications, garantiraient au pays les bienfaits de l'ordre et de la paix, et préserveraient ainsi la Serbie de tout trouble et de toute atteinte ultérieurs.

Le soussigné est heureux de pouvoir à cette occasion renouveler à MM les représentants des Puissances garantes l'assurance de sa considération la plus distinguée.

Belgrade, le 18/30 juin 1862.

*Signé:* GARACHANIN.

---

**Circulaire adressée par le Grand-Vizir aux gouverneurs des provinces et districts voisins de la Serbie en juin 1862.**

Des troubles suscités dans les faubourgs de Belgrade par quelques Serbes appartenant au bas peuple, au milieu d'une population mixte de musulmans et de chrétiens qui, de tout temps, ont vécu en bonne intelligence, viennent d'obliger les premiers à se retirer dans la forteresse pour y pourvoir à leur sûreté.

Cet état de choses était aussi contraire à la volonté de la Sublime-Porte qu'en désaccord avec les sentiments du Gouvernement serbe, et, grâce à Dieu, les efforts tentés ont eu pour résultat de mettre fin aux désordres. En même temps, Son Excellence Ahmet-Véfik-Effendi, président de la cour des comptes, a été envoyé sur les lieux en mission spéciale pour établir une enquête sur les événements et mettre en œuvre les moyens nécessaires au rétablissement définitif de l'ordre.

Je n'ai pas besoin de vous dire que la nation serbe est depuis des siècles l'objet de la sollicitude du gouvernement impérial et qu'elle a toujours fait preuve de fidélité envers lui. Elle sait par expérience que le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan est décidé à maintenir dans leur intégrité les privilèges qu'il lui a accordés, et il est hors de doute que la nation entière désapprouvera les menées de quelques fauteurs de troubles. Ces individus travaillent, en outre, à inspirer, d'un côté, le soupçon et la méfiance aux Serbes, et, de l'autre, à tromper les populations voisines sur les sentiments de ce peuple, en attribuant au Gouvernement des projets d'attaque contre la Serbie, et en annonçant je ne sais quels événements dans l'avenir.

Le Gouvernement impérial s'est constamment attaché à préserver de toute atteinte les privilèges accordés au peuple serbe, de la même manière qu'il a maintenu ses propres droits. Il ne veut pas dépasser les limites qu'il a assignées à la Serbie, et il punira sévèrement qui-

conque oserait le faire à l'abri de son nom ; de même si, de l'autre côté, quelques bandits franchissent les lignes de démarcation, ils seraient sûrs de recevoir la punition qu'ils auraient méritée.

Sa Majesté Impériale n'a rien de plus à cœur que le maintien de la sécurité et de la tranquillité de toutes les classes de ses sujets. Animé de ces intentions bienveillantes, le Gouvernement impérial a adopté tous les moyens propres à rendre la confiance à ceux qui s'occupent paisiblement de leurs affaires et à assurer leur repos. Les troupes qui se trouvent actuellement dans ces contrées n'ont d'autre mission que de réprimer toute tentative de violence de la part des perturbateurs de l'ordre, et de maintenir la tranquillité dans le pays.

Je viens donc vous recommander, par ordre de Sa Majesté le Sultan, de consacrer vos efforts à bien faire comprendre aux populations qu'elles peuvent se tenir dans une parfaite sécurité, et qu'elles ne doivent accorder aucune foi aux bruits mensongers que les ennemis de l'ordre répandent sur le compte de la Serbie. Vous aurez également à veiller au maintien de la tranquillité publique, conformément à votre mission et à vos sentiments de patriotisme.

FUAD PACHA.

**Protestation de M. Garaschanin, ministre des affaires étrangères,  
contre les actes du commandant tare de Chabatz.**

Belgrade, le 8 juillet 1862.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-incluse la traduction d'un télégramme que le Ministre de l'intérieur vient de recevoir du Préfet de Chabatz. Les faits reproduits dans ce télégramme parlent d'eux-mêmes ; je m'abstiens d'y ajouter aucun commentaire. J'ai l'honneur de vous prier seulement, Monsieur, de vouloir bien juger quelle position nous est faite par une telle conduite de l'autorité turque.

Agréez, etc.

*Signé :* GARASCHANIN.

*Le préfet de Chabatz au ministre de l'intérieur.*

Le commandant de cette forteresse a défendu hier à une barque serbe chargée de tuiles le passage par la Save devant la forteresse, les sentinelles ayant déclaré qu'on tirerait si la barque ne s'éloignait pas. Il défend aussi l'accès de la forteresse aux commerçants qui ont des réclamations à faire valoir auprès de l'autorité turque ou des affaires de commerce à régler. Il ne laisse plus entrer non plus les employés de la préfecture qui sont chargés de communications officielles pour lui.

J'ai réussi à obtenir de lui une entrevue, et comme il n'a su alléguer aucun motif pour justifier une pareille conduite, j'ai demandé la réouverture immédiate des communications par eau et par terre, en lui disant que son refus me forcerait de défendre de mon côté aux Turcs l'accès de la ville. Il m'a promis une réponse pour demain dix heures du matin ; cette conduite de l'autorité turque cause beaucoup d'inquiétude dans notre public.

---

**Protestation de M. Garaschanin contre l'envoi d'un bâtiment de guerre turc à Belgrade.**

Belgrade, le 8 juillet 1862.

Monsieur, un télégramme nous ayant signalé, il y a trois jours, l'apparition dans le Danube, le long de la rive serbe, d'un bateau à vapeur de guerre ottoman, le Gouvernement serbe a chargé son Agent à Constantinople de s'informer de la destination de ce bâtiment. S. A. Aali-Pacha a annoncé à l'Agent serbe que ce bâtiment de guerre allait se mettre à la disposition de la forteresse de Belgrade.

Le Gouvernement serbe considère l'introduction et le stationnement dans les eaux serbes d'un bâtiment de guerre ottoman comme attentatoire aux droits de la Serbie. Les traités ayant stipulé que les forces armées turques ne pourront résider en Serbie que dans les forteresses, cette introduction en Serbie d'une force flottante constitue évidemment aussi une atteinte aux traités.

Je crois de mon devoir de vous prier, monsieur le baron, de vouloir bien appeler l'attention de votre haut Gouvernement sur cette nouvelle atteinte portée aux droits de la Serbie garantis par les traités.

Veillez, etc.

*Signé : GARASCHANIN.*

---

**Lettre du prince Michel Obrenovitsch, au comte Russell.**

Belgrade, le 9 juillet 1862.

Milord, le Gouvernement de S. M. la Reine n'ignore pas la violence et l'agression dont le peuple serbe a été récemment victime. A une époque où mes fonctionnaires faisaient tous les efforts en leur pouvoir pour maintenir l'ordre et assurer la tranquillité publique, un bombardement sans exemple dans l'histoire, au mépris de toutes les lois divines et humaines, sans aucun avertissement, sans aucun motif (comme le corps consulaire a dû en convenir), a jeté la terreur dans la population et a transformé la capitale de mon pays, le centre du commerce et de la richesse de toute la Serbie, en une ville déserte et ruinée.



Le fruit de tant de travail, les fortunes de milliers de familles ont été détruites et perdues; une cité jusqu'ici prospère a été ramenée de vingt ans en arrière, et Dieu seul sait quand et comment il sera possible de réparer le mal terrible qui nous a été fait au milieu d'une paix profonde, alors que, sur la foi des traités et sous la garantie des puissances européennes, nous nous croyions en parfaite sécurité.

Conformément, Milord, à tous les principes de la bonne foi, je n'ai pas hésité à réprimer l'enthousiasme naturel de mon peuple pour ses frères de l'Herzégovine et de la Bosnie, et même à faire des sacrifices douloureux à mon cœur, dans le seul but de ne pas manquer à mes devoirs de fidélité envers le suzerain et d'empêcher des complications et des désastres ultérieurs.

En agissant ainsi, Milord, j'étais loin de penser que la ruine de la ville de Belgrade et les lamentables conséquences qui en résultent seraient la récompense d'une telle conduite.

Je prie Votre Seigneurie de juger elle-même s'il est possible à la Servie de se résigner à un sort si désespéré.

Le Gouvernement de S. M. la Reine peut-il laisser le pays en proie à une continuelle terreur, à la merci du moindre accident ou même simplement du hasard? Peut-il surtout laisser mettre à néant l'œuvre d'humanité et de civilisation que jusqu'à présent, de concert avec les autres Puissances, il a garantie et encouragée en Servie?

Je craindrais d'abuser de votre attention, Milord, en soumettant à votre examen tout ce que j'ai à dire sur cet important sujet. Le Gouvernement de Sa Majesté est instruit de mes réclamations. Je me borne donc ici à adresser un appel spécial aux sentiments de Votre Seigneurie en faveur de mes justes plaintes, et à prier, par votre intermédiaire, le Gouvernement de Sa Majesté de ne pas refuser à la Servie, dans ce danger extrême, sa puissante assistance.

La sécurité, la paix et le bonheur de 1 million d'habitants dépendent des arrangements que le Gouvernement de la Grande-Bretagne est appelé à prendre en commun avec la Sublime-Porte et les puissances garantes pour défendre la Servie et la paix générale de l'empire ottoman contre de telles catastrophes.

En suppliant instamment Votre Seigneurie d'accorder votre puissant appui à la cause de mon pays, je vous prie d'agréer, etc.

*Signé : M. W. OBRENOVITSCH.*

#### Réponse du comte Russell au prince Michel Obrenovitsch.

Foreign-Office, le 23 juillet 1862.

Prince, le Gouvernement de S. M. la Reine a appris avec un grand regret les événements qui viennent d'avoir lieu à Belgrade.

Il paraît qu'une attaque a été faite par les Serbes contre les portes de la ville occupées par les Turcs, en vertu d'un ancien usage et de récents traités, spécialement du traité de Paris de 1856.

Deux de ces portes ont été emportées d'assaut; les Consuls ont persuadé aux Turcs d'évacuer les deux autres portes, c'est-à-dire quatre en tout, mais les résidents turcs n'eurent pas plus tôt quitté leurs demeures que ces demeures furent pillées par une populace désordonnée.

Les autorités serbes n'ont offert aucune compensation pour ce pillage, et le lendemain on a tiré des coups de fusil contre la garnison de la citadelle.

Dans cette occurrence, le pacha a pris l'alarme, et, agissant, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, d'une manière à la fois peu judicieuse et injustifiable, il a bombardé la ville pendant quatre heures d'une manière intermittente. Il n'est pas étonnant que la panique se soit emparée des habitants paisibles et qu'ils aient quitté la ville.

Mais autant que le Gouvernement de Sa Majesté a été informé, ces événements lamentables ont eu leur origine dans la violation par les Serbes des relations établies par les traités entre la Sublime-Porte et la Servie.

Votre Altesse se glorifie de n'avoir pas pris part à l'insurrection de l'Herzégovine. Votre Altesse, en effet, mérite des éloges pour avoir fait preuve en cette occasion de respect pour les obligations qu'impose la bonne foi.

Si Votre Altesse veut, dans le même esprit, se conformer aux devoirs qui lui sont imposés par les traités européens, le Gouvernement de Sa Majesté usera très-volontiers de son influence auprès de la Sublime-Porte, pour l'amélioration de la condition d'un million de Serbes, au bien-être desquels S. M. la Reine prend le plus vif intérêt.

Mais tant que des personnes malintentionnées réussiront à entraîner Votre Altesse à des mesures de défiance et de violence, en violation flagrante et au mépris des traités solennels, il est impossible que le Gouvernement de Sa Majesté demande au Sultan de donner à ses ennemis les moyens d'ébranler la sécurité de son empire.

Je suis, etc.

*Signé : RUSSELL.*

**Mémoire de la Sublime-Porte sur les derniers événements  
de la Serbie.**

Fin juillet 1862.

La Sublime-Porte, toujours et sincèrement bienveillante pour la nation serbienne, désirant vivre avec elle dans les meilleurs rapports,

et espérant encore y parvenir, est péniblement affectée d'être obligée d'exposer dans toute leur étendue les faits qui ont amené les événements récents. Appelé à fournir tous les éclaircissements à MM. les représentants des Puissances garantes réunis en conférence, il est du devoir du gouvernement impérial de faire un récit fidèle et circonstancié des incidents qui ont précédé ces regrettables événements. Ce récit fera connaître les vrais motifs et le principal mobile de la conduite réciproque des autorités de la citadelle et de celles de la Serbie. Les auteurs des derniers troubles méditaient de gagner par un coup de main victorieux ce qu'ils voulaient obtenir, ou, si l'on venait à succomber dans la lutte, exciter par cela même la commisération générale, qui aurait disposé en leur faveur l'opinion publique. Ce plan, depuis longtemps conçu et combiné, avait besoin, pour être mis à exécution, de quelque prétexte. On le cherchait dans toute sorte de provocations. Les assassinats, les insultes contre nos soldats et les habitants musulmans, avaient été mis à l'ordre du jour. Désespérés de ne pouvoir amener le résultat qu'on poursuivait, c'est-à-dire de l'attitude calme et résignée, tant des troupes de la garnison que des habitants turcs, les auteurs en question ont fini par frapper le coup qu'ils se proposaient.

Les détails des faits qui vont être relatés démontreront l'exactitude de cette assertion : mais avant d'y entrer, il semble nécessaire de jeter un coup d'œil rapide sur les droits et les obligations mutuels, sur la série des violations commises contre ces obligations, sur la politique que le prince Michel a suivie vis-à-vis de la Puissance suzeraine et sur la manière dont les deux populations vivaient ensemble jusqu'à ces derniers temps. L'on connaît les actes qui constituent la principauté de Serbie ; les droits et les devoirs de chacun y sont clairement spécifiés. La simple comparaison de la teneur de ces actes avec ce qui existe aujourd'hui suffira pour prouver de quel côté ils ont été méconnus. En vertu d'une des dispositions de l'acte constitutif, les musulmans ne doivent habiter que le faubourg de Belgrade, ou plutôt le rayon commandé par la forteresse, au moyen de fossés et d'ouvrages qui l'entourent *ab antiquo*. On a réservé aux Serbes la faculté d'habiter et de faire le commerce dans cette ville musulmane et interdit aux Turcs de bâtir hors de la ville de Belgrade ; on a arrêté également que les musulmans ne relèveraient que de l'autorité directe du mukafiz, de façon que la citadelle avec le faubourg restent une propriété absolue du Gouvernement ottoman, et que les autorités serbes de Belgrade n'ont aucun droit de s'ingérer dans la police des musulmans résidant dans le faubourg, et encore moins de la garnison de la forteresse ; dans ces conditions, l'achat et la vente des propriétés entre les Turcs et les Serbes sont tolérés. C'est cet état de choses qui a reçu, en 1856, la sanction solennelle des puissances signataires du traité de Paris. Un

examen consciencieux de la position de la forteresse et du faubourg prouvera aussi que cet arrangement n'a été adopté dans le temps que par une nécessité absolue, et que la dénomination du faubourg n'est pas même applicable à la partie dont il s'agit. Le faubourg, c'est la partie d'une ville qui est au delà de ses portes et de son enceinte. Or, la partie de la ville de Belgrade à laquelle on donne abusivement ce nom, n'est, en réalité, que le rayon sans lequel aucune forteresse ne peut exister.

Voilà, en résumé, les obligations et les droits réciproques dans la question spéciale du faubourg de Belgrade.

Quant aux violations dont il a été parlé plus haut, elles sont d'une nature générale et embrassent tout l'ensemble des rapports entre suzerain et vassal. Il est impossible de ne pas classer à la tête de cette catégorie une quantité de mesures qui, tout en violant le *statu quo* garanti, dénotaient des intentions de plus en plus hostiles à l'égard de la Sublime-Porte. La plupart des lois et règlements qu'on a fait voter à la dernière assemblée générale, et parmi ces lois, l'institution d'une milice composée de 90 000 hommes environ; la déclaration qui réserve au prince seul de représenter la Serbie à l'étranger et de conclure des traités et des conventions; les préparatifs qui n'ont point discontinué depuis deux ans, l'entretien des réfugiés qui ont fait de la Serbie un foyer d'intrigues révolutionnaires, intrigues soutenues et encouragées par les journaux officiels et semi-officiels à Belgrade, sous les yeux de l'administration princière, sont autant de preuves à l'appui de ce qui vient d'être avancé. Les augustes alliés de S. M. le sultan connaissent la modération et même la patience que la Sublime-Porte s'est imposée dans ces occurrences. Elle savait comme tout le monde que la Serbie n'avait pas besoin d'une armée de 100 000 hommes pour le maintien de l'ordre intérieur, qui n'avait jamais été troublé, et que, s'il venait à l'être, le quart de cette force aurait suffi à le rétablir. Une pareille allégation ne pourrait être prise au sérieux. De cette façon, une constitution promulguée par un hatt impérial, et garantie par les puissances garantes, a subi des changements fondamentaux, sans que ni suzerain ni garants en fussent avertis ou consultés.

Les protestations réitérées de la Sublime-Porte, les conseils des Puissances, sont restés infructueux, et, non contents de ces illégalités, on a eu recours à d'autres empiétements contre lesquels le Gouvernement de S. M. le sultan n'a cessé de protester. Dans le faubourg même de Belgrade, où l'administration serbienne n'avait ni besoin ni droit d'entretenir qu'un petit nombre d'agents de police, elle a organisé, sous la dénomination de gendarmerie, un corps composé de plusieurs centaines d'hommes, choisis parmi tout ce que la Serbie pouvait renfermer de mauvais sujets, des individus réfugiés dans la principauté



par suite des crimes commis dans les autres parties de l'empire. Les faits qu'on va voir plus bas ne manqueront pas de montrer combien ont été justes et fondées les plaintes des autorités ottomanes et comme le Gouvernement du prince Michel doit être tenu responsable des atrocités que ses soit-disant agents de police ont commises. Dès la fin de janvier de l'année courante, on élève le nombre de ces gendarmes de quarante à trois cents. On ajoute cent nouveaux pandours à ceux qui existaient déjà, et on commence à les faire circuler dans les quartiers musulmans en guise de patrouille sous prétexte de maintenir le bon ordre, qui n'avait pas été un seul instant troublé. En vain, les autorités ottomanes réclament-elles contre une telle mesure, dont le résultat ne pouvait être autre que des conflits sérieux. En vain cherchent-elles à convaincre le Gouvernement princier de l'inutilité, du danger et de l'illégalité de cette innovation; elles ne rencontrent de la part de ce Gouvernement qu'une résistance invincible.

Pour ce qui est de la manière dont les deux populations ont vécu ensemble jusqu'aux derniers temps, on n'aura qu'à s'adresser, à cet effet, aux témoignages des hommes honorables de la Serbie. M. Garachanin, qui en est un au plus haut degré, disait naguère que, depuis vingt ans, il n'y avait eu que deux rixes et un homme tué. Donc, ces deux populations n'ont jamais eu à se plaindre l'une de l'autre, et la partie saine de la nation serbe qui a toute la sympathie de la Sublime-Porte, et qui compose l'immense majorité de cette intéressante nation, confirmerait ce fait si son témoignage était requis.

Malgré tout cela, malgré ses droits légitimes de repousser l'ingérance de la police serbe, la Sublime-Porte a poussé l'esprit de conciliation jusqu'à proposer à M. Garachanin lui-même, quand il a été à Constantinople, d'instituer à Belgrade un conseil mixte permanent chargé de la haute direction de la police de Belgrade et de l'instruction de tous les procès criminels entre les habitants musulmans et les serbes. Cette proposition, si propre à prévenir toutes les difficultés qu'on avait l'air de redouter, n'a pu non plus obtenir l'adhésion du Gouvernement princier.

Environ un mois avant les derniers événements, M. Garachanin, dans une dépêche qu'il avait chargé le capou-kehaya de Serbie de lire au ministre des affaires étrangères, faisait entendre d'une manière non équivoque qu'on était prêt à arriver par la force au résultat qu'on avait en vue. C'est une prise de possession; c'est, en d'autres termes, une conquête qu'on méditait et qu'on désirait réaliser, contrairement aux droits les plus positifs, par des moyens dont les conséquences naturelles, inévitables, ont été les faits déplorables qui suivent :

Le 2 chaban (2 février 1862), Mustapha-Tchaouch est tué à Widin-Capoue, de plusieurs coups de couteau donnés par des gendarmes.

Le 6 chaban (6 février 1862), deux enfants musulmans sont emprisonnés, battus et blessés par des gendarmes.

Le 14 chaban (14 février 1862), le bourgeois ottoman Fénérdji-Youssouf est attaqué à la baïonnette par cinq gendarmes au moment où il se rendait chez lui. Il se sauva dans un café du voisinage, et sans la vitesse de sa course, il eût été assassiné.

Tout le mois de mars est consacré à des préparatifs sur une si vaste échelle, que plusieurs agents étrangers crurent devoir avertir dès lors leurs Gouvernements d'une prochaine explosion à Belgrade.

Le 3 chewal (2 avril 1862), des gendarmes prêtent la main à l'énlèvement de quelques criminels de Bosnie, de passage à Belgrade sur le vapeur autrichien en destination de Vidin. Les zaptiès qui les accompagnaient sont empêchés de débarquer.

Le 6 chewal (5 avril 1862), les patrouilles serbes qui circulent dans l'intérieur du faubourg, au lieu d'être retirées, sur les justes réclamations du mukafiz, sont augmentées. Un gendarme est placé à chaque vingt pas, et deux autres sont apostés à chaque coin de rue dans les quartiers musulmans.

Les préparatifs ne discontinuent point ; ils sont portés par l'organe des journaux du pays sur le compte des vœux de la nation.

Le 24 zilcadé (23 mai 1862), deux musulmans sont arrêtés par un des Monténégrins enrôlés dans la gendarmerie serbe. Voulant les conduire au poste serbe, il passe par la porte de Stamboul. Mais, au lieu de consigner ces deux hommes au corps de garde turc de cette porte, il veut forcer le passage, lorsque l'un d'eux s'enfuit dans le poste. Le second, retenu par lui, crie au secours. Au moment où le factionnaire turc veut se faire livrer le prisonnier, et comme l'officier du poste accourait près du groupe pour s'informer des causes de ce tumulte, le gendarme tire, tant sur l'un que sur l'autre, son pistolet qui ne prend pas feu, la capsule, dans la précipitation de son mouvement, venant de tomber par terre. Il dégaine alors son sabre pour en frapper l'officier, mais des soldats parviennent à le désarmer. Durant la lutte, son ceinturon se casse. Après lui avoir pris ses armes, on le relâche, et il se rend au poste serbe, où ses armes venaient d'être envoyées par le poste turc. Aussitôt une foule de Serbes armés, paraissant attendre ce moment, se porte sur le corps de garde turc, dont elle envahit les avenues, tandis qu'une compagnie de gendarmes charge les soldats à la baïonnette et occupe la place des factionnaires. Après les avoir repoussés sous le vestibule du corps de garde, cette compagnie se range en ligne de bataille, charge ses fusils et s'empare ainsi de la porte de Stamboul. Une partie de la foule remplit de terre et de pierre un des canons placés sur le fossé en présence de la troupe turque, le dirige contre la forteresse et jette les guérites dans le fossé. A

cette insulte qu'on leur fait, officiers et soldats ne répondent que par une impassibilité et une longanimité remarquables qui ont seules empêché le développement du conflit. Achir-Pacha, voulant donner une preuve de modération, se contente de demander la formation d'une commission mixte d'enquête. M. Garachanin semble y accéder, se réservant de prendre les ordres du prince. Mais le lendemain, il refuse péremptoirement l'enquête et formule une réparation des plus humiliantes pour l'armée, en exigeant l'internement, *sans enquête*, dans la citadelle, de l'officier et de la compagnie.

Il va jusqu'à déclarer que, dans le cas où l'autorité de la forteresse refuserait cette réparation, les musulmans qui arrêteraient les gendarmes, seraient conduits au poste serbe et jugés par les tribunaux serbes. Il se permet, par sa note officielle, en date du 25 zilcadé (24 mai 1862), d'abolir d'un trait de plume un état de choses qui repose sur des bases garanties par des actes solennels. Cette façon d'agir du gouvernement serbe, dans cet incident, ne pouvait manquer d'être suivie de bien d'autres aussi regrettables et aussi attentatoires.

Le 27 zilcadé (26 mai 1862), deux musulmans sont arrêtés par des gendarmes, vers le soir, à Sava-Capou. L'un parvient à se soustraire à ces violences, et l'autre reçoit sept blessures. Ce malheureux, blessé et mourant, est traîné dans un café, où il est violemment battu au son cadencé de la musique d'un café voisin. Cet acte de férocité n'assouvit point la rage des barbares qui portent le titre de gendarme. Ils jettent leur victime dans la Save pour couronner leur œuvre. Mais la Providence lui vint en aide pour que son corps pût au moins trouver une sépulture ; le courant le conduit, à demi-mort, devant une des portes de la citadelle qu'on appelle Caranlik-Capou. Pêché par les sentinelles et porté à l'hôpital, il expire après avoir eu le temps de dénoncer ses meurtriers.

Le 8 zilhidjé (5 juin 1862), un pandour tire son pistolet sur le mulazim Kourchid, agha (lieutenant-capitaine), pendant qu'il était tranquillement assis dans une boutique près de Stamboul-Capou ; mais la balle ne l'atteint pas. Le même pandour décharge immédiatement après un second coup sur le Tatar de la porte autrichienne, Ibrahim, agha, assis dans la même boutique. Ce dernier meurt le lendemain des suites de sa blessure.

Les assassinats, commis de sang-froid par des individus appelés, selon le Gouvernement serbe, à maintenir l'ordre public, devenaient l'objet des incessantes réclamations des autorités de la forteresse. Mais les autorités serbes, loin de les réprimer, opposaient aux unes des dénégations, aux autres le refus de poursuivre les coupables, à d'autres que les délinquants n'avaient pu être saisis, pour quelques-uns que la plainte n'était pas fondée. Bref, au milieu de cette série de méfaits, un

seul cas a été l'objet d'une réparation partielle. Encore ne le doit-on qu'aux protestations énergiques du consulat d'Autriche contre la violation, par des gendarmes serbes, du vapeur autrichien qui portait les condamnés bosniaques en destination de Widin.

Tandis que, d'un côté, tous les crimes se perpétrèrent par les agents de l'autorité et qu'ils restaient impunis, de l'autre, on cherchait des prétextes pour pousser de hauts cris contre la violation des privilèges. Ainsi, durant l'alerte causée par le meurtre du Tatar autrichien, l'officier du corps de garde de la porte de Stamboul l'a fait fermer dans le but d'éviter une rixe sanglante. Cette circonstance devient l'objet d'une protestation dans laquelle, sans tenir le moindre compte de l'attentat commis, on qualifie une conduite purement défensive et commandée par le désir d'empêcher que ce nouvel incident ne prenne des proportions plus grandes d'infraction des immunités de la Serbie ! On ajoute à cette occasion que le Gouvernement serbe *n'est plus responsable du maintien de la tranquillité publique*, et on semble déclarer ainsi, à l'étonnement général, la mise en état de siège de la ville de Belgrade.

Le 11 zilhidjé (8 juin 1862), on voit avec une certaine surprise et regret le prince Michel s'éloigner de Belgrade et laisser la ville dans un moment où elle était loin d'offrir un aspect tranquillisant, et où les agents appelés à faire respecter l'ordre public se mettaient à la tête de la populace pour commettre des atrocités inouïes. Immédiatement après le départ de Son Altesse, le bruit commence à circuler et à s'accréditer que le but de sa tournée est de rallier les esprits au soutien de la lutte qui se préparait. On attribue au prince des discours où il aurait déclaré aux députations de villageois venues à sa rencontre, que les Ottomans étaient sur le point de faire une levée de boucliers ; que les Serbes devaient s'exercer au maniement des armes pour expulser leurs ennemis ; que l'occasion s'offrait sous l'aspect le plus favorable pour les Serbes de gagner de nouvelles forces en suivant, dans ces critiques circonstances, la voie d'entière soumission à ses ordres.

Les fauteurs de trouble ont inféré de ce voyage que le prince ne voulait pas compromettre sa responsabilité directe dans une explosion prochaine, explosion en faveur de laquelle il croyait en même temps nécessaire de réunir les suffrages des campagnes. On a même affirmé que c'était la conviction où on était que les Turcs n'auraient pas la faculté de se défendre, quoi qu'il arrivât, qui a pu déterminer le prince à laisser la princesse, son épouse, à Belgrade. Le départ de Son Altesse, encourageant ainsi les perturbateurs, déjà si enhardis, est suivi de près de nouveaux attentats.

Le 13 zilhidjé (10 juin 1862), des gendarmes tirent, sans provocation, sur deux bourgeois ottomans, près de Stamboul-Capou, sans les atteindre.



L'autorité serbe déclame fort contre le port d'armes par des bourgeois ottomans, tandis que plus de la moitié de la population serbe se tenait armée, et que les autorités ottomanes avaient pris toutes les mesures, sous la garantie de notables, d'empêcher leurs concitoyens de porter des armes.

La meilleure preuve en est qu'aucun bourgeois n'a pu se défendre à main armée au milieu de toutes ces oppressions meurtrières, et qu'aucune représaille n'a été commise par eux, malgré l'impunité laissée aux coupables serbes.

Le 17 zilhidjé (14 juin 1862), un jeune Serbe vient insulter grossièrement le caporal de garde à Varouch-Capou, en lui imputant d'avoir lacéré le placard affiché sur cette porte. Le jeune homme attroupe autour de lui une multitude de Serbes cherchant à provoquer une rixe que l'attitude inoffensive du militaire a pu éviter.

Le résumé historique du Gouvernement serbe garde soigneusement le plus profond silence sur cette longue série de faits pour chacun desquels les plus vives instances lui avaient été en vain adressées par les autorités ottomanes.

Le 18 zilhidjé (15 juin 1862), un juif loue dans le quartier musulman une maison dans laquelle il construit un four. Les voisins éprouvent des craintes bien fondées, s'adressent au propriétaire de la maison pour faire enjoindre à son locataire de démolir le four ou de quitter la maison louée sans contrat. Celui-ci s'y étant refusé, le propriétaire s'adresse à diverses reprises aux autorités turques et serbes, et, après deux mois, ledit locataire consent à la démolition de son four, et il réclame à cet effet l'assistance de deux voisins pour transporter au dehors les matériaux lui appartenant, que son âge avancé ne lui permettait pas de porter lui-même. Ses voisins se rendent à son appel, et, pendant qu'ils opéraient le transport, le juif court furtivement à la police serbe pour dire que les habitants du quartier démolissaient de force son four. Des agents serbes, accompagnés du drogman Siméon et de quelques gendarmes, viennent sur les lieux, où ils sont rejoints par le moulazim Moustafa-Agha, que l'autorité ottomane y envoyait de son côté avec deux soldats. Le drogman demande à l'un des voisins, le nommé Ahmet, s'il était l'auteur de cette démolition ; et, tandis que celui-ci essayait de lui expliquer le motif de sa présence, ledit drogman donne aux gendarmes l'ordre de charger et de tirer sur les musulmans qui s'y trouvaient. Grâce cependant à l'intervention de Moustafa-Agha, que quelques musulmans et juifs avaient suivi, aucun sévices n'a pu être commis. Il est à observer que le sang-froid avec lequel Siméon ordonnait aux gendarmes de charger leurs armes et le ton dont il a proféré sa menace de ramener d'autres gendarmes, font préjuger de son intention criminelle de soulever un prétexte de désordres que

l'intervention inoffensive de l'officier turc a empêché de se produire, d'autant plus que tout ferait présumer que la journée ne s'écoulerait pas sans une nouvelle cause de rixe, qui a été créée effectivement. Le drogman Siméon a trouvé ainsi l'occasion de répéter son ordre de faire feu contre les soldats, ordre qu'il ne cessait de donner depuis quelque temps.

Le 17 zilhidjé (15 juin 1862), deux heures après l'incident précité, un Serbe se rend à Tchoucour-Tchechemé, où cinq soldats de ligne puisaient de l'eau avec leurs jarres après avoir attendu leur tour. Ce Serbe veut chasser le soldat et le pousse violemment contre le mur. Un autre soldat s'interpose dans la querelle et les ramène tous les deux à l'orifice de la fontaine. Alors une quinzaine de Serbes, avec des femmes et des enfants, s'attroupent, jettent des pierres aux soldats, les frappent et les pourchassent. Deux soldats se réfugient au poste du zaptié; et les autres sont poursuivis et blessés par cette foule qui veut les entraîner au poste de la police serbe. La déclaration de M. Garachanin de conduire les ottomans arrêtés à la police serbe et de les faire juger par les tribunaux reçoit ici sa première tentative d'application. Par suite de l'alarme répandue par les Serbes propageant le faux bruit de l'assassinat d'un enfant par des musulmans Tchoucour-Tchechemé (au sujet duquel l'autorité serbe s'est refusée d'ouvrir un enquête), le même drogman Siméon, avec des gendarmes, et l'usbachi Ibrahim-Agha, avec quelques soldats, se rencontrent à trente pas du poste turc (zaptié); Ibrahim-Agha invite les Serbes d'entrer dans le poste pour examiner l'affaire. Cette invitation si naturelle et si légale paraît avoir excité le courroux du drogman Siméon, qui voulait conduire les Ottomans au poste serbe. Aussi, à peine Ibrahim-Agha avait-il adressé cette invitation, que Siméon tire son sabre et donne l'ordre à ses acolytes de décharger. Un soldat turc est blessé, un autre tué et leurs camarades, pour se défendre, se portent sur les Serbes. Le drogman et deux gendarmes reçoivent la punition qu'ils méritaient pour leur agression. La multitude s'étant un peu dispersée, les soldats regagnent le corps de garde. Les gendarmes invitent alors les Serbes d'aller à la police se munir d'armes. (Dix jours auparavant des chariots chargés de munitions, destinées aux postes serbes, avaient traversé la porte de Stamboul.)

Soit de la place, soit du poste serbe situé sur une hauteur dominant le zaptié turc, des coups de fusils chargés à balles sont tirés sur les soldats. Le chef de la police Moustafa-Effendi se met sur la défensive en fermant la porte du poste et en donnant l'ordre de tirer par les créneaux sur les assaillants, afin de ne pas tomber entre les mains de la multitude surexcitée par les gendarmes, désignant eux-mêmes le poste de chacun et indiquant en même temps les emplacements où les coups devaient porter.

Le usbachi Ahmet-Agha, préposé à la garde de Stamboul-Capou, ferme la porte sur l'avis qu'il reçoit de cet engagement, et se met aussi sur la défensive.

L'attaque est ouvertement engagée dès ce moment par les Serbes. En cet instant critique, les Ottomans se contentent de fermer les portes pour leur défense. Des meurtres se commettent ce jour là sur des musulmans dans les circonstances les plus atroces. Un gendarme monténégrin met littéralement en pièces, devant le consulat de France, un vieux vendeur de fruits, et un autre vieillard, traqué par la foule, est massacré par elle à la porte de sa boutique.

Le bruit des coups de fusils amène les Consuls sur les lieux. Ils interviennent pour trouver un moyen d'arrêter l'effusion du sang. Une nuit d'orage survient et répand une profonde obscurité. M. Garachanin soutient que, sans faire entrer deux compagnies de réguliers serbes dans le faubourg pour contenir les envahisseurs, il ne pourrait prendre sur lui de rétablir l'ordre et la tranquillité. Cet expédient ne pouvant être utilisé qu'en mettant en communication l'autorité ottomane avec l'autorité serbe, le Consul d'Angleterre, malgré les périls d'une nuit très-sombre, se rend à la citadelle, voit le Gouverneur, et retourne en ville muni de deux lettres, dont il remet l'une à M. Garachanin ; quant à la seconde, adressée au chef de la police turque, Moustafa-Effendi, il devient impossible de la faire parvenir à sa destination à cause de l'attaque contre la zaptié, qui ne discontinuait pas. Le Consul d'Angleterre retourne pour la seconde fois à la forteresse. Dans cet intervalle, des gendarmes réunissent une foule de Serbes armés, envahissent le poste de Varouch-Capou et celui de Siva-Capou, et ils s'en rendent maîtres. Les troupes se retirent en éprouvant la perte d'un major, d'un sergent et de cinq soldats. La population musulmane se réfugie dans les mosquées, tandis qu'une partie se défend dans ses maisons. Les Serbes assiègent la plupart de ces maisons, y pénètrent en trouant les toits et massacrent 43 hommes, 3 femmes qui leur tombent sous la main, et blessent 23 autres. Mais, comme une partie des assaillants s'adonne plutôt au pillage des maisons environnant Stamboul-Capou, plusieurs musulmans réussirent à se réfugier dans la citadelle avec les seuls habillements qu'ils portaient. Le général de brigade Ethem-Pacha se précipite de sa maison vers la forteresse pour prendre les mesures nécessaires. Chemin faisant, il est poursuivi à son insu par des gendarmes. Son domestique l'en prévient ; et, comme il se détournait pour s'en assurer, il fait un faux pas et tombe. Les gendarmes l'atteignent, et dans ce moment surviennent le drogman du prince et d'autres personnes qui le reconnaissent et le délivrent des mains de ses agresseurs.

A la vue des proportions prises par le conflit, l'autorité de la forte-

resse cherche à se mettre en communication avec l'autorité serbe, et elle expédie à M. Garachanin Mucayd-Khabil-Effendi et le moulazim Mehemet-Agha. Ces messagers ne le rencontrent pas ; le usbachi d'artillerie Suleyman-Agha et le zaptié Bedjeb sortent travestis de la citadelle pour aller chez le Consul d'Angleterre. Ils ne peuvent y parvenir, l'attaque des portes du faubourg les empêchant de les franchir.

Alors, trois compagnies de ligne sont envoyées à la porte de Widin et du côté du bazar. La première compagnie, expédiée à la défense du quartier musulman, se croise avec M. Garachanin entre le zaptié turc et la limite du faubourg. Elle lui fait connaître sa mission. M. Garachanin la fait retourner en lui disant qu'elle courait un grand péril si elle s'aventurait dans les quartiers musulmans. Cette compagnie est accueillie dans la traversée de la place d'Armes par des feux croisés partant des rues latérales et des maisons. Le major Mehemet-Ali-Agha et quelques soldats sont atteints. L'officier et les gendarmes qui avaient été chargés par M. Garachanin de l'accompagner participent à l'attaque en déchargeant sur la troupe de ligne par derrière, et alors la compagnie qui composait cette troupe se retourne contre eux et sa décharge atteint l'officier qui avait si ignominieusement trahi. Les deux autres compagnies s'étant avancées jusqu'aux portes du faubourg, les musulmans reprennent à leur vue un peu de courage et commencent à faire évacuer leurs familles vers la forteresse, au milieu d'une nuit obscure.

Le pillage, la fusillade et l'incendie mettent le comble à l'effroi et à la misère de cette multitude de femmes, d'enfants, de vieillards, naguère jouissant d'une prospérité relative, et, à ce terrible instant, ayant perdu maison, fortune, parents, amis, et n'ayant pu conserver que les habits qui étaient sur eux ! C'est en ce moment que M. le Consul d'Angleterre pénètre pour la seconde fois dans la forteresse ; il fut de nouveau question de l'entrée provisoire de deux compagnies régulières serbes dans le faubourg pour rétablir l'ordre et le retrait également provisoire dans la forteresse sous la garantie de M. Garachanin des troupes et des bourgeois cernés dans le poste de la police turque, dans les mosquées et à la porte de Stamboul ; M. le Consul d'Angleterre rentre en ville, et il retourne à deux heures après minuit à la citadelle, accompagné de ses collègues des autres puissances et de M. Garachanin. Pendant la délibération tenue dans les appartements du général de brigade Ethem-Pacha, situés au centre de la citadelle, les murs sont atteints par une grêle de balles. M. Garachanin expédie à deux reprises l'ordre de cesser le feu.

Le 19 zilhidjé (16 juin 1862), on adopte les termes d'un arrangement provisoire. La sûreté des troupes est garantie par M. Garacha-



nin jusqu'à leur retraite dans la forteresse. Les maisons et les biens des musulmans résidant dans le faubourg sont également assurés et ceux des habitants qui n'auraient pas abandonné leurs demeures doivent jouir d'une protection efficace. Cet arrangement est signé, sous la réserve des questions de droit, par Achir-Pacha, M. Garachanin et tous les Consuls.

Au lever du soleil, M. Garachanin et MM. les Consuls se dirigent vers le faubourg pour empêcher le feu et le pillage. Ils expédient des officiers d'ordonnance accompagnés de gendarmes au zaptié, à la porte de Stamboul et à Deur-Yol pour faire annoncer la cessation des hostilités. Les Consuls prennent des mesures pour la retraite des troupes et des bourgeois renfermés dans les mosquées, dans des maisons et des boutiques situées aux environs de la porte de Stamboul, et pour faire enlever les cadavres des femmes et des enfants hideusement mutilés. En passant par la porte de Stamboul, ils observent qu'elle est criblée de balles et que la troupe conservait toujours son attitude impassible. Une fois le point de l'évacuation obtenu, les auteurs de ces horribles carnages commencèrent à viser à d'autres tentatives dont le but n'était rien moins que de s'emparer par surprise de la citadelle. On fait introduire dans le faubourg les deux compagnies de réguliers serbes, on place en embuscade dans le quartier juif, près du Danube, deux bataillons de troupes des villages. M. Cristich publie une proclamation officielle, qui est suivie du pillage. Ce pillage, commencé à la pointe du jour, dans le seul quartier de Defterdar, devient général vers dix heures dans tout le faubourg musulman, longtemps après la signature de l'arrangement et malgré les engagements de M. Garachanin. Le quartier juif subit le même sort. Le feu est mis à quelques maisons situées tant à Deur-Yol et la porte de Widin, que derrière le zaptié. Les pillards emportent, sous les yeux mêmes de l'autorité serbe, le produit de leurs rapines. Il y a eu même parmi eux un bon nombre de gendarmes et de pandours. Cette circonstance prouve qu'on n'avait pris d'autres mesures que celles d'occuper militairement le faubourg, sans se préoccuper trop des moyens de protéger les propriétés des musulmans.

C'est à midi seulement qu'on envoie des gendarmes pour arracher les objets pillés des mains de ceux qui passaient aux environs du local de la police. Les objets se trouvent entassés près du consulat de Prusse. Les autorités de la citadelle les réclament; mais on répond qu'on ne peut encore les restituer à leurs propriétaires, réfugiés pour la plupart dans la citadelle; ils n'avaient que leurs chemises pour se couvrir la nuit.

Les réfugiés de la mosquée de Defterdar sont défendus durant cinq heures par Mahmoud-Effendi, comptable de l'artillerie. Ils sont se-

courus jusqu'au matin par un ancien officier serbe, mû d'un sentiment d'humanité à la vue de tant de créatures désarmées et menacées d'un massacre atroce.

A midi, sur le bruit d'une prétendue attaque de la citadelle, propagé par les Serbes, M. Longworth s'y transporte. Il la visite en tous sens. Il adresse quelques paroles de consolation aux réfugiés exaspérés par la vue de l'incendie et du pillage de leurs maisons.

La mort d'un soldat, atteint sur le rempart par un des projectiles que des gendarmes, postés du côté de la Save, ne cessaient depuis le matin d'envoyer dans la place, accroît l'inquiétude, et, malgré cela, les ordres des autorités sont respectueusement écoutés et exécutés par les réfugiés.

Cependant, une circonstance antérieure avait ébranlé avec raison, leur confiance, et rendait difficile le maintien de leur calme. Voici ce fait : une vingtaine de jours avant l'explosion des hostilités, ces réfugiés s'étaient rendus au Mehkémé et au sein du conseil, pour confier leurs appréhensions sur une prochaine attaque, dont le secret avait été à dessein divulgué par certains Serbes partisans de désordres. A cet effet, ils avaient demandé l'autorisation d'amener dans la citadelle leurs familles et leurs biens. Les autorités dissipèrent ces craintes par l'assurance que la tranquillité ne serait pas un instant troublée et les persuadèrent de l'inutilité de ces précautions en leur recommandant d'éviter de répondre aux nouvelles provocations qui seraient tentées à l'effet de produire ces désordres. De sorte que ces malheureux, à peine sauvés d'une mort certaine, réduits à la dernière misère, n'osaient plus se croire en sûreté, même dans la forteresse. Les choses en étaient à ce point, lorsque, dans l'après-midi, on fait courir pour la seconde fois le bruit d'une attaque de la citadelle. Le Consul d'Angleterre, qui s'y était rendu, s'assure par lui-même qu'aucune disposition militaire ne confirme cette rumeur. Il remarque seulement parmi les réfugiés un vif, mais juste sentiment d'indignation. Achir-Pacha, dans son entretien avec M. Longworth, lui déclare qu'il n'emploiera la force qu'autant qu'il y serait provoqué et obligé par les Serbes. Il ajoute que l'émigration des familles serbes lui faisait entrevoir une prochaine attaque contre la citadelle. Cette déclaration est répétée au Consul d'Autriche, qui venait de pénétrer dans la forteresse après le retour de M. Longworth. Achir-Pacha fait parvenir, par l'entremise de M. Wassitch, à M. Garachanin, des signaux de fanal de convention pour se mettre, en cas de besoin, la nuit, en communication avec l'autorité serbe. Cette mesure de précaution, fort importante, clôt les événements de la journée de lundi.

Vers une heure, à la turque, après le coucher du soleil, des Serbes, postés dans les maisons et les boutiques, situées à trente pas des portes

de Widin et de Carenlk, engagent les premiers la fusillade. Cette fusillade ne cesse qu'à quatre heures de la nuit, et elle augmente tellement de tous côtés, qu'Achir-Pacha fait usage du signal pour faire cesser l'attaque. Il le répète plusieurs fois, mais M. Garachanin n'y répond pas.

Les assaillants deviennent, vers le matin, plus nombreux devant la porte de Widin. Des tirailleurs débouchent du côté de l'église, où une grande quantité de matériaux d'escalade est amoncelée. Le fanal, hissé de nouveau, reste sans réponse. Que pouvaient faire les autorités ottomanes, sinon croire à un piège tendu.

Le 20 zilhidjé (17 juin 1862), Achir-Pacha, soucieux du silence de M. Garachanin, lui envoie, à sept heures du matin, Mahmoud-Effendi, précédé d'une personne portant le drapeau parlementaire, pour l'engager, ainsi que MM. les Consuls, à se rendre à la citadelle. Le conseil et les notables sont également convoqués.

Pendant la rédaction d'un télégramme annonçant l'envoi, à Constantinople, d'un messenger, une vibrante acclamation fend les airs. Chacun, dans la citadelle, court à la porte de Widin, dont la grille venait d'être forcée, et, peu d'instant après, les cris se reproduisent du côté de la porte de Stamboul. On annonce que les Serbes montent à l'assaut. Le gouverneur et les officiers se précipitent sur les créneaux et s'aperçoivent, en effet, que plus de mille réguliers, gendarmes et irréguliers serbes se portent sur Widin-Capou par l'intérieur du faubourg, et que la porte de Stamboul est assaillie par mille cinq cents autres; que des gendarmes occupent les minarets, et que d'autres, mêlés au peuple, étaient postés sur la place d'Armes et gardaient l'espace compris entre la porte de Stamboul et la Save, en ayant devant eux, vers l'église, un corps mixte de gendarmes et d'irréguliers serbes. Un autre corps de réguliers et irréguliers avait aussi pris position devant Karanlık-Capou. Au milieu de ce mouvement agressif, des canons étaient amenés du côté de Bazar-Yéri et de Varouch-Capou; des obusiers étaient braqués du côté de l'église et en tête de la rue de Bayrakili-Djami. La fusillade se développait considérablement; les éclats d'une bombe venaient tomber à côté de la mosquée de la citadelle, et une autre, lancée des environs de l'église, éclatait en l'air entre l'hôpital militaire et la porte de Widin. Mahmoud-Effendi ne reparaisait pas, quoiqu'une heure et quart se fût écoulée depuis son départ, ayant été tué avec son compagnon par les gendarmes. Le moulazime, Moustafa-Agha, est blessé sur le rempart Deirinen, et cet incident fait renaître la douleur des réfugiés, dont les femmes ou les parents avaient été massacrés la veille sous leurs yeux. Des cris d'avertissement pour les éloigner de la forteresse sont poussés. Malgré des signaux, les envahisseurs ne cessent d'avancer. Le conseil décide

alors unanimement d'éloigner les assaillants à coups de fusil. Ceux-ci, parmi lesquels on remarque les tirailleurs à leur collet d'uniforme, sans ralentir leur marche et leur fusillade, se rapprochent davantage des postes de la citadelle. Poussés par la conviction qu'il n'est pas permis à la forteresse de se servir de son artillerie, conviction devenue un stimulant pour leur audace et leur arrogance, ils se hasardent à une courte portée de remparts dans l'espoir de s'en emparer par un hardi coup de main. D'une autre part, un corps de réguliers se porte au pas accéléré du côté de l'église, où des barricades avaient été élevées. Le conseil délibère sur l'emploi du canon. Des officiers sont expédiés sur les créneaux pour surveiller les progrès de l'attaque, et reviennent faire connaître la nécessité de se défendre. Vers les huit heures et demie du matin, deux coups de canon, chargés à poudre, sont par intervalle tirés des fortifications de la porte de Stamboul, et les drapeaux sont hissés. Cet avertissement n'arrête pas non plus le feu des Serbes, qui pénètrent jusque dans les fossés. La forteresse était tellement peu préparée et elle méditait si peu de bombarder la ville, qu'à ce moment critique les ponts-levis n'étaient pas amenés, ni les portes bien fermées. Il en résultait donc que les Serbes auraient pu envahir la citadelle, si on ne s'était pas opposé par l'artillerie à leur attaque progressive. Aussi sont-ils chassés de la porte de Widin par les coups de canon tirés de la batterie inférieure, tandis que la batterie supérieure de la porte de Stamboul et celle de Karanlik-Capou dirigeaient leurs coups sur la place d'Armes et la Save. Les Serbes cessent ainsi l'attaque, abandonnent les abords de la citadelle dans l'intervalle d'un quart d'heure, et se retranchent dans les maisons environnantes.

MM. les Consuls ne pouvaient connaître toutes les circonstances qui s'étaient passées durant la nuit. Ils ne pouvaient pas être informés ni du silence obstiné qu'on avait opposé aux signaux de détresse de la citadelle, ni du retard, depuis plus de deux heures, du parlementaire dont on ignorait encore le terrible sort. Ils n'ont donc pu dresser leur protestation que sous l'impression du moment et sur le rapport d'une seule partie, sans avoir eu le temps d'écouter l'autre. On ne peut prononcer un jugement équitable et juste qu'en prenant en mûre considération toutes les circonstances qui ont amené ce résultat. La conviction où on entretenait les auteurs des horribles carnages qui viennent d'ensanglanter la ville de Belgrade que, quoiqu'il arrive et malgré l'arrangement signé et accepté de part et d'autre, ils pouvaient faire feu sur les Turcs sans que ceux-ci aient le droit de se défendre, suffisait par elle-même pour les décider à accomplir l'œuvre qu'ils méditaient.

De cette conviction, on inférait qu'il était permis aux ingénieurs et aux agents serbes d'étudier le terrain à proximité de la forteresse, sur



une hauteur dominant le cimetière, pour l'établissement d'un retranchement et d'un cordon de siège régulier autour du faubourg, de tenir prêts des milliers de fascines et d'échelles pour remplir les fossés avec les unes et escalader les murs avec les autres; d'acheter dans les boutiques et magasins toutes les barres d'acier disponibles, de les transformer en engins de guerre, et de les distribuer au peuple; de proclamer que la Bosnie, la Bulgarie et la Valachie attendaient le résultat de ce mouvement à Belgrade pour s'y rallier à leur tour; de former plusieurs bandes armées, commandées par des officiers serbes; de tenir campés, le long de la rivière de Drin, 8000 hommes avec 8 canons; d'échelonner sur les rives de la Save, de Varza à Mitroviza, des bandes armées de villageois, débutant par la prise d'un bâtiment ottoman chargé de fer et par l'assassinat des propriétaires musulmans; d'établir des corps de garde en face de la forteresse pour les faire monter, pendant le jour, par 10 à 20 individus, et les remplir de bandes considérables pendant la nuit; de braquer dans le faubourg 10 canons et 2 obusiers contre la forteresse; de faire inspecter les fusils de la populace pour remplacer ceux qui seraient hors de service, et de l'inviter à se munir de cartouches à la police. Au milieu de toutes ces circonstances constatant les provocations préméditées et les moyens d'attaque préparés et réunis de longue main, on ne saura rendre responsables les autorités qui se sont trouvées dans le cas de légitime défense.

Peut-on trouver un seul fonctionnaire ou un seul officier militaire au monde qui puisse laisser égorger sous ses yeux des milliers d'êtres humains confiés à sa garde, et permettre l'accomplissement d'une agression contre la forteresse qu'il est chargé de défendre, avant d'avoir épuisé tous les moyens de répression en son pouvoir! Un pareil homme, s'il y en avait, serait le plus grand traître et mériterait l'exécution de l'univers entier. Si quelques formalités n'ont pu être remplies du côté des Ottomans, que ne doit-on pas reprocher aux Serbes au milieu de toutes ces collisions? Les assaillants n'ayant averti la forteresse de leur attaque que par une fusillade des plus vives, le château-fort pouvait-il fixer un délai et demeurer silencieux, sous le coup d'un assaut, jusqu'à l'expiration de ce délai? C'était la mise à exécution de l'arrangement qui impliquait ce délai, dont l'expiration était constatée par la violation des engagements pris par M. Garachanin. Du moment où le pillage, l'incendie, la fusillade et les attaques contre la forteresse continuaient après la signature de l'arrangement qui renfermait de larges concessions de la part des autorités ottomanes, en ce sens qu'elles abandonnaient provisoirement aux Serbes le faubourg situé dans l'enceinte de la citadelle, ces autorités avaient parfaitement le droit de puiser dans les forces à leur disposition les

moyens de repousser les résultats de l'inexécution du susdit arrangement, inexécution qui ne pouvait que mettre un terme à leur inaction, A qui donc pourrait-on attribuer la faute, sinon aux mineurs serbes? Le résumé historique serbien<sup>1</sup> ne débute que par l'incident du 3/15 juin; il présente toutes les phases qui l'ont suivi sous un point de vue peu conforme à l'exacte vérité. En lisant ce document, on se demande pour-quoi, suivant son chiffre, ces 26 Serbes sont tués et 22 autres sont blessés?

Ne savait-on pas, par hasard, que de nombreux cadavres musulmans gisaient dans les rues? Cette lacune, laissée par le document serbe, nous la remplirons. Ainsi, les pertes des Ottomans ont été de 71 tués et 47 blessés, dont 2 officiers, 3 sergents, 9 soldats, et 57 bourgeois, femmes, enfants tués; et 12 soldats, 35 bourgeois blessés. — D'autre part, pour justifier les provocations, leur conduite, les auteurs des événements en question cherchent à en faire remonter la cause à l'attribution de la solution des points relatifs à la police du faubourg. Cette question, qui n'a eu d'autre base au point de vue serbe que l'abandon complet du faubourg, et par conséquent la violation du hattî-scheriff de 1833 au détriment de la Sublime-Porte, ne pouvait nécessairement être tranchée selon leur bon plaisir. On a cité plus haut les propositions conciliantes que la Sublime-Porte s'est empressée d'offrir pour faire disparaître les soi-disant sujets de conflit dont on parlait. Serait-il logique de penser que le Gouvernement ottoman devrait s'empresser de se désister des droits acquis *ab antiquo* et consacrés par des actes solennels? Par une interposition de situation, M. Garachanin avance dans sa note du 18 juin des lamentations, en assurant que le résultat de l'enchaînement des conflits regrettables, provoqués à Belgrade, n'avait eu aucun motif, et il demande qu'il soit pris en faveur de la Serbie une résolution capable de rendre impossible désormais de pareilles calamités. Sa demande n'implique rien moins que la sollicitation de la bienveillance des Cours suzeraines et garantes de donner une consécration internationale aux scènes de désordre qui viennent de se produire.

On saisit toutes les occasions pour mettre en avant la singulière prétention d'avoir pour soi tout le droit de renforcer ses moyens d'attaque contre les forteresses du Sultan et d'interrompre toute communication entre elles, sans que la Sublime-Porte puisse les secourir.

On hésiterait à croire à une telle exigence, si on ne la voyait formulée dans une note officielle en date du 8 juillet et signée par M. Garachanin lui-même, note qui est destinée à servir de protestation contre

1. Cette pièce, bien qu'antérieure en date, ne pourra être publiée que dans une des prochaines livraisons.

l'apparition dans le Danube d'un bâtiment à vapeur de la marine impériale, tandis que le Gouvernement serbe a rassemblé et continue à rassembler de l'intérieur à Belgrade, bannières déployées, une infinité de bandes armées et d'autres moyens d'agression.

En conclusion, il est établi par l'enquête faite par Ahmet-Vefyh-Effendi, et dont les détails sont exposés ci-haut, que les Serbes ont commis sur une grande échelle les plus graves agressions, que les provocations meurtrières se sont transformées en attaques ouvertes, qui ont fait naître la triste nécessité pour la garnison ottomane de les repousser par l'usage de son artillerie; qu'une longue série de circonstances justifient Achir-Pacha dans la résolution extrême qu'il a prise; que la situation à laquelle les autorités ottomanes se sont trouvées réduites, depuis plus de quatre mois, et l'inexécution de l'arrangement du 16 juin légitiment la défense de la forteresse contre les hostilités venant avec acharnement du dehors.

La Sublime-Porte s'empresse de soumettre tous ces détails véridiques à l'appréciation équitable et impartiale de ses augustes alliés. Elle est persuadée qu'ils voudront bien y consacrer leur bienveillante et sérieuse attention.

---

**Protocole sur les affaires de Serbie du 4 septembre 1862.**

Voir *Archives de 1863*, t. I, p. 244.

---

**Instructions de la Porte au gouverneur de Belgrade  
du 8 septembre 1862.**

Voir *Archives de 1863*, t. I, p. 250.

---

**Lettre du Grand-Vizir au prince Michel Obrenovitch, accompagnant le protocole du 4 septembre.**

Le 17 septembre 1862.

Mon prince,

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Altesse une copie authentique du protocole définitivement arrêté le 4 septembre 1862 entre la Sublime-Porte et Leurs Excellences les représentants des Puissances garantes relativement aux affaires de la Serbie.

S. M. I. le Sultan, ayant bien voulu sanctionner tout le contenu de ce document, le firman nécessaire sera expédié immédiatement à

S. Exc. le gouverneur de Belgrade pour être communiqué à Votre Altesse, conformément aux termes du préambule dudit protocole, aussitôt que, de concert avec Votre Altesse, on aura fait disparaître toutes les traces des malheureux événements qui, nous l'espérons, ne se renouvelleront jamais. La Sublime-Porte est persuadée, mon prince, que Votre Altesse trouvera, dans ce qui vient d'être décidé, une haute et éclatante preuve de la haute bienveillance dont elle est réellement animée à l'égard de la nation serbe.

L'auguste suzerain ne doute pas non plus que le prince distingué qui est appelé à la gouverner ne consacre tous ses efforts au développement de la prospérité et du bien-être de cette intéressante population, tout en restant fidèle aux lois fondamentales comme aux obligations reconnues et garanties par les traités.

De son côté, le Gouvernement impérial ne négligera rien, Votre Altesse peut en être persuadée, pour asseoir ses relations avec la Principauté sur la base d'une confiance mutuelle.

Veuillez agréer, etc.

*Signé: FUAD.*

---

**Réponse du prince Michel Obrenovitsch à S. A. le Grand-Vizir,**

Altesse,

Par sa lettre du 17 septembre, Votre Altesse a bien voulu me communiquer le protocole arrêté le 4 septembre entre la Sublime-Porte et LL. EEx. les représentants des Puissances garantes, relativement aux derniers événements de Belgrade.

Ces événements regrettables, Altesse, m'avaient bien douloureusement affecté, et, confiant dans les sentiments de justice et de bienveillance de la Sublime-Porte et des Puissances garantes, j'attendais avec impatience que, dans l'intérêt commun, des mesures convenables fussent adoptées pour rendre impossible le retour de pareils malheurs.

Mais plus ma confiance était grande, et plus j'ai été affligé de voir que l'arrangement qui a été adopté ne présente pas, sous certains rapports, des conditions que je croyais être en droit d'attendre de la justice et des bonnes dispositions de la Sublime-Porte et des Puissances garantes.

En effet,

1° Le fait du bombardement, cause de tant de malheurs, ne se trouve pas même blâmé ni condamné, soit directement, soit indirectement. Tandis que les pertes éprouvées par les musulmans à la suite du bombardement doivent être dédommagées, les innocentes victimes du bombardement se trouvent, sans le moindre égard ni compensation,



abandonnées à leur triste sort. Le principal grief de la Serbie, la cause de tant de ruines, la source de toute la défiance pour l'avenir, ne sont donc pris en aucune considération.

2<sup>e</sup> Quoiqu'il ait été démontré que loin d'avoir été attaquée par les Serbes, la forteresse de Belgrade elle-même a commis une agression sur une ville sans défense, on a néanmoins pourvu, par des mesures matérielles à prendre au détriment de la ville, à l'accroissement de sa sécurité et de sa force.

Après avoir déclaré nécessaire, pour l'élargissement de l'esplanade, la démolition du quartier appelé musulman, — (qui pourtant contient un plus grand nombre d'habitations non musulmanes que purement musulmanes)—jusqu'à une ligne qui passerait par le Tekké de Schéik Hassan et la mosquée d'Ali-Pacha vers le Danube, le protocole autorise la commission militaire à pousser cette ligne de démolition un peu plus loin, si la Sublime-Porte le trouve indispensable, de manière que la démolition de la ville pourrait prendre des proportions tout à fait inattendues sans nécessité réelle, et en tout cas hors de rapport avec l'espace libre du côté des autres parties de la forteresse.

Bien plus, le protocole impose au Gouvernement serbe de s'entendre avec le Gouvernement ottoman sur l'expropriation de quelques maisons du quartier exclusivement serbe, que des juges compétents considéraient nécessaires pour compléter l'esplanade. Ainsi, non-seulement la Serbie se voit déçue dans sa juste attente de se voir placée à l'abri d'une agression ultérieure de la forteresse, mais encore des maisons serbes devraient être sacrifiées pour la convenance de la forteresse, et le Gouvernement serbe devrait lui-même coopérer à rendre plus formidable une menace qui a déjà pu une fois se réaliser impunément.

3<sup>e</sup> Quant aux garanties morales, les seules que le protocole contienne contre le renouvellement d'une agression non provoquée, la triste expérience des événemens récents a démontré suffisamment combien les excellentes intentions du Gouvernement impérial peuvent être éludées, et combien de faits inqualifiables peuvent se passer impunément pour leurs auteurs et sans dédommagements pour leurs victimes.

Telles sont, Altesse, les pensées et les réflexions que la lecture du protocole a produites en moi, et sur lesquelles il m'est impossible de ne pas m'ouvrir à Votre Altesse.

J'aurais éprouvé un sentiment de vrai bonheur si, au lieu d'avoir à soumettre à Votre Excellence des observations en faveur desquelles j'invoque toute son attention éclairée et bienveillante, j'avais pu saluer dans l'arrangement intervenu une nouvelle ère de relations confiantes et bienveillantes, stables et durables, que j'ai toujours appe-

lées de mes vœux, et auxquelles je suis disposé à coopérer de la manière la plus cordiale, étant convaincu qu'elles sont de nature à servir efficacement les intérêts communs les plus chers de l'Empire et de cette Principauté.

J'ose compter sur la haute bienveillance de S. M. I., mon auguste suzerain, pour espérer que cet acte de franchise de ma part sera accueilli avec indulgence. J'aurais agi contre ma conviction la plus intime, contre mes devoirs les plus sacrés, contre ma conscience et ma loyauté envers mon auguste suzerain, si, dissimulant la gravité de la situation où les derniers événements m'ont placé malgré moi, je m'abstenais d'appeler l'attention de la Sublime-Porte sur des points qui m'ont paru peu propres à inaugurer une ère de confiance et de bienveillance, qu'il est dans les généreuses intentions de S. M. I. de favoriser, et dont je serais le premier à saluer et à bénir l'avènement.

J'ai à cœur de dire à cette occasion à Votre Altesse que cette opinion que je lui sou mets sur certains points de l'arrangement ne me fera nullement dévier de la voie droite et n'affaiblira en rien l'intérêt que j'attache à la conservation de la paix et des bonnes relations avec les autorités de S. M. I. le Sultan. La franchise avec laquelle j'agis devrait me dispenser de donner à Votre Seigneurie d'autres gages de la droiture de mes sentiments. Néanmoins, Altesse, je proteste formellement de la sincérité de mes paroles et de la droiture de mes intentions.

En priant Votre Seigneurie de vouloir bien mettre aux pieds de S. M. I. le tribut de mes profonds hommages, je profite de cette occasion pour lui offrir l'assurance de mes sentiments de haute considération.

*Signé :* MICHEL OBRENOVITSCH.

Octobre.

---

**Proclamation du prince Michel, en date du 6 octobre 1862, à l'occasion du firman impérial, contenant les décisions de la conférence de Constantinople.**

Nous, Michel Obrenowitsch III, par la grâce de Dieu et la volonté du peuple prince de Serbie, savoir faisons :

A la suite des conditions extraordinaires et critiques dans lesquelles le bombardement de Belgrade avait placé le pays, j'ai accepté le pouvoir dictatorial dont m'investissait le conseil d'État et, guidé par l'intérêt de la patrie, j'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour préserver le pays de violations ultérieures de son repos et de ses droits et rendre impossible le retour de si déplorables incidents.

Quoique les ordonnances établies par une résolution arrêtée entre

la Sublime-Porte et toutes les Puissances garantes ne répondent pas de tous points à mes vœux et à mon attente, elles garantissent toutefois à la Serbie des droits nouveaux qu'elle n'avait pas eus jusqu'ici. Aussi ai-je cru, dans l'intérêt du pays, ne devoir opposer aucun obstacle aux résolutions du prince suzerain et des Puissances garantes, afin de mettre un terme aux conditions anormales du présent.

Le firman impérial qui contient lesdites ordonnances met chacun en état de juger des avantages de ces dernières. Quant à ceux de nos vœux légitimes qui ne sont pas encore remplis, j'espère, la grâce de Dieu et le bon vouloir des Puissances aidant, les voir satisfaits plus tard.

Que le peuple serbe continue à obéir à la voix de son prince et à placer en lui toute confiance, qu'il nourrisse toujours cet amour de la patrie que tout le monde lui connaît, qu'il honore les lois et décrets du Gouvernement et se montre docile aux autorités; enfin, qu'il garde sa croyance en Dieu et sa confiance dans sa bonne cause, et la Serbie peut dès lors espérer un avenir exclusivement prospère et toujours meilleur.

Les circonstances extraordinaires que le pays vient de traverser cessant, tout devra reprendre son cours accoutumé. Les ministres auront à me faire, chacun pour son département, les propositions de nature à amener ce résultat. J'éprouve maintenant la satisfaction la plus vive à témoigner mes remerciements et ma reconnaissance au peuple entier, à l'armée nationale et régulière, aux employés de toutes les branches d'administration, au clergé, en un mot à tous et à chacun, pour avoir, dans les circonstances critiques, contribué au bien de la patrie, les uns par de pénibles et durs services, les autres par des sacrifices matériels, témoignages communs de patriotisme.

*Signé: M. M. OBRENOVITSCH.*

---

## TURQUIE.

**Circulaire d'Aali-Pacha, ministre des affaires étrangères, au corps diplomatique, annonçant les mesures prises contre les agioteurs.**

Le 11 décembre 1861.

Monsieur,

Le Gouvernement vient de prendre d'urgence la résolution de faire fermer les endroits où une poignée d'individus sans aveu et sans conscience ont pris depuis quelque temps l'habitude de jouer, en dépit

de toutes les lois, à la hausse des monnaies, et de compromettre très-gravement la fortune et par conséquent la tranquillité publique.

La Sublime-Porte est persuadée que cette mesure obtiendra l'approbation de tous les amis de l'ordre et de la justice et que vous voudrez bien, Monsieur, lui donner votre concours pour pouvoir extirper un commerce criminel qui est poursuivi et puni dans tous les pays civilisés.

Je saisis, etc.

Signé : AALI.

---

**Circulaire du ministre des affaires étrangères au corps diplomatique, au sujet de la nouvelle organisation des agents de change.**

Le 4 février 1862.

Monsieur,

En vue de mettre un terme à l'action irrégulière, incomplète et le plus souvent suspecte des individus qui, sans titre légal, se qualifiaient jusqu'à présent d'agents de change et de courtiers de marchandises et de navires, sans offrir aucune des garanties exigées pour l'exercice d'un pareil mandat, et à l'effet d'empêcher à l'avenir le renouvellement des abus illicites et scandaleux dont ils se sont rendus coupables, il y a environ un mois, en compromettant non-seulement les fortunes privées, mais encore la tranquillité de la capitale, ce qui a provoqué de la part de l'Autorité, la fermeture des lieux où ils se réunissaient pour se livrer à leur odieux trafic, le Gouvernement impérial vient de faire rédiger à cet effet un projet de loi tendant à régulariser la nomination des agents de change et des courtiers, et l'établissement des bourses dans tout l'Empire.

Cette loi, qui a été révisée au Ministère du commerce par une commission mixte nommée *ad hoc*, et dont j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence une copie ci-annexée, se divise en deux parties :

La première partie est consacrée à l'organisation du corps des agents de change et courtiers au point de vue de leur admission; des conditions de capacité et de moralité qu'ils devront réunir; de leurs attributions et de leurs privilèges; des obligations, des règles générales et particulières auxquelles ils seront soumis; des garanties auxquelles ils sont tenus; des courtages auxquels ils ont droit; de la protection contre les usurpations des tiers; des actions intentées par eux ou dirigées contre eux; enfin de la cessation de leurs fonctions ou du retrait de leur cautionnement.

La deuxième partie comprend l'établissement des bourses, leur po-



lice intérieure et extérieure, leur entrée, le parquet, le crieur et la constatation des cours.

Votre Excellence voudra bien observer que, contre l'usage généralement suivi en Europe, dans l'article 3 de cette loi, les étrangers seront admis comme les sujets ottomans dans l'institution des agents de change et des courtiers, à condition qu'ils réunissent les qualités requises et qu'ils se soumettent par écrit homologué à la légation ou chancellerie dont ils relèvent, à se conformer à toutes les dispositions de la loi, et d'encourir les conséquences y prescrites pour les contrevenants.

Les articles 43 et 44 qui forment la base de la loi consistent à protéger les agents de change, les courtiers, contre les usurpations des tiers dans l'exercice de leurs fonctions. Les contrevenants, outre la nullité des négociations qu'ils auraient faites seront condamnés à une amende de 50 à 150 medjidiés d'or, et aux dommages-intérêts soufferts par la partie lésée.

Ces deux articles, comme voudra bien le remarquer Votre Excellence, ont pour but d'empêcher tout individu, soit indigène soit étranger, de se servir dans ses négociations ou opérations d'intermédiaires non-officiels, ou bien de faire des courtages sans titre légal. La loi ne pouvant admettre d'exception sans annuler ou atténuer grandement l'esprit qui l'a dictée, il s'ensuit que les étrangers résidant dans l'Empire ottoman ne peuvent dès lors en être exemptés, d'autant plus qu'ils sont admis comme les sujets ottomans à faire partie de cette institution appelée à leur offrir pour leur commerce des garanties qui n'existaient pas jusqu'à présent.

En vous communiquant ce projet de loi, Monsieur, je crois devoir faire observer à Votre Excellence, que le Gouvernement de S. M. I. le Sultan, en dotant l'Empire de l'institution des agents de change et des courtiers et d'une bourse de commerce bien organisée, ne se propose que de combler une lacune importante et préjudiciable, et de remédier efficacement au mal qui en résulte et aux abus criants qui se commettaient tous les jours impunément au grand détriment du commerce en général, et ramener ainsi par ladite institution la confiance et la sécurité dans les transactions commerciales, à l'exemple salulaire que nous donnent à cet effet les lois et usages de presque tous les États civilisés de l'Europe.

Je saisis, etc.

*Signé : AALI.*

**Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet  
des mesures prises contre les agioteurs.**

Le 28 février 1862.

Monsieur,

Votre Excellence se rappelle les circonstances qui ont obligé la Sublime-Porte de prendre la mesure de fermer les endroits où se trafiquait, en dépit de toutes les lois, un commerce illicite ayant pour objet de jouer sur les monnaies.

Cette mesure n'a pas manqué de répondre à son but, en mettant un frein à un trafic criminel qui mettait en danger la tranquillité publique.

Néanmoins, depuis quelques jours, contrairement à cette décision de la Sublime-Porte, des réunions ayant commencé à se tenir dans quelques localités de la place de Galata pour se livrer à ce trafic défendu, la Sublime-Porte vient de réitérer ses ordres au département de la police, afin de veiller au strict maintien de cette mesure. Je viens donc vous prier, Monsieur, de vouloir bien renouveler de votre côté, les mesures nécessaires afin de continuer à nos Autorités le concours requis de la mission de Sa Majesté pour pouvoir prévenir le retour à un état de choses condamné par tous les amis du bon ordre.

Je saisis, etc.

*Signé : AALI.*

---

**Circulaire d'Aali-Pacha aux représentants des grandes puissances,  
au sujet des privilèges consulaires en matière de douane.**

Le 24 avril 1862.

Monsieur,

Votre Excellence sait que tous les consuls et les agents consulaires des Puissances étrangères établis en Turquie, jouissent de l'exemption des droits de douane pour les objets destinés à leur usage particulier.

L'expérience a démontré que l'exercice de cette faculté exige d'être réglementé de manière à empêcher les difficultés qui surgissent très-souvent.

Pour arriver à cette fin, nous serions d'avis qu'il suffirait que les agents en question, toutes les fois qu'ils auraient à user de ce privilège, au lieu d'obtenir directement leurs envois comme cela se fait quelquefois, aient à les recevoir par le canal de la douane même de la localité, pour être soumis préalablement à la vérification usitée

en pareil cas, sans préjudice de la franchise maintenue toujours pour les objets destinés à leur usage personnel.

Je prie en conséquence Votre Excellence de vouloir bien inviter les Consuls du Gouvernement de Sa Majesté sur notre territoire, à se conformer à l'avenir à cette prescription douanière qui vient d'être communiquée simultanément aux autres missions étrangères.

Je saisis, etc.

*Signé : AALI.*

---

**Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet de la naturalisation de sujets tures comme sujets étrangers.**

Le 24 avril 1862.

Monsieur,

La Sublime-Porte constate depuis quelque temps avec reconnaissance les dispositions favorables de toutes les Puissances, ses amies, de mettre un terme aux abus des protections et des naturalisations des sujets de S. M. I. le Sultan.

Comme preuve de ces bonnes et loyales dispositions, une entente s'est établie entre le Gouvernement de S. M. I. le Sultan, et quelques-unes des Puissances pour faire examiner par une commission mixte les titres des protections dont des individus appartenant originairement à la nationalité ottomane cherchent à se faire prévaloir.

Pour achever heureusement une œuvre si salulaire, si conforme à l'équité, à la justice, à l'esprit aussi bien qu'à la lettre des Traités, et afin de prévenir toute difficulté ultérieure, j'ai l'honneur de remettre ci-joint à l'appréciation de Votre Excellence les bases qui devraient, selon nous, régler à l'avenir cette importante matière dans toutes les parties de l'Empire ottoman.

Pour faire mieux ressortir l'urgence de l'adoption des mesures que nous proposons, et pour bien préciser les différentes catégories des protégés dont les droits à la protection étrangère devront être soumis à l'examen, il nous a paru indispensable d'entrer dans quelques détails sur la situation actuelle.

Ainsi parmi les causes qui ont amené l'état de choses auxquelles il est question de remédier, on peut classer, en première ligne, les drogmans indigènes des consulats. Les Capitulations ne disent rien de bien clair et de bien positif sur le droit des consulats à avoir des indigènes comme interprètes. Cependant il y en a beaucoup qui sont employés en cette qualité. Il se trouve parmi eux des individus qui ne possèdent même pas la qualité sans laquelle il est impossible de remplir leurs fonctions, c'est-à-dire, la connaissance des langues. L'abus en est poussé tellement loin dans les provinces que souvent

les consulats accordent le titre de drogmans à des gens qui ne s'occupent que de leurs propres affaires. Non content de cela, non content non plus d'avoir un nombre bien plus considérable de drogmans que les services des consulats n'exigent, on étend la protection personnelle acquise en vertu des capitulations aux personnes effectivement employées et tant qu'elles sont employées, à leur commerce particulier, à leurs parents. On soustrait ainsi un grand nombre de sujets à leur autorité légitime.

Viennent en second lieu les Agents consulaires indigènes, nommés par les consulats. Cet usage qui n'est, du reste, nullement autorisé par les capitulations, est également une source d'abus qu'il importe de faire disparaître.

On a créé des agents de cette catégorie en faveur des indigènes dans beaucoup de localités où il n'y a ni sujets ni intérêts commerciaux étrangers à protéger. Investis des titres d'Agents consulaires, ces individus croient de leur devoir de se créer des protégés, d'avoir des drogmans, et d'acquiescer de l'importance en se mettant mal avec les autorités du pays. Ils donnent libre cours à toutes leurs passions locales, cherchent continuellement à s'immiscer dans les affaires qui ne sont point de leur compétence, poussent très-souvent leur ingérence au point de compromettre le bon ordre et de paralyser l'action de l'autorité. La prétention qu'ils mettent en avant de faire considérer leurs parents comme des protégés étrangers, de s'affranchir et d'affranchir tous les leurs de toutes les obligations légitimes découlant de leur qualité de sujets du Sultan, est un autre inconvénient non moins grave de cette situation.

Quant aux sujets ottomans chargés des intérêts commerciaux des négociants étrangers, il est urgent de bien préciser aussi la position que le Traité de commerce entre la Sublime-Porte et les Puissances étrangères a faite à cette sorte d'agence. Il est évident que la partie réelle des stipulations existantes à cet effet ne peut être autre que d'assurer la jouissance des avantages concédés au commerce de la Puissance dont relève le négociant et non pas de protéger la personne ou les affaires particulières du sujet ottoman, chargé de ses intérêts.

Les *yassakdjis* des consulats, leurs domestiques, comme les boulangers, bouchers, et autres boutiquiers, qui ont plus ou moins de relations avec eux, forment une autre catégorie de protégés. L'emploi des *yassakdjis* est certes une nécessité, et en qualité d'employés, leur personne, mais seulement leur personne et non pas leur commerce ni leurs autres affaires particulières qui n'ont aucun rapport avec le service des consulats, doit être sous la protection provisoire des consulats chez lesquels ils ont pris du service. Mais cette protection doit



cesser dès l'instant qu'ils ne sont plus au service, et elle doit se borner surtout au nombre strictement nécessaire.

Votre Excellence reconnaîtra dans son équité, Monsieur, qu'il serait juste d'adapter le nombre et les attributions de ces officiers à l'esprit et à la lettre des Capitulations, et de les empêcher de constituer un petit corps de gendarmes commandés et protégés par des autorités étrangères.

Pour ce qui est de la protection des boutiques et des boutiquiers, dont il est question plus haut, il suffira, nous en sommes persuadés, de le signaler à Votre Excellence pour qu'elle donne les ordres les plus péremptoires afin de faire cesser un abus aussi criant qu'injustifiable.

Les capitulations garantissent aux négociants étrangers le libre choix de leurs courtiers, mais elles ne stipulent rien qui autorise ceux des sujets ottomans qui exercent cette profession à se soustraire à la juridiction de leur souverain et de se faire passer pour protégés étrangers.

Nous regrettons de devoir ajouter que souvent les consulats prétendent protéger à titre de leurs domestiques des indigènes qui n'ont jamais servi en cette qualité, qui exercent d'autres métiers, complètement étrangers aux consulats et qui n'ont été inscrits dans la liste des protégés que pour se dérober à l'autorité de leur souverain.

La Sublime-Porte se flatte d'espérer que Votre Excellence voudra bien peser et apprécier avec la loyauté qui la caractérise les raisons majeures qui viennent à l'appui de notre proposition.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan pense qu'en donnant des instructions identiques aux Consuls et en les autorisant à s'entendre avec les autorités locales sur les bases que nous venons d'indiquer, on parviendrait à tout arranger sans aucune difficulté sérieuse.

Je saisis, etc.

*Signé : AALI.*

**Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique,  
sur le règlement du timbre.**

Le 3 mai 1862.

Monsieur,

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence le règlement sur le *timbre*, qui vient d'être promulgué par le Gouvernement impérial.

Ainsi que Votre Excellence ne l'ignore pas, les clauses de ce règlement, qui sont destinées à asseoir sur de nouvelles bases régulières le système de ce droit, devant être d'une application générale pour le com-

merce de l'empire, je viens prier Votre Excellence de vouloir bien donner ses ordres à qui de droit, afin de faciliter l'exécution de cette loi en ce qui concerne les sujets de Sa Majesté ..., faisant le commerce dans les États de Sa Majesté Impériale le Sultan.

Je saisis, etc.

Signé: AALI.

---

**Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet  
de l'établissement d'un impôt sur les voitures.**

Le 5 mai 1862.

Monsieur,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence un exemplaire du règlement qui vient d'être promulgué, relativement aux nouvelles taxes établies sur les chevaux de voiture, de charge et de selle, ainsi que sur toutes les autres bêtes de somme se trouvant entre les mains des particuliers et des différentes corporations dans la capitale et sa banlieue.

Ainsi que Votre Excellence le relèvera du texte, les dispositions de cette loi, qui déterminent le mode de répartition et de recouvrement des droits en question sur les différentes classes d'animaux qu'ils atteignent, devant être d'une application générale, à part les quelques exceptions spécifiées *ad hoc*, je viens prier Votre Excellence de vouloir bien donner les ordres nécessaires à qui de droit, afin d'en faciliter la perception régulière en ce qui concerne les animaux dans diverses catégories se trouvant en la possession des sujets de Sa Majesté ..., établis dans la circonscription ci-dessus indiquée.

Je saisis, etc.

Signé: AALI.

---

**Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet de  
l'ancrage des navires marchands étrangers dans le port de  
Constantinople.**

Le 6 juillet 1862.

Monsieur,

Votre Excellence n'ignore pas le droit perçu de longue date et sous le nom de *droit d'ancrage* sur les bâtiments marchands ottomans et étrangers stationnant sur la rade de la capitale. Cette taxe, bien qu'établie en principe sur la marine marchande en général, ne frappait jusqu'ici que de la minime somme de six piastres (un franc environ) les navires marchands étrangers, tandis qu'elle était doublée pour nos propres bâtiments. Outre cela, l'application en était bornée au seul canal de Constantinople.

Afin de généraliser et de ramener à un taux plus rationnel et uniforme cette taxe, le Gouvernement impérial désire adopter celui de douze piastres pour toute la marine marchande, et il pense en ordonner l'application dans tous les ports de l'Empire.

J'espère que Votre Excellence reconnaîtra que l'idée du Gouvernement est rationnelle et juste, et qu'elle voudra en conséquence donner ses ordres à qui de droit, afin de faciliter le recouvrement de ce droit de la part de l'amirauté impériale en ce qui concerne les navires marchands de Sa Majesté ..., se rendant dans les différents ports de l'Empire.

Je saisis, etc.

*Signé: AALI.*

---

**Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet  
du visa des passeports.**

Le 6 août 1862.

Monsieur,

Votre Excellence connaît que la Sublime-Porte a toujours pratiqué la règle admise par la plupart des puissances européennes de demander aux étrangers qui arrivent en Turquie de faire viser leurs passeports dans les légations ou les consulats ottomans résidants dans le lieu de leur départ.

Depuis quelque temps, on constate que beaucoup d'étrangers venant dans les États de Sa Majesté Impériale le Sultan ne remplissent pas cette formalité qui est d'une importance majeure pour la police intérieure du pays.

Vous voudrez bien convenir, Monsieur, que le Gouvernement impérial se trouve dans l'obligation de chercher à mettre fin à une pareille irrégularité. En conséquence, nous venons d'inviter les représentants de la Sublime-Porte auprès des Cours étrangères à rappeler par la voie des journaux le règlement dont il s'agit, règlement en vertu duquel les autorités, tant sur le littoral que sur les frontières de terre de l'Empire, ne doivent pas permettre l'entrée dans les possessions ottomanes aux individus dont les passeports ne seraient pas revêtus du visa ottoman, et doivent les astreindre à repartir par le même navire qui les aura amenés, ou, s'ils sont arrivés par terre, les faire reconduire jusqu'à la frontière.

La Sublime-Porte est convaincue qu'appréciant la justice et l'opportunité d'une mesure qui du reste n'est point nouvelle, Votre Excellence ne lui refusera pas son concours pour une entière exécution.

Je saisis, etc.

*Signé: AALI.*

---

**Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet de l'établissement d'un câble télégraphique entre les deux rives du Bosphore.**

Le 13 août 1862.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'un nouveau câble télégraphique vient d'unir les deux rives de l'Hellespont ; le câble est immergé au même endroit que l'ancien, entre les forts de Boali et Nagara. Deux murs élevés sur chaque rive en amont, tout près de ces forts et surmontés de guérites en bois, en indiquent la situation.

Dans le but de le préserver de toute atteinte, je m'empresse de prier Votre Excellence de vouloir bien, tout en portant ce fait à la connaissance des capitaines sujets de Sa Majesté ...., les inviter à ne point mouiller à proximité de l'emplacement de ce câble.

Je saisis, etc.

*Signé* : A ALI.

**Note d'Aali-Pacha aux représentants des grandes puissances, en réponse à leur note collective, au sujet du droit des étrangers de posséder des bien-fonds en Turquie.**

Sublime-Porte, 3 octobre 1862.

Le soussigné, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Sultan, a eu l'honneur de recevoir et de placer sous les yeux de son auguste souverain la note collective que LL. Exc. les Représentants des grandes Puissances lui ont adressée relativement à la question de possession des sujets étrangers et propriétés immobilières dans l'empire ottoman. Le soussigné vient, par ordre de S. M. I. le Sultan, déclarer à Leurs Excellences que le Gouvernement impérial n'hésite pas à reconnaître ce qu'il a proclamé dans le temps à cet égard, et se hâte d'ajouter que, quand même aucune circonstance de cette nature n'existerait pas, il s'estimerait encore heureux de pouvoir résoudre une question qui lui semble destinée à produire de très-grands biens pour la Turquie, ainsi qu'à augmenter ses rapports avec l'Europe. Mais les Représentants n'ignorent pas les motifs qui ont retardé ce résultat jusqu'ici. Ils connaissent aussi que la Sublime-Porte a toujours soutenu qu'elle ne pourra concéder aux sujets étrangers la faculté de posséder des biens immeubles en Turquie que sous certaines conditions.

Le Gouvernement du Sultan veut agir vis-à-vis des autres nations



selon les principes des peuples les plus civilisés. En retour, il est en droit et il doit à sa propre dignité comme à sa propre conservation, d'invoquer ces mêmes principes à son égard.

On sait quelle était la situation de la Turquie quand les relations avec l'Europe ont commencé. Quelques négociants étrangers, complètement séparés du reste de la population, habitaient quelques-unes des échelles du Levant. Ils avaient très-peu de rapports avec les indigènes, et ne se livraient absolument qu'au commerce en gros. Le Gouvernement ottoman leur a accordé des immunités que l'état de la société où ils se trouvaient, les coutumes et les habitudes de ce temps leur avait rendues nécessaires ; mais tout ce qui existait alors a cédé la place à un état de choses parfaitement différent. L'Europe a subi des changements, la Turquie n'est plus ce qu'elle était alors. Les relations entre elle et l'Europe ne sont plus les mêmes. Tout a donc changé, excepté ces capitulations surannées qui sont souvent mises en avant pour justifier des prétentions incompatibles avec la situation actuelle et de nature à rendre impossible la marche régulière du Gouvernement.

Les sujets étrangers ne relèvent, en vertu des Capitulations dont il s'agit, que de leurs propres autorités. Il s'ensuit qu'on a, dans les provinces de l'Empire, autant d'administrations de police, autant de tribunaux régis par des lois différentes qu'il y a de consulats.

Ainsi, en matière de police aussi bien que dans tout ce qui regarde l'administration judiciaire, financière et autres, la main du Gouvernement est arrêtée au nom de cette anomalie.

Les graves inconvénients qui résultent d'une situation si extraordinaire, les obstacles insurmontables qu'elle oppose à l'accomplissement des vœux du Sultan de faire régner dans toutes les branches de l'administration l'ordre et la régularité, sont trop évidents pour avoir besoin d'être énumérés ici, et dont la portée ne peut pas être mieux appréciée que par ceux sur lesquels repose la responsabilité du gouvernement de l'Empire.

Le soussigné est persuadé que, prenant en sérieuse considération les observations qui précèdent, les Représentants signataires de la note collective voudront bien convenir que, aussi longtemps qu'un tel état de choses continuera à exister, il sera impossible à la Sublime-Porte d'adopter la voie dans laquelle on lui conseille d'entrer.

En effet, comment pourra-t-elle accorder le droit de venir s'établir, comme propriétaires, à des populations qui ne relèvent pas de son autorité, qui ne reconnaissent pas ses lois, qui ne se soumettent pas aux obligations auxquelles les sujets de S. M. I. le Sultan se trouvent assujettis ? qui ne sont justiciables que des tribunaux étrangers ?

Partout ailleurs où les étrangers jouissent de l'avantage d'acquérir

des propriétés, ils sont soumis à la police, aux lois et aux tribunaux de la nation chez laquelle ils résident; ils payent les mêmes droits et les mêmes redevances que cette nation, et ils ne prétendent pas être traités plus favorablement qu'elle.

Du reste, la nécessité et la légitimité de la modification des Capitulations ont été solennellement reconnues par les hautes puissances signataires du traité du 30 mars 1855 et consignées dans un des protocoles du congrès de Paris. Ainsi, le soussigné croit devoir répéter encore une fois que le Gouvernement impérial reste toujours fidèle à la promesse qu'il a faite, lors de la conclusion dudit traité, de s'occuper de cette question aussitôt que la législation qui couvre les sujets étrangers en Turquie aura subi des changements propres à satisfaire aux exigences des circonstances présentes. Selon l'opinion de la Sublime-Porte, les trois points suivants doivent former les bases de la révision à laquelle on devra procéder pour arriver à cette fin :

1<sup>o</sup> Le paiement intégral, par les étrangers résidant en Turquie, de toutes taxes et impositions auxquelles les sujets ottomans sont soumis;

2<sup>o</sup> Quelle autorité la Sublime-Porte doit exercer sur eux?

3<sup>o</sup> S'il y a des avantages qu'on pourrait leur accorder en retour des devoirs auxquels ils se soumettraient?

Le soussigné ne saurait omettre de dire en même temps que le Gouvernement impérial ne négligera rien pour que les lois auxquelles les étrangers auront à se conformer puissent leur offrir toutes les garanties désirables. Il est également à faire observer qu'il ne s'agirait pas d'obtenir d'un trait de plume et dès à présent toutes nos immunités accordées aux sujets étrangers et qui ne seraient pas en opposition directe avec la nouvelle position qu'ils acquerraient, comme il ne serait point question de leur donner tous les privilèges appartenant aux nationaux. Le soussigné saisit cette occasion pour réitérer à Son Excellence l'assurance de sa haute considération.

*Signé : AALI.*

---

Deux circulaires de l'office des affaires étrangères, en date du 15 septembre et du 16 octobre, annoncent le retrait complet des caïmés et le rétablissement du taux légal des medjidié d'or et d'argent, des bechlick et de leurs subdivisions.

---

**Circulaire d'Aali-Pacha aux consuls, au sujet des protégés temporaires des consulats étrangers.**

Le 18 octobre 1862.

Monsieur,

L'ensemble des observations qui nous ont été communiquées par messieurs les Représentants des Puissances amies, au sujet du projet de Règlement que j'ai eu l'honneur de leur communiquer par ma note circulaire, en date du 24 avril, relativement aux protégés temporaires des consulats étrangers dans l'Empire, n'a pas manqué d'être pris en sérieuse considération.

Les amendements que la Sublime-Porte s'est empressée d'introduire dans ledit projet que je vous envoie ci-joint, me paraissent répondre en tout point aux considérations dont il s'agit; je me flatte de l'espoir, Monsieur, que vous voudrez bien faire en sorte que ce Règlement soit mis en vigueur le plus tôt possible.

Je saisis, etc.

*Signé : AALI.*

---

ANNEXE AU MEMORANDUM DU 18 OCTOBRE 1862.

**Règlement relatif aux consulats étrangers.**

Art. 1<sup>er</sup>. Les consulats peuvent employer des indigènes comme employés privilégiés au nombre fixé comme ci-après :

Les consulats-généraux ou les consulats des chefs-lieux de province, quatre drogmans et quatre yassakdjis.

Les consulats dépendant des consulats-généraux, trois drogmans et trois yassakdjis.

Les vice-consulats ou agences-consulaires, deux drogmans et deux yassakdjis. Dans le cas où le nombre fixé ci-dessus pour les employés indigènes des consulats ne serait pas suffisant, les consulats auront à s'adresser à leurs représentants à Constantinople qui en préviendront la Sublime-Porte et s'entendront avec elle.

Art. 2. Les consulats-généraux ou agences consulaires peuvent entretenir en dehors du nombre indiqué dans l'article premier, des drogmans et des yassakdjis; mais il est bien entendu que ces derniers ne seront en aucune manière considérés comme privilégiés à l'instar des autres mentionnés dans ledit article. Dans le cas cependant de l'entente avec la Sublime-Porte dont il est fait mention à l'article premier, les indigènes ainsi admis en sus du nombre d'employés déterminé, seront privilégiés à l'instar des autres.

Art. 3. Toutes les fois qu'un consulat ou un vice-consulat aura à nommer un drogman indigène privilégié, il sera tenu de s'adresser au préalable au représentant de son Gouvernement à Constantinople pour obtenir par ce canal une lettre vizirienne adressée au gouvernement du lieu et l'autorisant à reconnaître la personne désignée. Il est désormais interdit aux autorités locales de reconnaître aucun individu en cette qualité sans cette lettre.

Art. 4. Les consulats-généraux devront notifier comme cela se pratique à Constantinople la nomination de leurs yassakdjis avec leurs noms au gouverneur général qui les fera enregistrer, et les reconnaîtra pour autant qu'ils auront complété le nombre fixé ci-dessus.

Les consulats, les vice-consulats ou les agences consulaires se référeront aux consulats généraux respectifs dont ils dépendent pour obtenir par leur intermédiaire du vali de la province une lettre qui autorise la reconnaissance de leurs yassakdjis par les autorités des lieux où ils résident.

Art. 5. La protection des employés privilégiés des consulats est individuelle; elle cessera en même temps que le service actif ou en cas de décès. Cette protection ne pourra point s'étendre pendant leur vie sur leurs parénts, ou être transmissible à leurs héritiers après leur mort. Les employés privilégiés jouiront de toutes les immunités que les Capitulations leur accordent, mais leurs propriétés payeront l'impôt foncier, et ils ne peuvent être exempts du service militaire ou du droit de remplacement.

Art. 6. Aucun indigène ne pourra être nommé Vice-consul ou Agent consulaire d'une Puissance étrangère. Dans le cas où de puissants intérêts commerciaux nécessiteraient l'entretien d'un agent consulaire dans un endroit où il serait impossible de confier une pareille charge à une autre personne qu'un sujet de la Sublime-Porte, la Puissance intéressée, pour cette éventualité exceptionnelle, sera admise à s'entendre sur ce point avec la Sublime-Porte par l'intermédiaire de son représentant à Constantinople.

Toutefois, une telle exception ne saurait être admise que pour des cas d'urgence reconnue de part et d'autre et à titre provisoire. Aussitôt que les circonstances qui auront nécessité la nomination exceptionnelle dont il s'agit auront cessé d'exister, on pourvoira au remplacement de l'Agent indigène ainsi nommé. Il est en outre entendu que l'indigène en question ne pourra pas invoquer la protection de la Puissance au service de laquelle il se sera trouvé dès le moment où il n'y sera plus.

Art. 7. Aucun vice-consul ou Agent consulaire ne pourra exercer ses fonctions sans obtenir un bérat du Divan impérial par l'intermé-



diaire des autorités supérieures étrangères; bérat qui lui servira comme par le passé d'exéquatur.

Art. 8. Aucun sujet ottoman ne pourra être soustrait à la juridiction ottomane par la charge, l'emploi ou le service qu'il tiendrait d'un sujet étranger. Les intérêts étrangers seuls qui se trouveraient confiés entre ses mains jouiront de la protection étrangère.

Pour faire reconnaître ces intérêts aux autorités locales, les sujets étrangers devront, s'ils s'associent avec un sujet ottoman ou s'ils le chargent d'une affaire spéciale, passer un acte en règle au tribunal de commerce du lieu, ou, si le service à rendre n'est pas susceptible d'un acte devant le tribunal de commerce, d'en prévenir l'autorité locale afin de le faire enregistrer.

Art. 9. En dehors des intérêts étrangers dont ils seraient chargés, conformément aux dispositions précédentes, les sujets ottomans ne cesseront un instant de conserver leur qualité de sujet ottoman, et de relever de la juridiction ottomane dans leurs affaires privées et dans leur personne. Cette clause est applicable aux associés, aux hommes d'affaires des sujets étrangers, aux drogman des missions ecclésiastiques, aux procureurs des monastères étrangers et aux employés ou domestiques des sujets étrangers.

Art. 10. Les Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires des puissances étrangères n'exerceront plus aucune protection sur les boutiques ou les boutiquiers sujets de Sa Majesté le Sultan sous aucun prétexte quelconque.

Art. 11. Il est bien entendu que la protection dont les employés privilégiés doivent ainsi être investis est, comme il est dit dans les articles précédents, toute personnelle et uniquement affectée au service effectif; elle ne saura donc être accordée en aucun cas à titre honorifique, ni s'étendre sur les personnes qui auront cessé d'être employées, ni non plus sur leurs parents.

Art. 12. Les domestiques indigènes des consulats n'appartenant point à la catégorie des employés privilégiés n'auront aucun droit d'être protégés. Ils ne seront néanmoins appréhendés au corps qu'après que le Consul qu'ils servent en aura été prévenu.

Art. 13. En cas de crimes ou délits commis par les protégés temporaires, ils seront remis par les Agents étrangers aux autorités locales à la première réquisition de celles-ci.

---

**Circulaire d'Aali-Pacha aux Consuls, au sujet du respect à porter  
par les protégés étrangers à la base monétaire établie,**

Le 21 octobre 1862.

Monsieur,

La base monétaire légale rétablie depuis le 1-13 du mois passé ayant nécessité l'application d'une baisse analogue sur les prix des denrées et des autres objets de première nécessité, les Autorités compétentes veillent, dans la capitale et ses faubourgs, à l'empêchement des abus qui pourraient se produire au préjudice des intérêts publics en général. Il arrive maintenant que cette surveillance n'est pas efficacement exercée dans la circonscription du sixième cercle (Perà et Galata) sur des boutiquiers et des débiteurs, qui y échappent par leur nationalité, et qui, à l'abri de la protection dont ils jouissent contrairement aux règlements établis, en vendant au-dessus des prix du tarif et à des taux fictifs sur l'ancienne base d'échange en caïmé.

Ces contraventions étant de nature à faire manquer le but que le Gouvernement impérial se propose dans l'intérêt public, et ne pouvant être tolérées, je viens vous prier, Monsieur, de vouloir bien donner vos ordres à la chancellerie de \_\_\_\_\_, afin qu'elle ait à prévenir tous les boutiquiers et débiteurs qui en relèvent qu'ils seront passibles indistinctement des mêmes peines que les contrevenants indigènes.

*Signé : AALÎ.*

**Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet des  
empiétements des ressortissants étrangers à Smyrne.**

Le 2 novembre 1862.

Monsieur,

Suivant les renseignements officiels parvenus à la Sublime-Porte, les sujets étrangers résidant à Smyrne ne se désistent pas depuis quelque temps d'entreprendre des constructions ou des réparations sur les terrains et les propriétés appartenant à leurs femmes ou à leurs parents sujets ottomans, sans se faire munir au préalable d'un permis de l'autorité locale; de remplir le rivage de la mer où leurs propriétés sont situées, en préparant d'avance, furtivement, tous les matériaux nécessaires pour faire exécuter les travaux dans l'espace de peu de jours, sans se soucier que les édifices qu'ils élèvent puissent nuire aux batteries de la ville. Ils poussent ces abus jusqu'à arborer les couleurs de leur nation respective sur les maisons, les débits de boisson, les cafés qu'ils entretiennent. Ces établissements, ainsi que les fermes situées dans la province dont ils sont les locataires, ou les

propriétaires fictifs servent d'asile aux mauvais sujets sans qu'il soit permis à la force publique d'y pénétrer, lorsqu'elle a à faire des perquisitions et qu'elle n'est pas accompagnée des *Yassakdjis* du consulat, dont relève le locataire ou le propriétaire fictif. Le mal provenant d'un pareil état de choses est trop évident pour avoir besoin d'être développé. Il déroge aux lois de l'Empire et rend impossible le maintien de la sécurité publique. En conséquence, je viens vous prier, Monsieur, de vouloir bien donner les ordres les plus péremptoires au consulat de \_\_\_\_\_, à Smyrne, afin qu'il ait à prêter toute son assistance à l'autorité locale pour mettre fin aux abus qui font le sujet de ma note.

Je n'ai pas besoin de rappeler à Votre Excellence que la seule demeure ou comptoir de commerce du sujet étranger est considérée comme son domicile, et que les établissements tels que les cafés, les cabarets, les fermes et autres, quels qu'en soient les locataires, doivent rester sous l'action directe de l'autorité locale; que le pavillon étranger ne pourra flotter que sur les consulats et les hôpitaux appartenant à un État étranger, et qu'enfin aucune construction ou réparation ne saurait être entreprise contrairement aux lois qui régissent les bâties.

Je saisis, etc.

Signé : AALI.

**Circulaire du ministre des affaires étrangères au corps diplomatique, au sujet de l'introduction de livres et imprimés dans l'Empire.**

Le 12 novembre 1862.

Monsieur,

L'introduction en Turquie des livres, des brochures et des publications périodiques ou quotidiennes ayant acquis, dans ces derniers temps, un accroissement très-important, il était naturel que le Gouvernement impérial avisât aux moyens de la soumettre à un régime d'examen, pour arrêter la distribution des écrits subversifs. En conséquence, des ordres ont été donnés à toutes les Autorités des villes du littoral et des frontières de l'Empire de faire examiner préalablement, par des agents spéciaux, tous les livres et autres publications périodiques ou quotidiennes qui seraient déposés, à leur entrée, dans les bureaux douaniers. Après cet examen, elles laisseront circuler les écrits qui ne paraîtront pas nuisibles à l'ordre public, tandis que ceux qui seront jugés de nature à fausser l'opinion et à y jeter des germes de désordre seront retenus.

Je trouve inutile, Monsieur, d'entrer dans des particularités pour démontrer à Votre Excellence ce qu'il y a de légitime et d'urgent dans

cette mesure, la plupart des autres États ayant cru devoir la pratiquer sur leur territoire.

Aussi dois-je me borner à prier Votre Excellence de vouloir bien donner des instructions en conséquence aux consulats relevant de votre autorité dans les Échelles ou les villes frontières de l'Empire, pour qu'ils aient à leur tour à en informer leurs nationaux.

Je saisis, etc.

Signé : AALI.

---

**Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet des honneurs à rendre aux jours anniversaires des souverains étrangers**

Le 12 novembre 1862.

Monsieur,

Par sa note en date du 8 *chaban* 1275, la Sublime-Porte déterminait les formalités que la marine impériale et les autorités locales remplittaient à l'occasion de l'anniversaire des Souverains amis et alliés. Certains points de ces formalités se trouvent en contradiction avec les règlements maritimes de l'Empire, je viens aujourd'hui les rectifier, pour éviter tout malentendu ou contravention à ces règlements dans l'avenir. Les bâtiments armés de moins de dix canons sont dispensés de tirer des salves d'artillerie le jour de la fête d'un Souverain étranger, et ne sont tenus à se couvrir de pavois que dans le cas seul où un bâtiment de guerre de ce Souverain se trouverait dans le même port.

Ayant porté cette rectification à la connaissance des Autorités de la Sublime-Porte dans les provinces maritimes de l'Empire, je prie Votre Excellence d'en informer à son tour ceux des consulats de votre Gouvernement qui y sont intéressés.

Je saisis, etc.

Signé : AALI.

---

**Circulaire d'Aali-Pacha, annonçant les mesures prises pour empêcher la contrebande de guerre sur les côtes voisines de la Grèce.**

Le 15 novembre 1862

Monsieur,

La Sublime-Porte, par suite des informations qu'elle vient de recevoir de ses Autorités, se trouve dans la nécessité de prendre quelques mesures de sûreté, à l'égard des bâtiments qui fréquentent le détroit de *Prévèza* et le golfe de *l'Arta*. Cette mesure consiste à visiter tous les navires marchands dans le but de les empêcher d'introduire clandes-



tinement des munitions de guerre dans les provinces de l'Empire. Plusieurs tentatives de contrebande dans ce genre ont été constatées en dernier lieu, et justifient pleinement le régime exceptionnel et temporaire auquel le Gouvernement impérial se voit obligé de soumettre les navires en question. Les Autorités locales, assistées d'un délégué du Consulat de \_\_\_\_\_ procéderont à cette visite et saisiront rigoureusement toute contrebande de guerre trouvée à bord, qui sera confisquée sans aucun droit à une réclamation de la part des intéressés.

En portant cette mesure à la connaissance de Votre Excellence, je vous prie, M. \_\_\_\_\_, de vouloir bien inviter les Consulats de \_\_\_\_\_, établis dans ces deux localités, à prêter leur concours aux Autorités locales lorsqu'elles seront dans le cas qui fait l'objet de cette Note.

Je suis, etc.

*Signé: AALI.*

**Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, complétant celle du 15 novembre.**

Le 29 novembre 1862.

Monsieur,

Afin d'éviter toute sorte de malentendu sur le vrai sens de ma Note circulaire en date du 15 novembre et pour en mieux préciser la portée, je crois devoir y ajouter que la visite qui en fait l'objet ne sera exercée qu'à l'égard des bâtiments destinés pour les seules côtes de la Turquie sur le détroit de *Prévéza* et le golfe d'*Arta*.

Je suis, etc.

*Signé: AALI.*

**Hatt impérial adressé par le Sultan à son nouveau vizir.**

Mon illustre vizir,

Il est superflu de dire que les causes qui doivent contribuer au bonheur et à la puissance de l'Empire ottoman sont de diverse nature. L'une d'elles est, que tous les sujets sans distinction de race ni de classe soient également traités, qu'ils jouissent du bienfait de la justice et de la sécurité, et que l'exécution des lois ait lieu partout et pour tous.

Vient ensuite le développement de l'agriculture et du commerce, qui sont les bases de la richesse et de la prospérité des nations.

Il faut aussi maintenir en bon état les forces de terre et de mer, qui sont la sauvegarde de la puissance et de la tranquillité des peuples civilisés.

En outre, il est nécessaire d'établir une exacte balance des recettes et des dépenses, et, en se gardant de porter atteinte aux mesures destinées à relever le crédit, qui est l'âme des finances, il importe de travailler à l'accomplissement de ces mesures.

L'exécution de toutes ces choses doit être, Dieu aidant, le premier soin des fonctionnaires, et une égale attention devra être donnée à chacune d'elles.

J'examinerai avec mes ministres ces diverses questions, séparément, en ayant soin de proportionner les dépenses aux besoins réels.

Je désire que l'on me remette directement des rapports exacts sur toutes les décisions qui seront jugées opportunes.

Le principal objet de ma pensée est la sécurité et la prospérité de mon Gouvernement et de tous mes sujets. Je veux absolument que mes ministres et tous les fonctionnaires marchent avec zèle et fidélité dans la voie que je viens de tracer.

Janvier (1863).

---

F. AMYOT.

# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

1863

---

### II

#### PREMIÈRE PARTIE.

---

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

---

**Convention de Cartel entre la Prusse et la Russie, signée  
à Berlin, le 8 août 1857 et ratifiée le 4 septembre<sup>1</sup>.**

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité!

La Convention de Cartel conclue le 20=8 Mai 1844 entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur de Toutes les Russies, Roi de Pologne, étant expirée, et quelques-unes de ses dispositions ayant été reconnues susceptibles de recevoir plus de développement et de précision, Leurs Majestés ont jugé utile et convenable de conclure une nouvelle Convention de Cartel et ont à cet effet nommé des Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Prusse : le sieur *Othon Théodore Baron de*

1. Nous publions à titre rétrospectif cette Convention dont il a beaucoup été parlé dans ces derniers temps.

*Manteuffel*, Président de Son Conseil et Son Ministre des affaires étrangères, Chevalier des Ordres de Prusse de l'Aigle noir et de l'Aigle Rouge avec feuilles de chêne, Couronne et sceptre, Grand Commandeur de l'Ordre de Hohenzollern, Commandeur de l'Ordre de Saint-Jean de Prusse, et Chevalier Grand-Croix des Ordres de Russie de Saint-André, de Saint-Alexandre-Newski, etc.

Et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne : le sieur *Philippe Baron de Brunnov*, Son Conseiller privé actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de Prusse et leurs Altesses Royales les Grands-Ducs de Mecklembourg-Schwerin et de Mecklembourg-Strelitz, Chevalier Grand-Croix des Ordres de Russie de Saint-Wladimir de première classe, de Saint-Alexandre-Newski en diamants, de l'Aigle blanc, de Sainte-Anne de première classe et de Saint-Stanislas de première classe et des Ordres de Prusse de l'Aigle rouge de première classe et de Saint-Jean de Jérusalem, etc., lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu et signé la convention de Cartel, dont la teneur suit ici mot à mot.

Art. 1. La présente Convention qui sera mise à exécution quatre semaines après l'échange des ratifications, s'appliquera :

a) à tous les individus qui désertèrent le service actif des armées respectives ainsi qu'aux effets militaires qu'ils auront emportés, tels que chevaux, harnais, armes, habillements; en outre, aux individus qui n'ont obtenu de congé qu'à condition de se présenter au premier appel pour rentrer au service actif et qui en conséquence appartiennent à la réserve;

b) à tous les individus qui, selon les lois de l'État qu'ils ont quitté avec ou sans l'intention d'y rentrer, sont sujets, ne fût-ce que dans la suite, au service militaire;

c) aux individus qui, ayant commis des crimes ou délits dans l'un des deux États, se sont enfuis sur le territoire de l'autre, pour se soustraire aux poursuites de la justice et à la peine qu'ils ont encourue.

Art. 2. Si les individus mentionnés dans l'article précédent sous la lettre a) sont saisis en uniforme, si l'on trouve sur eux d'autres objets appartenant à l'équipement militaire, ou, en général, s'il est hors de doute qu'ils ont déserté le service militaire de l'autre État, ils seront sur-le-champ, et sans réquisition préalable de cet État, arrêtés et conduits avec les effets militaires trouvés sur eux, à la frontière qui sépare les deux États, pour y être remis aux autorités respectives chargées de les recevoir. Quant aux individus dont la désertion n'est pas manifeste, mais devient probable par suite de leur propre déclaration ou de circonstances particulières, les autorités militaires ou



civiles qui auront eu connaissance du séjour d'un pareil individu, prendront aussitôt les mesures nécessaires pour empêcher son évasion. Elles feront ensuite dresser un procès-verbal à ce sujet, et le communiqueront aux autorités militaires provinciales de l'autre État, qui alors déclareront, si le prévenu a effectivement déserté ou non ; sur quoi, dans le cas de l'affirmative, le déserteur leur sera livré de la manière sus-indiquée.

Les individus mentionnés dans l'article précédent lettre b) ne seront arrêtés et restitués qu'à la suite d'une réquisition expresse qui, dans chaque cas spécial, sera faite par les autorités compétentes de l'État auquel ces individus appartiennent.

Art. 3. 1) L'extradition des individus appartenant aux classes a) et b) de l'article 1 n'aura cependant pas lieu, si avant de s'être rendus dans l'État qu'ils ont quitté en dernier lieu, ou avant d'y avoir pris service, ces individus ont été sujets de l'État où ils se sont retirés lors de leur désertion, et que les rapports résultants pour eux de cette qualité n'aient pas été annulés suivant les formes prescrites par les lois de cet État. Mais même, dans ce cas, on rendra les chevaux et les effets militaires que ces individus auraient emmenés avec eux en désertant.

2) De même si un individu appartenant à l'une ou l'autre de ces deux classes s'est rendu coupable de quelque crime ou délit dans l'État où il s'est retiré, son extradition pourra être refusée jusqu'à ce qu'il ait subi la peine que lui infligent les lois de cet État.

3) Dans les cas où l'arrestation et l'extradition d'un individu ne devront s'effectuer qu'à la suite d'une réquisition (ainsi que cela est stipulé dans l'article 2, notamment à l'égard des déserteurs qui ne sont pas reconnaissables comme tels), il s'est écoulé l'espace de deux ans depuis l'époque de la désertion ou de l'évasion d'un individu de cette catégorie, celui des deux États auquel serait adressée une réquisition pour le réclamer, ne sera point tenu d'y satisfaire. Si toutefois un réfractaire ou un déserteur avait commis un crime ou un délit avant sa fuite, ou s'il était prévenu d'en avoir commis un, son extradition se fera d'après les règles établies dans les articles 15 et 16 ci-dessous, quand même il se serait écoulé un espace de deux ans depuis l'époque de son évasion ou de sa désertion.

Art. 4. Les communications qui d'après l'article 2, auront lieu par rapport aux individus soupçonnés d'avoir déserté le service de l'une des Hautes Parties contractantes, seront adressées, de la part de la Prusse, au Commandant en chef et aux officiers chargés de l'extradition des déserteurs, et de la part de la Russie et de la Pologne, au Général commandant dans la Province prussienne la plus proche ; les réquisitions relatives aux individus mentionnés dans l'article 1,

sous la lettre b), seront adressées de la part de la Prusse, aux autorités militaires et civiles de la Russie ou de la Pologne les plus proches, et de la part de la Russie et de la Pologne à la Régence provinciale prussienne la plus à portée.

Dans l'Empire de Russie le Commissaire spécial qui a pour mission de veiller au maintien des relations de bon voisinage sur la frontière, sera également autorisé comme par le passé, à faire et à recevoir les communications et réquisitions prévues dans le présent article.

Art. 5. S'il arrivait qu'un individu, avant sa désertion du service de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, eût déserté des troupes d'un autre Souverain, ou d'un autre État, avec lequel l'une des Hautes Parties contractantes aurait conclu une Convention de Cartel, le déserteur n'en sera pas moins rendu à l'armée qu'il aura désertée en dernier lieu.

Art. 6. Il est expressément défendu aux autorités militaires et civiles respectives, d'engager au service militaire ou civil de leur Souverain un individu dont la désertion du service militaire de l'autre État n'est pas douteuse, ou ne serait même que probable. Elles ne laisseront passer la frontière à aucun sous-officier ni soldat de l'armée de l'État limitrophe, à moins qu'il ne soit muni d'un passe-port ou d'une cartouche du chef ou du commandant du corps auquel il appartient.

Tout individu qui, sans pouvoir se légitimer au moyen d'un pareil passe-port ou d'une cartouche, sera découvert par ces autorités ou leur sera dénoncé par leurs subordonnés, et que des signes extérieurs ou d'autres circonstances rendront suspect d'appartenir aux troupes de l'autre État, sera sur-le-champ arrêté, avec tous les effets qu'on trouvera sur lui; on lui fera subir un interrogatoire, et il sera procédé ensuite conformément aux dispositions de l'article 2.

Art. 7. Les Hautes Parties contractantes feront tenir la main à ce qu'il soit satisfait promptement et loyalement aux réquisitions d'extradition qui seront adressées à Leurs autorités. Dans le cas même où les individus réclamés auraient été entre temps engagés au service de l'État sur le territoire duquel ils se trouvent, cette circonstance n'influera en rien sur les obligations mutuelles résultant du présent article.

Art. 8. S'il s'élevait des doutes sur l'exactitude de telle ou telle circonstance, rapportée dans l'acte de réquisition, ces doutes ne pourront, les cas mentionnés dans l'article 3 exceptés, motiver un refus d'extradition.

Art. 9. Non-seulement l'extradition d'un déserteur ou d'un individu sujet au service militaire devra toujours et sans exception être

accompagnée d'un procès-verbal qui aura été dressé pour constater les causes et les circonstances de son arrestation, mais encore, s'il appartient à la catégorie de ceux qui, d'après l'article 2, doivent être livrés d'office, les effets militaires qui auront servi à faire découvrir sa désertion, seront aussitôt restitués avec lui. Si, au contraire, l'individu appartient à la classe de ceux qui ne doivent être livrés qu'à la suite d'une communication préalable entre les autorités militaires respectives, ou d'une réquisition spéciale, dans ce cas, afin de mettre hors de doute que son extradition est conforme aux principes établis dans la présente Convention, l'acte de réquisition qui le concerne devra, lors de l'extradition, être produit en original ou en copie vidimée.

Art. 10. Les points de la frontière où l'extradition régulière des déserteurs et autres individus, avait lieu précédemment, continueront à servir pour le même objet aussi longtemps que les autorités respectives ne conviendront pas d'un changement à cet égard. Les fonctionnaires chargés dans ces endroits de recevoir les individus qui devront être livrés, seront, suivant que ces fonctionnaires appartiennent à l'état militaire ou à l'état civil, indiqués par les autorités militaires ou civiles compétentes, à celles de l'autre État.

Art. 11. 1) Pour tout déserteur ou individu sujet au service militaire, les frais d'entretien seront acquittés à raison de quatre (4) gros d'argent de Prusse ou de douze (12) copeks argent de Russie, par jour, à compter du jour où il aura été arrêté pour être livré, soit d'office, soit par suite d'une réquisition. Si le déserteur a emmené un cheval de service, il sera bonifié pour ce dernier par jour, et à compter de l'époque susindiquée, deux metzes d'avoine et huit livres de foin avec la paille nécessaire, et ces fourrages seront payés chaque fois selon le prix courant du marché de la ville la plus proche.

2) La restitution du déserteur se fera au plus tard huit jours après son arrestation, laquelle aura lieu dès qu'on l'aura découvert; les frais de son entretien ne seront rétribués de part et d'autre que pour le même terme de huit jours, à moins que l'éloignement du lieu où le déserteur aura été arrêté, ou d'autres circonstances bien constatées, ne retardent nécessairement au delà de ce terme son extradition aux autorités compétentes. Si, par suite de maladie, le transfuge se trouvait avoir été reçu à un hôpital, les frais qui en résulteront seront acquittés par le Gouvernement réclamant, à raison de cinq (5) gros d'argent de Prusse ou de quinze (15) copeks argent de Russie, par jour, pour tout le temps pendant lequel son état de santé l'aura retenu à l'hôpital.

Art. 12. Si, outre le déserteur lui-même, l'on parvient encore à découvrir le cheval de service emmené par lui, et que ce cheval soit

rendu à l'État auquel il appartient, la personne qui, par son avis, aura amené la saisie du cheval, obtiendra de l'État auquel se fera l'extradition, une récompense de sept écus et demi (7 1/2) de Prusse ou six (6) roubles soixante-quinze (75) copeks argent de Russie).

Art. 13. Afin de pouvoir acquitter sans délai cette récompense, ainsi que les frais d'entretien mentionnés dans l'article 11, lesquels, dans aucun cas, ne pourront être augmentés, les Hautes Parties contractantes feront déposer chez les fonctionnaires chargés sur les points d'extradition de la réception des déserteurs, une certaine somme d'argent au moyen de laquelle ils payeront, lors de l'extradition du déserteur ou de l'individu sujet au service militaire, et du cheval, les frais d'entretien, sur une spécification présentée aux susdits fonctionnaires par les fonctionnaires de l'autre État chargés de l'extradition, ainsi que la récompense pour la saisie du cheval. Si l'on trouvait ladite spécification défectueuse, ce qui toutefois pourra difficilement avoir lieu, vu la détermination précise du taux de la rémunération et des frais d'entretien, elle n'en devra pas moins être soldée, et ce ne sera que plus tard qu'une réclamation à ce sujet sera prise en considération, le seul cas excepté où il n'aurait pas été satisfait à la disposition de l'article 9, concernant la restitution simultanée des effets militaires trouvés sur le déserteur, ou l'exhibition de l'original ou de la copie vidimée de l'acte de réquisition, dans lequel cas il ne sera payé ni frais d'entretien ni récompense.

Art. 14. Les déserteurs et les individus sujets au service militaire ne pouvant contracter de dettes que l'État auquel ils appartiennent eût l'obligation légale d'acquitter, les dettes qu'ils pourraient avoir ne feront jamais, lors de l'extradition, un objet de discussion entre les autorités des deux États. Si un individu, durant son séjour dans l'État qui le livre, a contracté envers des particuliers des obligations que son extradition l'empêche de remplir, il ne reste à la partie lésée que de faire valoir ses droits par devant les autorités compétentes de l'État auquel appartient son débiteur.

Pareillement, si un déserteur ou un individu sujet au service militaire se trouvait, au moment où il est réclamé, en état d'arrestation pour des engagements qu'il aurait contractés envers des particuliers, l'État auquel s'adresse la réquisition ne sera pas pour cela libéré de l'obligation de le livrer sans retard.

Art. 15. 1) Ceux qui, dans le pays de l'un des deux Souverains, commettent un crime ou délit, ou qui sont accusés ou prévenus d'en avoir commis un, et qui ensuite prennent la fuite et se rendent dans le pays de l'autre Souverain, seront restitués de part et d'autre sur une réquisition qui aura lieu de la manière indiquée ci-dessous dans l'article 16.



2) L'État ou la condition du coupable, de l'accusé ou du prévenu, ne changera rien à cette disposition, et il sera restitué à quelque état ou à quelque condition qu'il appartienne, qu'il soit noble, habitant d'une ville ou de la campagne, libre, serf, militaire ou civil.

3) Mais si ledit criminel ou prévenu est sujet du Souverain dans le pays duquel il s'est rendu par sa fuite après avoir commis un crime ou délit, dans le pays de l'autre Souverain, sa restitution n'aura pas lieu, mais le Souverain dont il est sujet fera administrer contre lui bonne et prompte justice selon les lois du pays. Il est surtout convenu que lorsqu'un individu passe du territoire d'un État sur celui de l'autre, y commet un crime ou délit, et rentre ensuite dans l'État d'où il était venu, les autorités de cet État (quoique l'extradition d'un pareil individu soit inadmissible d'après les dispositions précitées) n'en prêteront pas moins, si elles en sont requises, aux autorités compétentes de l'État sur le territoire duquel le crime ou délit a été commis, tout aide et assistance que les lois du pays leur permettront pour constater les faits et découvrir les coupables appartenant à l'autre État, dès que l'action commise est telle qu'elle est punissable aussi d'après la législation de l'État requis. Si cependant un individu quelconque a été arrêté dans le pays où il a commis un crime, délit ou un excès quelconque, et ce, pour avoir commis ledit crime, délit ou excès, le Souverain du pays où l'arrestation s'est faite fera administrer justice contre lui et lui fera infliger la peine qu'il a encourue quand même un tel individu serait sujet de l'autre Souverain.

En aucun cas l'individu arrêté dans le pays même où il s'est rendu coupable d'un crime, délit ou excès quelconque, ne pourra être livré ni ne sera reçu dans l'autre pays avant d'avoir été condamné par jugement formel.

Art. 16. 1) L'arrestation d'un criminel qui doit être livré de la part d'un État à l'autre, aura lieu à la réquisition d'un bureau de police ou d'un tribunal du pays où le prévenu aura commis le crime qui lui est imputé, et cette réquisition sera adressée à un bureau de police ou à un tribunal de l'autre pays.

Auront en outre le droit de faire une semblable réquisition : dans les États de Sa Majesté le Roi de Prusse, le Procureur du Roi ; dans l'Empire de Russie le Commissaire spécial chargé de veiller le long de la frontière au maintien des relations de bon voisinage ; dans le Royaume de Pologne les Chefs de districts limitrophes, ayant pour le maintien de ces relations les mêmes attributions et les mêmes droits que le Commissaire spécial russe.

Les autorités respectives sont tenues, lors même qu'elles seraient incompetentes pour faire droit à la réquisition qui leur est adressée, de l'accepter et de la faire tenir sans délai aux fonctionnaires compétents.

2) L'extradition effective ne se fera toutefois de la part de la Prusse, qu'à la réquisition du Gouverneur général ou du Gouverneur civil du Gouvernement de l'Empire de Russie, ou à la réquisition du tribunal supérieur du Gouvernement du Royaume de Pologne, où le criminel ou prévenu a déjà été ou doit être soumis à une enquête judiciaire. Dans les cas prévus au présent article, la réquisition sera adressée au tribunal supérieur de la Province de la Monarchie prussienne où le criminel ou prévenu, fonctionnaire public ou autre, sera présumé avoir cherché un asile. Les autorités de l'Empire de Russie feront passer leurs réquisitions par l'intermédiaire du Commissaire spécial russe.

3) De la part de la Russie et du Royaume de Pologne l'extradition aura lieu à la réquisition du tribunal supérieur de la Province prussienne où le criminel ou prévenu a déjà été ou doit être soumis à une enquête judiciaire, laquelle réquisition sera adressée au Gouvernement général du Gouvernement de l'Empire de Russie, ou au tribunal supérieur du Gouvernement du Royaume de Pologne, où le criminel ou prévenu sera présumé avoir cherché un asile.

4) Les deux Gouvernements se communiqueront réciproquement la liste des tribunaux supérieurs et autorités publiques chargés dans les États respectifs d'expédier ces réquisitions.

5) Dans tous les cas précités, soit que la demande d'extradition ait été faite par un tribunal supérieur de la Prusse, soit qu'elle provienne d'un des Gouverneurs généraux ou Gouverneurs civils de l'Empire de Russie ou d'un tribunal supérieur ou d'un Gouverneur civil du Royaume de Pologne, la réquisition doit être accompagnée d'une expédition, soit de la sentence, si elle a déjà été prononcée, soit de l'arrêt de mise en accusation ou du mandat d'arrêt (Haftbefehl) du tribunal compétent spécifiant en détail les circonstances du crime ou délit, ainsi que les motifs de suspicion.

Dans les cas de soustraction de fonds publics ou d'effets appartenant à la Couronne, la réquisition des Gouverneurs civils devra être accompagnée, en outre, d'une spécification authentique des sommes ou effets détournés ou soustraits. Les mêmes formalités seront observées pour les réquisitions d'un tribunal supérieur de la Monarchie prussienne.

6) La demande d'extradition et les pièces à l'appui devront être présentées dans les six mois, à compter du jour où l'annonce de l'arrestation du criminel ou du prévenu aura été expédiée au fonctionnaire ou au tribunal qui aura demandé cette arrestation. En cas de retard, l'obligation de livrer le criminel ou prévenu cessera.

7) L'extradition elle-même aura lieu, lorsque par suite de l'interrogatoire qu'on fera subir au prévenu, l'identité de sa personne aura

été reconnue, et si l'action qui lui est imputée, est telle que, suivant les lois de l'État auquel s'adresse la réclamation, le coupable devrait également être soumis à une enquête criminelle. Si l'individu, dont on demande l'extradition, est accusé de plusieurs crimes ou délits, l'extradition aura lieu aussi lorsqu'une seule des actions qui lui sont imputées entraînerait une procédure criminelle aux termes de la législation de l'État requis.

8) Pour être livré, le criminel sera transporté jusqu'à l'endroit où se trouve l'autorité de l'État requérant, chargée de le recevoir. Il lui sera remis contre le remboursement des frais.

Art. 17. Il sera payé :

a) pour l'entretien du criminel, à compter du jour de son arrestation quatre (4) gros d'argent de Prusse, soit douze (12) copeks argent de Russie, par jour ;

b) pour frais de détention, tant que celle-ci dure, cinq (5) gros d'argent de Prusse, soit quinze (15) copeks argent de Russie, par jour ; et en outre

c) les déboursés à liquider dans chaque cas particulier pour le transport du criminel jusqu'à la frontière, et pour la fourniture des pièces d'habillement dont il avait besoin.

Art. 18. Ni les déserteurs, ni les individus sujets au service militaire, ni les criminels ne pourront, de la part de l'État qui le réclame, être poursuivis sur le territoire de l'autre État, soit par quelque acte de violence ou d'autorité arbitraire, soit clandestinement. Il est en conséquence défendu qu'un détachement militaire ou civil, quel qu'il soit, ou quelque émissaire secret, passe dans ce but la frontière des deux États.

Si, de la part de la Puissance réclamante la poursuite d'un ou de plusieurs déserteurs, d'individus sujets au service militaire, ou de criminels qui se sont sauvés, a été ordonnée au moyen d'un détachement militaire ou civil, ou de tout autre manière, cette poursuite ne devra s'étendre que jusqu'à la frontière qui sépare les deux États. Là le détachement devra s'arrêter, et un seul homme passera la frontière. Celui-ci s'abstiendra de tout acte de violence ou d'autorité privée, et s'adressera au fonctionnaire militaire ou civil compétent pour lui faire la demande de l'extradition, en lui exhibant l'acte de réquisition de ses supérieurs. Ce délégué sera reçu avec les égards que les deux Gouvernements se doivent mutuellement et l'on procédera ensuite conformément aux termes de la présente Convention.

Art. 19. 1) Tout acte d'autorité qu'un employé civil ou militaire de l'un des deux États exercera sur le territoire de l'autre, sans y avoir été expressément autorisé par les fonctionnaires militaires ou

civils compétents de ce dernier Etat, sera considéré comme une violation de territoire et puni en conséquence.

2) S'il s'élève des doutes sur le fait même de la violation de territoire, ou sur les circonstances particulières qui l'ont accompagnée, il sera établi une commission mixte, présidée par le Commissaire de la partie lésée. Les Commissaires perpétuels, désignés d'avance pour cet effet, seront pour la Prusse le Conseiller provincial du cercle (Landrath) sur la frontière duquel la violation du territoire doit avoir eu lieu, pour l'Empire de Russie le Commissaire spécial chargé de veiller au maintien des relations de bon voisinage, et pour le Royaume de Pologne, le chef du district limitrophe le plus rapproché.

3) Du côté de la Prusse, le Procureur supérieur du district de juridiction (Ober-Staatsanwalt des Ober-Gerichtsbezirkes) ou le Procureur du cercle sur la frontière duquel la violation de territoire sera censée avoir eu lieu, aura le droit d'assister aux travaux de la Commission mixte; et dans ce cas un employé de justice délégué à cet effet, soit de la part du Gouvernement Impérial, soit de la part de l'administration du Royaume de Pologne, y assistera également. Dans tous les cas les membres de la Commission mixte seront en nombre égal de la part de chacune des Hautes Puissances contractantes.

Dans des cas particuliers il sera loisible aux deux Gouvernements de confier ces enquêtes à des employés envoyés *ad hoc*.

4) Les Commissaires auront le droit de s'adjoindre dans des cas particuliers un employé de justice pour entendre et assermenter les témoins. Si des militaires de rang inférieur ou appartenant à la garde-frontière se trouvaient impliqués dans l'affaire dont il s'agit, leur interrogatoire ne pourra avoir lieu qu'en présence de délégués envoyés *ad hoc* par l'autorité militaire compétente.

5) La Commission mixte aura soin de bien éclaircir les faits, pour constater si effectivement une violation de territoire a eu lieu, et qui en est l'auteur. Si la Commission est d'accord à ce sujet, les pièces du procès seront transmises au tribunal compétent de l'État auquel le prévenu appartient, afin que la peine soit prononcée et incessamment portée à la connaissance de l'État dont le territoire aura été violé.

Tout individu arrêté dans le pays même où il aura commis une violation de territoire, sera traduit devant le tribunal le plus proche de ce pays, soit militaire, soit civil, selon que le coupable appartiendra à l'état militaire ou civil. Ledit tribunal examinera le fait, entendra les témoins et instruira le procès jusqu'au point où la sentence pourra être prononcée. Les pièces de la procédure seront transmises alors, soit au Général en chef des troupes auxquelles appartient le coupable, soit lorsque celui-ci est un employé civil, à son supérieur compétent,



afin de faire prononcer la sentence conformément aux lois de chaque pays.

L'information du procès aura lieu sans interruption et devra être accélérée autant que possible. Si le tribunal chargé de prononcer la sentence, demande auparavant des éclaircissements ultérieurs, ces éclaircissements seront fournis à la réquisition dudit tribunal par les commissaires chargés de l'information du délit.

Art. 20. Il est défendu aux autorités et aux sujets des Hautes Parties contractantes, soit de recéler un déserteur, un individu sujet au service militaire et déjà réclamé, ou un criminel passible d'extradition, soit de les aider à se rendre dans d'autres contrées plus éloignées, afin de les soustraire par là à l'extradition.

Les Gouvernements respectifs procéderont d'après les lois du pays contre les personnes qui commettraient un délit de cette nature, et les autorités des deux États se donneront mutuellement pour leur propre satisfaction des renseignements sur la manière dont les contrevenants auront été recherchés et punis.

Art. 21. Il sera rigoureusement défendu aux sujets des Hautes Parties contractantes d'acheter, de quelque individu que ce soit, ne fût-il pas encore reconnu être un déserteur, ou réclamé comme tel, des effets qui portent indubitablement le caractère d'une propriété de l'État. Il leur sera surtout interdit d'acheter le cheval qu'un déserteur aura emmené avec lui, ou de faire l'acquisition d'objets qu'un criminel aura emportés en se sauvant, et dont il se trouvera possesseur illégitime. Chacun des deux Gouvernements emploiera tous les moyens que lui offrent les lois du pays, pour faire gratuitement rentrer l'autre en possession de ces objets, ainsi que des effets militaires susmentionnés.

Art. 22. Si l'extradition d'un déserteur, d'un individu sujet au service militaire, ou d'un criminel de la catégorie plus haut mentionnée, n'a pas été faite dans un cas où, d'après cette convention elle aurait dû avoir lieu, et que ledit individu, par une nouvelle fuite, retourne dans le pays auquel il aurait dû être livré, le Souverain de ce pays ne sera pas tenu de le rendre.

Art. 23. 1) Chacun des deux États s'oblige à reprendre ceux de ses propres sujets dont l'autre État voudrait se débarrasser. Cette obligation cessera toutefois, s'il s'est écoulé dix ans depuis que l'individu qu'on veut renvoyer a quitté son pays natal et que pendant ce temps il a vécu à l'étranger sans passe-port en règle ou certificat d'origine (Heimathsschein) délivré par l'autorité compétente, ou bien si ce passe-port ou certificat d'origine (Heimathsschein) a cessé d'être valable depuis dix ans.

2) Ce laps décennal ne sera pas censé interrompu par un emprison-

nement ou une détention quelconque à laquelle l'individu renvoyé aurait été condamné dans le pays qui le renvoie. Au contraire, la durée de cette détention sera comprise dans le nombre des années, à l'expiration desquelles cesse pour le pays natal l'obligation de reprendre l'individu, et cette obligation cessera *ipso facto*, si le terme de dix ans venait à expirer pendant la durée de la détention.

3) S'il arrivait qu'un individu condamné à un emprisonnement ou une détention quelconque, fût rendu à son pays natal avant le terme de dix ans fixé ci-dessus, et sans avoir subi sa peine en entier, il pourra être soumis à en accomplir le reste dans le pays qui le reçoit et cette peine y sera commuée alors selon l'exigence du cas et conformément à ce que prescrivent les lois en vigueur.

4) Les individus dont les passe-ports, certificats d'origine ou autres pièces de légitimation sont encore valables, ou ne sont expirés que depuis un an, pourront, s'ils sont sujets de l'un des deux États, y être transférés sans correspondance préalable avec les autorités compétentes de cet État.

5) La remise et l'admission des individus ci-dessus désignés, se feront :

a) De la part de la Prusse par l'intermédiaire des Conseillers provinciaux des cercles limitrophes;

b) De la part de la Russie et du Royaume de Pologne, selon l'exigence du cas, soit par l'intermédiaire des autorités militaires sur les points désignés dans l'article X de la présente Convention pour l'extradition régulière des déserteurs et autres individus, soit par l'intermédiaire des douanes ou barrières qui en dépendent.

6) Hors les cas prévus au paragraphe 4 aucun individu se disant sujet de l'une des Hautes Parties contractantes, ne pourra être transféré sur le territoire de l'autre, qu'à la suite d'une entente préalable entre les autorités compétentes qui sont : pour la Prusse, les Conseillers provinciaux (Landrätke) des cercles limitrophes; pour la Russie et pour le Royaume de Pologne le Commissaire spécial Russe et le Chef du district limitrophe polonais, chacun pour ce qui le concerne (Article 19 § 2).

7) Aussitôt qu'il aura été constaté par des preuves irréfragables que l'individu qu'il s'agit de renvoyer, est effectivement sujet de l'État auquel l'admission en est proposée, il y sera immédiatement admis sans distinction de religion ou d'origine (Heimath) lors même qu'il ne serait pas possible de déterminer au juste l'endroit de sa naissance ou la commune à laquelle il appartient.

8) Dans tous les cas susmentionnés les frais quels qu'ils soient, résultant d'une translation de cette catégorie, resteront à la charge de l'État qui l'aura opérée.

9) Si le Gouvernement de Russie ou celui de Pologne voulait se défaire d'un individu dont le transport dans sa patrie ne pourrait être effectué qu'à travers le territoire prussien, le Gouvernement de Prusse ne refusera jamais son consentement à l'exécution d'un pareil transport, pourvu que, lors de l'extradition de cet individu aux autorités frontières prussiennes, il leur soit remis en même temps :

1° Une déclaration certifiée du Gouvernement auquel appartient cet individu, portant son consentement à le recevoir ;

2° Le montant complet des frais de transport et d'entretien de l'individu en question, pour toute la route jusque dans sa patrie.

Si ces deux conditions ne sont pas complètement remplies, le Gouvernement prussien, vu les conventions qui existent à cet égard entre lui et d'autres États, ne pourra se prêter à recevoir un individu qui devra être transporté dans un État tiers.

Dans le cas où de pareils individus appartenant à un État tiers, auraient néanmoins été admis dans les États prussiens, en vertu d'un passe-port délivré par des autorités russes ou polonaises, et que leur prétendu pays natal refusât de les recevoir, les autorités prussiennes pourront les renvoyer en Russie ou en Pologne pendant la durée d'un an, à dater de leur entrée de l'un de ces pays en Prusse, en consignant dans leurs passe-ports le motif de ce renvoi.

Mais si des étrangers qui auraient volontairement quitté le territoire russe ou polonais, ou qui en auraient été renvoyés sans être dirigés sur un point quelconque de la Monarchie prussienne, venaient néanmoins à se présenter en Prusse, parce que le pays dont ils se disent originaires aurait refusé de les recevoir, le fait qu'ils se trouvent munis de passe-ports de sortie russes ou polonais, ne pourra pas être un motif de leur renvoi en Russie ou en Pologne, et dans ce cas les autorités russes et polonaises ne seront pas obligées de les réadmettre.

Art. 24. La durée de la présente Convention dont toutes les dispositions sont également applicables au Royaume de Pologne, est fixée à douze ans.

Art. 25. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de six semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous, les Plénipotentiaires respectifs, l'avons signée et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Berlin, le 8 août (27 juillet), — 1857.

(L. S.) *Signé* : V. MANTEUFFEL.

(L. S.) *Signé* : V. BRUNNOW.

**Traité de Commerce et de Navigation entre la Belgique et la Grande-Bretagne, conclu le 23 juillet 1862, ratifié le 30 août; précédé de l'Exposé des motifs présenté aux Chambres belges.**

1<sup>o</sup> EXPOSÉ DES MOTIFS PRÉSENTÉ AUX CHAMBRES BELGES.

Messieurs,

La politique commerciale de la Belgique n'a plus besoin d'être définie. Elle est écrite dans une série déjà longue d'actes publics, et elle a été formulée, en dernier lieu, dans le Traité que nous avons conclu avec la France.

A la différence des Conventions signées avec la France en 1842, en 1845 et en 1854, le traité de 1861 n'a point eu pour objet de créer de privilèges. En vous le présentant, le Gouvernement en a franchement accusé la portée, et les Chambres ont su, en l'approuvant, qu'elles votaient moins un traité qu'un tarif modéré, progressif et destiné à recevoir une application générale.

La base de nos négociations avec le Cabinet de Londres, que vous aviez ainsi sanctionnée à l'avance, était et devait être l'application à l'Angleterre du régime que nous avons accordé à la France.

Mais cette base, ne pouvait-on l'élargir?

Les questions de transports acquièrent, de jour en jour, une plus grande importance dans le mouvement des échanges internationaux. En vain abaisse-t-on le taux des droits d'entrée quand l'accès du marché n'est pas dégagé d'entraves.

Or, en Belgique, des taxes diverses pèsent encore sur la navigation, et dans un pays où la majeure partie des transports maritimes est dévolue aux pavillons étrangers, la réduction de ces charges doit intéresser les autres États autant que nous-mêmes; elle doit surtout toucher l'Angleterre qui navigue dans nos ports plus que nous et presque autant que toutes les autres nations réunies, l'Angleterre qui importe par mer les cent millions de marchandises qu'elle livre en Belgique à la consommation ou au transit.

Ce n'est pas tout. Le remaniement des taxes perçues au profit du trésor belge ou de la ville d'Anvers ne serait pour la navigation qu'une insuffisante amélioration. Le cours de l'Escaut est grevé d'une autre contribution que nous avons, pendant vingt-trois ans, acquittée pour compte d'autrui. Le moment étant venu où, usant de notre droit, nous pourrions enfin assigner un terme à nos sacrifices, la prévoyance, jointe au soin d'assurer le triomphe définitif d'un grand principe, ne conseille-t-elle pas aux puissances maritimes d'adopter pour le péage



de l'Escaut une combinaison récemment appliquée à des situations analogues ?

C'est de ce point de vue plus complet et plus élevé que, dès l'abord, la négociation nous a paru mériter d'être envisagée.

Le Gouvernement britannique ne repoussa pas un programme si digne de l'attention de toutes les nations soucieuses de l'avenir de leur commerce, mais, pour des raisons qui lui sont propres, il jugea que le but ne pouvait être atteint par la voie que nous avons indiquée. L'Angleterre, vous le savez, messieurs, n'a point attaché un caractère exclusif aux faveurs douanières qu'elle a concédées en 1860 à la France. Accordant à tous les pays les mêmes avantages, elle réclame de tous et sans autre apport de sa part, le traitement le plus favorisé. Le cabinet de Londres a donc demandé que l'arrangement commercial à conclure avec nous, c'est-à-dire le partage réciproque du régime attribué de part et d'autre à la France, fût réglé sans connexité avec aucun autre intérêt.

La disjonction a été acceptée par nous, et le régime de la nation la plus favorisée a été stipulé, de part et d'autre, sans être subordonné à la question de l'Escaut. C'est dans ces conditions, messieurs, qu'a été signé entre la Belgique et la Grande-Bretagne le traité que le Roi m'a chargé de soumettre à votre examen.

On peut faire deux parts des stipulations de cet Acte diplomatique. Les unes sont surtout commerciales et industrielles ; les autres ont plus particulièrement trait à la navigation. Je m'occuperai successivement des unes et des autres.

## I

La Législature n'a pas été seule à savoir que le tarif inscrit dans notre traité avec la France serait étendu à l'Angleterre.

Les chambres de commerce ont été consultées et se sont montrées, en grande majorité favorables à la conclusion d'un arrangement avec l'Angleterre, basé sur le traitement de la nation la plus favorisée.

Le Conseil supérieur du commerce et de l'industrie, qui est composé des délégués de toutes les Chambres de commerce du Royaume et qui peut être regardé comme la représentation la plus directe des aspirations du pays en matière économique, le Conseil supérieur, dans sa dernière session, a exprimé, en termes plus accentués encore, le vœu que la réforme douanière fût généralisée.

Le Gouvernement, toutefois, n'a jamais été d'avis que l'application du nouveau régime à l'Angleterre dût se faire sans négociation, sans ménagement.

Quelques voix, parmi les organes de notre industrie, avaient demandé qu'un intervalle séparât le Traité avec la France du Traité

avec l'Angleterre. Plus d'un an s'est écoulé depuis que le premier est en vigueur, et le second ne sera mis à exécution qu'au mois de septembre prochain.

On regardait un délai comme surtout nécessaire pour certains Articles spéciaux : le Traité du 23 juillet établit un régime transitoire qui durera deux ans à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1862 pour certaines catégories de fils de coton, pour les tissus de coton imprimés et pour les tissus de laine mélangés de coton.

La tarification des fils de coton est une question complexe. Elle touche à deux intérêts, sinon opposés, du moins différents. « L'exagération des droits sur les fils de coton a pour effet de renchérir et de sacrifier la matière première de la fabrication des tissus, l'une des industries du pays qui ont devant elles le plus large horizon. Le système actuel sacrifie, ou tout au moins subordonne le tissage à la filature. Cette combinaison est irrationnelle, aujourd'hui plus encore que dans le passé. La filature intéresse principalement le capital, depuis qu'elle a fait appel à la mécanique. Le tissage à la main, au contraire, est avant tout une affaire de salaire, et son domaine est encore des plus étendus en Belgique. Or, c'est dans cet élément que réside notre force industrielle. Rien n'est mieux approprié que le tissage aux aptitudes et aux mœurs d'une grande partie de nos populations. Dans nos provinces flamandes, en particulier, l'ouvrier naît en quelque sorte tisserand depuis des siècles. Le tisserand belge convenablement exercé, ne le cède pas à l'ouvrier anglais pour l'habileté, et son salaire est moins élevé. Sachons tirer parti de ces avantages. La récente réforme du tarif britannique a fait tomber toutes les barrières à l'entrée des tissus en Angleterre. Nos fabricants peuvent trouver de ce côté un débouché qui s'étend à l'univers entier. La France a moins largement ouvert son marché, mais elle offre néanmoins à plus d'une catégorie de nos tissus un placement qui leur manquait jusqu'ici.

« Les fruits que l'industrie des lins a recueillis de l'application aux fils étrangers de l'article 40 de la loi sur les entrepôts permettent de prévoir les effets bienfaisants que l'abaissement des droits sur les fils en général produira pour toutes les industries textiles. Chacun sait à quel point cette mesure a contribué à tirer les Flandres de la position où elles se trouvaient il y a quinze ans. Sous son influence, l'exportation a changé de voies, le travail a repris et la misère a disparu; en même temps la fabrication linière s'est perfectionnée et elle s'est promptement replacée au rang des industries dont la Belgique peut être fière à juste titre.

« Il ne peut entrer, toutefois, dans la pensée de personne de compromettre l'existence de nos filatures, qui, elles aussi, constituent une des industries principales du pays. Les deux intérêts en présence ne

sont heureusement pas inconciliables. Certes, le dégrèvement des fils serait utile au tissage, mais il ne serait pas sans conséquences avantageuses même pour nos filatures. Au début de l'application de l'article 40 de la loi sur les entrepôts, les filateurs liniers avaient conçu de vives alarmes. Quel a été le résultat de cette expérience? Le tissage a pris une expansion inespérée, la demande de fils a augmenté dans une forte proportion, le fil belge s'est combiné avec le fil anglais, et le premier a conquis de la sorte des débouchés que l'aide du second a seul pu lui procurer.

« Une expérience analogue, et plus concluante encore, a été faite sur les fils de laine. Le droit d'entrée sur les fils de laine originaires de France a été réduit de moitié par la convention du 13 décembre 1845. Grand émoi des filateurs belges, qui se déclarent ruinés! Et cependant l'importation des fils de laine étrangers ayant eu pour effet de développer le tissage, non-seulement le débouché intérieur s'est élargi pour nos filatures, mais elles exportent, à leur tour, cinq fois plus de fils que nous n'en recevons du dehors.

« L'entrée de certaines catégories de fils de coton, en mettant la tisseranderie à même de prendre tout l'essor dont elle est susceptible, fera également naître des besoins nouveaux qui procureront aux fileurs des avantages qu'ils auraient en vain attendus d'un tarif dont eux-mêmes, du reste, ne réclament plus le maintien pur et simple.

« Dans le Zollverein, la filature du coton a pris un immense développement, au détriment des importations anglaises, depuis que le droit d'entrée a été réduit, dans l'intérêt du tissage, à fr. 22 50 par 100 kilog. » (Exposé des motifs du Traité avec la France, p. 8.)

C'est sous l'empire de ces considérations que le Traité du 1<sup>er</sup> mai 1861 a fixé le tarif normal des fils de coton.

Le Traité avec l'Angleterre applique, pendant la durée du régime transitoire, des surtaxes de 5, de 10 et de 15 centimes par kilogramme aux fils de coton tors, ourdis ou teints d'origine britannique, comparativement aux droits que supportent les fils simples, écrus ou blanchis. Cette combinaison nous a paru faire une part raisonnable aux deux intérêts engagés dans le débat. Nous avons vu dans la crise même que traverse l'industrie cotonnière un motif spécial de l'adopter. Personne, en effet, n'ignore que le stock de scotons sur les marchés d'Europe se réduit aujourd'hui à des quantités relativement minimes et qui décroissent de jour en jour. Il est non moins certain qu'on ne peut compter sur des renforts abondants et prochains. Les renseignements les plus précis autorisent à croire que, dans un temps rapproché, la matière, si elle ne fait défaut, deviendra très-chère et très-rare. Dans cette situation et avec une telle perspective, la prudence exigeait que le tarif fût calculé de manière à permettre aux filatures

nationales d'écouler leurs produits, et au tissage de chercher ailleurs ce qui lui manquerait en Belgique.

Est-ce au moment où il reste à peine 4000 balles de coton à Gand que nous pouvions procéder autrement?

D'après le Traité avec la France, les tissus de coton imprimés acquittent, à l'entrée en Belgique, un droit de 15 pour 100 *ad valorem*, droit qui n'est pas réductible en 1864. Nos fabricants d'indienne auraient préféré que, sur les provenances d'Angleterre, le tarif fût établi au poids. Il est fait droit à leur demande pour la période transitoire. La taxe sur les cotons imprimés anglais sera, pendant les deux premières années, de 150 francs par 100 kilogrammes.

Les tissus de laine mélangés de coton avaient été particulièrement recommandés à la sollicitude du gouvernement. Le Traité avec la France les admet au droit de 15 pour 100 *ad valorem*. Le Traité avec l'Angleterre élève cette taxe à 22 1/2 pour 100 pendant la première année, et à 20 pour 100 pendant la seconde, ou à 180 francs par 100 kilogrammes, au choix de l'importateur, pendant les deux années. Les étoffes mélangées qui s'adressent à la grande consommation valent de 9 à 10 francs le kilogramme. La fabrication belge, en faveur de laquelle on a d'ailleurs réduit le tarif des chaînes-coton, pourra donc, à l'abri d'une protection certainement suffisante, se préparer à la lutte contre la concurrence étrangère.

Je ne chercherai pas à justifier, quant aux autres industries, le tarif qui va devenir commun à l'Angleterre. Cette tâche a été remplie déjà. L'exposé des motifs du Traité avec la France atteste qu'en déterminant le taux des droits, on a eu en vue la concurrence anglaise plus que toute autre. J'indiquerai toutefois ici le régime applicable au sel. Le sel brut importé par navires anglais sera libre à l'entrée, c'est-à-dire que le pavillon britannique est assimilé au pavillon belge, pour le transport des sels de toutes provenances. Cette mesure, conséquence obligée de l'admission du sel par la frontière de terre, a été annoncée et justifiée dans l'exposé que je viens de rappeler. — La déduction de 7 pour 100 sur le droit d'accise accordée aux sels *marins* français n'est pas étendue aux sels bruts anglais, mais si la déduction était portée à plus de 7 pour 100 pour les premiers, la quotité supérieure à 7 pour 100 serait due aux seconds. C'est ainsi que les choses étaient déjà réglées par nos arrangements antérieurs avec l'Angleterre. J'ajouterai, du reste, que les sels bruts anglais sont des sels de roche, et qu'ils sont traités comme les sels de roche de France, qui composent aujourd'hui la majeure partie des importations françaises et qui n'obtiennent pas non plus la déduction de 7 pour 100 sur le droit d'accise. — Les sels de source ne font l'objet d'aucune clause spéciale; ils tombent donc sous la disposition générale de l'article 14 du Traité de



commerce, c'est-à-dire qu'ils seront taxés comme les sels de source de tout autre pays. Conformément à l'avant-dernier paragraphe du Traité du 1<sup>er</sup> mai avec la France, les sels de source anglais seront admis en exemption de droit d'entrée pour les usages auxquels la législation belge accorde l'exemption du droit d'accise sur le sel brut. C'est donc encore, à cet égard, le maintien de *statu quo* déjà existant.

L'Angleterre, de son côté, messieurs, nous garantit la jouissance des avantages commerciaux, quels qu'ils soient, qu'elle a accordés à la France, ou qu'elle accordera à toute autre nation.

Comme nous-mêmes, et plus que nous-mêmes, elle a, par son Traité avec la France, modifié en beaucoup de points ses tarifs; elle n'a pas seulement diminué les droits, elle les a supprimés.

Si l'Angleterre nous avait exclus jusqu'à présent des bénéfices de son Traité avec la France, nous aurions regardé l'extension des mêmes faveurs à la Belgique comme une compensation satisfaisante de ce qui nous était demandé. Était-il juste de n'en tenir aucun compte parce que nous en avons profité deux ans plus tôt?

Une autre considération, plus délicate dans sa portée, s'ajoutait à celle-là. A part quelques cas exceptionnels, les autres nations traitent le commerce anglais sur le pied le plus favorisé. Nous n'en agissons pas ainsi depuis 1842, et quoique nous n'ayons pas manqué de motifs pour expliquer notre conduite, la prolongation systématique de ce régime différentiel était devenue des plus difficiles depuis la conclusion de nos derniers arrangements avec la France, qui embrassent, non plus deux ou trois articles, mais un tarif tout entier. On trouvait étrange que, refusant à l'Angleterre les avantages dont le commerce français a été mis en possession chez nous, nous prétendions jouir indéfiniment et gratuitement des faveurs que l'Angleterre a accordées à la France.

Notre attitude, en se prolongeant, eût tout au moins constitué les relations entre la Belgique et la Grande-Bretagne à l'état d'irritation réciproque et de crise permanente. Or, le commerce a besoin avant tout de sécurité, et en prévenant une telle situation, nous n'avons pas seulement suivi une politique équitable et loyale, nous croyons encore avoir suivi les vrais intérêts du pays.

Le tarif de l'Angleterre, tel qu'il est aujourd'hui réduit et simplifié, offre, d'ailleurs, à notre commerce d'exportation des facilités que l'on ne saurait méconnaître.

Huit articles sont soumis, dans un but fiscal, à des droits d'entrée plus ou moins élevés. Ce sont le café, le cacao, le poivre, les fruits séchés et sucrés, les vins, le thé, les tabacs et le sucre brut.

Des droits modiques sont imposés sur les bois, les grains, les farines.

La vaisselle d'or ou d'argent, les cartes ou les dés à jouer sont frappés d'un droit de timbre à l'intérieur, lequel est remplacé par un droit de douane correspondant pour les mêmes objets venant du dehors.

Enfin quelques articles sont passibles d'un droit de fabrication ou de production à l'intérieur, représenté pour les provenances de l'étranger par un droit d'entrée équivalent : ce sont la bière, le vinaigre, les alcools, le sucre raffiné, la drèche, la chicorée et le houblon.

Tout ce qui ne rentre pas dans l'une ou l'autre des catégories du tarif est libre de droit d'entrée ou d'accise.

L'Angleterre admet donc en complète franchise nos draps et nos tissus de laine pure ou mélangée de toute sorte, nos tissus de coton, de lin ou de soie, nos tulles et dentelles, les livres, les armes, les verrieres, les clous, le zinc, le beurre, le bétail, les fruits, les huiles, les écorces, la plus grande partie enfin des marchandises et produits qui composent les exportations de notre industrie et de notre agriculture vers ce pays.

Les droits sur les papiers et les livres ont été récemment abolis.

Parmi les articles encore fortement taxés, les uns n'entrent pas dans nos transactions avec l'Angleterre ; les autres ne pourraient être immédiatement dégrevés sans toucher aux bases mêmes du système financier de la Grande-Bretagne. Nous avons néanmoins fait de vives instances en faveur de deux produits qui intéressent à un degré particulier notre agriculture ; je veux parler de la chicorée et du houblon. Pour satisfaire à notre demande relative au premier de ces articles, l'Angleterre aurait dû consentir à un sacrifice de trésorerie se montant à quatre ou cinq millions de francs par année. Quant au houblon, l'accise a été, pendant le cours des négociations, supprimée par un bill qui sera exécutoire, pour les produits étrangers, le 16 septembre prochain.

Peut-être ne se fait-on pas non plus une idée parfaitement exacte des proportions qu'a déjà prises et, plus encore, de celles que pourrait acquérir le marché anglais pour notre industrie, notre agriculture et notre commerce.

A la suite de la réforme qui fait la gloire de sir Robert Peel, l'exportation des *produits belges* vers l'Angleterre a plus que doublé. Elle est passée de 13 millions en 1846, à 29 millions en 1848.

En 1859, elle est arrivée à 76 millions. En 1860, année pendant laquelle le régime inauguré par le Traité anglo-français a commencé à produire ses effets, elle atteignait 95 millions !

L'idée est généralement admise que l'Angleterre ne nous demande que des matières brutes ou des denrées alimentaires. C'est une erreur, le tableau suivant en fait foi :

Marchandises belges exportées vers l'Angleterre en 1860, valeurs réelles.

	fr.
Armes portatives.....	1 641 000
Clous et ouvrages de fer.....	621 900
Fils de laine.....	14 332 000 <sup>1</sup>
Livres.....	419 000
Sucres raffinés.....	5 394 000
Tissus de coton.....	1 255 000
Tissus de laine.....	8 563 000
Tulles et dentelles.....	582 000
Glaces.....	580 000
Cristaux.....	564 000
Verres à vitres.....	1 640 000
Zinc laminé.....	2 056 000
Etc., etc.	

On croit enfin que nos fabricats ne sont exportés vers l'Angleterre que pour y être transbordés et continuer leur route vers d'autres destinations. L'Angleterre est, en effet, un grand marché d'assortiment et de réexpédition, trop négligé peut-être sous ce rapport par nos industriels, mais le fait est que parmi les produits ci-dessus désignés, une forte part est livrée à la consommation britannique.

Les renseignements officiels ne font qu'imparfaitement connaître nos relations avec les colonies britanniques, les expéditions ayant lieu le plus souvent par voie indirecte. Quoi qu'il en soit, le Traité contient, au sujet du commerce avec les possessions anglaises, une clause qui ne paraîtra pas sans intérêt et qui ne figure encore, croyons-nous, dans aucune des conventions conclues par l'Angleterre. De fait, les tarifs en vigueur dans les colonies britanniques, sauf quelques exceptions sans importance, ne font plus de distinction entre les produits de la mère-patrie et ceux des pays étrangers. Il n'y a pas longtemps, toutefois, que les marchandises d'origine anglaise acquittaient, aux Indes orientales, des droits moindres de moitié que ceux qui atteignaient les produits similaires belges ou autres. Le Traité met obstacle au rétablissement des droits différentiels aux colonies comme dans la Grande-Bretagne même.

Je ne terminerai pas ce chapitre sans attirer votre attention sur les Déclarations annexées au Traité et qui concernent le sucre et la pêche. Les deux Gouvernements se sont réservé de poursuivre, au sujet de ces questions intéressantes, des Négociations qui, en cas de succès, produiraient des résultats également utiles pour toutes les Parties.

## II

Nos arrangements avec la Grande-Bretagne ne sont pas seulement

1. Chiffre exceptionnel.

une consécration nouvelle de notre réforme douanière. Ils vont plus loin ; ils forment le point de départ d'une autre réforme qui sera le complément de la première.

Les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement, en matière de navigation, le traitement national dans sa plus large acception.

Le principe est appliqué d'abord aux taxes de navigation proprement dites, c'est-à-dire à celles qui frappent la coque des bâtiments. Aucun droit de cette espèce ne pourra être exigé de nos navires en Angleterre s'il n'est dû par les navires britanniques et sans distinguer si la perception a lieu au nom du Gouvernement, de corporations ou de particuliers.

La règle s'étend ensuite aux taxes qui portent sur les cargaisons. Elle exclut de part et d'autre tout retour aux droits différentiels.

Ce régime de parfaite égalité n'est pas stipulé uniquement pour les relations avec les Iles britanniques ; il est également applicable dans les colonies et possessions de la Grande-Bretagne.

Le droit de pratiquer le cabotage en Angleterre sur le même pied que les nationaux est reconnu à nos navires. Le Traité confirme ainsi la mesure qui a aboli, il y a quelques années, le privilège dont jouissait le pavillon anglais pour ce genre d'opérations. Eu égard à la situation géographique des deux pays, la navigation côtière peut acquérir une importance réelle pour notre marine. On n'ignore pas que le mouvement du cabotage dépasse de beaucoup, dans la Grande-Bretagne, celui de la navigation extérieure.

La faculté d'exercer le commerce de port à port est également accordée à nos navires dans les colonies britanniques qui ont demandé ou qui demanderont plus tard, conformément aux actes du Parlement qui régissent cette matière, que leur cabotage soit ouvert aux navires étrangers. L'Inde entière, le cap de Bonne-Espérance, Ceylan, Victoria, Sainte-Lucie sont dès maintenant dans la première catégorie.

Les Articles 5, 7, 8, 9, 12 et 15 forment un ensemble de dispositions qui assurent à nos rapports avec les colonies anglaises toutes les garanties que nous pouvions désirer.

En résumé, notre marine peut prendre part aux transports de toute nature, soit entre la Belgique et l'Angleterre, soit entre l'Angleterre et les Colonies britanniques répandues dans toutes les parties du monde, soit entre les ports étrangers et les ports anglais, sans avoir à craindre que le pavillon anglais ni aucun autre jouisse d'une faveur quelconque qui ne lui soit commune.

Mais, ainsi que je l'ai déjà fait pressentir, le Traité ne se borne pas à sanctionner, dans ses applications les plus utiles, la règle de la ré-



ciprocité. Il prononce, en principe, la suppression de notre droit de tonnage et la réduction de nos droits de pilotage et de port.

Le droit de tonnage figure au budget des voies et moyens de 1862 pour un chiffre de 850 000 francs. La réduction des taxes de pilotage, en calculant d'après les perceptions de 1860-1861, entraînerait un sacrifice annuel de 180 000 francs, et le remaniement des taxes locales à Anvers amènerait encore un dégrèvement de 30 à 40 000 francs par an.

Il s'agit donc, au total, de mesures financières importantes, et comme la navigation étrangère entre pour 88 pour 100 dans le mouvement de nos ports, il nous a paru juste et logique de rattacher cette partie de nos réformes à une question qui, d'ailleurs, elle aussi, intéresse tous les États maritimes : ceci nous ramène, messieurs, à la capitalisation du péage de l'Escaut.

Cette affaire, vous le savez déjà, avait pris place dans nos premiers pourparlers avec les Plénipotentiaires britanniques. Au mois d'avril, les intentions du Cabinet de Londres furent officiellement notifiées au Ministre du Roi par la lettre suivante :

Foreign-Office, le 17 avril 1862.

« Monsieur le Ministre,

« Je vous remercie pour la communication du Discours du Ministre des Affaires étrangères de Belgique, reproduit dans le *Moniteur belge* du 4 courant.

« Je suis heureux de saisir cette occasion de vous annoncer la décision du Gouvernement de S. M. la Reine sur l'important objet que nous avons discuté ensemble.

« Le Gouvernement britannique est prêt à négocier un Traité de commerce et un Traité de navigation avec la Belgique.

« Le Gouvernement de la Reine serait prêt à prendre en considération dans le Traité de navigation, ou comme une mesure séparée, — d'après tels principes qu'il peut considérer comme équitables, — tout plan pour la capitalisation des droits de l'Escaut, que le Gouvernement belge pourrait proposer.

« Mais le Gouvernement de la Reine ne peut consentir à permettre que la concession à la Grande-Bretagne de privilèges égaux à ceux qui ont été accordés à d'autres nations, dépendent en aucune façon du succès d'une combinaison pour la capitalisation des droits de l'Escaut. Il n'en a pas été ainsi avec la France, et il ne doit pas en être ainsi avec l'Angleterre.

« J'ai l'honneur, etc.

RUSSELL. »

La séparation de l'arrangement commercial proprement dit et de la

question de l'Escaut, nous étions préparés d'avance à l'admettre, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, messieurs, dans votre séance du 3 avril. Nous avons donc accepté sans difficulté la condition mentionnée dans le dernier paragraphe de la lettre du comte Russell.

L'adhésion de l'Angleterre au principe du rachat du péage de l'Escaut nous était dès lors acquise.

Les Articles 20 et 21 du Traité sont en harmonie avec la déclaration de lord Russell.

Depuis 1839, la Belgique avait consenti à inscrire dans ses Traités de commerce une clause qui convertissait en obligation absolue le remboursement du péage de l'Escaut. Cette disposition exorbitante a été retirée de nos Conventions au fur et à mesure de leur échéance, ou a été remplacée par une stipulation qui nous laisse une suffisante latitude, puisqu'elle nous permet de ne plus rembourser le péage aux navires étrangers, pourvu, ce qui a toujours été dans nos vues, que nous ne fassions pas d'exception pour le pavillon belge. L'Article 20 du Traité avec l'Angleterre termine la longue campagne diplomatique que nous avons dû entreprendre à cet effet.

L'Article 21 a une portée non moins facile à saisir. Quand il s'est agi de payer sa quote-part dans la capitalisation du péage du Sund, le Gouvernement du Roi a déclaré que le Danemark devait lui tenir compte, denier pour denier, du remboursement du péage de l'Escaut, et cette corrélation a été établie, sous les yeux des Représentants de l'Europe entière, par une Convention qui énonçait en termes exprès le cas où le péage de l'Escaut serait racheté à son tour par les Puissances maritimes. Même question à propos des droits de stade, même principe, même solution. L'article 21 de notre Traité avec la Grande-Bretagne prévoit, plus explicitement encore, la capitalisation du péage de l'Escaut, et il subordonne à cet événement la jouissance, pour le pavillon britannique, des avantages de notre réforme maritime.

J'ai la satisfaction d'apprendre à la Chambre que, quoique les intentions n'aient pas été partout manifestées dans les mêmes formes et qu'un petit nombre de Gouvernements ne se soient pas encore prononcés, nous pouvons regarder la grande majorité des États maritimes comme favorable au principe du rachat du péage de l'Escaut.

Quant aux chiffres du capital et des quote-parts, il n'était pas possible de les insérer dans le Traité avec l'Angleterre, attendu qu'ils supposent des Négociations avec les tiers. Ils devront faire l'objet d'une mesure séparée, selon l'une des alternatives indiquées par le Gouvernement britannique, et vous serez ultérieurement informés, messieurs, de ce qui aura été fait pour amener, à cet égard aussi, une solution satisfaisante pour tous les intérêts.

Vous pouvez maintenant, Messieurs, juger l'acte international soumis à vos délibérations.

Nous étendons à l'Angleterre un régime douanier destiné, dès l'origine, à recevoir cette application.

Quelques-unes de nos industries, nous ne nous le dissimulons pas, auront à se mesurer avec de nouvelles concurrences; mais sans parler de la transition ménagée en faveur des Articles les plus exposés, le tarif, quoique réduit, conserve à nos fabriques une protection sérieuse et qui leur suffira si, comme on n'en peut douter, elles suivent de près en plus la voie du progrès.

Le caractère dominant du Traité est de tendre au bon marché des matières premières, et, sous cet aspect essentiel, loin de le compromettre, il fortifiera le travail national.

D'autre part, nous plaçons nos relations industrielles, commerciales et maritimes avec l'Angleterre et ses colonies, c'est-à-dire avec le plus grand marché du monde, sur une base large, avantageuses, à l'abri des soudaines réactions. Le présent n'est pas seul sauvegardé; nous hériterons gratuitement et immédiatement de tout avantage que le Gouvernement britannique pourrait encore concéder à un autre État quelconque.

A côté de cet accord vient se placer le principe d'une réforme importante et libérale qui intéresse les nations maritimes comme nous-mêmes, et que nous espérons voir se réaliser dans un prochain avenir.

Enfin, Messieurs, le Traité du 23 juillet consolide et resserre nos bons rapports avec une puissance dont les sympathies nous ont été et nous seront toujours précieuses, et, en témoignant publiquement du prix que nous y attachons, je suis certain d'exprimer le sentiment du pays et le vôtre.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*

CH. ROGIER.

## 2<sup>e</sup> TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION.

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et S. M. le Roi des Belges, animés d'un égal désir de faciliter et d'étendre les rapports de commerce et de navigation entre leurs États respectifs; et voulant, pour arriver à un but si utile, faire disparaître les obstacles qui entravent les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Très-Honorable *Jean Comte Russell*, Vicomte Amberley de Amberley

et Ardsalla, Pair du Royaume-Uni, Chevalier du Très-Noble Ordre de la Jarretière, Membre du Très-Honorable Conseil Privé de Sa Majesté Britannique, Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Affaires étrangères; et le Très-Honorable *Thomas Milner Gibson*, Membre du Très-Honorable Conseil Privé de Sa Majesté Britannique, Membre du Parlement, et Président du Comité du Conseil Privé pour les Affaires de Commerce et des Colonies;

Et S. M. le Roi des Belges, le Sieur *Sylvain Van de Weyer*, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Grand-Croix de l'Ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, Grand-Croix de l'Ordre de Charles III d'Espagne, de l'Ordre de la Branche Ernestine de Saxe, de la Tour et de l'Épée, de Saint-Maurice et Saint-Lazarre, Commandeur de la Légion d'Honneur, etc. ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura liberté réciproque de commerce entre tous les États et possessions des deux Hautes Parties contractantes; et les sujets de chacune d'elles, dans toute l'étendue des territoires et possessions de l'autre, jouiront des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions, en matière de commerce et de navigation, dont jouissent ou jouiront les nationaux.

Art. 2. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes résidant dans les États de l'autre, seront respectivement libres de régler, comme les nationaux, leurs affaires par eux-mêmes, ou de les confier aux soins de toutes autres personnes, telles que courtiers, facteurs, agents, ou interprètes. Il ne pourront être contraints dans leur choix, et ils ne seront tenus à payer aucun salaire ni aucune rétribution à ceux qu'ils n'auront pas jugé à propos d'employer à cet effet; étant absolument facultatif aux vendeurs et acheteurs de contracter ensemble leur marché, et de fixer le prix de toutes denrées ou marchandises importées ou destinées à l'exportation, sous la condition de se conformer aux règlements et aux lois des douanes du pays.

Art. 3. En tout ce qui concerne la navigation et le commerce, les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité à un autre État, qui ne soit aussi et à l'instant étendu à leurs sujets respectifs.

Art. 4. Tous les navires qui, d'après les lois de la Grande-Bretagne, sont considérés comme navires Britanniques, et tous les navires qui, d'après les lois de la Belgique sont considérés comme navires Belges, sont déclarés respectivement navires Britanniques et navires Belges.

Art. 5. Aucun droit de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine, ou autres droits semblables ou équivalents, de quelque



nature ou sous quelque dénomination que ce soit, perçu au profit ou au nom du Gouvernement, des fonctionnaires publics, des communes, corporations, ou établissements quelconques, ne sera imposé dans les ports de chacun des deux pays sur les navires de l'autre nation, arrivant d'un port ou endroit quelconque, qui ne soit pas également imposé en pareil cas sur des navires nationaux.

Art. 6. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, bassins, docks, rades, havres, ou rivières des deux États, il ne sera accordé aucun privilège aux navires nationaux, qui ne le soit également à ceux de l'autre État ; la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 7. Les navires Britanniques entrant dans un port de Belgique, et réciproquement les navires Belges entrant dans un port de la Grande-Bretagne ou de ses possessions, et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront naturellement être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 8. Les marchandises de toute espèce dont l'importation dans les ports du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ses Colonies et possessions, est ou sera légalement permise sur des bâtiments Britanniques, pourront également y être importées sur des bâtiments Belges, sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux.

Réciproquement, les marchandises de toute espèce dont l'importation dans les ports de Belgique est ou sera légalement permise sur des bâtiments Belges, pourront également y être importés sur des bâtiments Britanniques, sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux.

Art. 9. Les marchandises de toute nature qui seront exportées de Belgique par navires Britanniques, ou de la Grande-Bretagne et de ses possessions par navires Belges, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux ; et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toutes primes ou restitutions de droits, ou

autres faveurs, qui sont ou seront accordées, dans chacun des deux pays, à la navigation nationale.

Art. 10. Pendant le temps fixé par les lois des deux pays respectivement pour l'entreposage des marchandises, il ne sera perçu aucuns droits autres que ceux de garde et d'emmagasiner sur les objets importés de l'un des deux pays dans l'autre, en attendant leur transit, leur réexportation, ou leur mise en consommation.

Ces objets, en aucun cas, ne payeront de plus forts droits, et ne seront assujettis à d'autres formalités, que s'ils avaient été importés sous pavillon national, ou provenaient du pays le plus favorisé.

Art. 11. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux États, ou y allant, seront réciproquement exemptes, dans l'autre État, de tout droit de transit.

Toutefois, la prohibition est maintenue pour la poudre à tirer ; et les deux Hautes Parties contractantes se réservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit et l'entreposage.

Art. 12. En ce qui concerne le cabotage, il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les sujets et les navires de chacune d'elles jouiront, dans les États et possessions de l'autre, des mêmes privilèges, et seront traités à tous égards sur le même pied, que les sujets et les navires nationaux.

En ce qui concerne le cabotage dans les Colonies, les stipulations du présent Article ne seront applicables qu'au cabotage de celles d'entre les Colonies de Sa Majesté Britannique qui ont demandé ou qui demanderont ultérieurement, conformément aux Actes du Parlement qui régissent cette matière, que leur cabotage soit ouvert aux navires étrangers.

Art. 13. Les règles consacrées pour les marchandises importées de France en Belgique, par les Articles 18 à 26 inclus, du Traité de Commerce conclu entre ces deux États le 1<sup>er</sup> mai 1861<sup>1</sup> s'appliqueront également en Belgique aux mêmes marchandises importées de la Grande-Bretagne et de ses possessions.

A l'égard des tissus purs ou mélangés, taxés à la valeur, dont l'estimation dans les ports lui paraîtrait présenter des difficultés, le Gouvernement Belge se réserve la faculté de désigner exclusivement la Douane de Bruxelles pour l'admission de ces marchandises.

Art. 14. Ni l'une ni l'autre des deux Hautes Parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre partie, d'autres ni de plus forts droits d'importation que

1. Voir *Archives*, 1861, tome III, page 161.

ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes marchandises provenant de tout autre État étranger.

Chacune des deux Parties s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège, ou abaissement dans les Tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent Traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation, qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Il est convenu, enfin, que si les sels marins raffinés en Belgique venaient à obtenir une déduction de plus de sept pour cent du droit général de l'accise, le sel Britannique raffiné en Belgique jouira, à l'instant même, d'une déduction de l'accise qui ne pourra être inférieure de plus de sept pour cent à la déduction accordée aux sels marins.

Art. 15. Les produits d'origine ou de manufacture Belge ne seront pas grevés dans les Colonies Britanniques d'autres ou de plus forts droits que ceux qui frappent ou frapperont les produits similaires originaires de la Grande-Bretagne.

Art. 16. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les États de l'autre, de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir, au profit des sujets Britanniques en Belgique, et réciproquement au profit des Belges dans la Grande-Bretagne, une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique appartient au domaine public dans le pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent sont applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les droits des sujets de l'une des Hautes Parties contractantes dans les États de l'autre ne sont pas subordonnés à l'obligation d'y exploiter les modèles ou dessins industriels ou de fabrique.

Le présent Article ne recevra son exécution, dans l'un et l'autre pays, à l'égard des modèles ou dessins industriels ou de fabrique, qu'à l'expiration d'une année à dater du jour de la signature du présent Traité.

Art. 17. Les Belges ne pourront revendiquer dans la Grande-Bretagne la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle, ou d'un dessin, s'ils ne se sont préalablement conformés aux règlements, s'il en

est, qui sont ou seront en vigueur pour le dépôt à Londres, par les sujets Britanniques, des marques, modèles ou dessins.

Réciproquement, les sujets Britanniques ne pourront revendiquer en Belgique la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle, ou d'un dessin, s'ils ne se sont préalablement conformés aux lois et aux règlements sur cette matière qui sont ou seront en vigueur en Belgique.

Art. 18. Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de nommer des Consuls pour la protection du commerce dans les États ou territoires de l'autre partie; et les Consuls qui seront nommés ainsi, jouiront dans les territoires de chaque Partie de tous les privilèges, exemptions, et immunités qui sont ou pourront être accordés dans ces États aux Agents du même rang et caractère nommés ou autorisés par le Gouvernement de la nation la plus favorisée.

Avant que quelque Consul puisse agir comme tel, il devra être approuvé et admis dans les formes usitées par le Gouvernement auprès duquel il est envoyé; et chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'excepter de la résidence des Consuls tels endroits spéciaux que chacune d'elles pourra juger à propos d'excepter.

Art. 19. S'il arrivait que quelque vaisseau de guerre ou navire marchand de l'un des deux États fit naufrage sur les côtes de l'autre, ce bâtiment ou ses parties ou débris, ses agrès, et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de leur vente, en seront rendus aux propriétaires ou à leurs ayants-droit sur leur réclamation. Dans le cas où ceux-ci se trouveraient absents, lesdits objets, marchandises, ou leur produit, seront consignés, ainsi que tous les papiers trouvés à bord de ce bâtiment, au Consul Britannique ou Belge dans le district duquel le naufrage aura eu lieu; et il ne sera exigé, soit du Consul, soit des propriétaires ou ayants-droit, que le paiement des dépenses faites pour la conservation de la propriété, et les mêmes droits de sauvetage ou autres qui seraient également payés, en pareille circonstance, par un bâtiment national. Les marchandises et effets sauvés du naufrage ne seront assujettis aux droits établis, qu'autant qu'ils seraient déclarés pour la consommation.

Art. 20. Le pavillon Britannique continuera à jouir en Belgique du remboursement du péage de l'Escaut, tant que le pavillon Belge en jouira lui-même.

Art. 21. A partir, au plus tard, du jour où la capitalisation du péage de l'Escaut sera assurée par un arrangement général;

1. Le droit de tonnage prélevé dans les ports Belges cessera d'être perçu.

2. Les droits de pilotage dans les ports Belges et dans l'Escaut, en tant qu'il dépendra de la Belgique, seront réduits :



De 20 pour 100 pour les navires à voiles ;

De 25 pour 100 pour les navires remorqués ;

De 30 pour 100 pour les navires à vapeur.

3. Le régime des taxes locales imposées par la ville d'Anvers sera, dans son ensemble, dégrevé.

Art. 22. Par dérogation provisoire à l'article 14, et pendant deux années à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1862, le nouveau régime sera appliqué de la manière suivante aux produits d'origine Britannique ci-après dénommés :

Les fils de coton tors, ourdis, ou teints, payeront les droits afférents aux fils simples, écrus ou blanchis, augmentés de cinq centimes pour les fils tors, de dix centimes pour les fils ourdis, et de quinze centimes pour les fils teints, par kilogramme.

Le droit sur les étoffes de laine mélangées de coton sera de 22 1/2 pour 100 jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1863, et de 20 pour 100 jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1864.

Pendant la durée du régime transitoire, l'importateur pourra, à son choix, payer cent quatre-vingts francs par cent kilogrammes, ou les droits stipulés ci-dessus.

Le droit sur les tissus de coton imprimé sera de cent cinquante francs par cent kilogrammes.

Art. 23. Il est entendu que, dans le cas où le droit actuel sur l'importation des alcools serait maintenu dans le Tarif anglais, l'Article relatif aux alcools contenu dans le Traité conclu entre la Belgique et la France le 1<sup>er</sup> mai 1861, ne recevra son application aux alcools anglais, dans les réductions qu'il stipule, qu'au 1<sup>er</sup> octobre 1865.

Art. 24. Les Iles Ioniennes se trouvant sous la protection de Sa Majesté Britannique, les sujets et les navires de ces îles jouiront, dans les États de Sa Majesté le Roi des Belges, de tous les avantages qui sont accordés aux sujets et aux navires de la Grande-Bretagne par le présent Traité, aussitôt que le Gouvernement des Iles Ioniennes sera convenu d'accorder aux sujets et aux navires de Sa Majesté le Roi des Belges les mêmes avantages qu'il accorde, dans ces îles, aux sujets et aux navires de Sa Majesté Britannique ; bien entendu toutefois que pour prévenir des abus, tout navire Ionien qui sera dans le cas de réclamer les bienfaits de ce Traité sera muni d'une patente signée par le Lord Haut Commissaire de Sa Majesté Britannique, ou par celui qui le représente.

Art. 25. Le présent Traité restera en vigueur pendant dix années à partir du dixième jour après l'échéance des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le Traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une

année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce Traité, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 26. A partir de l'époque fixée à l'Article précédent, le Traité de Commerce et de Navigation du 27 octobre 1851, sera hors de vigueur.

Art. 27. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres avant le 1<sup>er</sup> septembre 1862.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, en double original, le vingt-troisième jour du mois de juillet, de l'an de grâce mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) Signé : RUSSELL. (L. S.) Signé : SYLVAIN VAN DE WEYER.

(L. S.) Signé : THOS. MILNER GIBSON.

---

**Protocole d'une Conférence tenue au Foreign-Office, le 23 juillet 1862, entre les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la Belgique.**

Les Plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique et de Sa Majesté le Roi des Belges, en procédant à la signature du Traité de Commerce et de Navigation entre leurs augustes Souverains, constatent qu'ils sont tombés d'accord sur les points suivants :

1. Que les déclarations relatives à l'arrestation des marins déserteurs datées du 4 janvier 1855, et l'Ordre en Conseil daté du 8 février 1855, et publié dans la *Gazette de Londres* du 13 février, continueront à avoir force et valeur, comme s'ils eussent été insérés audit Traité.

2. Que, si la Convention de Pêche, conclue le 22 mars 1852, entre Sa Majesté Britannique et Sa Majesté le Roi des Belges, est provisoirement maintenue, c'est sous la réserve faite par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges qu'il reproduira, dans une subséquente négociation, la proposition relative à la faculté réciproque de pêcher dans les limites de la mer territoriale.

Il est fait exception, en maintenant ladite Convention conclue le 22 mars 1852, aux stipulations du Traité de Commerce et de Navigation conclu aujourd'hui, en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou l'autre pays.

3. En ce qui concerne les sucres, le Gouvernement de Sa Majesté le

Roi des Belges se réserve de revenir sur la proposition tendante à établir un accord entre la Grande-Bretagne, la Belgique, la France, le Zollverein et les Pays-Bas, pour ramener respectivement les droits sur les sucres bruts et raffinés, importés de l'un de ces États dans les autres, au niveau des taxes imposées aux mêmes produits de fabrication nationale, et pour faire cesser simultanément dans ces cinq pays le régime des primes à l'exportation des sucres.

Pour atteindre ce but, le Gouvernement Belge compte sur l'appui et le concours du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

(L. S.) *Signé* : RUSSELL. (L. S.) *Signé* : SYLVAIN VAN DE WEYER.

(L. S.) *Signé* : THOS. MILNER GIBSON.

**Protocole d'une conférence tenue au Foreign-Office, le 30 août 1862, entre les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la Belgique.**

Les Soussignés, en procédant à l'échange des ratifications du Traité de Commerce et de Navigation conclu le 23 juillet 1862, entre Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté le Roi des Belges, sont tombés d'accord de consigner dans le présent Protocole les modifications audit Traité convenues aujourd'hui entre eux ; et en conséquence desquelles le Tarif suivant est adopté :

Fils de coton.

Numéros. A		1 <sup>re</sup> année. fr. c.	2 <sup>e</sup> année. fr. c.
20 000	mètres et au-dessous .....	0 22	0 20
20 000	— à 30 000.....	0 30	0 25
30 000	— à 40 000.....	0 45	0 35
40 000	— à 65 000.....	0 60	0 50

Au-dessus de 65,000, libre entrée (droit de balance de 10 centimes) pendant toute la durée du Traité.

Ces modifications auront la même force et valeur que si elles étaient insérées textuellement audit Traité, et elles seront mises à exécution à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1862, le régime ancien continuant à être appliqué aux articles mentionnés ci-dessus, ainsi qu'aux tissus mélangés (Art. 22 du Traité), jusqu'à cette date.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 30 août 1862.

(L. S.) *Signé* : RUSSELL. (L. S.) *Signé* : SYLVAIN VAN DE WEYER.

(L. S.) *Signé* : THOS. MILNER GIBSON.

**Convention entre la Belgique et la Grande-Bretagne, au sujet de la position réciproque des Sociétés commerciales, conclue le 13 novembre 1862, ratifiée le 8 décembre.**

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et S. M. le Roi des Belges, ayant jugé utile de s'entendre, pour régulariser dans leurs États et Possessions respectifs, la situation des Compagnies et Associations commerciales, industrielles et financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à chacun des deux pays, ont résolu de conclure une Convention dans ce but, et ont muni à cet effet de leurs pleins pouvoirs, savoir : —

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Très-Honorable *Jean Comte Russell*, Vicomte Amberley de Amberley et Ardsalla, Pair du Royaume-Uni, Chevalier du très-noble Ordre de la Jarretière, membre du très-honorable Conseil privé de Sa Majesté Britannique, principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Affaires étrangères; et le Très-Honorable *Thomas Milner Gibson*, membre du très-honorable Conseil privé de Sa Majesté Britannique, membre du Parlement, et président du Comité du Conseil privé pour les Affaires de commerce et des colonies;

Et S. M. le Roi des Belges, le Sieur *Sylvain Van de Weyer*, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, grand-croix de l'ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, grand-croix de l'ordre de Charles III d'Espagne, de l'ordre de la Branche Ernestine de Saxe, de la Tour et de l'Épée, de Saint-Maurice et Saint-Lazare, commandeur de la Légion d'honneur, etc.;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants : —

Art. 1. Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les Compagnies et autres Associations commerciales, industrielles, ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits, et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue des États et possessions de l'autre puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois desdits États et possessions.

Art. 2. Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux Compagnies et Associations constituées et autorisées antérieurement à la signature de la présente Convention, qu'à celles qui le seraient ultérieurement.



Art. 3. La présente Convention est faite sans limitation de durée. Toutefois, il sera loisible à l'une des deux Hautes Puissances contractantes de la faire cesser en la dénonçant un an à l'avance. Les deux Hautes Puissances contractantes se réservent d'ailleurs la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans cette convention les modifications dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 4. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai d'un mois, ou plus tôt si faire-se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le treize novembre, l'an de grâce mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) *Signé* : RUSSELL. (L. S.) *Signé* : SVLYAIN VAN DE WEYER.

(L. S.) *Signé* : T. MILNER GIBSON;

---

**Traités entre la Belgique et la Prusse, conclus à Berlin  
le 28 mars 1863.**

I. Protocole.

En procédant à la signature du Traité de Navigation conclu à la date de ce jour entre la Belgique et la Prusse, les Plénipotentiaires soussignés de S. M. le Roi des Belges et de S. M. le Roi de Prusse sont convenus de ce qui suit :

§ 1. Les Gouvernements de S. M. le Roi des Belges et de S. M. le Roi de Prusse désirant garantir au commerce réciproque des deux pays le régime de la nation la plus favorisée, entreront en négociations pour conclure sur cette base un traité de commerce, destiné à régler d'une manière générale et définitive leurs relations commerciales. Provisoirement et aussi longtemps que la Prusse, sans préjudice des traités en cours d'exécution, fera jouir les marchandises originaires de la Belgique du régime des produits de la nation la plus favorisée, la Belgique appliquera aux marchandises originaires de la Prusse et des autres États allemands unis avec elle en matière de douanes et de commerce ou destinées pour ces États, le régime dont jouissent ou jouiraient, suivant le Traité du 23 juillet 1862, les marchandises originaires de la Grande-Bretagne ou destinées pour ce pays. Cette application, y compris les vins, se fera dix jours après l'échange des ratifications du Traité de Navigation. En sera seule exceptée la tarification nouvelle des drilles et chiffons de toute espèce, de la pâte à papier et des vieux cordages, goudronnés ou non.

En tant qu'un régime de faveur soit constitué par la stipulation précédente pour certaines marchandises, originaires de la Prusse ou des États de ses coassociés, l'importateur en devra justifier l'origine en présentant à la douane belge soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du bureau compétent, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires belges qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

§ 2. En considération des propositions faites par la Belgique pour régler d'un commun accord la capitalisation du péage de l'Escaut, la Prusse consentirait à contribuer à cette capitalisation sous les conditions suivantes.

A. Le capital n'excéderait pas une somme de 36 millions de francs.

B. La Belgique prendrait à sa charge le tiers de ce capital.

C. Le reste serait réparti entre les autres États dans la proportion de leur navigation dans l'Escaut.

D. La quote-part de la Prusse, devant être fixée d'après cette règle, ne pourrait s'élever au-dessus d'une somme de 1 670 640 francs.

E. Le paiement de ladite quote-part serait effectué en deux termes égaux, dont le premier sera échu le jour même où le péage cessera d'être perçu et le second douze mois plus tard.

Les conditions ci-dessus énoncées pour la capitalisation du péage de l'Escaut seront insérées dans un Traité général qui sera arrêté par une conférence des États maritimes intéressés, conférence dans laquelle la Prusse sera représentée.

§ 3. Dans le but de mettre un terme aux inconvénients de diverse nature qui résultent pour le commerce et pour la navigation comme pour les gouvernements de la diversité des systèmes de jaugeage actuellement usités, les deux Parties contractantes inviteront les États maritimes à se concerter pour arrêter une formule de jaugeage des navires de mer qui servirait de règle universelle.

§ 4. Moyennant un simple acte d'accession de la part du Gouvernement de S. M. le Roi des Belges, la convention relative au service international des chemins de fer dans ses rapports avec la douane, signé à Berlin le 2 août 1862, sera à la suite de sa mise à exécution, également appliquée à la Belgique.

§ 5. L'exécution des engagements réciproques contenue dans le présent protocole et dans le traité et la convention de ce jour est expressément subordonnée à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles des deux pays. Les deux Gouvernements s'obligent d'en provoquer l'application dans le plus bref délai possible.

§ 6. Le présent protocole aura la même force et valeur que s'il

faisait partie d'un traité et il sera compris dans la ratification du Traité de navigation de ce jour.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé en double expédition.

Fait à Berlin le 28 mars 1863.

(L. S.) *Signé* : NOTHOMB; (L. S.) *Signé* : BISMARCK-SCHONHAUSEN.  
(L. S.) *Signé* : POMMER ESCHÉ.  
(L. S.) *Signé* : PHILIPSBORN.  
(L. S.) *Signé* : DELBRÜCK.

## II. Convention pour la garantie réciproque des œuvres d'esprit et d'art.

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi de Prusse, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, le Baron *Jean-Baptiste Nothomb*, son ministre d'État, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de Prusse, et S. M. le Roi de Prusse, M. *Otto-Édouard-Léopold de Bismarck-Schönhausen*, son Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères; M. *Jean-Frédéric de Pommer Esche*, son Directeur-général des contributions et des douanes; M. *Alexandre-Maximilien Philipsborn*, son Conseiller intime actuel de légation; M. *Martin-Frédéric-Rodolphe Delbrück*, son Directeur au ministère du commerce, de l'industrie et des travaux publics.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Les auteurs des livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangement de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire et artistique, jouiront, dans chacun des deux États réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des

deux pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications aient pour objet la critique ou l'histoire littéraire, ou soient spécialement appropriés et adaptés à l'enseignement ou à l'étude.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'art. 1 est subordonnée à l'accomplissement, dans le pays d'origine, des formalités qui y sont prescrites par la loi, pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies, ou œuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux États, l'exercice du droit de propriété dans l'autre État sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable dans ce dernier de la formalité de l'enregistrement effectuée de la manière suivante :

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Prusse, il devra être enregistré à Bruxelles, au ministère de l'intérieur.

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Belgique, il devra être enregistré à Berlin, au ministère des cultes.

L'enregistrement se fera de part et d'autre sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée soit aux susdits ministères, soit aux légations dans les deux pays.

Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre pays, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur, pour les ouvrages publiés antérieurement.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraisons, ce délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'art. 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement qui en sera fait sur des registres spéciaux tenus à cet effet ne donnera, de part et d'autre, ouverture à la perception d'aucune taxe.

Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement : ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre.

Le certificat relatara la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu ; il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

Art. 4. Les stipulations de l'art. 1 s'appliqueront également à la



représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'art. 1, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévues par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et sous les conditions suivantes :

1° L'ouvrage original sera enregistré dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication dans l'autre pays, conformément aux dispositions de l'art. 3;

2° L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction;

3° Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la déclaration de l'original effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration;

4° La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays, et être elle-même enregistrée conformément aux dispositions de l'art. 3.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée dans la première livraison.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans, assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé; chacune d'elles sera enregistrée dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans les trois mois, à partir de sa première publication dans l'autre.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux art. 4 et 5, devra faire paraître ou

représenter sa traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'art. 1 aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits, ne pourront être vendus dans l'autre pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés et traités dans ce pays comme reproduction illicite.

Art. 8. Les mandataires légaux, ou ayants-cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des art. 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays, pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisés, définis par les art. 1, 4, 5 et 6 sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'art. 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. \*

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Les deux Gouvernements prendront par voie de règlement d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des

deux pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin, chez les éditeurs ou imprimeurs prussiens ou belges, et constituant une reproduction non autorisée de modèles prussiens ou belges.

Toutefois ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte ainsi que les pierres lithographiques ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente convention.

Art. 13. Les livres d'importation licite seront admis réciproquement par les bureaux de la douane qui leur sont ouverts actuellement ou qui le seraient par la suite.

Art. 14. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies, importés de l'autre pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés dans l'un ou l'autre pays postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 15. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 16. Le droit d'accession à la présente Convention est réservé à tout État qui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre les États contractants et la Belgique.

Art. 17. En ce qui concerne les marques ou étiquettes de marchandises ou de leurs emballages, les dessins et marques de fabrique





Il n'est fait exception à cette égalité parfaite qu'en ce qui concerne les avantages dont la pêche nationale est ou pourrait être l'objet dans l'un ou l'autre pays.

Art. 2. La nationalité des navires sera admise de part et d'autre d'après les lois et règlements particuliers à chaque partie, au moyen des documents délivrés par les autorités compétentes, aux capitaines, patrons et bateliers.

Art. 3. Les stipulations qui précèdent s'appliquent à la navigation de toutes les voies d'eau navigables, appartenant aux Hautes Parties contractantes, soit naturelles, soit artificielles.

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer dans les ports et places de commerce de l'autre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, se réservant toutefois de n'en pas admettre dans tels lieux qu'elles jugeront convenable d'en excepter généralement. Ces consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ainsi que leurs chanceliers, jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées; mais dans le cas où ils voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation.

Art. 5. Lesdits consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes résidant dans les États de l'autre, recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord desdits bâtiments.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents, et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie ou un extrait desdites pièces, dûment certifié par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage.

Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition desdits consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la requisition et aux frais des agents précités, lesquels, selon l'occasion, les réintégreront à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou les renverront dans le pays desdits agents sur un navire

de la même ou de toute autre nation, ou les rapatrieront par la voie de terre.

Le rapatriement par la voie de terre se fera sous escorte de la force publique à la réquisition et aux frais des agents précités, qui devront, à cet effet, s'adresser aux autorités compétentes.

Si dans les deux mois, à compter du jour de leur arrestation, les déserteurs n'étaient pas réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou s'ils n'étaient pas rapatriés par la voie de terre ou de mer, de même si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la Partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis en outre quelque crime ou délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur ce fait, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, s'ils sont nationaux, sont dans tous les cas exceptés des stipulations du présent article.

Art. 6. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges, naufragés ou échoués sur les côtes de Prusse, seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de Belgique, et réciproquement les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de Prusse, dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation, naufragés ou échoués sur les côtes de Belgique.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les territoires des Hautes Parties contractantes pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls, vice-consuls ou agents consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 7. Les Hautes Parties contractantes n'accorderont aucun privilège, faveur ou immunité, concernant la navigation, à un autre État qui ne soit aussi et à l'instant étendu à leurs sujets respectifs.

Art. 8. Le pavillon Prussien continuera à jouir en Belgique du rem-

boursement du péage de l'Escaut tant que le pavillon Belge en jouira lui-même.

Art. 9. A partir, au plus tard, du jour où la capitalisation du péage de l'Escaut sera assurée par un arrangement général :

1° Le droit de tonnage prélevé dans les ports belges cessera d'être perçu ;

2° Les droits de pilotage dans les ports belges et dans l'Escaut, en tant qu'il dépendra de la Belgique, seront réduits :

De 20 pour 100 pour les navires à voiles,

De 25 pour 100 pour les navires remorqués,

De 30 pour 100 pour les navires à vapeur ;

3° Le régime des taxes locales imposées par la ville d'Anvers sera dans son ensemble dégrevé.

Art. 10. Le droit d'accession au présent Traité est réservé à tout État qui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre les États contractants et la Belgique.

Art. 11. Le présent Traité restera en vigueur pendant une période de douze années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le Traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 12. Le présent Traité entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications.

Les ratifications seront échangées à Berlin dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 28 mars 1863.

(L. S.) NOTHOMB.

(L. S.) BISMARCK-SCHÖNHAUSEN.

(L. S.) POMMER ESCHÉ.

(L. S.) PHILIPSBORN.

(L. S.) DELBRUCK.

IV. Circulaire adressée, le 31 mars 1863, par le Ministre des Affaires étrangères de Prusse aux agents prussiens accrédités auprès des divers États faisant partie du Zollverein.

Monsieur, j'ai prévenu verbalement, il y a quelques jours, M. le Comte de Montgelas, que nous étions à la veille de conclure avec la Belgique un Traité de navigation ainsi qu'une Convention littéraire,

et de faire un arrangement par lequel nous nous engagerions à prendre part au rachat des péages de l'Escaut, en même temps que la Belgique s'obligerait de son côté à étendre immédiatement aux produits de la Prusse et de ses coassociés, le régime de faveur dont jouissent à leur importation en Belgique, les produits similaires de la Grande-Bretagne. J'ai complété cette ouverture sommaire en annonçant le prochain envoi des documents officiels qui s'y rattachent, et je viens en conséquence, suivant cette promesse, vous transmettre ci-contre, accompagnés de quelques réflexions générales, les documents signés le 28 du courant, savoir :

- 1° Le Traité maritime entre la Prusse et la Belgique ;
- 2° La Convention conclue entre ces deux pays pour la garantie réciproque des œuvres d'esprit et d'art ;
- 3° Le texte des arrangements protocoliques souscrits au moment de la signature de ces mêmes traités.

Les Gouvernements coassociés ont été informés par notre dépêche-circulaire du 9 avril de l'année dernière, que la Belgique s'était à cette époque prévalu de nos négociations commerciales avec la France, pour nous demander l'ouverture de négociations analogues, et destinées à assurer réciproquement aux produits respectifs le traitement acquis aux produits français, et à fixer conventionnellement les rapports mutuels de navigation et le régime douanier du trafic international des chemins de fer, ainsi que la garantie des droits d'auteur. Ces demandes répondaient pleinement au point de vue que, suivant les communications adressées à nos coassociés les 17 avril 1861 et 3 avril 1862, nous avons adopté, pour la conduite des négociations avec la France, et nous n'hésitâmes dès lors pas à en recommander le bon accueil aux divers gouvernements du Zollverein.

Le retard qu'ont notoirement subi les négociations relatives aux traités avec la France, du 2 août de l'année dernière, a enlevé tout fondement aux négociations réclamées par la Belgique, et rendu dès lors sans objet l'ouverture de pourparlers avec ce pays. Par suite, les produits du Zollverein ont continué à être exclus du bénéfice des dégrèvements acquis en Belgique aux similaires français, en vertu du Traité franco-belge du 1<sup>er</sup> mai 1861. D'un autre côté, cette exclusion était devenue surtout menaçante pour le placement en Belgique des articles manufacturés du Zollverein, depuis que la Grande-Bretagne, en vertu de son Traité du 23 juillet dernier, et la Suisse, par une Convention du 11 décembre 1862, se trouvaient appelées à profiter de ces mêmes réductions de tarif.

Dans cet état de choses, nous nous sommes crus obligés de prendre en sérieuse considération l'opportunité d'admettre une base entièrement nouvelle d'arrangement qui nous a été proposée, il y a quelques



semaines, par la Belgique. Cette base reposait sur le plan arrêté par la Belgique, de faire cesser par voie de rachat, les péages que le Traité du 19 avril 1839 autorise la Hollande à percevoir sur la navigation de l'Escaut. Jusqu'ici nous avons refusé à la Belgique tout concours pour la réalisation de ce plan, parce que nous n'y avons pu reconnaître un juste équilibre entre le sacrifice financier qu'il doit nous imposer, et les compensations d'une autre nature qu'il nous laissait entrevoir. Cet équilibre s'offrait à nous beaucoup plus favorable, du moment où la Belgique, pour prix de notre concours, se montrait disposée à accorder à la Prusse, la participation aux dégrèvements de douane concédés à l'Angleterre par le Traité du 23 juillet de l'année dernière. La Belgique se déclarant d'ailleurs prête à étendre sans conditions ni équivalents le même bénéfice, aux produits manufacturés de tous nos coassociés du Zollverein, nous entrevîmes là une combinaison qui, en dehors des liens ou rapports obligatoires de l'Association, à l'aide d'un sacrifice que la Prusse seule aurait à s'imposer, nous permettrait de procurer à tous nos coassociés la jouissance du nouveau régime économique et conventionnel de la Belgique.

Nous nous sommes donc décidés à accepter le sacrifice de trésorerie auquel cette combinaison était subordonnée. Il forme la base de l'entente convenue avec la Belgique. Pour nos coassociés, le nœud de cette entente se trouve dans le 1<sup>er</sup> § du Protocole du 28 mars. Celui-ci, sans d'ailleurs fixer de terme, rappelle l'intention d'ouvrir des pourparlers en vue de la conclusion d'un Traité de commerce reposant sur le principe du traitement réciproque de la nation la plus favorisée, et garantit dès aujourd'hui aux importations du Zollverein en Belgique, et aux exportations que les États coassociés tireront du même pays, sous réserve d'une exception précisée plus loin, la jouissance du même traitement que celui acquis en Belgique aux importations ou aux exportations de l'Angleterre, et cela tant que le Zollverein, en dehors des Traités en voie d'exécution, continuera à traiter la Belgique sur le pied de la nation la plus favorisée. En d'autres termes, les faveurs accordées par la Belgique, à nous et à nos coassociés, subsisteront aussi longtemps que le Zollverein ne modifiera pas le *statu quo* au préjudice de la Belgique; le Zollverein conserve, avant comme après, et en tout temps, le droit de réaliser cette modification; s'il l'a réalise, il ne perd que la jouissance des faveurs douanières unilatérales, et sans compensation équivalente accordée à son commerce en Belgique. Nous n'avons donc souscrit aucun engagement touchant à notre situation de membre du Zollverein, et pouvant à ce titre exiger une entente préalable avec nos coassociés, lesquels acquièrent simultanément et intégralement tous les avantages que nous nous sommes fait concéder.

Il me reste à ajouter ici quelques réflexions sur la portée de ces avantages.

La Belgique, dans son Traité avec l'Angleterre, a garanti à ce pays la jouissance de tout dégrèvement à l'entrée ou à la sortie accordé à une tierce puissance, par conséquent aussi les réductions stipulées au profit de la France par le Traité du 1<sup>er</sup> mai 1861, sous la réserve toutefois que pour trois articles spécialement dénommés, ces réductions n'entreront en vigueur qu'à l'expiration d'une période de transition. Ces trois articles sont : les fils de coton, les tissus de coton imprimés, et les tissus mélangés de laine et coton, dans lesquels la laine domine en poids.

Pour ces articles, les dégrèvements accordés à la France ne doivent entrer en vigueur que le 1<sup>er</sup> octobre 1864, les droits devant, jusqu'à cette époque, rester à un taux quelque peu supérieur à la taxe conventionnelle. Cette réserve motivée par la crise qui pèse sur l'industrie cotonnière belge, et par les appréhensions qu'a fait naître l'extension immédiate à l'industrie anglaise du tarif annexé au Traité du 1<sup>er</sup> mai 1861, se trouvant également inscrite dans le Traité conclu le 11 décembre 1862 entre la Belgique et la Suisse, nous a naturellement aussi été opposée. Nous pouvions d'autant moins songer à faire dépendre une entente avec la Belgique de la suppression de cette réserve, qu'il ne s'agit en réalité que d'une période transitoire de 16 à 17 mois, et que les dégrèvements destinés à entrer en vigueur avant l'expiration de ce terme sont très-importants.

Le Traité anglo-belge consacre une seconde restriction, mais beaucoup moins essentielle, en ce qui concerne les faveurs indiquées à la France. Ainsi, d'après l'article 23 de ce Traité, les dégrèvements acquis à la France pour les eaux-de-vie dès le 1<sup>er</sup> octobre 1864, ne seront étendus à l'Angleterre qu'à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1865, qu'autant que le Royaume-Uni ne modifiera pas son droit d'entrée sur les eaux-de-vie étrangères. Le dégrèvement que la Belgique retarde éventuellement d'une année, s'élève à 2 fr. 50 c. par hectolitre d'esprit à 50°, et à 5 centimes par chaque degré en sus. Outre cette différence que notre assimilation à l'Angleterre laissera subsister entre le régime accordé aux produits du Zollverein, et celui qui est acquis aux produits similaires d'origine française, il en est une qu'il ne nous a pas non plus été possible de décliner, quant au traitement douanier de l'association et celui des États conventionnellement liés envers la Belgique, pour l'exportation des matières premières aux débris employés dans la fabrication du papier. En effet, le Gouvernement belge n'a pas pu se décider à abaisser, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1864, de 1 thaler 1/3 à 1 thaler 2 gr. par quintal, les droits d'entrée sur les papiers du Zollverein, et à fixer simultanément à 1 thaler 18 gr. par quintal

le droit de sortie sur les chiffons, c'est-à-dire à faciliter à la fois l'entrée du produit fabriqué et la sortie de la matière première, sans obtenir au moins pour l'un des deux produits un juste équivalent : or, comme nous n'étions pas en position de stipuler un semblable équivalent, nous avons dû consentir au maintien de l'exception dont il s'agit.

La pièce ci-annexée *sub lit.* C. montre quel sera par suite le tarif réservé en Belgique aux produits du Zollverein. Le tarif général de Belgique s'y trouvant imprimé en marge, une simple comparaison entre les droits correspondants des deux tarifs, fera, beaucoup mieux que de longues et minutieuses explications, ressortir la valeur réelle pour le commerce du Zollverein en Belgique des arrangements que nous venons de conclure.

Les autres parties du Protocole ne me paraissent nécessiter aucun éclaircissement particulier. Quant au Traité de navigation et à la Convention littéraire, je me bornerai à faire remarquer, en ce qui concerne le premier, qu'il n'a aucun des caractères d'un Traité de commerce, et ne tombe dès lors pas sous l'application du 20<sup>e</sup> article additionnel à l'article 39 du Traité de l'Association en date du 4 avril 1853; et en ce qui concerne la seconde, qu'elle ne touche en rien aux rapports généraux du Zollverein. Du reste le droit d'accession aux deux Traités a été expressément réservé à tous nos coassociés. Je me plais à espérer que nos coassociés verront dans les résultats que nous leur annonçons, une nouvelle preuve que nous ne craignons aucun sacrifice propre, lorsqu'il s'agit pour nous de servir et favoriser les intérêts communs du Zollverein.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien, sans retard, communiquer la présente au Gouvernement de... et de m'instruire du moment où vous vous serez acquitté de ce soin.

Recevez, etc.

*Signé : DE BISMARCK.*

#### **Convention conclue par la France avec les chefs Touaregs.**

Le maréchal de France, duc de Malakoff, gouverneur général de l'Algérie,

*Au nom de l'Empereur,*

Désirant répondre aux dispositions qu'ont montrées plusieurs chefs de la nation Touareg à entrer en relations amicales et de bon voisinage avec l'Algérie, et à se faire les intermédiaires des entreprises commerciales que la France voudrait ouvrir à travers leur pays vers les régions soudaniennes; et, par réciprocité, désirant faciliter aux

Touaregs l'accès des marchés de l'Algérie, a jugé qu'il importait d'arrêter les bases d'une Convention commerciale entre le Gouvernement de l'Algérie et l'assemblée des chefs des différentes fractions de la nation Touareg;

En conséquence, Son Excellence a invité, par lettres personnelles, ces chefs à se réunir à Ghadamès vers le 10 octobre de la présente année, pour déterminer avec ses mandataires les bases de cette Convention, et elle a désigné pour les discuter en son nom :

Le chef d'escadron d'état-major *Mircher*, aide de camp du général de division, sous-gouverneur de l'Algérie, officier de la Légion d'honneur, etc., etc. ;

Et le capitaine d'état-major *de Polignac*, attaché au bureau politique des affaires arabes, chevalier de la Légion d'honneur, etc., etc., qui devront être rendus à Ghadamès à l'époque indiquée, et auxquels Son Excellence confère les Pouvoirs nécessaires pour conclure les dispositions qui font l'objet des Articles ci-après, et pour recevoir, en outre, les propositions que les chefs de la nation Touareg jugeraient, dans l'intérêt commun des deux Parties contractantes, devoir être l'objet d'Articles additionnels.

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura amitié et échange mutuel de bons offices entre les autorités françaises et indigènes de l'Algérie, ou leurs représentants, et les chefs des différentes fractions de la nation Touareg.

Art. 2. Les Touaregs pourront venir commercer librement des différentes denrées et produits du Soudan et de leur pays sur tous les marchés de l'Algérie, sans autre condition que d'acquitter sur ces marchés les droits de vente que payent les produits semblables du territoire français.

Art. 3. Les Touaregs s'engagent à faciliter et à protéger à travers leur pays, et jusqu'au Soudan, le passage, tant à l'aller qu'au retour, des négociants français ou indigènes algériens et de leurs marchandises, sous la seule charge par ces négociants d'acquitter entre les mains des chefs politiques les droits dits coutumiers, ceux de location de chameaux et autres.

Art. 4. Le Gouvernement général de l'Algérie s'en remet à la loyauté, à la bonne foi et à l'expérience des chefs Touaregs pour la détermination des routes commerciales les plus avantageuses à ouvrir au commerce français vers le Soudan; et, comme témoignage de son bon vouloir envers la nation Touareg, il fera volontiers, lorsque ces routes seront bien fixées, les frais de leur amélioration matérielle au profit de tous, soit par des travaux d'art, soit par l'établissement de nouveaux puits ou la remise en bonnes conditions de ceux qui existaient antérieurement.

Après acceptation de la présente Convention par l'assemblée des



chefs Touaregs et signature des contractants pour garantie solennelle de son exécution dans le présent et dans l'avenir, une expédition écrite en français et en arabe restera entre les mains de chacune des Parties.

Alger, le 22 septembre 1862.

*Le gouverneur général,*  
Maréchal PÉLISSIER, duc de Malakoff.

Le présent Traité a été solennellement accepté au nom de toutes les tribus azguers et du cheikh Ikhenoukhen par les cheikhs Ameur-Elhadj et Othman-Ben-Elhadj-Bechir, délégués à cet effet, et qui, en notre présence, ont apposé leur signature au bas du texte arabe en garantie de cette acceptation.

Ghadamès, le 26 novembre 1862.

H. MIRCHER, *chef d'escadron d'état-major.*

L. DE POLIGNAC, *capitaine d'état-major.*

Pour copie conforme :

*Le général de division, sous-gouverneur de l'Algérie,*

E. DE MARTIMPREY.

Articles additionnels.

MM. le chef d'escadron d'état-major *Mircher*, aide de camp de M. le général de division de Martimprey, sous-gouverneur de l'Algérie, officier de la Légion d'honneur, etc., etc.;

Le capitaine d'état-major *de Polignac*, attaché au bureau politique des affaires arabes, chevalier de la Légion d'honneur, etc., etc, chargés des pouvoirs de S. Ex. le Gouverneur général ;

Après avoir présenté à l'acceptation des chefs des Touaregs Azguers la Convention commerciale à intervenir entre le gouvernement général de l'Algérie et ces chefs, pour l'ouverture de relations commerciales entre l'Algérie et le Soudan, et après signature de cette convention par les cheikhs Si-Othman et Si-Ameur-Elhadj au nom de toutes les tribus azguers ;

Ont rédigé, d'un commun accord avec ces mandataires, pour les soumettre à la sanction de S. Ex. le Maréchal Gouverneur général, les Articles additionnels ci-après qu'acceptent à l'avance les tribus azguers :

Art. 1<sup>er</sup>. Conformément aux anciennes traditions qui règlent les relations commerciales entre les États du nord de l'Afrique et les différentes fractions des Touaregs, la famille du cheikh Elhadj-Ikhenoukhen restera chargée du soin d'assurer aux caravanes de l'Algérie une entière sécurité à travers tout le pays des Azguers.

Toutefois, les usages particuliers de garantie commerciale existant actuellement entre d'autres familles des Azguers et différentes fractions des Chambâa et du Souf restent maintenus.

Art. 2. En raison de ces garanties de sécurité, il sera payé par les caravanes françaises ou algériennes allant au Soudan, au cheikh Ikhenoukhen ou à ses mandataires, ou enfin aux héritiers de son pouvoir politique, un droit qui sera réglé ultérieurement entre S. Ex. le Maréchal Gouverneur général et le cheikh.

Art. 3. Les contestations qui pourraient surgir entre les négociants et les convoyeurs Touaregs, seront réglées à l'amiable et avec équité par le cheikh ou par son représentant, d'après les traditions en vigueur dans le pays.

Art. 4. Le cheikh Elhadj-Ikhenoukhen et les autres chefs politiques du pays d'Azguer s'engagent à mettre à profit, dès leur retour à Rhat, leurs bonnes relations avec les chefs de la tribu des Kelloui pour préparer aux négociants français et algériens le meilleur accueil de la part de cette tribu, afin que les caravanes traversent également en toute sécurité le pays d'Aïr.

Ghadamès, le mercredi 26 novembre 1862.

*Signé : H. MIRCHER, chef d'escadron d'état-major.*

*DE POLIGNAC, capitaine d'état-major.*

Pour copie conforme :

*Le général de division, sous-gouverneur de l'Algérie,*

E. DE MARTIMPREY.

---

## DEUXIÈME PARTIE.

---

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES.  
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

---

### CHINE.

NÉGOCIATIONS DE 1858<sup>1</sup>.

**Le comte d'Elgin au comte de Malmesbury, reçue le 29 décembre.**

(Extrait.)

Shanghai, 5 novembre 1858.

Dans ma dépêche du 22 du mois dernier, j'avais inclus une analyse d'une lettre fort importante que je venais de recevoir des commissaires impériaux chinois. J'ai informé Votre Seigneurie que le ton en était fort convenable, mais qu'elle exprimait très-nettement l'espoir que Sa Majesté userait de l'option que lui donne l'article 3 du traité de Tientsin en donnant pour instructions à son ministre de visiter parfois Pékin au lieu d'y résider en permanence, et je vous ai prié de ne point prendre de parti définitif avant d'avoir entendu parler de moi. J'ai maintenant l'honneur de vous transmettre ci-incluse une traduction de la lettre en question et de la correspondance qu'elle a amenée.

Afin que Votre Seigneurie puisse bien comprendre le sens de cette

1. Les pièces qui suivent terminent la série de celles publiées par les *Archives* dans les volumes IV de 1861, p. 287 et suivantes; I de 1862, p. 309 et suivantes; II de 1862, p. 313 et suivantes. L'abondance des matières avait empêché la publication de cette dernière partie qui, avec les traités conclus entre la Chine et l'Europe et les négociations infructueuses de 1854, contenus dans les deux volumes de 1861, donne un tableau complet des phases diverses parcourues par la diplomatie européenne dans ces vingt dernières années avant d'arriver à l'état actuel des rapports existant aujourd'hui entre le monde occidental et l'Empire du Milieu.

correspondance, il est nécessaire que j'établisse dès le début que les autorités chinoises contemplent la résidence permanente des ministres étrangers dans la capitale avec plus d'aversion et d'inquiétude que toutes les autres innovations introduites par le traité de Tientsin.

En réponse aux représentations que j'ai pu leur faire par des voies indirectes en faveur de cet arrangement, comme étant le meilleur moyen de prévenir des querelles internationales, et de les empêcher, si elles se présentaient, de revêtir des proportions excessives, ils ont coutume de se rejeter d'abord sur la politique traditionnelle de l'Empire, puis sur les difficultés que pourrait leur susciter, s'il résidait constamment dans la capitale, un ministre étranger individuellement d'un caractère violent et de manières hautaines. Quant à ce dernier point (je me rapporte maintenant aux communications échangées entre nous par des voies officieuses), ils expliquent ce qu'ils veulent dire par des exemples : « Si nous étions bien sûrs, disent-ils, que vous nous enverrez toujours des hommes parfaitement sages, prudents et modérés, ce serait différent ; mais, par exemple, si M. un tel était nommé pour représenter à Pékin un gouvernement étranger (et tous les autres gouvernements réclameraient nécessairement le droit que vous exerceriez), il ne se passerait pas un mois avant qu'il arrivât quelque chose qui mettrait nos plus grands fonctionnaires dans la nécessité de risquer une querelle ou de subir quelque affront qui abaisserait le gouvernement chinois aux yeux de ses propres sujets. » Sans doute ces craintes sont chimériques jusqu'à un certain point, mais je suis obligé d'admettre que je ne les crois pas complètement dépourvues de fondement. La doctrine que tout Chinois est un coquin qu'on ne peut faire marcher qu'à force de brusquerie et de bravades, comme la doctrine analogue que toutes les jonques de commerce portent des canons et font le métier de corsaires, peuvent, je me permets de le croire en toute déférence, être parfois poussées trop loin dans les relations avec ce peuple. Qu'il en soit d'ailleurs sur ce point ce qu'on voudra, je n'y ai fait allusion que parce que je désire faire comprendre à Votre Seigneurie que les objections à la résidence permanente des Ministres étrangers à Pékin, que les Chinois présentent à ce titre et qu'ils éprouvent sincèrement, ne sont pas dénuées de tout fondement.

En outre, nous savons par la *Gazette de Pékin* que l'Empereur a donné des ordres pour la réparation des forts que nous avons détruits à l'entrée du Peïho, et pour la construction de nouveaux forts destinés à protéger Pékin. Il ne serait pas raisonnable de notre part, à mon avis, d'exiger que l'Empereur de la Chine laissât sa capitale sans défense, dans le but exprès de nous permettre de l'y attaquer quand cela nous conviendrait. Je ne pense pas, d'autre part, que tous les ou-



vrages qu'il pourra élever pussent nous empêcher d'y arriver, si nous avons résolu de nous y rendre pour revendiquer les droits que nous donne le traité. En même temps, on peut se demander s'il serait bon d'user de l'option conférée à Sa Majesté par l'article 3 du traité de Tientsin, de manière à obliger l'Empereur de choisir entre une tentative désespérée de résistance ou une acquiescence passive à ce que lui et ses conseillers regardent comme le plus grand malheur qui puisse arriver à l'empire.

Sans recourir aux mesures extrêmes de la résistance par la force à l'invasion de la capitale par des ministres étrangers avec leurs femmes et leurs maisons (ce qui est, à ce qu'il paraît, plus formidable aux yeux des Chinois que les ministres eux-mêmes), il y a un danger que je me crois obligé, dans les circonstances présentes, à ne pas passer sous silence.

Votre Seigneurie peut se rappeler que, la veille du jour de la signature du traité de Tientsin, j'ai reçu une représentation à l'effet de me faire savoir que les Commissaires chinois perdraient infailliblement leurs têtes s'ils concédaient les articles de mon traité pourvoyant à la résidence d'un ministre anglais à Pékin, et permettant aux sujets anglais de voyager partout dans le pays pour leurs affaires de commerce.

Cette représentation me causa beaucoup d'anxiété au moment même, mais je résolus de n'y pas prendre garde, et d'agir dans l'hypothèse que, me trouvant dans le voisinage de Pékin avec des forces armées, je pourrais me conduire de façon à faire croire à l'Empereur qu'il devait de la reconnaissance à ses plénipotentiaires pour avoir conclu la paix avec nous, même aux conditions qui soulevaient leurs objections.

Le résultat a justifié ce calcul. Kweiliang et Hwashana, les Commissaires qui ont négocié avec moi à Tientsin, sont maintenant ici et semblent toujours jouir de la confiance et de la faveur de l'Empereur. En outre, s'ils nourrissaient, avant d'arriver ici, le moindre espoir de pouvoir remettre en question les concessions accordées aux étrangers par le traité de Tientsin, ils l'ont abandonné depuis qu'ils sont ici, grâce en partie au langage péremptoire que je leur ai tenu au sujet des affaires de Canton, et en partie à l'assurance que je leur ai fait donner officieusement que, s'ils agissaient envers moi avec une complète bonne foi, ils me trouveraient raisonnable et modéré. Si pourtant, après avoir accepté toutes mes exigences à des conditions si étendues et dans un langage si respectueux, ils sont obligés de faire savoir à l'Empereur qu'ils ont échoué dans leurs efforts pour obtenir de moi quelques égards pour les représentations qu'ils m'ont faites au nom de leur souverain, je crains que leur dégradation et leur châtiment ne soient inévitables, et je n'ai pas besoin de dire qu'un événement de

cette nature tendrait à troubler l'esprit des Chinois et à faire naître des doutes sur les intentions de l'Empereur à l'égard du nouveau traité.

En outre, le droit que nous donne le traité de naviguer sur le Yang-Tze, et d'entrer dans les ports de cette rivière pour y faire le commerce, était subordonné au rétablissement de l'autorité impériale dans les ports en question, parce que, comme nous avons trouvé bon d'affecter la neutralité entre l'Empereur de la Chine et les rebelles, nous ne pouvions, sans absurdité, demander qu'il nous assurât des droits et une protection dans des lieux actuellement occupés par un pouvoir que nous traitions avec le même respect que le sien.

Cependant il est important que les Chinois et les étrangers sachent que l'Empereur nous a accordé l'ouverture de la rivière, et j'ai pensé depuis longtemps que si je pouvais m'arranger pour la remonter en personne avec le consentement du gouvernement impérial, sous prétexte de choisir les ports convenant le mieux au commerce étranger, ce serait une manière très-efficace d'offrir au public sur ce point les assurances qu'il demande.

Mais c'est en se conciliant la bonne volonté des commissaires qu'on peut arriver à ce résultat : car, jusqu'à la ratification du traité de Tientsin, je n'ai évidemment aucun titre à remonter la rivière au nom de mes droits.

Je pourrais référer à d'autres points importants qui rentrent dans la catégorie des affaires qui se trouvent strictement en dehors des clauses du traité, mais qu'il est pourtant désirable de régler maintenant à l'amiable, si cela est possible ; je crois inutile de prolonger cette dépêche en les énumérant.

En pareille circonstance, il était naturellement de mon devoir de considérer si je ne pourrais pas, en procédant différemment, tirer un meilleur parti de la position des commissaires impériaux :

Après m'en être enquis, je trouve qu'en adoptant un ton plus conciliant par rapport au sujet sur lequel ils ont appelé mon attention, je puis m'assurer les points suivants :

Primo, je puis obtenir la reconnaissance la plus complète de tous les droits concédés à Sa Majesté et aux sujets anglais par le traité de Tientsin, y compris le droit de l'établissement permanent d'un ministre à Pékin, qui forme le sujet de la discussion.

Secondement, je puis les décider à prendre sur-le-champ toutes les mesures nécessaires à l'exécution du traité qu'on peut régulièrement leur demander avant les ratifications.

Troisièmement, je puis encore les décider à accéder à mes vœux sur d'autres questions qui ne sont pas résolues par le traité, et auxquelles j'attache pourtant une grande importance.

Quatrièmement, je puis m'arranger pour répondre à leur proposi-

tion de façon à laisser entre les mains du gouvernement de Sa Majesté, pour le manier à son gré, un levier moral de la nature la plus puissante, qui assurera à l'avenir la fidèle exécution du traité par le Gouvernement chinois.

Comme dans une transaction aussi délicate le choix de chaque parole est important, je dois référer Votre Seigneurie à la correspondance ci-incluse pour le plein développement du système que j'ai employé pour arriver à ces fins. Le résumé de toute la correspondance est ceci : qu'après avoir réservé de la manière la plus explicite le droit de Sa Majesté à user comme elle le trouvera bon de l'option que lui laisse l'article III du traité de Tsientsin, je me suis engagé à communiquer au gouvernement de Sa Majesté les représentations qui m'ont été adressées à ce sujet par les commissaires impériaux chinois, et à donner humblement mon avis qui serait, si l'ambassadeur de Sa Majesté est convenablement reçu à Pékin lors de l'échange des ratifications l'an prochain, lorsqu'on aura donné plein effet sur tous les autres points au traité négocié à Tientsin, de donner pour instructions au représentant de Sa Majesté en Chine de choisir pour sa résidence un autre endroit que Pékin et de visiter la capitale périodiquement ou toutes les fois que l'exigera le service public.

Pour exécuter cette promesse, j'adresse à Votre Seigneurie la présente communication, en vous demandant respectueusement de lui accorder votre favorable attention.

En conclusion, je demande à Votre Seigneurie la permission de lui rappeler que le traité anglais seul a pourvu au droit de résidence d'un ministre à Pékin. Toute autre nation désirant user de ce privilège, serait obligée de l'emprunter à ce traité sous la clause de la nation la plus favorisée, et si on admettait cette réclamation de la part de toute autre nation, l'objection faite à la résidence d'un ministre anglais dans la capitale disparaîtrait naturellement par cela même.

En outre, tout en adhérant à l'opinion que j'ai exprimée naguère sur l'importance de l'établissement des relations diplomatiques directes avec la cour de Pékin, je suis obligé de convenir que la position d'un ministre anglais dans la capitale pendant les mois d'hiver, lorsque le thermomètre, s'il faut en croire Humboldt, descend à 40 degrés au-dessous de zéro, que la rivière de Tientsin est gelée et que le golfe de Pechelée est à peine navigable, ne serait assurément pas agréable. Et il est de même possible que, dans cette situation, sa présence personnelle fût moins imposante pour l'esprit des mandarins que la connaissance de la faculté qu'il possède de s'y établir dès que la conduite du Gouvernement chinois donnerait quelque sujet de plainte.

*Signé : ELGIN et KINCARDINE.*

---

**Les Commissaires Kweiliang, Hwashana, etc., au comte d'Elgin.**

Kwei, premier secrétaire d'État ; Hwashana, président ; Ho, gouverneur général des Deux-Kiangs ; Ming, officier de la Maison impériale, et Twau, président titulaire, commissaires impériaux, font une communication.

Le véritable but de la négociation des traités est de maintenir la paix entre deux nations avec un tel échange de bons offices qu'aucun côté ne soit avantagé au préjudice de l'autre, afin qu'il puisse être appliqué longtemps et que ses bienfaits soient sans mélange.

C'est là le but véritable des traités de paix et de l'amélioration des relations.

Lorsque les Commissaires Kwei et Hwa négociaient à Tientsin un traité avec Votre Excellence, il y avait des vaisseaux de guerre anglais dans le port ; ils étaient sous la pression produite par une force armée, dans un état d'excitation et d'alarme<sup>1</sup>, et le traité devait être signé sans le moindre délai sur-le-champ. Il était impossible de délibérer, les commissaires n'avaient d'autre alternative que d'accepter les conditions qui leur étaient imposées<sup>2</sup>. Dans ce nombre, il y en avait quelques-unes faisant véritablement tort à la Chine ; votre Gouvernement, en les écartant, n'aurait pas agi à son désavantage ; mais, dans la précipitation du moment, les Commissaires n'ont pas eu l'occasion d'offrir à Votre Excellence une franche explication là-dessus.

A leur retour dans la capitale, Sa Majesté l'Empereur nous a donné à tous une mission spéciale pour venir à Shanghai consulter avec vous, et pour presser une affaire qui sera à l'avantage mutuel des deux parties.

Les yeux pénétrants de Votre Excellence voient clairement la sincérité de notre désir de voir les relations amicales se maintenir d'une façon durable, et il est naturellement de notre devoir, agissant envers vous dans un esprit d'honnêteté et sans intention de vous tromper, de vous exposer en toute vérité la question la plus agréable pour la Chine.

Dans l'article III du traité, il est dit que l'ambassadeur ou tout autre grand fonctionnaire de Sa Majesté la Reine d'Angleterre pourra résider dans la capitale d'une manière permanente, ou pourra s'y rendre occasionnellement, au choix du Gouvernement anglais. L'em-

1. *Lit.*, des armes de guerre les contraignaient ; on était dans un état de feu pétillant et d'eau se précipitant.

2. *Lit.*, ils ne pouvaient que *plier et consentir* ; le mot rendu par *plier* implique en général l'idée d'une violence illicite.



ploi du mot « ou » indique sans aucun doute l'absence de décision et prouve assez le bon sens la raison de Votre Excellence qui ne voudrait pas adopter à la légère une conduite arbitraire envers qui que ce soit.

Or, la majorité des habitants de la capitale faisant partie des porte-bannières<sup>1</sup> n'ont jamais dépassé les murailles et n'ont point eu de rapports avec le dehors; ils sont donc tout à fait ignorants des sentiments des hommes ou de la façon de vivre dans le monde du dehors. Les affaires que les fonctionnaires, grands et petits, ont à accomplir dans la capitale sont exclusivement municipales.

Ils n'ont eu aucune expérience personnelle du sentiment populaire au sujet des affaires publiques dans les provinces et n'en savent rien du tout. Les habitudes et les dispositions de la population de la capitale sont fort différentes de celles des provinces de l'Orient et du Midi. Si des étrangers résidaient à Pékin, il s'ensuivrait nécessairement que leurs mouvements viendraient à faire naître de l'inquiétude et de la surprise dans l'esprit de la multitude, la moindre mésintelligence engendrerait sérieusement une querelle, et le mal qui en résulterait pour notre pays serait bien grand, si une cause insignifiante de discussion atteignait de sérieuses proportions<sup>2</sup>. La Chine, d'ailleurs, est, dans ce moment-ci, dans une crise très-grave, et si le peuple, comme on peut s'y attendre, était induit en erreur sur ce point par quelques paroles oiseuses, il commencerait à nous donner des embarras outre ceux que nous avons déjà sur les bras.

La paix devant durer à perpétuité entre la Chine et le pays de Votre Excellence, le grand but de tous leurs efforts doit être l'intérêt commun, la communauté des biens et des maux.

L'équité dont Votre Excellence fait preuve en affaires nous est bien connue; vous répugnerez à imposer une tâche difficile à un État ami, et Sa Majesté, la souveraine du pays de Votre Excellence, illustre pour sa prospérité et sa justice, équitable dans son administration, hésiterait sans doute à employer les richesses de son royaume et la force de son bras à infliger cette injure à notre pays, sans avoir égard aux dispositions amicales de la Chine.

En outre, chaque article du traité, et ils se comptent par plusieurs dizaines, confère à votre pays un avantage et ils ne sont pas sans importance.

Le consentement de Sa Majesté l'Empereur à toutes les propositions prouvait véritablement un désir extraordinaire de se concilier une large part de bienveillance.

1. Porte-bannières, les Mantchoux, les Mogols et les Chinois.

2. *Lit.*, à cause d'une petite chose, agitation ou fermentation qui causait de grands maux.

La condition de la résidence à Pékin est très-désagréable à la Chine, et comme les Français et les Américains n'ont pas ce privilège (*lit.*, article), et que votre nation seule le possède, nous prions Votre Excellence de considérer quel compromis on pourrait effectuer et de nous dispenser de son exécution péremptoire.

Si on pouvait arriver à un arrangement, comme celui que nous proposons, l'Empereur députerait encore spécialement de la part de la Chine un premier secrétaire, ou le président d'un des conseils, pour résider dans les provinces, sur le point que le grand fonctionnaire envoyé par le Gouvernement de Votre Excellence pourrait choisir pour sa résidence. Lorsque Nankin sera repris, il pourrait, si cela lui convenait, demeurer à Nankin.

Les diverses clauses du traité récemment conclu doivent sans aucun doute être observées (ou seront certainement observées) à jamais. Sur la violation de l'une d'elles, le ministre pourra venir s'établir dans la capitale d'une manière permanente.

En vous adressant cette requête, nous n'avons pas la moindre intention de violer le traité. Nous écrivons pour proposer que ce point soit réservé à notre demande, simplement parce que les mots « soit » et « ou » le laissent indécis, et nous espérons que Votre Excellence y consentira.

S'il y a encore quelque chose qui puisse être avantageux à votre pays, sans faire tort au nôtre, il sera également de notre devoir de considérer les moyens de vous satisfaire.

Communication nécessaire adressée au comte d'Elgin, etc.

Hien-Fung, 8<sup>e</sup> année, 5<sup>e</sup> lune, 10<sup>e</sup> jour, 22 octobre 1858.

---

#### **Le comte d'Elgin aux commissaires Kweiliang, Hwashana, etc.**

Le soussigné a l'honneur d'accuser réception de la lettre des Commissaires impériaux du 22 courant.

Les Commissaires expriment l'espoir que le soussigné consentira à l'établissement du ministre de Sa Majesté en Chine dans quelque autre endroit que Pékin. Ils basent leur appel au soussigné sur la forme de l'art. 3 du traité de Tientsin qu'ils citent.

Il est du devoir du soussigné de déclarer immédiatement qu'il n'est pas en son pouvoir de changer ou de modifier les conditions du traité signé à Tientsin. Il dépend de Sa Majesté Britannique seule de décider laquelle des deux conduites ouvertes à Sa Majesté par le traité peut lui convenir, la résidence permanente de son ministre dans la capitale, ou ses visites à l'occasion. Le soussigné désire en outre faire comprendre aux commissaires qu'en insistant pour l'insertion de cette

clause dans le traité, il n'était pas animé de l'intention de faire du tort à la Chine, mais au contraire du désir le plus sincère d'obtenir les sécurités les plus efficaces possibles pour le maintien de la paix entre les deux pays.

Il est d'usage en France, en Angleterre, en Amérique, en Russie, et chez toutes les autres puissances du monde occidental, de maintenir des représentants dans leurs capitales respectives. Ces représentants se trouvant en rapports directs avec les grands fonctionnaires chargés de diriger les affaires étrangères, on évite ainsi, en grande partie, les graves dissentiments qui pourraient s'élever.

La Chine a eu coutume de confier l'administration des affaires étrangères à un commissaire impérial à une grande distance de la capitale.

Il en est résulté une série de malentendus entre ce fonctionnaire et les représentants des nations étrangères. La cour de Pékin a persisté à ignorer toutes les plaintes qu'on lui adressait sur ce fonctionnaire, dont les rapports d'autre part n'étaient ni complets ni exacts.

De là sont nées toutes les hostilités, et c'était pour s'assurer une garantie du même genre que celle que la pratique des nations occidentales a trouvée utile contre le retour des guerres, pour éviter la nécessité de prendre à l'avenir les villes et de détruire les forts, que le soussigné, d'après les instructions du gouvernement de Sa Majesté, a demandé accès dans la capitale pour le représentant de Sa Majesté.

Le droit de ce fonctionnaire de résider à Pékin, si Sa Majesté le juge bon, étant décidé par le traité, le soussigné répète que ses paroles ni ses actions ne peuvent en restreindre l'exercice comme les Commissaires le proposent ; il ne se chargerait pas même légèrement de recommander la restriction, vu le grand objet de la concession faite par le traité.

Cet objet a été clairement expliqué aux commissaires, et le soussigné craint fort qu'il ne soit pas au pouvoir de Leurs Excellences d'offrir pour la bonne foi du gouvernement impérial, et pour le maintien de la paix entre les deux pays, des garanties équivalant à celle que fournirait la résidence permanente d'un ministre anglais à Pékin.

Shanghai, 25 octobre 1850.

*Signé :* ELGIN et KINCARDINE.

---

**Les commissaires Kweiliang, Hwashana, etc., au comte d'Elgu.**

Kwei, premier secrétaire d'État, et Hwa, président du conseil de l'administration civile; Ho, gouverneur général des Deux-Kiangs; Ming, grand officier de la maison impériale; Twau, président titulaire, commissaires impériaux, font une communication en réponse.

Nous avons reçu la lettre de Votre Excellence du (22 octobre) à cet effet que lorsque vous insistiez dans l'article 3 du traité de Tientsin pour que les représentants de Sa Majesté Britannique pussent résider en permanence dans la capitale ou s'y rendre de temps en temps, vous n'étiez pas animé de sentiments malveillants à l'égard de la Chine, mais au contraire par un sincère désir de voir la paix se maintenir entre les deux nations, et qu'en considérant l'importance de la condition concernant la résidence permanente du ministre anglais à Pékin, comme garantie de la bonne foi de la Chine et de la durée des relations amicales entre les deux pays, il nous serait difficile, craigniez-vous, d'y substituer une garantie de la même valeur.

Puisque, dans le traité de paix conclu entre nos deux nations, il est convenu que le ministre anglais résidera en permanence dans la capitale, ou s'y rendra seulement de temps en temps au choix du gouvernement anglais, tel étant le langage précis de l'article, il faut bien s'y conformer, et si le gouvernement de Votre Excellence a résolu que la résidence (du ministre) soit permanente, la Chine ne pourra naturellement pas s'y opposer.

La réputation de justice, de droiture, de bienveillance et de sentiments amicaux que possède Votre Excellence, nous inspire la confiance la plus parfaite en vous, lorsque vous assurez qu'en exigeant la clause ci-dessus mentionnée, vous n'étiez point animé par le désir de faire du mal à la Chine. Cependant la résidence permanente des ministres étrangers dans la capitale ferait du mal à la Chine de plus de manières que nous n'avons de mots pour l'exprimer. En somme, dans la situation critique et difficile de notre pays, cet incident engendrerait, nous le craignons, une diminution de respect pour le Gouvernement chez notre peuple, et nous croyons inutile d'expliquer à Votre Excellence combien le mal serait grave.

C'est pour cette raison que nous vous adressons spécialement une seconde lettre sur ce sujet, et nous espérons que Votre Excellence représentera pour nous à Sa Majesté, votre Souveraine, le grand tort que ferait, à notre avis, à notre pays (l'exercice de son droit), en la conjurant de ne pas décider en faveur de la résidence permanente à Pékin.

Lorsque nous songeons à l'éclat répandu par la bonne conduite et



la justice de Sa Majesté, nous nous sentons convaincus qu'elle ne voudra pas en user péremptoirement dans une affaire qui pourrait faire tant de mal à notre pays et le jeter dans l'embarras. Notre pays ne manquera pas d'en éprouver une vive reconnaissance.

Nous agissons avec une bonne foi parfaite, et, s'il y quelque manière de procéder par laquelle nous puissions prouver notre sincérité, nous prions Votre Excellence de nous l'indiquer franchement; il n'y a pas d'arrangement satisfaisant que nous ne soyons disposés à prendre.

C'est notre ferme espoir que le sentiment présent se conservera toujours des deux parts, et que nos deux pays, éternellement en paix l'un avec l'autre, continueront à jouir du bien-être et des avantages (qui en résultent).

Communication nécessaire, etc.

Hien-Jung, 8<sup>e</sup> année, 9<sup>e</sup> lune, 22<sup>e</sup> jour (28 octobre 1858).

---

#### **Le comte d'Elgin aux commissaires Kweiliang, Hwashana, etc.**

Le soussigné a l'honneur d'accuser réception de la lettre des commissaires impériaux du 28 courant.

Les Commissaires impériaux remarquent que si, d'accord avec le langage positif des stipulations du traité, le gouvernement de Sa Majesté se décidait à placer le ministre anglais en permanence à Pékin, la Chine ne pourrait s'opposer à cette décision. C'est assurément une appréciation exacte de l'inviolabilité des conditions consenties par le traité.

Leurs Excellences conviennent en même temps de leur confiance dans l'assurance du soussigné lorsqu'il a déclaré que ce droit donné par le traité n'avait pas été exigé par le soussigné dans des intentions hostiles pour la Chine, mais au contraire avec le sincère désir d'assurer le maintien de la paix entre les deux pays. Il demande la permission d'assurer à Leurs Excellences qu'elles rendent seulement justice aux intentions du soussigné.

Leur lettre commence par assurer que l'exercice de ce droit du traité serait néanmoins en grand préjudice à la Chine, surtout parce que, dans l'état actuel des difficultés intestines, il tendrait à diminuer le respect que les sujets éprouvent pour le Gouvernement; en conséquence, Leurs Excellences prient le soussigné de conjurer Sa Majesté, auquel le traité laisse assurément le droit de décider si ses représentants résideront en permanence dans la capitale ou s'y rendront seulement de temps à autre, de se décider en faveur de cette dernière conduite.

Le soussigné, après avoir attentivement considéré leur proposition, demande à déclarer que, bien qu'il soit résolu à ne pas rabattre par un mot ou par un acte un iota des droits que le traité de Tientsin assure à son Gouvernement, il désire pourtant, autant qu'il pourra le faire conformément avec son devoir, chercher à concilier les égards dus aux sentiments du Gouvernement chinois avec la satisfaction des droits de son Gouvernement. Il est donc prêt, après avoir considéré l'ensemble des circonstances, à communiquer aussitôt au Gouvernement de Sa Majesté les représentations que lui ont adressées sur cet important sujet Leurs Excellences les Commissaires impériaux, et à donner humblement son avis qui serait, si l'ambassadeur de Sa Majesté est convenablement reçu à Pékin lors de l'échange des ratifications l'année prochaine, et lorsqu'on aura donné plein effet sur tous les autres points au traité conclu à Tientsin, qu'il sera certainement bon de donner pour instructions au Ministre de Sa Majesté en Chine l'ordre de choisir sa résidence ailleurs qu'à Pékin, et de faire des visites dans la capitale soit périodiquement soit seulement toutes les fois que le service public pourra l'exiger.

Le droit assuré par le traité à Sa Majesté restera, dans tous les cas, intact, mais le soussigné prend sur lui d'exprimer sa conviction que tant que le Gouvernement impérial adhérera fidèlement à ses engagements vis-à-vis de l'Angleterre, la Chine n'aura pas lieu de se plaindre d'un manque d'égards de la part du gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Le désir que Leurs Excellences expriment de voir la paix se maintenir n'est pas plus vif que les vœux que forme le soussigné pour le progrès des relations amicales, qui sont dorénavant, espère-t-il, établies entre les deux pays ; et, dans le but de faire disparaître tout doute et toute préoccupation, il demande à ajouter que, si les commissaires sont d'avis que la discussion de quelque proposition d'intérêt commun serait rendue plus facile ou plus avantageuse par des explications verbales, le soussigné est tout disposé à conférer avec Leurs Excellences le jour où il leur conviendra d'avoir avec lui une entrevue.

*Signé: ELGIN et KINCARDINE.*

---

**Le comte Elgin aux commissaires Kweiliang, Hwashana.**

*(Extrait.)*

2 mars 1859.

Le soussigné prie Leurs Excellences d'annoncer la prochaine arrivée de M. Bruce, porteur de la ratification du traité par Sa Majesté britannique, désigné pour remplir le poste de ministre britannique en Chine. Il les prie d'ajouter que la correspondance au sujet de la résidence

permanente du ministre anglais à Pékin a fait l'objet de l'attention du Gouvernement de Sa Majesté et qu'il a plu d'ordonner que si son représentant était bien reçu à Pékin lors de l'échange des ratifications et si les clauses du traité recevaient leur pleine application, il serait autorisé à choisir une autre résidence que celle de Pékin, et de s'y rendre ou à des périodes déterminées, ou lorsque le service public l'exigerait. Il reste bien entendu d'ailleurs que le droit consacré par le traité d'avoir à Pékin un ministre résident reste entier, et qu'il ne manquerait pas d'être revendiqué, si la conduite des fonctionnaires dans les ports ou à l'intérieur, rendait nécessaire au maintien de la paix qu'il fût exercé. En prenant congé de Vos Excellences, le soussigné leur rappelle sérieusement que la continuation de la paix dépend de l'observation stricte des engagements. Les droits respectifs de l'Angleterre et de la Chine ont été clairement exprimés dans le traité de Tien-Tsin. Son accomplissement fidèle prévendra toujours tout malentendu, et qu'il en soit ainsi, est le vœu sincère du soussigné.

*Signé : ELGIN et KINCARDINE.*

Peu de jours après cette dépêche, qui clot la première période de sa mission en Chine, lord Elgin repartit pour l'Europe, après avoir donné l'ordre à l'amiral de préparer une escorte navale convenable pour accompagner M. Bruce dans son voyage à Pékin. Cette escorte se composait entre autres bâtiments de sept chaloupes canonnières, tirant peu d'eau et pouvant remonter le fleuve depuis l'embouchure du Pei-ho.

Par le départ de lord Elgin se termine la période spécialement diplomatique des rapports des puissances occidentales avec la Chine. Elle fut remplacée par la tentative malheureuse des ministres de France et de la Grande-Bretagne de remonter le Pei-ho, et par l'action militaire qui conduisit les alliés à Pékin. Cette nouvelle phase sort du cadre des *Archives diplomatiques*, et on renvoie, pour ce qui la concerne, à l'*Histoire de la guerre de Chine*, par M. le baron de Bazancourt.

## GRANDE-BRETAGNE.

DOCUMENTS RELATIFS A L'OCCUPATION DE ROME PAR LES FRANÇAIS.

Communiqués au Parlement anglais, le 9 juillet 1862.

### N° 1. Lord Cowley au comte Russell.

Paris, le 12 mai 1862.

Milord,

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Seigneurie un article du *Journal des Débats* publié ce matin sur la question romaine.

L'idée qu'il suggère d'une garnison mixte à Rome de troupes françaises et italiennes pour une saison me paraît digne de considération; mais elle tombera probablement à plat comme toutes les autres propositions devant l'obstination du Gouvernement papal.

Signé : COWLEY.

## N° 2. Lord Cowley au comte Russell.

(Extrait.)

Paris, le 14 mars 1862.

J'ai pris l'occasion de sonder M. Thouvenel à propos du plan, proposé dans le *Journal des Débats*, sur lequel j'ai eu l'honneur d'appeler l'attention de Votre Seigneurie par ma dépêche du 12, d'établir provisoirement une garnison mixte de troupes françaises et italiennes à Rome, mais Son Excellence ne m'a pas paru disposée à appuyer cette idée.

## N° 3. Le comte Russell à lord Cowley.

(Extrait.)

Le 17 mars 1862.

En ce qui touche la dépêche de Votre Excellence, du 14 mars, je vous dirai qu'une garnison mixte franco-italienne ne conviendrait pas.

Il vaudrait beaucoup mieux que l'on permît aux troupes italiennes d'occuper tout l'État romain sur la rive gauche du Tibre, et que les Français occupassent la région du Vatican de la ville, Civita-Vecchia, et le patrimoine de saint Pierre sur la rive droite du Tibre.

Si cette combinaison était adoptée comme arrangement temporaire, le pays serait protégé, la dignité du prince souverain serait reconnue, et ultérieurement le roi d'Italie et le Pape se trouveraient réconciliés par la force des circonstances.

M. Thouvenel ne devrait pas fermer les yeux sur les graves inconvénients de la situation actuelle. Les voici :

1° Le Gouvernement français se rend impopulaire vis-à-vis des Italiens, et surtout vis-à-vis de la population romaine;

2° Aucun ministère italien, Ricasoli ou Rattazzi, ni personne autre ne peut contrôler efficacement les mazziniens, qui obtiennent en conséquence une influence illégitime;

3° Il pourrait à tout moment surgir une guerre, dont les vicissitudes pourraient forcer l'Empereur soit à abandonner son œuvre en Italie, soit à défendre l'indépendance italienne au prix d'une grande et sanglante guerre.



L'Angleterre, loin d'entraver la marche de la France, désire coopérer avec elle, afin de trouver la solution de la question italienne.

Vous donnerez lecture de cette dépêche à M. Thouvenel.

---

**N° 4. Lord Cowley à lord Russell.**

(Extrait.)

Le 20 mars 1862.

J'ai vu cette après-midi M. Thouvenel et lui ai lu, d'après les instructions de Votre Seigneurie sa dépêche du 17 courant qui appelle l'attention de Son Excellence sur les malheurs qui menacent l'état actuel des affaires à Rome et le patrimoine de saint Pierre et qui suggère un plan pour prévenir tous ces malheurs.

M. Thouvenel m'a dit qu'il craignait que la combinaison suggérée par Votre Seigneurie ne serait acceptée par aucun parti : le Pape déclarant qu'il ne veut entendre à aucun arrangement qui ne lui rendrait pas ses possessions perdues, et le Gouvernement italien refusant de sanctionner tout arrangement qui ne reconnaîtrait pas Rome comme capitale de l'Italie. Entre ces deux opinions extrêmes, aucune solution ne paraît possible car la France ne pourrait permettre à des troupes italiennes d'entrer sur le territoire qu'elle occupe sans le consentement du Pape. D'ailleurs, a ajouté M. Thouvenel, par quelle raison nous demande-t-on de céder Rome et le patrimoine de saint Pierre au Roi d'Italie. Tout ce que l'on pourrait attendre de nous serait de rendre Rome aux Romains. Je dis qu'en ce qui regardait le Gouvernement de Sa Majesté, je pouvais répondre qu'il accepterait un semblable arrangement, en tant, bien entendu, que les Romains seraient maîtres de leur propre sort.

Si l'armée du Pape n'était composée que de Romains, je suppose que le Gouvernement de Sa Majesté ne verrait que peu ou point d'objections à un tel plan, mais comme il est probable qu'elle est composée de mercenaires étrangers, les horreurs qui résulteraient de la réalisation d'un tel plan seraient incalculables.

M. Thouvenel n'a pas exprimé le désir de garder une copie de la dépêche de Votre Seigneurie, mais je l'ai prié d'en dire la substance à l'Empereur, ce que Son Excellence m'a promis de faire.

---

**N° 5. Le comte Russell au comte Cowley.**

Foreign-Office, 22 mars 1862.

Milord,

D'après votre dépêche de 20 courant, il me semble que M. Thouvenel s'est entièrement mépris sur la combinaison contenue dans ma dépêche du 17, adressée à Votre Seigneurie.

M. Thouvenel craint que ma combinaison ne soit acceptée par aucun parti.

Je n'ai jamais eu la pensée que le Pape accepterait la combinaison. Nous savons parfaitement que l'arrangement libéral de 1815 lui-même provoqua la protestation du cardinal Gonzalvi relative à Ferrare et à Comacchio. En conséquence, le Pape devra exiger la restitution de Bologne et Ancône.

Mais on n'a pas plus besoin de demander cet assentiment pour Rome qu'on ne l'a fait pour Bologne. Votre Excellence se rappellera qu'aussitôt que les troupes autrichiennes quittèrent Bologne, la ville cessa de reconnaître la suzeraineté du Pape. Il en serait de même si les Français quittaient Rome.

Quant à l'assentiment du gouvernement italien, Votre Excellence apprendra que le Gouvernement de la Reine propose ou suggère ce plan comme combinaison temporaire.

S'il était proposé à titre d'arrangement définitif, nul doute qu'un ministère italien hésiterait ou qu'il refuserait d'y souscrire. Mais comme arrangement temporaire, nul ne saurait croire que l'évacuation de Rome, Velletri et Frosinone, et de la rive gauche du Tibre par les Français, ne serait pas acceptée avec empressement par le peuple italien. Naples verrait avec plaisir un gouvernement dont le siège serait à Rome, et l'accusation qu'un ministre de Turin tente de *piémontiser* l'Italie tomberait d'elle-même.

M. Thouvenel dit : « Pourquoi ne nous demande-t-on pas de céder « Rome et le Patrimoine de saint Pierre au Roi d'Italie? Tout ce que « l'on pourrait attendre de nous serait de rendre Rome aux Ro-  
« mains. »

Cet argument est plus captieux que concluant. La grande objection à l'évacuation de Rome par les troupes françaises mises fréquemment en avant par M. Billault, en sa qualité d'organe parlementaire du Gouvernement français, est que l'anarchie prendrait le dessus.

Il est certainement possible que si les troupes papales et les mazziniens livrés à eux-mêmes se battaient dans les rues de Rome, du désordre pourrait avoir lieu pendant quelques jours. Mais si les troupes italiennes occupaient le Capitole et les troupes françaises le Vatican,

il ne pourrait en résulter aucun intervalle d'anarchie. — Il faut se rappeler que le Pape fait depuis les douze derniers mois une véritable guerre au roi d'Italie dans ses provinces méridionales. Mgr de Mérode a envoyé des bandes armées pour attaquer les troupes italiennes dans le sud de l'Italie. Le droit de guerre de la part du Roi d'Italie contre le Pape est ainsi rendu clair et indiscutable. La dernière démonstration du Forum prouve combien les forces du Roi d'Italie seraient accueillies avec plaisir par les Romains.

Il faut aussi remarquer que, d'après ma combinaison, le Patrimoine de saint Pierre resterait au Pape jusqu'à ce qu'un arrangement final ait eu lieu. Le Roi régnerait à Rome, devenue capitale de l'Italie; le Pape resterait au Vatican et dans le Patrimoine de saint Pierre en qualité de Souverain Pontife.

Vous lirez cette dépêche à M. Thouvenel.

*Signé : RUSSELL.*

#### N° 6. Lord Cowley au comte Russell.

(Extrait.)

Le 28 mars 1862.

Aussitôt que j'ai informé M. Thouvenel de la nature de la communication que j'étais chargé de lui faire, Son Excellence m'a interrompu pour me dire qu'elle avait montré à l'Empereur la copie de la lettre de Votre Seigneurie en date du 17 courant que je lui avais envoyée confidentiellement après la précédente entrevue, M. Thouvenel ajouta que Sa Majesté avait lu attentivement cette dépêche et qu'elle l'avait chargé de répondre, qu'elle était très-sensible à la manière amicale et confidentielle dont les combinaisons de Votre Seigneurie lui avaient été soumises, mais qu'elle regrettait d'être dans l'impossibilité d'y donner suite au moment surtout où les actes du général Garibaldi pourraient occasionner de sérieux désordres en Italie.

Je lus ensuite à M. Thouvenel la dépêche de Votre Seigneurie.

Son Excellence me dit qu'elle comprenait parfaitement que Votre Seigneurie, en qualité de ministre d'un pays protestant, persistât à maintenir les opinions que vous avez soutenues depuis le commencement de la question italienne et que vous ne saisissiez pas toutes les difficultés contre lesquelles doit lutter le ministre d'un pays catholique dans ses rapports avec l'Église de Rome.

M. Thouvenel employa alors divers arguments pour prouver, comme il disait, les droits que le Pape conservait toujours comme souverain temporel, et pour démontrer que les prétentions émises par le Gouvernement italien d'avoir Rome pour capitale de l'Italie, étaient

complètement insoutenables au point de vue de l'intelligence ordinaire du droit international.

Je n'entre pas dans le détail de ces arguments, parce qu'il était facile de se convaincre qu'ils n'avaient pas de poids vis-à-vis du Gouvernement impérial, alors que les Légations, alors que l'Ombrie et les Marches, alors que la Toscane, et alors que Naples et la Sicile étaient annexées à la Sardaigne : je ne fais que les mentionner à Votre Seigneurie, afin de lui prouver surabondamment (je le dis avec un regret sincère), le peu d'espérance que l'on doit avoir de modifier, par la discussion ou des remontrances, la marche que le Gouvernement de l'Empereur est décidé à suivre à l'égard de la question papale.

La solution en a été abandonnée, du moins autant que l'on en peut juger par toutes les apparences, au Pape; et je ne vois d'autre politique sûre à suivre, quant à l'Italie elle-même, que de la voir s'efforcer de consolider l'administration des pays dont elle se compose. Elle obtendra ainsi de la force à l'intérieur, et elle commandera la confiance au dehors, et elle sera prête ainsi à profiter de toute occasion favorable pour compléter son unité en démontrant la vérité du proverbe, que *l'union fait la force*.

---

#### Le comte Russell à lord Cowley.

(Extrait.)

Foreign-Office, le 2 avril 1862.

Je suis très-obligé à Votre Excellence pour la manière dont vous avez exécuté les instructions du Gouvernement de Sa Majesté.

C'est un avantage considérable d'éclaircir les ambiguïtés qui entravent la situation du Pape à Rome.

M. Thouvenel ne parle plus de la difficulté de persuader au Gouvernement italien d'accepter les conditions suggérées par le Gouvernement de la Reine.

Il n'est pas question non plus de forcer le Pape à abandonner son Pouvoir temporel et à rester en Italie dans la position de sujet d'un autre souverain.

Toute la question est de savoir si le Pape ayant perdu la Romagne, les Marches et l'Ombrie, gardera tout le territoire actuellement occupé par la France; ou si les troupes françaises n'occuperont pour le Pape que le patrimoine de saint Pierre y compris le Vatican.

Laissant de côté la différence qui existe entre un souverain catholique et un souverain protestant, il est manifeste que le principe qui est ainsi soutenu est en désaccord avec les principes maintenus partout ailleurs, par la France aussi bien que par la Grande-Bretagne, Rome est un territoire étranger. Les Romains n'ont rien à dire, et les



troupes étrangères tout au contraire, en ce qui concerne la forme du gouvernement de cette ville.

Ce système ne peut guère durer longtemps, il est trop directement opposé aux maximes du droit international et aux désirs du peuple italien.

Toutefois, je ne désire pas que Votre Excellence entame une polémique à ce sujet.

Mais, d'autre part, le Gouvernement français ne doit pas reprocher au Gouvernement d'Italie l'absence de tranquillité dans les provinces du sud, tant que le drapeau français encouragera le Pape à entretenir un sanctuaire où tous les chefs de brigands trouvent un refuge, et se préparent avec leurs bandes à envahir des provinces paisibles.

Vous ne lirez pas cette dépêche à M. Thouvenel, mais vous pourrez lui en dire la substance.

---

**Sir J. Hudson au comte Russell.**

Naples, le 8 mai.

Milord, j'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que j'ai quitté Turin le 28 avril au soir pour me rendre à Naples. J'ai pris le chemin de fer pour Ancône, où je suis arrivé à une heure après midi. Le soir, une foule considérable de citoyens, avec la musique de la garde nationale, s'est présentée à mon hôtel. Leur cri était toujours : *Viva l'Italia una!* Le lendemain j'arrivai à Foligno, où la même scène se répéta, et le jour suivant je gagnai Narni.

L'aspect des villes dans la Marche est celle de villes qui viennent de naître à une nouvelle vie. Ancône ne suffit plus à loger la foule de gens qui y affluent pour s'y livrer aux affaires et au travail. Une nouvelle ville surgit ; on bâtit sur une vaste échelle des docks et des quais pour le commerce. La ville est protégée par trois lignes consécutives de forts détachés d'une solidité à toute épreuve. La contrée d'Ancône à la frontière pontificale attend avec impatience l'achèvement des chemins de fer. On voit partout d'immenses champs de blés et la récolte promet d'être magnifique. Quand on a traversé le Tibre, la scène change. En entrant dans les États pontificaux, nous entrons dans le désert. Le drapeau français flotte sur le pont jeté sur ce fleuve et une sentinelle française monte la garde dans la solitude. Nous n'avons pas aperçu un être vivant, sauf un paysan qui nous servait de guide pour nous rendre à Civita-Castellana, où le pont est rompu depuis six mois, sans qu'il y ait apparence qu'on veuille le restaurer. Tant que Rome est en vue, règne le même aspect désert et morne.

Je n'avais pas visité Rome depuis un quart de siècle, je l'ai trouvée

précisément telle que je l'avais laissée, sauf qu'on y a établi le gaz et des carrosses de louage; du reste, je n'ai vu aucun signe de progrès. Le contraste entre le fertile jardin des Marches et de l'Ombrie, parsemés de fermes et de maisons de plaisance bien tenues, avec la campagne de Rome est vraiment saisissant. La vie est vigoureuse et animée dans la campagne, tandis qu'à Rome tout est solennel et mesuré. Il est clair que les motifs qui ont amené la séparation de ces pays sont l'incapacité et le mauvais vouloir de Rome à les suivre dans la voie du progrès. Ils l'ont dépassée et laissée bien loin en arrière. Jamais ils ne retourneront volontairement à Rome. J'ai quitté Rome à neuf heures après midi, le 6 de ce mois, par un train spécial que la courtoisie des directeurs de la ligne de Rome à Naples avait mis à ma disposition. Le voyage se fit en dix heures et demie, soit 60 kilomètres par heure. Un agent de la police secrète de Rome, spécialement désigné pour ce service, a accompagné le train jusqu'à la frontière romaine, à Ceprano; jusqu'ici la ligne est complètement achevée, bien que le Gouvernement romain refuse obstinément de l'ouvrir au public.

Le chemin de fer est bien construit, et l'art anglais se fait remarquer dans un beau pont en fer de dimension considérable. Je m'enquis auprès des employés du chemin de fer de la situation du brigandage; ils me dirent que dans le commencement il n'était pas rare de perdre dans une nuit deux cents ouvriers qui étaient enrôlés par un agent pontifical moyennant 15 piastres par tête pour servir comme brigands pendant un temps désigné. Mais celui qui me donnait ces informations ajouta que, depuis l'achèvement de la ligne, le brigandage avait décréu; il est maintenant presque entièrement inconnu sur tout le parcours de la voie ferrée. Le brigandage est détruit par les chemins de fer, me dit-il. Les brigands ne doivent pas être confondus avec la population agricole. Ils forment une classe à part. Le brigandage a toujours existé dans les provinces napolitaines.

Quand on jette un coup d'œil sur les états de service des officiers de l'armée bourbonnienne, on voit constamment cette note : « S'est distingué contre les brigands. » La population agricole est opposée au brigandage, et la raison en est simple, me dit mon interlocuteur. Regardez cette plaine de Ceprano à Capoue : l'agriculture y est aussi avancée que dans les plus belles contrées de l'Angleterre, de la France ou de la Belgique. Les hommes qui cultivent le sol ne peuvent pas être des brigands, la régularité de leur travail les en empêche. La population est bien disposée, paisible et industrielle, mais elle est maintenue dans une grossière ignorance par ses prêtres, elle est peu éloignée du paganisme, et, en règle générale, elle est contente de tout Gouvernement qui lui laisse récolter ce qu'elle a semé. Le brigandage doit mourir sous un Gouvernement constitutionnel et

avec les chemins de fer. Le général de la Marmora est d'avis qu'il est maintenant confiné dans certaines localités et qu'il diminue. Un proverbe napolitain prouve qu'il n'y a rien que de commun dans le brigandage : « Les feuilles et les brigands poussent ensemble », dit-on à Naples. Par le fait, le brigandage n'a rien de politique. C'est une maladie locale chronique, aggravée dans le moment actuel par la politique de Rome qui soudoie les Tristani et les Chiavone; mais Rome elle-même sera obligée de s'incliner devant toute l'Europe catholique et d'abandonner des alliés qui déshonorent sa cause. On m'a fait remarquer à Rome que l'ignorance a sa source dans la situation présente de la cour de Rome. L'instruction a pénétré à Rome et dans l'Italie méridionale depuis 1815. A cette date, le Gouvernement autrichien a persuadé à la cour de Rome que les idées révolutionnaires et le progrès sont choses inséparables, et il a proposé l'ignorance comme correctif.

La cour de Rome a suivi le conseil, et les prêtres et le peuple en ont tous souffert, en conséquence; le laïque cependant est bien en avance sur le prêtre; celui-ci est incapable de concilier la politique ecclésiastique dans le gouvernement avec les exigences de la société moderne par le progrès dans les arts, dans les sciences, dans la littérature; il est stationnaire tandis que tout avance autour de lui. De là en grande partie l'opposition de la cour de Rome à tout changement. A Naples, sans doute, il y a beaucoup de progrès; mais il est incontestable que le gouvernement des Bourbons a laissé derrière lui des écuries d'Augias. La situation des basses classes est toujours déplorable. Une visite royale est un signal pour cacher la vieillesse, la maladie, la mendicité, dans des hôpitaux privés de toutes les nécessités de la vie par des administrateurs dont la corruption est remarquable même chez des Napolitains.

La visite du Roi aux hôpitaux et l'indignation manifestée par lui à leur aspect ont été au cœur du peuple. Ceci, joint à son empressement à se montrer, à son activité à tout voir par lui-même et à son décret pour la délivrance gratuite des objets engagés au Mont-de-Piété, lui a gagné l'amitié des basses classes. Les lazzaroni ressentent pour la première fois la présence de Victor-Emmanuel, dont la souveraineté a été jusqu'ici pour eux un sujet de controverse. La garde nationale a été très-flattée de ce que son drapeau lui a été présenté par le Roi, et la concession définitive des chemins de fer napolitains à un capitaliste comme M. de Rothschild satisfait ceux qui désirent ces chemins de fer comme moyen d'améliorer les provinces. En un mot, la visite du Roi a été un succès plus complet que les plus exaltés ne pouvaient se l'imaginer.

Je suis, etc.

*Signé* : JAMES HUDSON.

---

BLUE-BOOK RELATIFS AUX AFFAIRES DE ROME, COMMUNIQUÉS  
AU PARLEMENT EN 1863.

N° 1. Le comte Russell à M. Odo Russell.

Foreign-Office, 25 octobre 1862.

Monsieur,

Le Gouvernement a vu avec beaucoup d'intérêt la correspondance qu'a publiée le *Moniteur* du 25 du mois dernier.

L'Empereur des Français, dans cette correspondance, met en évidence avec beaucoup de force et de précision les maux qui découlent de la situation présente des affaires à Rome. Sa Majesté appelle l'attention du Pape sur ce fait indubitable que, tandis que tout ce qu'il y a de libéral en Europe condamne la résistance de Sa Sainteté à toute proposition d'arrangement, les plus fidèles partisans du Saint-Siège sentent leur conscience troublée par l'antagonisme qui se produit entre leurs convictions politiques et leurs principes religieux, qui sembleraient condamner la civilisation moderne. A tous les raisonnements puissamment déduits de la sorte, le cardinal Antonelli répond, au nom du Pape, en déclarant sommairement que le Pape est dans l'impuissance d'accéder à aucun compromis qui ne lui laisserait qu'un territoire amoindri. C'est là une position pleine de péril.

Le Pape laisse entamer son autorité spirituelle et affaiblir la puissance qu'il exerce sur l'Église catholique romaine par sa résistance aux vœux du peuple italien. Il ne convient pas au Gouvernement de la Reine de s'occuper de ce danger autrement que comme d'un fait qui doit éveiller vivement la conscience religieuse du Pape. Mais le mal politique qui en résulte, voilà ce qui doit attirer toute la sollicitude du Gouvernement.

Le caractère personnel du Pape se distingue par la bienveillance et la charité. Comme Italien, il ne peut être indifférent aux maux de l'Italie. En 1849, il a déclaré que, comme chef suprême de l'Église catholique, il n'appartenait pas à son caractère de tirer l'épée. Les évêques réunis à Rome, cette année, lui ont exprimé leurs sentiments dans une adresse. Ils ont réclamé pour lui la position d'un souverain pacifique porté d'un amour égal et impartial vers les parties hostiles et les armées belligérantes.

Néanmoins, contrairement à l'idée qu'il a lui-même de son rôle, en opposition au portrait qu'ont fait de lui les plus éminents coopérateurs de son Église, le territoire du Pape est devenu un refuge pour l'un des deux partis combattants, et le nom de la religion a été invoqué pour justifier la guerre civile. Nous voyons naître des conflits où se



déploie une férocité sans exemple, sous prétexte que ces conflits sont nécessaires à la défense du pouvoir temporel du Pape.

Ces scènes de carnage doivent blesser le cœur compatissant et les sentiments paternels de Pie IX.

N'y a-t-il pas moyen de mettre un terme à ces conflits, ou tout au moins de les suspendre ?

Piacés comme ils le sont aujourd'hui, aucun des deux partis ne cédera. Le peuple italien ne cessera de réclamer la possession de Rome ; le Pape continuera de se refuser à tout arrangement, que ce soit celui de l'Empereur des Français, celui de Cavour ou celui de Ricasoli.

Donc, Rome est-elle destinée à voir se perpétuer l'occupation étrangère ? Le brigandage va-t-il ravager à tout jamais les fertiles campagnes de l'Italie méridionale ? Dieu leur épargne une telle calamité ! Dieu veuille que le pape Pie IX ne soit pas l'instrument de la haine réciproque entre ses concitoyens et la cause des effets sanglants de la guerre civile !

Le Gouvernement de la Reine est d'avis que Rome doit être la capitale du royaume d'Italie. Mais, s'il est bien informé, le Pape se flatte de cette croyance qu'un jour viendra où, d'un consentement unanime, les parties détachées de son territoire lui seront rendues. Alors sa puissance temporelle reprendra son premier éclat.

Si telle est sa conviction sincère, ne conviendrait-il pas que le Pape, au lieu d'être lui-même la cause principale de la guerre civile en Italie, se retirât du conflit et attendît tranquillement l'événement qui, dans l'ordre de la Providence, peut être réservé à la Papauté et décider des destinées de l'Italie ?

En cas pareil, l'amiral de l'escadre britannique dans la Méditerranée transporterait le Pape à Malte, à Trieste, à Marseille ou à Valence. Et si Sa Sainteté préférerait Malte, le Gouvernement anglais y ferait accommoder une demeure convenable pour la recevoir.

Là, le Pape pourrait s'entourer de ses principaux cardinaux et de ses conseillers les plus affidés. On ne lui imposerait aucune condition capable de blesser sa conscience. La guerre civile cesserait en Italie, et le peuple italien serait libre d'entrer en possession de tout son territoire, ou d'assigner au Pape de nouveau un temporel quelconque.

A tout événement, l'autorité spirituelle reprendrait son empire sur les esprits des catholiques romains en Italie et dans toute l'Europe. La tempête apaisée, le Pape pourrait retourner à Rome, n'ayant plus à devoir qu'à l'amour, à l'affection, l'hommage qui serait rendu à son caractère sacré, et la vénération légitimement due à ses vertus personnelles.

C'est dans ce sens que vous êtes invité à parler au cardinal Anto-

nelli. Vous lui laisserez copie de cette dépêche pour qu'elle soit mise sous les yeux du Pape.

Une autre copie sera envoyée au comte Cowley pour son information.

Je suis, etc.

*Signé : RUSSELL.*

## N<sup>o</sup> 2. Le comte Russell au comte Cowley.

Foreign-Office, 31 octobre 1862.

Milord, au moment où le nouveau Ministre des Affaires étrangères de France a cru nécessaire de faire connaître dans une Circulaire la politique poursuivie par l'Empereur en Italie, il n'est pas hors de propos d'exposer de nouveau la manière dont le Gouvernement de la Reine envisage la question romaine.

En ce faisant, je n'ai aucune crainte de voir interpréter le fait comme une pression exercée indûment sur le Gouvernement de l'Empereur. Dans une matière qui affecte si profondément le bien-être de l'Italie et la paix future de l'Europe, un franc échange d'opinions ne saurait être méconnu au point de passer pour une ingérence indiscrette dans la conduite d'un gouvernement ami.

Si la politique de l'Empereur a pour elle la justice et l'à-propos, il ne la continuera pas moins parce que le Gouvernement anglais diffère avec lui d'opinion sur la question. Si cette politique est mal fondée, il lui conviendrait mal d'y persévérer dans la seule crainte de passer pour subir l'influence du Gouvernement de la Grande-Bretagne.

Je vais maintenant vous exposer quelle est l'opinion du Gouvernement anglais sur cette matière, et vous expliquer les motifs qui servent de fondement à cette opinion.

Le Gouvernement de la Reine est d'avis que le peuple romain est le meilleur juge de ce qui convient le mieux à son bien-être et à sa prospérité. Si, comme le Gouvernement a des raisons pour le croire, la population romaine désire annexer son territoire au Royaume d'Italie et faire de Rome la capitale de ce Royaume, on doit la laisser libre de suivre son goût. Si, au contraire, elle désire maintenir le Pape sur son trône, le reconnaissant pour son Souverain temporel, en même temps qu'elle le révere comme son Chef spirituel, il faut encore la laisser libre de choisir ainsi.

Cette politique est fort simple et tout à fait droite ; mais, ce qui empêche de la mettre en action, c'est que, depuis treize ans, la présence d'un corps de troupes françaises a interdit aux Romains la liberté du choix.

Il est hors de doute que le droit des nations admet des exceptions à la règle générale d'après laquelle chaque peuple est considéré comme le meilleur juge de la forme de gouvernement qui lui convient.

Des exceptions de ce genre, quand il s'est agi d'intervenir en faveur de gouvernements existants, ont été justifiées d'après ce motif que, par intrigue, par violence ou par un coup de main militaire, une minorité s'était emparée du siège de l'autorité, et que, si l'on pouvait gagner du temps en protégeant la majorité paisible, la nation ne tarderait pas à se ranger à l'ordre.

C'est ainsi que l'occupation étrangère a eu lieu sur plusieurs points de l'Europe, mais limitée à des termes de deux, trois ou cinq ans.

Ce n'est qu'à Rome qu'on nous a offert le spectacle d'une occupation étrangère prolongée pendant treize ans, et en même temps celui d'un peuple moins réconcilié avec le Gouvernement de son Souverain au terme de cette période qu'au commencement.

L'opinion du Gouvernement de la Reine est que cette occupation étrangère doit maintenant cesser.

Le Gouvernement n'ignore pas que l'Empereur des Français a conçu le projet bienveillant de réconcilier le Pape avec l'Italie. Il remarque, dans la lettre de ce Souverain du 20 mai, publiée par le *Moniteur* le 25 septembre, l'expression du désir et de l'espoir qu'une réconciliation pourra avoir lieu entre le Pape et l'Italie, entre le Gouvernement romain et la liberté.

Le Gouvernement de la Reine, tout en admirant les vues élevées qui ont inspiré ce désir, ne peut s'associer aux espérances. La distance qui sépare les deux parties en conflit lui semble infranchissable. Le Pape pense que l'abandon de ses droits sur une portion quelconque de son ancien territoire qui lui a été enlevée serait une atteinte à sa conscience. Or, il ne saurait certainement convenir à un Souverain catholique romain de forcer le Pape à commettre un acte qui répugne à sa conscience. Et cependant, c'est cette renonciation de la part du Pape qui doit nécessairement servir de base à la réconciliation du Pape et de l'Italie, que l'Empereur des Français a en vue.

D'un autre côté, le Gouvernement italien a déclaré que Rome devait être la capitale de l'Italie, et il ne renoncera pas à l'espoir de l'obtenir. Un roi d'Italie qui, en dépit des vœux du peuple italien, s'engagerait à reconnaître le Pape comme souverain temporel de Rome, ou bien se rendrait odieux aux Italiens, ou se verrait forcé de rompre son engagement pour ne pas perdre son trône. Et pourtant c'est sur un engagement semblable de la part du Roi d'Italie que repose l'espoir d'une réconciliation conçu par l'Empereur.

Des troubles et des désordres seraient la conséquence plus que probable de tout arrangement qui exclurait le Roi d'Italie de la posses-

sion de Rome, et le Pape deviendrait l'objet de l'animadversion générale comme étant la cause de ces désordres et de ces troubles. La force serait appelée au secours de l'ordre, et l'on ne parviendrait qu'au milieu du sang versé à une solution qui ternirait le caractère sacré du Pontife et donnerait un démenti à cette modération exemplaire que les Italiens ont su jusqu'ici conserver dans leurs pénibles épreuves.

Par toutes ces raisons, que l'Empereur voudra bien, sans doute, peser dans sa sagesse, le Gouvernement de la Reine est d'avis que Rome doit être abandonnée aux Romains.

Vous donnerez lecture de cette dépêche à M. Drouyn de Lhuys, et vous lui en laisserez copie s'il en exprime le désir.

Je suis, etc.

*Signé* : RUSSELL.

---

### N° 3. Lord Cowley au comte Russell.

Paris, le 7 novembre 1862.

Mylord, j'ai saisi la première occasion, après la réception de la dépêche de Votre Seigneurie du 31 du mois dernier, exprimant les vues du Gouvernement de Sa Majesté sur la question romaine, pour en donner communication, en exécution des instructions de Votre Seigneurie, à M. Drouyn de Lhuys.

Son Excellence, après l'avoir lue, — j'avais mis la dépêche dans ses mains à cet effet, — dit qu'elle me remerciait pour la communication; qu'elle ne m'en demanderait pas de copie pour le moment; qu'elle pouvait suffisamment s'en rappeler le contenu pour la faire connaître exactement à l'Empereur, dont elle prendrait les ordres la première fois qu'elle aurait l'occasion de voir Sa Majesté, et que si l'Empereur désirait voir la Dépêche même elle m'en demanderait une copie.

M. Drouyn de Lhuys me dit ensuite qu'il résultait évidemment de la Dépêche de Votre Seigneurie que le Gouvernement de Sa Majesté avait, sur la question romaine, des opinions qui différaient si essentiellement de celles de l'Empereur, telles qu'elles étaient expliquées dans la lettre de Sa Majesté du 20 mai, qu'elles étaient inconciliables; qu'il ne pouvait non plus me faire espérer, vu le peu de temps qui s'était écoulé depuis que la lettre avait été rendue publique, que les vues de Sa Majesté seraient modifiées maintenant.

M. Drouyn de Lhuys ne pouvait que m'assurer que l'Empereur et son Gouvernement désiraient plus ardemment, si c'est possible, que le Gouvernement de Sa Majesté, l'évacuation de Rome par les troupes de France, mais que Sa Majesté se considérait comme tenue, en hon-



neur, de protéger le Pape dans le territoire qui lui restait, aussi longtemps que Sa Sainteté continuerait d'être incapable de se protéger elle-même, on ne s'arrangerait pas avec le Gouvernement italien d'une manière satisfaisante pour les deux parties.

Son Excellence ne pouvait pas se ranger à l'opinion de Votre Seigneurie, en considérant cette dernière éventualité comme étant d'une réalisation possible. Elle demandait ensuite au Gouvernement de Sa Majesté si, voyant que nul intérêt matériel de la Grande-Bretagne n'était engagé dans la solution immédiate de la question romaine, tandis que la parole de l'Empereur était engagée au maintien de la sécurité et de l'autorité du Pape, qui intéressent le monde catholique romain tout entier, il servirait à quelque chose de bon d'agiter cette question, qu'il pourrait appeler question purement académique — entre les deux Gouvernements.

Si, d'ailleurs, on pouvait supposer que l'Empereur, en continuant l'occupation de Rome, était mû par quelque arrière-pensée ou par quelque motif non avoué, M. Drouyn de Lhuys pouvait comprendre le désir du Gouvernement de Sa Majesté de pousser à l'extrême son opposition à cette occupation, mais Son Excellence était prête à en donner l'assurance, — assurance fondée sur sa connaissance des sentiments de l'Empereur, — qu'il n'y avait aucun motif à un tel soupçon, — s'il existait — et que Sa Majesté aspirait avec anxiété et ardeur après le moment où elle pourrait honorablement retirer ses troupes.

Telle étant la situation, M. Drouyn de Lhuys ne pouvait qu'espérer que la malheureuse divergence d'opinion qui existait entre les deux Gouvernements sur la question romaine, n'empêcherait pas une entente amicale entre eux sur d'autres questions dans lesquelles leurs intérêts sont communs. Il y a assez de tâches sur l'horizon politique pour justifier une grande inquiétude. Voyez la Grèce, où les événements qui ont eu lieu dans ces derniers temps pourraient être les précurseurs de plus grandes complications encore en Orient. Voyez l'Amérique, si intimement liée avec la prospérité commerciale des deux nations.

Certainement, il y avait assez pour occuper l'attention des deux Gouvernements sans prolonger une discussion inutile sur la question romaine, — inutile parce qu'il n'y avait pas d'espoir que l'un des deux Gouvernements parvint à convaincre l'autre. Quant à lui, il avait quelque orgueil et une satisfaction plus grande encore à penser qu'il n'avait pas pris une faible part à établir les bases de ces relations amicales qui, il était heureux de le voir, subsistaient toujours entre les deux Gouvernements et que ses efforts sérieux avaient pour but d'étendre et de fortifier.

J'ai dit à M. Drouyn de Lhuys que je ne pourrais pas prendre sur moi, sans en avoir référé à Votre Seigneurie, de lui donner l'assurance que, quel que soit le regret éprouvé par le Gouvernement de l'insuccès de ses efforts pour convaincre le Gouvernement impérial de la justice et de la convenance qu'il y aurait à rappeler les troupes françaises des États Romains, cela n'exercerait aucune influence sur sa conduite par rapport à d'autres questions.

Le Gouvernement de Sa Majesté attache une valeur trop grande aux avantages qui résultent, non-seulement pour les deux nations, mais pour le monde civilisé tout entier, d'une bonne entente générale entre les deux Gouvernements, pour mettre ces relations en danger, parce que les deux Gouvernements ne seraient pas d'accord sur toutes les questions. Cependant, disais-je, on peut déclarer hardiment que la Grande-Bretagne n'a aucun intérêt direct dans la question romaine; mais d'après l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, la paix future de l'Europe pourrait s'en ressentir. Il était donc du devoir impérieux du Gouvernement de Sa Majesté de donner des conseils et de demander des concessions qui seraient de nature à prévenir le mieux la possibilité d'une calamité aussi grande.

M. Drouyn de Lhuys ne devait, en outre, pas ignorer le trouble qui survient dans le commerce lorsqu'un pays se trouve livré à l'état d'incertitude dans lequel l'Italie est actuellement plongée; — enfin, disais-je encore, de grands intérêts internationaux sont impliqués dans la question si importante d'une occupation étrangère.

M. Drouyn de Lhuys répondit qu'en ce qui concerne le dernier point, celui de l'occupation étrangère, il ne pouvait pas considérer le Souverain romain comme placé dans la même position que d'autres souverains. Et cette idée n'était point neuve; en effet, le Gouvernement de Sa Majesté paraissait y avoir adhéré un jour, comme il disait pouvoir me le démontrer. Son Excellence me lut ensuite des extraits d'un long Mémoire qu'il avait fait dresser, dans le but de pouvoir connaître d'un coup d'œil ce qui s'était passé entre le Gouvernement de Sa Majesté et celui de la France, lorsque la question de l'occupation de Rome avait été agitée pour la première fois en 1818.

Pendant l'administration du général Cavaignac, et avant que le nom de Napoléon fût prononcé, M. Bastide, alors Ministre des Affaires étrangères, annonça au Gouvernement de Sa Majesté l'intention d'envoyer des forces peu considérables à Rome, en fondant cette intention sur la nécessité exceptionnelle de traiter le Pape d'une manière différente des autres souverains, et de maintenir son indépendance ainsi que le pouvoir temporel.

Conformément aux communications faites par M. de Beaumont,

alors Ministre français à Londres, le Secrétaire des Affaires Étrangères a reconnu la nécessité exceptionnelle, existant dans cette occurrence; et subséquemment M. Drouyn de Lhuys, tant en sa qualité de Ministre des Affaires Étrangères, que plus tard, lorsqu'il fut Ambassadeur à Londres, expressément envoyé pour expliquer la politique du Gouvernement du Président par rapport à Rome, plaida en faveur de la même nécessité exceptionnelle de maintenir l'autorité du Pape, sans rencontrer de contestation de la part du Gouvernement de Sa Majesté.

M. Drouyn de Lhuys ne voulait point contester que l'adhésion du Gouvernement de Sa Majesté ne fût accompagnée d'expressions de profond regret, ou que le Gouvernement de Sa Majesté n'eût pas préféré un autre moyen que l'emploi de la force, pour assurer l'autorité du Pape; encore moins voudrait-il présenter la politique suivie alors par Sa Majesté comme l'engageant encore aujourd'hui!...

Plusieurs raisons peuvent l'avoir conduit à adhérer, à cette époque, à un état de choses que le Gouvernement pourrait considérer aujourd'hui comme intolérable; tout ce que M. Drouyn de Lhuys voulait déduire des extraits dont il m'avait donné lecture, c'était que la politique de la France avait été une politique conséquente, que la nécessité de protéger l'indépendance et l'autorité temporelle du Pape avait été reconnue aussi bien par la force républicaine qu'aujourd'hui par la France impériale, et, conséquemment, qu'il n'y avait aucun fondement à supposer que l'Empereur agit pour un autre motif que celui qu'il a avoué.

M. Drouyn de Lhuys me disait encore que peut-être il pouvait espérer, en reproduisant la correspondance échangée, il y a treize ans, que la façon amicale dont le premier projet d'occuper Rome avait été reçue par le Gouvernement de Sa Majesté garantirait l'indulgente patience qu'il montrerait aujourd'hui encore à un égal degré.

M. Drouyn de Lhuys priait le Gouvernement de la Reine de se rappeler en outre que laisser à ses sujets romains le soin de disposer du sort du Pape n'était pas chose d'une exécution pratique. La population romaine a été si éprouvée par les intrigues des émissaires étrangers, et les États romains seraient tellement remués par les révolutionnaires de tout pays, si on leur en offrait l'occasion, qu'il serait désormais impossible de constater les véritables sentiments du peuple.

En outre, il désirait faire remarquer que le Pape n'a jamais eu à son service une armée nationale. La population romaine n'a pas les penchants militaires. Des Suisses, des Irlandais, des Allemands, des Espagnols, ont formé les corps mercenaires pris à la solde du Pape. Serait-il désirable d'établir un corps semblable pour remplacer l'armée actuelle d'occupation? D'un autre côté, l'honneur permettait-il à

l'Empereur d'abandonner le Souverain-Pontife, qu'il s'est engagé à protéger et qu'il a protégé depuis tant d'années, à être détrôné infailliblement, ou à quelque chose de pire?

Je répliquai que je voyais avec plaisir que M. Drouyn de Lhuys n'attachait pas plus d'importance qu'il ne fallait à l'acquiescement du Gouvernement anglais à l'occupation primitive de Rome. Certes, il n'avait pu prévoir que cette occupation durerait treize ans, ni que l'Italie était à la veille de s'ériger en royaume uni et indépendant.

De plus, il faut se rappeler que l'état actuel de l'Italie a été la conséquence de l'intervention opérée par l'Empereur pour affranchir l'Italie du joug Autrichien. Mais, quel triste résultat auraient les bienfaits incontestés de l'Empereur, si les Gouvernements italiens les moins mauvais, excepté celui de Naples, étaient seuls renversés, tandis que celui qui est reconnu incompatible avec les progrès du siècle, serait maintenu par les moyens mêmes qui ont le plus contribué à la chute des autres. Je désire, ajoutai-je, en présence d'un ministre d'un souverain catholique romain, ne parler de l'autorité spirituelle du chef de l'Eglise romaine qu'avec toute espèce de respect. Mais chacun doit reconnaître et déplorer les vices de son gouvernement temporel.

M. Drouyn de Lhuys répliqua que, sans pouvoir nier certains abus, il les considérerait comme ayant été grandement exagérés.

Tei est, Mylord, le résumé d'une conversation qui, de part et d'autre, n'est pas sortie une seule fois des limites d'un calme parfait. Je voudrais pouvoir ajouter que je l'ai considérée comme devant amener une modification probable dans la politique de l'Empereur en Italie.

Je suis, etc.

*Signé : COWLEY.*

#### N° 4. Le comte Russell au comte Cowley.

Foreign-Office, 15 novembre 1862.

Mylord, je n'ai pas manqué de mettre sous les yeux de la Reine votre dépêche du 7 courant.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne s'attendait pas à ce que la communication de son opinion pût amener quelque changement immédiat dans la politique de la France; mais convaincu que cette opinion est inspirée par un ardent amour pour les intérêts de l'Italie et est favorable à la paix de l'Europe, le Gouvernement de Sa Majesté ne peut consentir à la changer ou à la modifier.

Le seul argument nouveau que produit M. Drouyn de Lhuys, consiste dans la conclusion tirée des événements de 1848 et de 1849 et de l'acquiescement du Gouvernement de Sa Majesté à l'occupation de Rome à cette époque. Mais cet acquiescement n'implique pas une ap-



probation. Encore moins l'approbation d'alors pouvait-elle impliquer une approbation de maintenant. Votre Excellence a très-bien dit que tout l'état de l'Italie est changé depuis cette époque. L'état de la Lombardie, de Modène, de Parme, de Toscane, de la Romagne, de l'Ombrie, des Marches et du royaume des Deux-Siciles a changé; en un mot, tout a changé, excepté l'occupation française à Rome.

La générosité de la nation française reconnaîtra probablement enfin l'injustice qu'il y a à tenir toute l'Italie dans un état d'inquiétude, et les Romains dans la condition d'une misérable servitude.

Je suis, etc.

Signé : RUSSELL.

N<sup>o</sup> 5. M. Odo Russell au comte Russell.

Rome, 11 novembre 1862.

En exécution des instructions de Votre Seigneurie, j'ai rendu visite ce matin au Cardinal secrétaire d'État au Vatican, et lui ai dit que le Gouvernement de Sa Majesté a vu avec grand intérêt la correspondance relative à Rome, qui a été publiée dans le *Moniteur* du 25 septembre dernier, et que je communiquerais à Son Excellence, avec sa permission, une Dépêche que j'avais reçue de Votre Seigneurie sur ce sujet.

J'ai donné alors lecture de la dépêche de Votre Seigneurie du 25 octobre, lecture que le cardinal Antonelli a suivie avec grande attention, et lorsque je l'eus finie, il a dit que Votre Seigneurie pouvait difficilement désirer plus que lui que Rome ne fût pas le siège d'une occupation étrangère éternelle.

Il désirait vivement voir le Pape en possession de l'indépendance qui est due au Souverain-Pontife, le chef véritable de l'Église catholique romaine, et indépendant des amis, de la protection desquels on ne pouvait malheureusement pas encore se passer.

Mais depuis que les ennemis de l'ordre et du droit légitime en Italie ont été encouragés dans leur conduite insouciante et immorale, et depuis que le Pape n'a pas les moyens, sans l'assistance étrangère, de protéger les intérêts temporels de l'Église contre leur violence et leur rapacité, il est forcé d'accepter la protection qui lui est donnée par la présence d'une garnison française à Rome.

Votre Seigneurie a fait observer à juste titre que ce triste état de choses en Italie blesse le cœur bienveillant et trouble les sentiments paternels de Sa Sainteté, et vous aviez également raison en concluant que les consciencieux sentiments de devoir du Pape l'obligeaient toujours à refuser tous termes quelconques d'accommodement qui lui laisseraient moins que son précédent territoire, que ces termes fus-

sent recommandés par l'Empereur des Français ou par toute autre puissance.

Les raisons qui motivaient cette conduite sautaient aux yeux.

Le Pape ne tenait pas les États de l'Église comme un héritage de ses ancêtres et ne pouvait pas en disposer à sa volonté ni avant ni après sa mort. Comme vicaire du Christ, il les tenait, pour le monde catholique, à titre de fidéi-commis, de Dieu ; et tel qu'il les avait reçus il devait les laisser à son successeur, conformément au serment prêté par les pontifes en montant sur le trône de saint Pierre.

En outre, le Pape, comme vicaire du Christ, et par conséquent comme gardien de la religion et de la moralité sur la terre, ne pouvait pas donner sa sanction à des actes qui violent toute loi de moralité publique et de droit légitimes, et avec quelque abondance que saigne son cœur à l'aspect du malheureux conflit qui sévit autour de lui, il avait à remplir, comme chef de l'Église catholique, un devoir dont il avait à rendre compte à Dieu seul dans le ciel et non pas aux hommes sur la terre.

Cette politique consciencieuse suivie par le Pape a été approuvée publiquement et unanimement par tous les évêques de la chrétienté catholique, et tandis que Sa Sainteté pourrait accomplir le devoir sacré de ses fonctions dans une partie quelconque du Saint-Siège, quelque petite et limitée qu'elle fût, avec liberté et indépendance, il n'en était pas moins de son devoir d'affirmer les droits temporels de l'Église en y restant jusqu'à ce qu'il en fût violemment repoussé par les ennemis de la religion.

Maintenant Votre Seigneurie, animée d'un sentiment amical pour les deux partis, suggère au Pape le conseil de se retirer du conflit et d'attendre dans la tranquillité le résultat qui, dans l'ordre de la Providence, écherra à la Papauté et déterminera le sort de l'Italie.

Mais l'abandon de Rome, aussi longtemps que sa possession est garantie par la France, équivaldrait à cette même abdication des droits temporels que les sentiments consciencieux du devoir du Souverain-Pontife excluent à jamais.

Si le Pape quittait Rome, l'Empereur des Français rappellerait naturellement ses troupes en France, et Rome serait envahie par les ennemis de l'Église, éventualité que le Pape ne pourrait jamais, dans sa conscience, contribuer à amener par aucun acte volontaire qui lui fût propre, aussi longtemps qu'il y pourrait librement exercer les devoirs spirituels et temporels de ses hautes fonctions.

D'autre part, s'il plaisait jamais à la Providence, dans le cours des événements, de permettre que les forces protectrices de la France se retirassent et que les Piémontais envahissent Rome, et si le libre exercice des devoirs spirituels du Pontife était par là mis en danger,

alors, et seulement alors, il serait du devoir suprême du Pape de chercher une protection pour l'indépendance de l'Église dans quelque pays étranger, et les généreuses offres d'hospitalité qui sont faites maintenant par le Gouvernement de Sa Majesté, pourraient être acceptées avec reconnaissance.

Le cardinal Antonelli m'a chargé ensuite de remercier Votre Seigneurie dans les termes les plus chaleureux pour la communication que je lui avais faite, et m'a demandé une copie de votre dépêche, copie qu'il soumettrait au Pape.

Signé : ODE RUSSELL.

**N<sup>o</sup> 6. M. Odo Russell à lord Russell.**

(Extrait.)

Rome, 28 novembre 1862.

Me référant à la dépêche de Votre Seigneurie du 25 octobre et à ma réponse du 11 novembre, j'ai l'honneur d'annoncer que j'ai demandé au cardinal Antonelli, ce matin, s'il avait fait connaître au Pape les raisons pour lesquelles Votre Seigneurie croyait qu'il conviendrait que Sa Sainteté se retirât du conflit actuel et attendit dans la tranquillité le résultat qui, dans l'ordre de la Providence, peut échoir à la Papauté et déterminer le sort de l'Italie, et j'ai demandé en outre comment Sa Sainteté avait accueilli les offres d'hospitalité qui lui avaient été faites par le Gouvernement de Sa Majesté.

Le cardinal Antonelli a répondu qu'il avait communiqué la Dépêche de Votre Seigneurie au Pape le lendemain du jour où je lui en avais remis une copie, c'est-à-dire le 12 novembre, et que Sa Sainteté avait pleinement reconnu l'esprit bienveillant qui avait dicté cette communication ; mais, puisqu'il était de son devoir manifeste de rester à Rome aussi longtemps qu'il pourrait le faire avec avantage pour les intérêts de l'Église, il ne pouvait que remercier le Gouvernement de Sa Majesté pour ses intentions, sans pouvoir partager ses opinions ni faire usage en ce moment de ses offres d'hospitalité.

**Le comte Russell au comte Cowley.**

Foreign-Office, 29 janvier 1863

Milord,

Dans le volume qui a pour titre *Documents diplomatiques*, et que le gouvernement de l'Empereur a présenté aux Chambres législatives, se trouve la copie d'une dépêche de l'Ambassadeur de France à Rome, en date du 27 décembre 1862. Dans cette dépêche, le prince de la

Tour-d'Auvergne donne une information qu'il a, dit-il, tout lieu de croire exacte, touchant la proposition récemment faite au Saint-Siège par lord Russell, et qui consiste à mettre l'île de Malte à la disposition du Pape, dans le cas où il consentirait, ainsi que l'Angleterre le lui a conseillé, à abandonner Rome à l'Italie.

L'information recueillie par l'Ambassadeur porte ce qui suit : Dans le cours de l'été, M. Odo Russell, qui était à la veille de quitter Rome en congé, demanda une audience au Pape. L'audience obtenue, il plaida auprès de lui, comme à son ordinaire, en faveur de la cause de l'unité de l'Italie. Au moment où M. Russell allait prendre congé de Sa Sainteté, et lorsque déjà il était à la porte du cabinet du Pape, le Saint-Père, sans paraître attacher à cette circonstance la plus légère importance, adressa ces paroles à M. Russell : « Adieu, cher monsieur Russell ! Qui sait si un jour je ne serai pas obligé de vous demander un accueil hospitalier. »

A ces mots, M. Russell, dit-on, rentra dans le cabinet et demanda au Saint-Père si, en effet, il craignait d'être contraint de quitter Rome, et si, en ce cas, il serait véritablement disposé à se rendre en Angleterre. Le pape aussitôt tranquilisa M. Russell, ajoutant qu'il ignorait quelles épreuves lui réservait la Providence, mais que pour le moment il n'éprouvait aucune appréhension, et qu'il n'avait nullement l'idée de quitter Rome.

M. Russel, dit l'Ambassadeur de France, a sans nul doute transmis à son Gouvernement le récit de cette conversation, dont il a peut-être exagéré l'importance, et aussitôt après, à ce que l'on assure, il a été rappelé à Londres par le télégraphe. Le récit donné par l'Ambassadeur affirme ensuite qu'à son retour à Rome au mois de novembre, il présenta au Cardinal, secrétaire d'État une Note au nom du Gouvernement de Sa Majesté, laquelle conseillait au Pape de quitter Rome et d'aller soit en France, soit en Espagne ou à Malte.

M. Russell, dit-on, remit cette Note au Cardinal en l'autorisant confidentiellement à faire tel usage qu'il jugerait à propos. On dit que le Cardinal se hâta de lui répondre qu'il n'avait aucun usage à en faire, puisque le pape n'avait pas du tout l'intention de quitter Rome. Puis l'Ambassadeur accuse M. Russell d'avoir forfait à son devoir en s'entretenant sur ce sujet avec un Envoyé diplomatique accrédité près le Saint-Siège.

Cependant, dit-on, le Cardinal regardait cet incident comme n'ayant aucune suite, quand, à l'occasion de la fête de Noël, M. Russel se présenta de nouveau à Son Éminence, et l'informa qu'il avait reçu de lord Russell une lettre particulière, dans laquelle Sa Seigneurie exprimait le vif regret d'apprendre que le Pape n'avait, quant à présent, nulle envie d'accepter ses propositions, ajoutant qu'il avait toute rai-



son de croire que Sa Sainteté se verrait bientôt dans la nécessité d'en profiter. Mais le Cardinal, à ce qu'on dit, ne fit aucune réponse à cette communication.

Tel est le récit que l'Ambassadeur de France a fait d'après les ouï-dire de Rome, et que le Ministre des Affaires Étrangères a publié aux Chambres et au monde, sans vous demander au moins si cette dépêche contenait un fidèle rapport des choses qu'il représentait, comme s'étant passées à Rome. Puisque tel est le *récit de auditu* donné par l'Ambassadeur de France à Rome, mon devoir envers M. Russell est de dire ce qui a réellement eu lieu en ce qui les concerne, et envers le Gouvernement de Sa Majesté, et de mettre entre les mains de M. Drouyn de Lhuys un exposé de ce qu'il a fait dans cette affaire. Voici ce qui est arrivé :

Le 25 juillet 1862, M. Russell reçut à l'improviste du Vatican un billet qui lui annonçait que le Pape le recevrait le jour suivant, à midi. M. Russell se rendit, en conséquence, au Vatican le 26 juillet. Dans le cours d'une conversation assez longue, le Pape manifesta le désir de savoir si, dans le cas où quelque circonstance lui ferait souhaiter de chercher un refuge en Angleterre, il y recevrait un accueil bienveillant et hospitalier. A cette question, M. Russell ne pouvait naturellement répondre qu'en termes généraux.

Par cet exposé l'on verra qu'au lieu que ce soit M. Russell qui ait demandé une audience du Pape, et que dans cette audience il ait offert au Pape un asile à Malte, c'est, au contraire le Pape qui a envoyé chercher M. Russell ; c'est le Pape enfin qui a émis l'idée qu'en certaines circonstances il pourrait désirer résider sur le sol britannique. Cette conversation rapportée par M. Russell a motivé la dépêche du 25 octobre, dont j'envoie à Votre Excellence une copie pour la communiquer à M. Drouyn de Lhuys, ainsi que quelques autres parties de la correspondance relative à cette affaire.

Il est juste que je déclare que M. Russell n'a pas été, ainsi que se l'est imaginé l'Ambassadeur de France, rappelé de Rome en Angleterre par suite de son entrevue avec le Pape. M. Russell a tout simplement reçu avis de s'absenter de Rome pour cause de santé, durant la saison malsaine en cette ville.

Quant à la lettre particulière que, suivant l'Ambassadeur de France, j'ai écrite en décembre à M. Russell, et qu'il s'imagine avoir été communiquée par lui au cardinal Antonelli, tout ce que j'ai à dire, c'est que je n'ai point écrit cette lettre, et que, par conséquent, M. Russell ne l'a en aucune façon communiquée au Cardinal. Votre Excellence lira cette dépêche à M. Drouyn de Lhuys, et lui en remettra copie.

Je suis, etc.

Signé : RUSSELL.

---

**N° 8. Le comte Russell au comte Cowley.**

Foreign-Office, 31 janvier 1863.

Mylord, je dois annoncer à Votre Excellence, en me référant à ma dépêche, n° 130, du 29 courant, que j'ai reçu une nouvelle dépêche de M. Russell, à Rome, qui, à ce qu'il paraît, a été admis le 7 courant, à une audience chez le Pape, afin de lui offrir ses bons souhaits au commencement de la nouvelle année.

A cette occasion, le Pape a daigné déclarer à M. Russell qu'il avait été satisfait des offres hospitalières qui lui avaient été faites par le Gouvernement de Sa Majesté ; il pria M. Russell de transmettre au Gouvernement de Sa Majesté ses remerciements pour la dépêche qui offre à Sa Sainteté l'usage d'une demeure à Malte, et qu'il l'avait communiquée au cardinal Antonelli. Le Pape a daigné ajouter que, quoi qu'il ne veuille pas avoir recours, dans les circonstances actuelles, à la protection de l'Angleterre, il désire néanmoins remercier le Gouvernement de Sa Majesté pour ses bonnes intentions.

Je suis, etc.

*Signé* : RUSSELL.

---

DÉPÊCHE COMMUNIQUÉE AU PARLEMENT QUELQUES JOURS  
APRÈS LE BLUE-BOOK.

**M. Layard au secrétaire de l'amirauté.**

Foreign-Office, 28 août 1862.

Monsieur, je suis chargé par le comte Russell de vous prier d'informer les lords commissaires de l'amirauté que dans l'opinion de Sa Seigneurie, le vice-amiral Martin devrait recevoir l'ordre d'accéder à toute demande du Pape d'envoyer un navire à Civita-Vecchia pour le conduire à Malte.

*Signé* : A. H. LAYARD.

---

CHAMBRE DES LORDS.

**Extrait de la réponse faite par le comte Russell, dans la séance du 18 février 1863, au marquis Normanby, à son interpellation sur la politique du cabinet au sujet de l'occupation de Rome.**

J'éprouve quelque difficulté à savoir quel est le véritable but de mon noble ami. Je pense qu'il a voulu montrer que le Gouverne-

ment de Sa Majesté a acquiescé à l'occupation de Rome, et que cet acquiescement implique approbation, malgré ses dénégations.

Mon noble ami s'est écarté de son argumentation pour faire plusieurs observations, pour ne pas dire des invectives contre la politique des Ministres de Sa Majesté, et pour critiquer la conduite du Gouvernement italien.

A cet égard, je dois faire remarquer qu'alors qu'il s'agissait de savoir si le Gouvernement italien deviendrait vraiment une puissance régulièrement établie en Europe, les Ministres de Sa Majesté ont pensé qu'il incombait à ceux qui jugeaient favorablement de ce Gouvernement de réfuter les histoires sans fondement rapportées par les journaux absolutistes d'Italie, et d'établir le droit du Gouvernement italien devant les deux Chambres du Parlement. Mais aujourd'hui, le Roi d'Italie a été reconnu par le Gouvernement de Sa Majesté, par l'Empereur des Français, par le Roi de Prusse, par le Roi de Portugal, en un mot, par toutes les puissances européennes, sauf l'Autriche et l'Espagne.

L'Italie est maintenant constituée en royaume de 22 millions d'habitants, son commerce devient chaque jour plus important, sa richesse plus considérable; elle a des institutions libres, un Parlement et une presse à laquelle la plus large critique est permise. Je crois donc qu'il est tout à fait hors de propos à moi de défendre le royaume d'Italie.

L'Italie a enfin réalisé ce qui était depuis longtemps l'aspiration de ses poètes et l'ambition de ses hommes d'État. Elle s'est faite indépendante, et elle doit être traitée comme une puissance indépendante tout aussi bien que toute autre monarchie établie.

Mon noble ami a dit que lord Palmerston s'était prononcé en faveur de l'Indépendance du Pape comme souverain. Mais on voit dans le discours de mon noble ami, comme dans sa conduite en qualité d'ambassadeur en Italie, un défaut de perception de la différence qu'a toujours eu en vue lord Palmerston, et qu'il s'est en vain efforcé de bien faire saisir à mon noble ami.

Lord Palmerston a dit qu'il serait très-expédient que les puissances de l'Europe puissent se réunir et donner des conseils au Pape et aux Romains : au Pape, le conseil d'accorder de grandes réformes et des institutions représentatives; au peuple romain, celui de se soumettre à l'autorité du pape.

Mais lord Palmerston a dit aussi que si cette situation était amenée par la force, le résultat ne serait pas le même, que l'intervention amènerait de grandes calamités, car le principe d'intervention est mauvais, et son application pratique très-nuisible.

Le 6 janvier 1849, lord Palmerston écrivait au noble marquis :

« D'un autre côté, si l'on admet comme principe général que la solution des questions et des différends entre peuple et souverain d'un État doit leur être laissée sans intervention des armées étrangères, il n'est pas aisé de voir, dans la situation particulière du pape à l'égard de ses sujets, en quoi les États Romains feraient exception à cette règle générale. »

Ainsi donc voici une protestation publique de la part de lord Palmerston contre l'intervention des puissances étrangères par le moyen de leurs armées. Le 12 juin, lord Palmerston écrit encore dans les termes suivants :

« Je dois vous dire que le Gouvernement de Sa Majesté regrette beaucoup qu'une combinaison de circonstances ait rendu nécessaire, dans l'opinion du Gouvernement français, l'ordre aux généraux commandant son expédition de forcer l'entrée de Rome. »

Lord Palmerston n'a jamais fait mystère de cette opinion, car en répondant à une question qui lui fut adressée dans la Chambre des Communes par M. Roebuck, le 22 juin, il a déclaré qu'il désapprouvait l'intervention armée dans les États Romains.

Le 13 juillet, lord Palmerston écrivait à lord Ponsonby que : « la restauration, par la force, de l'autorité illimitée du Pape ne pourrait être qu'une mesure temporaire, car le peuple se révolterait de nouveau dès que les armées étrangères se seraient retirées. » Ainsi, en juillet 1849, lord Palmerston voyait clairement quel serait le résultat de l'occupation étrangère. Les Romains ont à souffrir aujourd'hui des maux que le premier ministre a prédits depuis si longtemps avec tant de sagacité.

En août 1849, mon noble ami rendait compte de l'opinion du Président de la République française, aujourd'hui l'Empereur, et cette dépêche démontrait que l'expédition de Rome répugnait grandement aux sentiments de Sa Majesté. Il n'y a aujourd'hui aucun inconvénient à lire cette dépêche. Elle est datée du 17 août et est ainsi conçue :

« Le Président, qui a été le dernier à consentir à l'expédition de Rome, est aussi le plus ferme et le plus énergique dans sa résolution à ne pas souffrir que la restauration faite avec son aide soit une simple restauration de despotisme clérical. » Et maintenant, examinons quels ont été les résultats de cette expédition. Comme membre du Parlement, j'ai parfaitement le droit de critiquer et de blâmer, si je le juge convenable, la conduite de tout Gouvernement étranger qui, à mon sens, ne s'est pas conformé au droit des gens.

C'est certainement mon opinion que l'occupation militaire de Rome par la France étant, comme tout le monde doit en convenir, contraire aux principes généraux du droit des gens, a été un malheur pour l'Italie et un malheur pour la France, dont les généreux efforts en



faveur de l'Italie ont pu être mal interprétés à cause de cette occupation. Et quelles ont été les premières conséquences de cette occupation ? Les réformes que désirait si vivement le Président de la République française ont-elles été effectuées ?

Il a été communiqué au Gouvernement de S. M. une dépêche de M. Tocqueville à M. de Lacour, ambassadeur de France à Vienne, je veux vous la lire. Elle porte la date du 22 août 1849 : « Le rétablissement complet des abus qui avaient été le plus désirés sous l'ancien régime, les destitutions en masse, la mise en suspicion de tous les fonctionnaires publics dont la conduite est soumise à une odieuse inquisition ; la disgrâce ou l'exil d'hommes qui, tout en refusant de connaître le Gouvernement révolutionnaire, ont manifesté des sentiments libéraux, et dans quelques provinces des mesures de terreur, qui semblent appartenir à d'autres siècles : tels sont les principaux actes par lesquels le Gouvernement pontifical a inauguré la restauration, et tout indique que si le Gouvernement est laissé à lui-même, ou plutôt aux fatales influences qui le dominent, il ira plus loin encore dans cette voie déplorable. Quant aux réformes si souvent promises, elles n'existent encore que dans les vagues déclarations atténuées encore par de récentes explications.

Loin de réformer les vieux abus, le ministre de la puissance qui a fait l'expédition est le premier à déplorer la continuation de ces abus. — Je dois avouer que la lecture de cette correspondance m'a confirmé dans l'opinion que j'avais depuis longtemps, à savoir que le gouvernement pontifical est, en principe, totalement différent de tous les gouvernements de l'Europe.

Le gouvernement du pape est basé sur ce principe, et le pape actuel, bien que rempli de bienveillance, a agi d'après le principe que son gouvernement doit être un gouvernement paternel ; qu'il doit prendre soin de ses sujets comme s'ils étaient ses enfants ; qu'en ce qui touche les écoles, aucune éducation ne devait être donnée, ni aucune doctrine enseignée autres que celle de l'Église catholique romaine.

En ce qui regarde la discussion de la presse : nulle discussion ne doit être tolérée qui soit de nature à faire concevoir des doutes dans l'esprit de l'homme. Quant à la justice criminelle, son but est de réformer les criminels, et même des criminels qui auraient commis une demi-douzaine de meurtres doivent être traités de manière à les amener à s'amender.

Voilà les principes du gouvernement papal : ils sont consignés dans un livre publié par un membre de l'autre Chambre du Parlement, qui démontre que personne au monde ne peut être plus bienveillant que le Pape, qui passe sa vie à visiter les hôpitaux et les écoles, traitant ses sujets comme s'ils étaient ses enfants.

Si de Rome l'on reporte ses regards sur d'autres pays catholiques de l'Europe et notamment, la France et l'Autriche, on voit ces deux gouvernements agir d'après un principe tout à fait différent. Là, il est permis aux nationaux de suivre leurs croyances religieuses et de propager leurs opinions en matière de religion. Dans tout le pays, il est impossible que le gouvernement du pape soit assimilé à d'autres gouvernements de l'Europe, et l'effet de l'occupation de Rome est de perpétuer une mauvaise institution. A Rome, il y a une population considérable qui est mal gouvernée, qui voudrait s'affranchir et appartenir à un autre gouvernement, et ce n'est pas politique de les contraindre par la force.

Mon noble ami a beaucoup parlé des vœux du peuple italien. Je dois faire remarquer ici que le peuple italien a fait un gouvernement pour lui-même, et que la population romaine ne désirerait rien tant que de se rallier au reste de l'Italie et de jouir de la même liberté que le reste de l'Italie.

La situation actuelle de l'Italie est telle que depuis trois ans la désiraient les hommes d'État les plus capables et les plus habiles de l'Italie. Cette situation avait, du reste, été annoncée d'avance par les ambassadeurs de France à Rome. J'engage mon noble ami à lire attentivement un ouvrage qui a paru sous ce titre : le *Gouvernement temporel du pape jugé par la diplomatie française*.

L'Italie a réalisé les prédictions dont elle avait été l'objet. L'Italie est devenue un État indépendant; et pour rendre la condition de l'Italie tout à fait satisfaisante, il ne manque qu'une chose : la cessation de l'occupation de Rome par des troupes étrangères. Aussitôt que la nation française sera d'avis que ce n'est pas rendre justice à l'Italie que de continuer cette occupation, l'Empereur des Français sera le premier à réaliser cette conviction; et alors le Pape (bien que mon noble ami juge que l'on ait eu tort de le lui offrir) pourrait se réfugier dans quelque partie des États de la reine.

Je ne saurais préciser pour quelle raison le Pape avait demandé à M. Odo Russell s'il pourrait trouver un refuge dans les États de Sa Majesté Britannique, mais il est certain que le Pape a mandé auprès de lui M. Odo Russell, en juillet, et qu'il a eu avec lui une longue conversation sur l'état de l'Europe; qu'il a parlé des progrès faits par Garibaldi, et de sa crainte que le progrès ne fût poussé plus loin, et qu'il lui a posé nettement cette question :

Dans le cas où je chercherai un refuge dans les États de Sa Majesté Britannique, y recevrai-je l'hospitalité? Considérant le caractère bienveillant du Pape, il me paraît qu'il a été contraint, par sa conscience, de ne pas donner les réformes qui lui étaient demandées, et qu'il serait parfaitement en sûreté et libre de tout danger sur le territoire

anglais. Tout bien considéré, je ne pense pas avoir eu tort d'offrir au pape un asile là où il pourrait jouir de la protection dont il pourrait avoir besoin.

Je sais que le pape a exprimé personnellement toute sa gratitude pour l'hospitalité qui lui avait été offerte par l'Angleterre. Il ne l'a pas acceptée quant à présent; mais je suis assuré que ce serait avantageux à Rome et à l'Italie, que Rome devint la capitale de l'Italie.

---

PIÈCES COMMUNIQUÉES AU PARLEMENT, RELATIVEMENT  
AU BRIGANDAGE NAPOLITAIN.

**N<sup>o</sup> 1. M. Odo Russell au comte Russell**

(Extrait.

Rome, 24 novembre 1862.

Le comité Bourbon a récemment envoyé un nouveau détachement de 260 hommes à la bande de Tristany.

Ces hommes étaient bien armés et vêtus de redingotes bleues et de pantalons rouges, de manière à ressembler de loin à des soldats français et à tromper ainsi les patrouilles et les avant-postes italiens.

Les hommes qui font partie de cette bande sont principalement des Bavares, des Belges et des Espagnols. Les quartiers-généraux de Tristany se trouvent, d'après les circonstances, à Santa-Francesca ou à Strangolagalli. Tristany fait venir ses approvisionnements et ses renforts de Veroli.

Il est difficile de comprendre dans quel but le comité Bourbon continue de maintenir et d'organiser ces inutiles bandes d'étrangers qui, outre qu'elles inquiètent les habitants des frontières napolitaines, n'ont obtenu d'autre résultat que celui de discréditer la cause du roi François II.

---

**N<sup>o</sup> 2. Le comte Russell au comte Cowley.**

Foreign-Office, 27 décembre 1862.

Milord, le Gouvernement de Sa Majesté a exprimé au Gouvernement de l'Empereur son opinion libre et franche relativement à l'occupation française de Rome. Le Gouvernement de Sa Majesté ne désire point continuer de discuter sur ce sujet, dans un but unique de controverse.

Mais lorsqu'il s'agit d'une question intimement liée à celle de l'occupation française de Rome, le Gouvernement de Sa Majesté doit, par un sentiment de justice envers les intérêts de l'Italie et de l'Europe,

faire un appel au Gouvernement français, afin qu'il intervienne auprès des conseillers du Pape.

Le Pape lui-même, dont la bienveillance est la vertu caractéristique, a toujours été d'opinion que son domaine temporel doit être un territoire exempt de conflits sanglants et de contestations avec l'étranger. C'est inspiré par cette pensée, qu'il a déclaré, en 1848, dans son allocution du 29 avril, qu'il ne prendrait pas part à la guerre de l'indépendance italienne. Le passage auquel je fais allusion est ainsi conçu :

« Il est complètement contraire à nos desseins, alors que, quoique indignes, nous remplissons sur terre la tâche de celui qui est l'auteur de la paix et la source de la charité, et que, conformément au devoir de notre apostolat suprême, nous respectons et embrassons, avec un sincère amour paternel, toutes les tribus, tous les peuples et toutes les nations.... »

C'est dans le même esprit que les évêques du monde catholique romain, lorsqu'ils sont venus dans le courant de cette année de toutes les parties du globe à Rome, ont désigné dans une Adresse au Pape, Rome comme étant le siège d'une autorité temporelle indépendante de toute autre, c'est-à-dire comme « le centre de la concorde universelle, un lieu où l'ambition humaine n'existe point, où jamais personne n'intrigue dans un but d'autorité temporelle. » Ils ont rappelé au Pape ses propres paroles que c'est en vertu d'une disposition spéciale de la Providence divine que le pontife romain, établi par le Christ comme le centre et le chef de toute son Église, possède un pouvoir temporel.

Si l'armée française protégeait à Rome un pouvoir aussi sacré, aussi religieux et aussi charitable, les inconvénients de l'occupation française seraient atténués jusqu'à un certain point. Mais il y a une grande distance entre la théorie exprimée de cette façon et les faits existants. Les bandits politiques qui infestent les provinces méridionales de l'Italie ont leur quartier général à Rome. Ils sortent continuellement de leurs repaires, — qui leur offrent toute sécurité, parce qu'ils sont couverts par le drapeau français, — pour détruire des villages entiers et pour tuer les paisibles fermiers du Sud. Récemment un détachement de 260 hommes, bien armés, a quitté Rome : ces hommes portaient des tuniques bleues et des pantalons garance, afin de se faire passer pour des soldats français et de tromper de cette façon les patrouilles et les postes avancés italiens.

Si de pareils détachements de brigands étaient envoyés de la Suisse en Lombardie, le Gouvernement italien protesterait immédiatement et la République helvétique mettrait aussitôt un terme à des actes d'un caractère aussi peu amical.

Mais à Rome, les affaires se traitent d'une autre façon et les grands



dignitaires qui entourent la personne du Pape, aussi bien que son illustre hôte, l'ex-Roi de Naples, sont considérés par le monde en général comme les instigateurs de ces manœuvres.

Il est évident que, si le Gouvernement romain était réellement indépendant, il serait appelé par le Roi d'Italie à rendre compte de ses actes agressifs et injustifiables, et il ne se risquerait point de ne pas prendre en considération ces remontrances justes et bien fondées.

La persistance de ces outrages barbares est donc un mal résultant de l'occupation française de Rome, et ce mal cesserait immédiatement, si le Ministre de la guerre, en France, donnait des ordres en conséquence au général commandant les troupes françaises dans le territoire romain. Le Ministre de la guerre n'aurait qu'à dire péremptoirement : « Faites cesser le brigandage, » et les bandits romains seraient exterminés dans une quinzaine.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas s'abstenir de déclarer à celui de la France, que l'Empereur devrait ou laisser l'État romain vider ses propres querelles et expier ses propres méfaits, ou insister pour obtenir que le Pape suive envers ses voisins une ligne de conduite pacifique et conforme à cet amour impartial et à cette charité universelle que Pie IX professe dans ses paroles, mais que ses ministres perdent complètement de vue dans leurs actes.

Votre Excellence pourra lire cette dépêche à M. Drouyn de Lhuys.  
J'ai, etc.

*Signé* RUSSELL.

### N<sup>o</sup> 3. Le comte Cowley au comte Russell.

Paris, le 30 décembre 1862.

Mylord, j'ai lu hier à M. Drouyn de Lhuys la dépêche de Votre Seigneurie du 27 courant, relative aux maux qui résultent du brigandage politique organisé à Rome contre les provinces méridionales de l'Italie, et que les troupes françaises, dans l'opinion du gouvernement de Sa Majesté, sont obligées d'exterminer et d'empêcher aussi longtemps qu'elles occupent Rome.

M. Drouyn de Lhuys a dit qu'il n'avait aucune objection à faire contre les principes généraux contenus dans la dépêche de Votre Seigneurie et qu'il pouvait m'assurer que le prince de la Tour d'Auvergne était parti pour Rome avec des instructions très-rigoureuses relativement à ce sujet important. Il a déclaré ensuite que l'opinion du Gouvernement français avait été communiquée au Pape, au cardinal Antonelli et à l'ex-Roi de Naples dans des termes qui, d'après lui et comme il l'espère, ne pourraient que produire un bon effet. Il a dit que sans nul doute on avait beaucoup exagéré l'étendue du mal

dont on se plaignait, mais qu'il ne contesterait pas que mal il y avait, et qu'il saisirait cette occasion pour renouveler, dans un langage pressant, les instructions dont M. de Latour d'Auvergne, comme il me l'avait déclaré, avait déjà été muni.

J'ai, etc.

*Signé* COWLEY.

---

**N° 4. M. Odo Russell au comte Russell.**

*(Extrait.)*

Rome, 14 janvier 1863.

Votre Seigneurie a appris que le général comte de Montebello conteste, de la manière la plus positive, la vérité de la déclaration relative au passage de brigands à la frontière, déclaration qui se trouve consignée dans une dépêche du 24 novembre dernier.

Comme mes informants me paraissaient sûrs de leurs paroles, je dois supposer qu'eux-mêmes ont été trompés, et je regrette d'avoir envoyé à Votre Seigneurie, sans le savoir, des renseignements in-exacts.

Je regrette aussi de devoir dire que j'ai trouvé que le général comte de Montebello a été quelque peu contrarié dans cette occurrence. Il a dit qu'en émettant la supposition que des hommes pussent être armés et équipés à Rome et envoyés à la frontière à son insu, j'avais blâmé son administration militaire à Rome; mais que la critique lui était indifférente aussi longtemps que sa conscience et le sentiment de son devoir étaient satisfaits.

J'ai dit au général combien je regrettais que par une de mes déclarations j'eusse pu lui causer du déplaisir, et que j'avais fait cette déclaration d'après des renseignements que je croyais puisés à bonne source; j'ai ajouté que de semblables déclarations que j'avais faites précédemment avaient été confirmées de tous points par son prédécesseur, le général de Goyon. Les moyens employés par le comité légitimiste étaient, lui ai-je écrit, les suivants :

Les hommes étaient dirigés isolément et à pied sur certains couvents à la frontière; de vieux uniformes français étaient alors achetés aux juifs dans le Ghetto et envoyés un à un, en même temps que les armes et d'autres objets d'armement, à des lieux isolés dans la campagne, puis emballés, pendant la nuit, dans de vieux tonneaux à harengs et transportés progressivement à la frontière pour y être distribués aux hommes qui y étaient assemblés d'avance.

Le général me dit qu'il avait complètement mis fin à ces manœuvres et qu'en outre il avait maintenant la pleine coopération du gouvernement papal pour abattre le brigandage, et qu'il pouvait m'assurer sur l'honneur qu'il était impossible que des hommes armés pussent

encore quitter Rome et se rendre à la frontière sans qu'il en eût connaissance; il me dit aussi que j'avais été mal informé, et que les renseignements que j'avais envoyés en Angleterre et qui avaient été communiqués par lord Cowley à M. Drouyn de Lhuys seraient trouvés inexacts.

J'ai répondu que j'étais heureux d'apprendre de lui qu'il avait si bien réussi à abattre le brigandage, et que j'espérais qu'il me donnerait de temps en temps des renseignements exacts sur ces questions, comme l'avait fait le général de Goyon, son prédécesseur.

Le comte de Montebello a répondu qu'il le ferait et que pour le moment il pouvait m'assurer que la bande de Tristany était réduite à soixante hommes environ et serait bientôt dispersée et détruite; qu'à Rome il avait mis un terme à toute communication entre Tristany et ses patrons et qu'il avait récemment saisi et confisqué, dans un établissement d'imprimerie à Rome, environ 2,000 exemplaires d'une proclamation imprimée faisant appel aux Napolitains pour qu'ils se soulevassent et se réunissent à leur souverain légitime, le roi François II.

---

## TROISIÈME PARTIE.

---

### DIFFÉREND

#### ENTRE LE BRÉSIL ET LA GRANDE-BRETAGNE

AU SUJET DES ÉPAVES DU *Prince de Galles*, ET DES OFFICIERS  
DE LA FRÉGATE *la Forte*.

---

**M. Christie, ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne au  
Brésil, au marquis d'Abrantès, ministre des affaires étrangères  
du Gouvernement brésilien.**

Pétropolis, 5 décembre 1862.

Monsieur le Marquis,

Le Gouvernement de Sa Majesté m'a donné l'ordre d'adresser à Votre Excellence la communication suivante relativement aux fâcheux événements qui ont suivi le naufrage du trois-mâts anglais *Prince of Wales*.

Ce naufrage, qui eut lieu probablement le 7 ou le 8 juin de l'année dernière, est arrivé d'abord à la connaissance du consul de Sa Majesté à Rio-Grande du sud, le 13 du même mois, par l'intermédiaire de M. Bento Venancio Soares, magistrat du district de Albardao, lequel déclara, dans une conversation, que des épaves avaient été jetées sur le rivage près de sa maison; mais il certifia qu'il n'avait pas eu nouvelle d'un naufrage.

Cependant des recherches ultérieures induisirent le consul de Sa Majesté à soupçonner qu'un navire anglais avait fait naufrage, et en conséquence de cela il partit le jour suivant pour la côte d'Albardao, en compagnie du juge municipal et d'un petit nombre de douaniers : ils arrivèrent chez M. Bento Soares, où ils furent reçus avec une certaine répugnance par sa fille, le père étant absent.

Le jour suivant, de grand matin, ils ont visité le lieu du naufrage



et ont trouvé la plage jonchée des débris du navire et d'une partie de sa cargaison, tels que barriques, coffres de matelots, etc. ; quelques-uns de ces objets avaient été évidemment brisés sur la plage et d'autres avaient été évidemment ouverts depuis peu et leur contenu avait été volé.

L'enveloppe de plusieurs colis était complètement sèche, comme s'ils avaient été transportés sur la plage en bon état, par des embarcations.

On vérifia que dix cadavres avaient été trouvés, quelques-uns bien loin de la plage, sans qu'on ait découvert cependant ni argent, ni montres.

Ces objets, non avariés, appartenant au chargement du navire naufragé, furent trouvés dans la maison de M. Bento Soares.

Le subdélégué du district n'ayant pas procédé à l'examen des cadavres, M. Vereker exigea qu'on les lui montrât, ce qui lui fut énergiquement refusé, d'une façon très-suspecte, par l'inspecteur du district, que l'on rencontra sur la plage accompagné de la force armée.

M. Vereker s'en retourna alors à Rio-Grande du Sud et sollicita des secours afin que les dix cadavres pussent être amenés là pour être examinés et recevoir la sépulture. Les secours lui furent accordés, bien qu'en cette circonstance M. Vereker fût obligé d'en supporter tous les frais ; malgré cela quatre cadavres seulement furent transportés à Rio Grande.

Subséquemment fut faite l'enquête sur les corps à Rio Grande et sur ceux de Albardao ; en ce dernier endroit l'enquête fut présidée par le subdélégué Gonzalves, aujourd'hui démis de ses fonctions, aidé de M. Pereira de Souza, beau-frère de M. Soares, que l'on dit avoir été le chef d'une bande de pillards de naufragés.

C'est à peine si l'on déterra un cadavre. Les autres furent trouvés sans sépulture et dans un état avancé de pourriture. On déclara effectivement dans toutes les enquêtes que les cadavres étaient de personnes noyées, malgré les circonstances les plus suspectes, attendu qu'on en avait trouvé plusieurs dépouillés de leurs vêtements et loin de l'endroit où la mer atteint à la marée haute.

Après les sollicitations énergiques répétées de la part de M. Vereker pour qu'on fit une perquisition minutieuse, il entendit dire enfin, le 18 septembre, qu'un homme était convaincu d'avoir en son pouvoir des objets volés aux naufragés. Le président de la province déclara en même temps que les principaux coupables avaient fui, et fit voir la grande difficulté d'engager les habitants à faire quelque aveu sur l'événement. Plus tard, en décembre, les mêmes raisons furent présentées comme justification du résultat infructueux d'une enquête

ultérieure, et que lors même qu'on eût admis dès le principe que les naufragés eussent été volés, ce n'est qu'en août de cette année, quatorze mois après que le naufrage eut lieu, que Votre Excellence m'informa qu'en conséquence de nouvelles recherches, deux employés avaient été démis et que onze personnes étaient accusées du vol des naufragés. De plus on déclara que M. Bento Soares était exempt de toute accusation et qu'on ne lui avait pas intenté de procès. Le Gouvernement de Sa Majesté juge impossible que Soares n'ait pas eu connaissance de ce qui est arrivé; en vérité, la présomption qu'il ait participé au vol est très-forte. Votre Excellence trouva bon de dire que le Gouvernement Impérial était convaincu qu'aucune personne de l'équipage n'avait été assassinée. Le Gouvernement de Sa Majesté n'en est convaincu d'aucune autre manière. La présomption est forte que les individus dont les corps ont été, dit-on, enterrés, et dont on n'a pu découvrir la sépulture, aient été assassinés.

Toutefois, cette question d'assassinat est une de celles qu'on aurait pu liquider entièrement par un examen immédiat sur tous les corps des hommes de l'équipage, et par une prompte et active investigation des lieux.

Le Gouvernement de Sa Majesté considère entièrement inadmissibles les allégations par lesquelles Votre Excellence, dans le but de décliner la responsabilité, montre que la côte est déserte et inhospitalière au lieu où ces outrages ont été pratiqués par des sujets brésiliens sur des étrangers désarmés; de même qu'il ne juge pas convenable l'allégation des motifs parce qu'en raison du temps écoulé le Gouvernement Impérial n'a pu découvrir les coupables.

Le moment est arrivé pour le Gouvernement de Sa Majesté de réclamer une compensation du pillage des épaves et cadavres; et il doit exiger cette compensation du Gouvernement brésilien comme responsable des pertes occasionnées par le procédé coupable de ses autorités.

En conséquence, j'ai reçu l'ordre d'exiger du Gouvernement Impérial une compensation pour les pertes qu'ont subies les propriétaires du *Prince of Wales* pour vol total des épaves et des objets appartenant à l'équipage.

Le propriétaire réclame :

Pour le chargement et les provisions. . . . .	Liv. 5 500 00.0
Pour le frêt. . . . .	1 025 19.0
	<hr/>
	Liv. 6 525 19.0

Le Gouvernement de Sa Majesté ne se rend pas responsable de l'exactitude de la valeur réclamée; il appartient au propriétaire de présenter un compte en règle de la valeur du chargement et des pro-

visions. Toutefois, dès que le Gouvernement Impérial admet le principe, le Gouvernement de Sa Majesté est tout prêt à accepter un arbitrage juste sur la question, en ce qui concerne l'importance de la compensation : arbitrage qui devra se faire, et on laissera également à l'arbitre ou aux arbitres, le droit de déterminer l'importance de la compensation qu'on devra accorder aux familles des personnes du bord, dont les corps ont été dépouillés des objets qui leur appartenaient.

En conclusion, j'ai reçu l'ordre de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté, attendu le retard extraordinaire de la part des autorités brésiliennes dans cette grande affaire, doit insister pour qu'on s'occupe, sans perte de temps, de cet arbitrage et qu'il soit décidé dans le plus bref délai possible. .

*Signé : W. D. CHRISTIE.*

---

**M. Christie au marquis d'Abrantès.**

Pétropolis, 5 décembre 1862.

Monsieur le Marquis,

Le Gouvernement de S. M. Britannique m'a ordonné de m'adresser à Votre Excellence au sujet d'une offense grave, faite le 7 juin, par une garde de police, à trois officiers de la *Forte*, navire de Sa Majesté, ainsi que sur l'emprisonnement qui s'en suivit, accompagné de circonstances avilissantes ; et je dois vous dire qu'à la réception de ces instructions qu'il est maintenant de mon devoir de mettre à exécution, je n'ai encore reçu de Votre Excellence aucune réponse à la note que je lui ai adressée le 14 août.

Le Gouvernement de Sa Majesté a examiné avec soin les dépouilles et les preuves présentées dans ce cas, et n'a pu arriver à d'autre conclusion, si ce n'est que la version des trois officiers est vraie et que la défense présentée ne mérite aucun crédit.

Les dépositions des officiers sont les suivantes :

Ayant obtenu la permission d'aller faire une promenade, ils avaient dîné modérément dans un hôtel au haut de la Tijuca, et ils se dépêchaient d'atteindre l'omnibus qui partait pour la ville, lorsqu'ils passèrent devant la sentinelle de la garde de la Tijuca.

M. Clemenger, le chapelain, qui venait en avant avec M. Comby, fut abordé par la sentinelle et eut à peine le temps de lui demander en espagnol ce qu'elle voulait, que celle-ci l'avait déjà frappé de la crosse de son fusil et blessé de sa baïonnette.

La sentinelle appela en même temps la garde qui se précipita sur les trois officiers, et après force violence, les conduisit au corps de

garde; le lieutenant Pringle, seul, fit quelque résistance à la violence brutale employée contre eux.

Lorsqu'ils furent enfermés à la prison, ils demandèrent à voir l'officier de garde qui leur apparut pour la première fois dix minutes ou un quart d'heure après.

Immédiatement ils donnèrent leurs noms écrits sur une feuille de papier, d'abord directement à l'officier et ensuite à l'aide de l'interprète, leurs noms et profession en entier, et ils écrivirent à leur commandant et au consul anglais afin de les informer de leur situation. Il paraît, toutefois, que ces lettres ont été retenues et ne sont point parvenues à leur adresse.

Deux des officiers ont passé la nuit dans une chambre appelée *réfectoire*, et le troisième en prison, et dès le matin suivant ils furent ignominieusement forcés d'aller à pied, accompagnés d'une escorte (bien qu'ils eussent offert de payer une voiture) jusqu'à la maison de police de la ville, où pour la seconde fois ils écrivirent leurs noms et hiérarchie. Ils furent alors enfermés dans une prison immonde parmi les criminels de la plus basse classe, l'officier de la prison déclarant qu'il les savait officiers; et deux heures après, par l'intercession du consul britannique, avec lequel ils avaient trouvé moyen de communiquer, ils furent transférés dans une prison moins immonde et plus tard au quartier militaire de police où, au moins, ils furent traités poliment.

Le jour suivant à onze heures et demie du matin, ils furent mis en liberté par un ordre écrit du chef de police, sans que les motifs de l'arrestation et de l'élargissement y fussent consignés.

Telle est la narration abrégée de ces trois officiers, extraite de leurs dépositions; et comme ils ne se sont jamais contredits dans leurs témoignages qui sont probables et compréhensibles, et comme ils ont manifesté le vif désir d'être confrontés avec des témoins contraires, le Gouvernement de Sa Majesté est convaincu que cette narration est strictement vraie comme on devait l'attendre du caractère d'officiers et de gentilshommes.

D'un autre côté, la version donnée par la police brésilienne est basée sur des témoignages auxquels on ne peut se fier.

Ils assurèrent que les officiers étaient ivres et qu'ils incommodaient les passants sur le chemin situé entre l'hôtel et le corps de garde; mais ils est à remarquer qu'aucune des personnes qui sont passées ne s'est présentée pour éclaircir ce point que, dans l'accusation originale formulée contre eux par l'officier de garde, dont une copie leur a été donnée, il n'ait pas été fait mention qu'ils fussent ivres, ni d'aucun témoin qu'ils aient incommodé sur le chemin.

L'officier et les soldats du poste ont déposé sur le début de la dis-



pute entre les officiers anglais et la sentinelle, lorsque de leur propre déposition ils induisent qu'ils n'étaient pas présents à cette occasion, et l'on remarque que l'officier brésilien, particulièrement, dépose sur toutes les circonstances de la dispute avec la garde, lorsqu'on affirme positivement qu'il n'apparut que dix minutes après que les prisonniers furent enfermés au corps de garde.

Il est impossible d'ajouter foi aux autres points de la déposition d'un témoin dont l'assertion est d'une fausseté si palpable sur ce point, et le Gouvernement de Sa Majesté ne peut douter que l'officier de la garde brésilienne n'ait connu parfaitement la nationalité et la position de ses prisonniers.

Le Gouvernement de Sa Majesté considère cette question comme très-grave et ne peut laisser pour inaperçue une semblable offense.

J'ai donc reçu l'ordre de demander au Gouvernement Impérial :

1° Que les officiers de garde soient mis hors de service.

2° Que la sentinelle qui a provoqué le conflit soit punie en conséquence.

3° Qu'une satisfaction soit donnée par le Gouvernement Impérial pour cette offense faite aux officiers de la marine britannique.

4° Que le chef de police et l'officier qui ont reçu les trois officiers à la police de la ville soient blâmés publiquement.

*Signé : W. D. CHRISTIE.*

---

#### **M. Christie au marquis d'Abrantès.**

Pétropolis, 5 décembre 1863.

Monsieur le Marquis, les sujets des deux notes que j'ai adressées aujourd'hui à Votre Excellence ont été si longtemps soumis à la considération du Gouvernement Impérial, qu'on ne peut juger déraisonnable de solliciter de Votre Excellence de me faire parvenir les réponses d'ici au 20 du présent mois.

Je ne vous cacherai pas le plaisir que j'éprouverai d'être en mesure d'informer le Gouvernement de Sa Majesté, par le vapeur français, que ses désirs ont été satisfaits.

Je dois aussi certifier à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté éprouverait une vive contrariété si une réponse à quelqu'une des notes excluait toute espérance d'obtenir une satisfaction amicale.

*Signé : W. D. CHRISTIE.*

---

**Le marquis d'Abrantès à M. Christie.**

Rio de Janeiro, 29 décembre 1862.

J'ai sous les yeux les trois Notes datées du 5 du courant que m'a adressées M. William Dougal Christie, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique.

Dans deux des Notes ci-dessus désignées, insistant dans la poursuite de ses réclamations qu'il avait commencée par le naufrage du navire *Prince of Wales* et par l'événement désagréable qui eut lieu à la Tijuca entre les autorités de police et quelques officiers de la frégate *Forte*, M. Christie, au nom du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, exige de celui de Sa Majesté l'Empereur une indemnité pécuniaire pour le préjudice et les dommages causés par le naufrage et une satisfaction pour la manière inconvenante avec laquelle ont été traités les susdits officiers.

Dans la troisième, M. Christie se borne à fixer un délai péremptoire pendant lequel le Gouvernement Impérial devrait donner solution aux exigences contenues dans les deux autres.

Le Gouvernement Impérial, en considérant justement les trois notes de M. Christie et appréciant les termes dans lesquels elles sont conçues, reconnaît d'un côté qu'à la vue de la discussion soutenue entre le Ministère et la Légation de Sa Majesté Britannique, à propos de la réclamation relative au naufrage du *Prince of Wales*, des efforts ultérieurs pour convaincre M. Christie de la justice avec laquelle le même Gouvernement a contesté la dite réclamation seraient inutiles pour arriver ici à un accord satisfaisant, si nécessaire pour le maintien des bonnes relations entre les deux Pays et la dignité des Gouvernements respectifs; et il a observé d'un autre côté au sujet de la frégate *Forte*, que M. Christie, d'après sa note du 19 août dernier, s'en rapportait à l'enquête de la police de la ville dont le rapport lui a été franchement communiqué, et sans s'occuper des explications verbales qui lui ont été données non-seulement par moi, mais principalement par M. le Ministre de la Justice que M. Christie a jugé la question terminée et a communiqué à ce sujet la résolution prise par son Gouvernement.

En de telles circonstances, le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur était d'avis que le seul moyen qui lui restât à employer, d'accord avec les sentiments de modération et de bienveillance qui l'animaient envers le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et comme preuve de la confiance que lui inspirent les principes de justice et de droiture de ce Gouvernement, était de charger le Ministre du Brésil, à Londres, de s'entendre directement avec le Cabinet britannique sur les deux réclamations.

Cette résolution ayant été prise par le Gouvernement Impérial, je me suis empressé de la communiquer à M. Christie par la Note que j'ai eu l'honneur de lui adresser à la date du 18 du courant.

M. Christie n'a pas jugé convenable de répondre par écrit à cette note, mais le 22, à 3 heures et demie de l'après midi, il eut la bonté de se présenter à ma maison d'habitation pour entrer, verbalement, en conférence avec moi.

Après avoir échangé quelques mots relatifs aux réclamations en question, M. Christie me déclara qu'il venait de recevoir de son Gouvernement, au sujet de ces réclamations, des ordres formels.

Que non-seulement ils lui imposaient le devoir de remplir les exigences que renfermaient ses trois notes du 5 du courant, mais aussi de donner les instructions nécessaires à l'amiral, chef de la station anglaise dans ce port, au cas où ces exigences ne seraient pas satisfaites promptement.

Que ce qu'il disait ne comportait pas une menace, mais que c'était la communication des ordres qu'il avait reçus.

Que son Gouvernement lui ayant prescrit l'exécution immédiate des exigences contenues dans les trois Notes du 5 du courant, il ne restait pas le temps nécessaire pour charger le Ministre du Brésil à Londres de traiter les affaires en question, que le seul moyen d'examiner la source de ces exigences était de reprendre les discussions respectives avec M. Christie lui-même.

M. Christie se rappellera sans doute que je l'ai prié de me donner par écrit le sens de la communication verbale qu'il venait de me faire ; de même qu'il se souviendra aussi qu'il me répondit ne pas juger convenable de discuter dans une Note la dite communication, puisqu'il avait résolu de la faire verbalement, insistant ensuite pour que le jour et l'heure où il pourrait recevoir la réponse soient indiqués.

Le 23 au matin, M. Christie s'est présenté une autre fois pour me dire qu'il parlait ce jour même pour Pétersbourg, d'où il ne reviendrait que le samedi 27, afin de recevoir ma réponse.

Je lui déclarai que je serais prêt à la lui donner, et que j'espérais lui présenter en cette occasion, en conférence verbale, de nouvelles explications et éclaircissements qui l'engageraient peut-être à revenir sur ces questions.

M. Christie y consentit, me prévenant toutefois aussitôt qu'il recevrait ma réponse définitive le lundi, 22 du courant, parce que, conformément à ses instructions, il ne lui était pas permis d'attendre plus longtemps.

La conférence arrêtée eut lieu, en effet, le samedi 27.

Comme je l'avais promis, j'ai présenté à M. Christie de nouvelles

explications et des éclaircissements plus étendus à l'égard des deux questions pendantes, lui soumettant un *memorandum*, relatif à chacune des mêmes questions, accompagné de tous les documents justificatifs des allégations et des arguments par lesquels les propositions de M. Christie ont été contestées, soit à l'égard de l'une, soit à l'égard de l'autre réclamation.

Malheureusement ces efforts ont été infructueux, et M. Christie a conclu en déclarant qu'il insistait sur celles qu'il avait primitivement formulées.

Il est de mon devoir, cependant, de donner aujourd'hui à M. Christie la solution du Gouvernement Impérial à l'égard des réclamations dont on s'occupe.

Dans le but, toutefois, d'épuiser les moyens conciliants et de rendre évidente, non-seulement la pureté des intentions du Gouvernement Impérial, mais aussi la parfaite conscience qu'il a de l'intégrité et de la régularité de sa conduite, j'en appellerai encore au jugement de M. Christie, en lui remettant ci-incluses les copies des *Memoranda* que je lui ai présentés dans la conférence du samedi, et pour lesquels je réclame aujourd'hui, de nouveau, instamment, sa mûre attention.

On trouve dans ces pièces les faits exposés dans toute leur clarté, et chacune des observations qu'ils ont suggérées à M. Christie y sont appréciées; ce qu'il importe de dire, c'est que le Gouvernement Impérial a employé franchement et loyalement tous les efforts possibles pour démontrer l'inconséquence de ces réclamations et, par suite, la nécessité que les exigences constantes des notes de M. Christie soient prises par lui en nouvelle considération.

Et le Gouvernement Impérial fait ce dernier appel non-seulement dans l'intérêt, qu'il considère comme très-important, d'éviter les maux incalculables qui par hasard résulteraient d'un trouble dans les relations amicales existantes entre les deux pays, mais aussi parce qu'il est convaincu que les réclamations dont il s'agit, en admettant même les appréciations et les doutes, d'ailleurs peu exacts, manifestés à leur sujet par la Légation de Sa Majesté Britannique, n'exigeraient pas, même ainsi, le dénouement que leur a donné M. Christie.

Comme M. Christie le sait parfaitement, on ne se sert de tels recours que dans les cas extrêmes, lorsqu'il ne reste plus aucun moyen honorable d'arriver à une solution pacifique.

Certainement on ne peut appliquer cette hypothèse à aucune des questions pendantes, et il serait difficile, pour ne pas dire impossible, de prouver que le Gouvernement Impérial, dans toute sa conduite et en quoi que ce soit, ait manifesté répugnance ou opposition à la conclusion amicale des deux réclamations.

Si, par des circonstances spéciales, qu'il était inutile d'énumérer,



inséparables d'un pays nouveau, occupant une vaste étendue de territoire, dont la plus grande partie n'est pas encore peuplée, dont les communications sont difficiles et, par conséquent, où l'action du gouvernement est gênée, si, pour ces motifs, on apporte quelque retard dans la solution des réclamations et des questions soulevées, et si on n'arrive pas toujours dans leur examen à un résultat aussi complet et aussi satisfaisant qu'on pourrait le désirer, on ne doit certainement pas voir en cela du mauvais vouloir, et moins encore un manque d'égards ou une insulte, principalement lorsque nul intérêt et aucune base n'existe pour justifier ou autoriser une telle supposition.

S'il en est ainsi, il n'en est pas moins vrai encore qu'une nation, bien que faible, comparativement à une autre, ne peut rester indifférente à des actes qui se traduisent par l'humiliation de sa souveraineté et de sa dignité, et qui ne trouvent leur explication et leur appui ni dans la raison ni dans la justice universelles.

C'est pour conjurer une telle situation, pour prévenir les maux immenses qu'on doit nécessairement en attendre et pour décliner enfin toute responsabilité de sa part, que le Gouvernement de S. M. l'Empereur adresse ces considérations à M. Christie.

Cependant si, contrairement à ce que le Gouvernement Impérial est en droit d'espérer d'une nation aussi puissante qu'illustre comme l'est la nation britannique, M. Christie insistait sur ses exigences; si, au mépris de tout ce qui a été posé et de toutes les preuves irrécusables qui ont été présentées, il prétendait rendre effectif l'ultimatum annoncé de son Gouvernement, recourant dans ce but à l'amiral qui commande la force navale de Sa Majesté Britannique réunie dans ce port : en telle conjoncture, il ne restera plus au Gouvernement de S. M. l'Empereur, sauvant avant tout la dignité nationale, protestant avec toute la solennité contre les principes insolites qu'on prétend établir, et intimement convaincu de la parfaite justice qui est de son côté et qu'il ne peut faire valoir, il ne lui restera plus qu'à se soumettre aux conditions qui lui ont été imposées par la force, et en appeler au jugement éclairé et impartial des nations civilisées.

Donc, au nom du Gouvernement de S. M. l'Empereur, en ce qui regarde la réclamation concernant le naufrage du trois-mâts *Prince of Wales*, puisque, méconnaissant et méprisant toutes les considérations et les preuves alléguées de la part du Gouvernement Impérial en justification de sa conduite et de celle des autorités brésiliennes, M. Christie exige une indemnité pécuniaire pour les préjudices et les dommages de ce naufrage, j'ai l'honneur de lui déclarer :

1° Que le gouvernement de S. M. l'Empereur ne peut et ne doit pas adhérer au principe de responsabilité qu'on lui attribue, et contre lequel il proteste hautement et catégoriquement.

2° Qu'il se refuse péremptoirement à consentir à la liquidation proposée des pertes supportées par les propriétaires du navire naufragé et à y intervenir, non plus que pour l'indemnité qu'on exige en faveur des prétendues victimes de l'assassinat.

3° Enfin, que s'il est obligé de céder à la force dans cette question d'argent, il paiera la somme que M. Christie, ou le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, exigera, en protestant aussi contre la violence qui lui sera faite.

Et, quant à la question relative aux officiers de la frégate *Forte*, je dois déclarer à M. Christie que le Gouvernement impérial, pénétré que les autorités de la police, comme on l'a prouvé, n'ont pas manqué aux égards dus à la marine britannique envers trois individus habillés en bourgeois, qui avaient refusé de décliner leurs noms et qualités, ne peut et ne doit également satisfaire aux exigences de l'ultimatum, et, malgré qu'il déplore les maux qui pourront résulter de cette délibération de sa part, il juge préférable et plus honorable de les souffrir que de sacrifier le décorum et la dignité nationale.

*Signé* : Marquis D'ABRANTÈS.

---

**Memorandum du Gouvernement brésilien sur l'affaire  
du Prince of Wales.**

Le naufrage de ce navire a eu lieu sur la côte de *Albardao*, qui a une étendue de plus de quarante lieues fréquentées par des gens mal famés, généralement sans domicile fixe et en relation avec les naturels de l'État Oriental qui habitent les bords du Chuy jusqu'à Castilhos et sont connus sous le nom de Montonelos. Ces hommes courent au rivage dès qu'ils ont l'espoir de faire quelque prise; c'est ainsi que s'explique l'admission générale du fait, sans possibilité de désigner les auteurs. (Dépêche du 10 mai 1862 du chef de police au président de la province de Rio-Grande du Sud.)

Cette simple description du lieu suffit à démontrer les grandes difficultés qui empêchaient de découvrir les déprédateurs des naufragés.

Personne ne peut être accusé sans preuves ou au moins sans indices.

Mais les quelques habitants dispersés sur ce vaste désert, craignant d'être découverts et punis, avaient aussitôt emporté dans l'intérieur le fruit de leur pillage; c'est la supposition faite avec raison par le président de la province. (Dépêche du 3 juillet 1861.)

Le délégué de police de Rio-Grande déclare qu'ayant fait citer trois fois plusieurs personnes de *Albardao* pour comparaître en cette ville,

elles ont toutes refusé de se présenter à l'officier de justice, alléguant une maladie simulée : que d'autres qui peuvent savoir quelque chose sont momentanément dans l'État Oriental, et que d'autres enfin que l'on sait criminels se sont établis définitivement dans cet État. (Dépêche du 18 septembre 1861 du délégué au président.)

Il a fallu employer la force pour obliger à comparaître les personnes que l'on supposait informées des faits. (Ordre du chef de police au délégué, annexé à la dépêche du président du 10 décembre 1861.) Il a fallu faire rechercher des témoins à cinquante lieues de distance dans le district de *Santa-Victoria*. (Dépêche du président du 30 mai 1862.)

Par suite des informations reçues relativement aux difficultés qui sont facilement déduites des documents volumineux de ce procès, le Gouvernement Impérial ordonna au président d'employer tous les moyens en son pouvoir, de faire toute diligence ; il autorisa des dépenses extraordinaires, il fit comprendre que si l'action de la justice n'était pas suffisante, il fallait chercher à savoir les faits par des informations confidentielles. (Dépêche du 26 décembre 1861.) Ces ordres ont été plusieurs fois répétés.

Évidemment, malgré tous les efforts du Gouvernement Impérial et des autorités locales, il fallait du temps de la persévérance.

Prévenu du naufrage le 10 juin 1861, comme il sera démontré plus loin, l'inspecteur du district partit le 11, accompagné de gardes nationaux pour faire la police de la plage.

Il y eut un retard inévitable en raison des distances.

Le 14, le juge municipal, escorté du Consul anglais, du secrétaire du *guarda-mor* (premier garde) de la douane, de deux gardes et de quatre soldats, fit une visite domiciliaire chez les habitants les plus voisins du lieu du naufrage et ne put rien découvrir. (Dépêche du président du 3 juillet 1861.)

Le même Consul a reconnu le zèle déployé par ce magistrat. (Dépêche du 20 juin 1861.)

En outre de cette première investigation, il y en eut d'autres encore : deux furent faites par le subdélégué de *Tahim*, une par le juge municipal et une par le chef de police. (Dépêche du chef de police du 10 mai 1862.)

On avait commencé le procès relatif au pillage des naufragés ; mais par suite des difficultés désignées et d'autres que l'on comprendra, le procès ne put suivre sa marche avec la promptitude désirable. (Dépêche du délégué au président du 18 septembre 1861.)

Il faut ajouter qu'il a été nécessaire d'instruire un nouveau procès pour crime de vol, attendu que le juge municipal ayant qualifié de vol le crime commis, il n'existait pas de recours *ex officio*, et attendu que

même dans le cas où il eût existé, il n'y a pas d'appel accordé pour la qualification du crime. (Dépêche du président ou délégué de police du 14 avril et du président au gouvernement du 14 mai 1862, n° 6.)

Enfin, le président fit savoir qu'il avait instruit un nouveau procès à onze accusés et qu'il s'occupait d'envoyer le signalement des individus que l'on croyait réfugiés dans l'État Oriental. D'abord il ne s'agissait que de trois coupables, mais grâce au zèle de l'autorité, on en avait découvert huit autres. (Dépêche du 31 juillet 1862.)

Depuis cette époque, les recherches continuèrent, et il résulte des documents que le Gouvernement Impérial et les autorités locales ne négligent rien pour obtenir la solution complète de cette question pénible et difficile.

Voilà en résumé les motifs du retard dont se plaint M. le Ministre de l'Angleterre.

A la vue des dépêches échangées sur cette question, il n'y a pas de doute que le Gouvernement et les autorités locales se sont conduits avec tout le zèle possible, et qu'ils ne peuvent être responsables ni pour le retard éprouvé ni pour le résultat incertain, attendu que les inconvénients cités étaient et sont encore dans la nature des choses.

Par ordre du Gouvernement Impérial, les autorités locales ont employé la force, l'argent, la persuasion et la délation; elles ont surtout déployé la prudence et la persévérance nécessaires pour glaner en quelque sorte la vérité partout où elle se présentait et sous quelque forme que ce fût.

En acceptant l'exigence de l'intervention d'un officier de la marine anglaise, on eût plutôt compromis que facilité le bon résultat des recherches, car la connaissance des faits dépendant d'informations confidentielles et de la bonne volonté de ceux qui, par hasard, pouvaient guider l'autorité dans ses recherches, tous se seraient tus évidemment à la vue d'un officier et d'un navire anglais. (Dépêche du président du 10 avril 1862, et annexes.)

L'inspecteur du district et le subdélégué de Tahim ont été démis de leurs fonctions. Le chef de police attribua au premier le retard de la commission du fait depuis le jour du naufrage (du 7 au 8 juin) jusqu'au 11 (dépêche du 10 mai 1862); mais comme nous verrons plus loin, l'inspecteur ne fut informé que le 10; il n'a donc été démis que pour avoir pris sur lui de mettre en liberté un des accusés, lequel s'est enfui dans l'État Oriental. Le subdélégué a été démis par suite du blâme qu'il avait encouru et qu'il eut à subir lors de son interrogatoire. Ce blâme ne prouve pas qu'il fût coupable de négligence, mais il pouvait contribuer à ternir le prestige qui doit entourer l'autorité. (Dépêche du chef de police du 10 mai 1862, et annexes.)

Ces démissions déposent en faveur de la délicatesse que le Gouver-



nement Impérial a montrée dans cette circonstance ; mais elles ne doivent aucunement être considérées comme les suites de fautes commises par les autorités locales, de façon à faciliter le crime ou à entraver l'action de la justice. La mise en liberté de l'accusé en fuite aujourd'hui retardera à peine l'exécution de la sentence qui le condamne, car son extradition va être exigée.

Le Consul, M. Vereker, a allégué des soupçons de vol contre le juge de paix de Albardao, Bento Venancio Soares ; il a dit qu'à l'occasion de l'enquête du 14 juin 1861, il a vu chez lui deux Bibles et deux coffres vides appartenant aux naufragés (Note de M. Christie du 18 septembre 1862), ni le Consul, ni le juge municipal n'ont fait mention des circonstances auxquelles on fait allusion dans les dépêches qui rendent compte de l'enquête (Depêche des 20 et 23 juin 1861), et comme on a procédé à diverses enquêtes pour la découverte des déprédateurs et qu'aucune preuve n'en est résultée contre Soares, sur quoi se fonderait l'autorité pour lui faire un procès ?

Il est vrai qu'on a accusé un certain Joaquim Carpinteiro, qui demeurerait dans la même maison que Soares celui-ci étant absent. (Interrogatoire du subdélégué de Tahim annexé à la lettre du Président, du 11 mai 1862). Peut-être de cette manière pourrait-on expliquer l'existence chez Soares de quelques objets des naufragés.

Quant à l'accusation portée contre Soares, de ne pas avoir fait part du naufrage, et de n'avoir parlé à Rio-Grande que dans la journée du 12 de quelques cadavres qui parurent dans les environs de sa maison (Lettre du Consul du 20 juin 1861), quoiqu'il eût connaissance de ce fait ou d'autres qui avaient rapport au naufrage précédemment à ce jour, il n'est pas de son devoir d'en faire part, parce que la connaissance de ce fait était de la compétence respective de l'inspecteur du district du subdélégué.

Il paraît donc qu'il n'en revient aucune responsabilité pour le Gouvernement Impérial, ni pour ses propres actes, ni pour la conduite des autorités locales après qu'elles eurent connaissance du naufrage.

Serait-il par hasard responsable de ce qui est arrivé avant qu'il n'eût reçu les informations ; ou encore, peut-on attribuer la perpétration du crime à la négligence du Gouvernement, au laisser aller, ou à la connivence des autorités locales ?

On ne doit pas prétendre que l'on puisse empêcher de tels crimes sur les côtes vastes et désertes du Brésil quand encore aujourd'hui ces mêmes crimes se voient dans les pays les plus civilisés de l'Europe où le territoire est moins étendu et la population plus compacte, ce qui doit moins faciliter le crime et en faire découvrir les auteurs facilement.

M. Vereker (lettre du 20 juin 1861) dit que l'on suppose que le naufrage a eu lieu le 7 ou le 8 juin, que la nouvelle s'est répandue dans le district le 9; que le 12 le juge de paix mentionna à Rio-Grande que l'on avait trouvé des corps naufragés sur la plage et que seulement le 14 la nouvelle officielle arriva à Rio-Grande, envoyée par le subdélégué de Tahim, dont l'habitation est loin de la ville.

En raison de cela, le Consul anglais fait remarquer : que le juge de paix devait faire la communication du fait dans la journée du 9, que l'inspecteur du district qui déclara lui-même s'être rendu sur le lieu du naufrage le 11, devait prévenir immédiatement le subdélégué de Tahim, pour que celui-ci fît dresser procès-verbal des cadavres, et pour qu'il se rendît sur les lieux afin de garantir la propriété.

D'abord ce n'était pas dans les attributions du juge de faire cette communication, puisqu'il n'était pas autorité compétente.

Quant à l'inspecteur et au subdélégué, se trouvant aussi éloignés du lieu du naufrage que la ville de Rio-Grande, il ne leur fut pas possible de faire cette communication plus tôt. En effet, l'inspecteur demeure à plus de 6 lieues de l'endroit du sinistre; et le subdélégué de Tahim en est aussi éloigné au moins. Ces autorités n'ont appris le naufrage que par les habitants du lieu. Le 11 seulement, l'inspecteur averti de la veille se dirigea vers la plage en envoyant à la même date prévenir le subdélégué qui communiqua le fait au délégué de Rio-Grande. (Lettre du délégué du 18 septembre 1861). Le chef de police dit que le subdélégué malade, envoya appeler l'inspecteur et lui communiqua la nouvelle du naufrage, et que l'inspecteur resta pour garder les naufragés d'après l'ordre qu'il aurait reçu du subdélégué. (Lettre du 10 mai 1862).

Ainsi donc c'est le 7 ou le 8 que l'on suppose, d'après le dire de M. Vereker, qu'eut lieu le naufrage, et ce n'est que le 10 pour la première fois que l'autorité de la police en fut informée: il s'est donc écoulé deux ou trois jours pendant lesquels les déprédateurs ont eu largement le temps d'exécuter le crime.

Si la nouvelle ne se répandit dans le district que le 9, il n'y a rien d'étonnant que l'inspecteur qui demeure à six lieues de distance ne l'ait su que le jour suivant.

Et si l'inspecteur a été informé seulement le 10, il est évident qu'on ne peut le rendre responsable du retard de l'enquête antérieurement à ce jour.

— A quelle heure l'inspecteur a-t-il été averti le 10 — ?

On ne le sait pas. Mais comme il avait six lieues à faire sur des terrains sablonneux, on comprend qu'il ne soit parti que le 11 pour le lieu du naufrage.

Il envoya immédiatement avertir le subdélégué — encore huit lieues

de voyage. — Le subdélégué, malade, l'envoie chercher — encore huit lieues —.

L'inspecteur arrive dans la maison du subdélégué — encore huit lieues — et finalement le subdélégué fait prévenir le délégué de Rio-Grande — encore 16 lieues —.

Ce qui fait, par conséquent, quarante-six lieues de 3000 *bracas* ou 6840 mètres chacune, en trois jours (11, 12 et 13) sur des terrains très-mauvais, sans compter le temps voulu pour des entrevues, etc., près de 80 lieues de France.

Il semble qu'on ne peut pas dire qu'il y ait eu retard; même en voyageant nuit et jour et tuant des animaux, on n'aurait pu peut-être gagner un jour!

La propriété ne resta pas abandonnée depuis que l'autorité compétente eut connaissance du fait, puisque la plage fut gardée par la police depuis le 11 jusqu'au 14, époque à laquelle arriva la Commission d'enquête, et continua à l'être d'après la recommandation du juge municipal, par l'inspecteur accompagné de cinq gardes nationaux. (Dépêche du juge municipal du 18 septembre 1861; interrogatoire de Faustino José Silveira annexé à la dépêche du chef de police du 10 mai 1862).

Toute accusation portée contre l'inspecteur ou le subdélégué à cause du retard des communications ou de l'abandon de la propriété disparaît donc! Le simple fait d'être parent de Bento Venancio Soares ne constitue pas la complicité de l'inspecteur dans le crime, quand même Soares y aurait pris part, ce qui d'ailleurs n'est pas prouvé.

Au sujet des prétendus assassinats, on peut dire ce qui suit:

Le retard qu'il y a eu dans la communication du naufrage, l'aspect de la plage, la distance entre quelques cadavres, tout cela fait supposer au Consul qu'une partie de l'équipage a été assassinée. (Dépêche du 20 juin 1861).

M. Vereker exigeant le transport à Rio-Grande des cadavres qu'on avait enterrés, le chef de police expédia des ordres nécessaires au délégué pour qu'on procédât à une enquête afin de découvrir s'il y avait eu assassinat et quels en étaient les auteurs; immédiatement le délégué exécuta les ordres en transmettant ces mêmes ordres au subdélégué de Tahim (Dépêche du 20 juin 1861). Un cadavre enterré et trois cadavres sans sépulture ayant été découverts, ils furent immédiatement transportés à la ville de Rio-Grande, où, après avoir procédé à leur examen, le docteur José de Pontes França déclara que lesdits cadavres ne portaient aucune lésion extérieure ni aucun indice de violence, et que la cause de la mort était l'asphyxie par submersion. (Dépêche du chef de police du 1<sup>er</sup> juillet 1861).

Le président réitéra les ordres pour que l'on fit de nouvelles véri-

fications (dépêche du 11 juillet 1861), mais la nouvelle enquête n'amena aucun résultat.

Malgré cela le président ordonna encore au juge municipal de revérifier le prétendu fait.

Le juge, qui, en même temps que le Consul, eut occasion d'observer l'aspect de la plage, la distance des cadavres et les autres circonstances, déclara que le Consul n'avait d'autres inductions que celles basées sur la mauvaise renommée de l'endroit, et qu'il était persuadé que M. Vereker était injuste dans sa supposition. (Dépêche du chef de police du 10 mai 1861.)

Finalement une nouvelle enquête fut dressée par le délégué Dr. Camarim, et comme les précédentes, elle n'offrit pas de plus amples éclaircissements (*ibid.*). Le Consul ayant été invité à assister à cette dernière enquête, répondit au délégué qu'il ne pouvait l'accompagner sur les côtes de *Albardao*; mais que si sa présence était nécessaire on le prévint; et, il ajouta, qu'il n'était pas juste de lui attribuer, à lui spécialement, la supposition qu'il y eût un assassinat; que non-seulement, il n'avait jamais exprimé une telle opinion, mais que ces suppositions étaient avancées par des personnes qui avaient connaissance de toutes les circonstances. (Dépêche du 22 avril 1862.)

Le chef de police interrogea toutes les personnes qui demeuraient sur la côte de *Albardao*, les habitants du lieu du sinistre et beaucoup d'autres qui par hasard s'y trouvaient, indépendamment de l'aide du guarda-mor de la Douane. Tous nièrent l'assassinat. (Dépêche du chef de police du 10 mai 1862.)

Étant donc établi : que personne autre que le Consul n'avait pensé à un assassinat, et que le même M. Vereker éloignait de lui la paternité de cette idée; que des cadavres trouvés dans l'*Albardao* et examinés à Rio-Grande, aucun ne présentait de lésion externe, ni indice de violence, et que la mort avait été occasionnée par l'asphyxie par submersion.

Que l'argument tiré des distances existantes entre les corps, a été complètement contesté par le capitaine de frégate José-Pereira Pinto, lequel, après l'analyse des circonstances, déclare qu'il suffit de réfléchir sur la force du courant et des vents, sur la différence du poids entre un corps humain et une caisse de marchandises ou un morceau de bois, pour comprendre qu'il était impossible, que tout fut charrié sur le même point. (Informations annexées à la dépêche du président du 11 mai 1862.)

Que malgré cinq enquêtes faites successivement par divers fonctionnaires publics, il n'avait pas été impossible de trouver la sépulture de quelques-uns des naufragés, ce qui s'explique naturellement par les circonstances particulières de la formation du sol et de son conti-



nuel changement, puisque l'on sait que depuis « As Torres » jusqu'à Castillos dans l'État Oriental, la côte est toute de sable mouvant, sable que les vents déplacent tous les jours, et qui forment en une heure d'énormes montagnes, qui, une heure après, sont transportées en d'autres endroits. (Dépêche du président du 10 avril 1862.)

Le Gouvernement Impérial a conclu que l'accusation d'assassinat des naufragés manquait de fondement.

M. le Ministre anglais dit dans sa note du 25 octobre ce qui suit :

« Quand arrivèrent, le juge municipal, le Consul et d'autres personnes de leur suite, ils rencontrèrent l'inspecteur de *quarteirao* avec une force supérieure à la leur, et c'est pour cela que le juge municipal n'osa pas adhérer à la demande du Consul, pour que l'on montrât l'endroit où avaient été enterrés les naufragés. »

Ce fait ne se déduit ni de la dépêche du juge municipal dans laquelle il rend compte de l'enquête, ni de celle même de M. Vereker, en la même occasion. (Dépêches du 23 juin et 20 du même mois 1861.) Pourtant, par le contenu de la dépêche de M. Vereker, il paraît évident qu'il n'y avait aucune raison pour que Sa Seigneurie omît de parler du fait mentionné dans cette même dépêche.

Il est constant que les forces dont disposait l'inspecteur pour la police de la plage, n'étaient pas supérieures au nombre des personnes et à la force qui accompagnaient le juge municipal. La suite de celui-ci se composait du Consul, de l'adjutant du *guarda-mor*, de deux gardes et de quatre soldats, huit personnes. L'inspecteur avait à ses ordres cinq gardes nationaux. (Déposition de Faustino Jose Silveira, annexée à la dépêche du président le 1<sup>er</sup> mai 1862.)

Si illimitée que soit la confiance que M. Christie a en son Consul, il semble que les affirmations et les opinions plus ou moins fondées d'une seule personne, ne peuvent pas contre-balancer la complète absence de preuves, les actes de toutes les autorités, et les dépositions du grand nombre de témoins qui furent entendus en cette occasion.

Dans sa dernière note du 5 courant, M. Christie exige au nom de son Gouvernement une indemnité pour le pillage des naufragés et pour les cadavres.

Nous croyons que le Gouvernement Impérial, ni par ses propres actes, ni par le procédé des autorités locales, n'est responsable des désastres arrivés par suite du naufrage de la barque *Prince of Wales*, et que, par conséquent, la demande du Gouvernement de Sa Majesté Britannique n'est pas fondée; mais quand même elle serait fondée, il paraît qu'elle ne serait pas de facile exécution.

En premier lieu, pour quels cadavres Son Excellence exige-t-elle l'indemnité?

Ce n'est pas certainement pour les quatre corps qui furent trans-

portés à la ville de Rio-Grande, et dont la mort a été l'asphyxie par submersion. Ce ne peut pas être non plus pour les six autres qui se sont perdus dans les montagnes de sable à Albardao, parce que l'on ne sait pas à quelles âmes ils appartenaient et qu'il n'y a pas moyen de les distinguer de ceux qui furent engloutis par les ondes.

Quant au pillage des épaves, si on admettait l'exigence du Gouvernement Britannique, le Gouvernement Impérial serait seulement responsable pour la quantité et la valeur des objets volés, mais on ignore leur nombre et leur valeur. La mer, certainement, en a pris sa part.

M. Christie exige le paiement de toute la cargaison et frêt du navire; de cette manière, les effets du naufrage seront entièrement neutralisés.

En admettant le principe, y aura-t-il quelqu'un qui se rendrait responsable des crimes des déprédateurs, de l'ineptie ou de la mauvaise foi des capitaines, de la furie des vents et des ondes? Le Brésil sera responsable de tout cela et les Compagnies d'assurance ne pourront avoir un meilleur protecteur que la côte du *Albardao* ou quelque autre côte déserte de l'empire.

---

**Memorandum du Gouvernement brésilien sur l'affaire relative  
aux officiers de la frégate *la Forte*.**

La Légation de Sa Majesté Britannique ayant réclamé contre le procédé attribué au commandant et aux soldats du détachement de Tijuca envers quelques officiers de la frégate anglaise *Forte*, le Gouvernement impérial a dû s'informer des faits par l'entremise des autorités compétentes, afin d'être en mesure de former un jugement certain sur la réclamation et la résoudre avec justice, attendu que personne ne peut être condamné sans preuves, celles-ci ne pouvant être substituées par les simples allégations de plaignants.

Le fait s'est passé dans un endroit retiré : il était donc obligatoire d'entendre le commandant du détachement, ainsi que les soldats qui pratiquèrent ce fait dans l'exercice de leurs devoirs ; il faut ajouter que les informations données par ces agents de la force publique ont été confirmées par deux personnes complètement étrangères à la question ; à savoir : MM. Benet et Muller.

M. Christie a désiré avoir les copies de ces interrogatoires qui lui ont été franchement confiées dans leurs originaux. Son Excellence a remis plus tard au Gouvernement les contestations faites à ces interrogatoires par le chapelain Cleminger, le lieutenant Pringle et l'élève de marine Hornby.

Certainement M. Christie ne pourra pas s'empêcher de reconnaître que si honorable que soit le caractère de ces messieurs, leurs allégations ne sont pas suffisantes pour constituer des preuves en justice, même lorsqu'il n'y aurait pas de preuves contraires, parce qu'elles proviennent des plaignants eux-mêmes ; ce serait contraire à tous les principes et extrêmement dangereux de condamner l'accusé sur les simples dépositions de l'accusateur.

Si la Légation de Sa Majesté Britannique ajoute foi à ce qu'ont dit les officiers de sa marine, il n'y a pas de motif pour que le Gouvernement Impérial la refuse à ses agents.

Il y a, toutefois, la circonstance que les dépositions des agents brésiliens ont été corroborées par des témoins complètement désintéressés, ce qui porte quelque lumière sur cette difficile question dans les esprits sans prévention et pousse le magistrat impartial à croire que la vérité était du côté où apparurent les déclarations de personnes absolument étrangères au fait sur lequel on informait.

M. Christie se plaint qu'on n'ait pas encore donné de solution à sa note du 19 août. — Que pouvait donc faire en vérité le Gouvernement Impérial ?

Il n'y avait plus de témoins à interroger ; toutes les preuves possibles étaient recueillies ; et ce qui se présentait de nouveau contre elles n'était que les contestations des plaignants.

Les officiers anglais manifestèrent le désir d'être confrontés avec l'allemand Muller dont ils récusèrent la déposition. Cependant le chef de police informe qu'à partir du 2 juillet ces officiers n'ont plus reparu, s'abstenant volontairement d'assister aux interrogatoires de MM. Benet et Muller.

On ne s'opposerait pas à l'emploi de ce recours, s'il pouvait en résulter quelque éclaircissement pour la question.

Ces observations préliminaires sur la généralité du procès étant faites, il convient de répondre aux divers points de la Note de M. Christie du 19 août dernier.

Observez que des quatre témoins qui ont rapporté d'une manière circonstanciée le début de la question, un seul pouvait parler avec connaissance propre, les autres n'ayant pu répéter que ce qu'ils avaient entendu de celui-là dont le témoignage a été fidèlement reproduit.

Il importe aussi que M. Christie considère qu'en outre du commandant du détachement, quatre soldats ont été interrogés.

Il est vrai que le commencement du conflit était avec la sentinelle ; mais il est vrai aussi que celle-ci a jeté aussitôt le cri d'alarme et que les autres soldats qui se trouvaient au corps de garde vinrent immédiatement à son secours, assistant tous, commandant et soldats, à la lutte qui s'engagea.

Toutes les dépositions s'accordent à attester que la sentinelle était à son poste; que l'agression partit des officiers plaignants; que déjà, avant d'arriver au détachement, ils avaient insulté la patrouille qu'ils avaient rencontrée en route, et qu'en face du corps de garde ils avaient arrêté un passant qui montait la côte à cheval.

Donc, il résulte évidemment de ces déclarations que les soldats et leur commandant avaient assisté au conflit, et que leurs dépositions se rapportaient aux faits dont ils avaient été témoins oculaires.

M. Christie dit encore : Les officiers anglais ont déclaré que le commandant n'avait paru que dix minutes après leur emprisonnement, et qu'en conséquence de cela sa déposition ne méritait pas de crédit; car ayant déclaré ce qu'il n'avait pas vu avant, on pouvait supposer qu'il eût déclaré ce qu'il n'a pas vu après; que s'il était absent lorsque le désordre a commencé, il est présumable qu'il n'eût pas avoué une infraction à ses devoirs. »

Les allégations des officiers anglais sont contredites non-seulement par les déclarations du commandant, mais aussi par celles des soldats du détachement qui s'accordent toutes à dire que, au cri d'alarme de la sentinelle, le commandant se présenta et mit fin à la dispute des officiers jusqu'au moment de leur emprisonnement.

Que M. Christie note bien que le commandant n'avait aucune raison s'il avait été absent pour ne pas le dire, car il pouvait bien s'être éloigné à dix minutes de distance du corps de garde, pour un service quelconque, sans qu'on eût pu lui imputer la moindre faute dans l'accomplissement de ses devoirs.

M. Christie regrette que le chef de police, dans la déclaration qu'il fit à M. le Ministre de la Justice, à la date du juillet, ait expliqué par l'imputation d'ivresse l'élargissement des officiers anglais et cela sans enquête ou justification quelconque, et il ajoute qu'une telle imputation n'est pas mentionnée dans l'information du commandant du détachement de la Tijuca au subdélégué d'Engenho Velho, la seule qu'ait reçue en cette occasion le chef de police.

Ce magistrat a déclaré qu'il avait ordonné l'élargissement des officiers, trouvant qu'il n'y avait pas matière à procès, attendu que les actes pratiqués par ces officiers n'étaient que le résultat de l'état dans lequel ils se trouvaient alors.

Que M. Christie me permette de lui observer que le chef de police, bien qu'il n'eût pas encore procédé à un interrogatoire en forme, savait que, lorsque le conflit eût lieu, les officiers venaient de faire une partie de plaisir, après laquelle presque toujours une certaine excitation et l'hilarité se manifestent, ce qui arrive même aux hommes les plus raisonnables, principalement lorsqu'ils sont jeunes, sans que cela porte atteinte à leur caractère.



C'est pour cela que le chef de police attribua le procédé des officiers à cette excitation, n'ayant certainement aucune raison pour croire qu'en d'autres circonstances ils eussent voulu se jouer de la force publique et encore moins en venir aux mains avec elle.

Il jugea donc qu'il n'y avait pas matière à procès et fit mettre en liberté les officiers, car l'enquête à laquelle on procéda postérieurement était plutôt pour se rendre compte de la conduite des agents de la force publique que pour accuser les dits officiers.

Assurément la raison d'appartenir à la marine de Sa Majesté Britannique, l'intervention de leurs supérieurs et celle de leur Consul devaient faire prendre en considération par le chef de police la cause de ces officiers. Et s'il n'a pas fait mettre ses officiers plus tôt en liberté, c'est-à-dire, lorsqu'il a été sollicité par M. le commandant Saumarez, c'est parce que, en cette occasion, il n'avait pas encore reçu la déclaration officielle du subdélégué, par laquelle il pouvait connaître le motif de la prison et avoir les officiers arrêtés à sa disposition.

Le chef de police, dans son information du 5 juillet, ne fait que reproduire les allégations contenues dans l'interrogatoire.

Les officiers nient qu'ils aient été ivres, et se plaignent qu'on leur fasse une telle imputation. Mais ce qui a été dit sur ce point se trouve dans les déclarations de Robert Benett et de Rodolphe Muller.

On comprend que dans cet état, les officiers se soient conduits de la manière exposée par les témoins; et à tel point qu'on ne s'expliquerait pas, qu'on ne comprendrait point que la sentinelle, sans aucune provocation, fût sortie de son poste, qui est éloigné de la route, pour attaquer trois individus qui eussent passé tranquillement sur cette même route.

Le chemin de la Tijuca est l'un des plus fréquentés des environs. Le détachement se trouve placé là depuis longtemps et aucune réclamation ne s'est encore fait jour contre les actes de violence ou les excès de la part des soldats qui le composent; ce qui induit à conclure que ce serait avec les officiers anglais que sans provocation le premier acte aurait eu lieu.

On comprend que la sentinelle ayant été provoquée et qu'une lutte entre les officiers anglais et les soldats du détachement s'en étant suivie, il a été nécessaire d'employer quelque rigueur pour emprisonner ces officiers. Quant à avoir été traités avec urbanité, après avoir été arrêtés, ils le reconnaissent eux-mêmes.

C'était assurément animé du désir de connaître leurs noms et qualités, et de pouvoir s'entendre avec eux que le commandant du détachement a envoyé chercher un interprète. Et comment est-il donc possible, qu'après que ces officiers eussent donné leurs noms et qua-

lités par écrit, le commandant ait jeté le papier à terre après en avoir fait lecture?

Les officiers anglais disent qu'un Autrichien leur a servi d'interprète, et a expliqué complètement au commandant leurs qualités et professions, et qu'ils ont répondu à toutes ses questions.

Mais non-seulement le commandant et les soldats nient qu'il y ait eu une telle déclaration, mais ils affirment au contraire que, l'un des officiers ayant écrit son nom, un autre prit le papier, le déchira et le jeta à terre; et l'Autrichien lui-même, auquel se rapportent les officiers, l'interprète Muller a déclaré qu'en expliquant aux officiers le motif de la prison, il leur a demandé leurs noms et professions et qu'ils ont répondu rudement, sans jamais déclarer quoi que ce soit.

On comprend, en quelque sorte, que les officiers, confus de se trouver pris, n'aient pas voulu faire connaître leur qualité et profession, et qu'ils se contentèrent pour le moment de la menace qu'ils déclarèrent eux-mêmes avoir adressée au commandant du détachement, « que bientôt ils lui feraient rendre compte de sa conduite. »

Le jour suivant, les officiers étant envoyés à la ville, le commandant, dans le rapport de la remise des prisonniers, n'a pas déclaré leurs noms, n'ayant aucun motif pour en agir ainsi, car il convenait avant tout de faire cette déclaration s'il les avait connus.

Ce n'est qu'après avoir été à la police que leur Vice-Consul britannique déclara qu'ils étaient officiers de la marine anglaise et qu'ils furent alors immédiatement transférés de la police civile à la prison militaire où ils séjournèrent peu de temps et d'où ils sortirent aussitôt que le subdélégué les eût mis à la disposition du chef de police, en déclarant le motif de la prison.

Que M. Christie veuille bien observer que les officiers nient qu'ils eussent porté des cannes, disant que M. Clemenger n'avait qu'un parapluie à la main; malgré cela, dans le rapport adressé le 24 juillet par M. Christie à l'amiral Warren, il est dit que les soldats ont pris aux officiers leurs parapluies et leurs cannes.

Dans la réfutation de la déposition du commandant, les officiers ont dit *qu'aucun d'eux* ne portait de flacon de métal accroché en bandoulière, mais que M. Clemenger en avait un; c'est justement ce qu'a dit le commandant en ajoutant que le flacon contenait un reste de boisson, bien que les officiers disent qu'il ne contenait rien.

Les officiers disent encore que ne parlant pas portugais, ils n'ont pu se moquer des soldats brésiliens. M. Christie conviendra cependant que ce n'est pas cette raison qui a empêché les officiers de faire du persiflage, car bien qu'ils ne sussent pas la langue du pays, ils ont déclaré eux-mêmes qu'ils avaient fait comprendre au commandant qu'ils ne tarderaient pas à lui faire rendre compte de sa conduite.

Messieurs les officiers nient tout ce que les témoins ont déposé à leur charge. M. Christie aura cependant la bonté de considérer que les dénégations des parties intéressées ne peuvent servir de preuve en justice, ni neutraliser les dépositions des témoins impartiaux, d'autant plus que les allégations des officiers ne paraissent pas toutes vraisemblables.

Il y aurait lieu de se plaindre si l'on avait constaté, par le costume ou par quelqu'autre déclaration, que les dits officiers appartenaient à la marine de Sa Majesté Britannique; mais il est constaté au contraire qu'ils étaient vêtus en bourgeois et qu'ils n'ont fait aucune déclaration; on constate enfin que dès que leur qualité fut reconnue, on les a mis immédiatement en liberté, n'ayant pas d'ailleurs matière pour adresser à cet égard une communication à la Légation de Sa Majesté Britannique.

Le Gouvernement Impérial ne doute pas que M. Christie ayant le rapport sous les yeux, et appréciant avec impartialité cette franche et loyale exposition, jugera convenable de prendre en considération l'objet de la présente réclamation.

Le 27 de décembre 1862.

---

**M. Christie au marquis d'Abrantès.**

Rio de Janeiro, 30 décembre 1862

Monsieur le Marquis,

J'ai lu avec regret la note d'hier de Votre Excellence, car j'ai vu par elle que tous les efforts que j'avais faits pour prévenir la nécessité de donner suite à mes dernières instructions ont été vains, et qu'il est inutile de chercher d'autres moyens de persuasion.

Je dois maintenant répondre à votre note d'hier, ainsi qu'à la précédente datée du 18, faisant observer à Votre Excellence que je n'ai pas encore répondu par écrit à cette dernière, et je juge convenable de faire une courte narration de ce qui s'est passé entre nous depuis le 20 pour compléter et rectifier la note de Votre Excellence.

Dans l'une de mes notes du 5 courant, je n'avais pas fixé de délai péremptoire, comme il plaît à Votre Excellence de le dire, cependant j'avais sollicité de Votre Excellence qu'elle voulût bien répondre aux exigences du Gouvernement de Sa Majesté Britannique sur les deux questions *Prince of Wales* et de la *Forte* jusqu'au 20 de ce mois. N'ayant pas été avisé dans l'intervalle par Votre Excellence qu'il y aurait quelque difficulté à satisfaire à ma demande, je suis venu de Pétersbourg, où, comme le sait Votre Excellence, je suis forcé de résider pour ma santé, à Rio, le 20, afin de recevoir les réponses attendues et être

en mesure d'entrer en conférence avec Votre Excellence pour savoir avec certitude quand je pourrais compter sur ces réponses; et M. Brodie a été informé que la réponse sur l'une des deux affaires n'était pas encore prête, parce que Votre Excellence attendait un document du Ministère de la justice, mais que je pouvais compter recevoir les réponses le lundi 22. Ce jour-là j'ai reçu une courte note de Votre Excellence me proposant d'en référer à Londres sur les deux questions, ne discutant ni l'une ni l'autre question et ne se rapportant à aucun document du Ministère de la justice; ces réponses, bien qu'elles ne fussent pas prêtes le 20, portaient la date du 18.

Quelques heures après la réception de cette Note, j'ai visité Votre Excellence. Je lui ai dit que mes instructions ne permettaient pas d'accepter sa réponse. Je lui ai observé qu'on n'alléguait aucune matière nouvelle pour être soumise à la considération du Gouvernement de Sa Majesté, et que s'il en existait, on devait me la soumettre, puisque j'étais muni par le Gouvernement de Sa Majesté des instructions nécessaires pour négocier ici ces affaires.

Me rapportant à votre allégation que je n'avais pas pris compte des explications que Votre Excellence, et plus particulièrement le Ministre de la justice m'avaient données verbalement, j'ai demandé à Votre Excellence, quelles étaient celles que j'avais niées les connaissant et Votre Excellence a avoué qu'aucune explication ne m'avait été donnée après les interrogatoires auxquels avait procédé le chef de police.

Votre Excellence dit que j'ai éludé mes entrevues avec Votre Excellence et avec le Ministre de la justice avant qu'on eût procédé à cet interrogatoire, parce que c'est mon unique but d'insister pour une investigation complète, qu'aucun de nous n'était en mesure de discuter la question, Votre Excellence ne pouvant me donner des explications, lors même que j'en eusse manifesté le désir.

J'ai rappelé à Votre Excellence qu'après avoir reçu les dépositions, je lui ai demandé une entrevue afin de discuter la question et que Votre Excellence a déclaré qu'elle n'était ni préparée ni en mesure de la discuter et qu'elle n'a pas marqué un jour pour une conférence.

C'est après cette inutile entrevue que j'ai adressé à Votre Excellence ma Note du 19 août, à laquelle on n'a pas daigné répondre à la partie qui annonce à Votre Excellence le désir des trois officiers d'être confrontés avec Muller. J'ai appelé aussi votre attention sur les allégations que les dépositions m'avaient été confiées particulièrement et j'ai insisté sur le droit que j'avais de les demander et de les recevoir; rappelant à Votre Excellence que M. Sinimbu m'avait remis les originaux, car lorsque j'ai insisté pour les avoir, après un retard inattendu et sans motif, Votre Excellence convint qu'on ne ferait aucune démarche pour me remettre les copies, comme on me l'avait promis.



J'ai représenté à Votre Excellence, d'ailleurs sans discuter la convenance de la mesure, qu'elle se trompait si elle supposait recourir de ma délibération à celle du Gouvernement de Sa Majesté, parce que le recours aurait lieu de lui-même, chaque note et les documents sur les deux affaires ayant été envoyés à lord Russell.

Le Gouvernement de Sa Majesté avait jugé les questions, formulé les exigences et m'avait transmis des instructions complètes.

Enfin, j'ai annoncé à Votre Excellence que j'avais ordre de m'adresser à l'amiral anglais dans le cas où l'on ne satisferait pas à ces exigences, et j'ai demandé à Votre Excellence de recevoir cette communication selon l'esprit avec lequel elle était faite, ne comportant en aucune manière la menace, et n'ayant pas reçu d'instruction pour donner d'avance cette information à Votre Excellence; mais espérant par ce procédé, que je prenais sous ma propre responsabilité, de concourir à éviter des événements désagréables.

« J'ai donné confidentiellement cette information à Votre Excellence, afin que Votre Excellence la communiquât confidentiellement aussi à ses collègues et je n'ai pas obtempéré à la requête de Votre Excellence de donner cette information par écrit. J'ai ainsi procédé, surtout parce que mes instructions ne m'autorisaient pas à donner cet avertissement et aussi à cause d'une considération qui, je crois, peut encore être appréciée. J'ai jugé qu'une Note telle que Votre Excellence l'exigeait pouvait avoir l'apparence d'une menace au Gouvernement Impérial.

Votre Excellence n'a pas insisté et je lui demandai alors s'il serait possible que l'on me fit savoir, dans l'après-midi du lendemain (23), si le Gouvernement Impérial se désistait ou non de sa décision de réserver les questions à Londres.

Votre Excellence ayant manifesté le désir que ce délai soit prorogé, j'ai offert d'attendre jusqu'au samedi 27; et dans la matinée du jour suivant, 28, je fus encore faire une visite à Votre Excellence et lui renouvelai qu'elle eût à se préparer à me donner une réponse sur la question fondamentale de satisfaction jusqu'au 29 dans la journée. Votre Excellence a omis de rappeler la raison principale alléguée par moi pour justifier mon désir d'éviter un retard inutile.

On disait que les maladies commençaient à se propager parmi les équipages des navires britanniques qui attendaient dans le port, et j'ai à rappeler que, bien que ce motif ne dût pas m'influencer en pareille circonstance je ne pouvais m'empêcher de le mentionner à Votre Excellence, afin d'insister pour une solution aussi prompte que le permettrait le temps suffisant pour délibérer dûment. Votre Excellence a accepté les délais que j'avais proposés et n'a exprimé aucun désir d'obtenir un terme plus éloigné pour cette délibération.

Le 27 au matin, comme il était convenu, j'ai encore visité Votre Excellence et nous avons eu une conférence de quelques heures ; Votre Excellence ordonna alors que les deux *memoranda* qu'accompagnait une copie de sa note d'hier fussent discutés librement. J'ai suggéré quelques rectifications d'erreurs lorsque furent lus, en sa présence, des faits dans le *memorandum* relatif à la question du *Prince of Wales*, et je vois avec plaisir qu'elles ont été faites dans la copie qui vient de m'être adressée. En prenant congé de Votre Excellence, j'ai demandé la permission, qui m'a été accordée, d'emporter les *memoranda* afin de pouvoir les relire avec attention ; et lorsque Votre Excellence est venue me visiter le même soir, je lui ai développé les *memoranda* en disant que je les avais lus et médités et que je n'y avais rien trouvé qui pût modifier matériellement les opinions du Gouvernement de Sa Majesté sur la ligne de conduite qui m'avait été tracée.

Le jour suivant, de bon matin, Votre Excellence m'a envoyé son secrétaire particulier, et en réponse au message qu'il m'apporta de la part de Votre Excellence, je ne pouvais que répéter ce que je lui avais dit la veille au soir.

Les deux *memoranda* ne présentaient, ni un seul fait nouveau, ni un argument de quelque importance.

Ils justifiaient entièrement les autorités brésiliennes. Ils n'admettaient pas la plus légère parcelle de raison dans les opinions et les exigences du Gouvernement de Sa Majesté. Ils n'offraient aucune espèce de satisfaction, différente ou moindre que celles exigées par le Gouvernement de Sa Majesté.

Par le fait, elles constituaient un refus complet de réparation.

Dans les *memoranda*, on ne voit pas plus que dans les précédentes notes de Votre Excellence la plus petite preuve de ce désir qui, selon Votre Excellence, anime le Gouvernement Impérial pour régler amicalement les deux questions. Votre Excellence a eu la bonté d'admettre dans sa note d'hier qu'il y avait quelque fondement dans plusieurs des opinions de la Légation de Sa Majesté, malgré l'inexactitude de l'ensemble, sans cependant pousser la condescendance jusqu'à nous indiquer les points sur lesquels nous aurions pu éviter l'erreur. Notre discussion sur l'un des *memoranda*, celle sur la question du *prince of Wales*, a caractérisé un fait nouveau de quelque importance, et ce nouveau fait est sérieusement préjudiciable à la position du Gouvernement Brésilien.

Son Excellence s'est donné beaucoup de peine dans l'une de ses notes pour me convaincre que l'inspecteur de district Faustino n'avait pas été démis pour une négligence coupable dans l'accomplissement de ses devoirs, mais, purement et simplement, à cause d'un petit retard, peu important, dans la communication de la nouvelle du naufrage.

Il paraît, d'après le rapport du chef de police de Rio-Grande, du 10 mars 1862, que la principale cause de la démission de Faustino fut d'avoir élargi un prisonnier qui avait été pris ayant entre ses mains des objets volés dans le naufrage. Non-seulement il a été démis, principalement pour cette raison, mais encore le juge de droit a reçu l'ordre de procéder contre Faustino pour cet acte coupable. Votre Excellence supprime encore ce fait dans le *memorandum* qu'elle m'a envoyé, bien que sous d'autres rapports elle ait été exacte; et cela me surprend d'autant plus que nous avons établi clairement le fait de la démission de Faustino à cause de son procédé de haute culpabilité.

Les nations civilisées, auxquelles le Gouvernement Impérial prétend maintenant en appeler, jugeront jusqu'à quel point un tel acte concourt à justifier les accusations générales de connivence et de mauvaise conduite établies par le Consul de Sa Majesté contre Faustino et le juge de paix Soares, son beau-frère, accusations admises par le Gouvernement de Sa Majesté; et les dites nations remarqueront la persévérante suppression de ce fait par Votre Excellence, et la non moins persévérante négation de la culpabilité de Faustino, comme dans l'allégation de sa note du 18 à l'égard des explications verbales qui m'avaient été données dans la question de la *Forte*, lesquelles ne m'ont jamais été données, ce qui indique une manière si incompatible avec la parfaite franchise de traiter de pareilles questions.

Votre Excellence, dans la Note d'hier, s'est singulièrement et sérieusement trompée, en établissant l'exigence du Gouvernement de Sa Majesté dans le cas du *Prince of Wales*. Votre Excellence parle de l'indemnité exigée pour les assassinats supposés. A la vérité, le Gouvernement de Sa Majesté sait qu'il existe de fortes présomptions à l'égard d'assassinats commis sur les personnes de l'équipage. Cependant il a borné strictement son exigence d'indemnité pour la propriété volée. Une telle erreur commise par Votre Excellence en matière si importante, doit d'autant plus étonner, que j'avais notifié cette erreur dans le *memorandum* sur la question de la *Forte*. Je dois protester contre l'assertion de Votre Excellence, que M. Benett, respectable propriétaire de l'hôtel de la Tijuca, soit un témoin contraire aux officiers. Qu'a dit M. Benett? Qu'il avait entendu les voix des trois officiers, lorsqu'ils passaient par sa demeure après avoir quitté l'hôtel, qu'ils paraissaient joyeux (*in good spirits*) et qu'ayant été informé de leur emprisonnement, il avait demandé à l'hôtel ce qu'ils avaient bu à dîner, et qu'il sut qu'ils avaient pris deux bouteilles de bordeaux et une demi-bouteille de cognac, entre eux tous. C'est-à-dire que trois hommes qui ont marché depuis le grand matin ont bu deux bouteilles de faible vin français et pris chacun un verre de cognac avec leur café. Y a-t-il en cela quelque preuve contre les officiers? On

fait ajouter à M. Benett, et en effet, il ajoute, en réponse à une question indéterminée, qu'ils ne savaient pas ce qu'ils avaient pu boire entre son hôtel et le corps de garde de la Tijuca. Comment pouvait-il savoir ce qu'ils avaient bu ailleurs? Cette incertitude de M. Benett prouvera-t-elle qu'ils aient bu ailleurs?

Quant au témoin Muller, qui est, selon la pensée de Votre Excellence, l'unique témoin désintéressé, il n'est pas douteux que sa déposition soit contraire aux officiers; mais il suffit de répéter que les officiers ont demandé à être confrontés avec lui et que depuis quatorze mois Votre Excellence ne leur a jamais fourni cette occasion et n'a pas eu même la condescendance de répondre à la note du ministre de Sa Majesté.

Votre Excellence dit, à l'égard des officiers de la *Forte*, que le Gouvernement est convaincu que les autorités de police n'ont pas manqué au respect dû à la marine britannique par leur procédé envers les trois individus vêtus en bourgeois qui ont refusé de déclarer leurs noms et qualités. Ce langage renferme une accusation continue de fausseté bien caractérisée contre les trois officiers, dont l'un est l'aumônier de la frégate; et j'ai la certitude d'aller au-devant du jugement de Sa Majesté en disant qu'un tel langage aggrave sérieusement la responsabilité du Gouvernement impérial par l'outrage et l'avilissement dont furent victimes les trois officiers et par l'affront fait en leurs personnes à la marine de Sa Majesté.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne déclinera pas l'appel annoncé par Votre Excellence au monde civilisé.

Dans sa note d'hier, Votre Excellence soutient de nouveau l'appel qu'elle a jugé convenable de faire au Gouvernement de Sa Majesté de ma délibération.

Votre Excellence pense-t-elle que j'aurais pris sur moi de formuler mes notes du 5 et les exigences de leurs conclusions? Qu'il me soit encore permis de dire qu'un tel appel de la délibération d'un ministre à son gouvernement est contraire à tous les usages et précédents, et je suis certain qu'il aurait été sommairement repoussé par le Gouvernement Britannique.

J'aurais eu raison d'être blessé, s'il m'avait convenu de l'être, pour l'insinuation d'injustice que Votre Excellence a jugé convenable de lancer contre moi; mais je ne veux pas introduire d'élément personnel dans ces discussions, et Votre Excellence sait que dans nos conférences je n'ai fait aucune allusion à cette insinuation imméritée. Il arrive, toutefois, que dans une autre note, datée seulement de trois jours plus tard, du 21, Votre Excellence s'adresse avec confiance, sur un sujet important, aux lumières de mon esprit, pour obtenir une opinion méditée et bienveillante. J'avoue que l'insinuation d'injustice



de la note de Votre Excellence du 18 m'empêche de priser ce compliment, et d'un autre côté celui-ci sert à neutraliser la censure actuelle de Votre Excellence.

Une chose compense l'autre; et en pareil cas, je puis dire à Votre Excellence sans lui manquer de respect, que je suis aussi indifférent aux éloges qu'à l'insinuation.

Une récente publication diplomatique offre un précédent au sujet de l'appel que Votre Excellence entendait faire de moi à mon gouvernement. Le Ministre mexicain à Paris, en septembre 1861, essaya d'en appeler du Ministre français au Mexique à M. de Thouvenel. Ce dernier interrompit vivement le ministre mexicain en lui disant : « Nous ne voulons pas recevoir vos explications; nous avons entièrement approuvé la conduite de M. de Saligny, et d'accord avec l'Angleterre nous avons ordonné qu'une escadre composée de navires des deux nations exigera convenable satisfaction du gouvernement du Mexique; et votre Gouvernement saura de notre Ministre et de notre amiral quelles sont les exigences de la France. » (Papiers relatifs au Mexique communiqués au congrès des États-Unis en mai 1862). C'est pour moi une satisfaction de penser, qu'ayant fermement repoussé un tel appel, j'ai épargné à votre Ministre à Londres une pareille déception.

Bien que le Gouvernement de Sa Majesté espérât que les exigences auraient été acceptées, il a jugé prudent de prendre ses mesures pour le cas d'un refus; et l'amiral Warren, commandant en chef de l'escadre de Sa Majesté dans ce poste, procédera de suite, conformément aux instructions qui lui ont été fournies, à faire les démarches nécessaires pour exercer des représailles sur la propriété brésilienne.

La propriété qui aura été prise sera retenue en garantie jusqu'à ce que le gouvernement de Sa Majesté obtienne la satisfaction que le gouvernement de l'Empereur a entièrement et péremptoirement refusée, à moins d'y être contraint par une force supérieure.

Il est inutile de dire à Votre Excellence que les représailles sont une manière convenue et reconnue par les nations d'obtenir justice quand on la refuse d'une autre manière, et qu'elles ne constituent pas le fait de guerre.

Les mesures qui seront prises par l'amiral Warren sont dans les limites de l'état de paix. Il dépend du gouvernement de l'empereur de rester dans ces limites ou de les dépasser. Dans la vive espérance que la paix ne sera pas troublée et dans l'ardent désir que les relations cordiales que la Grande-Bretagne a toujours cherché à entretenir avec le Brésil reviennent, mais qui ne peuvent exister si le Gouvernement brésilien refuse avec persévérance la réparation des injures faites aux sujets britanniques, je prie Votre Excellence et ses

collègues de se rappeler qu'une grande responsabilité pèsera sur le ministère, qu'une violente résistance aux représailles ou des offenses faites aux Anglais résidant dans le pays ou à leurs propriétés le mettraient dans les plus grandes et les plus déplorables complications.

L'amiral Warren emploiera tous les efforts possibles à exécuter ses instructions de manière à éviter les conflits hostiles.

*Signé : W. D. CHRISTIE.*

**M. Christie à l'amiral Warren.**

(Extrait.)

Rio de Janeiro, 30 décembre 1862.

Le Gouvernement Brésilien ayant complètement et péremptoirement refusé, à moins d'y être contraint par une force supérieure, d'accorder les demandes que je lui ai adressées par ordre du Gouvernement de Sa Majesté pour le pillage des épaves du *Prince de Galles* et pour obtenir satisfaction du traitement indigne infligé à trois officiers de votre pavillon de la part de la police de Tijuca et de Rio, il est maintenant de mon devoir de vous inviter à mettre à exécution, selon votre jugement, les instructions du Gouvernement de Sa Majesté, quant à des mesures de représailles.

Le même jour, 30 décembre, une circulaire de M. Christie avisait les Consuls Britanniques au Brésil de l'ordre donné à l'amiral Warren.

**Le marquis d'Abrantès à M. Christie.**

Rio de Janeiro, 31 décembre 1862.

J'ai reçu aujourd'hui vers dix heures du matin la note datée d'hier que M. William Dougal Christie, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, a bien voulu me faire tenir, en réponse à celle que je lui ai dirigée à la date du 29, et dans laquelle je lui ai communiqué la solution péremptoirement exigée du Gouvernement Impérial, sur les réclamations se rapportant au naufrage du trois mâts *Prince of Wales* et à l'événement arrivé à la Tijuca à quelques officiers de la frégate *Forte*.

La note de M. Christie, vu les termes dans lesquels elle est conçue, loin de résoudre amicalement et pacifiquement ces questions, comme cela conviendrait, aggrave peut-être la situation difficile et pénible où se trouvent placées les relations du Gouvernement impérial avec la légation de Sa Majesté Britannique.

Reconnaissant donc, une fois de plus l'inutilité de l'emploi de quelques efforts ultérieurs pour amener M. Christie à la conviction que son insistance dans la poursuite de ces réclamations n'est ni plus juste ni mieux fondée que la manière dont il se propose d'en finir ; et afin d'éviter une discussion infructueuse et inconvenante , je serai très-bref dans ma réponse.

Je dois avant tout rectifier quelques propositions de la note de M. Christie que je ne puis laisser subsister.

La première est celle qui se rapporte à l'altération que M. Christie suppose avoir été faite au *memorandum* relatif au navire *Prince of Wales*.

J'affirme à M. Christie qu'aucune altération ou modification n'a été faite à ce *memorandum*, une copie de celui qu'a entendu lire M. Christie et qui se trouve encore dans mon cabinet lui ayant été remise.

Dans le *memorandum* sur les officiers de la *Forte* et d'accord avec M. Christie une petite altération a été faite dans la partie où il était dit que les officiers avaient déclaré ne pas avoir eu de cannes lorsque l'amiral dans son rapport du 24 juin, adressé à M. Christie, avait dit que les soldats leur avait enlevé leurs parapluies et leurs cannes.

M. Christie observant que les officiers n'avaient pas nié qu'ils eussent porté des cannes, mais seulement qu'ils s'en fussent servi, on substitua, dans le *memorandum* le mot *aient porté* par les mots *se soient servis*.

La seconde rectification concerne la dénégation que fait M. Christie d'avoir exigé une indemnité pour les prétendus assassinats.

Cependant, M. Christie, expliquant mieux maintenant sa pensée, déclare que ce qu'il exige est une indemnité aux parents des morts, pour la propriété qu'il suppose leur avoir été volée.

L'explication ne change pas toutefois les allégations constantes du *memorandum* puisque l'on ne cesse d'ignorer de quels corps veut parler M. Christie, et en admettant que ce soit des quatre corps qui ont été portés d'Albardao à Rio-Grande, il resterait encore à savoir de quelle propriété ils ont été dépouillés, observation qui d'ailleurs s'appliquerait aussi aux autres.

M. Christie dit que le Gouvernement Impérial ne lui a fait aucune proposition et que dans l'un et l'autre *memorandum* toutes les exigences de la légation sont repoussées.

Je rectifie cette proposition en observant que M. Christie n'a donné ni le temps ni l'opportunité au Gouvernement Impérial pour qu'il pût présenter quelque proposition.

Lorsque les notes de M. Christie du 5 du courant ont été reçues, dans l'une desquelles le 20 était fixé comme délai pour donner les réponses, le Gouvernement Impérial, après mûre réflexion a reconnu

qu'il ne pourrait pas s'entendre avec M. Christie sur un pareil sujet, et que le concours le plus utile et le plus convenable à employer, dans l'intérêt des bonnes relations des deux pays, était d'en appeler directement au Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

C'est ce que j'ai communiqué à M. Christie par ma note du 18.

On voit déjà que jusqu'alors le Gouvernement Impérial s'était réservé de traiter les sujets en question avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et que par conséquent, il ne lui convenait pas d'adresser aucune proposition à M. Christie.

Le 22, M. Christie, vint me dire que l'appel projeté ne pouvait avoir lieu, me déclarant ensuite que si ses exigences n'étaient pas satisfaites il avait ordre de recourir à l'amiral.

Ce fut donc de la part de M. Christie qu'est venue l'impossibilité de quelque proposition amicale, attendu qu'il accompagna son insistance dans ses réclamations d'un ultimatum positif.

M. Christie observe que j'ai consenti à ce qu'on ne lui fit aucune communication verbale à l'égard des officiers de la frégate *Forte*.

Il est obligatoire de rectifier aussi cette proposition, en assurant que j'ai rappelé à M. Christie que non-seulement je lui avais remis les interrogatoires, mais que moi-même et principalement M. le Ministre de la justice lui avions parlé de cette question.

M. Christie fait valoir que le témoin Benett n'a rien dit à la charge des officiers.

M. Christie ne peut pourtant s'empêcher de reconnaître son erreur, en vérifiant que, dans la déposition de Benett, lui-même, il est constaté que celui-ci a fait remarquer qu'au sortir de l'hôtel dont il est le propriétaire, les officiers s'en allaient chantant sur la route, et que, sachant qu'ils avaient été pris, il avait jugé spontanément qu'ils étaient ivres.

D'où il résulte, comme on l'a déjà dit, que cette déposition corrobore celle de Muller, qui a assuré aussi que les officiers étaient ivres.

En ce qui regarde le naufrage du *Prince of Wales*, M. Christie dit, que la preuve que l'action de l'inspecteur du quartier, Faustino-José da Silveira, a été coupable, c'est qu'il a été démis pour avoir élargi un des individus; le chef de police lui-même, ayant déclaré dans son rapport du 10 mai 1862, que ce même inspecteur devait subir un procès de responsabilité.

M. Christie doit se rappeler cependant, que dans la conférence du 27 courant, il est convenu que l'acte mentionné de l'inspecteur, n'avait contribué en rien à la perpétration du crime.

L'inspecteur s'est justifié dans l'interrogatoire auquel on procéda, en alléguant qu'il ne pouvait laisser de faire la police de la plage; qu'il n'y avait pas là de prison pour y recueillir l'inculpé, et qu'il



avait jugé pouvoir l'interner en lui défendant de revenir au même endroit.

Si pour cette faute l'inspecteur est responsable envers le Gouvernement du pays, certainement il ne s'ensuit pas qu'il en soit résulté quelque préjudice pour la question.

Il est vrai que dans mes Notes précédentes à M. Christie, j'ai dit que l'inspecteur avait été démis à cause du retard de la communication du naufrage ; mais dans le *memorandum* et à la vue des documents présentés en conférence, on a expliqué que cet argument avait été tiré du rapport du chef de police du 10 mai de l'année courante, et que, d'après un examen subsequent et plus minutieux, on avait reconnu que le dit argument avait été hors de propos, pouvant tout au plus attribuer à l'inspecteur le fait d'avoir éloigné du rivage l'un des individus désignés, n'ayant d'ailleurs aucun moyen de le retenir en prison.

Les rectifications essentielles étant faites et eu égard aux convenances diplomatiques que je dois respecter, laissant inaperçues quelques propositions et phrases de M. Christie, il m'appartient de lui dire que le Gouvernement Impérial est informé de l'intimation constante de la dite Note ; et qu'en protestant hautement et catégoriquement contre une si grande violence et un si inqualifiable abus de la force, le Gouvernement de S. M. l'Empereur en appellera encore au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, bien que M. Christie considère cet appel comme inutile.

Je renouvelle à M. Christie, les expressions de ma haute considération.

Signé : MARQUIS d'ABRANTES.

---

#### M. Christie à M. Hollocombe.

Rio de Janeiro, 30 décembre 1862.

Les réclamations que j'ai faites par ordre du Gouvernement de Sa Majesté Britannique au Gouvernement du Brésil, pour la compensation du pillage fait à bord du navire anglais *Prince of Wales*, naufragé dans la province de Rio-Grande du Sud, en juin 1861, et la satisfaction pour le mauvais traitement de trois officiers de la *Forte*, navire de Sa Majesté, en juin dernier, par le poste de la garde de Tijuca et les autorités de la police de Rio-de-Janeiro, ayant été totalement et péremptoirement rejetées ; et n'ayant pas été possible d'obtenir l'une et l'autre chose, si ce n'est par la contrainte d'une force supérieure, l'amiral Warren, selon les instructions du Gouvernement de Sa Majesté, en arrivera immédiatement aux représailles sur la propriété brésilienne.

La propriété capturée sera retenue en garantie jusqu'à ce que le Gouvernement de Sa Majesté obtienne satisfaction.

Les représailles sont une manière bien comprise et reconnue de procéder entre les nations pour obtenir la justice qui a été niée, et elles ne constituent pas le fait de guerre.

Je n'ai pas manqué de notifier cela au Gouvernement Impérial, lui demandant qu'il se souvienne qu'il en aura la responsabilité, et que toute résistance violente, vengeance ou offense exercées contre les sujets anglais, ou contre leurs propriétés au Brésil, entraîneraient des complications ultérieures et déplorables.

L'amiral Warren, emploiera tous ses efforts pour procéder de la meilleure manière possible afin d'éviter quelque conflit hostile.

Je vous fais cette communication afin que vous puissiez expliquer aux sujets anglais et à tous autres la nature et le but des mesures que va prendre l'amiral Warren.

Je suis votre humble et obéissant serviteur.

Signé : W. D. CHRISTIE.

---

**M. Christie au marquis d'Abrantès.**

Rio de Janeiro, 1<sup>er</sup> janvier 1863.

Monsieur le Marquis, j'ai reçu à 11 heures de la nuit dernière la note de Votre Excellence, datée d'hier.

Votre Excellence a raison de dire que l'erreur dans le *memorandum* sur la question du *Prince of Wales*, où est relaté l'exigence d'une indemnisation pour les assassinats probables, n'a pas été corrigée dans la copie qui lui a été envoyée.

Votre Excellence n'a cependant pas raison de dire qu'il n'a été fait aucune correction dans cette copie. La date de la note du 25 octobre, dans laquelle il y avait erreur, a été corrigée d'après mes observations.

Cette note et la correction faite par votre insinuation dans le *memorandum* à propos de la question de la *Forte*, que Votre Excellence mentionne, et encore plus l'allégation faite par Votre Excellence, durant la visite qu'elle me fit le 27 au soir, en disant que j'avais expliqué très-clairement l'erreur relative à l'exigence des assassinats, m'ont conduit à conclure sur-le-champ que cette erreur avait été corrigée, comme elle devait l'être, dans le *memorandum*.

Voilà l'unique erreur, de celles que Votre Excellence m'attribue, que j'ai réellement commise.

Votre Excellence insiste sur une erreur d'importance quand elle dit : « M. Christie, dans sa Note du 5, a exigé une indemnisation pour les

corps dépouillés, et sur lesquels on a commis des vols. *Stripped and plundered*. M. Christie ne parle de rien de cela dans cette Note.

Je dis dans cette Note, que le Gouvernement de Sa Majesté demande une compensation pour le pillage des marchandises sauvées *et des corps*.

Je dis encore dans cette note que j'ai reçu l'ordre d'exiger une compensation pour le *pillage total des marchandises*, et aussi pour le *vol de la propriété de l'équipage*. Je parle enfin de la compensation que l'on devra donner aux parents *des gens du bord dont les corps ont été dépouillés et sur lesquels a été commis le vol*. Dans aucun endroit de cette Note, je ne demande une compensation pour les corps dépouillés sur lesquels on a commis le vol, et subséquemment, je n'ai donné (comme dit Votre Excellence), aucune explication plus claire que mes paroles.

J'insiste dans mon allégation, qu'il ne m'a été donné aucune explication verbale, ni par Votre Excellence, ni par M. Sinimbu, après les recherches faites par le chef de police, ce qui a été avoué par Votre Excellence. Dans les entrevues précédentes, quand mon seul but était d'obtenir que l'on fit des recherches, et quand les faits n'étaient pas encore connus, on ne pouvait donner aucune explication positive. (Je ne m'en rappelle aucune,) Votre Excellence dit que les explications verbales auxquelles elle m'accuse de n'avoir pas fait attention, ont été données dans des entrevues préliminaires, et elle trouvera probablement juste et nécessaire, en ayant recours au Cabinet Britannique, de déclarer, ce qu'elle n'a pas encore fait, quelles sont les importantes explications que je n'ai pas prises en considération.

Je demande la permission de repousser entièrement la responsabilité que Votre Excellence lance sur moi, alléguant que je n'ai donné au Gouvernement Impérial ni le temps ni la possibilité de me faire des propositions que j'aurais pu discuter entre le 5 et le 29 décembre.

Je désire rappeler que, quand Votre Excellence est venue me visiter le 27 au soir, j'ai déclaré volontairement, que j'étais résolu à accepter, dans la question de *la Forte*, une explication de la conduite du chef de police, telle qu'elle n'offensât pas ses sentiments. J'ai dit qu'ayant l'honneur de connaître ce chevalier, ayant entendu les explications de Votre Excellence, et la question bien considérée, je prendrais de bonne volonté sous ma responsabilité d'accepter une explication, montrant qu'il avait agi avec inadvertance et sans intention offensive, quoique l'on dût être choqué qu'il eût, sans aucune information, accusé d'ivresse les officiers. Quoique le Gouvernement impérial n'ait pas consenti à cet accommodement je désire donner cette preuve, quelle que soit sa valeur, en faveur d'un fonctionnaire public que je respecte.

Parce que M. Bennet, maître de l'hôtel où avaient dîné les trois of-

ficiers, avait demandé, quand il sut qu'ils avaient été pris, ce qu'ils avaient bu à dîner, cela ne prouve pas qu'il eût jugé spontanément qu'ils s'étaient enivrés, comme le dit Votre Excellence; quel intérêt pouvait-il avoir, comme tout autre homme juste, de savoir si cela était le motif d'un outrage qu'il ne pouvait pas croire avoir eu lieu sans motif.

Il paraît que Votre Excellence n'a pas pu découvrir la force de la faute de Faustino que Votre Excellence aurait laissée de côté. Il est certain que la mise en liberté du prisonnier ne pouvait pas être le motif du crime pour lequel il avait été arrêté. Je ne pensais pas nécessaire d'exposer à Votre Excellence une vérité aussi évidente et aussi vulgaire. Votre Excellence n'a pu voir qu'une telle conduite autorise à croire, que le même employé, dont la conduite d'ailleurs a été généralement suspecte, peut laisser passer inaperçus d'autres crimes, et ne pas s'occuper de les prévenir.

J'ai répondu à tous les points de la note de Votre Excellence datée d'hier moins celui du dernier paragraphe, et par lequel je suis informé que le gouvernement impérial aura recours à celui de Sa Majesté.

Je déplore cette résolution, parce que sa persévérance rendra impossible, la restitution de la propriété prise en représailles, jusqu'à ce que j'aie reçu des ordres du Gouvernement de Sa Majesté. La note de Votre Excellence datée d'hier ne contient même pas la déclaration de sa note du 29, c'est-à-dire que dans la question du *Prince of Wales* le gouvernement impérial avec la démonstration (Display) de la force payera la somme exigée par moi et par le gouvernement de Sa Majesté. Du moment où j'aurais entendu, ou pourrais encore entendre, que le Gouvernement Impérial serait prêt à payer ce que je jugerais convenable, j'aurais été dans la question du *Prince of Wales*, et serais encore prêt à demander à l'amiral qu'il expédie des ordres immédiats pour que l'on se désiste des captures ultérieures.

Je dois aussi déclarer à Votre Excellence que je suis prêt à recevoir, pour être examinée par le Gouvernement de Sa Majesté, toute proposition raisonnable qui ne m'a jamais été faite pendant les vingt quatre jours qui ont précédé le commencement des représailles : comme par exemple celle de soumettre toutes les questions en discussion à un arbitrage impartial. Les efforts du gouvernement de l'Empereur pour établir une distinction entre moi et le gouvernement de Sa Majesté ont servi d'illusion et d'exemple. Vos journaux, n'influent pas sur moi pour m'induire à refuser des offres de conciliation, dans l'intérêt du commerce et de l'amitié entre les deux nations d'autant plus que si ces efforts viennent à être inutiles, cela ne m'empêchera pas de remplir mon devoir avec fermeté, de conformité avec mes instruc-



tions; mais il y a un point, M. le marquis, sur lequel pendant ce malheureux moment et au milieu de toutes nos divergences, je concorde avec ce que dit Votre Excellence, c'est-à-dire la confiance que vous avez dans la justice et la rectitude de mon propre gouvernement.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

Signé : W. D. CHRISTIE.

---

**M. le marquis d'Abrantès à M. Christie.**

Rio de Janeiro, 2 janvier 1863.

J'ai reçu hier à trois heures de l'après-midi la Note portant la même date qui m'a été envoyée par M. Christie, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique.

Dans cette note, M. Christie commence par contester quelques observations que j'ai pris la liberté de faire sur certains passages de celle qu'il m'avait envoyée le 30 du mois dernier, et il conclut en manifestant les dispositions où il se trouve de terminer par des moyens pacifiques les questions en discussion, dans l'intérêt du commerce et de l'amitié qui existent entre les deux nations.

Avant de répondre à la seconde et à la plus importante partie de la note que j'ai sous les yeux, je demande à M. Christie, qu'il me permette de lui faire de brèves observations sur la contestation qu'il a jugé devoir faire des remarques incluses dans ma note du 31 décembre.

Le *memorandum* sur l'affaire du *Prince of Wales* n'a subi aucune correction, et M. Christie a reçu la copie textuelle de ce qui lui a été lu en conférence du 27. M. Christie, voudra sans doute bien reconnaître qu'on ne peut considérer comme correction l'action d'avoir ajouté à la date de la note du 20 octobre, l'année 1861, par la raison que cette note de la légation Britannique étant la seule de cette date, le manque d'indication de l'année ne pouvait donner lieu au plus petit équivoque.

Comment donc, ai-je dit dans ma note du 31 décembre, se fait-il qu'une seule parole ait été substituée ou corrigée dans le *memorandum* relatif aux officiers de la *Forte*!

Et de même que M. Christie, a eu la bonté de reconnaître qu'il y avait eu erreur de sa part quand il assurait que dans le *memorandum* sur le *Prince of Wales*, on avait fait une modification dans la partie relative à l'exigence sur les assassinats, de même aussi il voudra bien reconnaître qu'aucune correction n'a été faite sur le même *memorandum*, attendu qu'on ne peut considérer comme telle l'addition de l'année 1861.

Si je fais ces observations c'est à peine dans le but de rectifier les faits, quoiqu'ils soient peu importants.

Quant à la compensation qu'a exigée M. Christie pour les parents des personnes du bord, je n'ai pas de peine à reconnaître après les explications que m'a données M. le ministre, que la compensation a été exigée en dédommagement des vols que l'on prétend avoir été faits sur les corps des mêmes personnes.

M. Christie, cependant, voudra bien admettre que malgré cette modification, il subsiste toujours l'observation essentielle que l'on lit sur ledit *memorandum* et qui n'est autre chose que la difficulté sinon l'impossibilité de déterminer quels sont les corps et quels sont les objets dont ces corps ont été dépouillés.

M. Christie, insiste sur son allégation qu'il n'a reçu aucune explication verbale ni de M. de Sinimbu, ni de moi, au sujet des officiers de la frégate *Forte*.

La conviction de M. le Ministre étant telle, je dois croire que je n'ai pas été bien compris quand je lui déclarai que M. le ministre de la justice et moi lui avions parlé sur cette question non-seulement avant, mais encore après l'enquête à laquelle on a procédé dans les bureaux de la police. Il me serait difficile de me souvenir des paroles que j'ai dites en ces occasions; mais elles devaient certainement être suggérées par un état de choses ou d'un côté se trouvait le désir de satisfaire M. Christie, et d'un autre côté l'impossibilité de dédaigner les dépositions des témoins pour n'ajouter foi qu'aux allégations des parties intéressées.

M. Christie, insiste aussi pour qu'on ne donne aucune importance à la déposition du témoin Bennet. Gette déposition seule ne serait pas suffisante pour constituer une preuve formelle; mais en la comparant à la déposition de l'Allemand Muller, qui a assuré que les trois officiers étaient (*espiritualizados*) sous l'influence de l'alcool, on voit que les deux déclarations s'accordent on ne peut mieux.

Au sujet de l'inspecteur Faustino, je dois faire considérer à M. Christie, que de la faute qu'il a commise en ne gardant pas en prison un des individus prévenus, faute dont il a cherché à se justifier en déclarant qu'il n'avait pas le moyen de le retenir, on ne peut en conclure qu'il ait été négligent ou complice dans l'exécution du crime, puisque d'ailleurs on a jugé sans fondement d'autres reproches formulés contre le même fonctionnaire, comme par exemple celui de n'avoir pas fait savoir à temps la nouvelle du naufrage et de s'être opposé à l'exhumation de quelques cadavres.

Et s'il n'est pas juste de faire une telle induction, si de cela on ne peut conclure *a priori* que Faustino, ait contribué à son exécution, de quel autre délit pourrait-on accuser Faustino, pour avoir commis cette faute?

Outre que déduire d'une faute prouvée une autre faute complètement dénuée de preuves est un principe dangereux et inadmissible il faut ajouter qu'au sujet de Faustino, ce qui a été prouvé est une faute ou erreur dans l'exercice de ses attributions dont il devait rendre compte au gouvernement; tandis que le crime que lui attribue la légation britannique (négligence ou connivence dans l'exécution du crime), est bien différent.

On comprend qu'un homme de mauvaises mœurs inspire des soupçons, ce qui ne serait pas suffisant pour l'accuser ou le condamner; mais un fonctionnaire public peut commettre des fautes ou erreurs dans ses attributions, sans pour cela être un malfaiteur.

M. Christie, décline toute espèce de responsabilité relativement au temps et à l'occasion donnés au Gouvernement pour lui faire quelque proposition d'arrangement et il déclare qu'il était autorisé à recevoir et discuter toute proposition dans l'intervalle du 5 au 29 décembre.

M. Christie, aura la bonté de se souvenir que le Gouvernement Impérial considérait si peu ses notes du 9 décembre comme un *ultimatum*, qu'il crut pouvoir en référer directement au gouvernement de Sa Majesté Britannique ce qu'il déclara à M. Christie, dans sa note du 18 décembre. Le Gouvernement Impérial ne pouvait donc dans cet intervalle faire aucune proposition à M. Christie. Une fois informé par M. Christie, lui-même le 22 décembre, qu'il n'admettait pas d'appel à son gouvernement et que dans le cas où les exigences des notes du 9 n'auraient pas une réponse immédiate, il avait des ordres à transmettre à l'amiral, le Gouvernement Impérial se trouva dans l'obligation de céder ou de résister, ne pouvant plus proposer de modifications à l'*ultimatum*. Quant à l'*ultimatum* que M. le Ministre britannique prétendait exister dans ses notes du 9 décembre, lui-même nous en fait part dans sa note du 31 décembre.

Dans de telles circonstances, le Gouvernement Impérial ne pouvait nourrir la plus légère espérance de faire agréer la moindre proposition de modification à l'*ultimatum*, mais seulement l'acceptation pure et simple des exigences formulées par M. Christie.

M. Christie, il est vrai, a consenti à écouter les éclaircissements que je lui ai donnés dans la conférence du 27; mais M. le Ministre britannique seul pouvait faire quelque proposition de modification dans ses exigences; lui-même le déclara quand il emporta les *memoranda* afin de reconsidérer ce qu'ils contenaient.

Dans l'après-midi du même jour, M. Christie me dit qu'il consentait à diminuer la censure au chef de police, en y substituant une explication de ce magistrat déclarant qu'il n'avait point eu l'intention d'offenser les trois officiers.

Le jour suivant, 28, j'ai envoyé mon secrétaire pour savoir de M. Christie si telle était la seule modification qu'il proposait où s'il était disposé à en faire d'autres. M. Christie répondit que c'était la seule, les notes du 5 décembre demeurant sans changement, quant au reste.

La modification proposée n'était pas suffisante pour neutraliser ou atténuer l'extrême gravité des autres exigences de *l'ultimatum*; et comme le Gouvernement Impérial ne devait pas l'accepter, il a répondu à M. Christie dans les termes de la note du 29.

De cette brève et fidèle narration de ce qui s'est passé avec M. Christie, depuis la réception de ses notes du 9 on voit clairement que le Gouvernement Impérial n'a eu ni le temps ni l'occasion de faire une proposition quelconque à M. Christie.

Quant à ce qui a rapport à la seconde partie essentielle de la note que j'ai sous les yeux, le Gouvernement Impérial étant animé du désir manifesté par M. Christie de terminer les questions pendantes en ce moment d'une façon en harmonie avec les grands intérêts de bonne intelligence, et les relations importantes qui existent entre les deux pays, S. M. l'Empereur m'a donné l'ordre de déclarer à M. Christie que le conseil d'État devait être consulté sur le moyen proposé pour la solution la plus convenable des mêmes questions, il était d'urgente nécessité que M. Christie attendit la réponse définitive qui lui sera donnée le plus tôt possible sur la partie de sa note à laquelle je me réfère.

Et dans le but d'informer minutieusement le Conseil d'État sur le sujet qui va être soumis à sa considération, je prie M. Christie de vouloir bien me dire plus explicitement si l'arbitrage impartial auquel doivent être soumises les dites questions aura à décider sur toutes deux, c'est-à-dire, celle relative au naufrage et celle relative aux officiers de la *Forté*, ou si cet arbitrage doit se borner à la dernière, la première question demeurant résolue dans les termes de ma note du 29 décembre dernier.

Je renouvelle à M. Christie les expressions de ma haute considération.

*Signé : Marquis D'ABRANTÈS.*

---

**M. Christie au marquis d'Abrantès.**

Rio de Janeiro, 2 janvier 1863.

Monsieur le marquis, je ne juge pas nécessaire de continuer la discussion sur les divers points de peu d'importance, à propos desquels Votre Excellence, dans sa note d'aujourd'hui, m'adresse une réponse



assez étendue, et je laisse le public juge des divers points établis entre nous sans observation ultérieure de ma part.

Je vois avec satisfaction que le Gouvernement Impérial a jugé digne de considération ce que je lui ai suggéré pour faciliter l'arrangement des questions qui ont motivé des représailles de la part du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et en réponse à la demande de Votre Excellence, si l'arbitrage suggéré doit embrasser les deux questions du *Prince of Wales* et de la *Forte*, on doit s'occuper seulement de la dernière, je n'ai seulement à dire que dans ma note d'hier, j'ai déclaré que j'étais prêt à recevoir, pour être prise en considération; par le Gouvernement de Sa Majesté, la proposition de soumettre toutes les questions en discussion à un arbitrage impérial.

Je suis prêt à prendre en considération toute proposition qui me sera faite par le Gouvernement Impérial afin de la soumettre à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté; mais tant qu'une telle proposition ne m'aura pas été faite, je ne puis expliquer ni résoudre effectivement les conditions de mon acquiescement.

J'essayerais avec sollicitude d'indiquer à Votre Excellence qu'il serait à désirer qu'on me soumit, dans une conférence, quelque proposition que je fusse autorisé à faire, et je ne douterais pas que nous pussions nous accorder sur la rédaction d'un *memorandum* de conciliation qui serait ensuite soumis par Votre Excellence à ses collègues.

Je profite de cette opportunité pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

*Signé : W. D. CHRISTIE.*

---

**M. le marquis d'Abrantès à M. Christie.**

Rio de Janeiro, 3 janvier 1863.

Par sa note d'hier, qui m'a été remise à 11 heures du soir, M. William Dougal Christie, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, déclare qu'il ne juge pas nécessaire de continuer la discussion des divers points qu'il qualifie de peu importants. En déclarant, de plus, aussi, avoir vu avec satisfaction que le Gouvernement Impérial avait jugé dignes de considération les tentatives faites par M. Christie pour solliciter la solution conciliante des questions qui ont motivé des représailles de la part du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, il dit qu'il est prêt à prendre en toute considération et à porter à la connaissance de son gouvernement toute proposition raisonnable venant de la part de celui de S. M. l'Empereur; et il manifeste le désir d'avoir, dans ce but, une conférence avec moi.

Étant entièrement d'accord avec M. Christie sur l'inutilité de poursuivre la discussion des points auxquels se rapporte sa note, je lui enverrai seulement la permission d'observer que je ne dois pas prendre la responsabilité de cette discussion.

En ce qui a rapport à la conférence que M. Christie désire, je m'empresse de le prévenir qu'elle pourra avoir lieu aujourd'hui même, à 5 heures du soir, chez moi; espérant aussi que M. Christie, en cette occasion, me fournira l'explication que je lui ai demandée dans ma note d'hier et que j'ai besoin de communiquer au conseil d'État à la conférence de demain.

Je réitère à M. William Dougal Christie les expressions de ma haute considération.

Signé : Marquis D'ABRANTÈS.

---

**L'amiral Warren à M. Christie.**

A bord de la *Forte*, 4 janvier 1863.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que le vapeur de Sa Majesté le *Stromboli* a rejoint mon pavillon aujourd'hui. Le commandant Henry a fait rapport qu'il s'est emparé des navires brésiliens mentionnés dans la liste qui suit, et qu'il les a laissés à Palmas-Bay sous la garde du commandant Forbes, du *Curlew*. Il m'est agréable de constater que dans l'accomplissement de ce service il n'a pas été nécessaire de recourir à la force. Pour trois des navires capturés, il a suffi du signal usuel de la semonce pour qu'ils s'arrêtent; quant aux deux autres, il a suffi de les hêler.

---

Suit la liste des navires capturés depuis le 30 décembre au 4 janvier, au nombre de cinq; la valeur des cargaisons est taxée à 8 440 liv. st.

---

**Memorandum de M. Christie, contenant les bases de l'arrangement à conclure, du 3 janvier 1863.**

Le Gouvernement Brésilien s'engagera à payer, à propos du *Prince de Galles*, la somme que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique pourra demander, en protestant contre toute responsabilité; M. Christie ayant pressé le Gouvernement Brésilien de comprendre les questions liées à l'affaire du *Prince de Galles* dans la proposition d'un arbitrage impartial.

M. Christie requerra immédiatement l'amiral de suspendre les saisies.

Le Gouvernement Brésilien proposera de déférer la question des officiers de *la Forte* à un arbitrage impartial, que le Gouvernement de Sa Majesté sera libre d'accepter ou de décliner.

Le Gouvernement Brésilien avisera M. Christie, dans un document à part, des renseignements confidentiels du Gouvernement de Sa Majesté, sur les arbitres ou le mode d'arbitrage qui sera accepté, espérant que le Gouvernement de Sa Majesté pourra accepter un des modes proposés, et d'accélérer par là l'arrangement de l'affaire.

M. Christie désire savoir expressément si le Gouvernement Brésilien se tient pour responsable de tous les préjudices et pertes qui ont pu être causés aux sujet de tiers Gouvernements qui se seraient trouvés être propriétaires des cargaisons saisies à bord des navires brésiliens.

Toute la correspondance antérieure, au sujet des deux questions, sera publiée immédiatement par le Gouvernement Brésilien.

3 janvier 1863.

Signé : W. D. CHRISTIE.

---

#### Le marquis d'Abrantès à M. Christie.

Rio de Janeiro, 5 janvier 1863.

Accomplissant ce que j'ai promis à M. William Christie, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, par ma note du 2 du courant, je vais lui donner la réponse que nécessite la seconde partie essentielle de la note qu'il m'a adressée la veille.

Après avoir reçu de moi ladite note, M. Christie m'en fait tenir une autre, datée du 2, dans laquelle il trouva bon de me déclarer qu'il était convenable que nous eussions une conférence.

J'ai répondu le 3 à cette note, m'empressant de prévenir M. Christie que la conférence pouvait avoir lieu le même jour, à 5 heures 1/2 du soir, à ma maison d'habitation.

M. Christie ne put se présenter chez moi, pour cause d'indisposition, selon qu'il me fit savoir par son secrétaire, par l'intermédiaire de qui j'ai prévenu aussi M. Christie qu'un pareil motif ne me permettait pas d'aller le trouver à l'hôtel où il demeure.

M. Christie ayant déclaré, dans sa note du 3, que, étant impossible de nous rencontrer, il était disposé à entrer en conférence avec mon secrétaire; j'ai donné à celui-ci l'autorisation nécessaire à cette fin.

Informé de ce qui s'est passé dans cette conférence et dans celles qui eurent lieu postérieurement et après avoir entendu le conseil

d'État, j'ai donné à M. Christie la réponse promise du Gouvernement Impérial.

Voulant éviter qu'on lui attribue l'intention de s'opposer à quelque moyen pacifique et honorable de résoudre les questions pendantes; désirant contribuer à changer, sans détriment pour le decorum et la dignité nationale, la situation difficile où se trouvent les relations entre le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur et la légation de Sa Majesté Britannique, au grand préjudice des intérêts importants qui lient les deux pays; en dernier lieu, comme témoignage de l'entière confiance qu'il a dans la justice de sa cause, le Gouvernement Impérial, ratifiant la déclaration de ma note du 29 décembre dernier, au sujet de la question du navire *Prince of Wales*, sera prêt à expédier les ordres convenables au ministre du Brésil, à Londres, pour remettre là, sous protêt, dans les termes de la note mentionnée, la somme que le gouvernement de Sa Majesté Britannique exigera.

Et, en ce qui touche les officiers de la frégate *Forte*, en acceptant l'indication qu'a faite M. Christie, dans sa note du 1<sup>er</sup> du courant, à l'égard d'un arbitrage, le Gouvernement Impérial aura soin d'informer M. Christie du choix de l'arbitre qui puisse juger ladite question; étant bien entendu qu'il sera porté à la connaissance de cet arbitre, non pas si le Gouvernement Impérial doit faire exécuter les lois de son pays, mais bien si, dans la manière d'appliquer ces lois aux officiers de la *Forte*, il y a eu insulte à la marine britannique.

Ces déclarations ne seront effectives que quand les représailles auront cessé et que les prises faites auront été relâchées.

Je dois, en dernier lieu, prévenir M. Christie que si, contre ce qu'il y a lieu d'espérer, le Gouvernement de Sa Majesté n'acquiesçait pas à cet accommodement, le Gouvernement Impérial maintiendrait sa position primitive, qui consiste à ne pas sacrifier le decorum et la dignité nationale, si fortement qu'il déplore les maux qui puissent résulter de sa détermination.

Je renouvelle à M. Christie les expressions de ma haute considération.

*Signé*. Marquis D'ABRANTÈS.

---

**M. Christie au marquis d'Abrantès.**

Rio de Janeiro, 5 janvier 1863.

Monsieur le Marquis,

J'ai reçu la note de Votre Excellence, datée d'aujourd'hui, et informé par Votre Excellence que le Gouvernement Impérial est prêt à donner des ordres à son ministre à Londres pour payer, sous protêt, la somme



quelconque qu'exigera le Gouvernement de Sa Majesté comme indemnité de l'événement du *Prince of Wales*, et accepter mon indication de proposer à la considération du Gouvernement de Sa Majesté un arbitrage dans la question des officiers de la *Forte*, je vais immédiatement requérir l'amiral Warren qu'il fasse cesser les représailles et lui donner l'ordre de relâcher les prises déjà faites.

Votre Excellence peut être certaine que les représailles cessent dès ce moment et que l'amiral Warren expédiera sans retard l'ordre de relâcher les prises.

Le Gouvernement Impérial, pour des motifs qu'il juge sans doute plausibles, a préféré payer en protestant, ce qui serait exigé dans la question du *Prince of Wales* plutôt qu'adopter la suggestion que je lui ai faite de soumettre également cette question à un arbitrage.

Dans les conférences que j'ai eues avec le secrétaire de Votre Excellence, comme son représentant, j'ai insisté fortement sur l'avantage que le Gouvernement Impérial avait, conservant cette chance, d'obtenir une décision plus ou moins favorable.

La force d'une protestation contre la responsabilité ne peut, à mon avis, manquer d'être affaiblie par le refus de soumettre ce point à l'arbitrage.

En aucun cas, cependant, le Gouvernement de Sa Majesté ne peut demeurer exposé à une imputation de manque de délicatesse, en prenant sur lui de fixer comme on le lui demande la valeur de la compensation.

Le Gouvernement de Sa Majesté pourra librement accepter ou refuser la proposition d'arbitrage dans la question de la *Forte*.

Je juge convenable de rappeler que le secrétaire de Votre Excellence, comme son représentant, m'a promis que toute la correspondance antérieure, relative aux deux questions, échangée entre la légation de Sa Majesté et le Gouvernement Impérial sera publiée sans retard.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

Signé : W. D. CHRISTIE.

---

#### M. Christie au marquis d'Abrantès.

Légation de Sa Majesté Britannique. Rio de Janeiro,  
3 janvier 1863.

Monsieur le Marquis,

Je suis obligé d'appeler l'attention de Votre Excellence sur les insinuations du *Diario Official* du 1<sup>er</sup> du courant et de celui d'aujourd'hui, par lesquelles il est fait distinction, en se rapportant au présent et

malheureux état de choses, de la légation et du gouvernement de Sa Majesté, où l'on manifeste la conviction que mes actes ne seront pas approuvés par le gouvernement de Sa Majesté, et où il m'est attribué d'avoir cherché un prétexte pour troubler les relations amicales entre la Grande-Bretagne et le Brésil.

Je dois rendre le gouvernement responsable de ces insinuations et de celles qui paraîtront à l'avenir dans sa feuille officielle.

Il n'est pas nécessaire de rappeler à Votre Excellence que je suis ministre de Sa Majesté Britannique, accrédité près de son souverain par une lettre royale, où le désir est manifesté que tout ce que je dirai soit accueilli comme si c'était dit par le Gouvernement de Sa Majesté, et j'ai dit maintes fois à Votre Excellence, en paroles et par écrit, que je procédais conformément aux instructions de mon gouvernement.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

*Signé : W. D. CHRISTIE.*

---

**Le marquis d'Abrantès à M. Christie.**

Rio de Janeiro, 6 janvier 1863.

J'accuse réception de la note datée du 3 du courant que m'a fait parvenir M. William Dougal Christie, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, dans laquelle se rapportant à quelques mots de la rédaction du *Diario Official* du 1<sup>er</sup> et du 3, il rectifie les propositions contenues dans ces paroles et fait des réclamations à leur sujet.

Je dois dire, en réponse à M. Christie, que, dans des circonstances exceptionnelles, il n'est pas toujours possible d'éviter que quelque expression plus ou moins convenable ou appropriée échappe, surtout dans des écrits tels que ceux dont il s'agit, élaborés précipitamment; mais ce que je puis certifier à M. Christie, c'est que le Gouvernement Impérial ne permettrait jamais que la feuille officielle usât d'aucune phrase blessante pour le représentant de Sa Majesté Britannique.

L'occasion me paraît opportune de dissiper aussi dans l'esprit de M. Christie la désagréable impression qui lui a occasionné la résolution du Gouvernement Impérial d'en appeler de l'appréciation du représentant de Sa Majesté Britannique à son gouvernement.

Assurément on ne peut déduire de cet acte que le Gouvernement Impérial ait prétendu douter que M. Christie eût reçu des instructions de son Gouvernement.

Mais ce que l'on peut naturellement en conclure, c'est que le Gouvernement Impérial ayant jugé que M. Christie avait apprécié les

affaires en question avec plus de sincérité que de justice, et que dans l'espoir que son gouvernement les envisagerait d'une manière différente, il avait résolu d'employer ce recours, sans toutefois supposer qu'en cela pouvait se manifester un blâme au caractère de M. Christie.

Je profite de l'occasion pour renouveler à M. Christie les expressions de ma haute considération.

*Signé : Marquis d'ABRANTÈS.*

---

**M. Christie au marquis d'Abrantès.**

Rio de Janeiro, 6 janvier 1863.

Monsieur le Marquis,

J'ai répondu la nuit dernière à la note de Votre Excellence d'hier, une heure après l'avoir reçue, désirant faire tout ce qui serait en mon pouvoir pour éviter du retard dans la négociation en laquelle Votre Excellence a manifesté le désir d'entrer.

Je n'ai rien à changer à ce que j'ai dit à l'égard de cette négociation.

En réfléchissant cependant, je me suis convaincu davantage qu'il importait au Gouvernement de Sa Majesté et à moi-même de ne pas laisser sans observation l'une des explications préliminaires de Votre Excellence.

Votre Excellence dit, en réponse à mon affirmation, qu'aucunes explications verbales ne m'avaient été données après l'interrogatoire du chef de police, et, Votre Excellence le déclarait ainsi, que je n'avais pas bien compris, car des explications m'avaient été données soit avant, soit après l'interrogatoire. Ma mémoire est très-exacte et ma conviction très-forte au sujet de ce que j'ai affirmé ; mais il devient inutile de prolonger la discussion en ce qui concerne la contradiction de nos souvenirs, attendu que Votre Excellence avoue qu'elle ne peut se remémorer ses paroles, mais que naturellement les explications devaient être telles que l'état des choses le suggérait. Ce qui équivalait à dire que Votre Excellence se rapporte maintenant à ces explications, non par la mémoire, mais par conjecture ; et l'on ne peut par conséquent considérer comme manque de respect ou violation des convenances diplomatiques que je dise que les explications que Votre Excellence même a oubliées ne pourraient mériter grande attention de ma part, et que Votre Excellence ne peut se justifier de les avoir employées comme la raison, l'unique raison de soumettre au cabinet britannique l'affaire des officiers de la *Forte*.

Je profite de l'occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

*Signé : W. D. CHRISTIE.*

---

**Le marquis d'Abrantès à M. Christie.**

Rio de Janeiro, 6 janvier 1863.

En rapport aux éclaircissements de vive voix, à propos des officiers de la *Forte*, que j'ai dit avoir été communiqués par moi et principalement par M. le ministre de la justice à M. William Dougal Christie, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, M. William Christie lui-même, dans sa note du 3 courant, fait quelques considérations dans le but de maintenir tout ce qui a été dit antérieurement à cet égard.

Comme il ne me paraît pas qu'il résulte actuellement aucune utilité de poursuivre la discussion sur ce point, je limiterai ma réponse à M. Christie, en accusant réception de sa note et en lui déclarant que je suis informé de tout ce qu'elle contient.

Je renouvelle à M. Christie les expressions de ma haute considération.

*Signé* : Marquis D'ABRANTÈS.

---

**Le marquis d'Abrantès à M. Christie.**

Rio de Janeiro, 7 janvier 1863.

Conformément à l'arrangement établi par les notes échangées, en date du 5 du courant. entre ce ministère et la légation Britannique, il est de mon devoir de communiquer à M. William Dougal Christie, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, que, par le packet qui part demain pour Southampton, les ordres nécessaires pour être remise, sous protêt, dans les termes de ma note du 29 écoulé, par la Légation Impériale de Londres au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, la somme que celui-ci exigera comme indemnité du naufrage du trois-mâts *Prince of Wales*.

Et je fais savoir en outre à M. Christie que Sa Majesté l'Empereur a choisi pour arbitre dans la question de la *Forte* Sa Majesté Léopold, roi de Belgique, dans la sagesse et la justice de qui il dépose une pleine confiance.

Je profite de l'opportunité, pour réitérer, à M. Christie, l'assurance de ma haute considération.

*Signé* : Marquis D'ABRANTÈS.

---

**Le marquis d'Abrantès à M. Christie.**

Rio de Janeiro, 8 janvier 1863.

M. William Dougal Christie, envoyé extraordinaire et Ministre plé-



nipotentiaire de Sa Majesté Britannique a insisté en conférence sur la nécessité que le Gouvernement Impérial eut de s'expliquer s'il se rendrait responsable des préjudices que subiraient les sujets étrangers qui auraient des marchandises à bord des embarcations brésiliennes prises par les navires de guerre anglais.

Il me convient maintenant de déclarer à M. Christie que d'un côté, M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, ayant déclaré à la bourse que le Gouvernement Impérial considérerait comme une dette d'honneur les préjudices causés par les représailles au commerce brésilien, et que d'un autre côté M. Christie ayant fait publier le premier du courant, que si quelque navire capturé contenait des propriétés appartenant à des personnes qui ne fussent pas sujets brésiliens, que les propriétaires donnant les preuves de leur nationalité, l'amiral faciliterait la remise de cette propriété à leurs maîtres, sans demeure, il me semble que la nécessité de quelqu'explication à ce sujet de la part du Gouvernement Impérial n'existe plus, attendu que M. Christie a reconnu ce qu'il lui convenait de faire à l'égard d'une propriété neutre.

Je réitère à M. Christie l'assurance de ma haute considération.

*Signé : Marquis d'ABRANTÈS.*

**Le marquis d'Abrantès à M. Moreira, ministre du Brésil à Londres.**

Rio de Janeiro, 8 janvier 1863.

Illustrissime et Excellentissime Senhor,

J'appelle toute l'attention de Votre Excellence sur les numéros du *Diario Official* des 1, 2, 7, 8 et 9 du courant.

Ils contiennent, dans la correspondance échangée entre ce ministère et la légation de Sa Majesté Britannique, l'exposé du conflit qui a malheureusement eu lieu entre le Gouvernement Impérial et cette Légation, en conséquence de l'*ultimatum* présenté par elle sur les réclamations concernant le naufrage du trois-mâts *Prince of Wales*, et le fait survenu à Tijuca avec quelques officiers de la frégate *Forte*.

Dans la correspondance à laquelle je me rapporte, la justice et la dignité avec lesquelles le Gouvernement Impérial a résisté aux prétentions exagérées de la Légation Britannique sont démontrées avec une telle évidence qu'il sera inutile, sans doute, d'ajouter ici quelques considérations dans ce sens.

Si le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur, protégé par le droit et la raison, n'a pas craint de faire son devoir en répondant aux menaces que lui a adressées la Légation Britannique, en protestant

solennellement contre l'abus inqualifiable qu'on prétendait pratiquer, et par la déclaration catégorique qu'en aucun cas il ne consentirait à sacrifier le décorum et la dignité nationale, le Gouvernement Impérial n'hésita pas non plus à accepter un moyen honorable et pacifique, qui lui a été indiqué par la Légation Britannique de recourir à un arbitrage impartial pour approfondir la question relative à la frégate *Forte*.

Il est flatteur, je dois le dire, dans l'un ou l'autre cas, que le Gouvernement Impérial ait toujours rencontré l'appui le plus unanime, le plus déterminé et le plus enthousiaste de la population entière, laquelle par sa contenance à la fois prudente et énergique qui dans cette conjoncture, a donné une fois de plus un témoignage estimable de son patriotisme et de son bon sens.

Comme Votre Excellence le verra par les deux dernières notes échangées entre ce ministère et la Légation Britannique, le recours à un arbitre en ce qui concerne l'événement des officiers de la *Forte* a été définitivement convenu, selon les termes de la note du 5 du courant, ainsi que le paiement, là, par l'intermédiaire de cette légation et sous protêt, selon les termes de la note de ce ministère du 29 décembre dernier, de la somme que le Gouvernement Britannique exigera comme indemnité du naufrage du trois-mâts *Prince of Wales*.

Quant à la question pendante de la frégate *Forte*, l'arbitre choisi par Sa Majesté l'Empereur est Sa Majesté le Roi des Belges.

Les prises ayant été faites et gardées dans les eaux territoriales de l'empire, il est de notre dignité d'exiger du Gouvernement Britannique une satisfaction en proportion du fait de cette violation de notre territoire; ainsi comme il nous revient de droit de réclamer du même Gouvernement une indemnité pour les préjudices qui ont résulté des prises faites par les navires de guerre anglais.

Le Gouvernement Impérial, en dernier lieu se confie dans le patriotisme, le zèle et le tact de Votre Excellence, pour qu'elle emploie tous les efforts que permettent les termes de l'arrangement, non-seulement pour convaincre le Gouvernement Britannique de l'inopportunité et de l'injustice de l'*ultimatum* présenté dans cette capitale par son Ministre, mais aussi qu'en acceptant l'indication dudit ministre de soumettre la question de la *Forte* au jugement d'un arbitre, le Gouvernement Impérial a donné une preuve de plus qu'il désire concilier le maintien du décorum et de la dignité nationale avec la continuation des relations existantes entre les deux pays, telles que l'exigent les intérêts très-importants qui les lient.

Je réitère à Votre Excellence les protestations de ma parfaite estime et de ma considération distinguée.

Signé : Marquis d'ABRANTÈS.

---

**Circulaire adressée aux présidents de provinces,  
par M. le marquis d'Olinda, ministre de l'Intérieur.**

Janvier 1863.

Illustrissime et Excellentissime Senhor,

Dans les numéros du *Diario Official* que je remets à Votre Excellence, Votre Excellence lira les dernières Notes échangées entre le Ministère des Affaires Étrangères et la Légation Britannique en cette ville, au sujet des affaires que cette Légation a suscitées à l'occasion du naufrage du trois-mâts anglais *Prince of Wales*, à la plage de Albardao, province de Rio Grande du Sud, et de la prison de l'aumônier et de deux officiers de la frégate *Forte*, effectuée par le détachement de police de la montagne de la Tijuca dans les environs de Rio de Janeiro.

La Légation Britannique demanda une indemnité au Gouvernement Brésilien pour les vols qu'elle alléguait avoir été commis dans le chargement et dans les bagages qui se trouvaient à bord dudit navire, ainsi qu'une satisfaction pour la prison desdits aumônier et officiers, comme pour les mauvais traitements et insultes qu'elle disait avoir été commis par ce détachement et par les autorités de police.

Le Gouvernement Impérial, ayant conscience de ses devoirs et n'ayant pas trouvé de fondement à de telles exigences, s'est refusé à y satisfaire; cette négation a donné lieu à ce que la Légation Britannique dirigeât, en date du 5 du mois passé, trois Notes au Ministère des Affaires Étrangères, dans lesquelles, insistant sur ses exigences, il sollicitait une réponse définitive jusqu'au 20 du mois dernier.

La Légation Britannique ne présentant pas dans ces Notes de meilleurs fondements pour les exigences qu'elle manifestait, le Gouvernement Impérial, dans une note du 29, persista dans son refus antérieur après avoir fait une revue des faits accomplis, vérifiés par la diligence des autorités du pays, par les mesures prises par le même Gouvernement et par les explications données à la Légation Britannique, et, soumettant la solution définitive des deux affaires au Gouvernement Britannique, avec lequel elle s'entendrait par l'intermédiaire de la Légation impériale à Londres, elle a résolu les conclusions suivantes :

Quant à la première question. — Que le Gouvernement de S. M. l'Empereur ne pouvait et ne devait accepter le principe de responsabilité qui lui était attribué et contre lequel il procédait hautement et catégoriquement.

Qu'il refusait péremptoirement à consentir à intervenir dans la liquidation proposée des pertes subies par les propriétaires du navire naufragé, ainsi que de l'indemnité qu'on exigeait pour les prétendus assassinats.

Que, s'il était obligé de céder à la force dans cette question d'argent, il paierait, mais en protestant contre la violence qui lui serait faite, la somme que la Légation Britannique ou le Gouvernement Anglais voudrait.

Quant à la seconde question. — Que le Gouvernement Impérial, ayant conscience que les autorités de police n'ont pas manqué aux égards dus à la marine britannique, dans la conduite qu'elles ont tenue envers trois individus vêtus en bourgeois, qui ont refusé de déclarer leurs noms et qualités, ne pouvait ni ne devait également satisfaire aux exigences de l'*ultimatum* de la Légation Britannique, et que, si profondément qu'il déplorât les maux qui pourraient résulter de cette délibération, il jugeait préférable et plus honorable de les supporter que de sacrifier le décorum et la dignité nationale.

Les Notes des 30 et 31 de décembre et celle du 1<sup>er</sup> du courant qui suivirent celles-ci manifestent l'intention à la Légation britannique de décider les questions au moyen d'un arbitrage.

Le Gouvernement Impérial a jugé convenable de ne pas prendre de résolution sur ce projet sans entendre d'abord le conseil d'État, et, en en donnant connaissance à la Légation Britannique dans une Note du 2 de ce mois, il lui a demandé si l'arbitrage comprenait les deux questions ou seulement celle de la prison de l'aumônier et des deux officiers de la frégate *Forte*.

La Légation Britannique ayant répondu qu'elle se soumettrait à l'arbitrage sur les deux questions, le conseil d'État fut entendu, et, conformément à son rapport, Sa Majesté Impériale a résolu qu'on adresserait à ladite Légation la Note du 5, à laquelle on a répondu de suite.

Le Gouvernement Impérial a seulement accepté l'arbitrage pour la seconde des affaires en question, le Gouvernement se réservant toutefois le droit et l'obligation de faire exécuter les lois du pays, et il exigea avant tout que les représailles cessassent et que les prises faites par l'amiral anglais fussent relâchées.

La Légation Britannique consentant à ces décisions définitives, le Gouvernement Impérial voit se terminer cette désagréable affaire sans la moindre atteinte à la dignité et à l'honneur du Brésil, desquels il est le premier responsable.

Le même Gouvernement compte que les sentiments patriotiques qu'a manifestés le peuple de cette capitale, sans distinctions de positions sociales et d'opinions politiques, auront de l'écho dans les provinces de l'Empire, et que leurs habitants s'uniront comme un seul corps et entoureront l'auguste trône de S. M. l'Empereur toutes les fois qu'il s'agira du décorum et de la dignité de la nation brésilienne.

En dernier lieu, le Gouvernement Impérial recommande à Votre Excellence l'emploi des mesures convenables pour qu'il n'y ait point



la moindre altération de l'ordre public dans cette province, ni la plus légère offense aux droits des sujets anglais qui y résident.

Le Brésil doit protection entière aux étrangers; et on lui conservera le crédit, dont il jouit déjà, de nation civilisée, si, au milieu de l'effervescence et de l'agitation que les événements dont je viens de parler ont soulevé dans l'esprit public, les sujets anglais ne souffrent pas le moindre dommage dans leurs personnes, dans leurs propriétés, par des actes de vengeance particulière.

Dieu garde Votre Excellence.

*Signé* : Marquis d'OLINDA.

---

**Le marquis d'Olinda au président de la province de \*\*\*.**

Janvier 1863.

Illustrissime et Excellentissime Senhor,

En addition à la Circulaire que j'adresse aujourd'hui à Votre Excellence au sujet des affaires survenues avec la Légation britannique dans cette ville, je vous fais savoir que la reddition des prises faites par l'amiral anglais est un fait accompli, que l'une d'elles est déjà entrée dans notre port et que les autres ont quitté l'anse des Palmas, où elles étaient retenues.

Dieu garde Votre Excellence.

*Signé* : Marquis d'OLINDA.

---

**M. Moreira, ministre du Brésil à Londres, au comte Russell.**

Londres, 9 février 1863.

Le Soussigné, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Brésil, a l'honneur d'informer le comte Russell qu'il vient de recevoir de son Gouvernement deux Notes, datées du 5 janvier dernier, qui ont été échangées entre le Gouvernement Impérial du Brésil et la Légation Britannique à Rio de Janeiro, qui ont été naturellement transmises par cette même légation au très-honorable comte Russell.

Ces deux documents prouvent clairement quels événements violents et déplorables se sont passés à Rio-Janeiro, ensuite des demandes extraordinaires adressées au Gouvernement Impérial par la Légation Britannique, et dont un récit a été apporté par le dernier paquebot venu du Brésil.

Ces deux Notes portent :

*Suit le texte des deux Notes du 5 janvier, donné plus haut.*

Les représailles ayant cessé en fait, et les prises ayant été relâchées, et la condition principale exprimée dans la Note du Gouvernement

Impérial ayant été accomplie, le Soussigné a reçu l'ordre de son Gouvernement de s'adresser au très-honorable comte Russell, afin de savoir de Son Excellence si le Gouvernement de S. M. la Reine est disposé à ratifier l'arrangement conclu dans les termes desdites Notes du 5 janvier, entre le Gouvernement Impérial et la Légation Britannique, relativement aux questions que cet arrangement se proposait de résoudre.

Dans l'affirmative, le Soussigné a reçu pour instruction de déclarer au Gouvernement de S. M. Britannique que S. M. le Roi des Belges est l'arbitre choisi par S. M. l'Empereur pour décider si la manière d'appliquer la loi aux officiers de la *Forte* renferme quelque offense envers la marine anglaise. Et le Gouvernement Impérial a la ferme confiance que le Gouvernement de Sa Majesté n'hésitera pas à accepter le choix de S. M. l'Empereur, qui est tombé sur S. M. le Roi des Belges.

Enfin, quant à la question du navire le *Prince-de-Calles*, le Soussigné est autorisé par son Gouvernement à consentir à une liquidation quelconque, à délivrer sous protestation, dans les termes de la Note du Gouvernement Impérial à la Légation Britannique, en date du 29 décembre, au Gouvernement de S. M. Britannique, dans un cheque sur la Banque d'Angleterre, la somme que le Gouvernement de S. M. Britannique demandera dans ce cas. En faisant cette communication au très-honorable comte Russell, le Soussigné prie Son Excellence de bien vouloir l'informer de la résolution du Gouvernement de S. M. Britannique, à l'égard de l'arrangement conclu par lesdites Notes du 5 janvier, ainsi que de son acceptation de l'arbitre proposé par S. M. l'Empereur du Brésil.

Agréez, etc.

Signé : MOREIRA.

---

**Le comte Russell à E. Moreira.**

Foreign-Office, le 12 février 1863.

Le Soussigné, secrétaire principal de Sa Majesté pour les affaires étrangères, en réponse à la Note de l'envoyé extraordinaire, ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Brésil, a l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté a accepté l'arrangement convenu dans un échange de Notes entre le marquis d'Abrantès et M. Christie ; que le Gouvernement de Sa Majesté fixera le plus tôt possible la somme qu'il regarde comme une juste indemnité pour la perte du *Prince-de-Galles* ; qu'il consent à remettre à la décision d'un arbitre la question relative aux officiers du *Forte* dans les termes proposés par le Brésil ; et enfin, le Gouvernement de la Reine accepte le Roi des

Belges comme arbitre, si le Roi daigne consentir à accepter cette mission.

Le Gouvernement de la Reine ayant accepté les conditions convenues à Rio-Janeiro, ne veut pas discuter les termes de la protestation du Gouvernement Brésilien. Le Gouvernement Brésilien est persuadé qu'il a le bon droit de son côté; le Gouvernement de la Reine a la même conviction dans un sens contraire. Mais le Gouvernement de la Reine désire, plutôt que de prolonger une controverse sur ce qui est passé, cultiver de bonnes relations avec le Gouvernement de l'Empereur du Brésil, qui a, sous tant de rapports, des titres à l'amitié du Gouvernement anglais.

Le Soussigné, etc.

Signé : RUSSELL.

SECOND BLUE-BOOK.

N° 1. Le comte Russell à M. Moreira.

Foreign-Office, le 24 février 1863.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, en réponse à votre Note du 9 de ce mois, que le Gouvernement de Sa Majesté, après avoir examiné la question de l'indemnité à réclamer pour le *Prince-de-Galles*, a décidé qu'il s'abstiendrait de faire aucune réclamation ni quant au navire ni quant au fret.

Le chiffre de l'indemnité pour le pillage de la cargaison, la perte des effets de l'équipage et pour autres motifs, est estimé par le Gouvernement de Sa Majesté à 3200 livres.

Je suis, etc.

Signé . RUSSELL.

M. Moreira au comte Russell<sup>1</sup>.

Légation brésilienne à Londres, le 26 février 1863.

Le Soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Brésil, a l'honneur d'accuser réception de la Note qui lui a été adressée aujourd'hui par S. Exc. le comte Russell, et il s'empresse de faire tenir à Son Excellence un mandat de 3200 liv. sterl. sur la Banque d'Angleterre, somme fixée par le Gouvernement de S. M. Brésilienne pour l'échouage du *Prince-of-Wales*. Ce payement étant fait, il est du devoir impérieux du soussigné de faire ce qu'il a déjà eu l'honneur d'annoncer dans sa Note du 9 courant au très-honorable comte Russell, à savoir, de déclarer que S. M. l'Em-

1. Cette pièce ne se trouve pas dans le *blue-book* anglais, mais elle répond à la précédente, n° 1.

pereur, en faisant ce paiement à S. M. Britannique, ne reconnaît en aucune façon ni droit ni justice de la part du Gouvernement anglais à prétendre rendre le Gouvernement Impérial responsable du sinistre du *Prince-of-Wales* sur la côte brésilienne, d'autant mieux que le Gouvernement a employé tous les moyens en son pouvoir pour punir les prétendus malfaiteurs, et il a sincèrement et loyalement fait tous les efforts possibles pour démontrer le peu de validité de la prétention émise par la Légation anglaise à Rio de Janeiro dans cette affaire. Le Gouvernement Impérial, parfaitement convaincu de son bon droit, déclare ;

1° Ne pouvoir ni ne devoir donner son assentiment aux principes insolites que l'on prétend établir contre lui, à l'occasion de ce sinistre maritime. Il ne peut pas accepter la responsabilité qu'on fait peser sur lui, et il proteste hautement et catégoriquement contre tout ce que dessus. En conséquence, il refuse, comme il a déjà refusé, de consentir et de prendre part à la liquidation des pertes subies par les propriétaires des navires échoués, ou de toute indemnité pour les dommages qui sont provenus de cet échouage ; comme aussi le Gouvernement Impérial refuse absolument de prendre connaissance du fait ;

2° Que le Gouvernement Impérial s'abstient de faire aucune réclamation pécuniaire pour le navire ou le fret, ainsi qu'il est dit à la Note à laquelle répond le Soussigné ;

3° Enfin, en faisant tenir au Gouvernement de S. M. Britannique la somme précitée de 3200 livres, pour l'échouage du *Prince-of-Wales*, le Soussigné déclare, au nom de son Gouvernement, que ce paiement ainsi fait au Gouvernement anglais n'est fait que par suite des actes illégaux et violents commis sur des navires brésiliens dans les eaux mêmes de l'Empire, et qu'il n'est que le simple résultat de la force, sans impliquer en aucune façon l'admission du droit ou de la justice de la part du Gouvernement anglais. Par ce motif, il ne sera jamais possible, par suite de ce paiement, d'établir un précédent contre le Brésil ou tout autre État maritime ; d'autant mieux que le Gouvernement Impérial ne reconnaît nullement la légalité d'un tel acte, mais qu'au contraire il proteste de la manière la plus formelle et la plus solennelle contre cet acte et ses conséquences. Le Soussigné, en faisant cette protestation vis-à-vis du Gouvernement de S. M. Britannique pour son légitime effet, réserve, en attendant, le droit de réclamer, au nom de son Gouvernement, satisfaction pour la violation de sa souveraineté territoriale, cinq navires appartenant à des Brésiliens, ayant été capturés et détenus comme prises dans les eaux mêmes de l'Empire, à titre de représailles, par des navires de guerre de la marine anglaise ; et aussi il se réserve de réclamer une indemnité pour



les dommages résultant de cette capture; sous toutes ces réserves, le Soussigné proteste actuellement, et il prend la liberté, etc.

Signé : MOREIRA.

---

**Le comte Russell à M. Moreira.**

Foreign-Office, 28 février 1863.

Le soussigné, principal secrétaire d'État de Sa Majesté pour les affaires étrangères, accuse réception d'une traite sur la banque d'Angleterre pour la somme de 3,200 l. st. Le soussigné se serait volontiers borné à ce simple accusé de réception si M. Moreira, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'empereur du Brésil, n'avait point, en transmettant la traite, produit diverses assertions qu'il est du devoir du soussigné de ne pas laisser passer sans contradiction. D'abord, il est dit que cette somme de 3,200 l. st. est le chiffre qu'a fixé le Gouvernement de Sa Majesté Impériale pour l'échouage du *Prince de Galles*. Le soussigné a déjà informé M. Moreira qu'aucune somme n'est réclamée pour la perte du vaisseau le *Prince de Galles*, non plus que pour le fret de la cargaison. La somme est réclamée à raison de l'ignoble pillage de la cargaison, et pour la négligence dont ont fait preuve les autorités brésiliennes dans les enquêtes tendant à constater la culpabilité des malfaiteurs supposés. Quand M. le consul Vereker arriva, le 16 juin, sur la côte, huit ou neuf jours après le naufrage, voyant qu'on disait que huit ou dix cadavres gisaient sur le rivage, il demanda au juge municipal de procéder à une enquête sur le corps, ce qu'il refusa de faire. Le Consul attribue ce refus à la présence de Señor Faustino, inspecteur du district, qui vint avec une force armée plus nombreuse que celle qui accompagnait le juge municipal. C'était là tout d'abord une violation de la justice.

Si ces huit ou dix cadavres avaient été produits et examinés, on se fût assuré s'il y avait sur eux des marques de violence; mais comme il s'est écoulé un temps considérable avant l'enquête et qu'alors les corps étaient en décomposition, on n'a pas pu reconnaître la cause de la mort. Si un vaisseau brésilien avait fait naufrage sur la côte de Cornouailles et que l'on eût trouvé des cadavres sur le rivage, le coroner du district aurait procédé à une enquête immédiate et eût examiné les corps. Si un magistrat était arrivé avec une force armée pour empêcher ou contrôler une telle enquête, il ne se serait pas écoulé vingt-quatre heures avant que le magistrat fût révoqué, et des troupes eussent été envoyées pour protéger les opérations judiciaires

1. Cette dépêche du 28 février ne se trouve pas dans le *blue-book*, mais elle répond à celle de M. Moreira du 26.

du coroner. Le soussigné ne veut pas entrer plus avant dans l'affaire ; les circonstances en sont bien résumées dans une lettre de l'amiral Warren à M. Christie. Cette lettre, datée du 23 septembre 1862, est parmi les papiers communiqués par ordre de Sa Majesté. Le naufrage a eu lieu en juin 1861<sup>1</sup>. A la fin de 1862, le Gouvernement de Sa Majesté ayant été berné pendant dix-huit mois par des subterfuges, par des assertions sans fondement de la part des autorités brésiliennes, l'escadre de Sa Majesté est venue appuyer les demandes modérées du Gouvernement de Sa Majesté ; tout s'est passé selon les règles du droit des gens, après une longue période de patience et de longanimité.

Signé : RUSSELL.

---

N<sup>o</sup> 2. Le comte Russell à lord Howard de Walden.

Foreign-Office, le 27 février 1863.

Mylord, j'ai à annoncer à Votre Seigneurie que le Gouvernement de Sa Majesté a jugé, à son extrême regret, qu'il était nécessaire d'avoir recours à des mesures de représailles en conséquence du refus du Gouvernement Brésilien de concéder la satisfaction réclamée par le Gouvernement de Sa Majesté dans deux cas où les intérêts britanniques ont exigé l'intervention de ce gouvernement.

Les questions auxquelles je fais allusion sont : d'abord, le fait du naufrage du navire anglais *le Prince de Galles* sur les côtes du Brésil, et, en second lieu, l'outrage commis par les autorités brésiliennes envers quelques officiers du navire de Sa Majesté *la Forte*.

Il n'est pas nécessaire que j'entre dans les longs détails de ces deux affaires. Votre Seigneurie constatera la position de la question en prenant connaissance de ma correspondance avec M. de Moreira, dont j'annexe les copies, et qui vous apprendra que, tandis que le Gouvernement Brésilien a virtuellement souscrit aux réclamations du Gouvernement de Sa Majesté en ce qui concerne *le Prince de Galles*, il a proposé que la question relative aux officiers de *la Forte* soit soumise à l'arbitrage du roi des Belges, afin que Sa Majesté décide s'il y a eu offense envers la marine britannique dans la manière d'appliquer les lois du Brésil aux officiers de *la Forte*.

Le Gouvernement de Sa Majesté a souscrit à la proposition faite de déférer ce point à la décision du roi des Belges, et j'ai à donner à Votre Seigneurie la mission de vous assurer près de M. Rogier, si Sa Majesté daigne accepter cet arbitrage.

Je suis, etc.

Signé : RUSSELL.

---

1. La version de l'amiral est reproduite par les notes de M. Christie, du 5 décembre.

**N° 3. M. Moreira à lord Russell.**

Légation Impériale du Brésil. Londres,  
le 2 mars 1863.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur, a l'honneur d'accuser réception de la Note du 28 février — qui ne lui est parvenue qu'hier — qui lui a été adressée par Son Excellence le comte Russell. Il considère de son devoir de faire immédiatement à Son Excellence la réponse suivante :

Il a été convenu par les Notes échangées entre le Gouvernement Impérial et la Légation Britannique à Rio-de-Janeiro, que le paiement au Gouvernement anglais se ferait sous protêt par l'intermédiaire de cette légation.

Conformément aux coutumes et aux usages suivis en pareil cas, lorsqu'un Gouvernement proteste contre les actes d'un autre, ce dernier est formellement tenu d'accuser réception du protêt, afin que ce document puisse reposer parmi les archives internationales pour servir à l'avenir et avoir les effets qui lui sont propres. Mais le soussigné fait observer que le très-honorable comte Russell accuse seulement réception, dans cette occasion, par sa Note du 28 février, de la somme que le soussigné lui a payée sans accuser en même temps réception du protêt qui accompagnait ce paiement.

Il est donc du devoir du soussigné de demander au comte Russell de vouloir bien accuser réception dudit protêt, formalité qu'il juge nécessaire pour compléter l'opération.

Quant aux observations que le comte Russell fait dans sa Note du 28 février, le soussigné a à constater que ces observations sont tout à fait et entièrement fondées sur des déclarations faites des suppositions imaginées et des raisonnements tenus par le consul Vereker, ou bien qu'elles ont pour origine ces mêmes déclarations, suppositions et raisonnements, et qu'elles ont été toutes discutées et déniées ou réfutées et expliquées par le Gouvernement Impérial dans sa correspondance avec la Légation Britannique, correspondance que le comte Russell trouvera récapitulée dans le Mémoire du marquis d'Abbrantès, qui accompagnait la Note adressée par Son Excellence, le 29 décembre 1862, à M. Christie (page 121 de la correspondance communiquée au Parlement). Ce Mémoire contient une narration lucide et un sommaire succinct qui écartent et détruisent toutes les allégations déposées dans la lettre du vice-amiral Warren, lequel n'avait pas eu connaissance des faits et a écrit simplement sous les impressions que lui avait laissées le rapport du consul Vereker.

Les déclarations de ce consul sont une série de conclusions non fon-

dées et de suppositions injustes articulées contre les autorités brési-liennes et contre la forme des procédés. Il est du devoir du soussigné de dire au très-honorable comte Russell que la force de ces supposi-tions devrait au moins être affaiblie dans l'appréciation du Gouverne-ment Britannique lorsqu'il songe que M. Vereker a poussé ses soup-çons assez loin pour croire que les habitants de Rio-Grande avaient conspiré contre sa vie et lorsqu'il se rappelle que M. Christie, après avoir communiqué personnellement avec le consul, a jugé de son devoir de déclarer au Gouvernement du Brésil qu'il était convaincu que M. Vereker avait l'esprit frappé par des erreurs et que ses appré-hensions n'avaient aucun fondement.

Il n'est donc pas improbable que les idées fausses du consul Vereker ne se bornassent pas à provoquer chez lui une imputation aussi scan-daleuse contre un peuple au milieu duquel il avait vécu pendant un grand nombre d'années avec la jouissance d'une sécurité et d'une hospitalité parfaites, mais qu'elles s'étendaient également aux autres accusations qu'il a faites dans le cours de cette affaire.

Il est certain que le consul Vereker attribue l'absence de tout examen des corps trouvés dans la première occasion au fait de la su-périorité de la force armée qui escortait l'inspecteur du district, rela-tivement à la force qui avait accompagné le juge municipal de l'en-droit où le naufrage a eu lieu ; et c'est en conséquence de cette idée que le consul lui-même a jugé qu'il valait mieux retourner à Rio-Grande afin d'y commencer immédiatement le procès, sans qu'il fût néanmoins possible d'imputer aucun blâme au juge municipal, ainsi que ledit consul l'avoue lui-même (page 3 de la correspondance). Mais le Mémoire du marquis d'Abrantès prouve clairement (page 125 de la correspondance), en opposition avec cette idée non fondée et reposant sur des soupçons, que la force qui se trouvait, dans cette occasion, à la disposition de l'inspecteur pour faire la police de la place où avait eu lieu le naufrage, n'était pas supérieure au nombre des personnes et à la force qui accompagnait le juge municipal.

L'allégation du consul Vereker ne saurait donc être la conséquence d'une prétendue appréhension de force supérieure, parce que le fait de cette supériorité ne s'appuie que sur sa propre déclaration qui est erronée. Cette appréhension de force supérieure était tellement peu fondée que le juge municipal a procédé, d'accord avec le consul, à une perquisition dans quelques maisons suspectées, et le consul lui-même n'a pas craint d'accompagner l'inspecteur du district pour opérer avec lui et quelques soldats une perquisition dans un autre district voisin, ainsi qu'il le constate lui-même.

Il n'y a donc pas eu, dès le principe, ce manque de justice que le très-honorable comte Russell suppose.



Son Excellence dit ce qui serait arrivé si un navire brésilien avait fait naufrage sur les côtes de Cornwall. Sans doute les lois anglaises eussent été exécutées dans ce cas; mais dans le cas du *Prince de Galles* les lois du Brésil ont été également exécutées avec autant de vigueur et de promptitude que la localité et les circonstances le permettaient. L'enquête a été faite sur autant de corps qu'il a été possible d'en découvrir, et le verdict porte: « Suffocation par l'effet de l'eau. »

Cinq enquêtes ont été successivement tenues par diverses autorités. Le consul Vereker aurait pu être présent à toutes ces enquêtes; il n'a pas assisté à quelques-unes d'entre elles; il n'a pas été présent à la plus importante, bien qu'il y eût été formellement invité. Un fonctionnaire a été révoqué par le Gouvernement Impérial; onze personnes ont été jugées et condamnées, et le procès se faisait conformément à la loi, lorsque le Ministre britannique recourut à la violence que tout le monde maintenant connaît.

Le soussigné ne saurait donc admettre la justesse du langage du comte Russell, lorsqu'il parle de la négligence des autorités brésiennes.

Et en présence des longs efforts faits pour obtenir le châtimement des prétendus criminels, le soussigné repousse la responsabilité que le Gouvernement anglais impose par la force au Gouvernement du Brésil; et le soussigné, par conséquent, ne peut accepter que la responsabilité qui résulte du naufrage du *Prince de Galles*.

Le soussigné, etc.

Signé : C. MOREIRA.

#### N° 4. Le comte Russell à M. Moreira.

Foreign-Office, le 4 mars 1863.

Le soussigné, principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères, a eu l'honneur de recevoir la protestation que M. Moreira, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Brésil a transmis, au nom de son Gouvernement, au soussigné, le 26 du mois dernier.

Le soussigné, etc.

Signé : RUSSELL.

#### N° 5. Lord Howard de Walden à M. Rogier.

Bruxelles, le 5 mars 1863.

M. le Ministre, — Le gouvernement de Sa Majesté Britannique a jugé récemment nécessaire, à son extrême regret, d'avoir recours à des mesures de représailles en conséquence du refus du gouvernement brésilien de concéder la satisfaction exigé par le gouvernement

de Sa Majesté dans deux cas où les intérêts britanniques avaient fait appel à son intervention.

Ces deux cas sont d'abord, celui du *Prince de Galles*, navire anglais qui a fait naufrage sur les côtes du Brésil, et ensuite, un outrage commis par les autorités brésiliennes envers quelques officiers du navire de Sa Majesté britannique *la Forte*.

Votre Excellence prendra connaissance de la position actuelle de la question par les copies des Notes qui ont été échangées entre le comte Russell et M. de Moreira, lesquelles copies sont incluses, et vous verrez par ces pièces que, tandis que le gouvernement brésilien a virtuellement concédé les demandes du gouvernement de Sa Majesté en ce qui concerne le cas du *Prince de Galles*, il a proposé que la question relative aux officiers de *la Forte* fût soumise à l'arbitrage du roi des Belges; afin que Sa Majesté décide si, dans la manière d'appliquer les lois du Brésil au cas des officiers de *la Forte*, il y a eu offense envers la marine britannique.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a souscrit à la proposition faite de référer ce point à la décision du roi des Belges. J'ai donc reçu la mission de m'assurer près de Votre Excellence si Sa Majesté daigne accepter cet arbitrage.

J'ai, etc.

Signé : HOWARD DE WALDEN ET SEAFORD.

#### ANNEXE AU N° 5.

#### M. Rogier à lord Howard de Walden,

Bruxelles, le 3 mars 1863.

Mylord, — Je me suis empressé de porter à la connaissance du Roi, mon auguste Souverain, le contenu de la communication que votre Excellence m'a adressée sous la date du 28 février, au sujet de l'arbitrage déféré à Sa Majesté par les cabinets de Saint-James et de Rio-de-Janeiro.

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de vous informer, Mylord, que Sa Majesté accepte la tâche que l'Angleterre et le Brésil veulent lui confier, et qu'elle cherchera à remplir les fonctions d'arbitre avec conscience et impartialité.

En m'acquittant de ce soin, je saisis, etc.

Signé : CH. ROGIER.

F. AMYOT.

# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

### 1863

---

### III

#### GRANDE-BRETAGNE.

CORRESPONDANCE RELATIVE A L'INSURRECTION DE POLOGNE 1863<sup>1</sup>.

Communiquée au Parlement anglais en avril 1863.

---

**N° 1. M. White, remplissant les fonctions de consul général,  
au comte Russell.**

Varsovie, le 31 décembre 1862.

Mylord, j'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que le gouvernement d'ici a dissous le conseil de district de Prasnyz, par suite de quelques expressions qui ont été employées durant les discussions de ce conseil. C'est le second des nouveaux conseils qui a été ainsi dissous sur trente-neuf qui existaient; cette dissolution rend nuls et non

1. Voir les Documents déjà publiés sur la Pologne. *Archives*, 1861, t. II, p. 239 à 246, 394; t. III, p. 149, 408 à 429; t. IV, p. 148, 274. *Archives* 1863, t. II, p. 57 à 72, 81 à 85.

Voir également : *Recueil des Traités, Conventions et Actes diplomatiques concernant la Pologne, 1762-1862*, par le comte d'Angeberg, 1 volume in-8° de 1200 pages. Paris : Amyot, éditeur, 8, rue de la Paix.

avenus tous les actes de ce conseil, même le choix de commissaires d'arbitrage pour fixer les délais dans la question discutée des baux de paysans.

Le gouvernement, néanmoins, est obligé, par la loi, de convoquer, dans les douze mois dès la date de la dissolution, les électeurs de ces districts pour procéder à une nouvelle élection.

Je suis, etc.

*Signé : W. A. WHITE.*

---

**N<sup>o</sup> 2. M. White au comte Russell.**

Varsovie, le 11 janvier 1863.

Mylord, la police a fait ici, il y a une quinzaine de jours, certaines découvertes à laquelle les plus hautes autorités de ce pays avaient, au moment même, attaché une très-grande importance, mais celle-ci a considérablement diminué depuis, car l'activité du parti révolutionnaire ne s'est pas ralentie, malgré l'arrestation de ces individus que la police croyait être les chefs de la conspiration.

Parmi les personnes arrêtées se trouvaient plusieurs employés de chemins de fer, dont l'un, nommé Kowalewski, était désigné comme le chef du département de la police du comité révolutionnaire; une autre personne, du nom d'Epstein, le fils d'un riche banquier juif, était également soupçonnée d'avoir pris une part active aux préparatifs de sédition, et son arrestation avait causé une grande joie dans les cercles officiels.

Quelques jours après, la police tomba sur plusieurs personnes en train d'imprimer un journal révolutionnaire, elle s'en empara ainsi que des presses et papiers. La maison où se trouvaient ces personnes fut occupée par la police, et le lendemain un homme, nommé Schwartz, fut arrêté au moment où il entrait dans cette maison, sans doute dans le but de venir chercher plusieurs exemplaires du journal. Il tenta de s'échapper en voyant la police, mais il fut suivi et saisi après quelque résistance. Plusieurs papiers importants furent trouvés en sa possession, entre autres sa commission d'agent du comité révolutionnaire. Schwartz est français, mais fils de parents polonais; il paraît avoir reçu une bonne éducation comme ingénieur civil à Paris.

Presque en même temps, le gouvernement français arrêta, à Paris, trois réfugiés polonais, dont les papiers ont été fouillés et dont les rapports avec Mazzini et le comité de Varsovie ne font pas l'objet d'un doute.

Toutes ces découvertes furent faites à un moment où de nombreux agents du comité révolutionnaire parcouraient le pays, tant dans le royaume qu'en Lithuanie, enrôlant des membres pour les sociétés



secrètes, menaçant de vengeance les employés du gouvernement et répandant l'alarme parmi les habitants paisibles.

On espéra d'abord, parmi les personnages les plus ardents du gouvernement, qu'on était sur la trace de grandes découvertes relativement à l'organisation révolutionnaire, mais ces espérances ne paraissent pas s'être encore réalisées.

Une des personnes les plus importantes qui a été arrêtée est un nommé Abicht, Lithuanien, qui fut pris l'autre jour, tout à fait accidentellement dans la petite ville de Garvolin, à environ 50 milles de Varsovie, par les autorités locales qui le soupçonnaient de faire partie d'une bande de voleurs qui avait pillé la poste de l'endroit.

Ce soupçon fut élevé par suite de la découverte que fit le garçon juif de l'hôtel où demeurait Abicht et ses compagnons, de pistolets dans son porte-manteau, le juif ayant informé de ce fait le maire de l'endroit, ou burgermester, ces individus furent de suite arrêtés.

J'ai, etc.

*Signé : W. A. WHITE.*

---

### N<sup>o</sup> 3. M. White au comte Russell.

Varsovie, le 14 janvier 1863.

Mylord, la mise à exécution de la mesure du recrutement forcé s'approchant, le Comité révolutionnaire continue à tromper les masses par son attitude hardie, prétendant tout le temps qu'il a la force de résister au Gouvernement, et que l'exécution de cette mesure exceptionnelle, par des moyens pacifiques, rencontrera d'insurmontables difficultés.

Quelques jours après la saisie des caractères du journal séditieux le *Ruch*, le Comité publia un nouveau numéro de cette feuille niant que leur presse eut été découverte afin d'arrêter le découragement que cela aurait pu produire parmi leurs partisans.

Aussitôt après, le Comité révolutionnaire lança une circulaire qui fut envoyée aux différentes autorités locales dans tout le pays, menaçant de vengeance et de châtimens sommaires toute personne employée dans le Gouvernement, ou tout magistrat qui aiderait ou assisterait en quoi que ce soit la mise à exécution de ce recrutement.

Quelques jours plus tard, le garçon juif dont la révélation avait amené l'arrestation d'Abicht, l'agent révolutionnaire, à Garvolin, dont j'ai parlé dans ma dépêche du 11 courant, vint à Varsovie pour recevoir une récompense pécuniaire de 200 roubles, que le Grand-Duc Constantin lui avait accordée pour avoir donné ce renseignement. Le Juif s'adressa pendant trois jours au Trésor pour le paiement de cette

somme, et le troisième jour il fut poignardé à la porte du Payeur général, au moment où il en sortait, évidemment dans le but d'intimider les révélateurs et les autorités provinciales à l'approche des conscriptions. Le Juif, à ce qu'il paraît, n'a pas été blessé mortellement; il pût même suivre son meurtrier dans la rue jusqu'au moment où il tomba; un homme a été arrêté par la police, serrurier de profession qu'on suppose être le coupable; mais son identité ne paraît pas avoir encore été suffisamment établie.

Je crois nécessaire de mentionner ici qu'Abicht est venu d'Angleterre en Pologne avec un passeport anglais.

Les listes des individus destinés à être pris comme conscrits ont été dressées et la conscription doit commencer dans quelques jours à Varsovie pour se continuer dans les provinces et dans les autres villes du royaume. Aucun effort n'a été épargné pour y introduire tous les hommes vigoureux qui sont soupçonnés d'avoir des tendances révolutionnaires et qui ont été signalés comme tels par la police durant les deux dernières années; mais d'après ce que l'on sait de l'insuffisance de ce département du Gouvernement, on peut aisément supposer que ces renseignements ne sont pas toujours d'une exactitude à laquelle on puisse se fier.

Le nombre des recrues à lever cette fois dans le Royaume est tenu secret. J'ai néanmoins des raisons de croire qu'on a l'intention de le fixer à 5 par mille de la population qui, étant de 1 200 000 dans les villes donnerait 6000 hommes. La population rurale étant exempte pour cette fois, les villages n'ont que 2000 hommes à fournir, ce qui porte le total à 8000 hommes.

Néanmoins le nombre exact n'est, à ce qu'il paraît, pas encore définitivement fixé; et une certaine latitude a été laissée au Grand-Duc Constantin quant au chiffre des recrues à fixer dans le Royaume pour cette fois.

Le résultat final de cette mesure est attendu avec un grand intérêt par les gouvernants et les gouvernés; et si les espérances des premiers sont accompagnées de succès, la conscription sera terminée en un mois. Aussitôt qu'elle aura été terminée, le Grand-Duc se rendra probablement pour quelques semaines à Saint-Pétersbourg pour soumettre à Sa Majesté d'autres projets de pacification des sujets polonais de son Impérial Frère.

Je suis, etc.

*Signé : W. A. WHITE.*

---

**N° 4. Le colonel Stanton, consul général de la Grande-Bretagne,  
à Varsovie, au comte Russell.**

Varsovie, le 19 janvier 1863.

Mylord, la conscription projetée pour l'armée russe qui avait été annoncée par le Gouvernement comme devant prendre place au commencement de l'année présente a été mise à exécution dans la nuit du 14 courant, pendant laquelle 2000 hommes ont été pris pour le service.

Les membres du Gouvernement avaient de grandes craintes que la mise à exécution de cette mesure ne produisît des désordres dans le pays, surtout parce que les agitateurs du parti révolutionnaire avaient fait les plus grands efforts pour exciter le peuple à la résistance et, au besoin, pour faire un appel aux armes. La date du jour de la levée avait été tenue secrète, et des mesures avaient été prises par les autorités pour réprimer tout mouvement hostile qui pourrait surgir; mais, malgré l'attitude du parti *ultra*, la mesure a été exécutée sans troubles aucuns en ce qui concerne la ville elle-même.

L'effet produit par le succès complet et soudain du Gouvernement dans cette affaire est très-marqué. Le parti révolutionnaire semble paralysé, les classes ouvrières ont déjà commencé à ouvrir les yeux sur la folie d'une résistance ultérieure et sur l'impuissance du parti *ultra* à offrir une résistance efficace au Gouvernement. Malheureusement, beaucoup d'ouvriers et d'autres individus faisant partie des Sociétés secrètes ont été persuadés de s'assembler tout près de la ville, en obéissance aux ordres qui leur ont été donnés par les chefs du mouvement; leur nombre cependant ne paraît pas s'élever à plus de 500 ou 600 hommes dont la plupart sont sans armes. Des troupes ont été envoyées pour disperser les insurgés et s'en emparer, et il est à craindre que ces ordres ne s'exécutent pas sans effusion de sang; mais la faiblesse du parti *ultra* et son impuissance à résister au Gouvernement seront, du moins, clairement démontrées par cette tentative insensée, et je crois, Mylord, qu'on peut compter sans exagération que le mouvement polonais sera promptement terminé, et que le pays reprendra, sinon une attitude pacifique, du moins une tranquillité relative et à l'abri des tentatives révolutionnaires.

La conscription reste à faire dans les districts du pays, la date en est encore tenue secrète; mais, après le succès obtenu à Varsovie, j'imagine qu'il n'y a lieu de craindre aucune opposition dans les provinces; sans doute nombre d'individus susceptibles d'être pris tenteront de quitter le pays, et il est très-probable que les forêts du royaume leur serviront pendant quelque temps de refuge, et que les routes devien-

dront peu sûres pour les voyageurs par suite de la présence de ces individus qui en seront réduits à demander leur existence au brigandage.

Pour conclure, Mylord, je puis dire que malgré la résistance actuelle au Gouvernement, l'état des affaires dans ce pays, suivant toute apparence extérieure, s'est matériellement amélioré durant les deux derniers mois.

J'ai, etc.,

*Signé* : EDW. STANTON.

---

**N° 5. Le colonel Stanton à sir A. Buchanan, ministre  
d'Angleterre à Berlin.**

*(Extrait.)*

Varsovie, le 25 janvier 1863.

Les lignes du télégraphe qui relie cette ville avec Berlin et Saint-Petersbourg ayant été coupées, je n'ai pu raconter la marche des événements qui ont eu lieu dans ce pays. Je vous envoie donc quelques lignes sur l'état des choses, et j'ai l'honneur de vous prier, dans le cas où Votre Excellence jugerait que mes renseignements ont assez d'importance pour être transmis, de les faire parvenir à Lord Russell et à Lord Napier.

Votre Excellence a appris que de suite après l'opération de la conscription dans cette ville, plusieurs individus se réunirent dans le voisinage pour résister au Gouvernement, et que des troupes furent envoyées contre eux pour les disperser et s'en emparer. Depuis ce moment des événements d'une nature bien plus sérieuse ont surgi, et des collisions ont eu lieu entre les insurgés et les troupes impériales sur différents points du royaume : L'intention des meneurs révolutionnaires était de faire un soulèvement général dans la nuit du 22, et de tomber sur les divers petits détachements de troupes disséminés en ce moment dans le pays. Plusieurs tentatives furent faites, et quelques petites fractions de troupes mirent bas les armes ; cependant les troupes purent en général repousser les attaques, et bon nombre de prisonniers ont été faits. L'affaire la plus sérieuse paraît avoir eu lieu dans la ville de Plock où une attaque a été faite contre le corps de garde, mais elle a été repoussée après un feu assez vif qui a duré quelque temps. J'ignore quelles ont été les pertes, mais on rapporte qu'elles sont nombreuses. Je ne puis non plus, quant à présent, donner à Votre Excellence une idée quelconque du chiffre des insurgés ; ils ont toutefois réussi à couper le télégraphe ainsi que le chemin de fer entre cette ville et Saint-Petersbourg ; ils ont, m'a-t-on dit, détruit, un ou deux ponts sur cette ligne. Quelques rails ont été aussi enlevés sur le chemin de fer de Varsovie et Vienne, mais je crois qu'ils ont été



replacés, et que les communications sur cette ligne ont été maintenues.

Malheureusement le Gouvernement n'est pas en mesure d'agir immédiatement dans les divers districts avec des colonnes volantes; un temps précieux sera perdu pour réprimer ce mouvement qui a pris aujourd'hui de telles dimensions qu'il est à craindre qu'une grande effusion de sang n'ait lieu avant que l'insurrection soit complètement réprimée; mais il est difficile de croire qu'une résistance sérieuse puisse être faite aux forces dont dispose le Gouvernement, et comme le mouvement paraît pour le moment se borner aux gens des villes soutenus par le clergé, les paysans restant à l'écart, il est à espérer que la tranquillité sera bientôt rétablie, et que la portion vacillante des habitants du royaume verra la folie d'une résistance contre les forces écrasantes de la Russie. Le succès qu'a obtenu la conscription à Varsovie même paraît avoir précipité l'action des agents révolutionnaires et avoir renversé tous leurs calculs; j'imagine que nous n'aurons probablement aucun trouble dans cette ville, et puisque le masque est maintenant jeté, le Gouvernement, aussi bien que le peuple lui-même verront quels sont les véritables instigateurs et chefs de cette tentative insensée.

---

**N<sup>o</sup> 6. Lord Napier, ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg, au comte Russell.**

(Extrait.)

Saint-Petersbourg, le 26 janvier 1863.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Seigneurie un extrait du journal officiel d'hier donnant quelques détails sur la récente explosion dans plusieurs parties de la Pologne à l'occasion du recrutement militaire.

Votre Seigneurie a été informée il y a quelque temps que le Gouvernement russe avait rétabli le système barbare du recrutement à l'égard de la Pologne, au lieu du plan plus humain de conscription par sections qui a été fixé par une loi de 1859, mais qui n'a jamais été appliqué, aucune levée n'ayant été faite depuis cette date. Ce n'est pas seulement le retour à un ancien projet par lequel l'empereur Nicolas épuisa et anéantit l'énergie du peuple polonais, qui forme le mauvais côté de cet acte; le projet lui-même n'a été appliqué qu'en partie; il devait être mis à exécution dans les villes, mais non dans les campagnes, le Gouvernement ayant un double but en vue: d'un côté, de se concilier les propriétaires terriens et les paysans, et de l'autre de s'emparer des personnes les plus à craindre dans la population urbaine pour en faire des soldats. Environ 8000 recrues, à ce que je

crois, ont été levées dans les villes de Pologne par des commissions mixtes composées d'officiers militaires et de fonctionnaires civils ayant un pouvoir absolu pour les choix à faire. Sans affirmer que, dans tous les cas, cette faculté ait été exercée d'une façon abusive sans égard pour le nombre ou les ressources des familles, ou la position et les occupations des personnes propres au service, il est certain que le choix des autorités a été fréquemment dicté par des considérations d'un caractère politique, et il est à craindre que les agents du Gouvernement aient pu être quelquefois accessibles à des motifs d'une nature non avouable. Dans le fait, on avait pour but de faire une razzia complète de la jeunesse révolutionnaire de Pologne, d'enfermer les esprits les plus énergiques et les plus dangereux dans les entraves de l'armée russe. C'était simplement un projet d'enlever l'opposition pour la transporter en Sibérie ou au Caucase. Cet objet, si complètement en opposition avec l'ordre de choses intelligent et plein d'humanité récemment inauguré en Pologne, a causé une grande surprise chez beaucoup de personnes bien disposées pour le Gouvernement russe ; car il était à craindre que même si le Gouvernement réussissait à disposer ainsi d'un nombre de dangereux antagonistes, cependant le blâme moral qui accompagnerait cet acte dépasserait grandement les avantages matériels qu'on y aurait gagnés. Dans mon humble opinion, cet acte me paraît la seule erreur considérable qui ait été commise en Pologne depuis la nomination du marquis Wielopolski ; et néanmoins il a reçu l'approbation de cet homme d'État et la sanction du grand-duc Constantin. Il est impossible de savoir quant à présent jusqu'à quel point la révolte actuelle est l'œuvre d'hommes poussés au désespoir par la perspective d'être saisis et faits soldats russes, ou celle d'incendiaires révolutionnaires profitant d'une telle occasion. Le recrutement arbitraire donnera néanmoins un certain prétexte à la résistance et une excuse aux actes du parti révolutionnaire aux yeux de l'Europe. Ces actes recevront une justification ou au moins une atténuation qu'un grand acte d'injustice de la part de la Russie pouvait seul leur donner. Il est certain néanmoins, que malgré toute provocation, l'insurrection en Pologne est un crime en tout état de cause, car c'est une insurrection sans aucune chance de succès, et ne pouvant aboutir qu'à un surcroît de sévérité et une aggravation de haine.

Parmi les Russes réfléchis, la seule défense que j'ai entendu faire en faveur de la suspension de la loi de 1859, et du retour à l'ancien système est celle-ci : que la conscription militaire régulière n'existe pas même en Russie, et que si la levée avait été faite en Pologne, sur un plan moderne européen, la Pologne aurait été mieux traitée que l'Empire lui-même ; qu'il était équitable de continuer à se servir

du système arbitraire dans les deux pays, jusqu'à ce qu'une bonne loi y eut pourvu pour tous deux.

Je ne puis accepter cet argument. Les institutions de la Pologne sont à beaucoup d'égards plus avancées que celles de la Russie. C'est là sans doute un puissant motif pour améliorer les lois russes, mais ce ne peut en être un pour avilir celles de la Pologne.

Il n'y a pas de raison pour que la loi de conscription française n'ait pas été mûrement examinée pour être appliquée à la Russie propre pendant les six dernières années où il n'y a pas eu de levée de soldats dans l'Empire. La mesure dont on se plaint est dans mon humble opinion un effort malfaisant, et, je l'espère, expirant, du vieux système de violence despotique. Le résultat en est déplorable, mais il est naturel. Nous pouvons seulement espérer que l'Empereur ne consentira pas à se laisser entraîner dans une voie réactionnaire par un incident qui a été, en partie du moins, provoqué par l'imprudence de ses représentants et de ses conseillers.

---

ANNEXE AU N° 6.

Extrait du *Journal de Saint-Pétersbourg* du 13 = 25 janvier 1863.

Grâce aux actives et prévoyantes dispositions des autorités locales, le recrutement s'est opéré à Varsovie dans l'ordre le plus parfait. Nulle part il n'y a eu de résistance; les recrues se sont prêtées de bonne grâce à la réquisition des agents publics et elles ont été traitées avec tous les égards voulus.

Mais il était à prévoir que dans les provinces les choses ne se passeraient pas avec autant de calme.

L'étendue du terrain sur lequel les agents du recrutement étaient appelés à opérer rendait leur tâche beaucoup plus difficile.

Les nouvelles qui nous arrivent aujourd'hui en date du 6/18 janvier, par les voies ordinaires, confirment ces prévisions.

Un rassemblement de réfractaires s'est réuni à une huitaine de verstes de Varsovie, sur la route de Minsk. Quelques-uns s'étaient munis d'armes; mais ils ne tardèrent pas néanmoins à se disperser.

Deux autres bandes, évaluées à quatre ou cinq cents hommes, se sont réunies à Blonic et aux environs de Siérock et de Pultusk, pour se rendre ensuite dans les forêts de Kampinos et de Nasielsk. La rigueur de la saison et le manque de vivres se font déjà sentir parmi eux.

Les mesures nécessaires ont été immédiatement prises par ordre

du lieutenant de l'Empereur. Des troupes ont été envoyées dans les localités précitées, qu'elles parcourront en colonnes mobiles.

Nous recevons en outre les dépêches télégraphiques suivantes :

Varsovie, 10 janvier.

« La bande réunie dans le bois aux environs de Blonic a passé la Vistule dans le but de se réunir à celle des forêts de Nasielsk. On suppose qu'elles s'élèvent à près de mille hommes. Des troupes ont été envoyées pour les cerner. Une quarantaine de fuyards désarmés ont déjà été faits prisonniers. »

*Autre dépêche.*

Varsovie, 11 janvier.

« Les bandes sur la rive droite de la Vistule se renforcent. Elles ont quelques armes. Un régiment a été envoyé dans leur direction. Rien de nouveau en ville. Tout y est calme. »

*Autre dépêche.*

Varsovie, 12 janvier.

« Dans la nuit du 10 au 11, des attaques ont été dirigées presque partout contre les troupes cantonnées séparément. Les rebelles pénétraient dans les maisons et tuaient isolément les soldats; partout les détachements ont eu le temps cependant de se réunir et de repousser les rebelles; dans la poursuite, ils leur enlevaient les armes et faisaient des prisonniers. Notre perte est évaluée à trente hommes tués et le triple de blessés. Celle des rebelles a été infiniment plus considérable. Le colonel Kozlianiow avait été tué la veille en faisant une reconnaissance dans les bois. Le général Kanabich est blessé. Les rencontres les plus sérieuses ont eu lieu à Plock, Plonsk, Radzit et dans les environs de Siedlce. Des mesures sont prises pour une concentration générale de troupes. Tout le royaume est déclaré en état de siège. »

*Autre dépêche.*

Wilna, 12 janvier.

« Dans la nuit du 10 au 11, une bande armée assez nombreuse, venant du royaume de Pologne, a attaqué inopinément le cantonnement de la 7<sup>e</sup> compagnie du régiment de Libau à Sourage, petit bourg situé sur la frontière. Le chef de la compagnie parvint à réunir soixante hommes et, craignant d'être cerné, se retira vers Zabloudow, où se trouve l'état-major de son bataillon. Un tambour et deux soldats ont été tués : un bas officier et un soldat ont disparu. Tout est tranquille dans le reste de la contrée. Les mesures sont prises pour maintenir les communications. »



*Autre dépêche.*

Varsovie, 12 janvier.

« Le parti révolutionnaire avait décidé de faire une Saint-Barthélemy dans la nuit du 10/22 au 11/23 janvier. A minuit eurent lieu simultanément dans toutes les provinces des attaques sur différentes villes et sur des détachements de troupes cantonnés dans les bourgs et les villages. Surprenant les soldats pendant leur sommeil, les insurgés les égorgeaient dans leur lit; dans un village aux environs de Siedlee, où des soldats se défendaient vigoureusement dans la maison qu'ils occupaient, les insurgés ont incendié la maison en brûlant vifs les braves qui s'y trouvaient. Partout ces atrocités ont été réprimées aussitôt par les troupes, qui ont fait essuyer de très-grandes pertes aux insurgés, repoussés sur tous les points. La loi martiale vient d'être proclamée par tout le royaume. »

---

**N<sup>o</sup> 7. Lord Napier au comte Russell.**

Saint-Petersbourg, le 26 janvier 1863.

Mylord, c'est l'habitude de l'Empereur de passer en revue un des régiments de la garde chaque dimanche après la messe.

Hier, Sa Majesté a passé la revue du régiment Ismailoff dans le Grand-Manège près du palais. A la fin de la parade, l'Empereur, qui était à cheval, après avoir réuni autour de lui les officiers du régiment ainsi que les officiers généraux de sa suite, parmi lesquels étaient les grands ducs Constantin et Michel, se mit à leur donner des nouvelles des troubles de Pologne qui lui étaient parvenues la veille. J'ai entendu d'un des aides de camp de l'Empereur qui était présent que Sa Majesté, qui parlait dans un ton de voix d'une grande tristesse, mais en même temps avec beaucoup de fermeté, rapporta les circonstances du soulèvement presque dans les mêmes termes que ceux des dépêches télégraphiques, publiées dans le *Journal de Saint-Petersbourg* d'hier. Sa Majesté décrivit la formation des bandes d'insurgés sur les deux bords de la Vistule et les atrocités commises par eux, parlant d'un petit détachement de soldats sur lequel ils seraient tombés et qu'ils auraient égorgés de sang-froid, et dans une autre occasion, incapables de chasser quelques soldats d'une maison dans laquelle ils se défendaient les insurgés y auraient mis le feu et auraient brûlé les soldats vifs. « Outre la mort de ces hommes inoffensifs, a dit l'Empereur, nous avons à regretter la mort d'un camarade qui a servi autrefois dans ce régiment, le colonel Kozlianinov, qui a été tué dans une reconnaissance près de Varsovie. » Après avoir exprimé le

chagrin et l'indignation qu'il ressentait de ces événements, l'Empereur a dit : « Vous ne devez pas supposer cependant que je considère ces actes atroces comme devant être mis à la charge de la nation polonaise ; ils sont l'œuvre des agents d'un parti révolutionnaire, qui s'occupe à créer des troubles dans les diverses parties de l'Europe, et qui ne s'arrêtera devant aucun crime pour arriver à la réalisation de ses desseins ! »

En finissant, l'Empereur fit un aveu remarquable quant à la désaffection existant dans l'armée russe ; que des exemples d'un tel sentiment existassent, dit Sa Majesté, il était malheureusement impossible de le nier, mais il ajouta qu'il était convaincu que s'il était obligé de faire appel à toutes ses troupes pour venir en aide à leurs camarades en Pologne, il pourrait compter sur leur fidélité inébranlable. Il avait commandé lui-même le régiment Ismailoffski durant la vie de son père et il savait qu'il pouvait implicitement compter sur lui ; mais ce n'était pas seulement dans les gardes qu'il avait cette confiance, il était convaincu que le même sentiment loyal existait dans toute l'armée russe. Cette allocution, accueillie avec les plus enthousiastes acclamations, fut prononcée d'une façon si grave et si touchante, que les larmes vinrent aux yeux d'un grand nombre d'officiers, et que le grand duc Michel, dit-on, sanglota tout haut.

Je suis, etc.

*Signé* : NAPIER.

---

**N° 8. Colonel Stanton au comte Russell.**

Varsovie, le 25 janvier 1863.

Mylord, le télégraphe ayant été brisé dans plusieurs endroits et les communications s'étant ainsi trouvées interrompues entre Varsovie et les autres capitales, il ne m'a pas été possible de rapporter plus tôt à Votre Seigneurie la marche des événements.

Dans ma dépêche du 19 courant, j'ai eu l'honneur d'annoncer à Votre Seigneurie qu'un certain nombre d'individus s'étaient réunis près de la ville, à l'effet de résister à l'action du Gouvernement en ce qui concerne le recrutement de l'armée, que des troupes avaient été envoyées contre eux pour les disperser et les faire prisonniers, et que ce résultat pouvait être attendu à tout moment. Il paraît cependant, Mylord que, malgré la connaissance que le Gouvernement avait depuis si longtemps des intentions du parti ultra de tenter de résister à la levée des recrues, aucune mesure effective n'avait été prise pour résister à une tentative de soulèvement de la part du peuple ; la conséquence en a été, comme j'en ai été informé par des

personnes officielles que, dans quelques districts du Royaume, mais plus spécialement dans ceux de Plock et Siedlce, des attaques ont été faites contre des corps isolés de soldats; que de vives escarmouches ont eu lieu, dans lesquelles le sang a été répandu des deux côtés, les insurgés ayant toujours eu le dessous et perdu beaucoup de prisonniers. On avait fait si peu d'attention aux probabilités d'un soulèvement, que dans la nuit du 22 courant les chemins de fer de cette ville à Saint-Pétersbourg et à Vienne ont été coupés et les télégraphes brisés. Quoique les premiers aient été remis en état, ils sont sujets à de constantes interruptions de même nature, et une surveillance continue est devenue nécessaire pour assurer la ligne entière de communication.

Il ne peut, j'imagine, Mylord, y avoir aucune espèce de doute quant au résultat définitif de ce soulèvement; mais on ne peut nier que par manque de la surveillance la plus simple dans les arrangements militaires dans le pays, les choses ont pu prendre de bien plus sérieuses proportions qu'elles n'auraient dû le faire, et qu'une effusion de sang aura probablement lieu avant que le soulèvement soit complètement réprimé.

Je dois faire mention à Votre Seigneurie du bruit qui circule dans les cercles officiels, que l'intention des insurgés avait été de se soulever contre les troupes, par tout le pays, pendant la nuit du 22 courant et de tuer de sang-froid tous les soldats qu'on aurait pu surprendre.

L'escarmouche la plus vive a, dit-on, a eu lieu dans la ville de Plock où le feu a duré quelque temps et où des pertes nombreuses ont été faites; mais je suis, quant à présent, dans l'impossibilité de donner à Votre Seigneurie des détails positifs à ce sujet. On raconte aussi que lorsque le feu a commencé, les cloches des diverses églises ont été mises en branle pour donner le signal d'alarme aux insurgés, ce qui prouve, si on avait besoin de cette preuve, la complicité des prêtres dans le mouvement.

Je suis, etc.

*Signé* EDW. STANTON.

---

**N° 9. Colonel Stanton au comte Russell.**

Varsovie, le 28 janvier 1863.

Mylord, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Seigneurie la traduction de deux proclamations révolutionnaires qui ont été publiées par le Comité dit national de Varsovie.

La première, datée du 16, est envoyée à Votre Seigneurie en français; je n'ai pu me procurer une copie de l'original.

Cette proclamation fait un appel au pays pour se lever contre les Russes et résister à la conscription jusqu'à la dernière extrémité, déclarant aussi le marquis Wielopolski et son fils, aussi bien que toutes les personnes qui ont aidé à mettre à la exécution à Varsovie, hors la loi et traîtres à leur pays.

La seconde proclamation, datée du 22 courant, est digne d'attention, en ce qu'elle tente de décider les paysans à se joindre au mouvement par la promesse qui leur est faite de leur donner complètement les terres dont ils sont en ce moment en possession, en même temps qu'elle parle de rembourser les propriétaires par le Trésor national.

Je ne crois pas, Mylord, que ni l'un ni l'autre de ces documents fassent beaucoup d'effet sur ceux auxquels ils sont adressés, mais je les envoie dans la croyance qu'ils auront quelque intérêt pour Votre Seigneurie.

J'ai, etc.

*Signé : EDW. STANTON.*

---

#### ANNEXE 1. PROCLAMATION DU COMITÉ NATIONAL

Du 16 janvier 1863.

Le recrutement a eu lieu en partie à Varsovie. Notre ennemi, comme un assassin et un vil criminel, est venu attaquer des gens endormis et enlever les pères de nombreuses familles, et au lieu des fils aînés enlevant les cadets. En un mot, il s'est emparé de tous ceux qu'il a trouvés sous sa main pour remplacer les absents. Le monde n'avait pas encore vu un semblable système de recrutement. Il est digne de son auteur, de ce grand et vil criminel, traître à son pays, Wielopolski.

Le Comité central national avait tout préparé pour empêcher le recrutement, mais il a rencontré des entraves qu'il lui avait été impossible de prévoir, notamment de la part du Gouvernement français, qui condamne notre mouvement et oppose des obstacles semblables à ceux que les gendarmes Russes y apportent. Il a retardé l'importation des armes en Pologne en nombre suffisant pour effectuer un soulèvement instantané. Le Comité, ne se laissant pas détourner par ces obstacles, s'occupait à trouver d'autres moyens, quand le recrutement a eu lieu subitement au milieu de la nuit.

Polonais ! Faut-il nous retirer devant les difficultés que nous rencontrerons ? Livrerons-nous nos frères à un service dégradant ? Non, marchons en avant avec foi et courage, avec Dieu et confiance dans la sainteté de notre cause. Le Comité central national se présente avec d'autant plus de vigueur et d'énergie que les circonstances sont plus difficiles ; notre étendard n'est pas tombé, et ne tombera pas. Unissez-



vous, frères, autour de lui, et avec d'autant plus de vigueur et d'ardeur que notre ennemi nous presse et nous persécute. Ne faiblissez pas, mais au contraire fortifiez-vous ; vous devez être des héros et vous le deviendrez. Notre ennemi rencontrera dans ses projets criminels une valeureuse résistance qui finira par le vaincre.

Polonais, secourez-nous de votre valeur, de votre dévouement ; persistons ensemble jusqu'au bout, et Dieu nous accordera la victoire.

Le Comité central national proclame le pays entier en état exceptionnel, et ordonne à tous les dignes fils de la patrie de se défendre jusqu'à extinction, quand même ce serait isolément contre le recrutement et de libérer ceux qui se trouvent entre les mains du Moscovite, de prêter aide et protection à tous ceux qui se cachent.

Les Wielopolski, père, et son fils Sigismond, ainsi que toute cette bande criminelle qui a participé au recrutement à Varsovie, ainsi que tous ceux qui jusqu'aujourd'hui ont prêté la main ou la prêteront aux criminelles tentatives de l'usurpation, seront mis hors la loi, et il est permis à chacun, sans encourir aucune espèce de responsabilité par devant Dieu et la patrie, de les juger et d'exécuter les jugements qu'ils auront encourus.

Varsovie, ce 16 janvier 1863.

*Le Comité central national.*

---

## ANNEXE 2. PROCLAMATION DU COMITÉ NATIONAL

Du 22 janvier 1863.

Le Gouvernement méprisable des envahisseurs, rendu furieux par la résistance de la victime qu'il torture, s'est décidé à frapper un coup décisif en enlevant plusieurs milliers de ses plus braves et de ses plus fermes défenseurs pour les revêtir de l'uniforme moscovite détesté, et les mener à des milliers de milles pour souffrir une éternelle misère et la destruction.

La Pologne ne veut pas, ne peut pas se soumettre à cette violence et à cette dégradation sans tenter la résistance. Ce serait une honte pour elle, devant la postérité, si elle se soumettait sans faire un énergique effort. Des légions de jeunes gens, braves et dévoués à la cause de leur pays, ont juré de secouer le joug abhorré ou de mourir, et ils mettent leur confiance dans la juste assistance du Tout-Puissant. Suivez-les, ô nation polonaise.

Le Comité national central, le seul Gouvernement légal de votre pays vous invite tous à venir sur le dernier champ de bataille, le champ de gloire et de victoire, où il s'engage à vous donner le succès en présence de Dieu et du ciel ; car, comme le Comité sait que vous avez

été jusqu'ici des pénitents ou des vengeurs, vous êtes prêts à devenir des héros et des géants de force. Il sait que vous êtes prêts à conquérir votre liberté et votre indépendance par des actes de courage et à faire des sacrifices tels qu'aucun peuple n'en a inscrit jusqu'ici dans les annales de son histoire. Il sait bien que vous êtes prêts à donner tout votre sang, votre vie et votre liberté sans regret, sans hésitation ou faiblesse comme une offrande à votre patrie reconnaissante.

En retour, le Comité central vous promet de tenir le sceptre de l'autorité d'une main ferme, afin que votre force ne soit pas dépensée inutilement. Vos sacrifices n'auront pas été faits en vain. Il saura comment surmonter toutes les difficultés, briser tous les obstacles; il poursuivra et punira tout éloignement, et même tout cas de manque de zèle dans notre cause sacrée avec la plus grande sévérité, exigée d'un tribunal qui rend la justice au nom d'un pays offensé.

Ce jour étant le premier d'une résistance ouverte, le commencement du combat sacré, le Comité proclame tous les fils de la Pologne libres et égaux sans distinction de croyance et de condition. Il proclame de plus, que la terre occupée jusqu'ici par la population agricole en payement, soit par corvée, soit par bail, devient maintenant sa propriété entière sans restriction aucune. Les propriétaires recevront une compensation du trésor public. Tous les habitants des chaumières, les laboureurs qui serviront les familles de ceux qui succomberont au service de leur patrie, recevront de la propriété nationale des portions de terre regagnée sur l'ennemi.

Aux armes donc, vous Polonais, vous Lithuaniens, vous Ruthènes ! L'heure de la délivrance commune a sonné. La vieille épée est tirée du fourreau, l'étendard sacré de notre patrie commune est déployé.

Et maintenant nous faisons appel à toi, nation moscovite, misérable, tourmentée, malheureuse et affligée comme nous. Tes fils ont été aussi balancés au haut du gibet et ont trouvé une mort glaciale comme notre propre peuple dans les neiges de la Sibérie. Nous vous pardonnons donc le meurtre de notre pays, le sang de Pargos et d'Osymiana, la violence dans les rues de Varsovie, les tortures dans les donjons de la citadelle; mais malheur à vous, si à cette heure solennelle, vous donnez assistance au tyran qui vous écrase en même temps qu'il vous assassine. Si au lieu de regrets pour le passé et de saints désirs pour l'avenir, vous faites cela, vous serez maudits et condamnés à un esclavage honteux et perpétuel; nous vous combattons alors jusqu'à l'extermination, la dernière lutte de la civilisation européenne avec la barbarie asiatique.

---

**N<sup>o</sup> 10. Colonel Stanton au comte Russell.**

Varsovie, le 29 janvier 1863.

Mylord, le mouvement insurrectionnel qui, comme j'ai eu déjà l'honneur d'en informer Votre Seigneurie, a éclaté dans le royaume de Pologne, dans la nuit du 22 courant, n'a jusqu'au présent moment obtenu aucun succès décisif; pas plus, d'après ce que j'ai pu apprendre, les mesures du Gouvernement, pour les supprimer, n'ont été couronnées d'un très-grand succès. Quelques vifs engagements ont, dit-on, eu lieu entre les insurgés et de petits détachements de troupes, et ces engagements ont invariablement abouti à la défaite des premiers avec pertes. Mais bien qu'un grand nombre de prisonniers ait été fait, plusieurs bandes tiennent encore la campagne, la nature du pays aidant leur fuite. Parmi les prisonniers, il y a, dit-on, deux officiers russes qui ont déserté de la garnison de Varsovie. Il est néanmoins présumable que, le soulèvement n'ayant pas réussi, au premier abord, à faire une impression sérieuse, lorsque les troupes ont été surprises dans leurs cantonnements, il ne peut avoir aucune chance de succès, maintenant que les troupes sont prêtes et que des colonnes en mouvement dans divers districts cernent et poursuivent les insurgés.

De grands dérangements ont été produits par la facilité avec laquelle les rebelles ont coupé les lignes de communication du Gouvernement ainsi que les télégraphes du Royaume, et la difficulté de les conserver en bon ordre, sera grande sans doute, aussi longtemps que les rebelles seront en état d'avoir seulement quelques hommes réunis dans le voisinage de ces lignes. Le chemin de fer entre Varsovie et Saint-Petersbourg a beaucoup souffert, plusieurs ponts sur la ligne ayant été détruits en partie; mais le dommage causé aux autres lignes se borne, je crois, à l'enlèvement de quelques rails.

Le mouvement, quant à présent, Mylord, paraît confiné aux classes ouvrières des villes, avec quelques petits propriétaires, quelques infimes employés du Gouvernement et une grande partie du clergé de la campagne; les grands propriétaires fuient, et les paysans ainsi que les juifs se tiennent à l'écart. Les étudiants des divers collèges ou écoles se sont jusqu'ici tenus généralement tranquilles, mais une grande pression est exercée, je crois, par le Comité national et ses agents pour amener les propriétaires et les étudiants à se joindre à l'insurrection.

Depuis le commencement du mouvement, un grand nombre de propriétaires sont arrivés à Varsovie, où ils ont tenu des réunions pour aviser à la ligne de conduite qu'ils doivent suivre; et il est à

espérer que le Gouvernement profitera de cette occasion pour se les gagner par quelque concession accordée à propos; et comme le caractère socialiste du mouvement est à peine indubitable, il est très-probable que beaucoup d'entre eux seront heureux d'avoir un prétexte de se mettre du côté du Gouvernement si ce prétexte leur est offert.

En même temps, Mylord, le vieux parti réactionnaire du Gouvernement a pris avantage du mouvement et intrigué pour empêcher qu'aucune concession ne soit faite et pour montrer la nécessité de n'avoir que des Russes dans le Gouvernement. Et il est à craindre que leur influence vienne à prévaloir assez pour décider Son Altesse Impériale le Grand-Duc Constantin à ordonner les mesures les plus violentes et les plus sanglantes de répression contre les insurgés, sans s'apercevoir qu'une telle conduite ne ferait que renforcer le mécontentement du pays et exciter en même temps l'indignation des autres nations contre leur cause.

La position du marquis Wielopolski dans le Gouvernement, est devenue plus difficile par suite du soulèvement. Le parti russe, qui lui a toujours été hostile, le représente comme la cause immédiate de l'insurrection pour avoir insisté sur la mise à exécution de la conscription, et en même temps il ne reçoit que peu ou point d'aide des membres polonais du Gouvernement. Mais, autant que je suis informé, Son Excellence est soutenue par le Grand-Duc, et paraît néanmoins ferme dans sa position.

J'ai, etc.

*Signé* : EDW. STANTON.

**N° 11. Colonel Stanton au comte Russell.**

(*Extrait.*)

Varsovie, le 29 janvier 1863

J'ai aussi l'honneur d'annoncer à Votre Seigneurie qu'un ordre du jour de Sa Majesté l'Empereur a été publié le 25 janvier, déclarant que les rebelles pris les armes à la main seront jugés par les cours martiales, et donnant pleins pouvoirs aux chefs militaires des districts de Varsovie, Lublin, Nadnu, Kalisch, Plock et Augustowo de confirmer et faire exécuter les sentences capitales.

**N° 12. Lord Bloomfield, ambassadeur d'Angleterre à Vienne,  
au comte Russell.**

(*Extrait.*)

Vienne, le 29 janvier 1863.

Le mouvement insurrectionnel dans le royaume de Pologne a causé une grande inquiétude au gouvernement autrichien; cependant ce



gouvernement n'a pris que les simples mesures de précaution ordinaires dictées par la prudence dans de pareilles circonstances. Le comte de Rechberg m'a assuré ce matin qu'il n'y avait eu aucun désordre dans la population polonaise de l'empire d'Autriche, et qu'il ne paraissait y avoir aucun rapport entre elle et le mouvement insurrectionnel en Pologne.

---

**N° 13. Lord Bloomfield au comte Russell.**

Vienne, le 29 janvier 1863.

Mylord, j'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que le comte Rechberg a reçu ce matin un télégramme envoyé de Saint-Pétersbourg par le comte Thun, annonçant que le prince Gortschakoff s'est plaint à lui de ce que des armes étaient fournies de Cracovie aux insurgés polonais, et lui a donné à entendre que ce fait n'avait pas été complètement ignoré des autorités.

Le comte Rechberg m'a paru très-indigné d'une semblable insinuation et a télégraphié à l'instant au comte Thun pour lui dire que le Gouvernement impérial recevrait avec reconnaissance tout renseignement qui pourrait l'aider à découvrir les personnes dans les États autrichiens mêlées à de telles intrigues.

Je suis, etc.

*Signé* : BLOOMFIELD.

---

**N° 14. M. Murray, ministre d'Angleterre à Dresde,  
au comte Russell.**

Dresde, le 30 janvier 1863.

Mylord, les chambres saxonnes n'étant pas réunies en ce moment et le pays se trouvant dans un état de tranquillité et de prospérité générales, l'attention des personnes qui prennent intérêt aux affaires politiques est naturellement tournée vers les événements qui viennent d'avoir lieu dans les pays voisins de Prusse et de Pologne. En ce qui regarde la Prusse, Votre Seigneurie reçoit sans doute les renseignements les plus complets et les plus exacts de la légation de Sa Majesté à Berlin; mais pour la Pologne, vous devez éprouver quelque difficulté à obtenir des renseignements auxquels on puisse ajouter une foi entière; pour ma part, je ne puis envoyer à Votre Seigneurie de nouvelles directes des districts où la révolution a eu lieu, mais comme il y a ici un grand nombre de Polonais, réfugiés et autres, j'ai parfois l'occasion d'apprendre à connaître leurs sentiments, quoique je ne sois en relations personnelles qu'avec fort peu d'entre eux.

Autant que j'ai pu m'en assurer, l'insurrection n'a pas été orga-

nisée ni favorisée par les chefs politiques du parti anti-russe, et les Polonais d'ici la regrettent comme étant inopportune, prématurée et propre à faire plus de mal que de bien à leur cause. Ces opinions subiraient naturellement un changement complet si quelques symptômes de succès venaient en aide au mouvement; mais pour le moment, leur impression paraît être telle que je viens de le dire à Votre Seigneurie. Les événements des deux prochaines semaines démontreront probablement si ce mouvement peut être compté parmi ces soulèvements locaux et partiels qui ont éclaté plusieurs fois auparavant et qui ont été aisément réprimés, ou bien s'il prend les proportions d'une insurrection nationale.

Je suis, etc.

Signé : CH. A. MURRAY.

---

**N° 15. Lord Bloomfield au comte Russell.**

(Extrait.)

Vienne, le 5 février 1863.

Dans le cours d'une conversation que j'ai eue hier avec le comte Rechberg, je lui ai demandé quelles nouvelles il avait reçu de Pologne.

Son Excellence m'a répondu que l'insurrection prenait de bien plus grandes dimensions qu'on ne le prévoyait la semaine dernière, et le Gouvernement avait naturellement quelques craintes à cet égard, l'agitation se répandant au delà de la frontière. Pour le moment, il n'y avait aucun symptôme bien grave de sympathies actives; mais plusieurs étrangers avaient déjà traversé la frontière autrichienne. On en prendra soin et on les renverra lorsque l'ordre aura été rétabli; mais en même temps le Gouvernement impérial ne pouvait pas être sans inquiétude sur l'extension que le mouvement pourrait prendre.

J'ai appris du comte Rechberg que tous les officiers en permission et les soldats en congé ont reçu l'ordre de rejoindre leurs régiments en Gallicie, et je crois que la cavalerie sera renforcée; mais le gouvernement est très-peu disposé à opérer des mouvements inutiles de troupes en ce moment, à cause de la saison et des frais.

Je remets ci-joint un avis de la police de Lemberg, que le Gouvernement impérial a publié dans le but d'empêcher les gens de s'enrôler dans les bandes révolutionnaires qui tiennent leurs comités en Gallicie.

---

## ANNEXE N° 15.

Aris.

Lemberg, le 3 février 1863.

Un avis en date du 2 courant a été publié aujourd'hui par le directeur de la police dans le but suivant :

« Quelques individus ont été enrôlés ici dans ces derniers jours pour passer la frontière et se joindre aux insurgés polonais. Un nombre considérable de jeunes gens armés a déjà quitté dernièrement la ville. Le directeur de la police appelle l'attention sur ce fait que de semblables enrôlements, ainsi que toute tentative de faire passer la frontière dans le but désigné ci-dessus, seront punis suivant le paragraphe 66 du Code criminel.

---

**N° 16. M. Lowther, chargé d'affaires d'Angleterre à Berlin,  
au comte Russell.**

Berlin, le 5 février 1863.

Mylord, j'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que le général Alvensleben, aide de camp du Roi, a quitté Berlin pour se rendre à Saint-Pétersbourg. On suppose que le but de ce voyage est de se procurer des renseignements certains sur les troubles qui ont lieu à Varsovie, et s'il est possible de prendre des arrangements avec le Gouvernement russe pour empêcher les insurgés polonais de traverser la frontière et pénétrer en Prusse où leur présence répandrait l'alarme et mettrait en danger la propriété qui peut se trouver dans quelques-uns des bureaux du Gouvernement.

M. de Ranch, un autre aide de camp de Sa Majesté, a été également envoyé à Varsovie.

Je suis, etc.,

*Signé : W. LOWTHER.*

---

**N° 17. M. West, chargé d'affaires d'Angleterre à Turin,  
au comte Russell.**

Turin, le 10 février 1863.

Mylord, une tentative a été faite hier par un des membres de l'extrême gauche pour embarrasser le Gouvernement en lui demandant des explications sur les affaires de Pologne.

Le comte Pasolini a répondu qu'il considérerait une discussion sur un tel sujet comme prématurée, que des instructions seraient données

aux agents italiens, d'accord avec les principes de la politique italienne, et il a repoussé cette interruption dans les travaux des chambres. Une discussion un peu animée s'en suivit, par suite de la persistance de l'extrême gauche à chercher à obtenir de la chambre une expression publique de sympathie pour l'insurrection polonaise, mais les ordres du jour dans ce but furent en dernier lieu rejetés.

Le comte Pasolini a été alors interpellé pour dire s'il y avait quelque chose de fondé dans le bruit qui a couru de l'intention de céder les îles d'Elbe et de Sardaigne à la France. Le comte répondit seulement par *non* énergique.

Je suis, etc.,

Signé : L. S. SACKOELLE WEST.

---

N° 18. Extrait du *Journal de Saint-Petersbourg* des 14=26 et 15=27 janvier 1863.

Hier dimanche, 13 janvier, à la fin de la parade du régiment des gardes Izmailovsky, au manège Michel, S. M. l'Empereur a appelé auprès de lui tous les officiers présents à la parade et leur a adressé l'allocution suivante :

« Comme beaucoup d'entre vous, Messieurs, ignorent probablement les derniers événements du royaume de Pologne, je veux que vous les appreniez par ma bouche.

« Après le recrutement, qui s'est terminé d'une manière si satisfaisante à Varsovie, du 2 au 3 janvier, des bandes d'insurgés ont commencé à se montrer dès le 6 sur les deux rives de la Vistule. Des détachements ont été immédiatement envoyés pour les disperser. Enfin, dans la nuit du 10 au 11, une attaque subite a été dirigée dans tout le royaume, à l'exception de Varsovie, contre nos troupes distribuées dans leurs cantonnements. Des atrocités inouïes ont été commises : ainsi, par exemple, aux environs de Siedlce, nos soldats attaqués ont fait une défense désespérée dans une maison que les insurgés ont incendiée, ne trouvant pas d'autre moyen de s'en emparer ; néanmoins, nos braves troupes ont dispersé partout les rebelles.

« D'après les premières informations, nos pertes se bornent à trente hommes tués, et, dans le nombre, notre vieux frère d'armes du régiment d'Izmailovsky, le colonel Kozlianinow, commandant du régiment d'infanterie de Mourom. Le nombre de nos blessés s'élève à cent, et parmi eux le général Kannabich. Une tentative semblable a eu lieu près de Bialystok, sur le territoire même de l'Empire.

« Cependant, même après ces nouvelles atrocités, je ne veux pas accuser toute la nation polonaise. Je vois dans tous ces pénibles événements le travail du parti révolutionnaire, voué partout au renversement de l'ordre légal.



« Je sais que ce parti compte trouver des traîtres jusque dans nos rangs ; mais il n'ébranlèra pas ma foi dans le dévouement à ses devoirs qui distingue ma fidèle et glorieuse armée.

« Je suis convaincu qu'aujourd'hui plus que jamais, chacun de vous, sentant et comprenant toute la sainteté du serment, fera son devoir comme l'exige l'honneur de notre drapeau.

« J'ai moi-même commencé à servir dans vos rangs ; plus tard, j'ai eu l'honneur de vous commander pendant quelques années, et c'est pourquoi vos sentiments de dévouement me sont bien connus : j'étais fier de vous devant feu l'Empereur mon père.

« Je suis sûr que, si les circonstances l'exigent, vous montrerez encore aujourd'hui à l'œuvre que je puis compter sur vous et que vous justifierez mon entière confiance. »

Les paroles prononcées par S. M. l'Empereur ont été accueillies par d'enthousiastes et unanimes hourras.

---

#### N° 20. Lord Napier au comte Russell.

(Extrait.)

Saint-Petersbourg, le 7 février 1863.

Le journal officiel du 4 courant contient l'article ci-joint, qui forme une apologie officielle de la politique suivie par le Gouvernement russe dans l'affaire du recrutement en Pologne.

Le Gouvernement russe admet que la méthode de recensement par choix arbitraire est une mesure *anormale* qui se concilie difficilement avec les notions d'une stricte légalité ; mais le Gouvernement soutient que cette mesure a été rendue obligatoire pour l'autorité dans l'intérêt de sa propre défense ; qu'elle est la conséquence de l'agitation révolutionnaire permanente dont la Pologne est le théâtre, mais qu'elle n'est pas la cause première de la révolte qui a éclaté.

Si nous examinons l'étendue et l'organisation du mouvement révolutionnaire actuel en Pologne, il semble très-probable qu'il a été prémédité depuis longtemps. Il ne paraît pas être simplement l'œuvre d'hommes poussés au désespoir par la perspective d'être pris ou de ceux qui ont été déjà arrachés de leurs demeures par la violence militaire du Gouvernement russe. Il a tout l'aspect d'un projet systématique bien conçu : c'est le fruit d'une conspiration largement répandue, mise en mouvement et armée du dehors. Le recrutement militaire imposé par le Gouvernement russe a été l'occasion, mais non la première instigation. Il a sans doute amené l'explosion prématurément, par la menace d'enlever un nombre d'individus enrôlés dans la cause révolutionnaire, et il peut avoir mis à la disposition des chefs révolutionnaires beaucoup de personnes qui n'auraient pas pris

les armes si elles n'avaient pas été menacées de la perte de leur liberté.

Le Gouvernement russe avoue que son autorité ne saurait être maintenue par la stricte légalité. *La légalité nous tue*, dit-il, et il reconnaît que le recrutement devait servir pour disperser, bâillonner, et faire disparaître ses adversaires politiques.

Dans mon humble opinion, ni l'existence antérieure de la conspiration, ni le but de briser l'organisation révolutionnaire, ne peuvent justifier la mesure du recrutement arbitraire. Cette mesure me paraît violer tous les principes de justice et de politique et être d'une efficacité très-douteuse au point de vue matériel. Le Gouvernement russe ne repose plus sur le règne de la simple force brutale; il fait un appel public et continu aux sympathies de l'Europe, et il n'a nulle part un plus grand besoin de ce soutien moral que dans l'administration de la Pologne. Durant les deux dernières années, plusieurs mesures ont été inaugurées en Russie et en Pologne, qui ont gagné au souverain russe le bon vouloir de tous les amis raisonnables du progrès humain, et ont inspiré dans les classes commerciales et financières de l'Europe quelque confiance dans la solidité et la moralité du Gouvernement russe. Mais l'emploi arbitraire de la violence militaire par le recrutement est en complet désaccord avec ces tendances intelligentes et pleines d'humanité. C'est une exception si flagrante et si contraire au système général qu'elle tend à ébranler la confiance publique dans la sincérité et la consistance du Gouvernement, et réveille des craintes fâcheuses sur sa conduite future à d'autres égards. Mais, en vérité, la conduite adoptée par le Gouvernement a été particulièrement malheureuse en ceci qu'elle a non seulement sanctionné une mesure surannée et réactionnaire, mais qu'elle a encore annulé ou suspendu une bonne loi, celle de 1859, dans le but de renouveler les actes barbares d'un temps passé. Ni la réussite de s'emparer d'antagonistes politiques, ni même un avantage matériel ne pourraient contrebalancer la perte d'une sympathie morale qui suivrait naturellement la poursuite d'une telle ligne de conduite, même si elle eut été exécutée avec succès et pacifiquement.

Si, d'un autre côté, le Gouvernement russe avait exécuté les clauses de la loi équitable du recrutement militaire promulguée en 1859, et avait à ce sujet provoqué la résistance du peuple polonais, le Gouvernement aurait eu pour lui les sympathies de l'Europe; car les gens raisonnables admettront qu'une armée doit être levée et que la Pologne doit y contribuer pour sa part, et l'on aurait reconnu que le système appliqué à la Pologne était d'un caractère plus humain et plus civilisé que celui dont on se servait dans l'Empire lui-même.

Le Gouvernement a donc non seulement, au point de vue moral,

commis une grande erreur, mais il a positivement perdu une occasion de se procurer un grand avantage.

Le Gouvernement russe se flatte de raffermir sa position matérielle non-seulement en effectuant le recrutement militaire, mais même en provoquant et en réprimant l'insurrection, puisqu'il a forcé ses ennemis à paraître au grand jour, et qu'il pourra ainsi les frapper en plus grand nombre et sur un champ plus vaste.

Beaucoup de patriotes polonais seront sans doute tués ou envoyés dans les provinces de l'Asie ou retenus toute leur vie dans l'esclavage militaire et la force matérielle du parti révolutionnaire pourra être amoindrie pour quelque temps; mais pour chaque patriote tué ou enfermé, peut-être en surgira-t-il un cent dans la génération nouvelle qui succédera à un nouvel héritage d'animosité et de vengeance. Le Gouvernement ne pourra même pas mettre la main sur tous ses ennemis à l'intérieur; bien plus, l'émigration polonaise et les grands fauteurs révolutionnaires resteront à l'étranger, hors de portée de la Russie, toujours prêts à renouer les fils brisés de la conspiration. On peut se demander aussi si le Gouvernement russe agit sagement en consentant à incorporer tant d'éléments révolutionnaires dans son armée, et on peut douter que les Russes, animés de sentiments patriotiques et nationaux, voient d'un bon œil le service militaire de leur pays devenir un instrument de terreur politique et une sorte de pénitencier pour les criminels politiques.

Ni au point de vue moral ou matériel, la mesure du recrutement arbitraire ne paraît être dans l'intérêt du Gouvernement russe, et, quoi qu'on en dise aujourd'hui, je sais pertinemment que les personnes les plus influentes dans l'administration russe, ainsi qu'à la cour, blâment en secret la mesure, en repoussent toute participation et toute responsabilité, et en rejettent tout le crime et tout le malheur sur la confiance obstinée du marquis Wielopolski.

Que le marquis Wielopolski ait approuvé la mesure, il n'y a pas l'ombre d'un doute; il le reconnaît aujourd'hui, et il la défend encore.

---

ANNEXE AU N° 20.

Extrait du *Journal de Saint-Petersbourg* du 23 janvier — 4 février 1863.

Les feuilles étrangères, dans leurs appréciations des derniers événements de Pologne, insistent particulièrement sur l'illégalité du recrutement et affectent d'y voir la cause véritable et légitime du soulèvement des provinces.

Les entrepreneurs de révolution en commandite, qui, de leur pai-

sible abri, ont été les instigateurs de cette sanglante et douloureuse tragédie, ont dû sourire en lisant cette naïve assertion.

Ils savent parfaitement à quoi s'en tenir sur la question de savoir si la révolution a été la conséquence du recrutement, ou si c'est le recrutement qui a été nécessité par la révolution.

Il n'est pas besoin de posséder une dose exceptionnelle de pénétration pour apercevoir le travail révolutionnaire qui depuis plusieurs années prépare le bouleversement de l'Europe et choisit chaque printemps pour l'échéance de ses entreprises.

Ce travail a été déjoué jusqu'à présent par différentes circonstances qui tiennent à la politique générale. Mais rien ne l'a découragé. Pour ceux qui vivent du désordre, le maintien de l'ordre est un suicide qu'on ne peut évidemment pas attendre de leur bonne volonté.

Le devoir des Gouvernements était donc de se montrer aussi infatigables pour la défense de la société que le sont ses implacables adversaires.

La Pologne était l'un des principaux foyers de leur activité; ils trouvaient dans les passions d'un patriotisme et de convictions religieuses faciles à égarer parmi des populations généralement peu éclairées tous les éléments d'action que cherchent les artisans des révolutions. Ce qu'il fallait avant tout aux chefs, c'était une armée du désordre. Grâce aux ressources qu'un régime de terreur, emprunté aux traditions les plus sauvages du moyen âge, extorquaient à la majorité paisible mais inerte et timide des habitants, cette armée a été facilement recrutée. La populace de Varsovie et des principales villes du royaume, démoralisée comme l'est celle de toutes les grandes cités, la classe de la petite bourgeoisie et de la petite noblesse, qui a en Pologne une physionomie tout à fait à part, offraient au comité d'action cet élément bien connu dans tous les pays qui ont subi des crises révolutionnaires, c'est-à-dire une masse d'individus ayant tout à gagner et rien à perdre au désordre.

Si l'on voulait déjouer et paralyser cette ténébreuse entreprise, ce n'était donc point à la tête qu'il fallait la frapper. La tête est insaisissable, grâce à l'abri qu'elle trouve au dehors; c'était le bras qu'il fallait atteindre, les armes qu'il fallait saisir, les instruments qu'il fallait rendre inoffensifs.

C'est ce qu'a fait le Gouvernement russe.

Nous ne contestons nullement que la mesure qui a fait peser le recrutement sur la populace des villes, en exemptant la population des campagnes, ne soit une mesure anormale.

Mais avant d'exiger du Gouvernement une stricte légalité, qu'il ne demanderait pas mieux que de pouvoir observer, il faudrait d'abord



veiller à ce que les attaques contre lesquelles il est appelé à se défendre ne sortissent pas de la voie légale.

Un mot profond a été dit dans un autre pays à une époque de crise : « La légalité nous tue. » Si ce mot était vrai de la part d'un Gouvernement qui n'avait devant lui qu'un ennemi intérieur, il doit l'être à plus forte raison pour un Gouvernement dont la tâche est de protéger le pays contre des agressions venues du dehors.

C'est ce qu'oublient trop les publicistes doctrinaires épris de légalité. Ils ne songent pas à la position exceptionnelle que fait au Gouvernement russe cette conspiration permanente ourdie à l'étranger, couverte d'une protection qui la rend insaisissable, pouvant en toute sécurité tramer ses complots, agiter, bouleverser, pervertir le pays, sans s'exposer à aucune des conséquences qu'entraînent partout ailleurs les entreprises révolutionnaires.

C'est bien le moins qu'attaqué de cette sorte, le Gouvernement russe ait la faculté de désarmer chez lui un agresseur qu'il ne peut rencontrer face à face.

La mission que s'est donnée le Gouvernement russe est de réconcilier deux peuples issus de la même famille, séparés par les fatalités de l'histoire, mais réunis par la force irrésistible des choses ; d'apaiser les passions qui les divisent, de les amener à coexister en paix, à développer parallèlement leur prospérité, leur richesse, leur génie national, en se prêtant mutuellement concours et affection, au lieu de se haïr et de s'entredétruire. Cette tâche, il y travaille avec une persévérance que ne laisseront pas ces coupables menées. Ceux qui se mettent en travers sont les ennemis de la Pologne non moins que les siens.

Le Gouvernement russe ne se sent aucune tendresse pour eux.

Il réserve sa sollicitude pour la population paisible des villes et des campagnes, qui vit d'ordre et de travail et qui est la première intéressée à la répression de tentatives qui ne peuvent que compromettre le progrès réel du pays dans la voie des améliorations et des réformes qui lui a été ouverte. Là est, à ses yeux, la vraie Pologne.

Quant aux malheureux qui se laissent corrompre ou égarer pour le service d'une cause anti-patriotique et anti-sociale, tout ce que le Gouvernement pouvait faire, c'était de les soustraire à ces détestables influences, de les préserver de leurs propres entraînements en les mettant hors d'état de nuire à la partie saine de la société. C'était là précisément le but du recrutement, et il aurait épargné à beaucoup de ces infortunés les misères, les souffrances, et les châtiments auxquels les ont exposés d'impitoyables meneurs.

Le prétexte soi-disant légal dont ils se couvrent ne saurait tromper personne. Ils n'ont pas attendu ce prétexte pour ourdir leurs complots

contre la tranquillité publique. Il y a des années qu'ils se trament à la face de toute l'Europe. Depuis plusieurs mois le Gouvernement était informé de leurs projets; il savait parfaitement que le recrutement serait le signal d'une explosion toujours ajournée. Mais il savait aussi que si ce prétexte était choisi, c'était précisément parce que les chefs se sentaient frappés directement par une mesure qui allait leur enlever leurs victimes et les priver des moyens de bouleverser leur patrie.

Le Gouvernement devait donc y voir un motif de persévérer dans sa résolution de purger la Pologne de ces éléments de trouble, de la rendre à elle-même et à la liberté de ses propres inspirations. Lorsque le Gouvernement n'aura plus qu'elle en face de lui, il ne demande pas mieux que d'en revenir à l'ordre légal qu'il a lui-même inauguré.

La tournure que prennent les événements dans le Royaume prouve d'ailleurs combien le mouvement était factice et superficiel, combien peu il rencontre de sympathies parmi les classes laborieuses, et combien, par conséquent, le Gouvernement était fondé à le considérer comme une entreprise étrangère, nuisible, hostile au bien-être réel du pays. Les théories émises par les insurgés dans leurs proclamations, les violences et les atrocités qu'ils ont commises attestent également quel but anti-social se cachait derrière l'étalage d'un faux patriotisme.

Sous ce rapport, les événements, si douloureux qu'ils soient, renferment d'utiles leçons. Nous avons l'espoir qu'elles ne seront perdues ni pour la Pologne ni pour les opinions honnêtes et sensées en Europe.

---

**N<sup>o</sup> 21. Lord Napier au comte Russell.**

Saint-Pétersbourg, le 8 février 1863.

Mylord, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence un extrait du *Journal de Saint-Pétersbourg* de ce jour annonçant que les forces insurrectionnelles de Pologne tendent à se concentrer, et que deux corps importants se sont rassemblés sur deux points, à l'est de Wengrow, dans le gouvernement de Lublin, et vers le sud, à Wachok, dans le gouvernement de Random. Toutefois, d'après les rapports officiels, les insurgés ont été déjà chassés de la première de ces positions.

Le Ministre de l'intérieur m'a dit hier soir que l'étrange histoire publiée dans le journal d'hier d'une tentative d'empoisonnement sur le marquis Wielopolski, sa famille et ses domestiques, est certainement authentique. Son Excellence certifie le meurtre d'une femme par un prêtre, parce qu'elle ne voulait pas révéler le lieu de retraite de son mari. Dans la suite le prêtre fut mis à mort par les paysans du voisi-

nage. Ces incidents horribles prouvent, de l'avis de M. Walmeff, l'état d'exaspération féroce dans lequel est entré le parti révolutionnaire. Beaucoup d'histoires sur la férocité des insurgés circulent; je ne veux pas les mentionner à Votre Seigneurie. Leur authenticité ne peut pas être prouvée, mais elles sont du genre de celles qui ont signalé les soulèvements révolutionnaires et la guerre de partisans dans tous les pays, à tout âge. On ne parle naturellement pas ici des cruautés qui sont probablement exercées par les troupes impériales.

Pour être juste à l'égard du Gouvernement impérial, je dois dire qu'il n'y a eu dans les journaux officiels aucun rapport des atrocités attribuées aux insurgés. On m'a assuré en effet que le prince Gortschakoff s'oppose à la circulation de telles nouvelles, qui ne peuvent qu'aboutir à amener un surcroît de haine de la part des Russes.

Le Gouvernement continue à affirmer que la population rurale est indifférente à la cause nationale, et même qu'elle est favorable aux autorités russes. Des personnes d'ici qui ont des rapports avec la Pologne ou qui sont sympathiques à la révolution, nient le fait avec la même confiance.

Il est certain qu'une trentaine d'officiers polonais sont passés au parti révolutionnaire.

Les prêtres catholiques prennent indubitablement une large part dans le mouvement et emploient toute leur influence spirituelle pour pousser le peuple à la résistance.

Je suis, etc.,

Signé, NAPIER.

---

ANNEXE N° 21.

Extrait du *Journal de Saint-Petersbourg* du 27 janvier = 8 février 1863.

Les nouvelles de Pologne que nous nous sommes empressés d'insérer dans notre journal au fur et à mesure qu'elles nous parvenaient par les voies télégraphiques ou postales, dessinent avec une netteté chaque jour plus grande le caractère du mouvement insurrectionnel et confirment de point en point nos premières appréciations.

A mesure que les désordres se prolongent, l'attitude des populations rurales devient de plus en plus hostile au parti révolutionnaire, et un incident des plus regrettables, qui se trouve relaté dans l'article de l'*Invalide* que nous avons reproduit dans notre numéro d'hier, prouve que les exactions, les déprédations et les violences de tout genre commises par les meneurs de l'insurrection commencent à lasser la patience du peuple et à provoquer en lui une exaspération facile d'ailleurs à concevoir.

Ainsi, par exemple, l'exécution sommaire de ce prêtre récollet qui avait assassiné de sa main une paysanne du village de Sanniki et incendié sa maison parce qu'elle s'était refusée à lui révéler où se trouvait son mari qu'on voulait enrôler de vive force, prouve que le prestige religieux dont le bas clergé polonais a fait un si funeste usage décroît sensiblement.

Il faut espérer, du reste, que cet acte de représailles n'est qu'un fait isolé qui ne se reproduira pas ailleurs, car il a été sévèrement enjoint aux paysans de ne pas se rendre justice eux-mêmes et de se borner à saisir les insurgés et à les remettre aux autorités locales, le Gouvernement Impérial étant fermement résolu à ne jamais employer des moyens qui pourraient lui faciliter, il est vrai, l'œuvre de répression, mais qui répugnent à ses immuables principes de loyauté et d'humanité.

Dans plusieurs localités, du reste, cette pensée a été comprise et mise à exécution, et c'est grâce aux indications des paysans et à leur concours dévoué qu'on est parvenu à disperser une partie des bandes d'insurgés et à faire bon nombre de prisonniers.

Il est fort probable aussi que cette attitude de la masse populaire a été le motif principal et déterminant du revirement qui s'est opéré en dernier lieu dans la tactique des rebelles.

Au lieu de persévérer dans le système de guérillas qui était le plus conforme à leurs moyens et le plus propice à une guerre d'insurrection, puisqu'il mettait le Gouvernement dans l'obligation de disséminer ses troupes et de les fatiguer en marches et en contre-marches à la poursuite d'un insaisissable adversaire, — les insurgés ne trouvant pas dans les campagnes le concours et l'appui sur lesquels ils comptaient, sont obligés de se concentrer.

Les deux points principaux de concentration qui semblent avoir été choisis sont Wengrow, dans le gouvernement de Lublin, et Wachock, dans celui de Radom.

A Wengrow, les insurgés sont au nombre de 6000 environ, et c'est là que paraît s'être établie la direction centrale et supérieure du mouvement. A la date du 19-31 janvier les nouvelles étaient qu'on y élevait à la hâte des fortifications, qu'on barricadait les rues et que l'on creusait des fossés : mais la dépêche télégraphique insérée dans notre numéro d'avant-hier, 25 janvier-6 février, nous a déjà informés que deux jours après, c'est-à-dire le 21 janvier-2 février, cette position avait été enlevée après un combat opiniâtre, et que les débris de cette bande principale se sont dispersés dans les forêts avoisinantes, où ils sont activement poursuivis.

A Wachock, les forces insurrectionnelles s'élèvent à 3000 ou 4000 hommes, qui ont commencé par brûler le pont de Bialobrzegi



sur la Pilica, afin d'intercepter les communications avec Varsovie, et qui se préparent à la résistance.

Les télégrammes d'hier nous apprennent enfin que dans le gouvernement de Grodno et sur les frontières de la Prusse et de la Galicie, quelques bandes isolées se montrent tantôt sur un point, tantôt sur l'autre; mais elles sont rigoureusement poursuivies, et dans toutes les rencontres qui sont signalées elles ont été battues en essayant des pertes fort considérables.

---

Les nouvelles complémentaires qu'on a reçues attestent que ni les paysans ni les colons ne sont sympathiques au soulèvement; loin de là, ils s'opposent parfois de vive force aux tentatives des conjurés, et s'appliquent à seconder de toute manière les mesures du Gouvernement, en arrêtant les vagabonds pour les livrer à nos troupes.

A Krubin, métairie située près de la petite ville de Gombin, district de Gostynin, un prêtre catholique, excitant les paysans à se réunir aux révoltés, a tué de sa propre main une femme qui refusait d'indiquer le lieu où se trouvait son mari absent, et a ensuite mis le feu à l'habitation de sa victime. Le jour suivant, ce même prêtre fut surpris et tué par les paysans. Il était à cheval et accompagné d'un ouvrier de fabrique; ce dernier parvint cependant à se sauver, après avoir abandonné un fusil, un poignard et deux sabres, dont l'un avait appartenu à un gendarme que ce même prêtre avait fait périr précédemment.

Nos troupes, réparties en détachements séparés, ont commencé à prendre l'offensive et à agir en colonnes mobiles contre les principales bandes d'insurgés; on a maintenant des renseignements assez précis sur leurs positions.

---

#### N° 22. Le comte Russell à lord Napier.

Foreign-Office, le 21 février 1863.

Mylord, je partage avec vous l'opinion contenue dans votre dépêche du 7 courant sur l'apologie qui a été publiée dans le journal officiel, de la méthode arbitraire de recrutement adopté en Pologne par le Gouvernement russe.

Aucun argument ne pourra prouver la justice de faire de la conscription une proscription, et de condamner des gens au service militaire parce qu'ils sont soupçonnés d'avoir des projets révolutionnaires. La garantie des innocents est ainsi détruite d'un seul coup.

Je suis, etc.

Signé : RUSSELL.

---

**N° 23. Colonel Stanton au comte Russell.**

Varsovie, le 4 février 1863.

Mylord, depuis mes dernières dépêches, le mouvement insurrectionnel a pris des proportions considérables, et malgré les succès partiels des troupes envoyées pour disperser les premiers insurgés, des bandes comptant en tout plusieurs milliers d'hommes tiennent la campagne contre l'autorité impériale. Ces bandes, à ce que l'on rapporte aujourd'hui, sont distribuées entre trois localités distinctes : l'une, et la plus importante, est concentrée près de la ville de Wachock, dans le Gouvernement de Radom ; elle est composée de 6 à 8 mille hommes, et est commandée par un nommé Langiewitz, ancien officier de l'armée de Garibaldi et professeur à l'École militaire en Italie, qui, suivant les on-dit, est arrivé ici à la tête de vingt élèves de cette école. Le pays occupé par cette bande est plus onduleux et plus coupé que dans les autres districts, et est en même temps couvert de forêts. La bande a été considérablement renforcée par la population des mines de l'endroit, et elle se sert des forges du Gouvernement dont elle s'est emparée, pour faire des faux, des couteaux et autres armes du même genre, tandis que le voisinage de la frontière gallicienne de l'Autriche lui permet de se procurer plus facilement qu'ailleurs de la poudre, des armes à feu, et lui offre en même temps une retraite assurée en cas de défaite.

La seconde bande est concentrée dans le district de Siedlce, elle a son quartier général à Wengrow, près la frontière de la Lithuanie. On dit qu'elle se compose d'environ 3000 hommes, parmi lesquels se trouve un grand nombre d'individus qui se sont échappés de Varsovie, ainsi que plusieurs petits propriétaires fonciers qui sont très-nombreux dans la localité. Cette bande est commandée par Lewandowski. Trois colonnes de troupes, sous le commandement du général Bon Temps, agissent contre cette bande, et on attend d'heure en heure la nouvelle d'un engagement entre elles et les insurgés.

La troisième bande des insurgés est dans la forêt de Bolemoz, près de Lovicz ; elle se compose de 2000 hommes. Elle a déjà attaqué la ligne de chemin de fer qui va de cette ville à Vienne, et sans faire beaucoup de mal, elle a cependant constamment interrompu les communications.

Il y a aussi d'autres bandes dans les districts de Augustowo et de Lublin, mais les trois premières paraissent être les plus importantes.

On raconte que les autorités militaires concentrent maintenant leurs troupes dans les plus grandes villes, après avoir fait rentrer leurs avant-postes, de crainte qu'ils ne soient surpris, et qu'elles se prépa-

rent à entrer régulièrement en campagne contre les districts soulevés. Cela peut probablement expliquer la facilité avec laquelle les insurgés ont pu réunir une telle force; le résultat d'une telle campagne est à peine incertain en présence des forces comparatives des deux parties. Les troupes impériales, dans le Royaume, peuvent être évaluées à 100,000 hommes bien armés, bien équipés, avec des provisions de guerre de toute sorte en abondance, tandis que les insurgés ne sont armés qu'en partie, n'ont ni canons, ni munitions et sont entièrement inexercés. Je dois avouer, Milord, que je ne m'attendais pas à un mouvement insurrectionnel sur une aussi grande échelle, et il faut avouer que les chefs ont su tirer parti de la faute commise par le Gouvernement en ordonnant la conscription sur les bases très-arbitraires que connaît Votre Seigneurie. Ce mouvement prend chaque jour l'apparence d'un soulèvement général, malgré que les classes élevées et les paysans restent à l'écart.

Ce serait fatiguer Votre Seigneurie que de lui donner le détail des petits combats et des escarmouches qui ont eu déjà lieu; mais, autant que j'ai pu apprendre, les troupes l'ont, comme on s'y attendait, presque invariablement emporté sur tous les points.

Je dois également mentionner ce fait significatif que, dans plusieurs des districts où la conscription avait été commencée, les autorités militaires, sous leur propre responsabilité et sans ordres de l'autorité supérieure, ont relâché tous les conscrits qui avaient été pris.

J'ai, etc.,

*Signé* : EDW. STANTON.

#### N° 24. Colonel Stanton au comte Russell.

(Extrait.)

Varsovie, le 6 février 1863.

Je suis dans l'impossibilité de donner à Votre Seigneurie les raisons pour lesquelles aucune tentative n'a été faite par les autorités militaires pour reprendre le terrain perdu dans ces districts (aux du Sud). Il semble incroyable qu'avec 100 000 hommes à sa disposition le Gouvernement n'ait pas pu former des colonnes volantes pour agir dans plus d'une direction, après avoir fait la part des garnisons de la capitale, des grandes villes et des forteresses du Royaume, et il n'y a pas de doute que l'absence de colonnes de ce genre dans le Gouvernement de Rüdow a permis aux insurgés de prendre une position telle, que leur suppression sera bien plus difficile et coûtera bien plus de sang qu'il n'aurait fallu. La perte matérielle occasionnée au Gouvernement est aussi considérable, car dans la plupart des villes dont ils se sont emparés, les insurgés se sont saisis des caisses du Gouvernement ainsi que de quelques quantités d'armes et de munitions que

les petites garnisons avaient abandonnées. Bien qu'il soit facile de comprendre que le premier but des autorités militaires doive être d'assurer leurs communications avec la capitale de l'Empire et de chasser les bandes insurgées des frontières du nord du Royaume, il est difficile de s'expliquer pourquoi, cependant, aucune tentative n'a été faite pour tenir au moins les insurgés en échec dans les districts du Sud, si l'on ne pouvait pas les disperser complètement.

A Varsovie même la tranquillité est complète; mais le bruit court qu'un mouvement est sur le point d'éclater. Un comité, qui s'intitule le *Comité national central*, mais qui est entièrement inconnu, publie des ordres et des proclamations aux insurgés. J'ai l'honneur d'adresser à Votre Seigneurie la traduction d'un décret émis par ce Comité agissant en qualité de Gouvernement national provisoire, qui montrera à Votre Seigneurie que, quelle que soit la nature ou la cause nominale de l'insurrection, les individus qui sont à sa tête n'hésitent pas à montrer leurs tendances socialistes. J'envoie aussi à Votre Seigneurie la traduction d'un ordre du jour publié au nom du chef militaire insurrectionnel de Varsovie.

J'ai déjà eu l'honneur de dire à Votre Seigneurie qu'un nombre considérable de propriétaires fonciers du Royaume était arrivé à Varsovie, et que ces propriétaires y avaient tenu des réunions pour décider la ligne de conduite qu'ils auraient à suivre durant le présent soulèvement. Il paraît maintenant que, n'ayant pu arriver à une décision, ils sont convenus à leur dernière réunion qu'aucune détermination générale n'ayant pu être prise, chaque propriétaire agira selon son propre point de vue. Cette décision est très-regrettable, car la pression des chefs révolutionnaires, à laquelle ils pouvaient résister sans difficulté en corps, sera bien plus difficile à repousser isolément, et il est à craindre que sous cette pression plusieurs des grands propriétaires puissent être persuadés de se joindre au mouvement, malgré le peu de chance d'utilité qui pourra en résulter pour leur cause. Mais il faut admettre, Mylord, que la position de la noblesse polonaise est en ce moment fort difficile: en état de suspicion de la part du Gouvernement qui ne peut protéger leurs propriétés du pillage, ni leurs personnes d'insultes, ils sont en même temps proclamés traîtres à leur pays par les chefs révolutionnaires, parce qu'ils ne se sont pas joints à l'insurrection. En même temps, ils sont exposés à la vengeance des paysans qui ont appris à les considérer comme leurs oppresseurs et comme étant un obstacle au règlement définitif de leurs droits. Malgré qu'il soit encore possible qu'après la répression du mouvement, les intentions libérales de l'Empereur à l'égard de ses sujets Polonais soient exécutées honnêtement, et que le pays vienne à gagner au renversement du parti ultra, il est très à craindre qu'on ne profite de



l'occasion pour rétablir l'ancien régime du Gouvernement arbitraire dans tout le Royaume.

J'ai, etc.

Signé : EDW. STANTON.

---

ANNEXE 1 AU N° 28.

**Proclamation du Comité central, agissant  
comme gouvernement national.**

Considérant que le règlement des droits des paysans francs-tenanciers a été sans cesse, contrairement au vœu général du pays, retardé par le Gouvernement usurpateur ; considérant en outre que les propriétaires ont droit à une compensation pour la perte de rentes, corvées, etc., il est décrété ce qui suit :

Art. 1. Toute terre occupée sous quelque titre que ce soit, corvée, rente ou autrement, par les petits fermiers, ainsi que les bâtiments qu'elle renferme devient, à partir de la présente date, la propriété complète du tenant, sans aucune obligation de rente ou autre, si ce n'est de payer les impôts et de servir le pays.

Art. 2. Les anciens propriétaires recevront une compensation sur les fonds nationaux au moyen de rentes sur l'État.

Art. 3. Le montant de la compensation et la nature du paiement seront réglés par un décret spécial.

Art. 4. Tous les ukases, lois, etc., promulgués par le Gouvernement usurpateur au sujet des baux des paysans, sont déclarés nuls et non avenue.

Art. 5. Le présent décret est applicable non-seulement aux propriétés particulières, mais aussi aux propriétés de la Couronne, à celles données par la Couronne, aux propriétés des églises, etc., etc.

Art. 6. L'exécution du présent décret est confiée, par le Comité central national, agissant comme Gouvernement provisoire national, aux chefs militaires et palatins.

Donné à Varsovie, le 22 janvier 1863.

---

ANNEXE 2 AU N° 24.

**Ordre du jour du chef de Varsovie.**

Le 4 février 1863.

Art. 1<sup>er</sup>. Attendu que nombre de propriétaires fonciers, au lieu de servir leur pays dans leurs résidences, dépensent leur temps et leur argent à Varsovie, ils sont, par les présentes, requis de retourner chez

eux, à moins qu'ils ne soient exemptés de leur obligation par le chef de la ville, et de remplir leurs devoirs vis-à-vis de leur pays, plus spécialement ceux qui sont jeunes.

Tous les fonctionnaires de l'organisation auront à exécuter cet ordre.

Art. 2. Le zèle enthousiaste des gens les fait se hâter vers les camps nationaux, mais comme les fatigues d'une campagne d'hiver sont au-dessus des forces de beaucoup d'entre eux, tous ceux ayant moins de seize ans ne doivent pas quitter Varsovie, car ils ne pourraient être admis dans les rangs nationaux.

---

**N° 25. Colonel Stanton au comte Russell.**

Varsovie, le 9 février 1863.

Mylord, l'existence prolongée de l'insurrection qui a éclaté dernièrement dans le Royaume et les dimensions qu'elle a prises en dépit de l'occupation militaire du pays par le Gouvernement russe, me donne à croire que de nouvelles observations sur l'état du Royaume pourront être de quel que intérêt pour Votre Seigneurie.

C'est l'opinion générale de personnes occupant ici une haute position dans le Gouvernement, que le parti révolutionnaire en Europe a tellement travaillé les esprits des moyennes et basses classes de ce pays, sous le masque du patriotisme, qu'un mouvement insurrectionnel aurait bientôt éclaté, même si la conscription pour l'armée n'avait pas été tentée, et que ce parti a graduellement mais sûrement organisé les classes ouvrières des villes en bandes, pour les rendre prêtes à secouer toute marque de sujétion et à courir aux armes, lorsque cet appel paraîtrait pouvoir produire des résultats favorables.

Les événements qui ont eu lieu dans ce pays durant les deux dernières années, et l'attitude très-marquée d'opposition au Gouvernement prise par toutes les classes du peuple à l'exception des paysans, durant cette période, donnent beaucoup de poids à cette opinion. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner, que la tentative annoncée d'exécuter la conscription d'une manière arbitraire et qui était presque une tentative de détruire le parti de la Révolution en s'emparant des subordonnés faute de pouvoir saisir les chefs, ait décidé ces derniers à saisir une occasion qu'autrement il leur aurait été difficile de rencontrer, en tirant parti de l'aversion bien connue des Polonais de servir dans l'armée russe, en faisant en même temps appel à leur patriotisme et en les excitant à avoir recours aux armes pour résister aux tentatives du Gouvernement russe de les arracher à leurs demeures.

Je ne crois pas, Mylord, que les chefs eux-mêmes aient pû sérieusement concevoir l'espoir que la révolte réussirait, mais en voyant que si la conscription avait lieu dans tout le royaume, la grande masse de leurs adhérents seraient soustraits à leur action, ils ont été obligés d'entamer cette dangereuse partie avant d'avoir complètement pris toutes leurs mesures, à moins de consentir à retarder leur tentative pour un temps indéfini.

Les proclamations publiées par le Comité central de cette ville, s'adressant plus spécialement à la cupidité des paysans, dans l'espoir de les décider à se joindre à l'insurrection par l'appât de recevoir en toute propriété les terres qu'ils occupaient, démontrent clairement aussi que les chefs du mouvement sont profondément imbus de l'esprit du socialisme, et que c'est par la propagation de cet esprit dans le royaume de Pologne et dans les provinces voisines de la Russie, qu'ils espèrent pouvoir opposer une résistance au Gouvernement.

Il est profondément à regretter que les classes intelligentes et influentes des habitants du Royaume aient, partie par déliance des mesures du Gouvernement, partie par la crainte d'être dénoncées par les chefs du parti révolutionnaire comme traîtres à leur pays, manqué de prêter leur concours au Gouvernement en mettant à exécution les améliorations dans l'administration proposées par S. M. l'Empereur ; et il n'y a pas de doute que l'attitude des classes élevées durant les deux dernières années a donné beaucoup de poids aux conseils perfides des révolutionnaires et a concouru à répandre parmi les basses classes cet esprit de socialisme qui porte à présent des fruits si amers.

Il me paraît très-probable, Mylord, qu'en levant l'étendard de la révolte dans ce royaume, le parti révolutionnaire a compté sur l'extension du mouvement aussi bien dans la Province autrichienne de Gallicie et le Grand-Duché de Posen que dans les Provinces polonaises de la Russie, où l'on supposait que les sympathies nationales polonaises étaient assez vives pour amener un soulèvement général en faveur de la cause nationale.

Un autre fait se rattachant à cette insurrection qui est digne de remarque et qui prouve qu'elle peut à peine être regardée comme un mouvement national, est l'attitude des paysans du Royaume au moment actuel. Cette portion de la population, de beaucoup, la classe la plus nombreuse des habitants du Royaume, non-seulement n'a pas rejoint les rangs des insurgés, mais même dans plusieurs parties du pays, a assisté les troupes contre eux, et le même sentiment paraît avoir prévalu dans les autres Provinces russes. Le mouvement se trouvant donc borné aux classes ouvrières, avec quelques petits pro-

priétaires et le clergé des campagnes, ne peut, j'imagine continuer plus longtemps à faire une sérieuse opposition aux troupes russes ; mais l'insurrection ne peut manquer d'amener beaucoup de malheurs dans les districts soulevés, et d'agir d'une façon déplorable sur les ressources industrielles du Royaume. Elle doit aussi tendre à raviver les sentiments hostiles des Polonais contre leurs conquérants qui malheureusement, si les rapports sont vrais, usent de représailles barbares en vengeance des premiers succès des insurgés et des atrocités qu'ils ont commises.

Je suis, etc.

Signé : EDW. STANTON.

---

**N° 26. Colonel Stanton au comte Russell.**

(Extrait.)

Varsovie, le 11 février 1863.

Je dois signaler à Votre Seigneurie, que le Gouvernement prussien a envoyé ici un officier en qualité de commissaire militaire, et on suppose qu'une convention militaire est sur le point d'être conclue entre les deux Gouvernements. Cet officier est arrivé lundi dernier à Varsovie, mais je ne puis encore informer Votre Seigneurie du résultat de sa visite.

On rapporte de plus, ici, qu'une bande d'insurgés a traversé le 8 courant, la frontière prussienne près de Strasburg, non loin de Thorn, et qu'ils ont été dispersés par les troupes prussiennes qui ont eu quelques morts dans cette affaire.

D'autres combats ont, dit-on, eu lieu dans diverses parties du royaume, dans lesquels beaucoup de pertes ont été faites, et il est très à craindre que la coutume barbare de tuer les blessés n'ait été mise en pratique par les troupes.

Comme résultat actuel de toutes les opérations, on peut constater que les communications entre Saint-Petersbourg et Varsovie sont rétablies, ainsi que celles entre cette dernière ville et la frontière prussienne ; mais la station frontière de Josnowica sur le chemin de Breslau et la plus grande partie de la frontière gallicienne près de Cracovie sont entre les mains des insurgés.

La ville de Varsovie reste tranquille, mais on craint qu'il ne soit fait le 27 courant, anniversaire de la bataille de Grochow, quelque tentative qui occasionnera un massacre dans cette ville. Bien qu'il ne puisse en résulter aucun bien, il est à redouter qu'il y ait des individus assez insensés pour provoquer ce massacre dans le but de démontrer à l'Europe les sévérités et les horreurs dont les soldats russes sont capables. Beaucoup de personnes croient même que le Gouvernement a fait tout son possible pour amener les choses au point



où elles en sont, dans le but de pouvoir éteindre les sympathies nationales dans le meurtre général de ses opposants. Je ne donne pas cela comme étant une opinion à moi ou comme y croyant le moins du monde, mais j'ai entendu cette remarque de la part de personnes intelligentes et réfléchies.

**N° 27. Lord Bloomfield au comte Russell.**

(Extrait.)

Vienne, 12 février 1863.

Le comte Rechberg est inquiet mais non alarmé, au sujet de l'excitation produite en Gallicie, en conséquence de l'insurrection dans le royaume de Pologne. Son Excellence m'a dit, que toutes les tentatives d'enrôler des hommes pour la Pologne étaient efficacement réprimées et que la plupart de ceux qui s'étaient joints aux insurgés, étaient revenus dégoûtés du traitement qu'ils avaient reçu : Il y a, néanmoins, remarqua Son Excellence, beaucoup de jeunes gens à tête chaude en Gallicie, qui sont toujours prêts à se joindre au mouvement pour la cause nationale, et c'est par ce motif et dans le désir d'empêcher des discours excitants d'être prononcés par quelques membres de la Diète provinciale de Lemberg, que le Gouvernement a résolu de suspendre les séances qui ont été en conséquence ajournées au 2 mars.

L'objet de cet ajournement était double : empêcher des discours de tendances révolutionnaires d'être prononcés à la Diète et empêcher quelques-uns des jeunes membres inexpérimentés de se compromettre eux, leurs amis politiques et peut-être leur avenir.

Quant aux nouvelles de la Pologne russe, le comte Rechberg m'a dit que les rapports étaient contradictoires; les succès des troupes impériales étaient considérables, mais l'insurrection se répandait, néanmoins largement, et quoiqu'il n'y ait pas de doute sur la repression ultérieure du mouvement, elle ne pourrait avoir lieu probablement de longtemps.

**Dépêche du comte de Rechberg au prince de Metternich  
à Paris, et au comte Apponyi à Londres<sup>1</sup>.**

Vienne, le 11 février 1863.

Les troubles qui ont éclaté dans le royaume de Pologne sont naturellement un sujet de vive préoccupation pour le cabinet impérial. Il était urgent d'empêcher que l'agitation ne s'étendît jusqu'en Gallicie, et d'un autre côté le cœur paternel de l'Empereur, notre auguste

1. Ne se trouve pas dans le *blue-book*.

maître, désirait épargner à ses sujets polonais toute mesure vexatoire, indice d'une méfiance qu'on était loin d'éprouver à leur égard. Aussi le Gouvernement impérial s'est-il abstenu tout d'abord de prendre, à l'occasion de l'insurrection polonaise, d'autres précautions que celles qui étaient impérieusement prescrites par ses devoirs envers le Gouvernement russe et envers la sécurité publique.

Il a été recommandé en conséquence d'exercer sur les frontières une plus grande vigilance pour prévenir toute contrebande d'armes et de munitions de guerre, et pour empêcher le passage d'individus isolés ou en bandes allant rejoindre les insurgés. Des ordres ont été également donnés pour faire désarmer et éloigner des frontières les insurgés qui se réfugiaient sur notre territoire. En même temps, les autorités locales de la Gallicie se sont efforcées de calmer par de sages conseils l'effervescence des esprits et de contenir, par une attitude à la fois ferme et modérée, l'impatience des plus exaltés.

L'action du Gouvernement se serait volontiers renfermée dans ces limites. Malheureusement, à mesure qu'au delà de nos frontières les conflits sanglants entre les troupes russes et les insurgés se répétaient, il devenait plus difficile d'empêcher l'agitation de se propager sur notre territoire. Quelques troupes ont dû être avancées vers les frontières, pour en assurer l'inviolabilité et garantir la sécurité des habitants paisibles.

Dans l'intérieur du pays, on a dû également aviser aux moyens d'écarter momentanément tout prétexte à des manifestations intempestives pouvant provoquer au désordre. C'est ainsi que les séances de la Diète provinciale de Gallicie ont dû être provisoirement suspendues, et leur reprise ajournée au 2 mars. Cette mesure était d'ailleurs réclamée par les hommes les plus éclairés de la province et même par des hommes influents de la Diète.

On pouvait redouter, en effet, que les passions politiques excitées par les déplorables événements qui se passent en Pologne ne fissent irruption dans le sein de l'Assemblée, au risque d'en troubler les délibérations et d'en dénaturer le caractère. Le Gouvernement impérial est résolu à veiller strictement au maintien de l'ordre sur son territoire et à la conservation des bons rapports qui l'unissent au Gouvernement russe. Nous espérons y réussir, sans avoir recours à des mesures de compression, qui répugneraient aux sentiments généreux de l'Empereur, notre auguste maître.

Nous aimons à croire que ces intentions bienveillantes seront appréciées, et que les sujets polonais de l'Empereur faciliteront eux-mêmes, par leur sage attitude, l'application des principes d'équité et de modération que le Gouvernement impérial a pris pour règle de sa conduite. Veuillez, mon prince (M. le comte), vous exprimer dans le sens

de la présente dépêche, lorsque vous serez dans le cas de vous expliquer sur l'attitude et les vues du Gouvernement impérial à l'égard du mouvement polonais.

Recevez, etc.

*Signé* : DE RECHBERG.

---

**N° 28. Lord Bloomfield au comte Russell.**

*(Extrait.)*

Vienne, le 12 février 1863.

Le bruit m'étant parvenu qu'une proposition a été faite au Gouvernement autrichien de signer une convention avec la Russie et la Prusse pour mieux protéger leurs intérêts communs en Pologne, j'ai demandé au comte Rechberg si ce bruit avait quelque fondement. Son Excellence m'a répondu qu'elle était heureuse de dire qu'aucune ouverture ne lui avait été faite à ce sujet, que tout ce que le Gouvernement russe avait demandé, c'était que les réfugiés pussent être désarmés et internés, et que ceci était nécessaire, car toutes les fois qu'un cas pareil se présentait sur la frontière gallicienne, les individus étaient traités de cette façon. Je demandai au comte Rechberg quelle était la nature d'une convention militaire qu'on disait avoir été conclue entre la Russie et la Prusse relativement aux affaires de Pologne. Il m'a répondu qu'il n'en possédait pas les détails, mais qu'il supposait que son objet principal était de faciliter le passage, à travers la Prusse, des troupes russes en Pologne et d'établir une action commune en face de l'insurrection. Il ajouta qu'ayant entendu parler de cette convention, il avait télégraphié au comte Thun à Saint-Pétersbourg pour dissuader de faire une communication à cet égard à Vienne; que la Gallicie était comparativement tranquille, et qu'à moins que l'insurrection polonaise ne prit de plus grandes proportions, le Gouvernement autrichien considérait l'entente générale existant entre les deux Gouvernements impériaux comme suffisante pour le but actuel.

Son Excellence a de plus fait la remarque que la concentration, le long de la frontière polonaise, de trois corps d'armée prussiens d'environ 60 000 hommes, formait une force beaucoup plus grande qu'il n'était nécessaire. Il était heureux de songer que le comte Mensdorff n'avait que 12 000 hommes en Gallicie; ce général avait été prévenu de demander tel renfort dont il pourrait avoir besoin et avait répondu que les forces à sa disposition étaient suffisantes, que la population rurale était paisible et qu'il ne voyait aucune cause sérieuse d'alarme jusqu'à ce moment.

---

**N° 30. Sir A. Buchanan au comte Russell.**

Berlin, le 14 février 1863.

Mylord, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le général Alvensleben, qui est maintenant à Varsovie, où il est arrivé il y a deux jours de Saint-Pétersbourg, a conclu une convention militaire avec le Gouvernement russe, par laquelle les deux Gouvernements se sont donnés réciproquement les moyens de réprimer les mouvements insurrectionnels qui ont éclaté dernièrement en Pologne et qui pourraient s'étendre aux provinces polonaises de la Prusse.

Autant que j'ai pu le savoir, il a été convenu que les commandants en chef des deux Gouvernements, se tiendront mutuellement au courant des mouvements des troupes sous leurs ordres; que si les troupes d'un Gouvernement étaient forcées de se retirer devant les insurgés sur le territoire de l'autre, elles seront autorisées à conserver leurs armes et à retraverser la frontière aussitôt qu'elles seront en position de le faire et que les troupes de l'un ou l'autre des Gouvernements seront libres de poursuivre les insurgés sur le territoire de l'autre.

Les chemins de fer sont également mis à la disposition des autorités militaires russes pour le transport des troupes à travers le territoire prussien d'une partie du royaume de Pologne à une autre. Le Gouvernement se réserve en outre, en cas de nécessité, de prêter militairement aide au Gouvernement russe pour la répression de l'insurrection dans le royaume; mais on m'a dit qu'aucun engagement n'avait encore été pris quant à la nature et à l'étendue de cette aide.

En attendant, cependant, quatre corps de l'armée prussienne se concentrent sur les frontières sous le commandement du général Waldersée, dont le quartier général est à Posen; les réserves de deux de ces corps et d'une division du troisième ont reçu l'ordre de rejoindre leurs régiments. Jusqu'ici aucuns troubles d'importance n'ont eu lieu dans le Grand-Duché, et on croit que les chefs de l'insurrection ne se proposent pas d'amener un mouvement dans le grand-duché de Posen ou en Gallicie, à moins que des succès importants ne soient obtenus dans le Royaume. Dans le voisinage de Thorn et dans les anciennes provinces polonaises de la Russie où la conspiration est moins générale et moins bien organisée, et où les membres sont en conséquence moins disciplinés, quelques troubles ont eu lieu.

D'après les renseignements qui sont parvenus au Gouvernement prussien, le Royaume tout entier, à l'exception des grandes villes occupées par les troupes russes, paraît être à l'état de révolte.

Je suis, etc.,

*Signé* : ANDR. BUCHANAN.



**N° 31. Sir A. Buchanan au comte Russell.**

Berlin, le 14 février 1863.

Mylord, une proclamation a été simultanément publiée le 1<sup>er</sup> de ce mois par le président de la province de Posen et le commandant général du district, prémunissant les habitants de n'aider ou favoriser en rien les insurgés du royaume de Pologne. Dans ce document, dont une traduction est ci-jointe, les atrocités commises par les insurgés sont citées comme inspirant une horreur générale, et toute espèce d'assistance donnée à ces derniers, quelque indirecte qu'elle soit, est déclarée crime contre les lois de la Prusse, entraînant le châtimement réservé à la haute trahison.

Ce manifeste a amené de la part des membres polonais de la chambre des députés, avec quelques-uns des membres du parti du progrès, une interpellation dont la traduction est ci-jointe, à laquelle il paraît que M. Bismarck se propose de faire une réponse très-nette.

Le but de cette interpellation est de signaler la nature inconstitutionnelle de la réunion du gouvernement civil et militaire que les interpellateurs soutiennent avoir été proclamée par ce manifeste dans la province de Posen; de protester contre l'assertion sans fondement des atrocités qui auraient été commises par les insurgés, et d'insister sur ce qu'il est impolitique de créer un sentiment d'amertume chez les habitants polonais de la province, en émettant de telles assertions sous la forme d'accusations officielles.

J'ai, etc.

*Signé : AND. BUCHANAN.*

---

**ANNEXE N° 1 AU N° 31.****Proclamation aux habitants de la province de Posen.**

L'insurrection armée qui a éclaté dans le royaume de Pologne contre l'autorité légale du Gouvernement, a fait du pays qui est notre voisin immédiat le théâtre d'événements sanglants; mais pendant que les cruautés commises par les insurgés inspirent la plus grande horreur, elles donnent en même temps la certitude que cette entreprise criminelle amènera la perte de ceux qui par fanatisme y ont pris part.

Habitants de la province de Posen! Nous avons la confiance que la paix ne sera rompue dans aucune partie de la province. Notre garantie c'est le sentiment d'ordre qui anime l'immense majorité des habitants, la vigilance des organes publics qui sont chargés de prendre les devants pour tout ce qui aura par but de rompre la paix, et enfin le

pouvoir que Sa Majesté nous a donné et qu'en cas de nécessité nous emploierions en son entier pour le maintien de la tranquillité et de l'ordre.

Nous pouvons néanmoins craindre que des tentatives ne soient faites pour décider des individus, habitants de la province, à prendre part au mouvement insurrectionnel qui a éclaté dans le pays voisin; cette participation, fût-elle seulement indirecte, mais établie par des manifestations publiques ou par quelque acte que ce soit d'aide ou d'assistance, serait considérée (en présence des tendances notoires de l'insurrection) comme une entreprise contre les lois de la Prusse et pourrait faire encourir les peines sévères réservées à la haute trahison.

Nous croyons donc de notre devoir de prévenir les habitants de ne prendre aucune part à l'insurrection.

Posen, 1<sup>er</sup> février 1863.

*Signé : COMTE WALDERSÉE,*

général commandant le 5<sup>e</sup> corps.

*Signé : HORN,*

président de la province de Posen.

---

ANNEXE N° 2.

**Interpellation des députés Kantak et Chlapowski au sujet  
de la proclamation ci-dessus, le 7 février.**

On ne peut sans doute contester aux chefs de l'administration de prévenir les habitants d'un pays contre les conséquences d'actions illégales. Mais la proclamation en question est tout à fait insolite dans sa forme, le chef de l'administration ne s'étant pas contenté d'y apposer sa propre signature, mais y ayant fait joindre encore celle du chef de la force armée; et l'on est en droit de supposer que le grand duché de Posen ne se trouve dès à présent dans un état exceptionnel qui fait craindre d'autres mesures exceptionnelles. Cette crainte est augmentée encore par la circonstance que ces autorités s'appuient davantage sur « la force placée en leurs mains » que sur la loi.

La proclamation, à en juger par le ton qui y règne, ne saurait d'ailleurs être qualifiée de « bien intentionnée, » car on accuse les insurgés de Pologne d'atrocités qui ne sont nullement prouvées; on n'a pu, vis-à-vis des sympathies qu'excitent les événements de Pologne dans toute la population polonaise du Grand-Duché, on n'a pu que blesser une partie des habitants de la province et inquiéter les autres. Par ces motifs, les soussignés adressent au ministère les questions suivantes :

1<sup>o</sup> Le grand duché de Posen est-il soumis au régime exceptionnel d'une administration semi-civile, semi-militaire, et depuis quand ?

2° Le ministre approuve-t-il au fond et dans la forme le rescrit du 1<sup>er</sup> février 1863 ?

Le 16 février M. de Bismark a répondu comme suit :

*M. de Bismark.* Le Gouvernement du roi répond à l'interpellation en disant non à l'égard de la première question, oui sur la seconde. Il approuve la proclamation du 1<sup>er</sup> février pour la forme et la teneur. Il profite en même temps de l'occasion pour s'expliquer publiquement sur son attitude relative à l'insurrection qui a éclaté en Pologne. Cette insurrection a pris dans des parties importantes du royaume, et notamment dans celles qui sont situées le long des frontières prussiennes, un développement dont la signification s'étend au delà du territoire russe. Le but non contesté du mouvement est le rétablissement d'un État polonais indépendant, d'une étendue qui se rapproche autant que possible des anciennes limites de la Pologne. Si même ce but ne confirmait pas nécessairement la convoitise d'une partie du territoire prussien, le Gouvernement du roi aurait néanmoins le droit et le devoir d'examiner jusqu'à quel point la tentative de renverser le droit public existant dans l'État voisin d'après les traités peut réagir sur nos propres intérêts politiques, et ce qu'il y a lieu de faire pour sauvegarder ces derniers. Si un examen pareil doit conduire sans aucun doute à la conviction que la réalisation des buts que poursuit l'insurrection compromettrait gravement, sinon l'état territorial de la Prusse, du moins ses intérêts et sa sûreté, il en résulte en même temps que le Gouvernement a le devoir de s'opposer à ce mouvement sans attendre qu'il prenne peut-être des forces, et que pour le repousser on soit obligé à de plus grands sacrifices.

Le Gouvernement doit s'attendre à ce que l'insurrection polonaise, bien qu'actuellement elle ne soit dirigée que contre le Gouvernement russe, même en n'étant pas définitivement victorieuse, exercera pendant sa durée une action sur les intérêts politiques prussiens, qui sera d'autant plus préjudiciable que la situation exceptionnelle du pays voisin durera plus longtemps. Nous avons des renseignements officiels sur les efforts qu'on fait pour préparer l'insurrection sur le territoire prussien de manière à ce qu'elle puisse éclater au moment favorable. Sans doute le Gouvernement se croit assuré de la fidélité et des sentiments loyaux de la grande majorité des sujets même polonais de Sa Majesté. Mais dans le royaume de Pologne aussi l'insurrection n'a trouvé que rarement un appui volontaire dans la population rurale et bourgeoise. Autour du noyau formé par les émissaires étrangers et les émigrés revenus dans leur patrie s'est ralliée, à l'aide d'une partie du clergé, la petite noblesse avec son personnel de serviteurs et d'ouvriers, et ces éléments ont été assez puissants pour livrer des terri-

toires étendus à une anarchie qui expose à toutes les violences la vie et la propriété de la population, et pour obliger, par des menaces, des habitants paisibles à servir l'insurrection. Bien qu'une pareille situation ne puisse être facilement produite chez nous, le Gouvernement a néanmoins le devoir de protéger à temps les sujets du roi contre des dangers auxquels ils peuvent être exposés par violence ou séduction. Le Gouvernement s'efforce d'accomplir ce devoir dans les limites nécessaires, et il est décidé en même temps à employer immédiatement tous les moyens dont il dispose pour rétablir la sûreté publique partout où elle peut être compromise.

---

**N° 32. Sir A. Buchanan au comte Russell.**

Berlin, le 14 février 1863.

Mylord, la conclusion de la convention militaire, conclue avec la Prusse, mentionnée dans ma précédente dépêche de ce jour, et l'intention qui est prêtée au Gouvernement de conclure d'autres engagements avec la Russie pour la repression des mouvements insurrectionnels dans les provinces polonaises de la Prusse et de la Russie, ont causé un grand mécontentement dans le public qui craint, dit-on, le rétablissement de l'influence russe qui prévalait à Berlin avant la guerre de Crimée.

Il n'est cependant pas impossible que l'objet principal du Gouvernement, en donnant, en ce qui concerne la Prusse, une grande importance à ce qui se passe en Pologne, soit de trouver un prétexte raisonnable pour augmenter les dépenses de l'armée, en opposition aux votes qui pourraient être émis dans la Chambre des députés en vue de réduire le budget de l'armée pour cette année, budget basé sur le plan de la réorganisation de l'armée, et rejeté déjà dans la dernière session.

J'ai, etc.

*Signé :* ANDREW BUCHANAN.

---

**N° 34. Lord Bloomfield au comte Russell.**

Vienne, le 15 février 1863.

Mylord, beaucoup d'assertions fausses ayant paru dans les journaux étrangers, dans le but évident de présenter sous un faux jour la politique de l'Autriche dans la question polonaise, le Gouvernement impérial a jugé utile de faire insérer dans son journal semi-officiel, la *Donau Zeitung*, un démenti formel de ces assertions.



J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Seigneurie une traduction de cet article par M. Baringhn.

J'ai, etc.

*Signé* · BLOOMFIELD.

---

ANNEXE AU N° 34.

Extrait du *Donau-Zeitung*, du 14 février 1863.

Par suite des événements qui se passent dans la Pologne russe, des bruits ont été répandus dans le public par plusieurs journaux étrangers qui, étant entièrement faux, ont pour effet, intentionnellement ou non, de nuire à la position de l'Autriche.

Ainsi, entre autre exemple, le journal de Breslau du 12 de ce mois, sous le prétexte de précautionner le public contre de prétendus télégrammes auxquels on attribue une origine autrichienne officielle, publie une correspondance de Varsovie qui dit que le Gouvernement autrichien avait vendu plusieurs milliers d'armes de l'arsenal de Lemberg, et avait appuyé subrepticement la révolution.

Nous sommes autorisés à déclarer que ce rapport, aussi bien en ce qui concerne la vente d'armes, l'accusation d'une aide secrète donnée à la révolution aussi bien que la publication des télégrammes en question, est simplement faux.

Nous sommes disposés à placer dans la même catégorie des découvertes intentionnellement absurdes, d'autres bruits, et surtout ceux qui vont jusqu'à élever des conjectures sur l'occupation du trône de Pologne.

---

N° 35. Sir A. Buchanan au comte Russell.

Berlin, le 16 février 1863.

Mylord, j'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie, qu'un officier prussien, le colonel Treschow, a quitté Berlin pour Varsovie où il sera attaché au quartier général du quartier russe, pour mettre à exécution les dispositions de la Convention militaire qui a été signée entre les Gouvernements de Prusse et de Russie au sujet des mesures à prendre de concert par les autorités militaires des provinces polonaises respectives, pour la répression des mouvements révolutionnaires.

Le colonel Reuter, officier russe, qui est arrivé ici, est, à ce qu'on suppose, chargé d'une mission semblable.

J'ai, etc.,

*Signé* : ANDREW BUCHANAN.

**N° 36. Le comte Russell à sir A. Buchanan.**

Foreign-Office, le 18 février 1863.

Sir, en réponse à votre dépêche du 14 courant, mentionnant la nomination de commissaires pour la mise à exécution des dispositions de la Convention militaire entre la Prusse et la Russie pour la répression de l'insurrection en Pologne, j'ai à vous charger de tâcher de vous procurer et d'adresser au Gouvernement de Sa Majesté une copie de la Convention en question.

Je suis, etc.,

*Signé* : RUSSELL.**N° 37. Colonel Stanton au comte Russell.**

Varsovie, le 17 février 1863.

Mylord, j'ai l'honneur d'envoyer ci-inclus à Votre Seigneurie la traduction d'un ordre du jour adressé aux troupes par Son Altesse Impériale le grand-duc Constantin qui a paru dans le journal officiel d'hier soir et qui, à ce qu'on espère, mettra un terme aux excès dont les troupes sont accusées.

J'envoie également à Votre Seigneurie la traduction d'un ordre du chef militaire du département de Varsovie qui a paru dans le même journal.

J'ai, etc.,

*Signé* : EDW. STANTON.**ANNEXE N° 1 AU N° 37.**Extrait du *Journal de Varsovie* du 16 février 1863.

Odre du jour de Son Altesse Impériale le grand-duc Constantin.

Son Altesse Impériale le grand-duc, Namiestnick du royaume, a bien voulu publier l'ordre du jour suivant aux troupes dans le royaume de Pologne, sous la date du 2/14 courant.

« Je désire que tous les chefs des détachements militaires maintiennent la discipline la plus stricte dans les rangs et veillent soigneusement à la conduite de leurs troupes. Des soldats coupables de pillage ou d'actes de violence commis à l'égard des habitants paisibles qui n'ont pas participé à la rébellion, seront punis avec la plus grande sévérité des lois criminelles militaires. »

## ANNEXE N° 2 AU N° 37.

**Ordre du chef militaire de Varsovie.**

Dans le but de garantir la tranquillité à Varsovie, et de donner protection contre les machinations des individus mal intentionnés qui répandent l'alarme, Son Altesse Impériale le Namiestnick a bien voulu ordonner les règlements suivants :

1. La défense de posséder toutes sortes d'armes ou de poudre, sans avoir une permission spéciale à cet effet, est renouvelée; toutes personnes qui ont tardé à se conformer à cette règle, éviteront toute responsabilité en remettant les armes aux autorités de la police dans les vingt-quatre heures, savoir avant le 19; après cette date, toute personne ayant des armes, munitions de guerre ou poudre en sa possession sera punie par la loi martiale suivant les articles 261 et 262 du code, comme étant coupables d'actes de rébellion.

2. Les possesseurs ou distributeurs d'affiches ou imprimés séditieux seront également punis comme rebelles par les cours martiales.

3. Il est défendu de se trouver, sans une autorisation spéciale, dans les rues après dix heures du soir, ou de circuler dans les rues après sept heures sans porter une lanterne. Les contrevenants à ce règlement et aux autres règlements militaires seront emprisonnés et punis.

4. En cas d'alarme dans la ville, les rues devront être évacuées, les portes et les grilles soigneusement closes; toute personne restant dans les rues s'exposera aux dangers qu'entraînent les opérations militaires.

5. Dans le cas où une maison serait occupée par des insurgés et où des coups de feu seraient tirés de ses fenêtres, cette maison sera démolie à coups de canon.

En portant ces règlements à la connaissance du public, j'engage toutes les personnes paisibles à ne pas se laisser alarmer par de fausses rumeurs, des mesures énergiques ayant été prises pour arrêter toute tentative de désordre ou d'insurrection. Les troupes, sous mes ordres, tout en étant prêtes à agir contre les perturbateurs de la tranquillité, sauront remplir leur devoir et en même temps protéger la vie et la propriété des habitants paisibles.

*Signé* : Général, aide-de-camp, baron KORFF.

---

**N<sup>o</sup> 38. Le comte Cowley, ambassadeur d'Angleterre à Paris,  
au comte Russell.**

Paris, le 20 février 1863.

Mylord, avant que cette dépêche parvienne à Votre Seigneurie, le baron Gros vous aura communiqué sans doute celle qui lui a été adressée hier par M. Drouyn de Lhuys sur l'état actuel des affaires de Pologne. Dans cette dépêche que le ministre français vient d'avoir la bonté de me lire, Son Excellence rend compte des communications qui lui ont été faites par les représentants de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche; les deux premiers au sujet de la Convention conclue dernièrement à Saint-Pétersbourg, le dernier en explication de l'attitude prise par le Gouvernement autrichien.

Il serait inutile, même si j'avais le temps de le faire avant le départ du courrier, d'entrer dans les détails de cette dépêche, puisqu'elle doit être communiquée à Votre Seigneurie. Je remarquerai seulement que, tandis que la position du Gouvernement russe, dans une portion de ses États où subsiste encore l'insurrection qui a amené cette Convention, a engagé M. Drouyn de Lhuys à s'abstenir d'émettre une opinion quelconque sur ce document, Son Excellence rappelle au Gouvernement russe les engagements d'après lesquels le partage de la Pologne a été consenti avec répugnance par les autres puissances qui ont pris part au congrès de Vienne. M. Drouyn de Lhuys appelle l'attention sur les sympathies que la cause de la Pologne a toujours excitées en France, et il exprime l'espérance que le Gouvernement russe, à l'aide de mesures prudentes et conciliatrices sera en état de calmer l'agitation avant qu'elle prenne des proportions qui deviendraient alarmantes pour la Russie elle-même, pour la France et pour l'Europe.

En ce qui concerne le Gouvernement prussien, M. Drouyn de Lhuys ne dissimule pas son opinion que la conclusion de la Convention de Saint-Pétersbourg est de la part de la Prusse une grave faute politique. Elle a par là pris sur elle de dire (*assumed*) que les troubles locaux dans la partie de la Pologne appartenant à la Russie impliquent la question polonaise tout entière; car d'après les nouvelles parvenues au Gouvernement français, le duché de Posen jouit d'une tranquillité parfaite; elle s'est donc rendue ainsi responsable des actes du Gouvernement russe.

M. Drouyn de Lhuys fait un contraste favorable à l'Autriche, de la conduite de cette puissance avec celle de la Russie, en établissant son opinion sur les communications qui lui ont été faites par le prince de Metternich.



Son Excellence remarque alors qu'elle a des raisons de croire que les mêmes communications ont été faites à Votre Seigneurie par les trois Gouvernements, et elle pense que la conduite de la Russie a provoqué votre blâme. M. Drouyn de Lhuys termine en exprimant le désir de connaître l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai, etc.

*Signé : COWLEY.*

#### N° 39. Le comte Russell au comte Cowley.

Foreign-Office, le 21 février 1863.

Mylord, l'ambassadeur de France vient de me voir pour me dire que le Gouvernement de l'Empereur, quoiqu'il ne soit pas en possession du texte de la Convention entre la Prusse et la Russie, en sait assez de son contenu pour exprimer une opinion défavorable à l'opportunité et à la prudence de cette Convention.

Le Gouvernement français considère que le Gouvernement du roi de Prusse a par sa conduite ravivé la question polonaise. Il pense que cette mesure est d'autant plus imprudente que les provinces polonaises de la Prusse sont représentées comme jouissant d'une tranquillité parfaite.

Le Gouvernement français pense aussi que le Gouvernement de Russie devrait recevoir le conseil d'apaiser l'irritation et de calmer le mécontentement qui existe, par la conciliation et la douceur.

L'ambassadeur français n'a pas d'ordres pour proposer un accord au Gouvernement britannique, mais il a pour instruction de demander si les opinions qu'il a exprimées sont conformes à celles du Gouvernement de Sa Majesté.

Je lui ai dit que le Gouvernement de Sa Majesté avait les mêmes opinions que celles qu'il émettait de la part de son Gouvernement.

Je suis, etc.

*Signé : RUSSELL.*

#### N° 40. Lord Napier au comte Russell.

Saint-Petersbourg, le 10 février 1863.

Mylord, je regrette d'avoir omis, par le courrier d'hier, d'annoncer à Votre Seigneurie l'arrivée dans cette ville du général Alvensleben, officier russe chargé de se concerter sur les mesures à prendre pour la répression de l'insurrection polonaise, qui, dans une seule occasion seulement, a traversé les frontières du grand-duché de Posen.

J'apprends que le général Alvensleben a conclu un engagement ou une convention avec les autorités militaires russes, par lequel les

troupes impériales seront autorisées à poursuivre les insurgés en fuite de l'autre côté de la frontière prussienne. La même autorisation est stipulée pour l'armée prussienne sur la frontière de la Russie.

J'ai, etc.

Signé : NAPIER.

---

**N° 41. Lord Napier au comte Russell.**

Saint-Petersbourg, le 13 février 1863.

Mylord, j'ai l'honneur d'adresser ci-inclus à Votre Seigneurie une série de numéros du *Journal de Saint-Petersbourg*, du 9 au 13 courant, contenant les divers rapports publiés par le Gouvernement russe sur les opérations en Pologne.

De ces compte-rendus partiels, il est difficile de se former une impression distincte de l'état des choses ou des forces de l'insurrection. Il existe ici quelque incrédulité sur le chiffre élevé indiqué par ces rapports quant aux pertes éprouvées par les patriotes, comparées à celles subies par les troupes impériales. En effet, on a peine à croire que mille Polonais aient été massacrés dans une seule affaire par les soldats russes, avec une perte de leur côté de douze hommes. Si le fait est vrai, il ne prouve pas en faveur de l'humanité de l'armée. Nous devons croire cependant qu'il y a une grande disparité de pertes entre les deux partis; car, outre l'avantage d'avoir de l'artillerie, les Russes sont armés de bons fusils rayés qui portent à 600 mètres, tandis que les insurgés n'ont pour la plupart que des fusils de chasse, quelques révolvers, des piques, des faux et autres armes rustiques. Ils peuvent donc être tués en pleine sûreté par des troupes régulières.

Les pertes de l'armée proviennent probablement surtout de la fièvre typhoïde et d'autres maladies dans les garnisons de la campagne.

J'ai, etc.

Signé : NAPIER.

---

**N° 42. Lord Napier au comte Russell.**

Saint-Petersbourg, le 13 février 1863.

Mylord, dans ma dépêche du 4 février, j'ai dit à Votre Seigneurie que plusieurs régiments de cavalerie avaient reçu l'ordre de partir pour la Pologne. J'apprends que ces troupes s'élèveront à deux mille cinq cents hommes.

La seconde division de la garde impériale doit aussi se mettre en marche dans la même direction. Je crois cependant que, pour le présent, la garde ne dépassera pas Wilna, et que les troupes en garnison à Wilna seront envoyées dans le royaume.

Une batterie d'artillerie de huit canons accompagnera la seconde division.

La force d'une division d'infanterie des gardes sur le pied de paix serait d'environ 9 200 hommes. Néanmoins, j'ai appris que, eu égard à la faiblesse numérique des bataillons en ce moment, la division que j'ai mentionnée plus haut ne compterait pas plus de 7 500 combattants effectifs.

Si tel est le cas, les renforts envoyés en Pologne ou dans son voisinage, depuis le commencement du soulèvement, s'élèveraient en tout à environ 10 000 hommes.

J'ai, etc.

*Signé : NAPIER.*

---

**N° 43. Sir A. Malet, ministre d'Angleterre près la Confédération germanique au comte Russell.**

*(Extrait.)*

Francfort, le 20 février 1863.

Je puis assurer confidentiellement à Votre Seigneurie que la conduite de la Prusse vis-à-vis de l'insurrection polonaise est généralement condamnée en Allemagne.

Si le Gouvernement prussien s'était borné à garantir la tranquillité dans le duché de Posen, il n'y aurait eu aucune raison pour blâmer de semblables précautions; mais M. de Bismark est accusé d'avoir offert une assistance non sollicitée et même mal venue de la part du Gouvernement russe, et le cri de réprobation est universel.

---

**N° 44. Sir A. Buchanan au comte Russell.**

Berlin, le 21 février 1863.

En réponse à la dépêche de Votre Seigneurie du 18 courant, me donnant ordre de tâcher de me procurer une copie de la convention militaire conclue dernièrement entre la Prusse et la Russie, j'ai l'honneur de vous informer que M. de Bismark m'a dit qu'il me communiquerait cette convention aussitôt qu'il aurait reçu le consentement de la Russie de la rendre publique. Dans une conversation que j'ai eue hier avec lui, je lui ai observé que, dans l'intérêt de la Prusse, la publication de la convention devrait avoir lieu dans le plus bref délai possible, si elle ne renferme que les dispositions qu'il prétend avoir été faites; car on croit maintenant généralement que la Prusse a fait avec la Russie des arrangements pour s'assister mutuellement dans la répression des mouvements populaires qui éclateraient dans leurs territoires respectifs, et ce soupçon a créé un sentiment défavorable à la Prusse dans toute l'Europe occidentale.

Son Excellence m'a répondu qu'une partie de la presse anglaise et française hostile à la Prusse, et toute la presse du Danemark et de l'Autriche avaient profité de cette convention pour calomnier la Prusse ; mais que quiconque examinerait les circonstances, sans passion et avec impartialité, s'assurerait aisément que le Gouvernement prussien n'avait rien fait de plus qu'il n'était nécessaire au maintien de la tranquillité et à la protection des populations sur une frontière de 1500 milles de long. Quant à ce qui regarde la presse anglaise, je lui dis que, s'il voulait se reporter à la collection du *Times*, il verrait qu'il n'existe en Angleterre aucun sentiment d'hostilité contre la Prusse, et que, si le langage de la presse dans ces derniers temps a cessé d'être sympathique et approuvatif, il doit chercher à ce changement une autre raison que les sentiments hostiles de l'Angleterre à l'égard de la nation prussienne.

Il se mit alors à m'expliquer que l'insurrection dans la Pologne russe avait été principalement favorisée par la petite bourgeoisie, qui, ayant des personnes dépendantes attachées à ses maisons et à ses fermes, les avait décidées à prendre part aux entreprises contre le Gouvernement, et qui, après avoir ainsi levé une petite bande d'hommes armés, avait forcé les paysans de se joindre à eux. C'était afin d'empêcher que les actes de ces individus ne s'étendissent dans les provinces polonaises de la Prusse, ou qu'une semblable conduite ne fût imitée par les petits propriétaires ruraux et la bourgeoisie de ces provinces, que la convention avait été conclue, en même temps qu'on espérait, par une action énergique de la part des autorités, protéger le commerce de la Prusse avec l'intérieur de la Pologne contre les déprédations des insurgés polonais russes sur la frontière.

Le Gouvernement, dit-il, avait en premier lieu conclu une convention comme mesure de défense nécessaire, mais il y avait vu aussi le moyen légitime de protéger les intérêts des commençants prussiens avec la Pologne. Je répliquai que ces arguments étaient des lieux communs dont se servaient tous les Gouvernements pour intervenir dans les autres États, et qu'ils auraient pu être également applicables si le Gouvernement de Sa Majesté était intervenu dans la guerre civile d'Amérique, sous le prétexte qu'il était nécessaire de garantir le Canada contre toute agression ultérieure, et de protéger le commerce et l'industrie britanniques contre les maux auxquels la guerre ne manquerait pas de les assujettir ; mais il serait difficile à Son Excellence de prouver que ce qui était inutile en Gallicie était inévitable en Prusse.

À cela, M. de Bismark répondit que le massacre de mille bourgeois par les paysans en Gallicie, en 1846, avait singulièrement diminué les chances de mouvements insurrectionnels dans ce pays, la classe dan-



gereuse ayant été presque entièrement exterminée, et que ni la haute noblesse, ni les paysans n'étaient disposés à courir des risques et à faire des sacrifices pour le rétablissement de la nationalité polonaise.

Il me dit que le nombre de troupes concentré sur la frontière a été grandement exagéré, car, malgré que quelques-unes des réserves aient été appelées, aucun des corps n'avait été mis sur le pied de guerre, en ce qui concernait les hommes, chevaux ou canons. Après avoir pourvu de garnisons les villes et forteresses, les troupes à la disposition du général Werder ne lui permettraient de faire stationner que 12 000 hommes sur la frontière nord et 8 000 sur celle de Silésie pour le service de campagne, ce qui formait une force très-modérée pour les devoirs qu'elle avait à remplir. Il dit aussi que les officiers commandants prussiens avaient ordre de n'agir sur le territoire russe qu'à une journée de marche de la frontière, et que les troupes russes ne pourraient traverser la frontière qu'au milieu même d'une lutte engagée avec les insurgés armés.

Il m'expliqua, en outre, que le principal avantage que la Prusse retirait de cette convention était que des bandes ne pourraient pas se former sur la frontière pour envahir les États prussiens, et que si des insurgés prussiens étaient rejetés de l'autre côté de la frontière, ils se trouveraient dans l'impossibilité de se rallier ou de se renforcer dans le royaume de Pologne pour renouveler les attaques contre les troupes prussiennes. En réponse à une question que je lui adressai au sujet des insurgés russes qui seraient pris en Prusse, il me dit qu'ils seraient livrés aux autorités russes, conformément aux stipulations d'anciennes conventions qui avaient été renouvelées en 1857. Il ajouta que ces conventions avaient été suspendues en 1853; mais que la quantité de déserteurs russes ou d'autres individus qui traversaient illégalement la frontière, soit dans un but criminel, soit pour d'autres causes, avaient occasionné de si grands inconvénients, qu'il avait été nécessaire de renouveler les conventions dans l'intérêt de l'ordre public dans les districts frontières.

Il me dit aussi que des parties de la frontière de plusieurs milles d'étendue ne pouvaient être gardées, d'après les arrangements actuels, que par un seul bataillon, et qu'une brigade serait installée dans le Nord, à l'est de Gumbinnen pour protéger un haras de mille chevaux établi près de la frontière pour l'usage des établissements d'élevage de la Prusse orientale.

Durant notre conversation sur ce sujet, il m'a paru que M. de Bismark était très-contrarié de la réprobation qui avait accueilli la Convention en Prusse et en Europe et de la défiance qu'elle avait soulevée contre le Gouvernement prussien. Quoi que dans de précédentes occa-

sions il ait toujours parlé de l'insuffisance probable de l'armée russe en Pologne pour réprimer l'insurrection, il m'a représenté hier les principales forces des insurgés comme ayant été déjà défaites et dispersées et celles qui restent armées comme ne se composant que de bandes isolées d'individus qui craignaient de retourner chez eux. Bien qu'incapables d'opposer une sérieuse résistance à des troupes régulières, l'existence de ces bandes entretiendrait pendant quelque temps en Pologne un état de brigandage analogue à celui qui règne dans les provinces napolitaines du royaume d'Italie.

M. de Thile, le sous-secrétaire d'État, représente la Convention comme se rapportant seulement à l'action des autorités militaires sur la frontière, et lorsque je lui ai dit que M. de Bismark m'avait parlé de la possibilité pour la Prusse de prendre des mesures actives dans l'intérieur du Royaume pour la répression de l'insurrection, il a répondu qu'il ne pouvait pas dire quelles étaient les intentions de M. de Bismark et s'il se proposait de conclure une autre Convention avec la Russie, mais qu'il pensait pouvoir m'assurer que la Convention qui venait d'être signée ne renfermait aucune stipulation pour une semblable éventualité.

Le Ministre d'Autriche m'a dit que M. de Thile lui a tenu le même langage. Il ne faut pas cependant oublier que le parti féodal avec lequel marche M. de Bismark est très-désireux de s'unir étroitement à la Russie, dans l'espoir que l'alliance des trois Puissances du Nord qui avait été rompue par la guerre de Crimée pourrait, dans un temps donné, être rétablie.

---

#### N° 45. Sir A. Buchanan au comte Russell.

Berlin, le 21 février 1863.

Mylord, la politique du Gouvernement à l'égard de la Pologne a presque exclusivement occupé l'attention de la Chambre et de la presse dans le cours de la présente semaine.

En réponse à l'interpellation de la fraction polonaise dont la traduction était jointe à ma dépêche du 14 courant, M. de Bismark dans la séance du 16 a lu une déclaration écrite dont je transmets la traduction<sup>1</sup>.

Cette déclaration, comme le verra Votre Seigneurie, laissant les choses à peu près dans le même état qu'auparavant et n'ayant pas jeté, comme on s'y attendait, de lumière sur les engagements contractés avec la Russie, le parti du progrès a présenté une nouvelle

1. Voir p. 369.

interpellation dans laquelle il demande catégoriquement si une convention a été conclue. A cette question ainsi posée, le Gouvernement a refusé de répondre, mais néanmoins la Chambre a décidé qu'une discussion aurait lieu sur ce sujet, afin d'être à même de rappeler son opinion sur la politique supposée du Gouvernement.

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Seigneurie les détails de ce débat et j'appelle l'attention de Votre Seigneurie sur l'extrait du discours de M. Waldeck d'abord, puisqu'il a spécialement attiré l'attention et qu'il a fortement exaspéré les organes semi-officiels du Gouvernement, et secondement parce qu'il représente fidèlement les sentiments d'une grande portion du parti libéral au sujet de l'intervention proposée.

Pour manifester davantage sa manière de voir sur ce que réclament les exigences du moment, le Parti du progrès a présenté une résolution à l'effet que « la Chambre déclare que les intérêts de la Prusse réclament que le Gouvernement s'abstienne de prêter assistance et de favoriser en quoi que ce soit le Gouvernement russe ou les insurgés et qu'en conséquence aucune des parties engagées ne soit admise sur le territoire prussien sans avoir été préalablement désarmée. »

Cette résolution a été soumise à un Comité de 21 membres et sera portée devant la Chambre aussitôt que le Comité aura fait son rapport.

Le langage de la presse libérale est unanime à condamner la politique du Gouvernement, mais il est si bien l'écho de ce qui a été dit à la Chambre que le reproduire ne serait qu'une répétition de ce qui est donné dans le Rapport ci-inclus.

Une circulaire adressée par le Président de la police de Breslau à la Presse silésienne n'est pas sans intérêt en ce qu'elle montre les proportions que l'intervention peut prendre. Elle avertit les journaux de ne donner aucune indication sur le mouvement des troupes, disant que par là les avantages de concentrations soudaines seraient perdues s'il était nécessaire d'y recourir pour la défense de la frontière ou pour une action directe dans l'État voisin (*Zu einem directen Aufstreten im auslande*).

Il est de plus à remarquer, à ce propos, que Thorn et d'autres villes importantes des districts polonais ont envoyé des députations, composées principalement d'Allemands pour protester contre les bruits qui avaient couru que des troubles avaient éclaté dans leurs districts et que les habitants craignaient quelque danger.

Je suis, etc.,

Signé : AND. BUCHANAN.

---

ANNEXE AU N° 45.

**Débats de la Chambre des députés prussienne  
dans la séance du 18 février.**

L'ordre du jour appelle l'interpellation sur la question polonaise ; elle est ainsi conçue :

« Un traité a-t-il été conclu entre le Gouvernement du Roi et le Gouvernement de Russie à l'effet d'aider ce dernier à comprimer l'insurrection du royaume de Pologne ? en cas d'affirmative, quelle est la teneur de ce traité ? »

*M. de Bismark* déclare que le Gouvernement refuse de répondre à cette interpellation.

*M. Unruh* rappelle que le Ministre a déclaré avant-hier que les intérêts de la Prusse exigeaient qu'on s'opposât au mouvement. Dans les pays prussiens, il n'y a aucun mouvement. Néanmoins, deux corps d'armée ont été mis sur le pied de guerre, deux sont sur le point d'appeler leurs réserves. Nous ne pouvons nous taire vis-à-vis de faits si importants.

Pour l'attitude à prendre par la Prusse, il y a deux points à considérer : si l'insurrection actuelle est telle qu'elle puisse aboutir à une Pologne indépendante, et quelle est la politique de la Russie ? L'insurrection n'a pas la portée qu'on lui prête ; il ne s'agit donc que de la politique de la Russie. Cette politique est de celles qui voient de loin ; elle prépare ses entreprises de longue main, et en cela elle se distingue de celle de la Prusse. Elle est bien évidente, depuis soixante ans, en ce qui concerne notre pays.

Une Prusse de 14 à 18 millions d'habitants qui a subordonné sa politique à celle de la Russie, qui a rendu gratuitement à cette dernière tous les services d'amitié possibles, forme un rempart commode pour la Russie. Mais une Prusse forte et indépendante lui est très-incommode.

Lors de la paix de Tilsitt, la Russie n'a pas permis de supprimer purement et simplement la Prusse, mais elle a pris part à ses dépouilles.

Au Congrès de Vienne, elle s'est opposée à toute politique qui aurait pu rendre la Prusse forte et indépendante.

En 1849 et 1850, la Russie s'est opposée à notre intervention dans le Schleswig et a contribué à nous pousser sur la voie d'Olmütz.

Vis-à-vis de cette attitude si claire de la politique russe, on ne comprend pas que la Prusse ne prenne pas à son tour une attitude qui réponde à ses intérêts.



En 1831 la Prusse a commis une grande faute en laissant passer l'occasion favorable de poser les conditions de l'ouverture conventionnelle des frontières polonaises. Alors le mouvement polonais était plus dangereux ; en Prusse il y avait accord complet entre le peuple et le Gouvernement ; en France il y avait sur le trône un d'Orléans qui avait peine à se maintenir.

Maintenant, l'Angleterre a averti ; la France s'est tue jusqu'à présent, mais probablement elle ne se taira que jusqu'à ce que nous soyons engagés assez pour ne pouvoir nous dégager que par un second Olmutz. La France ne pourrait permettre une coopération de la Prusse avec la Russie, sans se mettre en conflit avec sa propre population. Le moment n'est pas propice pour s'engager dans une politique aussi dangereuse.

Lorsque le Gouvernement et le peuple seront d'accord, alors seulement le Gouvernement pourra compter sur l'appui du peuple prussien ou allemand.

J'ai cherché en vain à trouver la clef de la conduite de la Prusse. Je répugne à la chercher dans la solidarité des intérêts conservateurs ; et même je répugne à croire que le Gouvernement cherche un conflit pour faire triompher sa volonté dans les affaires intérieures.

Si par une politique téméraire, le Gouvernement cherche des complications étrangères dans ce but, je suis convaincu que la Chambre, d'accord avec le peuple ne lui accorderait pas un écu.

*M. de Bismark.* Il est facile d'attaquer le Gouvernement quand on lui attribue des intentions sans connaître celles qu'il a. Nous pouvons dans ce petit espace nous lancer réciproquement des attaques, mais on devrait s'abstenir d'injurier le Gouvernement, ne serait-ce qu'en vue de l'étranger. Nous n'avons nullement mobilisé.

On n'a appelé les réserves que pour l'infanterie et non pour la cavalerie, ni pour l'artillerie, qui n'ont pas été augmentées d'un cheval. Ceci est juste ce qu'il faut pour couvrir la frontière. Si nous ne l'avions pas fait, on nous aurait reproché cette négligence. La quantité de troupes nécessaire pour couvrir les frontières est difficile à évaluer, puisqu'il s'agit d'une contrée qui a peu de chemins de fer.

Nous préférons dépenser quelques centaines de mille thalers que d'exposer nos nationaux à une situation pareille à celle qui existe actuellement en Pologne. Je ne puis suivre le préopinant dans ses considérations rétrospectives. Je puis donc donner l'assurance seulement que nous ne faisons nullement de la politique russe, mais qu'il ne s'agit pour nous que de la protection de notre propre population.

J'accorde que la Russie ne fait pas de la politique prussienne, ce n'est pas son affaire ; mais je demande si une Pologne indépendante qui revendique le territoire jusqu'à Dantzig, ferait de la politique

prussienne. De la part de Puissances étrangères, nous avons reçu des recommandations, mais non des menaces.

*M. Waldeck.* Le Gouvernement n'a pas répondu à la question de savoir s'il existait une Convention. Il faut donc que cette Convention existe; car autrement un simple non eût été la réponse conforme à l'honneur prussien. Mais si elle existe, elle ne peut que nous obliger à rendre des services de gendarmerie. L'orateur examine la politique de la Russie depuis le partage de la Pologne. En réalité, la Prusse a conquis la Pologne au profit de la Russie. Nos frontières ne sont pas menacées. Lorsque dans le vote du budget nous disons que nous ne pouvons accorder tel ou tel article, le Ministre répond: « Vous ne pouvez pas me les accorder, bon, cela ne m'empêchera pas de faire ces dépenses. »

Lorsqu'une Convention est conclue qui compromet nos enfants, nos biens, il nous dit: « Je ne la ferai pas connaître. » Peut-il nous être indifférent qu'on fasse faire à nos fils l'office de bourreaux! Nous ne pouvons mettre la fortune du peuple et la vie de ses enfants à la disposition de la politique téméraire du Gouvernement actuel. Nous ignorons combien on a rappelé de réserves, et cependant, d'après la loi de 1814, les réserves ne doivent être rappelées qu'en cas de guerre. Si une Convention a été conclue, qu'elle soit donc flétrie ici devant le pays, devant l'Europe comme contraire aux intérêts de la Prusse et au droit international.

*M. de Bismark.* Les réserves ont été appelées d'après les principes de la législation actuelle. Je crois avoir le sentiment de l'honneur de la Prusse au moins autant que *M. Waldeck*, et je crois l'avoir prouvé par mon passé. Je dis avec un orateur anglais: Le pire des monopoles est la prétention exclusive à l'intelligence politique qu'élèvent certains partis.

*M. Twisten* renonce à la parole.

*MM. Reischensperger* et *Virchow* parlent successivement.

*MM. Hoverbeck* et *Carlowitz* présentent la proposition suivante appuyée par 134 membres:

« La Chambre déclare: l'intérêt de la Prusse exige que vis-à-vis de l'insurrection qui a éclaté en Pologne, le Gouvernement n'accorde aucun appui ni faveur, soit au Gouvernement russe, soit aux insurgés et que par conséquent il ne permette à aucune des parties combattantes d'entrer sur le territoire prussien sans être désarmée préalablement. »

Cette proposition est renvoyée à une Commission de vingt et un membres.

---

**N° 46. M. West au comte Russell.**

Turin, le 21 février 1863.

Mylord, J'ai demandé au comte Pasolini dans une entrevue que j'ai eue hier avec Son Excellence, si le Gouvernement italien avait l'intention de prendre des mesures pour empêcher les réunions et les démonstrations en faveur de la Pologne.

Il m'a répondu que la ligne de conduite qui avait été tenue à l'égard du dernier meeting de Gênes devait être suivie pour tous les cas semblables. Un gouvernement national ne pouvait s'opposer à ce que des réunions publiques fussent tenues, ni à ce que les sympathies du peuple, pour n'importe quelle cause particulière, fussent publiquement exprimées ; mais ce qu'il pouvait empêcher et ce qu'il empêcherait, c'était d'ouvrir des souscriptions pour réunir de l'argent et des armes dans un but ouvertement dirigé contre une puissance amie ; la loi avait prévu ce cas.

J'ai, etc.

*Signé : L. S. SÆKIRLLE WEST.*

---

**N° 47. Le comte Cowley au comte Russell.***(Extrait.)*

Paris, le 23 février 1863.

Je me suis rendu cette après-midi chez M. Drouyn de Lhuys et je lui ai lu la dépêche de Votre Seigneurie, du 21 courant, déclarant que le Gouvernement de Sa Majesté partageait précisément la même manière de voir que le Gouvernement français, telle qu'elle a été communiquée à Votre Seigneurie par le baron Gros, au sujet de la convention relative à la Pologne conclue entre la Prusse et la Russie.

---

**N° 48. Le comte Cowley au comte Russell.**

Paris, le 27 février 1863.

Mylord, j'ai vu cette après-midi M. Drouyn de Lhuys. Il m'a dit qu'il était impatient de recevoir la réponse du Gouvernement de Sa Majesté aux propositions que le baron Gros avait été chargé de lui faire au sujet de la Convention signée à Saint-Pétersbourg.

Il m'a dit qu'il avait vu les ambassadeurs de Russie et de Prusse, que tous deux avaient témoigné quelque alarme sur le présent état des choses et avaient cherché à dissuader d'une démarche collective les autres puissances. M. Drouyn de Lhuys, au contraire, a maintenu que c'était beaucoup plus préférable pour les Gouverne-

ments russes et prussiens, que si les autres puissances étaient d'accord pour condamner leurs actes, leur accord serait signifié à ces deux gouvernements simultanément et dans les mêmes termes. Il n'y avait cependant aucune intention de le faire d'une façon hostile.

J'ai, etc.

*Signé : COWLEY.*

---

**N° 49. Mémoire de la corporation des marchands de Stettin  
au ministre du commerce de Prusse.**

Le débat récent qui a eu lieu à la chambre des députés ayant montré combien les événements alarmants qui ont eu lieu dans le royaume voisin de Pologne peuvent être préjudiciables aux sujets prussiens du côté de la frontière, nous espérons que Votre Excellence nous pardonnera si nous nous permettons de lui montrer combien ces événements ont affecté nos intérêts commerciaux et maritimes.

Non-seulement nos marchands de bois de construction qui tirent leurs approvisionnements presque exclusivement de la Pologne, ont payé à l'avance une somme considérable de capital, sur les engagements qu'ils ont pris avec ce pays. Mais, conformément aux usages qui existent dans le commerce, la plus grande partie des approvisionnements de blé venant du Bug, du Naroff, de la haute et basse Vistule et de la Warthe, est presque entièrement payée d'avance en monnaie prussienne. Si, en outre nous prenons en considération, les intérêts des marchands de Berlin, Dantzik et Königsberg, nous pouvons affirmer, en prenant une estimation modérée, qu'un capital s'élevant à plusieurs millions de thalers, et dont la perte produirait les plus grands désastres aux sujets prussiens, est placé en Pologne. Il y a, de plus, des centaines de marins prussiens qui naviguent avec leurs barques sur les rivières polonaises et dont, non-seulement les propriétés et les effets, aussi bien que les personnes, et souvent même les familles sont mis en péril.

Considérant Votre Excellence comme notre défenseur naturel, nous nous sommes efforcés de lui représenter les dangers auxquels la vie et les propriétés des sujets prussiens dans le royaume de Pologne, sont exposés, et de lui déclarer que c'est là une question d'une importance aussi haute (et au point de vue pécuniaire probablement plus grande) que les intérêts qui doivent être protégés sur nos frontières.

Nous avons considéré comme notre devoir de dénoncer cet état de choses à Votre Excellence.

Stettin, 20 février 1863.

---



**N° 50. Lord Napier au comte Russell.***(Extrait.)*

Saint-Petersbourg, 19 février 1863.

J'ai saisi l'occasion, ce matin, de parler au prince Gortschakoff des affaires de Pologne.

Son Excellence a qualifié l'insurrection à peu près comme elle est décrite dans les journaux officiels d'ici, et je dois ajouter telle qu'elle a paru être au consul de Sa Majesté à Varsovie, c'est-à-dire comme un mouvement émanant de la noblesse la plus pauvre, des artisans des villes et de la conspiration révolutionnaire cosmopolite et permanente au dehors.

Le prince Gortschakoff m'a dit que pas un seul propriétaire foncier de quelque importance ne s'était joint à la révolte, dont le caractère socialiste était prouvé d'ailleurs par la proclamation du comité de Varsovie qui donnait aux paysans la propriété entière des terres qu'ils occupaient. Les paysans, d'après le prince Gortschakoff, étaient restés favorables au Gouvernement, et leurs dispositions pourraient être à tout moment changées en une assistance des plus actives, si le Gouvernement impérial leur laissait entrevoir la moindre espérance d'une confiscation des terres en leur faveur, ou même s'il cessait de faire appliquer dans toute leur force les droits des propriétaires. Le vice-chancelier ajouta de la façon la plus expressive que depuis le commencement de l'insurrection, l'Empereur ne s'était jamais laissé guider par le moindre sentiment d'impatience. Aucune parole de récrimination contre les Polonais n'est sortie des lèvres de Sa Majesté; même quand les soldats, qu'il regardait comme ses enfants, ont été massacrés. Les sentiments de Sa Majesté, ses instructions à l'égard de la Pologne n'ont subi aucun changement. Sans doute les difficultés ont été très-grandes et une des plus grandes est venue de la pusillanimité du parti modéré qui n'a pas osé donner au Gouvernement son concours actif. Le vice-chancelier dit qu'il n'y avait rien d'autre à faire qu'à continuer la même ligne de politique conciliante lorsque ces événements sanglants seront arrivés à leur fin.

---

**N° 51. Lord Napier au comte Russell.***(Extrait.)*

Saint-Petersbourg, le 21 février 1863.

Le prince Gortschakoff m'a parlé ce matin des affaires de Pologne, récapitulant presque toutes les mêmes observations dont j'ai fait part à Votre Seigneurie, dans ma dépêche du 19 courant sur le caractère de

l'insurrection, les actes de barbarie commis par les rebelles et la politique bienveillante de l'Empereur.

Je fis la remarque au vice-chancelier que je ne mettais nullement en doute les bonnes intentions de Sa Majesté Impériale qui avait, je le croyais, le désir de donner un gouvernement équitable et paternel à ses sujets polonais. De plus, depuis que j'ai fait la connaissance du marquis Wielopolski, j'ai été fermement convaincu de la sincérité et du patriotisme de cet homme d'État, et tous mes souhaits ont été pour sa réussite dans l'accomplissement de la tâche d'amélioration et de conciliation qu'il a entreprise. Néanmoins, je n'ai pas cru devoir laisser le vice-chancelier, puisqu'il avait lui-même amené la conversation sur ce sujet, sous l'impression que je considérais la conduite du Gouvernement russe comme ayant été juste et sage dans l'affaire du recrutement militaire. J'ai dû regretter et condamner cette mesure dans l'intérêt même du Gouvernement russe.

Le vice-chancelier m'a aussitôt répondu : « Je la regrette également. » Alors Son Excellence entra dans des explications pour chercher à atténuer la ligne de conduite qui avait été suivie et qui, dit-il, n'avait eu d'autre cause que l'intention de se débarrasser d'un certain nombre de personnes mal intentionnées et d'ouvrir une voie plus facile à la réalisation pacifique des réformes administratives projetées par l'Empereur. Son Excellence ajouta que le marquis Wielopolski était l'instigateur de la mesure du recrutement militaire.

Je répondis que j'avais compris que le marquis avait approuvé la mesure ou qu'il y avait consenti. J'étais surpris d'apprendre qu'il l'eût suggérée.

« C'est lui qui l'a conseillée le premier, répondit le vice-chancelier. »

---

#### N° 52. Lord Napier au comte Russell.

(Extrait.)

Saint-Petersbourg, le 21 février 1863.

Le prince Gortschakoff m'a parlé ce matin spontanément des engagements contractés récemment entre les Gouvernements russes et prussiens pour la répression de la révolte en Pologne.

Le vice-chancelier m'observa que les plus grandes exagérations et défiances avaient prévalu en Allemagne. L'arrangement conclu par lui avec l'agent militaire prussien, car il ne s'est pas servi du mot de convention, n'a aucune signification politique; c'est simplement un arrangement pour le maintien de la sécurité sur les frontières des deux pays. Les insurgés avaient l'habitude d'attaquer les douanes et autres localités où sont déposés des fonds publics. Il était donc nécessaire que les agents des Gouvernements pussent quitter avec

leurs fonds les endroits menacés pour se retirer dans des lieux sûrs, au besoin même sur le territoire étranger. Cette liberté leur était assurée, et s'ils étaient poursuivis par les rebelles, ces derniers à leur tour pourraient être poursuivis par les troupes russes au delà de la frontière, jusqu'à ce qu'ils rencontrassent une force armée prussienne.

Je demandai au prince Gortschakoff si l'arrangement assurait en général, à chacune des Parties contractantes, le droit de pénétrer sur le territoire de l'autre durant le cours de ces opérations. Le vice-chancelier répondit un peu vaguement; il parut vouloir donner pour raison au droit de traverser la frontière les projets des insurgés contre les bureaux de revenus. Il ne m'a pas offert de me montrer la Convention; mais il me dit que l'Empereur voulait qu'elle fût publiée, et que si cela n'avait pas encore eu déjà lieu, c'était à cause d'obstacles qui venaient d'un autre côté. On pouvait néanmoins espérer que l'arrangement ne serait jamais mis à exécution, car les forces des révoltés s'éloignaient graduellement des frontières prussiennes pour se rapprocher de celles de l'Autriche.

Son Excellence ajouta que les désordres avaient donné une très-grande impulsion à la contrebande, et que le ministre des finances s'en plaignait déjà vivement. La conversation en resta là.

J'ai pour habitude de ne jamais soulever la discussion sur les affaires de Pologne avec le ministre. Je crois plus prudent d'attendre les ordres du Gouvernement de Sa Majesté.

---

#### N° 53. Colonel Stanton au comte Russell.

Varsovie, le 20 février 1863.

Mylord, le 17 de ce mois, j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Seigneurie, par la poste, la traduction d'une ordonnance du chef militaire de Varsovie, promulguant certains règlements pour les habitants de la ville et menaçant de punition les infractions qui y seraient faites.

La publication de ces règlements a causé la plus grande terreur parmi les habitants, dont la plupart ont la ferme conviction que le Gouvernement a l'intention de livrer la ville au pillage par les troupes, dans le cas où il éclaterait quelque émeute; les atrocités commises par les soldats dans les villes de province et dans les villages ont contribué à entretenir l'inquiétude. En même temps, le Comité national a publié un ordre du jour, en date du 14 février, pour engager les jeunes gens au-dessous de quinze ans à s'occuper activement de leurs études, comme étant le seul moyen de se préparer à rendre des services au pays; cet ordre du jour prévient aussi les ouvriers de ne se

laisser enrôler que par les agents autorisés à cet effet, les engageant à ne quitter la ville sous aucun prétexte, à moins d'ordre de l'officier d'enrôlement, car autrement ils pourraient être victimes des espions, etc. L'ordre du jour se termine par le paragraphe suivant :

« Considérant que la retraite soudaine dans la citadelle d'un grand nombre des employés du conquérant et que la continuation des mesures d'oppression pourraient donner aux agents moscovites l'occasion de profiter des dispositions naturelles des habitants pour amener des démonstrations, surtout d'après l'opinion dominante que leur ville est probablement exposée à subir le même sort que les autres villes qui ont été livrées au pillage, les habitants sont tout particulièrement invités à éviter toute démonstration, qui aurait pour seul effet de servir d'excuse aux oppresseurs et au traître Wielopolski pour exercer de nouvelles rigueurs. Les habitants seront avisés par une proclamation du moment où leurs services seront demandés ; mais, pour le moment, la cause de leur pays sera mieux servie par la conduite la plus pacifique. Cela ne doit pas néanmoins les empêcher de se procurer les armes et les munitions qui pourront être nécessaires pour défendre également l'indépendance de leur patrie et leurs propres foyers, dans le cas où ils seraient assaillis par l'ennemi. »

Ces deux proclamations me paraissent avoir été publiées par les deux parties, sous l'impression d'une crainte mutuelle. Comme il était avéré qu'un grand nombre d'officiers russes avaient fait retirer leurs familles dans la citadelle, le bruit s'est d'autant plus facilement accrédité qu'en cas de trouble, la ville serait livrée au pillage ; de plus, on avait annoncé un soulèvement comme devant probablement éclater à Varsovie même vers la fin de ce mois. Tous ces bruits avaient contribué à exciter une grande inquiétude dans les différents partis.

Heureusement, Mylord, aucune démonstration n'a été faite dans cette ville, mais si une tentative de ce genre avait lieu, les mesures les plus grandes ont été si bien prises, que je crains qu'une telle tentative n'amène une répression sanglante.

J'ai, etc.

Signé : EDW. STANTON.

---

**N° 55. Colonel Stanton au comte Russell.**

(Extrait.)

Varsovie, le 25 février 1863.

Un fait digne de remarque, c'est que malgré les désastres qu'ont éprouvés tant de bandes d'insurgés, et les pertes considérables qu'elles ont subies, l'insurrection est encore loin d'être réprimée, et que de nouvelles victimes semblent prêtes à faire le sacrifice de leur vie pour



entretenir le foyer de la révolte dans le royaume. J'ai la ferme conviction que la croyance que l'insurrection s'étendra bientôt aux autres provinces polonaises de la Russie existe toujours parmi les chefs. Dans ce cas, les difficultés qu'auraient à surmonter les troupes seraient très-augmentées, et diminueraient les probabilités d'une répression prochaine. Et cette croyance, Mylord, ne paraît pas être dénuée de fondement, car des nouvelles viennent d'arriver ici que des bandes ont commencé à se former dans quelques parties de la Lithuanie, composées entre autres de quelques petits propriétaires fonciers et de paysans; mais jusqu'ici, d'après ce qu'il m'a été possible d'en juger, dans l'intérieur du royaume, cette dernière classe d'habitants n'a pas paru disposée à rejoindre les rangs de l'insurrection; mais j'imagine que cette attitude doit être moins attribuée à un grand sentiment de fidélité envers le Gouvernement russe qu'à la conviction qu'en ce moment du moins le Gouvernement est le plus fort, et qu'en conséquence il y a plus de sûreté à se tenir tranquille.

Il est difficile de prévoir combien de temps ces dispositions peuvent durer; mais il est indubitable que le parti révolutionnaire fera tous ses efforts pour décider les paysans à se joindre au mouvement.

La position de la noblesse polonaise continue à être excessivement difficile, et la pression exercée sur elle pour la décider à se joindre aux insurgés devient de jour en jour plus irrésistible. Un avis, qu'on prétend être le programme du parti modéré, a été livré à la circulation pour engager les insurgés à se disperser et à rentrer chez eux, en présence de l'impossibilité pour eux de pouvoir l'emporter d'une façon permanente sur les forces supérieures de l'Empire russe, et disant que le devoir de l'aristocratie du Royaume est de s'abstenir de participer à l'insurrection, afin de pouvoir servir de médiatrice entre le Gouvernement et les insurgés.

Jusqu'ici, Mylord, les étudiants des diverses écoles de Varsovie se sont abstenus de rejoindre les rangs nationaux; mais l'on pense que cette abstention de la part d'un grand nombre d'entre eux a lieu en conformité de la décision des chefs révolutionnaires, et que le temps n'est pas éloigné où ils se joindront également aux insurgés.

La grande difficulté pour le succès de la cause polonaise provient de l'absence d'armes et de munitions, ainsi que de l'impossibilité par eux de s'en approvisionner; mais les sympathies que leur cause a rencontrées dans toute l'Europe depuis le commencement du soulèvement, ainsi que les espérances qu'a fait concevoir une intervention diplomatique en leur faveur, ont indubitablement beaucoup contribué à entretenir l'espoir et la détermination qui animent les insurgés, ce qui les fait courir à la mort dans une lutte inégale pour la liberté, plutôt que de se soumettre à l'oppression de la domination russe.

En terminant, Mylord, je mentionnerai que l'ingénieur en chef des chemins de fer russes dans le royaume a été arrêté ici, et que la police le soupçonne d'avoir été le chef du Comité national à Varsovie même. Aucuns papiers néanmoins n'ont été trouvés, soit sur lui, soit en sa possession, apportant la preuve de ce fait, et l'on dit que son arrestation a eu lieu par suite d'avis reçus de l'étranger.

Je dois aussi dire à Votre Seigneurie, que les autorités prétendent s'être emparées de papiers importants dans diverses parties du Royaume ; mais il ne m'est pas possible de constater la vérité de ces affirmations.

---

**N° 56. Lord Bloomfield au comte Russell.**

(Extrait.)

Vienne, le 26 février 1863.

Ayant appris que le duc de Grammont avait communiqué au comte de Rechberg un projet de note destiné à être présenté à Berlin sur les affaires de Pologne et sur la politique suivie par la Prusse vis-à-vis de l'insurrection, je suis allé cette après-midi chez Son Excellence, qui m'a rendu comme suit compte de la proposition française.

Le comte de Rechberg m'a tout d'abord demandé si je n'avais pas quelque communication à lui faire, je lui ai répondu que Votre Seigneurie ne m'avait informé d'aucun projet de cette nature, et que la seule chose que je pouvais lui dire, c'était que j'avais reçu quelques jours auparavant, un télégramme m'annonçant que le Gouvernement de Sa Majesté jugeait que l'Autriche avait agi sagement en rejetant les ouvertures de la Prusse relativement à la Pologne.

Son Excellence vint alors me dire, que le projet de note envoyé de Paris, était formulé dans des termes très-courtois, mais qu'il était impossible à l'Autriche de se joindre (*identif herself with*) à cette note, malgré son vif désir de s'unir à l'Angleterre et à la France ; qu'elle avait refusé à la Prusse de prendre part à la Convention militaire conclue avec la Russie pour mettre fin à l'insurrection de Pologne, et qu'elle s'était fixé une ligne de conduite, d'une indépendance complète qu'elle croyait la plus propre à protéger ses intérêts et à faire avancer ceux de la paix de l'Europe ; enfin, que l'Autriche tout en maintenant ses engagements internationaux, se réservait le droit de changer son attitude s'il lui semblait utile de le faire plus tard. Que si l'Autriche accédait à la note identique proposée, on dirait qu'elle avait adopté une politique de non-intervention, ce qu'elle était déterminée à ne pas faire. Elle voulait conserver au contraire son entière liberté d'action et ne s'engager dans aucun principe général de la nature de celui qu'impliquait la note proposée. Son Excellence me dit que si l'on pro-

posait de rétablir en Pologne les engagements pris par les puissances en 1815, pourquoi n'insisterait-on pas alors aussi sur l'accomplissement de toutes les autres stipulations de la même époque?

Son Excellence a envoyé au prince de Metternich une dépêche dans laquelle elle expose en détail les raisons pour lesquelles l'Autriche décline la proposition française. Cette dépêche partira demain pour Paris, et le même courrier sera porteur d'une copie que le comte Apponyi devra communiquer à Votre Seigneurie.

---

**N° 57. Sir A. Buchanan au comte Russell.**

(Extrait.)

Berlin, le 27 février 1863.

M. de Bismark m'ayant promis hier soir de me donner des renseignements au sujet de la Convention russo-prussienne, si j'allais le voir ce matin de bonne heure, je me suis rendu chez Son Excellence.

M. de Bismark m'avait aussi promis de s'informer auprès du ministre de Russie, si ce dernier avait quelque objection à ce que le texte de la Convention me fût communiqué.

Notre conversation commença par la demande que je lui adressai, s'il était en mesure de me communiquer la Convention, à quoi il me répondit, qu'il ne pouvait le faire sans le consentement de M. d'Oubril, mais qu'il m'en lirait les dispositions après m'avoir expliqué les circonstances qui avaient amené sa conclusion.

Il me dit que lorsque l'insurrection éclata, le Gouvernement prussien avait lieu de croire que le chiffre des troupes russes en Pologne ne dépassait pas 60 000, malgré qu'on le représentât comme étant de 100 000. Il parut donc utile d'envoyer un officier à Varsovie afin de s'assurer jusqu'à quel point les autorités militaires possédaient les moyens nécessaires pour réprimer l'insurrection et afin de prendre avec ces mêmes autorités tels engagements qui paraîtraient convenables pour maintenir la tranquillité dans les districts prussiens de la frontière, où de grandes craintes s'étaient élevées avant l'arrivée des troupes qui ont été envoyées, plus tard pour protéger les habitants.

En conséquence, M. de Raneh, officier connu du grand-duc Constantin, fut envoyé à Varsovie. Il parut également utile d'envoyer un autre officier à Saint-Petersbourg qui, après avoir établi un accord avec le Gouvernement russe, se rendrait de là à Varsovie pour s'entendre plus efficacement avec les autorités de cette ville. Le général Alvensleben partit alors pour Saint-Petersbourg où, à son arrivée, le Gouvernement russe proposa que les deux Gouvernements concluraient

une Convention qui fut ensuite signée par lui et par le prince Gortschakoff, mais les ratifications n'ayant pas encore été échangées, cette convention ne pouvait être considérée que comme un projet de Convention et comme tel ne pouvait être communiqué à un ministre étranger.

Après ces préliminaires, M. de Bismark me traduisit du texte allemand en français, ce qu'il me représenta comme étant les termes de la Convention. Il me dit que cette Convention n'avait pas une forme régulière, qu'elle n'était pas divisée en articles et qu'elle était de la teneur suivante : Des troubles ayant éclaté dans le royaume de Pologne qui pourraient mettre en danger les propriétés et la tranquillité des provinces frontières de la Prusse, il a été convenu entre les deux Gouvernements que les troupes de l'un seraient autorisées, sur la demande des autorités militaires, à traverser la frontière, et qu'en cas de nécessité elles auraient la permission de poursuivre les insurgés sur le territoire de l'autre ; il a été stipulé en outre que chacune des Parties contractantes serait libre en tout temps de rompre cet engagement.

Les autres clauses, dit M. de Bismark, stipulent que des officiers résideront au quartier général respectif des deux Gouvernements afin de faire la correspondance qui deviendrait nécessaire entre eux.

La Convention était donc non-seulement incomplète, parce que les ratifications n'avaient pas été échangées, mais encore parce que sa valeur dépendait seulement de la volonté de l'une des deux Parties, elle ne pouvait être considérée comme un engagement les liant réciproquement.

---

**N° 59. Résumé des débats sur la question polonaise dans  
les Chambres prussiennes des 26 et 27 février 1863.**

*Séance du 26 février.*

La majorité de la Commission conclut à l'adoption de la proposition de MM. Hoverbeck et Carlowitz ainsi conçue :

« L'intérêt de la Prusse exige que, vis-à-vis de l'insurrection qui a éclaté dans le royaume de Pologne, le Gouvernement du roi ne prête aucun appui et ne favorise ni le Gouvernement russe, ni les insurgés, et que, par conséquent, il ne permettra à aucune des Parties combattantes d'entrer sur le territoire prussien sans être désarmée en même temps. »

La Minorité (M. Bonin) propose :

« L'intérêt de la Prusse exige qu'en face de l'insurrection qui a éclaté dans le royaume de Pologne, le Gouvernement se borne aux mesures nécessaires pour la défense des frontières, et qu'il évite toute inter-



vention en dehors de ce point, et qu'en conséquence, il ne soit permis à aucun individu armé d'entrer sur le territoire prussien sans être désarmé en même temps. »

Un sous-amendement de M. de Vincke porte : « Les intérêts de la Prusse en face de l'insurrection qui a éclaté en Pologne exigent qu'il soit interdit aux troupes russes de se rendre sur le territoire prussien à la poursuite des insurgés. »

*M. de Sybel*, rapporteur de la Commission, dit que le Gouvernement a sans doute le devoir de protéger la frontière de Prusse contre les attaques de l'insurrection. Nous possédons Posen non-seulement en vertu d'un titre de droit inattaquable, nous l'avons acquis encore par l'industrie et le capital allemands. Nous souhaitons à nos concitoyens Polonais un gouvernement plein d'égards et d'humanité, mais les habitants allemands, des parties de l'ancienne Pologne, doivent être convaincus que toute la nation prussienne est prête à les protéger.

L'orateur jette ensuite un coup d'œil sur la position différente que la Prusse et la Russie occupent à l'égard de la Pologne. Il cite des faits historiques pour prouver que le Gouvernement, en se jetant à l'heure qu'il est dans l'alliance russe, sans la moindre nécessité, sans même y avoir été engagé par la Russie, a négligé l'intérêt principal de la Prusse qui consistait à conserver la paix à notre pays. La Chambre doit protester contre une pareille politique.

On dit que l'insurrection est près de finir et que la résolution de la Chambre n'est plus nécessaire. Mais il faut songer qu'en présence de la situation de la Pologne, chaque jour peut amener de nouvelles complications; qu'aujourd'hui encore une grande partie de notre territoire est exposée aux souffrances d'une guerre barbare; que le Gouvernement prussien a assumé la responsabilité solidaire des actes de la Russie, à laquelle il s'est pour ainsi dire imposé, et qu'il a transformé la question en une question européenne. Et le Gouvernement a fait tout cela en dehors de la représentation du pays. Il a prouvé de nouveau que son principe, c'est le dédain de la légalité, et qu'il ne saurait vivre ni mourir sans violer les lois du pays.

*M. de Sybel* s'occupe ensuite de l'extradition des réfugiés et prouve que la Convention, à cet égard, ne saurait être considérée comme une conséquence des anciennes conventions. D'après ces dernières, dont la légalité est, d'ailleurs, plus que douteuse, puisqu'elles n'ont pas été soumises aux Chambres, les autorités prussiennes seules pouvaient arrêter des déserteurs et des réfugiés.

D'ailleurs, un Gouvernement qui se laisse guider par des considérations d'humanité aurait dû distinguer entre les cas ordinaires de désertion et ceux où une partie de la nation s'est vue poussée par le désespoir. La Convention n'est donc pas la conséquence des an-

ciennes conventions d'extradition ; elle met au contraire ces dernières de côté. Notre Adresse au Roi avait bien raison de dire que la minorité réactionnaire est devenue étrangère aux intérêts de l'État prussien.

Le Gouvernement dit que l'insurrection veut rétablir l'ancien royaume de Pologne. M. de Sybel démontre que cette restauration, en supposant qu'elle puisse se réaliser, aurait tant de phases à traverser, que la Prusse ne devait pas se presser, sous l'empire de cette crainte exagérée, de conclure la Convention. Le Gouvernement aurait dû adopter une politique d'expectative. Il ne lui reste plus maintenant qu'à choisir entre une triste reculade ou des dangers incalculables. Nous n'avons plus l'espoir de pouvoir agir sur ses déterminations. Mais comme nous ne voyons dans ses démarches ni honneur ni avantage pour la Prusse, nous avons le devoir d'avertir le Gouvernement de revenir sur ses pas, s'il en est encore temps, et, si la Convention devait être irrévocable, de protester contre elle et de décliner toute solidarité avec la politique qui l'a inspirée.

*M. de Gottberg* (extrême droite) dit que la Chambre, en s'occupant de politique étrangère, ne fait qu'augmenter les embarras du Gouvernement. Le ministère devait empêcher la révolution de se propager.

*M. de Roenne* (centre droit) dit que notre extrême droite est dans un accord parfait avec le parti qui, en Russie, est opposé aux réformes. Ces deux partis représentent en réduction l'image de feu la Sainte-Alliance. L'orateur rappelle les conséquences funestes que l'incorporation de Cracovie a eues, même pour la Prusse. Il cite les protestations des chambres de commerce de plusieurs villes prussiennes contre une intervention en faveur de la Russie. L'orateur rappelle, de son côté, que les anciennes conventions d'extradition n'ont pas été soumises aux Chambres et que l'extension que leur a donnée le Gouvernement est contraire au droit des gens.

*M. Roepell* (centre gauche) s'occupe de la politique de la Russie en Pologne et du système vainement poursuivi par le marquis Wielopolski. Les Polonais sont opposés à ce système parce qu'il veut opérer une fusion entre les deux nationalités. M. Roepell développe cette idée, que la Prusse n'a pas le moindre intérêt à renforcer la puissance de la Russie en Pologne. Il ne regarde pas comme impossible que la Pologne, tout comme l'Italie, puisse se reconstituer en un État indépendant et vivre en paix avec la Prusse. Celle-ci devrait donc observer la plus stricte neutralité.

*Le comte Eulenburg*, ministre de l'intérieur, dit que, en l'absence momentanée du président du conseil, il veut présenter quelques observations. Ce n'est pas un fait inouï en diplomatie qu'une convention

qui n'a pas été communiquée à la représentation du pays l'ait été à un autre Gouvernement, soit qu'elle *ne soit pas encore parfaite*, soit qu'elle renferme des dispositions qui rendent la communication aux Chambres superflue. Quant à l'ancienne convention d'extradition, c'est une loi dont la validité ne saurait être contestée, et je ne vois pas de motifs pour ne pas l'appliquer dans les moments de danger. Quatre personnes munies de passe-ports russes périmés ont été, en effet, arrêtées au chemin de fer, et, en vertu de la convention d'extradition, elles ont été, non pas livrées aux Russes, mais expulsées au delà de la frontière. Telle est, Messieurs, la disposition du § 23 de l'ancienne convention; et voilà ce qui s'est passé.

*M. Becker* (progressiste) relève les conséquences funestes qu'une intervention en faveur de la Russie pourrait entraîner pour la Prusse. Il fait l'histoire des trois partages de la Pologne. La Prusse, loin de soutenir la politique de la Russie, devrait insister sur le rétablissement des traités de 1815. En se résumant, l'orateur dit que l'Allemagne n'a pas intérêt à ce que la Russie absorbe la Pologne, mais à ce que celle-ci soit constituée en État indépendant.

*Le comte Eulenburg*, ministre de l'intérieur, réplique à ce que *M. Becker* a dit du régime militaire brutal dans la Prusse occidentale. Les provinces dont il s'agit ont exprimé leur reconnaissance pour les mesures prises par le Gouvernement et pour la réorganisation de l'armée qui les a rendues possibles. Le ministre, en produisant un télégramme, déclare ensuite inexacte la nouvelle des journaux d'après laquelle les troupes prussiennes auraient déjà occupé une ville au delà de la frontière. Il n'y a eu que des postes avancés, qui ont suffi pour empêcher les insurgés d'occuper Dobrczyn.

*M. de Bismark-Schoenhausen* dit qu'il ne faut pas s'étonner que les députés polonais aient exprimé de nouveau leurs tendances antiprussiennes, mais c'est un fait fâcheux que leur interpellation porte aussi la signature de députés allemands. Le penchant à l'enthousiasme des nationalités étrangères, lors même que la patrie devrait en pâtir, est une maladie politique dont l'extension géographique est malheureusement limitée à l'Allemagne. Est venue ensuite l'interpellation de MM. Schultze et Carlowitz (sur la convention). En présence des négociations pendantes, j'ai dû refuser de répondre. Tout autre Parlement aurait hésité à poursuivre la discussion. Donnez-nous une Chambre des Communes anglaises, et demandez-nous alors des institutions anglaises.

*Une voix.* Et la Chambre des Lords?

*M. de Bismark.* Quant à celle-là, le besoin s'en fait bien moins sentir.

*M. de Bismark* critique ensuite les orateurs qui, dans la discussion

précédente, avaient pris la parole. M. d'Unruh a été jusqu'à dire, au milieu des applaudissements de la Chambre, que si les mesures prises par le Gouvernement devaient provoquer des conspirations extérieures, les moyens pour défendre le pays seraient refusés au Roi. N'est-ce pas dire à l'étranger : Venez ! il est temps, le moment est propice, la Prusse est désarmée. (Vive interruption) Je me réjouis de voir que cela provoque encore votre indignation. (Réclamations nombreuses et bruyantes sur presque tous les bancs. Cris : à l'ordre !)

*M. Behrend*, vice-président. Je prie la Chambre de rester calme. M. le président du conseil a déclaré qu'il se réjouissait de l'indignation exprimée par la Chambre. C'est à M. le président du conseil de voir s'il veut manifester ici sa satisfaction de ce que la Chambre entend faire, ou a fait. Je ne crois pas justifié un rappel à l'ordre.

*M. de Bismark-Schoenhausen*. Je me réserve d'examiner, dans le cas où la demande en serait renouvelée, si un rappel à l'ordre peut être adressé au ministère d'État.— Messieurs, cette menace de désarmer la Prusse fut prononcée par le même député, M. d'Unruh, dont le nom se rattache au refus de l'impôt de 1848. (Violente interruption.)

*M. le vice-président Behrend*. Je dois faire remarquer à M. le président du conseil que sa dernière expression n'a pas le moindre rapport avec la question qui nous occupe.

*M. de Bismark-Schoenhausen*. Je ne saurais reconnaître à M. le président le droit de censure disciplinaire. Je n'ai pas l'honneur d'appartenir à cette Chambre ; je n'ai participé ni à son règlement, ni à l'élection de son président. Le pouvoir disciplinaire de M. le président a ses limites ici. (Montrant la table qui se trouve devant le fauteuil ministériel.) Je n'ai pour chef que Sa Majesté le Roi. Je ne prends pas la parole en vertu du règlement, mais en vertu de l'autorité qui m'a été conférée par le Roi. Vous n'avez pas le droit de m'interrompre.

*M. Behrend*, vice-président. Je n'ai pas retiré la parole à M. le président du conseil, et d'après la Constitution, je ne pouvais la lui retirer. Mais d'après le règlement, le pouvoir disciplinaire du président s'exerce sans limite aucune dans cette enceinte et j'en ferai usage.

*M. de Bismark*. Cette opinion n'est pas partagée par le ministère. Donc j'ai dit que M. d'Unruh, qui, en 1848, a rattaché son nom en refusant l'impôt.... (Mouvement, exclamations.)

*Voix*. Suspendez la séance.

*M. le vice-président Behrend*. Je serai forcé de faire usage de la disposition du règlement et de suspendre la séance, si M. le président du conseil répète des expressions que j'ai déclaré être étrangères au débat.

*M. de Bismark-Schoenhausen*. Je ne puis empêcher le président d'ajourner la séance. Au reste, il serait inutile de répéter ce que j'ai



dit deux fois. (Nouveaux cris : Ajournez ! Le président agite la sonnette. Bruit.) La menace de désarmer la Prusse en face de l'étranger est malheureuse et fait apparaître de nouveau en première ligne les hommes de 1848. On vous propose par la résolution de manifester vos sympathies pour l'insurrection de Mierolawski. Il est hors de doute que le voisinage de l'empereur Alexandre est plus désirable pour la Prusse que celui de ce chef d'insurgés, et il est de l'intérêt de la Prusse d'abrégier autant que possible l'insurrection.

Abordant le rapport de la commission, M. de Bismark a dit qu'il repose presque en entier sur les fausses nouvelles des journaux relatives à une lisière de 300 lieues carrées qui auraient été livrée à la Russie. Tout cela est de pure fantaisie, c'est le serpent de mer de la presse européenne, c'est une invention. D'après la Convention, il n'est pas permis aux troupes russes de passer, sans notre autorisation, la frontière. Le fait ne s'est pas présenté, et en présence des chances décroissantes de l'insurrection, il ne se présentera probablement pas dans l'avenir. La Convention protège la vie et la propriété des sujets prussiens. Déjà les insurgés ont reculé leurs camps vers l'intérieur du pays. Il faut en savoir gré, sans doute, aux exagérations que la Convention a fait naître. Mais ces exagérations ont provoqué en même temps la plus fâcheuse impression au dehors. Les journaux n'ont reculé devant aucune contre-vérité pour attirer l'intervention de l'étranger. Ces assertions inexactes forment encore la base de la discussion actuelle. Elle ne produira pas le moindre résultat, pas même celui de créer un embarras au ministère, abstraction faite de l'inconvénient qu'il y a pour nous à devoir y assister. Aucun gouvernement n'est en état de s'expliquer sur des négociations pendantes. La discussion n'aura pas ébranlé davantage la position du Gouvernement. Si c'était là son but, il sera manqué. En adoptant la résolution proposée par la Commission, vous n'aurez réussi qu'à nous faire prendre acte devant tout le pays que vous prenez fait et cause pour la révolution polonaise. (Réclamations. Bruit.)

M. Saenger (député de Bromberg, fraction Vincke) conteste que la Chambre veuille exprimer des sympathies pour la Pologne. Les provinces limitrophes ont été, dit-il, parfaitement tranquilles ; c'est la Convention qui y fait naître la plus vive inquiétude. M. de Bismark a reconnu que les troupes russes pourront dépasser la frontière. En ajoutant que le fait ne se présentera probablement pas, il ne m'a nullement rassuré.

M. Saenger insiste sur les conséquences désastreuses de la Convention. Il se prononce ensuite pour l'amendement de M. de Bonin.

M. de Bismark-Schoenhausen répète que la frontière ne peut être dé-

passée par les troupes prussiennes et russes sans une autorisation préalable.

M. Twesten réplique au reproche que M. de Bismark a adressé à la Chambre l'accusation d'inviter l'étranger à attaquer nos frontières. C'est l'artifice connu qui consiste à rejeter sur autrui la responsabilité de ses fautes. Il est triste, sans doute, de devoir reconnaître que les attaques des journaux contre notre Gouvernement sont justifiées; mais nous sommes dans la malheureuse position de devoir déclarer que l'honneur du Gouvernement actuel, depuis longtemps, n'est plus l'honneur du pays. Sans cela, nous assumons la responsabilité de cette politique, car un peuple ne mérite pas d'autre gouvernement que celui qu'il supporte. Si le Gouvernement provoque l'étranger, nous avons le droit et le devoir de constater que la voix du Gouvernement n'est pas celle du pays.

Le ministre de l'intérieur a donné à entendre que la Convention n'est peut-être pas parfaite. Si cela indique une retraite, je m'en réjouis, mais il aurait mieux valu l'effectuer vis-à-vis de son pays qu'en face de l'étranger.

L'orateur prouve que la Chambre a le droit de s'occuper de l'affaire. M. de Bismark dit aujourd'hui que les négociations pendantes ne lui ont pas permis de répondre. Mais lorsque l'interpellation fut adressée l'autre jour, il n'a pas invoqué l'intérêt de l'État, il a refusé purement et simplement de répondre. M. de Bismark a démenti aujourd'hui toutes les nouvelles des journaux sur la Convention. Il devrait s'en tenir à son ambassadeur à Londres. Lord John Russell a reçu ses informations de notre ambassadeur et celui de la Russie. M. de Bismark devrait donc soutenir que lord Russell n'a pas dit la vérité. Au reste, M. de Bismark a seulement dit que les troupes ne peuvent passer la frontière sans autorisation préalable. Mais il n'a pas dit dans quelles conditions cette autorisation sera accordée. En répondant à l'interpellation du député Kantak, il a parlé du devoir du Gouvernement de *combattre l'insurrection* de Pologne. C'est un fait que les troupes russes ont passé sur le territoire prussien, qu'on leur a rendu leurs armes qu'elles avaient d'abord déposées, et qu'on les a ramenées ensuite sur le territoire russe. L'intervention a donc déjà eu lieu.

M. Forster rappelle les principes de droit public européen en matière d'intervention.

Le Gouvernement a sans doute dû prendre des mesures pour protéger nos frontières, mais il aurait dû saisir la Chambre d'un projet de loi. C'est ce que fait même le Gouvernement français pour les affaires de Mexique. Mais notre Gouvernement se croit tout permis.

L'orateur prouve que l'ancienne convention de 1857 ne parle que

de déserteurs. Elle porte que des troupes qui passent la frontière seront désarmées et internées. C'est donc une intervention non justifiée de permettre à ces troupes de rentrer immédiatement sur le théâtre de la guerre et de prendre ainsi notre territoire pour la base de leurs opérations. On n'avait pas non plus le droit, en vertu de l'ancienne convention, de livrer les Polonais arrêtés au chemin de fer; et si le ministre de l'intérieur dit qu'on les a expulsés au delà de la frontière, il ajoute le dédain à la mesure qui a déjà été suffisamment caractérisée au Parlement anglais.

Après avoir insisté sur les graves complications que la Convention pourrait entraîner, M. Twesten mentionne le bruit d'après lequel l'initiative de la Convention aurait été prise par des chefs militaires, bien que M. de Bismark l'ait sans doute connue et pleinement approuvée. Si cela est ainsi, nous serions dès à présent livrés à la dictature militaire. Nous aurions donc le gouvernement des aides de camp, et les ministres ne seraient plus chargés que des affaires courantes. Il dit que M. de Bismark ne fait qu'exécuter la politique étrangère du parti de la Croix. La Chambre doit protester contre les réminiscences de la Sainte-Alliance, contre une politique étrangère qui précipite la Prusse vers sa ruine.

M. de Bismark dit que si les journaux ont bien rapporté les paroles de lord Russell, celles-ci ne répondent pas aux faits. Il croit de son devoir de défendre cet homme d'État, qui lui est connu comme un homme honorable, contre l'accusation que le préopinant lui aurait éventuellement adressée.

Lord Russell ne connaissait pas le texte de la Convention que l'ambassadeur, à cette époque, n'aurait pu lui communiquer. Lorsque la Convention sera publiée, on reconnaîtra que l'on a manqué de prudence en parlant d'une chose que l'on ne connaissait pas. Le préopinant a prouvé avec une sagacité juridique particulière dans quelle mesure nous aurions failli, selon lui, envers les Gouvernements étrangers. J'abandonne à ceux de ces Gouvernements qui cherchent de pareils prétextes le soin de lui en exprimer leur reconnaissance.

La séance a été levée après ce discours.

*Séance du 27 février.*

Un autre amendement a été présenté par M. Bockum-Dolffs soutenu par le parti du progrès et le centre gauche. Cet amendement qui apportait un léger changement à la résolution proposée à la Chambre était conçu comme suit :

« L'intérêt de la Prusse exige que le Gouvernement, en présence de l'insurrection qui a éclaté dans le royaume de Pologne, n'accorde

aucun appui ni avantage à l'une ou l'autre des Parties combattantes. (Le texte primitif disait ni au Gouvernement russe ni aux insurgés) et ne permette pas à des personnes armées de s'avancer sur le territoire prussien sans être désarmées. »

Le baron de Vincke, dans un brillant discours, attaqua selon son habitude le Gouvernement ainsi que la Chambre. Après avoir passé en revue, phrase à phrase, les discours prononcés en faveur de la résolution, il fit une attaque contre le Gouvernement et, dans un éloquent mouvement, montra combien il était impossible dans un pays comme la Prusse, de traverser en toute sûreté une grande crise extérieure, à moins que la politique du Gouvernement n'ait l'approbation enthousiaste de tout le pays. Il s'exprima d'une façon hostile sur les Polonais, sur leur dangereux caractère, comme étant un élément révolutionnaire en Europe, et approuva les mesures vigoureuses prises par le Gouvernement prussien contre l'insurrection actuelle. Il n'approuvait pas néanmoins l'ouverture de la frontière prussienne aux troupes russes et s'était en conséquence borné à un seul point sur son amendement. Pour se résumer, il termina en disant que la véritable politique du Gouvernement était d'aider de toutes ses forces la Russie à écraser l'insurrection, sauf par l'entrée des troupes russes en Prusse ou des troupes prussiennes en Russie.

Le débat se continua alors pendant très-longtemps, les deux plus remarquables discours étant ceux de MM. de Bonin et Schulze-Delitsch. Le premier parla en faveur de son amendement, et, comme ancien président de la province de Posen sous le ministère libéral, il était en état de montrer par expérience le peu de sagesse de cette convention en ce qui regardait les intérêts politiques de cette province.

Le débat fut ajourné à une heure avancée et reprit le lendemain. Le résultat a été le suivant.

Pour l'amendement Bonin, 72; contre, 229. Pour l'amendement Bockum-Dolffs, 246; contre, 57.

---

#### N° 60. Le comte Russell à lord Napier.

Foreign-Office, 2 mars 1863.

Mylord, le Gouvernement de Sa Majesté est vivement affecté de l'état des choses dans le royaume de Pologne. Il voit d'un côté une grande partie de la population en insurrection ouverte contre le Gouvernement; de l'autre une force militaire considérable occupée à étouffer cette insurrection. Le résultat naturel et probable d'une pareille lutte sera, comme on doit le supposer, le triomphe des forces militaires; mais ce triomphe, s'il est obtenu par une série de combats,



sera nécessairement accompagné d'une regrettable effusion de sang, d'un sacrifice considérable de vies et de calamités matérielles de toutes sortes, dont l'effet se fera sentir pendant de longues années. D'un autre côté, les actes de violence et de destruction réciproque, inséparables d'une lutte de cette nature, engendreront forcément des haines qui envenimeraient, dans l'avenir, les relations du Gouvernement russe et de la nation polonaise.

Cependant, tout en regrettant l'existence de ce triste état de choses dans un pays étranger, le Gouvernement de la Reine ne jugerait pas convenable de constater d'une manière officielle ses sentiments à cet égard, si des circonstances spéciales ne le plaçaient, par rapport à la condition actuelle de la Pologne, dans une situation particulière. Le royaume de Pologne a été constitué et lié à l'Empire russe par les traités de 1815 dont le Gouvernement britannique est partie contractante. Le malheureux état actuel des affaires doit être attribué à ce que la Pologne ne se trouve pas dans la situation demandée par les traités. La Pologne ne se trouve pas non plus dans la situation où l'avait placée l'empereur Alexandre I<sup>er</sup>. Sous son règne, une Diète nationale siégeait à Varsovie et les Polonais du royaume jouissaient de privilèges propres à assurer leur bien-être politique.

Depuis l'année 1832, des symptômes de mécontentement et d'agitation ont commencé à se produire, qui ont été suivis de temps à autre par des révoltes et d'inutiles effusions de sang. Le Gouvernement de la Reine ne se dissimule pas que la cause immédiate de la présente insurrection a été la conscription, dernièrement imposée à la nation polonaise; mais cette mesure elle-même n'a été adoptée qu'en raison du mécontentement qu'inspirait aux Polonais la condition politique de leur pays. Les propriétaires et la bourgeoisie n'ont pas pu le supporter, et si les paysans ne se sont pas montrés aussi mal disposés, au moins n'ont-ils pas soutenu le Gouvernement russe.

La Grande-Bretagne, en tant que signataire des traités de 1815, et comme puissance profondément intéressée à la tranquillité de l'Europe, se croit conséquemment autorisée à faire connaître son opinion sur les événements dont la Pologne est le théâtre, et elle désire le faire avec les dispositions les plus bienveillantes envers la Russie, et en souhaitant sincèrement de contribuer au bien de tous les intéressés.

Pourquoi Sa Majesté Impériale, dont les sentiments bienveillants sont universellement reconnus, ne mettrait-elle pas un terme, une fois pour toutes, à cette lutte sanglante en proclamant généreusement une amnistie immédiate et complète pour tous les sujets révoltés, et en annonçant en même temps son intention de rétablir sans retard le royaume de Pologne dans la jouissance des privilèges civils et politiques qui lui avaient été accordés par l'empereur Alexandre I<sup>er</sup>, con-

formément aux stipulations de 1815? Si Sa Majesté suivait cette voie, une Diète et une administration nationale contenteraient très-probablement les Polonais et donneraient satisfaction à l'opinion publique de l'Europe.

Veuillez, Mylord, lire cette dépêche au prince de Gortschakoff et lui en laisser copie.

*Signé : RUSSELL.*

---

**N° 61. Le comte Russell à sir A. Buchanan.**

Foreign-Office, le 2 mars 1863.

Sir, la Convention conclue entre la Russie et la Prusse relativement aux affaires de Pologne a produit en Angleterre une grande inquiétude.

Les puissances de l'Europe étaient disposées à garder la neutralité entre le Gouvernement russe et les insurgés polonais.

La Prusse s'est départie de cette ligne de conduite.

Mes informations, ainsi qu'une dépêche de lord Napier, m'ont porté à croire que la Convention renferme :

1° Un accord par lequel les troupes russes qui traverseraient la frontière de Prusse ne seront pas désarmées, comme cela est exigé par les usages internationaux, mais seront autorisées à garder leurs armes et à rester et à agir comme corps armés sur le territoire prussien.

2° Une autorisation aux troupes russes de poursuivre et faire prisonniers les insurgés polonais sur le territoire prussien.

Le comte Bernstorff a pris la défense de cette convention et a déclaré que ce n'était pas une convention conduisant à une intervention dans le conflit entre la Russie et les Polonais.

Mais il est clair que si les troupes russes ont la liberté de suivre et d'attaquer les insurgés polonais sur le territoire prussien, le Gouvernement prussien se rend partie intéressée dans la guerre qui sévit en Pologne.

Si la Grande-Bretagne permettait à un vaisseau de guerre fédéral d'attaquer un vaisseau confédéré dans les eaux britanniques, la Grande-Bretagne deviendrait partie intéressée dans la guerre entre le Gouvernement fédéral des États-Unis et les confédérés.

Il est évident que par cette convention, la Prusse s'est engagée à devenir partie intéressée dans la guerre contre les Polonais, sans nécessité apparente pour le faire ; car le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas appris que la moindre désaffection existe dans les provinces polonaises de la Prusse.

Mais il est plus que probable que cette convention irritera les Pol-

nais sujets de la Prusse, tendra à produire la désaffection là où elle n'existait pas, et ainsi à propager l'insurrection.

En examinant la Convention sous tous ses aspects, le Gouvernement de Sa Majesté est en conséquence forcé d'arriver à cette conclusion, que c'est un acte d'intervention qui n'est pas justifié par la nécessité, qui tend à aliéner les sentiments d'affection des sujets polonais du roi de Prusse, et qui donne indirectement aide et encouragement à la conscription militaire à Varsovie.

Vous lirez cette dépêche à M. de Bismark, et vous lui demanderez une copie de la Convention entre la Prusse et la Russie.

Il est possible que les Gouvernements de Prusse et de Russie, informés des objections que soulève cette convention, et en voyant les suites fâcheuses, soient disposés à l'annuler et à mettre fin à sa mise à exécution.

Dans ce cas vous m'informerez des résolutions (*steps*) qui auront été prises dans ce but.

Je suis, etc.

*Signé* : RUSSELL.

---

**N° 64. Le comte Russell à lord Cowley.**

Foreign-Office, le 2 mars 1863.

Mylord, le Gouvernement de Sa Majesté a reçu du baron Gros un projet de note destinée à être adressée par l'ambassadeur de France à Berlin au Gouvernement prussien, au sujet de la Convention relative à la Pologne conclue dernièrement entre la Prusse et la Russie.

J'avais déjà préparé une dépêche pour l'ambassadeur de Sa Majesté à Berlin, qui renferme les mêmes idées que celles contenues dans la note de M. Drouyn de Lhuys sur la Convention entre la Russie et la Prusse; et je charge Votre Excellence de communiquer à M. Drouyn de Lhuys une copie de cette dépêche que je vous ai transmise dans ma dépêche du 28 dernier.

Le Gouvernement de Sa Majesté est heureux de trouver qu'une aussi grande conformité d'idées existe sur ce sujet entre les Gouvernements d'Angleterre et de France.

Je vous remets également copie d'une dépêche que j'ai adressée à l'ambassadeur de Sa Majesté à Saint-Petersbourg, dont Votre Excellence donnera également communication à M. Drouyn de Lhuys.

Le Gouvernement de Sa Majesté serait très-aise de trouver que le Gouvernement impérial a écrit dans le même sens à l'ambassadeur français à Saint-Petersbourg.

J'ai, etc.

*Signé* : RUSSELL.

**N° 65. Le comte Cowley au comte Russell.**

(Extrait.)

Paris, le 3 mars 1863.

M. Drouyn de Lhuys, quoique fort indisposé, a eu la bonté de me recevoir ce matin, et j'ai communiqué à Son Excellence la dépêche de Votre Seigneurie en date d'hier, ainsi que les instructions que vous avez adressées aux ambassadeurs de Sa Majesté à Berlin et à Saint-Petersbourg au sujet de la Convention conclue dernièrement à Saint-Petersbourg et de l'état général de la question polonaise.

Ayant demandé si Son Excellence enverrait à Saint-Petersbourg une dépêche conçue dans le même sens que celui adopté par Votre Seigneurie, M. Drouyn de Lhuys m'a répondu qu'il avait déjà fait savoir par écrit au duc de Montebello son avis sur la Convention et sur l'état des affaires en Pologne, mais qu'il ne s'était aucunement référé aux Traités de 1815.

**N° 66. Le comte Cowley au comte Russell.**

Paris, le 3 mars 1863.

Mylord, M. Drouyn de Lhuys m'a exprimé sa satisfaction de la réponse du Gouvernement autrichien à la proposition de se joindre à l'Angleterre et à la France pour adresser une Note au cabinet de Berlin au sujet de la Convention russo-prussienne. Il parut admettre l'impossibilité pour le Gouvernement autrichien de blâmer aujourd'hui un acte auquel on lui avait demandé d'accéder, et qu'il n'avait pas blâmé lorsqu'il avait refusé sa participation.

J'ai, etc.

Signé : COWLEY.

**Le comte Russell aux représentants de la Reine près les cours de Paris, de Berlin, de Vienne, de Madrid, de Lisbonne et de Stockholm.**

(Extrait.)

Foreign-Office, 4 mars 1863.

Dans l'opinion du Gouvernement de la Reine, *une transmission d'appréciations analogues* de la part des représentants des Puissances signataires des Traités de 1815 à Saint-Petersbourg pourrait avoir pour résultat de mettre un terme à l'effusion du sang et de rétablir le Peuple polonais dans la jouissance des droits qui lui ont été promis à Vienne et dont il se trouve depuis si longtemps dépossédé. Le Gouvernement de Sa Majesté pense que le meilleur moyen d'assurer la paix



de l'Europe serait de rendre aux Polonais le privilège d'une Diète et d'une Administration nationale.

---

**N° 68. Le comte Russell au comte Cowley.**

(Extrait.)

Foreign-Office, le 5 mars 1863.

Quoique le baron Gros m'ait donné le 24 dernier la substance de la dépêche que je vous envoie aujourd'hui, il ne m'en a remis copie que le 2 de ce mois.

Mais il y a encore quelques faits et quelques observations sur la conduite de l'Autriche que je ne vous ai pas communiqués.

Avant que le Gouvernement de Sa Majesté eût eu le temps d'examiner la proposition française du 21 février et, en vérité, presque au même moment où elle arrivait ici, le comte d'Apponyi m'avait donné à entendre que son Gouvernement désirait qu'aucune proposition d'agir de concert dans les affaires polonaises ne lui fût faite par la France et la Grande-Bretagne.

Le Gouvernement de Sa Majesté alors examina la question sous l'impression de la conviction que l'Autriche ne se joindrait pas à l'envoi de la Note identique proposée. Le Gouvernement de Sa Majesté, en voyant cette répugnance de l'Autriche, pensa qu'il serait peu sage d'insister auprès d'elle sur une ligne de conduite qu'elle n'était pas disposée à adopter.

Nos impressions à cet égard ont été confirmées par une dépêche du comte de Rechberg au prince de Metternich que le comte d'Apponyi m'a lue hier.

C'est une réponse à la proposition française. Au milieu de quelques scrupules contre le principe de non-intervention qui appartiennent à la politique traditionnelle de l'Autriche, se trouvent mêlées des considérations qui découlent naturellement de sa position. Le cabinet de Vienne n'aime pas à donner même l'apparence d'un encouragement à l'insurrection polonaise, de crainte que la leçon ne passe la frontière et ne reçoive sa répétition en Gallicie. L'absence de préoccupations de cette nature pour la France et l'Angleterre est indiquée d'une façon très-marquée.

La conséquence à tirer de cette dépêche, est plutôt que l'Autriche ne voit pas très-clairement où elle va dans la voie que lui indique le Gouvernement français, qu'elle ne s'est autrement contraire à la politique, dont une esquisse lui a été présentée.

Il est possible et même probable, que la ligne de conduite qu'adoptera l'Empereur d'Autriche, se rapprochera graduellement de celle suivie par l'Angleterre et la France.

En ce qui regarde la Convention prusso-russe, son importance semble aller en diminuant. Le comte de Bismark, lorsqu'il en a donné lecture à Sir Andrew Buchanan, lui a fait remarquer que les troupes russes ne pourraient poursuivre les insurgés au delà de la frontière, sans la permission spéciale ou l'invitation d'un officier prussien. Il est donc au pouvoir du Gouvernement prussien de donner pour instruction à ses officiers de ne pas accorder une semblable permission, ni de faire une pareille invitation.

Le prince Gortschakoff, de son côté, a déclaré à lord Napier que la principale cause, qui a amené cette Convention, provient de ce que les insurgés traversaient souvent la frontière pour s'emparer d'un poste de douane et des valeurs qu'il pouvait renfermer. En pareil cas, il pouvait être commode de faire traverser la frontière à un corps de troupes pour faire reprendre le poste de douane et les fonds enlevés.

Tandis que les deux Parties contractantes s'efforcent ainsi de diminuer la gravité et l'étendue de la Convention, l'insurrection semble s'éloigner de la frontière prussienne pour se rapprocher de celle de l'Autriche.

En conséquence, cette Convention perd petit à petit de son importance, et, dans le fait, tombe dans le néant. Le Gouvernement de Sa Majesté pense qu'il est très-heureux que les deux Gouvernements de France et d'Angleterre n'aient pas soulevé un sentiment de dignité offensé chez le Gouvernement prussien, et créé ainsi des obstacles au succès de leurs démarches, en présentant une Note identique, réclamant une réponse formelle.

Le Gouvernement de Sa Majesté est d'avis que la prochaine demande à faire est d'inviter toutes les principales Puissances, qui ont signé le Traité de Vienne, d'engager conjointement la Russie à revenir aux stipulations et à la politique du Traité de Vienne en ce qui regarde la Pologne.

La copie d'une communication dans ce but est jointe à la présente dépêche.

---

**N° 69. Le comte Russell à sir A. Buchanan.**

Foreign-Office, le 6 mars 1863.

Sir, j'ai reçu et mis sous les yeux de la Reine la dépêche de Votre Excellence en date du 27 dernier, me rapportant la conversation que vous avez eue avec M. de Bismark au sujet de la Convention sur les affaires de Pologne entre la Prusse et la Russie.

Le Gouvernement de Sa Majesté désire savoir s'il doit en conclure que la Convention ne sera pas ratifiée.

Pourquoi le Gouvernement prussien ne renoncerait-il pas à une Convention pour laquelle il ne paraît y avoir aucune nécessité, et qui, en Europe, sera considérée comme une marque de subordination à la Russie?

J'ai, etc.

---

**N° 70. Sir A. Buchanan au comte Russell.**

Berlin, le 3 mars 1863.

Mylord, M. de Bismark m'a informé ce matin que 600 Polonais bien armés parmi lesquels étaient 100 lanciers, après avoir été organisés par un certain comte Poninsky, près de Radlevo, dans le grand duché de Posen, avaient franchi la frontière et étaient entrés en Pologne le 1<sup>er</sup> de ce mois, mais qu'ils avaient été rejetés dans le Grand-Duché, où ils ont été rencontrés hier par des troupes prussiennes, qui sur leur refus de mettre bas les armes les ont faits prisonniers et désarmés, après une courte résistance durant laquelle, d'après un télégramme, un officier prussien aurait été blessé et plusieurs insurgés tués.

Les troupes russes n'ont pas traversé la frontière.

La bande d'insurgés se composait, dit-on, presque entièrement d'employés et de domestiques de propriétaires fonciers prussiens.

J'ai, etc.

*Signé : ANDREW BUCHANAN.*

---

**N° 71. Sir A. Buchanan au comte Russell.**

Berlin, le 4 mars 1863.

Mylord, en me rapportant à ma dépêche du 26 dernier, contenant la traduction d'un mémoire présenté au Gouvernement prussien par les marchands de Stettin au sujet des conséquences que les événements de Pologne pourraient avoir pour leurs intérêts, j'ai l'honneur d'envoyer ci-jointe à Votre Seigneurie la traduction de la réponse que leur a faite M. de Bismark, et qui a été publiée dans la *Gazette* d'hier soir.

J'ai, etc.

*Signé : ANDREW BUCHANAN.*

---

## ANNEXE AU N° 71.

**Réponse de M. de Bismark aux présidents de la Chambre de commerce de Stettin.**Berlin, 1<sup>er</sup> mars 1863.

M. le ministre du commerce m'a communiqué la pétition qui lui a été adressée le 20 février par les présidents de la Chambre de commerce de Stettin et dont le but était d'appeler l'attention du Gouvernement sur la grande étendue des intérêts commerciaux de ce pays, lesquels sont menacés par l'insurrection de Pologne. Des réclamations analogues ont été faites par les anciens du commerce de Dantzic et par la Chambre de commerce de Posen, pour insister notamment sur les inconvénients qui résultaient ou qui menaçaient de découler de certaines négociations entamées avec le Gouvernement russe.

Ces réclamations me fournissent l'occasion, dont je profite avec plaisir, de donner à leurs auteurs l'assurance que le Gouvernement a parfaitement conscience de l'importance et de l'étendue des intérêts en question; que j'ai appris à les connaître et à les prendre en considération lorsque j'étais ministre de Sa Majesté à la cour de Russie, et que le Gouvernement du roi a pris un soin tout particulier à sauvegarder ces mêmes intérêts à Varsovie et à Saint-Petersbourg, au milieu de la situation fâcheuse dans laquelle la Pologne s'est trouvée dans ces deux dernières années.

Il va de soi que, dans les dernières négociations avec la Russie et dans les mesures prises pour protéger nos frontières et pour assurer nos rapports avec nos voisins, les intérêts du commerce prussien et des sujets prussiens en général ont été pris en sérieuse considération. Plus la situation de la Pologne devenait menaçante par suite des mouvements insurrectionnels, plus le Gouvernement du roi a dû se maintenir dans le point de vue que le rétablissement le plus prompt et le plus efficace possible d'un état de choses légal dans le royaume voisin était le seul bon moyen pour sauvegarder les personnes, les propriétés et les droits de nos compatriotes.

Si la signification de nos derniers pourparlers avec le Gouvernement russe a été défigurée, si leur portée a été exagérée et si leur but a été représenté sous un faux jour, et si par là on a augmenté inutilement l'émotion des deux côtés de la frontière et l'irritation des insurgés contre la Prusse et ses sujets, le Gouvernement royal ne peut pas se dissimuler que de cette manière il a été porté un grave préjudice aux intérêts du pays. Ces exagérations ont été provoquées, sans



que le Gouvernement ait eu les moyens légaux de l'empêcher, par la presse et notablement augmentées par les débats de la Chambre des députés sur la question polonaise.

*Signé : DE BISMARCK.*

---

**N° 72. Le comte Cowley au comte Russell.**

Paris, le 4 mars 1863.

Mylord, M. Drouyn de Lhuys ayant désiré me voir, je suis allé cette après-midi chez Son Excellence.

M. Drouyn de Lhuys me dit qu'il avait mis sous les yeux de l'Empereur les différentes Notes dont je lui avais laissé hier copie, suivant les instructions de Votre Seigneurie et que Sa Majesté lui avait donné ordre de me répondre, que tout en regrettant que la Note identique que Sa Majesté aurait désiré être présentée à Berlin par les représentants des deux Gouvernements, n'eût pas été agréée par le Gouvernement de Sa Majesté, l'Empereur reconnaissait avec satisfaction que l'opinion exprimée dans la dépêche de Votre Seigneurie à sir Andrew Buchanan au sujet de la Convention de Saint-Petersbourg coïncidait avec celle qu'il avait sur cet acte.

Des copies de cette dépêche et de celle de Votre Seigneurie à lord Napier seront, a ajouté Son Excellence, envoyées aux ambassadeurs de France à Berlin et à Saint-Petersbourg qui, après leur avoir fait remarquer que le langage du Gouvernement de la Reine est généralement en harmonie avec celui qui leur a été prescrit, seront invités à agir d'après leurs instructions antérieures :

M. Drouyn de Lhuys m'a dit ensuite qu'il enverrait aux représentants de l'Empereur à Berlin et à Saint-Petersbourg une dépêche pour les mettre au courant des communications qui avaient été échangées entre le Gouvernement impérial et celui de la Reine au sujet d'un projet de Note identique, en même temps qu'une copie de la Note projetée.

J'ai, etc.,

*Signé : COWLEY.*

---

**N° 73. M. Grey, chargé d'affaires d'Angleterre à Paris,  
au comte Russell.**

Paris, le 6 mars 1863.

Mylord, j'ai vu M. Drouyn de Lhuys cette après-midi ; et quoique n'ayant reçu aucune instruction de Votre Excellence pour le faire, j'ai informé Son Excellence que le Gouvernement de la Reine était d'avis

que la prochaine démarche à faire dans la question polonaise serait d'exhorter les principales puissances qui ont signé le Traité de Vienne à s'entendre pour engager la Russie à en revenir aux stipulations et à la politique de ce Traité à l'égard de la Pologne.

M. Drouyn de Lhuys m'a dit qu'il prendrait les ordres de l'Empereur à ce sujet au conseil qui aurait lieu demain.

J'ai, etc.

*Signé* : W. G. GREY.

---

**N° 74. Sir A. Buchanan au comte Russell.**

*(Extrait.)*

Berlin, le 5 mars 1863.

La dépêche de Votre Seigneurie en date du 2 courant m'a été remise dans la matinée du 4 par le courrier Blackwood ; je n'ai pas perdu un instant pour avoir une entrevue avec M. de Bismark, et lui donner lecture de cette dépêche. Lorsque j'eus fini, M. de Bismark me demanda si je voulais lui en laisser une copie, et sur ma réponse que je n'y étais pas autorisé, il se mit à faire quelques observations sur son contenu. Il me dit que Votre Seigneurie parlait en un endroit des événements de Pologne comme d'une lutte entre le Gouvernement russe et les insurgés polonais, et dans un autre comme d'une guerre contre les Polonais, à laquelle vous accusez la Prusse de s'être engagée de prendre part ; mais dans son opinion, les mesures prises par le Gouvernement russe ne peuvent être envisagées comme une guerre dans laquelle deux nations sont engagées ; il n'est donc pas exact de dire que la Prusse a pris parti dans une guerre entre la Russie et la Pologne, dans le cas où ses troupes auraient reçu l'ordre d'agir de concert avec celles de la Russie sur la frontière, dans l'éventualité où une insurrection aurait éclaté sur son propre territoire.

Je répondis que je ne pouvais pas voir en quoi le nom donné au conflit pouvait en quoi que ce soit affecter la responsabilité que la Prusse aurait assumée dans un pareil cas.

Son Excellence discuta alors le paragraphe de la dépêche dans lequel Votre Seigneurie dit qu'elle a des raisons de croire que la Convention signée par la Prusse et la Russie, contient un engagement à l'effet que les troupes russes qui franchiraient la frontière prussienne ne seraient pas désarmées, comme cela est exigé par les usages internationaux, mais au contraire seraient autorisées à garder leurs armes, à rester et à agir comme corps de troupes armé sur le territoire prussien. M. de Bismark me dit qu'un pareil engagement n'existait pas dans la Convention. Votre Seigneurie, néanmoins, considérera probablement qu'il est impliqué par la stipulation, mentionnée par Votre Seigneurie, et que Son Excellence reconnaît être insérée dans la

Convention, qui autorise les troupes russes à poursuivre et à faire prisonniers sur le territoire prussien les insurgés polonais. L'interprétation de cette stipulation a été, m'a-t-il dit, l'objet d'une négociation, et elle devait être restreinte et définie par les instructions qui seraient envoyées aux autorités militaires de la frontière, lorsqu'il a été décidé qu'il serait inutile que les troupes de l'un ou de l'autre des Gouvernements traversassent la frontière, et qu'aucune instruction à cet égard ne serait envoyée. La Convention peut donc, ajouta-t-il, être considérée comme lettre morte, les instructions nécessaires pour la mettre à exécution n'ayant pas été dressées.

Sur l'observation de Votre Seigneurie, que si les troupes russes sont libres de suivre et d'attaquer les insurgés polonais en Prusse, le Gouvernement prussien s'est rendu partie participante à la guerre qui sévit en Pologne, M. de Bismark a nié que les troupes russes aient été jamais autorisées à le faire; mais il m'a dit néanmoins, qu'en considérant les raisons qu'à un moment le Gouvernement prussien avait de craindre que le territoire prussien fût violé par les insurgés et que les sujets prussiens fussent excités à la révolte, il ne pouvait pas admettre que le cas où des troupes russes agiraient dans la mesure prévue par la Convention contre les insurgés dans les districts prussiens de la frontière, pût être envisagé sous le même jour qu'une attaque d'un navire confédéré par un vaisseau de guerre fédéral dans les eaux britanniques; car la permission qui serait accordée aux troupes russes de franchir la frontière prussienne ou aux troupes prussiennes d'entrer en Russie, l'aurait été seulement pour protéger le territoire et les propriétés prussiennes, et dans un but purement défensif dans le cas où une insurrection éclaterait sur les deux côtés des frontières, ainsi qu'on avait toute raison de le craindre avant l'arrivée des troupes prussiennes dans les districts des frontières, en nombre suffisant pour assurer leur sécurité. Je refusai naturellement d'admettre les distinctions que M. de Bismark voulait ainsi établir, le motif de permettre une action ne pouvant nullement affecter le caractère de ses conséquences; mais M. de Bismark maintint qu'en considérant la position du Gouvernement prussien, il ne serait pas équitable de dire que par l'exécution des stipulations de la Convention, il aurait donné une aide et un encouragement indirects, comme l'a allégué Votre Seigneurie, à la conscription militaire dans Varsovie, car il n'aurait pu négliger de prendre telles mesures qui lui auraient paru nécessaires suivant les circonstances pour assurer la sécurité et la protection de son propre territoire.

Quant à la demande que j'étais chargé de lui faire d'une copie de la Convention, Son Excellence remarqua qu'il ne pouvait comprendre en quoi le Gouvernement de Sa Majesté pouvait se croire en droit

d'attendre que le Gouvernement prussien lui communiquerait une copie d'un document incomplet qui n'était, comme il me l'avait déjà expliqué, que le premier pas d'une négociation qui était maintenant suspendue et qui devait rester entièrement sans effet, à moins d'instructions qui avaient été convenues et qui ne seraient pas envoyées, parce que les circonstances les ont rendues inutiles. C'était donc une Convention dont les ratifications n'avaient pas été échangées et qu'on n'avait pas l'intention de ratifier.

M. de Bismark me répéta alors ce qu'il m'avait dit précédemment, à savoir : que la Convention porte simplement que, l'insurrection qui a éclaté dans le royaume de Pologne, menaçant les propriétés publiques et particulières ainsi que les provinces de la Prusse, il a été convenu entre les deux Gouvernements qu'une aide mutuelle pourrait être donnée et que leurs troupes pourraient être autorisées à traverser la frontière, sur la demande de l'un des deux Gouvernements et en cas de nécessité; et que cet arrangement ne doit durer que le temps que les deux Gouvernements le jugeront convenable.

Son Excellence m'a dit que la proposition de conclure une convention avait été envoyée par voie du télégraphe de Saint-Petersbourg par le général Alvensleben, qui avait alors été autorisé par la même voie à la signer. Que le Roi avait tout d'abord hésité à en autoriser la signature, Sa Majesté ayant considéré l'arrangement comme étant d'une nature trop élastique, jusqu'à ce qu'il lui eut été suggéré que le caractère de l'engagement dépendrait entièrement des instructions qui seraient données aux autorités militaires et des frontières, et sur lesquelles on aurait à tomber d'accord avec le Gouvernement russe, avant que la Convention ne fût mise à exécution, spécifiant dans quelles circonstances et à quelle distance la frontière pourrait être franchie par les troupes de l'une ou l'autre des Parties; et naturellement d'après l'appréciation de Sa Majesté des cas de nécessité, dans lesquels les troupes russes recevraient l'autorisation de le faire. Son Excellence me dit que des négociations ayant été par la suite ouvertes au sujet de ses instructions, le Gouvernement russe proposa que ses troupes fussent autorisées à franchir la frontière, soit au milieu d'un conflit, soit en vue de l'ennemi, et à une distance de laquelle elles pussent revenir dans la même journée. Son Excellence ne m'expliqua pas cependant par quelles autorités une semblable permission devait être donnée dans ces circonstances, elle remarqua toutefois que les arrangements à cet égard auraient dépendu du danger qui menaçait chaque district. M. de Bismark dit que cette autorisation restreinte n'avait jamais été accordée et qu'à sa connaissance aucune action de la part des troupes russes n'avait eu lieu sur le territoire prussien, quoique des cas accidentels aient pu se présenter; mais qu'alors la même chose peut avoir



lieu dans la Pologne autrichienne aussi bien que dans la Pologne prussienne. Aucune troupe prussienne n'avait non plus occupé encore le territoire russe, quoiqu'on ait voulu qualifier ainsi l'occupation du pont appartenant à la Prusse qui relie la ville prussienne de Gollub, près de Kulm, à la ville russe de l'autre côté de la rivière Drenowentz, alors qu'on croyait que les insurgés, maîtres de cette ville, songeaient à entrer en Prusse.

M. de Bismark dit néanmoins, qu'il y a eu plusieurs cas où les douaniers russes, attaqués par les insurgés, ont franchi la frontière prussienne avec la caisse de la douane, et ont pu retourner sur leur territoire sans avoir été désarmés, non pas en vertu de la Convention, mais simplement par acte de courtoisie de la part du Roi.

---

**N° 76. Sir A. Buchanan au comte Russell.**

Berlin, le 7 mars 1863.

Mylord, dans le cours de la conversation que j'ai eue hier avec M. de Bismark, je lui ai demandé si la semaine dernière il m'avait donné lecture de la Convention tout entière, et si cette Convention ne renfermait pas de clauses relatives à l'emploi des chemins de fer prussiens par les troupes russes.

Il me répondit que la Convention ne renfermait aucune clause de ce genre, et il ajouta que la semaine dernière il m'avait lu le texte allemand du projet de Convention, tel qu'il avait été proposé par le général Alvensleben, et que, pour me convaincre complètement, il allait me lire maintenant la Convention même qui avait été signée par cet officier et le prince Gortschakoff à Saint-Petersbourg.

Il me lut alors cette Convention et autant que je puis juger d'un document que je n'ai pas eu véritablement dans les mains, je crois qu'elle ne contient aucunes stipulations autres que celles que j'ai déjà mentionnées.

Néanmoins, comme il ne s'y trouve aucune clause relative à l'échange des ratifications et que la Convention se termine simplement par ces mots : « que cet arrangement demeurera seulement en vigueur aussi longtemps que les deux Gouvernements le jugeront nécessaire, » il est clair pour moi qu'il n'y a jamais eu l'intention de faire un échange régulier des ratifications.

J'ai, etc.

*Signé :* ANDREW BUCHANAN.

---

**N° 77. Sir A. Buchanan au comte Bussell.**

Berlin, le 7 mars 1863.

Mylord, conformément aux instructions de Votre Seigneurie, j'ai lu hier à M. de Bismark la dépêche de Votre Seigneurie, en date du 4 courant, et en même temps la copie qu'elle renfermait d'une dépêche à l'ambassadeur de Sa Majesté à Saint-Pétersbourg, du 2 courant, qui donne l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté sur les événements actuels de Pologne, et suggère des mesures qu'il croit pouvoir être adoptées par la Russie et les puissances qui ont participé au Traité de Vienne de juin 1815, dans le but de faire cesser l'effusion du sang en Pologne et de faire jouir la nation polonaise des droits qui lui ont été promis à Vienne et qui lui ont été refusés jusqu'ici.

En même temps, j'ai demandé à M. de Bismark quelle réponse je pouvais donner à l'espérance exprimée dans la dépêche de Votre Seigneurie, que le Gouvernement prussien concourra avec celui de Sa Majesté, à faire des représentations au Gouvernement russe, ayant pour objet les intérêts de l'humanité et la sécurité de la paix en Europe. Son Excellence me dit qu'elle répondrait à la dépêche de Votre Seigneurie par l'intermédiaire du comte Bernstorff.

J'ai, etc.,

*Signé* : ANDREW BUCHANAN.

---

**N° 78. Sir A. Buchanan au comte Russell.**

Berlin, le 7 mars 1863.

Mylord, à l'égard de l'arrestation des deux jeunes gens, nés de parents polonais en France, en route vers la Pologne, sans passe-ports réguliers, rapportée dans ma dépêche du 27 dernier, j'apprends qu'ils ont réclamé la protection du Gouvernement français; et qu'à la suite de l'intervention de l'ambassadeur de France en leur faveur, une enquête a été commencée sur leur nationalité; il est à espérer qu'elle aboutira à empêcher qu'ils soient livrés au Gouvernement russe.

J'ai, etc.

*Signé* : ANDREW BUCHANAN.

---

**N° 80. Le comte Russell à sir A. Buchanan.**

Foreign-Office, 11 mars 1863.

Sir, comme d'après la dépêche de Votre Excellence du 5 courant, il paraît que la prétendue Convention entre la Russie et la Prusse, re-

lative à la répression de l'insurrection en Pologne est maintenant lettre-morte, et qu'aucunes instructions n'ont été expédiées à la suite, vous ne pouvez plus en demander copie.

Cet ordre vous avait été donné dans la supposition que la Convention serait ratifiée et que des instructions seraient envoyées pour sa mise à exécution.

Le passage des frontières par les douanes isolées et non protégées, avec leur caisse, sans une convention formelle, doit être considéré comme ayant trop peu d'importance pour mériter qu'on y fasse sérieusement attention.

Je suis, etc.

*Signé* : RUSSELL.

---

**N° 82. Lord Napier au comte Russell.**

(Extrait.)

Saint-Petersbourg, le 5 mars 1862.

J'ai demandé aujourd'hui à l'ambassadeur de France, si le prince Gortschakoff lui avait montré le texte de la dernière Convention conclue entre la Russie et la Prusse, pour la répression de l'insurrection polonaise, ou comme on l'appelle ici, pour la pacification des frontières.

Le duc de Montebello m'a dit, qu'il avait vu la Convention qui était formulée à peu près dans le sens indiqué précédemment par le prince Gortschakoff. L'article secret oblige seulement les Parties contractantes à se communiquer réciproquement les nouvelles sur les progrès de l'insurrection.

Je n'ai pas insisté auprès du prince Gortschakoff pour me montrer la Convention, n'ayant pas voulu m'exposer à un refus.

---

**N° 83. Colonel Stanton au comte Russell.**

Varsovie, le 4 mars 1863.

Mylord, le mouvement révolutionnaire qui dure dans ce royaume depuis six semaines, semble, malgré la nature inégale du conflit, devenir de plus en plus formidable; au lieu d'être écrasé et réprimé par les forces militaires qui ont été envoyées contre lui, il a réussi à se maintenir dans chacune des parties du royaume, sinon à remporter des avantages sur les troupes impériales.

Les bulletins des opérations des troupes publiés par le Gouvernement sont si maigres, qu'il est tout à fait impossible de se former d'après eux, une idée correcte du plan de campagne, si jamais un plan réel a existé, et en même temps les renseignements contenus

dans ces bulletins paraissent si peu probables, qu'il est permis de douter de leur exactitude.

Le Gouvernement de Radom continue à être le théâtre des principales opérations, et les insurgés de ce district, commandés par Langiewicz, malgré les rapports qui annoncent leur destruction et leur dispersion, reparaissent en nombre égal à une courte distance de l'endroit où l'on annonce qu'ils ont été détruits ; par leur activité, l'adresse avec laquelle ils sont commandés, ils harassent sans relâche les troupes envoyées contre eux. Quoiqu'ils soient incapables de remporter de grands avantages contre les troupes en agissant par masses, les insurgés peuvent néanmoins, en continuant ce genre de guerre de partisans et en évitant tout engagement général tenir toute l'armée russe du Royaume dans un état constant d'incertitude et de mise en garde, et empêcher, pour quelque temps encore, tout ce qui pourrait amener une solution de la question.

Le dernier bulletin officiel déclarait que la bande de Langiewicz avait été mise en déroute, que lui-même avait été blessé dans un combat près de la ville de Wloszczowa, située à moitié chemin entre le chemin de fer de Varsovie et Vienne, et l'ancienne route de poste de Cracovie, à une distance à peu près égale des villes de Kcelce et Chenstochowā ; ce bulletin annonçait aussi que de nombreux prisonniers étaient amenés par les paysans et que plusieurs des insurgés s'étaient rendus aux troupes. Il ne m'est pas possible de juger par moi-même quel degré de foi on peut ajouter à ce rapport, mais les dernières nouvelles annoncent que ce chef occupe maintenant dans le voisinage de Vycow, le terrain qu'occupait dernièrement la bande de Kurowski qui fut si rudement malmenée dans son attaque contre la ville de Mièchow. Cette position, qui est très-rapprochée de la frontière autrichienne, donne à Langiewicz l'occasion de recevoir les provisions qui peuvent être passées en contrebande à travers la frontière, en lui offrant une retraite s'il était serré de trop près. Les autorités militaires paraissent à la fin, comprendre toute l'importance qu'il y a à écraser cette bande et l'on croit que dix à douze mille hommes ont été envoyés dans ce but contre elle.

On sait fort peu de chose ici des mouvements de Mieroslawski, mais il paraîtrait qu'il n'y a plus de doute qu'il a paru dans le royaume ; on croit qu'il réunit dans ce moment des forces pour agir sur la frontière de Lithuanie et qu'il prendra le commandement de toutes les bandes qui se trouvent sur le côté droit de la Vistule.

Quoiqu'il soit presque impossible d'imaginer que les Polonais puissent, s'ils sont laissés livrés à eux-mêmes, obtenir des avantages décisifs contre les troupes impériales, il est aujourd'hui évident que même avec le peu de moyens dont ils disposent, ils peuvent



leur disputer la possession du pays. Le fait qu'une armée comptant au plus bas 80 mille hommes bien armés et bien équipés et composée de vieilles troupes disciplinées, n'a pu venir à bout de réprimer un soulèvement qui a commencé avec si peu de ressources à sa disposition, ce fait est des plus remarquables et prouve que malgré leur insuffisance en provisions et matériaux de guerre, les insurgés sont en tout cas pénétrés d'un tel esprit de détermination, qu'il faudra les plus grands efforts d'une armée nombreuse et bien organisée pour regagner la complète domination du pays.

Jusqu'ici, les efforts des insurgés semblent seulement s'être bornés à interrompre les communications ferrées du royaume, et en même temps à former des bandes sur tous les points du pays pour forcer les Russes à concentrer leurs détachements de crainte de les voir détruits en détail, laissant ainsi à l'insurrection la disposition d'une large étendue de pays pour l'entretien des différentes bandes. Il est incontestable que cette tactique leur a réussi, et malgré les pertes sérieuses qu'ils ont éprouvées, leur nombre, d'après tous les rapports, est maintenant plus considérable qu'il ne l'a jamais été jusqu'alors, et il paraît qu'il y a plus d'hommes qui viennent rejoindre les insurgés qu'il n'y a d'armes à mettre entre leurs mains.

La pression exercée par le Comité révolutionnaire sur les nobles et autres membres du parti modéré est si forte, qu'ils ont besoin de la plus grande fermeté pour résister à se joindre ouvertement au mouvement. Quoique ce soit vouloir trop dire que de prétendre que le Gouvernement désire pousser ce parti dans l'opposition active, cependant aucun effort n'a été fait pour s'assurer son appui, et pas la moindre ouverture n'a été faite par le Gouvernement à aucun de ses membres importants.

Beaucoup de personnes espéraient et croyaient que l'anniversaire de l'avènement de l'Empereur (le 3 mars) serait l'occasion de publier une amnistie générale, mais aucune faveur de ce genre n'a été accordée. Je ne puis m'empêcher de signaler à Votre Seigneurie, comme un fait significatif, que, malgré que les membres polonais du Conseil d'État, et parmi eux le comte Poletylo, dont la maison a été pillée il y a quelque temps par les troupes, assistassent à la réception du Grand-Duc à cette occasion, malgré l'opposition la plus violente, même d'un grand nombre du parti modéré, Son Altesse Impériale n'a pas fait la moindre attention à ces Messieurs.

J'ai, etc.

*Signé :* EDW. STANTON.

**N° 84. Colonel Stanton au comte Russell.***(Extrait.)*

Varsovie, le 7 mars 1863.

J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Seigneurie que S. A. I. le grand-duc Constantin, en addition à ses fonctions de vice-roi, a été appelé au commandement de l'armée du royaume de Pologne, et que Son Altesse Impériale a repris le commandement du général baron Ramsay, qui se retire du service actif.

Les troupes disponibles qui servent en Pologne en ce moment sont, autant que je puis en juger, les 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> divisions d'infanterie, la 3<sup>e</sup> division d'infanterie des gardes, deux régiments des grenadiers de la garde, moitié de la 2<sup>e</sup> division d'infanterie, cinq régiments de cavalerie régulière, dont deux appartenaient à la garde, et enfin huit ou dix régiments de cosaques.

L'artillerie attachée à ces troupes peut s'élever à cinq brigades à pied, sans compter l'artillerie à cheval.

Ce qui donne un total d'environ 70 000 fantassins, 3 à 4 000 hommes de cavalerie régulière, 6 à 8 000 cosaques, d'à peu près 120 canons et de 3 à 4 000 artilleurs, sans compter les compagnies de sapeurs, d'invalides et autres attachés à des services spéciaux.

En addition à cette armée dans le royaume, les troupes casernées dans les gouvernements de la Lithuanie, de la Volhynie et de la Podolie, se montent à environ 50 000 hommes, que l'on peut considérer comme étant plus ou moins engagées dans la répression du soulèvement.

Cette armée imposante paraîtrait plus que suffisante pour étouffer une insurrection qui ne peut compter plus de 20 000 hommes en campagne, dont la moitié est sans armes, sans dépôts ou magasins pour subvenir à leurs besoins. La seule manière dont je puisse expliquer à Votre Seigneurie le peu d'effet qu'a produit cette armée sur les insurgés, c'est que le Gouvernement veut occuper chaque ville de quelque importance dans le royaume, et empêcher ainsi les insurgés de s'en emparer et d'y établir le siège d'un gouvernement provisoire; les garnisons requises pour cet objet absorbent une si grande partie des forces, que le restant n'est plus suffisant pour former des colonnes mobiles destinées à suivre les mouvements des insurgés dans toutes les parties du royaume.

On rapporte que le restant de la division de grenadiers (environ 5 000 hommes) est en route pour renforcer l'armée du royaume.

---

N<sup>o</sup> 85. Colonel Stanton au comte Russell.

Varsovie, le 9 mars 1863.

Mylord, la *Gazette officielle* de cette ville, du 6 courant, a publié des instructions adressées aux chefs militaires des différents districts du royaume, pour former parmi les paysans des divers villages une sorte de police rurale qui aura le pouvoir d'examiner tout individu résidant dans le village ou le traversant, et en même temps d'arrêter les hommes en armes ou autres faisant partie des bandes d'insurgés ou des maraudeurs. J'ai l'honneur d'adresser ci-inclus à Votre Seigneurie la traduction du document en question.

Cette ordonnance me paraît signifier beaucoup plus que ne le comporte sa rédaction, et, à mon avis, elle doit être considérée comme un coup dirigé contre la totalité des propriétaires fonciers du royaume, attendu que le pouvoir qu'elle donne aux paysans (une classe complètement dépourvue d'éducation) d'arrêter tout insurgé, sans demander qu'aucune preuve soit exigée pour justifier leur arrestation, ne peut être qu'une arme dangereuse entre leurs mains. Malgré que la troisième clause de l'ordonnance décrète que les chefs communaux, paysans, baillifs et anciens, doivent avoir soin qu'aucun excès ne soit commis par les paysans en s'emparant des insurgés, et que ceux qui contreviendront à cette règle seront rigoureusement punis, il est à peine possible qu'une telle loi, si elle est mise à exécution, puisse éviter de donner une occasion de satisfaire toute espèce de vengeance ou de haine personnelle, et il est fort à craindre que dans quelques-unes des parties du royaume des scènes semblables à celles qui ont eu lieu en Gallicie, en 1846, ne soient le résultat d'une semblable mesure.

Une proclamation du même genre, mais encore plus forte et s'adressant plus directement aux intérêts des paysans, a été publiée en Lithuanie par le gouverneur général, général Nazimow; je prends également la liberté d'en remettre la traduction à Votre Seigneurie.

Il m'est impossible de dire à Votre Seigneurie quelles peuvent être les conséquences de cette mesure sur les nobles et sur les autres individus appartenant au parti modéré, et jusqu'à quel point le Gouvernement peut réussir à exciter les paysans dans l'intérieur du royaume contre les insurgés; mais je ne prévois pas que le Gouvernement retire en général beaucoup d'assistance de cette classe, car, bien que dans plusieurs parties du royaume les paysans puissent être hostiles au parti polonais, il ne paraît pas qu'ils soient en général disposés à prêter assistance ou à donner des renseignements aux

troupes envoyées contre leurs concitoyens. Beaucoup de personnes en état d'en juger sont portées à croire que si les paysans entrevoyaient la perspective de se débarrasser à jamais des troupes russes, ou d'un succès durable de l'insurrection, ils se rallieraient en général aux forces nationales, et que la neutralité dont ils font preuve en ce moment doit être attribuée plutôt à leurs tendances conservatrices et à leur prudence qu'à des sentiments favorables pour les Russes.

Le parti modéré aussi, quoique péniblement pressé par les importunités des insurgés, et en même temps si complètement laissé à l'écart par le Gouvernement, a, je crois, assez de tact pour s'apercevoir qu'en tout cas le moment n'est pas venu pour lui de se jeter dans le mouvement, et qu'aussi longtemps que l'insurrection sera dirigée par un Comité secret, composé de personnes inconnues, et sans un programme ou un système régulièrement organisé, il se sacrifierait inutilement pour un objet non encore défini, perdrait l'influence (*the hold*) qu'il possède sur ses concitoyens, et par là deviendrait impuissant à rendre des services efficaces dans le cas où une intervention étrangère surviendrait en faveur du pays, ou bien dans celui des institutions libérales seraient accordées par l'Empereur de Russie. Si cependant le présent mouvement donne aux insurgés l'occasion de proclamer un gouvernement provisoire composé de gens de valeur, avec quelque chance raisonnable de durée, il est indubitable que le parti modéré saisira avec empressement l'occasion de déclarer son adhésion, ne serait-ce que pour montrer au restant de l'Europe que l'insurrection est réellement un mouvement complètement national.

J'ai, etc.

Signé : EDW. STANTON.

#### ANNEXE N° 1 AU N° 85.

Extrait de la *Gazette officielle de Varsovie* du 6 mars 1863 :

Le chef de l'état-major a communiqué les instructions suivantes aux chefs militaires :

« S. A. I. le grand-duc, ayant été informé que les paysans témoignent de leur loyauté, et en général prêtent assistance aux troupes, comme la fidélité au souverain leur en fait le devoir, et qu'ils n'épargnent aucun effort pour rétablir la tranquillité et l'autorité des lois troublées par les ennemis de leur pays et de l'ordre, Son Altesse Impériale a daigné approuver la publication des règlements suivants, dans le but de définir l'aide réclamée des paysans, et pour empêcher que cette aide ne dégénère en vexations nuisibles à la paix et aux propriétés :

1° Les autorités des villages emploieront des gardiens de village



pour examiner toutes personnes soit résidant dans le village, soit simplement le traversant.

2° Les paysans, anciens et baillifs, devront arrêter tous les individus armés et les personnes appartenant aux bandes insurgées, ainsi que les maraudeurs. Dans ce but, ils prendront le nombre nécessaire de paysans pour conduire les individus arrêtés à la plus prochaine station militaire.

3° Les chefs communaux, les baillifs et les anciens, sont chargés d'avoir soin que les paysans ne commettent aucun excès en arrêtant les insurgés, et que les arrestations soient faites sans violence et sans actes arbitraires.

Quiconque enfreindra le règlement, sera rigoureusement puni.

Le Ministre de l'intérieur, ayant reçu copie de ces instructions du chef d'état-major, les a communiquées aux divers gouverneurs civils.

---

ANNEXE N° 2 AU N° 85.

**Proclamation du général Nazimow à toutes les villes et communes rurales et à tous les habitants des gouvernements de Wilna, Kowno, Grodno et Minsk.**

Par ma proclamation du 16 du mois dernier, vous avez été informés des troubles qui ont éclaté dans différents endroits du royaume de Pologne ; et je saisis cette occasion pour rappeler aux habitants de toutes les classes qui résident dans les provinces placées par Sa Majesté l'Empereur sous mon autorité, les devoirs que réclame leur obéissance au Souverain, leur demandant de donner leur aide pour protéger le Pays contre les incursions des bandes de rebelles venant de ce royaume.

Depuis cette époque, quelques-uns de ces hommes sont parvenus à pénétrer dans le gouvernement de Grodno. Ces hommes, qui, après avoir levé l'étendard de la révolte dans le Royaume, ont commencé leur entreprise par le pillage et les meurtres nocturnes, ainsi que par la destruction des moyens de communication qui avaient été créés pour le bien public, se sont réfugiés dans les forêts devant les troupes engagées à leur poursuite, et ils ont non-seulement propagé la sédition dans les endroits qui n'étaient pas occupés par les troupes, mais ils ont cherché encore à faire naître les désordres et la confusion dans tout le pays à l'aide d'émissaires.

Je m'adresse encore une fois à vous, habitants de cette province ; je fais appel à votre loyauté, aux obligations qui vous incombent par suite de votre serment d'allégeance ; vous êtes tenus par ce serment de

résister à toutes les tentatives qui pourraient être faites pour vous engager à coopérer à ces entreprises insensées, d'obéir aux autorités légitimes et de les aider à conserver la paix. Souvenez-vous que ces hommes sont sûrs de rencontrer le châtiment qu'ils méritent; leurs efforts se montreront impuissants pour résister à nos troupes, qui remettront bientôt le restant de ces bandes entre les mains de la justice. Rappelez-vous ceci, qu'un seul moment d'oubli peut suffire pour vous exposer aux peines de la loi et ruiner votre propre prospérité, ainsi que celle de vos familles.

Je vous annonce par les présentes que j'ai donné ordre aux Autorités civiles et militaires sous mes ordres, de bien se convaincre que c'est leur devoir de réprimer et de châtier avec la plus grande rigueur toute tentative de discorde dans les districts confiés à mon commandement.

Je m'adresse principalement à vous, paysans de Wilna, Kowno, Grodno et Minsk, en vous rappelant la liberté du servage que l'Empereur vous a accordée. Le temps n'est pas éloigné où vous jouirez des bénéfices complets de cet acte qui vous donne la jouissance des droits civils et de votre prospérité matérielle; et cependant on cherche à vous entraîner dans des actes d'ingratitude et d'insubordination contre ce même Souverain, auquel vous êtes redevables de toutes ces faveurs.

Vous pouvez montrer l'inutilité de ces efforts en vous emparant aussitôt de tout individu qui cherchera à vous tenter, en le livrant aux Autorités les plus voisines pour être traités suivant la rigueur des lois, et en contribuant à conserver l'ordre et la paix dans le Pays; c'est ainsi seulement que vous assurerez dans votre propre intérêt la conclusion prompte des travaux des commissions, qui doivent finalement déterminer vos intérêts dans ce pays et qui ne peuvent s'occuper de ces travaux aussi longtemps que le pays est troublé.

Je rends toutes les communes responsables de la sécurité des communications publiques, et je les charge de pourvoir à la sûreté de tous les fonctionnaires civils et militaires qui pourront se trouver sur leur territoire, qui le traverseront pour le service, ou qui seraient attaqués par des rebelles ou par des conspirateurs.

Toutes les Autorités des villes et des villages devront observer ces règlements qui sont leurs devoirs, et, en cas de négligence, ils seront soumis au châtiment réservé aux complices toutes les fois que cette négligence aura eu lieu dans un motif criminel.

Wilna, le 7 février 1863.

*Signé : NAZIMOW,*  
général aide de camp.

---

**N° 86. Colonel Stanton au comte Russell.**

Varsovie, le 11 mars 1863.

Mylord, j'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que la totalité des membres non officiels du Conseil d'État de ce Royaume, à présent à Varsovie, se sont démis de leurs fonctions de membres de ce Conseil ; la cause attribuée à cette résolution est l'ordonnance promulguée par le Gouvernement le 6 courant, qui fait un appel aux paysans pour qu'ils aient à rétablir l'ordre, et qui leur donne le pouvoir d'examiner et d'arrêter tout individu passant par leurs villages ou s'y rendant. J'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Seigneurie la traduction de cette ordonnance avec ma dépêche du 9 courant.

Cette résolution, prise par des nobles et par des membres qui n'avaient accepté leur nomination au Conseil qu'après beaucoup d'insistance et contre leur propre inclination, mais dans l'espoir d'être en état de gratifier leur pays de quelque avantage en faisant acte d'adhésion au Gouvernement, cette résolution, dis-je, doit à peine étonner, car depuis le commencement de l'insurrection, ils n'ont été consultés ni en conseil ni individuellement sur les mesures les plus propres à rétablir la tranquillité ; ils ont été, au contraire, traités par le Gouvernement avec une indifférence presque étudiée ; de plus, comme la dernière ordonnance a toute l'apparence d'un désir du Gouvernement d'exciter les haines des paysans contre leur classe, on pouvait difficilement s'attendre, j'imagine, Mylord, à ce qu'ils continueraient à faire partie d'une administration qui avait adopté de semblables mesures. En continuant à rester dans ce Conseil, le premier Conseil du Royaume, ils auraient donné tacitement leur sanction aux divers actes du Gouvernement.

Le Conseil d'État du Royaume ne se compose en conséquence, à présent, que des membres nommés *ex officio* et de quelques Polonais qui, absents pour le moment de leur pays, suivront probablement l'exemple des autres membres indépendants. Ainsi, Mylord, les concessions accordées dernièrement au Royaume par l'Empereur sont bien près d'être une lettre morte, et la rupture entre le Gouvernement et les Gouvernés est bien plus large qu'elle n'était, même à l'époque où ces réformes dans l'administration du Royaume ont été accordées.

J'ai, etc.

Signé : EDWD. STANTON.

**N° 87. Colonel Stanton au comte Russell.***(Extrait.)*

Varsovie, le 11 mars 1863.

Jusqu'ici les nouvelles de Lithuanie et des provinces de l'Est du Royaume ne paraissent pas très-favorables aux insurgés; il est prouvé surabondamment que des bandes existent dans ces provinces, quoiqu'on soit dans le doute si l'insurrection s'y étendra; mais, dans quelques jours, on peut s'attendre à recevoir des renseignements d'une nature plus complète.

En terminant, Mylord, je dois dire à Votre Seigneurie que j'ai tout lieu de croire que, dans ces derniers jours, les membres influents du parti modéré ont été en communication avec les chefs révolutionnaires en vue de coopérer au mouvement, et le bruit court même que les derniers sont prêts à se démettre de leurs pouvoirs aussitôt que des personnes occupant une position suffisante pour commander le respect général, se déclareront ouvertement chefs du mouvement. Mais dans les circonstances présentes, on peut difficilement s'attendre à ce que des personnes de rang dans le Royaume fassent ouvertement une pareille déclaration, car en présence du défaut d'armes, de dépôts, d'organisation, même d'une seule ville pour établir un gouvernement provisoire, une déclaration pareille ne servirait qu'à les livrer immédiatement à la mort; mais ces négociations sont conduites avec un tel secret, que je suis dans l'impossibilité de donner à Votre Seigneurie des renseignements positifs à ce sujet.

---

**N° 88. Lord Bloomfield au comte Russell.**

Vienne, le 8 mars 1863.

Mylord, j'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que conformément à vos instructions, je viens de lire au comte de Rechberg la dépêche de Votre Seigneurie du 4 courant, ainsi que votre dépêche du 2 courant, adressée à l'Ambassadeur de Sa Majesté à Saint-Petersbourg.

Son Excellence me dit qu'elle ne croyait pas que le Gouvernement impérial, malgré tout son désir d'agir d'accord avec le Gouvernement de la Reine et d'adapter sa politique à la nôtre, se décidât à adresser une Communication au Gouvernement russe, formulée dans le sens de la dépêche de Votre Seigneurie, mais qu'elle ne perdrait pas un instant pour prendre les ordres de l'Empereur au sujet de la réponse à faire à Londres. Le comte de Rechberg me pria de lui laisser les dépêches; je lui répondis que j'avais seulement reçu l'ordre de les



lui lire, mais que j'allais immédiatement demander par le télégraphe l'autorisation de satisfaire son désir.

Son Excellence dit alors que le mouvement en Pologne, que le Gouvernement russe avait espéré maîtriser à ce moment, était loin d'être éteint, et que sa position était devenue plus critique par suite de l'augmentation de confiance que les insurgés avaient puisée dans les sympathies des Puissances étrangères. Le comte de Rechberg ajouta qu'il doutait fort que l'établissement d'une représentation nationale en Pologne pût amener plus promptement la paix, car il était impossible de dire jusqu'où s'étendraient les aspirations des Polonais si le rétablissement de leur pays était sérieusement soutenu du dehors. Il pensait que le système des diètes provinciales pourrait être utilement adapté à la Pologne, mais que la Russie ne voudrait jamais consentir au rétablissement d'une armée nationale, ou à un système de finances séparé.

---

**N<sup>o</sup> 89. Lord Bloomfield au comte Russell.**

Vienne, le 12 mars 1863.

Mylord, le comte Rechberg m'a envoyé chercher et m'a laissé lire le projet d'une dépêche qu'il se propose d'envoyer par le présent courrier au comte d'Apponyi, en réponse à la communication que j'avais faite à Son Excellence sur les affaires de Pologne, comme je l'ai rapporté à Votre Seigneurie dans ma dépêche du 8 courant.

Cette dépêche sera communiquée à Votre Seigneurie par l'ambassadeur d'Autriche. Elle ne contient rien qui indique l'espoir que le Gouvernement impérial se départira de la politique qu'il s'est décidé à suivre dès le commencement de l'insurrection de Pologne; la dépêche adressée à cette époque au prince de Metternich, dont une copie a été envoyée au comte d'Apponyi et communiquée à Votre Seigneurie, est prise pour base de la politique du Gouvernement autrichien dans cette question.

Le comte de Rechberg me dit que l'Autriche doit conserver sa présente attitude de réserve, qu'elle ne peut pas dévier de la politique exposée dans la dépêche au prince de Metternich. Son Excellence considère que l'Autriche n'a pas manqué de remplir ses engagements internationaux. Elle n'a ni mis de côté les intérêts de l'humanité, ni négligé les véritables intérêts de l'Europe. Elle désire le maintien de la paix et est essentiellement intéressée au rétablissement de l'ordre en Pologne; elle croit que la proposition du Gouvernement de la Reine échouera à Saint-Petersbourg, et elle ne peut suivre l'Angleterre et la France dans la ligne politique que le

Gouvernement britannique est disposé à adopter dans la question polonaise.

Ce qui précède est l'esquisse de la dépêche du comte de Rechberg, et il est inutile d'entrer dans plus de détails à cet égard, puisque cette dépêche sera remise entre les mains de Votre Seigneurie presque en même temps que celle-ci lui parviendra.

J'ai, etc.

*Signé* : BLOOMFIELD.

---

**N° 90. Sir A. Buchanan au comte Russell.**

*(Extrait.)*

Berlin, le 14 mars 1863.

J'ai demandé à M. de Bismark, hier, s'il avait répondu par l'entremise du comte Bernstorff à la dépêche de Votre Seigneurie, relative aux affaires de Pologne, dont je lui avais donné lecture la semaine dernière, et si le Gouvernement de la Reine pouvait espérer que ses représentations à Saint-Petersbourg seraient soutenues par le gouvernement de Sa Majesté prussienne.

M. de Bismark me dit qu'il n'avait adressé aucune communication au comte Bernstorff en réponse à la dépêche de Votre Seigneurie, et que ce qu'il m'avait dit au sujet de la position de la Prusse vis-à-vis de la Pologne et du voisinage dangereux que formerait pour la Prusse un État polonais indépendant, aurait dû me convaincre que le Gouvernement prussien ne pouvait pas presser la Russie d'adopter des mesures qui tendraient inévitablement à rétablir la nationalité polonaise et à obliger la Prusse d'augmenter son armée de 100 000 hommes. Il me dit que les concessions que le Gouvernement de la Reine recommandait à l'Empereur de Russie d'accorder à ses sujets polonais ne les contenteraient pas, que tout ce qu'ils pourraient obtenir serait employé par eux comme moyen d'arriver à une indépendance finale et de s'efforcer d'arracher les provinces polonaises à la Russie, à l'Autriche et à la Prusse. Le Gouvernement de la Reine ne pouvait, en conséquence, s'attendre à ce que la Prusse se joigne à lui pour obtenir des mesures qu'elle croyait devoir conduire à un semblable résultat.

---

**N° 91. Sir A. Buchanan au comte Russell.**

*(Extrait.)*

Berlin, le 14 mars 1863.

Dans ma dépêche du 4 courant, j'ai eu l'honneur d'appeler l'attention de Votre Seigneurie sur une correspondance qui a été échangée entre la chambre de commerce de Stettin et M. de Bismark, et je vous ai transmis la réponse qu'a faite Son Excellence aux repré-

tations adressées par ce corps au sujet des dangers qui menaçaient les intérêts commerciaux du royaume par suite de la convention russe.

Cette réponse du Ministre des affaires étrangères n'ayant pas été jugée satisfaisante, une autre communication de la Chambre de commerce de Stettin a été adressée le 6 courant directement à M. de Bismark. Son Excellence y a répondu par une courte note dont la traduction est ci-incluse.

---

ANNEXE AU N° 91.

**Seconde Réponse de M. de Bismark à la Chambre de commerce de Stettin.**

Berlin, le 7 mars 1863.

J'ai appris avec un vif intérêt, par leur nouvelle communication du 6 courant quelle était l'opinion des personnes placées à la tête du commerce de Stettin sur l'état de nos relations étrangères. Mais si je me refuse le plaisir de débattre ce sujet avec eux dans une correspondance prolongée, je suis heureux d'avoir encore une fois l'occasion de leur assurer que l'état satisfaisant de nos rapports avec les puissances étrangères ne donne aucun fondement aux craintes qu'ils ont exprimées de complications extérieures.

Il me paraît de plus que ce serait servir les intérêts du corps commercial, si les personnes qui sont à la tête des corporations marchandes s'opposaient à toute tentative de soulever et de répandre des craintes de cette nature qui sont dénuées de fondement. En terminant, je puis néanmoins assurer ces messieurs que le contenu de leur communication a été apprécié par le Gouvernement de Sa Majesté, en raison de leur propre importance.

*Signé : BISMARCK.*

---

**N° 92. Sir A. Buchanan au comte Russell.**

Berlin, le 14 mars 1863.

Mylord, j'ai eu l'honneur de recevoir la dépêche de Votre Seigneurie, du 11 courant, m'informant que la convention prétendue entre la Russie et la Prusse, relative à la répression de l'insurrection de Pologne, était devenue lettre morte, et qu'aucunes instructions n'ayant été adressées à ce sujet, je ne pouvais en demander plus longtemps une copie, qu'enfin je n'avais été chargé de faire cette demande que

dans la supposition que la Convention serait ratifiée et que des instructions seraient envoyées pour la mettre à exécution.

J'ai fait part à M. de Bismark de cette décision du Gouvernement de Sa Majesté et des raisons sur lesquelles elle était fondée; Son Excellence m'a répété qu'aucune autorisation n'avait été donnée et ne serait donnée aux troupes russes d'opérer sur le territoire prussien, ni aux troupes prussiennes de franchir la frontière russe.

Je ne crois pas qu'aucun des deux Gouvernements ait déclaré que la convention a cessé d'exister (*terminated*), et en conséquence, tant que l'insurrection durera en Pologne, on peut dire que les communications qui auraient indubitablement eu lieu entr'eux, s'il n'y avait pas eu de convention, se continueront d'après ses stipulations aussi longtemps qu'elle n'aura pas été officiellement annulée.

**N° 93. M. Jerningham, ministre d'Angleterre à Stockholm,  
au comte Russell.**

(Extrait.)

Stockholm, 10 mars 1863.

En me référant à ma dépêche du 4 courant, au sujet du meeting tenu à la Bourse en faveur de la Pologne, j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Seigneurie que le comte Manderstroem m'a fait la remarque qu'il n'attachait pas une grande importance à sa réunion, puisqu'on savait déjà combien étaient fortes et générales les sympathies pour la Pologne, ici comme presque partout ailleurs.

Son Excellence dit, en outre, que ce qui, selon son avis, pourrait arriver de mieux pour la Pologne, serait la prompte répression de l'insurrection, celle-ci ne pouvant que difficilement tenir tête à la Russie d'une manière permanente. On ne pouvait guère s'attendre à ce que l'Empereur traitât avec la rébellion armée et sa prolongation ne servira qu'à irriter davantage Sa Majesté et à l'empêcher de faire des concessions ultérieures.

**N° 95. M. Drouyn de Lhuys au baron de Talleyrand.**

Voir *Archives* 1863, tome II, p. 64.

**M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello.**

Voir *Archives* 1863, tome II, p. 66.



**M. Drouyn de Lhuys au duc de Grammont.**

Voir *Archives*, 1863, tome II, page 68.

---

**Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents de l'Empereur  
à l'étranger.**

Voir *Archives* 1863, tome II, p. 71.

---

**N° 96. Le comte Russell à lord Bloomfield**

Foreign-Office, le 17 mars 1863.

Mylord, j'ai eu hier une longue et intéressante conversation avec le comte Apponyi, ambassadeur d'Autriche. Il m'a apporté la réponse du comte de Rechberg à la proposition du Gouvernement de Sa Majesté de s'unir à la Grande-Bretagne pour adresser des représentations à Saint-Petersbourg en faveur de l'entière exécution du traité de Vienne relativement à la Pologne.

Le comte de Rechberg refuse d'accéder à cette demande et trouve qu'il y aurait inconséquence à le faire après avoir décliné la proposition de la France concernant la Convention prusso-russe.

« La politique de l'Autriche, dit le comte Apponyi, n'est pas de faire un arrangement avec la Russie, parce qu'un tel arrangement indisposerait les sujets polonais de l'Autriche, ni, d'autre part, d'encourager la résistance de la Pologne, parce qu'une telle conduite pourrait étendre les flammes de l'insurrection aux provinces autrichiennes de la Gallicie. »

En parlant de la question, le comte Apponyi fit valoir que lors même que le traité de Vienne aurait été complètement exécuté et qu'une diète et une administration nationales auraient été établies à Varsovie, les Polonais n'auraient pas été satisfaits.

Leur premier effort serait de rétablir un royaume de Pologne indépendant, mais ce royaume indépendant exigerait l'annexion des anciennes provinces, et dans le cas de réussite de cette politique, la Gallicie serait perdue pour l'Autriche. Personne ne saurait attendre de l'Autriche qu'elle aille s'embarquer dans une entreprise qui aurait pour dernier résultat de la priver d'une riche et tranquille province; elle ne peut se faire complice du démembrement de ses propres possessions.

Je dis au comte Apponyi que je voulais lui dire sincèrement

mon avis sur la question. La Russie n'a que deux voies à suivre pour gouverner la Pologne. La première est celle de l'Empereur Nicolas, consistant à tenir la Pologne dans la soumission et dans la dégradation ; à supprimer sa langue et à contraindre par la force les changements de religion. Ce mode d'agir répugne à toutes les notions reçues de justice et de clémence.

La seconde voie est celle suivie par Alexandre I<sup>er</sup>, consistant à protéger la Pologne contre la haine et la vengeance des Russes, en lui donnant la garantie d'institutions populaires et une administration locale entièrement séparée de celle de la Russie.

Rien de moins ne pouvait suffire. Preuve en soit la dernière conscription. La loi de recrutement de 1859 était une loi juste et équitable, mais elle était défectueuse quant à la forme, et lorsqu'il a convenu au despotisme russe de substituer à la loi impartiale qui avait été proclamée une mesure injuste, arbitraire et cruelle, il n'y a pas eu un instant d'hésitation. J'ai compris par là qu'il n'y avait pas de moyen terme entre un système d'oppression et un système de libre et juste gouvernement.

Je ne nie pas, ajoutai-je, que si la Pologne devait prospérer sous un pareil système, elle conserverait des aspirations à l'indépendance qui seraient peut-être satisfaites dans quinze ou vingt ans ; mais je suis prêt à convenir qu'en comparant les deux systèmes, le Gouvernement de Sa Majesté préférerait grandement une paix immédiate et une brillante période de justice, de bonheur et de liberté, avec la perspective d'une indépendance finale et de la restauration du royaume de Pologne, au spectacle de la Pologne russe condamnée à traverser une sombre et malheureuse période d'esclavage et de soumission qui serait suivie, peut-être à un intervalle peu éloigné, d'une nouvelle explosion de haine et de vengeance. Le comte Apponyi me dit qu'il comprenait mes vues, mais que, dans sa position, l'Autriche ne pouvait les partager.

J'ai, etc.,

*Signé : RUSSELL.*

---

**N° 97. Lord Napier au comte Russell.**

Saint-Petersbourg, le 9 mars 1863.

Mylord, conformément aux ordres de Votre Seigneurie, je me suis rendu chez le prince Gortschacoff dans la matinée d'aujourd'hui, et j'ai placé entre les mains de Son Excellence la dépêche de Votre Seigneurie du 2 courant, n° 53, contenant les vues du gouvernement de Sa Majesté sur les affaires de Pologne.

M. le vice-chancelier lut d'abord en silence la dépêche de Votre Seigneurie.

Ensuite Son Excellence déclara qu'agissant dans un esprit de conciliation, elle ne ferait aucune réponse écrite aux observations du Gouvernement de Sa Majesté ; qu'elle me confierait le soin de transmettre ses sentiments dans cette circonstance, et me prierait de lui montrer la minute de mon rapport avant de l'envoyer à Votre Seigneurie. M. le vice-chancelier exprima aussi son désir d'être mis à même de soumettre mon récit de cet entretien à Sa Majesté l'Empereur, en même temps que l'instruction de Votre Seigneurie, afin que Sa Majesté Impériale pût avoir à la fois une vue complète de cet échange d'opinions entre les deux gouvernements.

J'accédai à cette proposition de M. le vice-chancelier.

Le prince Gortschacoff lut alors à haute voix la dépêche de Votre Seigneurie.

Le premier et le second paragraphe expriment la profonde sollicitude avec laquelle le gouvernement de Sa Majesté envisage la déplorable condition de la Pologne dans les présentes conjonctures, et les résultats peu satisfaisants qu'il prévoit du triomphe pur et simple des forces russes sur les partis en armes contre l'autorité impériale.

Ici le vice-chancelier fit remarquer que la sollicitude exprimée par le gouvernement de Sa Majesté était plus que partagée par l'Empereur et son gouvernement. Le cœur de Sa Majesté Impériale était péniblement affecté par l'effusion du sang, résultat de cette malheureuse rébellion, par la diminution du bien-être matériel inséparable des commotions civiles, et par la prévision des ressentiments qui pourraient survivre à ces incidents, mais dont le Gouvernement impérial ne pouvait pas se considérer comme responsable.

Les paragraphes suivants de la dépêche de Votre Seigneurie définissent la position de la Pologne vis-à-vis des stipulations des traités de 1815.

Sur ce point, le vice-chancelier réserva son opinion pour un examen ultérieur. Son Excellence procéda de suite à la lecture du huitième paragraphe de la dépêche, où Votre Seigneurie affirme que la cause immédiate de l'insurrection actuelle a été le recrutement récemment exécuté de force parmi la population polonaise.

Le vice-chancelier affirma que la récente mesure du recrutement militaire a été le prétexte et non la provocation de la révolte. L'insurrection polonaise, dit Son Excellence, a été le résultat d'une conspiration profondément combinée et largement organisée dans des capitales étrangères, du nombre desquelles il ne pouvait pas exclure Londres. L'explosion avait seulement été accélérée par le recrutement.

Le cabinet impérial avait été parfaitement informé de l'origine, du développement et du but de la conspiration.

C'était un mouvement démocratique et antisocial, conçu dans les pernicioeux principes dont Mazzini est l'auteur et le symbole. Les Polonais avaient été encouragés dans leurs projets en se berçant de leurs illusions naturelles et qui tendent à des objets bien différents de ceux qu'a en vue la politique pratique des hommes d'État anglais, c'est-à-dire la séparation de la Pologne d'avec la couronne de Russie, son indépendance nationale, la restitution de ses limites de 1772.

Loin d'être la cause de l'explosion actuelle, le recrutement militaire a été entrepris pour la prévenir ainsi que les calamités qui en ont été la suite, pour éloigner les fauteurs invétérés de désordres et pour ouvrir une voie favorable aux bienveillantes mesures projetées par l'Empereur. L'insurrection avait enveloppé seulement les ouvriers des villes, les nobles indigents et le clergé des campagnes.

Les grands propriétaires et la haute noblesse s'étaient réfugiés pour leur sécurité sous les canons de la citadelle de Varsovie, les paysans étaient décidément du côté du Gouvernement, guidés par le sentiment des bienfaits que le Gouvernement impérial avait répandus sur leur classe, et dégoûtés par les exactions commises à leur égard par les bandes errantes de maraudeurs insurgés.

Quelques individus des classes élevées pouvaient sans doute s'associer aux illusions patriotiques d'une restauration de la Pologne dans ses anciennes limites; mais ils étaient aveuglés sur l'absurdité de semblables aspirations par suite de l'appui qu'y donnaient des gouvernements étrangers. Quelques-unes de ces personnes pouvaient prendre part au mouvement, mais les gouvernements étrangers qui leur offraient un pareil encouragement regretteraient plus tard les résultats d'une politique qui ne pouvait qu'élargir le cercle des malheurs et des souffrances.

Revenant au paragraphe précédent de la dépêche de Votre Seigneurie, concernant la position de la Pologne d'après les traités de Vienne, et les associant aux passages subséquents, dans lesquels Votre Seigneurie expose les motifs et les droits de la Grande-Bretagne d'intervenir comme une des parties signataires de ces engagements, le vice-chancelier s'exprima de la manière suivante :

Ouvrant le recueil du traité de Vienne, Son Excellence indiqua le passage du 1<sup>er</sup> article qui stipule que les institutions nationales à accorder aux divers membres de la nation polonaise seront réglées d'après le mode d'existence politique que leurs gouvernements respectifs jugeront utile et convenable de leur accorder.

Ici j'appelai l'attention du vice-chancelier sur l'emploi du terme de *représentation* aussi bien que de celui d'*institutions nationales*.

Le vice-chancelier reprit qu'en vertu de cet article, le gouvernement russe restait l'arbitre absolu de la forme d'après laquelle la



représentation et les institutions nationales de la Pologne seraient constituées.

L'Empereur Alexandre I<sup>er</sup>, faisant usage de son incontestable prérogative dans un sens libéral et même enthousiaste, avait, quelque temps après la conclusion du traité mentionné, spontanément accordé au royaume de Pologne une constitution représentative qui, à l'épreuve, ne s'est montrée conforme à la paix et au bien-être ni de la Pologne, ni de la Russie.

Cette constitution n'a jamais été communiquée aux puissances étrangères comme ressortant de l'exécution d'un engagement international. Nous savons tous sous quelles circonstances elle a péri. Ce que l'Empereur Alexandre I<sup>er</sup> avait fait dans la plénitude de son pouvoir, son successeur, dans l'exercice du même pouvoir, pouvait le révoquer.

L'Empereur actuel, toujours fidèle aux principes de gouvernement qu'il a appliqués à l'égard de la Russie, a appliqué ces mêmes principes également à la Pologne, et peut-être dans une mesure plus large que cela n'avait été accordé à aucune autre partie de ses États. La constitution politique proclamée en Pologne dans l'année 1861 comprend une complète autonomie, des institutions nationales avec une représentation modifiée, adaptée à la forme d'existence politique en vigueur sous le Gouvernement impérial.

La Pologne était alors gouvernée par des institutions purement polonaises. Il y avait un ministre dirigeant, un Polonais animé de sentiments nationaux, du caractère le plus décidé, un conseil d'administration composé de Polonais pris dans les diverses classes civiles et ecclésiastiques de la communauté, et renfermant quelques éléments représentatifs, dans lequel les lois générales concernant le bien-être du royaume étaient élaborées.

Il y avait une gradation de conseils provinciaux, de district et municipaux, tous purement électifs, chargés des intérêts locaux et matériels du pays. Cette représentation nationale n'était pas établie sur le même modèle que celle désignée par l'Empereur Alexandre I<sup>er</sup>, ou que celle existant en Angleterre; mais elle n'en constituait pas moins un système d'institutions nationales et représentatives approprié à la condition de la Pologne et à ses relations avec la Russie.

Le Gouvernement de Sa Majesté, composé d'hommes d'État pratiques, représentant d'une nation pratique, ne prétendrait certainement pas qu'il n'y ait qu'une seule et unique forme valable et utile d'institutions politiques également applicable à tous les pays, celle nommément qui existe en Angleterre et qui l'a réussie.

Le Gouvernement de Sa Majesté, qui professe la non-intervention comme règle de sa politique extérieure, ne dévierait certainement pas

non plus de ce principe en s'ingérant dans les affaires intérieures d'un autre État. Le royaume de Pologne jouit d'une indépendance administrative absolue. Le département pour les affaires polonaises dans la capitale de l'Empire russe a même été aboli. La seule institution actuellement commune aux deux pays est l'armée.

Les nouvelles institutions accordées à la Pologne et mentionnées ci-dessus ont ouvert un vaste champ d'activité et de prospérité matérielle au pays; mais ce n'est pas tout. Le Gouvernement impérial, en restaurant les établissements d'éducation du royaume, a offert au peuple des ressources de culture et de jouissances intellectuelles.

Si l'on ajoute à ces institutions la garantie qui est la sauvegarde de leur maintien, c'est-à-dire le caractère personnel de l'Empereur, qui est animé d'une égale sollicitude pour le bien de tous ses sujets, on doit avoir une sécurité suffisante pour le bien-être futur de la Pologne, quoique ce système puisse exclure cette forme particulière de gouvernement représentatif appliquée en Angleterre et qui est peut-être exclusivement appropriée à la condition de ce pays.

En ce qui concerne le droit de l'Angleterre relativement aux affaires de Pologne, en vertu du traité de Vienne, le vice-chancelier a fait observer qu'il avait peu de choses à dire sur ce sujet, la question ayant été discutée complètement et à fond dans la correspondance échangée entre le Gouvernement de Sa Majesté et le cabinet impérial, après la révolution de 1831. Il priait Votre Seigneurie de se référer à cette correspondance.

Quant à l'amnistie recommandée par le Gouvernement de Sa Majesté, le vice-chancelier a fait observer qu'un pardon prompt et sans conditions ne pouvait pas être accordé à ceux qui étaient actuellement en armes contre l'autorité de l'Empereur.

Le caractère amical que le Gouvernement de Sa Majesté avait donné à ses représentations l'autorisait à déclarer spontanément que l'intention de l'Empereur avait toujours été d'accorder une amnistie dans de larges dimensions à ses sujets révoltés, après la cessation de la résistance, en en exceptant seulement les principaux auteurs d'un mouvement qui avait occasionné tant de calamités au royaume.

Dans le cours de cet entretien, je n'ai pas considéré comme mon devoir de m'étendre sur aucun sujet de controverse avec le vice-chancelier. Je lui ai cependant présenté deux réflexions dans une voie de réserve qui, je l'espère, sera trouvée conforme aux vues du Gouvernement de Sa Majesté.

Quand Son Excellence me parla de la « *plénitude de pouvoir* » qui avait été exercée par l'empereur Alexandre I<sup>er</sup>, et qui avait été transmise par lui intacte à son auguste successeur, je fis la remarque que, dans mon opinion, et à ce que je croyais, dans l'opinion de mon Gou-

vernement, le pouvoir du souverain de la Russie sur la Pologne ne pouvait être exercé avec justice que dans les limites et en conformité des prescriptions du Traité de Vienne.

Lorsque Son Excellence parut réclamer le silence de l'Angleterre sur la base du principe de non-intervention professé par le Gouvernement de Sa Majesté, je constatai que ce principe ne pouvait pas être invoqué dans ce cas; car le Gouvernement de Sa Majesté n'élevait nullement ici la voix dans une question concernant exclusivement les affaires intérieures d'un pays étranger, mais dans une question d'une nature intérieure au sujet de laquelle ce pays étranger avait contracté des engagements envers la Grande-Bretagne, engagements qui, dans notre opinion, n'avaient jamais été annulés.

En commentant ces observations, le prince Gortschakoff se référa itérativement aux termes du Traité de Vienne, qui avait constitué chacune des trois Puissances intéressées en Pologne arbitre absolu de la forme des institutions nationales à accorder à la partie de ce pays placée sous sa domination.

Son Excellence me rappela également que, désirant traiter cette question dans un esprit de conciliation et d'humanité, elle s'était abstenue d'employer un argument placé à sa disposition, celui du droit du conquérant. Après l'insurrection de 1830, toute limite posée antérieurement à l'autorité absolue de la Russie avait cessé d'exister. Les Polonais avaient engagé des hostilités contre la Russie, ils avaient été vaincus par la force des armes. Le pouvoir de la Russie avait été établi sur une nouvelle base.

Le vice-chancelier termina en disant qu'il aurait été libre d'accepter ma communication, de réserver les droits de son souverain et de s'abstenir de toute discussion sur ce sujet. Le Gouvernement de Sa Majesté avait toutefois déclaré sans équivoque que cette communication était conçue dans l'esprit le plus amical envers la Russie.

Acceptant cette déclaration, il avait répondu aux réflexions de Votre Seigneurie, et il désirait qu'elle reconnût dans cette manière d'agir une preuve des sentiments amicaux dont il était animé envers le Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai, etc.

*Signé : NAPIER.*

---

**N° 99. Lord Napier au comte Russell.**

Saint-Pétersbourg, 11 mars 1863.

Mylord, lorsque le prince Gortschakoff a été chez moi hier soir, une occasion s'est présentée d'elle-même d'échanger quelques réflexions sur ce qui se passe maintenant en Pologne. J'en pris occasion pour

dire au prince qu'en parlant d'une amnistie, je ne supposais pas que le Gouvernement de Sa Majesté eût eu en vue un pardon sommaire et sans condition en faveur de toutes les personnes ayant pris les armes contre le Gouvernement, quelle qu'eût été leur conduite, mais seulement une offre de recevoir librement en grâce, par l'Empereur, toutes les personnes qui, dans un certain délai, saisiraient l'occasion de se retirer de l'insurrection, ce qui serait digne du caractère généreux de l'Empereur.

Le vice-chancelier répondit que le Gouvernement était maintenant certainement en position de faire une ouverture sans qu'on pût l'accuser de faiblesse. Il ne pouvait pas dire si cette ouverture serait faite, mais l'utilité d'un pareil acte était certainement digne de considération.

J'ai, etc.

*Signé : NAPIER.*

---

**N° 101 Le comte Cowley au comte Russell.**

*(Extrait.)*

Paris, 16 mars 1863.

Je commence par donner à Votre Seigneurie quelques détails sur une conversation que j'ai eue avec M. Drouyn de Lhuys sur les affaires de Pologne. J'ai répété ce que je lui avais dit avant mon départ pour Londres, qu'il avait été impossible au Gouvernement de Sa Majesté d'accepter la proposition de Son Excellence, quant à une note identique à adresser au Gouvernement prussien, parce que tout en plaçant, justement d'ailleurs, la conduite de la Prusse sous un jour répréhensible, cette Note aurait laissé comparativement franc de blâme le plus grand coupable. Le Gouvernement de Sa Majesté s'était considéré comme obligé à s'adresser aux Gouvernements de Russie et de Prusse. M. Drouyn de Lhuys répondit que si le Gouvernement de Sa Majesté avait proposé à celui de France d'adresser des représentations identiques aux Gouvernements de Russie et de Prusse, il serait tombé d'accord là-dessus ; mais cet incident, a-t-il continué, avait été arrangé, et il était heureux d'exprimer son assentiment à la suggestion du Gouvernement de Sa Majesté, que M. Grey lui avait communiquée, à savoir que les Puissances qui avaient signé le Traité de Vienne devaient conseiller à la Russie d'observer les stipulations contenues dans ce Traité relatives à la Pologne. Mais dans son opinion, ce conseil pour être profitable devrait être donné collectivement, et il craignait que ni l'Autriche, ni la Prusse, ni l'Espagne ne se souciaient de faire une démarche collective.

Je dis que pour autant que j'en pouvais juger d'après la conversation que j'avais eue avec Votre Seigneurie, bien que je ne pusse être



considéré comme donnant une assurance officielle, Votre Seigneurie ne serait point éloignée de faire quelques démarches, de concert avec la France et d'autres Gouvernements, pourvu qu'il fût clairement entendu que, si cette démarche ne produisait aucun effet sur le Gouvernement russe, la Grande-Bretagne serait parfaitement libre de se désister de toute ingérence ultérieure. J'observai que l'Autriche et la Prusse pourraient refuser de participer à une démarche collective, mais que, si elles étaient reuises d'appuyer à Saint-Pétersbourg un appel amical de la part du Gouvernement de Sa Majesté et de celui de l'Empereur en faveur du respect dû aux stipulations du Traité de Vienne, ces deux puissances ne pourraient que difficilement s'y refuser. M. Drouyn de Lhuys répondit que ce serait là, en soi-même, un grand point de gagné.

---

**N° 102. Le comte Cowley au comte Russell.**

Paris, le 18 mars 1863.

Mylord, j'ai demandé ce soir à M. Drouyn de Lhuys si, depuis qu'il avait donné son approbation à la démarche faite par le Gouvernement de Sa Majesté touchant les affaires polonaises, auprès des Puissances parties au Traité de Vienne il avait agi d'une manière pareille. Son Excellence me répondit qu'elle avait prié les représentants de la France auprès des Cours de ces Puissances, de déclarer que le Gouvernement Impérial était prêt à se joindre à une représentation collective à adresser au Cabinet de Saint-Pétersbourg. La France avait déjà dit séparément tout ce qu'elle pouvait dire. Toute représentation ultérieure devait être collective pour produire de l'effet.

J'ai, etc.

*Signé: COWLEY.*

---

**N° 104. Le comte Russell au comte Cowley<sup>1</sup>.**

(Extrait.)

21 mars 1863.

Il est important que Votre Seigneurie soit en état de juger exactement l'attitude prise par l'Autriche durant les dernières discussions sur les affaires de Pologne. Trois dépêches m'ont été lues en diverses fois par le comte Apponyi. La première de ces dépêches était adressée par le comte Rechberg au comte Apponyi, elle se bornait à expliquer la position prise par l'Autriche à l'égard de l'insurrection qui avait éclaté dans les provinces polonaises de la Russie qui longent la Gallicie. L'action de l'Autriche, disait le comte de Rechberg, se bornait à l'ac-

1. La même dépêche a été envoyée à lord Napier.

complissement exact des obligations internationales telles qu'elles sont définies par les Traités et par le droit des gens. Tout en remplissant scrupuleusement son devoir, l'Autriche avait refusé d'étendre ses engagements envers la Russie par une nouvelle Convention et elle n'avait pas prêté l'oreille aux ouvertures de la Prusse dans ce sens.

La seconde dépêche était adressée par le comte de Rechberg au prince Metternich à Paris. Une copie en avait été envoyée à Londres, et le comte Apponyi m'en donna lecture. Le Gouvernement français ayant prié le Gouvernement autrichien de se joindre à lui pour adresser une représentation au Cabinet de Berlin contre la Convention russo-prussienne dans les affaires polonaises, et un projet de Note contenant les vues de la France ayant été communiqué au comte de Rechberg, celui-ci adressa le 27 février une dépêche au prince Metternich dans laquelle, tout en approuvant le langage et les sentiments de la Note française, il refusait de se joindre à la communication proposée à raison de la position exceptionnelle de l'Autriche quant aux principes généraux de sa politique et quant à ses intérêts spéciaux dans la question polonaise. Le Gouvernement autrichien considérait la Convention comme inopportune et regrettait qu'elle eût été conclue, mais il se demandait s'il pouvait ouvertement se prononcer contre cette Convention à Berlin sans se départir des principes qu'il avait jusqu'ici toujours proclamé et sans sanctionner implicitement par là l'adoption du principe de non-intervention dans les questions internationales contre lequel le Gouvernement autrichien avait invariablement protesté. Eu égard aux intérêts spéciaux de l'Autriche, le comte Rechberg disait que, bien que le Gouvernement autrichien n'eût pas l'intention de prendre des mesures actives aussi longtemps que l'insurrection se bornerait à la Pologne russe il ne pouvait cependant ignorer l'existence des éléments révolutionnaires qui n'attendaient qu'une occasion favorable pour étendre leur action sur la Gallicie. Malgré le calme et la sagesse dont avaient fait preuve les sujets polonais de l'Empereur et que le Gouvernement autrichien était heureux de reconnaître, celui-ci ne pouvait pas, même indirectement, encourager des aspirations nationales incompatibles avec le maintien du régime actuel. La France et l'Angleterre, qui n'étaient pas retenues par des considérations de ce genre, pouvaient en toute sûreté déclarer des sympathies que le soin de ses propres intérêts interdisait à l'Autriche d'exprimer. Et en envisageant la position de celle-ci d'une manière impartiale, ces deux Puissances devaient reconnaître que l'Autriche ne pouvait agir de concert avec elle sans compromettre les avantages qui résulteraient de son attitude réservée. On ne devait pas exciter des espérances que l'on n'était pas dans l'intention de réaliser, ni soulever une attente que l'on devrait refouler plus tard, et

ce serait le comble de l'imprudence que de provoquer des aspirations en Gallicie en poursuivant des perspectives dépourvues de réalité. La démonstration que le Gouvernement français proposait de faire à Berlin, bien qu'adoucie dans la forme pouvait avoir des résultats plus grands que ceux que l'on avait en vue, et provoquer des agitations que le Gouvernement autrichien pourrait être contraint de réprimer par des actes qu'il avait pu éviter jusqu'ici. Le Gouvernement autrichien pouvait d'ailleurs difficilement prononcer une condamnation de la Convention, après avoir répondu par un simple refus aux ouvertures qui lui avaient été faites de Berlin d'y accéder. En réponse aux observations confidentielles que l'Ambassadeur de France avait reçu pour instruction de présenter au comte de Rechberg quant aux avantages qui résulteraient (*accrue*) vraisemblablement pour l'Autriche, du contraste entre sa conduite vis-à-vis des Polonais, et celle de la Russie et de la Prusse, Son Excellence remarquait que si les sujets polonais de l'empereur d'Autriche devaient être poussés à apprécier les avantages réels dont ils jouissaient, ils ne devaient pas être encouragés dans des illusions dont le vain attrait les rendraient indifférents aux bienfaits dérivant de leur position. A ce titre, le Gouvernement autrichien serait très-opposé à soulever prématurément des questions et des éventualités dont la réalisation ne paraissait pas rapprochée. Quant à l'allusion faite par le Gouvernement français sur la possibilité de rappeler le Gouvernement russe à l'exécution des stipulations de 1815 dans le royaume de Pologne, le comte de Rechberg observait qu'une démarche dans ce sens pourrait produire des résultats encore plus sérieux que les complications actuelles. Il était douteux que la Cour de Saint-Pétersbourg fût disposée à accepter les représentations amicales et une invitation plus sérieuse serait une mesure d'une telle gravité que l'on ne pourrait y recourir qu'après les plus mûres délibérations. Le comte Rechberg ne jugeait pas nécessaire d'examiner une éventualité dont M. Drouyn de Lhuys ne parlait qu'accidentellement ; mais il ajoutait que le principe d'un retour à l'exécution stricte des Traités était un des avantages que l'Autriche avait constamment proclamés, mais qu'il exigeait une application générale et qu'il ne devait point être limité seulement aux stipulations de 1815 touchant la Pologne. Passant sur ce point délicat, et considérant la proposition du Gouvernement français comme sans rapports avec les éventualités, le comte de Rechberg, après un examen consciencieux des avantages et des désavantages de la coopération proposée, avait soumis le résultat de ses réflexions à l'Empereur et celui-ci avait décidé de persister dans l'attitude adoptée par le Gouvernement impérial comme étant celle qui s'accordait le mieux avec les intérêts de l'Empire. Le comte de Rechberg terminait en exprimant le regret

que le Gouvernement autrichien ne pût profiter de cette occasion pour prouver son désir d'agir d'accord avec la France et l'Angleterre dans les grandes questions de politique européenne.

La troisième dépêche était adressée au comte Apponyi et était une réponse à la dépêche adressée par moi à lord Bloomfield pour demander la coopération de l'Autriche à Saint-Petersbourg dans l'envoi de représentations amicales à la Russie sur la base du Traité de 1815, concernant la Pologne.

Après avoir récapitulé mes dépêches à lord Napier et lord Bloomfield, le comte de Rechberg dit que sans discuter les vues du cabinet anglais ou l'opportunité de la mesure à laquelle le Gouvernement autrichien a été invité à participer, il a exprimé à lord Bloomfield le regret du Gouvernement impérial de ne pouvoir offrir à la Grande-Bretagne une coopération comme celle qui lui était proposée. Les motifs qui ont conduit le Gouvernement impérial à prendre cette décision sont, dit le comte de Rechberg, « si évidents et impératifs qu'ils ne peuvent manquer d'être appréciés par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. » Son Excellence se réfère ensuite à la réponse qu'elle a donnée dernièrement à la proposition française pour une action commune à Berlin dans les affaires de Pologne. Le comte de Rechberg croit y avoir exposé avec une clarté suffisante les raisons qui imposent à l'Autriche une attitude particulière de prudence et de réserve en présence des événements qui se passent actuellement en Pologne. Ce serait une répétition pure et simple que de présenter en nouveau tous les arguments qui ont été mis en avant pour prouver au Gouvernement français l'impossibilité absolue d'une déviation quelconque de la part de l'Autriche, de la ligne de conduite qu'elle a suivie jusqu'ici avec l'approbation générale de l'Europe. Le Gouvernement autrichien croit qu'il a tenu compte des exigences de l'humanité aussi bien que des obligations internationales, et il se flatte d'avoir contribué par son attitude à tout ce que les intérêts de l'Europe et de la paix publique peuvent demander. L'Autriche d'ailleurs a des intérêts spéciaux à protéger qui sont trop sérieusement affectés par tout ce qui concerne la Pologne pour lui permettre de suivre l'Angleterre et la France dans toutes leurs manifestations en faveur de la nationalité polonaise. Revenant de nouveau sur les termes de sa dépêche au prince de Metternich, le comte Rechberg établit que les objections fondées sur cet ordre d'idées s'appliquent également à la démarche que j'ai proposé à l'Autriche de faire, et il ajoute que je ne puis m'étonner si le Gouvernement autrichien persévère dans l'attitude qu'il a prise dès le début. Le comte Rechberg conclut en disant qu'il juge convenable d'ajouter encore une observation. Personne n'est plus intéressé que l'Autriche à voir mettre un terme à un état



de chose déplorable qui est une menace constante pour la sécurité de son propre territoire, mais l'expérience du passé, les événements de 1831 et les aspirations bien connues des chefs du mouvement polonais rendent douteux que les mesures que je recommande au Gouvernement de l'empereur Alexandre d'adopter, soient entièrement suffisantes pour pacifier la Pologne, satisfaire ses habitants et accomplir les vœux de ceux qui sont maintenant en armes.

---

**N° 105. Lord Bloomfield au comte Russell.**

Vienne, 19 mars 1863.

Mylord, j'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que le prince Metternich est toujours ici, et que le comte de Rechberg ne sera pas fâché qu'il y reste encore quelques jours parce qu'il désire qu'avant le retour du prince à Paris, celui-ci soit complètement au fait des sentiments du Gouvernement impérial au sujet de la Pologne. Son Excellence m'a de nouveau assuré aujourd'hui que la politique de l'Autriche n'avait subi aucune modification, et elle paraît convaincue que cette politique est celle qui s'adapte le mieux aux intérêts actuels de l'empire. Le comte Rechberg a dit encore que cette politique paraît être aussi généralement appréciée par les Gouvernements étrangers, et quoi qu'il arrive, il ne perdra pas de vue les intérêts généraux de la paix. Il a ajouté qu'il expédierait au comte Apponyi par le présent courrier une courte dépêche au sujet de la visite du prince Metternich à Vienne pour l'informer que la politique du Gouvernement autrichien n'est pas modifiée.

J'ai, etc.,

*Signé* : BLOOMFIELD.

---

**N° 107. Sir A. Malet au comte Russell.**

Francfort, 21 mars 1863.

Mylord, on exprime la ferme persuasion ici dans les cercles les mieux informés, que le refus du Gouvernement de Sa Majesté de concourir aux démarches collectives proposées par le Cabinet français dans la question polonaise a été le moyen de détourner une crise périlleuse et menaçante pour la paix de l'Europe. Relativement à la même question, j'entends blâmer universellement la conduite de la Prusse. La politique de l'Autriche est généralement approuvée dans toute l'Allemagne du Sud.

J'ai, etc.,

*Signé* : A. MALET.

---

**N° 108. Le comte Russell au comte Cowley.**

Paris, le 22 mars 1863.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Seigneurie un extrait du *Moniteur* de ce jour, contenant une lettre de l'Empereur à M. Billault approuvant son dernier discours sur la Pologne.

J'ai, etc., Pour le comte Cowley. *Signé* : J. W. ELLIS.

**ANNEXE AU N° 108.**Extrait du *Moniteur* du 22 mars 1863.

Paris, le 21 mars 1863.

L'Empereur vient d'adresser à Son Excellence M. Billault, ministre sans portefeuille, la lettre suivante :

« Mon cher M. Billault,

« Je viens de lire votre discours, et comme toujours j'ai été heureux de trouver en vous un interprète si fidèle et si éloquent de ma politique. Vous avez su concilier l'expression de nos sympathies pour une cause chère à la France avec les égards dus à des Souverains et à des Gouvernements étrangers. Vos paroles ont été sur tous les points conformes à ma pensée, et je repousse toute autre interprétation de mes sentiments. Croyez à ma sincère amitié.

« *Signé* : NAPOLEON. »

**N° 109. Sir H. Howard, ministre d'Angleterre à Hanovre,  
au comte Russell.**

(Extrait.)

Hanovre, 20 mars.

Il serait déplacé de ma part de prétendre transmettre d'ici à Votre Seigneurie des informations ayant le caractère de la nouveauté relativement aux intentions du Gouvernement russe au sujet de la Pologne. Je me bornerai à mentionner que, conformément aux dépêches reçues de Saint-Petersbourg par le comte de Platen, l'Empereur de Russie consent à rétablir les institutions politiques dont jouissait la Pologne sous l'empereur Alexandre I<sup>er</sup>, à l'exception toutefois d'une armée nationale, mais il se refuse à agir ainsi tant que l'insurrection polonaise ne sera pas supprimée. Le comte Platen ne croit pas que la restauration de la Constitution polonaise telle qu'elle exis-

tait avant 1830 satisfasse les Polonais, parce qu'ils visent pour la plupart au rétablissement de l'ancien royaume de Pologne avec les provinces qui en ont été détachées dans les divers partages, mais il considère que cela tranquilliserait le sentiment public en Europe, et qu'un grand point serait gagné si la question polonaise était par là dépouillée de son caractère européen, car il voit de grands dangers pour la paix de l'Europe dans la continuation de la lutte actuelle en Pologne, et dans l'excitation à ce sujet qui en est la conséquence dans d'autres pays de l'Europe. Selon l'opinion de Son Excellence, la formation d'une armée polonaise séparée, telle qu'elle avait été accordée par l'empereur Alexandre I<sup>er</sup> serait incompatible avec l'existence de la domination russe en Pologne.

---

Le 22 mars (N<sup>o</sup> 110). Sir J. Crampton, envoie à lord Russel, copie de la dépêche suivante, exposant les vues du cabinet de Madrid, sur les affaires de Pologne.

---

**Le marquis de Miraflores au chevalier Diaz del Moral,  
chargé d'affaires d'Espagne à Saint-Petersbourg.**

Madrid, le 21 mars 1863.

M. le chancelier, dès le moment que Sa Majesté la Reine eut connaissance, d'une manière officielle ou confidentielle, des observations amicales que quelques puissances avaient adressées au cabinet de Saint-Petersbourg en faveur de la Pologne, appartenant aujourd'hui par des titres légitimes à la Russie. Sa Majesté prit en considération les indications qui lui avaient été faites par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Vu l'état des choses en Pologne, Sa Majesté croit, ainsi que son Gouvernement, qu'il pourrait être de quelque utilité de faire entendre au cabinet de Saint-Petersbourg la voix amie de l'Espagne, non pas pour donner des conseils dont la sagesse de S. M. l'Empereur n'a pas besoin, mais pour lui adresser quelques observations amicales, résultat de son expérience au sujet des troubles politiques.

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine regrette amèrement que l'impatience de la Pologne n'ait pas voulu attendre la continuation du système de concessions accordées aux Polonais; concessions dues à la sagesse de S. M. l'Empereur, à sa prudente prévision et connaissance du siècle et de l'époque actuelle, ainsi que toutes les réformes qui depuis quelque temps ont lieu en Russie et qui changent pour ainsi dire les conditions sociales de l'Empire dans la grande question

de l'émancipation des paysans, et voici la preuve la plus éclatante de ce que S. M. l'Empereur reconnaît la force suprême des idées du dix-neuvième siècle.

Sa Majesté regrette vivement que les choses soient arrivées à la triste situation de voir verser le sang des Russes et des Polonais, et Sa Majesté ayant acquis l'expérience qui lui a démontré que les troubles intérieurs s'apaisent plus utilement par la modération que par la rigueur et la sévérité contre ceux qui, en définitive, sont des sujets russes et qui, tôt ou tard, viendront à reconnaître leur égarement, Sa Majesté la Reine adresse sa parole amicale à Sa Majesté Impériale, en lui demandant grâce et indulgence pour les vaincus.

Voici les désirs de Sa Majesté, et elle m'ordonne de vous en prévenir, afin que vous puissiez donner lecture de cette dépêche à S. Exc. M. le prince Gortschacoff, et de lui en laisser copie si le prince le désirait.

J'ai, etc.

*Signé :* Marquis de MIRAFLORES.

---

Les N<sup>os</sup> 115 et 116 sont deux Rapports adressés par le colonel Stanton, Consul britannique à Varsovie à lord Russell en date du 21 mars.

Dans le premier, le Consul fait l'énumération des troupes russes qui se trouvent dans le royaume de Pologne ou qui sont sur le point d'y arriver. Elles consistent en 95 000 hommes d'infanterie, 12 000 hommes de cavalerie régulière, 10 000 cosaques, 8 000 hommes d'artillerie avec 200 canons. Malgré cette force imposante, le Gouvernement n'a affecté que 12 000 hommes au Gouvernement de Radom, principal siège de l'insurrection.

Dans le second, il rend compte de la nomination de Langiewitz comme Dictateur, qu'il attribue au désir de rallier le parti modéré au mouvement.

Le fait le plus important est l'attitude prise par l'Archevêque de Varsovie qui a offert sa démission au Grand-Duc, et la démission des membres indépendants du Conseil d'État. L'insurrection s'étend et si les insurgés étaient mieux pourvus d'armes et de munition, le nombre des troupes russes serait insuffisant.

---

Le N<sup>o</sup> 116 contient un nouveau Rapport du colonel Stanton en date du 22 mars, rendant compte de la défaite de Langiewitz. Cette défaite peut donner lieu à des intrigues pour mettre Mieroslowsky à la tête du mouvement, ce qui empêcherait de combiner l'action avec le parti modéré et aliénerait à la Pologne les sympathies de ceux qui,



en Europe, sont opposés à la révolution. On ne peut encore préjuger l'effet de cet échec, mais l'exaspération réciproque est si grande que, bien que le moment actuel puisse paraître favorable à une amnistie, il serait cependant à craindre que les Polonais refusassent de mettre bas les armes, à moins d'obtenir de plus fortes garanties pour leurs libertés que les promesses du Gouvernement impérial.

---

Le N° 117 contient un nouveau Rapport du colonel Stanton, contenant des détails sur les dernières mesures de Langiewitz, auquel est joint la proclamation suivante de Langiewitz, datée du camp de Welki :

« Braves et fidèles compagnons d'armes !

« Mes fonctions dictatoriales m'obligeaient de décider un grand nombre d'affaires civiles et militaires importantes, de renforcer les nombreux corps d'insurgés combattants sur d'autres points du pays l'invasion moscovite, et de les diriger d'après une seule volonté.

« J'ai donc eu besoin de quitter pour quelque temps vos rangs, auxquels je me suis identifié, au milieu des fatigues et des combats, depuis la nuit insurrectionnelle. J'ai pensé qu'après une récente victoire je pouvais me séparer de vous pour une quinzaine de jours.

« C'est pour cette raison que j'ai tenu tête à la Moscovie à Sinowska que je l'ai provoquée à la lutte à Miechow, que je me suis présenté à elle devant Chrobrze et que j'ai livré le combat sanglant de Grochowiski.

« Je quitte le camp sans prendre congé de vous, car mes desseins, pour pouvoir être exécutés, exigent le secret. C'est pour cela qu'il ne m'est pas permis de vous dire où je vais, ni quelle route je suis. J'ai pris avec moi quelques officiers supérieurs, car beaucoup de détachements insurrectionnels manquent de chefs. Je prends aussi trente hulans qui retourneront au camp dès qu'une escorte ne me sera plus nécessaire. J'ai partagé mon corps en deux détachements ; à chacun j'ai donné un chef éprouvé ; je leur ai montré la route, la destination....

« Compagnons d'armes ! En présence de Dieu et de vous, j'ai juré de combattre jusqu'au dernier souffle de vie. Je n'ai pas violé et je ne violerai pas ce serment. Vous avez aussi juré solennellement obéissance à mes ordres et au service de la patrie, vous ne violerez pas davantage ce serment.

« Au nom de Dieu et de la patrie, nous combattons la Moscovie jusqu'à ce que nous ayons conquis la liberté et l'indépendance de la patrie. »

---

**N° 118. Sir A. Buchanan au comte Russell.***(Extrait.)*

Berlin, 26 mars 1863.

Les rapports reçus par le Gouvernement prussien représentent l'état des affaires à Varsovie comme extrêmement compliqué en suite de l'isolement dans lequel se trouve maintenant le marquis Wielopolski. Le Grand-Duc, dit-on, continue à avoir confiance en lui ; mais les Polonais et les Russes sont également mécontents du marquis. On m'a dit aussi que le Gouvernement prussien croit que le parti qui veut faire des concessions à la Pologne, et lui accorder même, si c'est nécessaire, son indépendance complète, va croissant à Saint-Petersbourg.

---

**N° 119. Le comte Cowley au comte Russell.***(Extrait.)*

Paris, le 27 mars 1863.

M. Drouyn de Lhuys que j'ai vu cette après-midi m'informe que Votre Seigneurie partage l'opinion exprimée dans une dépêche de Son Excellence adressée au baron Gros le 25 mars, qu'un effort devrait être fait pour amener le Gouvernement autrichien à se joindre à une démarche collective en vue d'appeler l'attention du Cabinet de Saint-Petersbourg sur l'état de la Pologne et sur les conséquences qui en résultent. M. Drouyn de Lhuys en exprimant sa satisfaction de l'identité d'opinions existant entre les deux Gouvernements sur cette question me dit qu'il avait déjà parlé au prince Metternich et envoyé des instructions au duc de Gramont dans ce sens, mais qu'il craignait que le Gouvernement autrichien ne fût toujours retenu par quelque hésitation.

---

Le 26 mars (N° 120), lord Bloomfield rend compte à lord Russell d'une conversation avec le comte Rechberg. Le prince Gortschakoff s'est informé si le Gouvernement autrichien avait vérifié l'identité de Langiewitz, et en apprenant qu'il en était ainsi, il a exprimé l'espérance que Langiewitz serait surveillé et retenu dans une place de sûreté, jusqu'à la fin de l'insurrection. Aucune demande d'extradition n'a eu lieu, ni de la part de la Prusse, ni de celle de la Russie, et si elle était faite, l'Autriche n'y obtempérerait pas. Dans l'opinion du comte de Rechberg l'insurrection tire à sa fin, c'est aussi, assure-t-on, l'avis de Langiewitz; les divergences et les jalousies entre les chefs polonais faciliteront les opérations militaires des Russes.

---

**N<sup>o</sup> 121. Sir H. Howard au comte Russell.**

Hanovre, 28 mars 1863.

Mylord, la Convention prusso-russe appartient, il faut l'espérer, à l'histoire dont elle ne formera pas une page brillante. Néanmoins, je ne dois pas omettre de mentionner qu'il y a environ une semaine, le prince Ysenburg, envoyé de Prusse auprès de cette Cour, a reçu une dépêche circulaire de M. de Bismark qui est destinée à servir de guide pour son langage à ce sujet. Je n'ai pas vu cette dépêche, parce que le prince Ysenburg dit qu'il n'est pas libre de la communiquer à qui que ce soit, mais j'ai appris de lui que M. de Bismark appelle l'attention sur les impressions exagérées qui règnent à l'étranger à propos de cette Convention; il dit que cet acte n'est pas une convention, mais seulement un accord (*agreement*) qu'il ne sera pas exécuté et qu'il peut être considéré comme une lettre morte et que des explications, qui ont été jugées suffisantes, ont été données au Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai, etc.

Signé : HENRY H. HOWARD.

---

Le 4 avril (N<sup>o</sup> 124) le comte Russell écrit à lord Cowley que le comte Apponyi lui a donné lecture de deux dépêches, l'une adressée au comte Apponyi, l'autre en date du 31 mars, la seconde sans date au chargé d'affaires d'Autriche à Saint-Petersbourg. Lord Russell témoigne son contentement au sujet de cette seconde dépêche, et dit que, vu les intérêts autrichiens engagés en Gallicie, le Gouvernement britannique pouvait difficilement demander au Gouvernement autrichien d'aller plus loin.

---

**N<sup>os</sup> 125 et 126,**

En date du 21 mars.

Le ministre britannique à Lisbonne rend compte des bonnes dispositions, en faveur de la Pologne, du Gouvernement portugais. Le duc de Loulé enverra à Saint-Petersbourg une dépêche conçue dans le même sens que celle du 2 mars de lord Russell.

---

Le 30 mars (N<sup>o</sup> 127), le ministre britannique à Stockholm rend compte de l'arrivée du prince Constantin Czartoriski, de l'accueil enthousiaste qui lui a été fait par la population et de sa bonne réception par le Roi. Un grand meeting a eu lieu à l'occasion de l'arrivée du

prince. Celui-ci ne réclame, du reste, pas une intervention armée en faveur de la Pologne, mais seulement un appui et un encouragement moral. C'est sur ce ton que le prince a parlé au comte de Manders-troem. A son arrivée, le prince a fait une visite en forme au ministre d'Autriche, mais ce n'est point par celui-ci qu'il a été présenté au Roi.

---

Les 3 et 4 avril (N<sup>os</sup> 128 et 129), sir A. Buchanan, ministre à Berlin, rend compte des débats de la chambre des députés au sujet de la politique de la Prusse à l'égard de la Pologne. A cette occasion il rapporte la déclaration du comte d'Eulenburg, que les sujets prussiens se rendant de la Pologne russe en Prusse, seront traités avec clémence, mais que le Gouvernement prussien ne peut se refuser à remplir ses engagements internationaux vis-à-vis de la Russie, dans le cas où celle-ci exigerait, conformément aux Traités, l'extradition de sujets russes. M. de Bismark a donné l'assurance au ministre britannique que six personnes seulement ont été livrées aux autorités russes depuis le commencement de l'insurrection; quatre d'entre elles ont été arrêtées à Thorn, les deux autres étaient un officier russe qui avait assassiné le major de son régiment et un enseigne qui avait déserté.

---

**N<sup>o</sup> 130. Sir A. Buchanan au comte Russell.**

(Extrait.)

Berlin, le 4 avril 1863.

Dans une conversation que j'ai eue ce matin avec M. de Bismark, j'ai exprimé ma surprise de ce que, tandis que l'Autriche semblait considérer qu'elle pouvait, sans nul danger pour sa province polonaise, coopérer avec le Gouvernement de Sa Majesté et celui de France, pour tâcher d'obtenir du Gouvernement russe les privilèges auxquels le peuple polonais a droit, la Prusse se tint à l'écart et se montrât à l'Europe comme l'alliée de la Russie, pour écraser la nationalité polonaise.

J'ai dit qu'il serait digne d'elle, selon moi, de se concilier un peu de la sympathie et de l'approbation de l'Europe que l'Autriche paraissait devoir gagner dans cette question. Il a répondu que la Prusse ne pouvait changer une politique qu'elle avait suivie depuis deux ans, et qu'après avoir, pendant ce temps, mis l'empereur de Russie sur ses gardes contre les inévitables conséquences qu'il y aurait à encourager les aspirations des Polonais pour leur nationalité, il lui était impossible de l'engager maintenant à octroyer aux Polonais l'autonomie qu'on réclamait en leur faveur.

---



**N° 132. Lord Bloomfield au comte Russell.***(Extrait.)*

Vienne, 2 avril.

Le comte de Rechberg dit qu'il était très-désireux d'agir dans cette question avec l'Angleterre et la France, mais la position exceptionnelle de l'Autriche à l'égard de sa province polonaise, la Gallicie, ne lui permettait pas d'adopter exactement la même marche que celle qui pourrait être décidée par l'Angleterre et la France, qu'il avait pris les ordres de l'Empereur et soumis à Sa Majesté le projet de dépêches à adresser au chargé d'affaires d'Autriche à Saint-Petersbourg, que ce projet de note répondait selon lui au but que l'on avait en vue, et qu'à tout événement, il conservait entre les trois puissances une communauté de sentiments. Son Excellence nous lut la dépêche, et le duc de Grammont et moi, voyant qu'il ne nous restait pas la moindre chance d'obtenir l'assentiment du Gouvernement impérial au principe de la Note collective, il ne nous resta qu'à exprimer notre regret de ce que l'Autriche ne put pas faire la démarche dans la forme que nous avions proposée. Le comte Rechberg nous dit qu'il était prêt à envoyer ce projet de dépêche et à Londres, à Paris, et que s'il y était approuvé, il pourrait être communiqué au prince Gortschakoff en même temps que les Notes d'Angleterre et de France. Voyant que selon toutes probabilités, il n'était pas possible d'obtenir un meilleur arrangement, nous priâmes le comte de Rechberg, d'envoyer sans délai, les instructions nécessaires à Londres et à Paris.

---

**N° 133. Le comte de Rechberg au comte Apponyi.**

Vienne, le 31 mars 1863.

M. le comte, le duc de Gramont et lord Bloomfield ont été chargés par leurs Gouvernements de m'entretenir d'un projet de démarche identique et collective que les deux Cabinets de Paris et de Londres auraient en vue de faire à Saint-Petersbourg, pour demander au Gouvernement russe de replacer le royaume de Pologne dans des conditions propres à y assurer le retour et le maintien de la tranquillité.

Mes dépêches antérieures sur la question Polonaise ont toujours établi que, malgré certain rapprochement entre nos appréciations et celles des Gouvernements anglais et français, nous ne pouvions cependant nous placer entièrement sur la même ligne.

Je me suis assez étendu sur ce point vis-à-vis de Votre Excellence pour qu'il soit superflu d'y revenir ici. Je me bornerai donc à vous

dire que, dans mes conversations avec les deux ambassadeurs, j'ai de nouveau insisté sur les graves motifs qui forçaient l'Autriche à observer dans la question polonaise une réserve conforme à sa situation particulière essentiellement différente de celles des deux autres Puissances. Passant ensuite à l'examen de l'affaire spéciale qui se trouvait en cause, j'ai dû faire observer que, dans une démarche pareille à celle dont il s'agissait le point de départ pour l'Autriche se trouvait être, naturellement tout autre que pour l'Angleterre et la France.

La possession de la Gallicie rend en effet le Gouvernement impérial fort intéressé à ce que la Pologne russe ne devienne point le théâtre de troubles et de conflits sanglants. Nous devons en conséquence nous fonder avant tout sur les embarras suscités au Gouvernement impérial par l'agitation qui règne dans le voisinage immédiat de ses frontières, pour demander à l'empereur Alexandre qu'il porte remède à cet état de choses.

Nous souffrons d'ailleurs trop directement de ce qui vient de se passer en Pologne, pour ne pas être dans le cas d'exprimer au Gouvernement russe notre désir de voir prévenir le retour de semblables événements. Aussi, sommes-nous disposés à adresser à notre chargé d'affaires à Saint-Petersbourg, la dépêche dont Votre Excellence trouvera ci-près le projet. Elle nous semblerait correspondre autant que notre situation particulière le permet aux vues des Cabinets de Paris et de Londres.

Je vous autorise à en donner confidentiellement connaissance à lord Russell, qui verra, j'espère, dans cette communication une preuve de notre désir de nous rapprocher des vues anglaises.

Ainsi que je l'ai fait remarquer à lord Bloomfield et au duc de Gramont, la nuance qui sépare en cette occasion l'attitude de l'Autriche de celle des deux autres Cours trouve son explication dans la nature même des choses. En élevant sa voix en faveur des Polonais, l'Autriche, qui possède elle-même une province polonaise, doit tenir un langage à part. Mais si ce langage tend vers le même but que celui qui est poursuivi par la France et l'Angleterre, il peut servir ainsi à constater l'harmonie qui règne entre les trois Puissances.

Nous croyons tenir compte par là, autant que nous le pouvons, des vœux qui nous ont été exprimés; et nous aimons à penser que notre projet, présenté avec ses explications, trouvera un accueil favorable auprès du Gouvernement anglais.

Une dépêche identique, contenant la même annexe, est adressé à l'ambassadeur de l'Empereur à Paris.

Recevez, etc.

*Signé* : RECHBERG.

---

Le projet de dépêche au chargé d'affaires d'Autriche à Saint-Petersbourg est conçu dans les mêmes termes que la dépêche du 12 avril, que l'on trouvera plus loin, page 458.

---

**N° 134. Le comte Cowley au comte Russell.**

(Extrait.)

Paris, 5 avril 1863.

M. Drouyn de Lhuys m'a lu quelques extraits d'une dépêche du 3 courant, qu'il a reçue ce matin du duc de Grammont, et de laquelle il ressort que le duc ayant exposé au comte de Rechberg le désir de son Gouvernement, qu'une copie de la dépêche autrichienne fût laissée au prince Gortschakoff, le comte Rechberg avait répondu qu'il l'entendait bien ainsi, et qu'un ordre formel serait donné dans ce sens au chargé d'affaires autrichien. Le duc de Grammont proposa ensuite que les trois dépêches seraient communiquées au Vice-chancelier par les trois représentants à Saint-Petersbourg dans des notes identiques, bien que séparées, et il dit que le comte de Rechberg n'a pas fait d'objections à cette marche. C'est celle que M. Drouyn de Lhuys préférerait suivre, et il écrira dans ce sens au duc de Grammont, mais sans en faire une condition, et il espère que Votre Seigneurie fera de même. Lorsque les trois Gouvernements seront convenus de la manière dont les trois dépêches seront rédigées et communiquées au prince Gortschakoff (les communications, selon l'avis de M. Drouyn de Lhuys, devraient être effectuées aussi simultanément que possible) Son Excellence propose que chacun des trois Gouvernements envoie des copies des trois dépêches à ses représentants auprès des autres Cours, et qu'il invite ces Cours à se joindre à la démonstration en faveur de la Pologne dans la mesure qui leur paraîtra convenable.

---

**N° 136. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, au sujet des affaires de Pologne.**

Paris, 9 avril 1863.

Monsieur le duc, l'insurrection dont le royaume de Pologne est en ce moment le théâtre a éveillé en Europe de vives préoccupations au milieu d'un repos qu'aucun événement prochain ne semblait devoir altérer. La déplorable effusion de sang dont cette lutte est l'occasion et les douloureux incidents qui la signalent excitent en même temps une émotion aussi générale que profonde.

Le Gouvernement de Sa Majesté obéit donc à un devoir en exprimant à la Cour de Russie les réflexions que cet état de choses est de nature à suggérer, et en appelant sa sollicitude sur les inconvénients et les dangers qu'il entraîne.

Ce qui caractérise les agitations de la Pologne, monsieur le duc, ce qui en fait la gravité exceptionnelle, c'est qu'elles ne sont pas le résultat d'une crise passagère. Des effets qui se reproduisent presque invariablement à chaque génération ne sauraient être attribués à des causes purement accidentelles. Ces convulsions devenues périodiques sont le symptôme d'un mal invétéré; elles attestent l'impuissance des combinaisons imaginées jusqu'ici pour réconcilier la Pologne avec la situation qui lui a été faite.

D'autre part, ces perturbations trop fréquentes sont, toutes les fois qu'elles éclatent, un sujet d'inquiétudes et d'alarmes. La Pologne, qui occupe sur le continent une position centrale, ne saurait être agitée sans que les divers États placés dans le voisinage de ses frontières souffrent d'un ébranlement dont le contre-coup se fait sentir à l'Europe entière. C'est ce qui est arrivé à toutes les époques où les Polonais ont pris les armes. Ces conflits, comme on peut en juger par celui dont nous sommes en ce moment témoins, n'ont pas seulement pour conséquence d'exciter les esprits d'une manière inquiétante; en se prolongeant, ils pourraient troubler les rapports des cabinets et provoquer les plus regrettables complications. Il est d'un intérêt commun à toutes les puissances de voir définitivement écarter des périls sans cesse renaissants.

Nous aimons à espérer, monsieur le duc, que la Cour de Russie accueillera, dans le sentiment qui nous les a dictées, des considérations aussi dignes de son attention. Elle se montrera animée, nous en avons la confiance, des dispositions libérales dont le règne de Sa Majesté l'empereur Alexandre a déjà donné de si éclatants témoignages; et elle reconnaîtra, dans sa sagesse, l'opportunité d'aviser aux moyens de placer la Pologne dans les conditions d'une paix durable.

Vous voudrez bien remettre une copie de cette dépêche à S. E. M. le prince Gortschakoff,

Agréez, etc.

DROUYN DE LHUYS.

---

**N° 138. Le comte Russell à lord Napier.**

Foreign-Office, 10 avril 1863.

Mylord, le Gouvernement de Sa Majesté pense qu'il lui incombe de manifester, une fois de plus, au Gouvernement de S. M. l'empereur de Russie l'intérêt profond qu'il prend, avec le reste de l'Eu-



rope, au bien-être de la Pologne. La sympathie généralement ressentie pour la nation polonaise peut donner au Gouvernement de Sa Majesté le droit de faire en faveur de la Pologne un appel aux sentiments bienveillants et généreux de S. M. le Czar, qui récemment a manifesté, par diverses mesures importantes de réforme, un désir éclairé de provoquer le bien-être parmi toutes les classes de ses sujets.

Mais quant au royaume de Pologne, le Gouvernement de Sa Majesté sent que le Gouvernement de la Grande-Bretagne a un droit tout particulier à faire connaître ses opinions à Sa Majesté Impériale, parce que la Grande-Bretagne ayant, en commun avec l'Autriche, la France, le Portugal, la Prusse, l'Espagne et la Suède, été partie au traité de 1815, le Gouvernement de Sa Majesté est autorisé à intervenir dans tout ce qui lui paraît être une infraction aux stipulations de ce traité.

Par le premier article, le grand-duché de Varsovie était érigé en royaume de Pologne, pour être irrévocablement attaché à l'empire de Russie sous certaines conditions spécifiées dans l'article, et le Gouvernement de Sa Majesté est peiné d'avoir à dire que si l'union du royaume à l'empire a été maintenue, les conditions dont devait dépendre cette union n'ont pas été remplies par la Russie. L'empereur Alexandre, en exécution des engagements contractés par le traité de Vienne, a établi dans le royaume de Pologne une représentation nationale et des institutions correspondant aux stipulations du traité.

Il n'est pas nécessaire pour le moment que le Gouvernement de Sa Majesté fasse des observations sur la manière dont ces arrangements ont été mis à exécution depuis cette époque jusqu'à la révolution de 1830. Mais lorsque, par suite du succès des armes impériales, cette révolte fut réprimée, les arrangements disparurent, et un tout autre ordre de choses fut établi par l'autorité impériale. Le prince Gortschakoff soutient, comme l'ont fait avant lui tous ses prédécesseurs, que la suppression de cette révolte a affranchi la Russie de tous les engagements pris par elle dans le traité de Vienne, et a laissé au Czar la liberté de traiter le royaume de Pologne comme un pays conquis, et de disposer des institutions du peuple selon son bon plaisir.

Mais le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ne peut adhérer à une doctrine qui lui semble si contraire à la bonne foi, si destructive de l'obligation imposée par les traités, si fatale à tous les liens internationaux qui unissent ensemble la grande famille des États et des puissances de l'Europe. Si, en effet, l'empereur de Russie avait possédé la Pologne comme faisant partie des provinces appartenant d'origine à sa couronne; s'il n'en eût dû l'acquisition qu'au succès seul de ses armes, et sans que nulle autre puissance y eut attaché son adhé-

sion, il aurait pu alors soutenir que cette conquête était équivalente à un droit, et, sans écouter les inspirations de la justice et de la générosité, il lui eût été permis de châtier la révolte temporaire d'une partie de ses sujets polonais, en les dépouillant à jamais, eux et tous leurs descendants, des privilèges et des institutions que son prédécesseur avait jugés être essentiels au bonheur et à la prospérité du royaume de Pologne. Mais le monarque russe est, vis-à-vis de ce royaume, dans une position tout à fait différente. Il le possède en vertu de la clause solennelle d'un traité conclu par lui avec la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France, la Prusse, le Portugal, l'Espagne et la Suède. La révolte des Polonais ne peut ni le délier des engagements contractés dans ces conditions, ni effacer les signatures par lesquelles ses plénipotentiaires ont conclu et lui-même a ratifié ses engagements. La question est donc maintenant de savoir si les engagements que la Russie a contractés par le traité de Vienne ont été et sont aujourd'hui fidèlement exécutés. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique se croit, avec un profond regret, obligé de dire que c'est par la négative qu'il faut répondre à cette question.

A l'égard de la révolte actuelle, le Gouvernement de Sa Majesté s'abstient de qualifier le système d'action civile, politique et militaire, longtemps pratiqué par le Gouvernement russe dans l'intérieur de la Pologne, système dont les Polonais se plaignent si vivement, et qu'ils signalent comme étant la cause qui a occasionné, et, selon eux, justifié leur insurrection.

Le Gouvernement de Sa Majesté préférerait faire allusion à la fin tant désirée de ces troubles déplorables. Quel sera, en définitive, le dénouement de cette lutte? C'est ce qu'il n'appartient pas au Gouvernement de Sa Majesté de prédire.

Mais, soit qu'en résultat l'insurrection s'étende davantage et qu'elle acquière des proportions dont on n'a point encore l'idée quant à présent; soit, comme cela est plus probable, que les armes impériales viennent à triompher, il est clair, il est certain qu'aucun de ces résultats ne peut avoir lieu sans une épouvantable effusion de sang, un immense sacrifice d'hommes, un pillage général; il est évident que, dût la Pologne être domptée et asservie, le souvenir des phases de la lutte continuera d'en faire l'ennemie invétérée de la Russie, et d'être une source de faiblesse ainsi que de dangers, au lieu d'être un élément de force et de sécurité.

Le Gouvernement de Sa Majesté conjure donc le Gouvernement russe de donner sa plus sérieuse attention à toutes les considérations ci-dessus exposées. De plus, le Gouvernement de Sa Majesté prie le Gouvernement impérial de considérer, qu'outre les obligations imposées par les traités, la Russie, comme membre de la grande famille

des États européens, a des devoirs de bonnes relations à accomplir envers les autres nations. La situation qui, depuis longtemps, existe en Pologne, est une source de périls, non-seulement pour la Russie, mais encore pour la paix générale de l'Europe.

Les troubles qui éclatent perpétuellement parmi les sujets polonais de Sa Majesté Impériale agitent nécessairement l'opinion, et d'une manière grave, dans les autres pays de l'Europe, et tendent à exciter une vive inquiétude dans l'esprit de leurs gouvernements, et pourraient, le cas échéant, enfanter des complications de la nature la plus sérieuse. Le Gouvernement de Sa Majesté espère donc que le Gouvernement russe s'arrangera de telle sorte que la paix puisse être rendue aux Polonais et fondée sur des bases durables. Votre Seigneurie donnera lecture de cette dépêche au prince Gortschakoff, et lui en laissera une copie.

Je suis, etc.

*Signé* : RUSSELL.

---

**N° 110. Le comte Russell à lord Napier.**

(*Extrait.*)

Foreign office, 10 avril 1863.

Le baron Brunow me fit quelques questions au sujet des représentations qu'on allait adresser à Saint-Pétersbourg, et lorsque je lui dis que la dépêche du Gouvernement de Sa Majesté était principalement fondée sur la non-observation du traité de Vienne, il se déclara satisfait de ce que nous fondions encore nos demandes sur la base de ce traité. Mais il ajouta qu'il y avait une question qu'il se croyait en droit de faire : la communication du Gouvernement de Sa Majesté serait-elle d'une nature pacifique? Je répondis que oui, mais que, pour ne pas l'induire en erreur, je devais dire quelque chose de plus. Le Gouvernement de Sa Majesté n'avait que des intentions pacifiques, et il ne pouvait exister de concert entre lui et d'autres puissances que dans un but pacifique. Mais cet état de choses pouvait changer. La présente ouverture du Gouvernement de Sa Majesté pouvait être rejetée comme la représentation du 2 mars avait été rejetée par le Gouvernement impérial. Les insurrections pouvaient continuer en Pologne et prendre des proportions plus considérables; les atrocités de part et d'autre pouvaient s'aggraver et s'étendre dans le pays. Si dans un pareil état de choses l'empereur de Russie ne faisait pas de démarche d'une nature conciliante, il pourrait surgir des dangers et des complications qu'on ne prévoyait pas actuellement.

Le baron Brunow dit qu'il ne pouvait qualifier « d'ouverture » notre précédente dépêche; que les intentions de l'Empereur envers la Pologne étaient bienveillantes; mais qu'il y avait sur le tapis des projets

de modification de la carte d'Europe (*There were projects afloat for altering the map of Europe*), que dans ces projets il était question de compensations pour la Russie. La Russie n'était pas entrée dans ces projets; elle ne voulait pas de compensation; elle s'en tenait aux arrangements territoriaux actuels de l'Europe, et, ajouta le baron Brunow, elle espère que la Grande-Bretagne fera de même. Je dis que le désir du Gouvernement de Sa Majesté était d'agir ainsi; mais que la Russie avait dans quelques cas activement proposé et mis à exécution des changements territoriaux; que j'espérais toutefois que, dans le cas actuel, l'empereur de Russie, en accordant une amnistie à ceux qui déposeraient les armes, et en répandant sur la Pologne les bienfaits des institutions libres, mettrait un terme à l'insurrection.

---

**Le comte G. de Thun au prince Gortschakoff.**

Saint-Petersbourg, 17 avril 1863.

Mon prince, ayant reçu de mon Gouvernement une dépêche relative à des observations que je suis chargé de présenter au Cabinet impérial de Russie, je ne crois pas pouvoir mieux faire que de transmettre à Votre Excellence la copie du document où elles sont consignées.

Je saisis cette occasion pour offrir à Votre Excellence les nouvelles assurances, etc.

*Signé* : Comte G. DE THUN.

---

**Le comte de Rechberg au comte G. de Thun.**

Vienne, le 12 avril 1863.

Depuis la défaite et la dispersion des bandes armées les plus importantes par leur nombre et leur organisation, l'insurrection en Pologne peut être considérée comme réduite à des proportions moins sérieuses.

Ce fait, qui dégage le Gouvernement russe de ce qu'il devait jusqu'ici à des considérations de dignité et d'honneur militaire, nous permet aujourd'hui d'appeler son attention sur l'influence fâcheuse que les troubles de la Pologne exercent sur nos propres provinces.

En effet, il est impossible que la Gallicie ne se ressente pas d'événements aussi déplorables que ceux qui viennent de se passer dans le voisinage immédiat de ses frontières. De graves embarras sont ainsi suscités au Gouvernement impérial, qui doit donc attacher un prix tout particulier à en voir prévenir le retour.

Le Cabinet de Saint-Petersbourg comprendra sans doute lui-même les dangers des convulsions périodiques qui agitent la Pologne, et il



reconnaîtra l'opportunité d'aviser au moyen d'y mettre un terme en replaçant les provinces polonaises soumises à la Russie dans les conditions d'une paix durable.

On éviterait de la sorte des conséquences fâcheuses pour l'Europe entière et pour les contrées qui souffrent plus directement de conflits qui, comme les derniers que nous venons de voir éclater, ont inévitablement l'effet d'agiter l'opinion d'une manière inquiétante pour les Cabinets et capable de faire naître de regrettables complications.

Veuillez, monsieur le comte, présenter sous la forme la plus amicale ces observations à M. le vice-chancelier, et nous informer de l'accueil qu'elles auront rencontré.

Recevez, etc.

*Signé : Comte de RECHBERG.*

---

**N° 142. Le colonel Stanton au comte Russell.**

(*Extrait.*)

Varsovie, 7 avril 1863.

Depuis la dispersion des forces insurgées sous le commandement du général Langiewitz, il s'est passé peu d'événements marquants dans le royaume de Pologne. Plusieurs membres du Gouvernement paraissent considérer l'insurrection comme à peu près abattue. Je ne puis en aucune façon partager cette opinion. Je crois au contraire que dans très-peu de temps, malgré les forces croissantes des Russes, de nouvelles bandes apparaîtront partout dans le royaume, et que les chefs du mouvement, ayant appris par la chute de l'ex-dictateur qu'il est presque impossible de tenir la campagne avec des forces suffisantes pour opérer d'une manière régulière contre les colonnes ennemies, sont maintenant décidés à tenter l'effet d'une guerre de partisans, qui serait faite simultanément par de petites bandes dans toutes les parties du royaume, que la nature du pays rend propre à ce genre de guerre. On ne peut nier que les espérances des insurgés ont été excitées par la perspective d'une intervention diplomatique en leur faveur, et il est probable que leur détermination de continuer une lutte inégale se base sur l'espérance d'une assistance de la part des grandes puissances plus active que ne l'est une simple intervention diplomatique, pourvu qu'ils puissent se maintenir eux-mêmes quel-  
que temps de plus.

La nouvelle la plus importante reçue dernièrement ici vient de la Samogisie, où l'insurrection a, paraît-il, éclaté d'une manière très-décidée : toutes les classes de la population se sont jointes au mouvement, et l'on dit que les troupes russes ont été battues à Usciany et à Poniewiesz, dans le voisinage de Dunaburg. Il paraît très-douteux

que l'insurrection ne devienne pas générale dans la Lithuanie et dans les autres provinces polonaises.

Le sentiment contre la Russie est si fort dans toute la population de ce pays, à l'exception peut-être des paysans, que toute offre de libertés politiques ne donnant pas une indépendance effective, si cette offre est faite par la Russie elle-même, ne satisferait pas les Polonais, ou serait insuffisante pour pacifier le pays.

Mais je crois en même temps que beaucoup moins serait accepté volontiers, si cela était imposé (*pressed*) par un congrès européen, parce que, dans ce dernier cas, les Polonais verraient combien ils seraient loin de devoir attendre du secours des autres puissances, et parce qu'ils seraient obligés de fléchir devant la décision de l'Europe, lors même qu'ils ne seraient pas complètement satisfaits de l'arrangement conclu.

Il ressort des rapports parvenus ici, que même le parti libéral russe est loin d'être bien disposé envers les Polonais; et il est à craindre que si on les laisse faire seuls leurs affaires avec la Russie, et si les grandes puissances ne prennent pas en main le règlement de la question, la perspective de la Pologne ne sera guère autre chose que la désolation et la ruine pour la génération présente et un dommage important pour le bien-être à venir, pour la prospérité et la civilisation du pays.

J'envoie ci-joint à Votre Seigneurie une proclamation du Comité central; elle a pour but de satisfaire les nobles et le parti modéré, et de le préserver de toute tentative de Mieroslawsky à prendre le pouvoir suprême.

---

ANNEXE AU N° 142.

**Proclamation.**

Le Comité central, en sa qualité de Gouvernement national, informe la nation qu'en conséquence de l'arrestation du dictateur Langiewitz par le Gouvernement autrichien, il a repris l'autorité nationale suprême, en vue de préserver le pays de la confusion qui pourrait naître des tentatives d'un individu isolé de s'emparer du Pouvoir suprême. Est déclaré acte de haute trahison toute action d'assumer l'autorité dictatoriale ou toute autre forme de Gouvernement que ce soit, dans le pays ou au dehors.

Varsovie, 27 mars 1863.

---

Le 7 avril (N° 143), le Consul britannique à Vienne, M. Mounsey, rend compte d'une excursion à Cracovie. Les sentiments de la popu-

lation se manifestent ouvertement. Un comité insurrectionnel est établi d'une manière permanente et est en rapport constant avec le comité de Varsovie. Les autorités autrichiennes prennent des mesures plus rigoureuses. Des visites domiciliaires sont faites fréquemment et une force militaire considérable garde la frontière, mais il lui est impossible d'empêcher le passage des bandes dans le royaume de Pologne. La défaite de Langiewitz n'est point considérée comme la fin de l'insurrection. Mieroslawsky était à Cracovie pendant mon séjour. On impute à crime au Gouvernement autrichien de ne l'avoir pas privé de sa liberté. Cette accusation, il est vrai, vient d'un membre du parti aristocratique. Mieroslawsky est regardé avec défiance, et on le considère comme ayant causé les dissensions qui ont éclaté dans le camp de Langiewitz avant sa dernière défaite. L'indiscipline qui règne dans l'armée russe vient, paraît-il, de ce que le Gouvernement russe suspecte plusieurs des officiers d'être imbus de principes libéraux, et les soldats ont l'ordre d'obéir à des officiers non commissionnés et d'exercer une sorte de surveillance sur les officiers d'un rang supérieur.

---

**N° 144. Lord Bloomfield au comte Russell.**

(Extrait.)

Vienne, 9 avril 1863.

En réponse aux questions que j'ai dernièrement adressées au comte de Rechberg pour avoir des nouvelles de Pologne, il m'a dit que malgré la forte résistance des insurgés, il s'attendait au succès des armes russes et à ce que le pays serait tôt ou tard forcé d'accepter ce que l'empereur Alexandre voudrait bien lui accorder. Le comte de Rechberg n'a jamais prononcé une parole d'approbation du premier partage de la Pologne, mais il croit devoir traiter la question polonaise au point de vue actuel des intérêts autrichiens, qui est que les arrangements territoriaux restent tels qu'ils sont établis actuellement, mais que l'on use de toutes les voies de la persuasion pour amener la Russie à concéder à ces provinces polonaises un système d'administration qui soit de nature à assurer leur tranquillité et celle des États voisins.

---

Le 11 avril 1863 (N° 146), sir A. Buchanan écrit au comte Russell que M. de Bismark lui a dit que les dispositions de la Convention de 1857 sont si élastiques, qu'elles peuvent comprendre toutes les catégories de crimes, et que les offenses politiques qui sont des crimes contre l'État n'offrent aucun motif d'exemption. Un des buts de la Convention a été d'empêcher les sujets russes de traverser la Pologne à l'époque du recrutement. La plus grande latitude possible a été

donnée aux droits de la Russie de réclamer l'extradition de toutes les personnes qui sont tenues au service militaire. En conséquence, a dit M. de Bismark, presque toutes les personnes qui quittent la Russie peuvent être rangées dans cette catégorie. M. de Bismark a ajouté qu'il existait une autre Convention entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, de 1834, qui, n'ayant jamais été abrogée, est toujours en force, et que la Russie peut invoquer si elle le juge convenable. En vertu de cette Convention, les trois puissances s'obligent réciproquement à extraditer les individus coupables de haute trahison ou de crime contre l'État, ou appartenant à des associations révolutionnaires, mais la Russie n'a pas invoqué cette Convention.

---

ANNEXE.

**Convention entre l'Autriche, la Prusse et la Russie,  
du 15 mars 1834.**

Nous Frédéric Guillaume, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, afin de fortifier les relations d'amitié et de bon voisinage existant entre nous et Leurs Majestés l'empereur d'Autriche et l'empereur de Russie, roi de Pologne, ainsi qu'entre nos États respectifs, et en vue de l'intérêt commun des trois puissances, de maintenir la tranquillité et l'ordre légal dans les provinces polonaises soumises à notre autorité respective, nous avons conclu la Convention suivante avec Leurs Majestés.

Quiconque se sera rendu coupable dans les États prussiens, autrichiens et russes du crime de lèse-majesté ou de rébellion à main armée, ou qui aura fait partie d'une association dirigée contre le Trône ou le Gouvernement, ne trouvera ni protection, ni asile, dans aucun des trois États.

Les trois cours s'engagent, au contraire, à ordonner l'extradition immédiate de tout individu chargé d'un des crimes ci-dessus désignés dès qu'elle aura été requise par le Gouvernement auquel il appartient.

Il est du reste entendu que cette résolution n'a pas d'effet rétroactif.

Ayant été convenu avec Sa Majesté l'empereur d'Autriche et avec Sa Majesté l'empereur de Russie, roi de Pologne, que les arrangements susdits seront portés à la connaissance du public dans les trois États, nous le faisons en ce qui nous concerne par les présentes, et nous chargeons nos autorités civiles et militaires de veiller à leur pleine exécution à dater du 1<sup>er</sup> avril de la présente année.



Signé de notre main et scellé de notre sceau.

VON BREMER.  
MUHLER.

FRÉDÉRIC GUILLAUME.  
VON KAMPTZ.  
ANCILLON.

---

**N° 149. Lord Napier au comte Russell.**

Saint-Pétersbourg, 2 avril 1863.

Mylord, le marquis Pepoli est venu me voir cette après-midi et m'a communiqué les instructions d'après lesquelles il agit dans les affaires de Pologne. Il m'a fait part d'une dépêche qui lui avait été adressée par M. Pasolini, en date du 7 mars, dans le sens suivant :

Le ministre italien commence par établir que des manifestations de sympathie ont eu lieu en Italie en faveur de la cause polonaise, manifestations que le Gouvernement a maintenues dans les limites de la légalité et du respect dû aux gouvernements étrangers. Il dit ensuite que le Gouvernement italien, ayant scrupuleusement rempli ses obligations internationales, a une tâche à remplir, celle d'exprimer la vive espérance du peuple italien que l'empereur Alexandre effacera le souvenir des scènes terribles dont la Pologne a été récemment le théâtre par un acte éclatant de magnanimité et de clémence.

Les Italiens ont conservé si vivement dans leur mémoire le souvenir de tout ce qu'ils ont souffert avant d'atteindre leur unité nationale, qu'ils ne peuvent contempler sans une profonde émotion les insurrections sanglantes et les actes sanguinaires de l'autorité en Pologne; le prince Gortschakoff trouvera donc naturel de la part du gouvernement italien que celui-ci exprime sa confiance que l'Empereur persévéra dans la voie des concessions et des réformes qui a été si malheureusement interrompue par la révolte. La Pologne sera un élément de prospérité et de puissance pour la Russie, si elle est laissée en possession de sa religion, de sa langue et d'institutions semblables à celles accordées par Alexandre I<sup>er</sup> et consacrées par ses traités. En suivant cette marche, l'Empereur régnant pourra résoudre le problème formidable de réconcilier deux nations séparées par la foi et par l'histoire, mais unies par l'affinité de races. Si des déclarations dans ce sens ont été faites par le Gouvernement russe avant l'arrivée à Saint-Pétersbourg du marquis Pepoli, celui-ci exprimera à ce sujet la satisfaction reconnaissante du Gouvernement italien, sinon, le marquis trouvera dans ses instructions la base (*sic*) de son langage envers le vice-chancelier, et il joindra ses conseils aux efforts que feront dans le même sens les représentants de la France et de l'Angleterre.

Une seconde instruction a été adressée au marquis Pepoli, en date

du 21 mars, par laquelle il reçoit de nouveau l'ordre de s'associer, dans ses représentations au sujet de la Pologne, à ses collègues de France et d'Angleterre.

Le marquis Pepoli a parlé au prince Gortschakoff dans le sens indiqué par son Gouvernement, mais il ne lui a pas remis copie des instructions qui lui avaient été adressées, n'ayant pas reçu de son Gouvernement l'ordre de le faire.

Le vice-chancelier a informé le ministre d'Italie que lorsque la résistance aura cessé en Pologne, une amnistie sera accordée, excluant seulement les chefs du mouvement, mais il n'a donné au marquis Pepoli aucune espérance que l'Empereur accordera une constitution représentative, bien que Sa Majesté veuille persévérer dans la voie des réformes administratives déjà commencées.

Le marquis Pepoli m'a dit qu'il sera heureux de coopérer avec moi dans les représentations que je puis avoir pour instruction de faire en faveur de la Pologne, avec la réserve, toutefois, qu'il ne peut citer les stipulations du traité de Vienne, auquel son pays n'était pas partie dans sa forme actuelle, et qui est conçu au préjudice de la France et de l'Italie. Le marquis fit aussi ressortir une certaine différence entre les instructions qui lui ont été adressées et celles que j'ai reçues. Il est chargé de recommander la concession d'institutions analogues à celles accordées par Alexandre I<sup>er</sup>, et la persévérance dans la marche inaugurée par Alexandre II, tandis que je suis chargé de recommander expressément le rétablissement de la constitution de l'empereur Alexandre I<sup>er</sup>.

Je dis au marquis Pepoli que je n'étais pas à même de lui dire que le Gouvernement de Sa Majesté regardât le statut de 1815 comme la seule réalisation possible et utile des engagements des traités de Vienne. Le Gouvernement de Sa Majesté a peut-être mentionné cette constitution et exprimé une préférence en sa faveur comme ayant été approuvée par l'expérience, et comme remplissant suffisamment les stipulations des traités, mais que je présumais que le Gouvernement de Sa Majesté se contenterait d'une constitution représentative donnée au royaume de Pologne et assurant à la population des libertés substantielles et l'expression de ses sentiments nationaux. Sur ce point, d'ailleurs, je n'avais pas d'informations exactes.

J'ai, etc.

*Signé : NAPIER.*

---

**N° 151. Lord Napier au comte Russell.**

Saint-Pétersbourg, 5 avril 1863.

Mylord, le premier signal d'agitation patriotique contre la Pologne

a été donné. L'assemblée de la noblesse du Gouvernement de Saint-Pétersbourg a adopté par acclamations l'adresse à l'Empereur exprimant sa détermination de soutenir l'intégralité de l'Empire. En cas d'intervention ou de menaces venant du dehors, cet esprit se manifesterait avec une grande force. La question polonaise touche à toutes les passions nationales et religieuses du peuple russe. Les recrues dans les provinces russes se présentent avec un empressement inusité et partent sous l'impression que la guerre sainte est imminente. Je n'étais pas présent lorsque l'adresse de l'assemblée a été adoptée, mais j'ai appris qu'il y a eu une scène d'enthousiasme dans laquelle le sentiment de dévouement pour la Russie était sans doute pour le moins aussi fort que celui de dévouement pour le souverain. Ce n'est pas tant l'insurrection dans le royaume de Pologne qui excite l'indignation des Russes comme les assurances que les vues des Polonais sur les provinces frontières s'étendent même sur la ville sacrée de Kiew. Les provinces frontières sont un vieux terrain de bataille et un pays débattu entre les Polonais et les Russes; elles ne seront jamais abandonnées par la Russie sans une lutte mortelle.

J'ai, etc.

Signé : NAPIER.

Voir cette adresse et la réponse de l'Empereur, page 470 et suivantes.

#### N° 155. Lord Napier au comte Russell.

(Extrait.)

Saint-Pétersbourg, 6 avril 1863.

Le vice-chancelier m'a prié d'aller le voir cette après-midi. Son Excellence m'a donné connaissance de la dépêche qu'il a adressée au ministre de Russie à Madrid en réponse à celle qui lui a été remise par le chargé d'affaires d'Espagne<sup>1</sup>.

Je demandai au prince Gortschakoff s'il avait répondu aux représentations du Gouvernement italien : le vice-chancelier me dit que les observations verbales du marquis Pepoli avaient été si faibles et occasionnelles (*slight and occasional*), qu'il avait pu difficilement se croire appelé à y prêter grande attention. Il a observé au ministre italien que la Russie ne se mêlait point des affaires de l'Italie. Je demandai au prince Gortschakoff si le marquis Pepoli n'avait pas recommandé le rétablissement d'institutions représentatives en Pologne. Le vice-chancelier répondit que le ministre italien pouvait avoir parlé dans ce sens, mais que ses réflexions avaient un caractère bien peu officiel (*were of a very informal character*).

1. Voir cette note du 21 mars, p. 445.

**Le prince Gortschakoff à M. le prince Wolkonski,  
ministre de Russie à Madrid.**

Saint-Pétersbourg, 21 mars = 3 avril 1863.

Prince, M. le chargé d'affaires d'Espagne vient de me donner, d'ordre de son Gouvernement, communication d'une dépêche de M. le marquis de Miraflores, que vous trouverez ci-jointe en copie. En se référant à l'idée d'une démarche qui lui a été indiquée auprès du Cabinet impérial relativement à la situation actuelle de la Pologne, M. le ministre des affaires étrangères témoigne de la confiance que S. M. la reine Isabelle place dans les sentiments de notre auguste maître, les preuves qu'il en a données et les œuvres accomplies sous les auspices de sa haute sagesse.

Cette confiance aurait pu suffire pour inspirer au cabinet espagnol la certitude que S. M. l'Empereur ne renoncera pas à la marche libérale que lui trace sa sollicitude pour le repos et le bien-être de tous ses sujets, malgré les difficultés qu'on lui suscite.

Néanmoins, ce Cabinet nous a fait parvenir des vœux dictés par un sentiment d'humanité et par l'expérience qu'il a des troubles politiques.

Une voix aussi amicale que l'est celle du Gouvernement de S. M. la reine Isabelle ne saurait être accueillie par nous qu'avec la même bienveillance qui l'anime à notre égard.

Nous ne doutons pas qu'il n'ait puisé dans sa propre expérience la conviction que le premier devoir d'un gouvernement, en présence d'agitations intérieures, est de rétablir l'ordre et le respect dû à l'autorité, de garantir la sécurité des citoyens inoffensifs et de réprimer les tentatives d'une minorité turbulente pour troubler le repos public.

Ce n'est qu'après l'accomplissement de cette tâche que l'on peut donner cours à la clémence, à laquelle le cœur des souverains ne doit jamais être fermé.

Le Gouvernement de S. M. la reine Isabelle a rendu justice aux sentiments de notre auguste maître en ne doutant pas de la profonde satisfaction avec laquelle Sa Majesté exercera ce plus précieux attribut du pouvoir souverain, aussitôt qu'elle jugera possible d'y recourir sans compromettre les intérêts supérieurs de l'ordre social et le bien-être de la nation polonaise, qui ne saurait être rendue responsable de complots organisés, tolérés et encouragés hors du pays.

Vous êtes invité à donner lecture de la présente dépêche à M. le marquis de Miraflores, et à lui en laisser copie, s'il le désire, en réponse à la communication amicale qui nous a été faite par son ordre.

Recevez, etc.

*Signé : GORTSCHAKOFF.*

---



**N° 154. Lord Napier au comte Russell.**

Saint-Petersbourg, 6 avril 1863.

Mylord, le vice-chancelier m'a communiqué obligeamment cette après-midi une lettre du baron Brunow, dans laquelle Son Excellence parle de ce que font en Angleterre les Polonais et leurs partisans. Le baron Brunow dit que l'on recrute ouvertement en faveur de la cause polonaise dans les divers quartiers de Londres, et que des navires mettent à la voile dans la Mersey, un à Liverpool, un autre à Birkenhead, avec des cargaisons d'armes ostensiblement à destination de l'Amérique, mais en réalité pour la Baltique. Les recrues polonaises sont concentrées à Gravesend. Le baron Brunow donne aussi au vice-chancelier les noms de plusieurs gentlemens anglais qui se sont formés en comité en faveur du mouvement polonais. Ces gentlemens, d'ailleurs, ne me paraissent pas être un corps très-influent. Le prince Gortschakoff n'a pu m'informer du départ réel des ports anglais, dans cette aventure hostile, que d'un seul navire, du *Ward Jackson*, qui est maintenant retenu en Suède. Son Excellence observa qu'il aurait cru que le Gouvernement de Sa Majesté pourrait sûrement intervenir avec plus d'énergie pour empêcher le recrutement, mais il n'exprime ni ressentiment, ni impatience à ce sujet, ne perdant sans doute pas de vue les décisions et l'impartialité inexorables de nos lois.

J'ai, etc.

Signé : NAPIER.

**155. Lord Napier à lord Russell.**

Saint-Petersbourg, 6 avril 1863.

Mylord, j'ai fait la remarque, cette après-midi, au prince Gortschakoff qu'il me serait très-agréable de pouvoir envoyer au Gouvernement de Sa Majesté quelque communication conciliante touchant les desseins du Gouvernement impérial à l'égard de la Pologne. J'avais entendu de l'Ambassadeur français que le recrutement militaire avait été abandonné, mais je n'avais pas d'autorité formelle sur ce point, et le duc de Montebello ne paraissait pas savoir exactement sur quoi se fondait cette croyance. Le vice-chancelier répondit qu'il ne pouvait répondre d'une manière catégorique aux demandes des ministres étrangers à ce sujet; qu'une réponse avait déjà été faite en suite des communications du Gouvernement de Sa Majesté, et que je connaissais d'une manière générale, par elle et par d'autres sources, quelles étaient les bienveillantes intentions de l'Empereur. Le vice-chancelier ajouta, quant au recrutement, qu'il était fini. L'ordonnance de recrutement

portait qu'il devait être exécuté de telle date à telle autre ; la période était écoulée, et il n'y avait pas de raison pour lever davantage d'hommes, et, en fait, aucun n'avait été levé.

Je demandai au prince Gortschakoff si je serais fondé à dire à Votre Seigneurie que la période de recrutement ne serait ni étendue ni renouvelée, et qu'il ne serait pas levé plus d'hommes en vertu de cet acte (*enactment*). La réponse du vice-chancelier ne fut pas formelle. Il ne put dire que le Gouvernement eût pris une résolution quelconque à ce sujet, mais il m'a laissé sous l'impression qu'on n'avait pas l'intention de pousser le système plus loin, et que la loi de 1859, ou quelque autre analogue, servirait dans la suite de règle à la conscription militaire en Pologne. Le vice-chancelier m'informa qu'on avait reçu par le télégraphe la nouvelle de l'arrivée du comte de Berg à Varsovie.

J'ai, etc.

Signé : NAPIER.

#### PIÈCES OFFICIELLES ANNEXÉES AUX DÉPÊCHES QUI PRÉCÈDENT.

##### ANNEXE 1.

Extrait du *Journal de Saint-Petersbourg*, du 4 avril 1863.

Par un Oukase du 19/31 mars courant, adressé au Sénat dirigeant, Sa Majesté l'Empereur a daigné ordonner qu'en cas d'absence momentanée de S. A. I. le Grand Duc Constantin Nicolaiévitch, le général d'infanterie, aide de camp général comte Berg, nommé adjoint de Son Altesse Impériale comme commandant en chef des troupes dans le royaume de Pologne, assumera tous les devoirs incombant à Son Altesse Impériale comme Namiestnik du Royaume.

##### ANNEXE 2.

**Règlement concernant la mise sous séquestre des biens des individus impliqués dans les désordres dont les gouvernements limitrophes du royaume de Pologne ont été le théâtre et pour la gestion de ces biens<sup>1</sup>.**

§ 1<sup>er</sup>. La complicité aux désordres qui ont éclaté dans quelques parties des Gouvernements de l'ouest entraîne une responsabilité dont

1. Le règlement ci-dessus a été promulgué par un ukase du Sénat dirigeant, présenté par ordre de l'Empereur au comité des ministres par le Ministre de l'intérieur, et sanctionné par l'Empereur le 15 mars. (Extrait du *Journal de Saint-Petersbourg*, du 5 avril.)

les effets s'étendent sur les personnes comme sur les biens des coupables.

§ 2. Les biens des personnes qui ont pris part aux désordres sont mis sous séquestre, à la diligence de l'Autorité locale supérieure, afin de garantir la responsabilité matérielle encourue par elles.

§ 3. Peuvent être placés sous séquestre les biens appartenant à l'individu complice des désordres et qui se trouvent dans l'Empire, tels que : immeubles de toute nature, biens meubles et capitaux en billets de la Banque, actions et obligations non exemptées du séquestre par des dispositions positives des lois générales, ainsi qu'en argent comptant et en titres de créances.

§ 4. Peuvent être également placés sous séquestre les biens de toute nature dont l'individu complice des désordres jouit à titre d'usufruitier, temporaire ou viager, en vertu d'actes ou de documents quelconques.

§ 5. Les biens séquestrés sont mis à la disposition de la Chambre locale des domaines de l'Empire.

§ 6. Les maisons situées dans les villes et placées sous séquestre peuvent être confiées à l'Administration de la municipalité locale.

§ 7. La remise du bien séquestré et de tous les titres qui s'y rapportent à la personne chargée de l'administration du séquestre est faite par un fonctionnaire de la police locale ou tout autre, à la nomination de l'Autorité supérieure de la province, d'après un inventaire dressé sur papier libre, en présence de deux témoins dignes de foi. Il est loisible au propriétaire, aux membres de sa famille qui se trouvent sur les lieux, ou au gérant du bien, d'assister à cette remise.

§ 8. On n'inscrit point dans l'inventaire les objets que les lois générales permettent de laisser à la disposition des débiteurs en faillite lorsque l'on dresse inventaire de leurs effets mobiliers.

§ 9. Les biens d'un individu complice des désordres, qu'il possède par indivis avec d'autres, sont laissés à l'administration des autres copropriétaires non impliqués dans les désordres ; toutefois, dans cette occurrence, le fonctionnaire chargé de faire la remise du bien, de concert avec celui qui a mission de le recevoir, vérifient exactement le revenu que produit le bien, et exigent des copropriétaires entre les mains de qui la gestion en est laissée, l'engagement écrit de verser à la Chambre des domaines de l'Empire, à l'expiration de chaque trimestre, la part des revenus à laquelle aurait droit le complice des désordres.

§ 10. Les biens ci-dessus, tenus à bail par des fermiers non impliqués dans les désordres, en vertu des contrats non sujets à litige et conclus avant la sanction du présent règlement, seront laissés entre les mains de ces fermiers ; mais ces derniers prendront l'engagement

par écrit de verser à la Chambre des domaines de l'Empire le prix de leurs fermages aux échéances fixées par les baux.

§ 11. Le Ministre des domaines de l'Empire munira les Chambres placées sous son autorité d'une instruction détaillée sur tout ce qui concerne l'administration économique des biens séquestrés et la comptabilité de cette administration.

§ 12. Toutes les dépenses de l'administration des biens séquestrés seront imputées sur leurs revenus.

§ 13. Les revenus produits par un bien séquestré servent à effectuer à leur échéance tous les paiements dus pour emprunts aux établissements de crédit et au capital provenant des Jésuites, de même que pour les redevances à l'État et les redevances provinciales, et à satisfaire à toutes les créances particulières basées sur des titres légaux certains délivrés avant la sanction du présent règlement.

§ 14. Défalcation faite de tous les paiements et des dépenses d'administration du bien, nécessaires et autorisées par le présent règlement, le reliquat des revenus est transmis à la banque de l'État ou à ses succursales, pour y être placé à intérêt.

§ 15. Le propriétaire et sa famille quittent le bien séquestré; toutefois, si les membres de sa famille n'ont pas participé aux désordres et que, ne possédant pas de propriétés distinctes, ils manquent de moyens d'existence, l'Autorité locale supérieure pourra leur faire donner, pour leur entretien, une partie du revenu net restant après défalcation de tous les paiements et dépenses incombant au bien et autorisées par le présent règlement.

§ 16. Le séquestre sera maintenu jusqu'aux dispositions à intervenir après la répression définitive des désordres; toutefois, si, avant cette époque, il était reconnu que l'imputation de complicité aux désordres élevée à l'égard du propriétaire du bien séquestré n'était pas fondée, le séquestre sera immédiatement levé à la diligence de l'Autorité locale supérieure, et le bien sera rendu au propriétaire avec tous ses revenus, défalcation faite des paiements et dépenses effectués en vertu du présent règlement.

---

#### ANNEXE 3.

Extrait du *Journal de Saint-Petersbourg*, du 7 avril 1863.

**Adresse à Sa Majesté l'Empereur, votée à l'unanimité par l'Assemblée de la noblesse du gouvernement de Saint-Petersbourg, dans sa séance du 22 mars 1863.**

Très-gracieux Souverain,  
La noblesse du Gouvernement de Saint-Petersbourg, inspirée par



son dévouement séculaire au trône et à la patrie, considère comme un devoir sacré d'exprimer solennellement à Votre Majesté les sentiments qui l'animent.

Les prétentions au patrimoine de la Russie, provoquées par les troubles de Pologne excitent notre douleur et notre indignation.

Nos envieux se flattent de l'espoir que l'ère des réformes, inaugurée par Votre Majesté pour le bonheur et la prospérité de l'État, sera favorable aux projets qu'ils forment contre l'intégrité de l'Empire.

Leur attente sera déçue.

La noblesse, qui s'est toujours signalée par son dévouement et son abnégation, indissolublement unie à toutes les classes de la nation, ne reculera devant aucun effort ni devant aucun sacrifice pour défendre, avec une inébranlable fermeté, les territoires de l'Empire.

Les ennemis de la Russie apprendront qu'il vit encore en nous ce puissant esprit de nos ancêtres qui a créé l'unité politique de notre patrie bien-aimée.

---

La session de l'assemblée de la noblesse du Gouvernement de Saint-Petersbourg a été close par le discours suivant de Son Altesse le prince Italinsky, comte Souvorow-Rymnisky :

Messieurs,

« J'apprends que la noblesse du Gouvernement de Saint-Petersbourg a terminé la série de ses travaux par un acte solennel dans lequel elle a exprimé à Sa Majesté l'Empereur ses sentiments de fidélité et l'empressement qu'elle mettrait à répondre, si les circonstances l'exigeaient, au premier appel de notre auguste maître pour la défense des droits sacrés qui garantissent l'intégrité de l'Empire.

« Cette voix, qui devait avant tout retentir dans la capitale, parviendra jusqu'aux confins les plus reculés de notre pays, et y réveillera l'écho d'une sympathie et d'un enthousiasme unanimes.

« Je ne toucherai pas, messieurs, aux questions importantes qui ont formé l'objet de vos délibérations pendant la période de votre session; je ne m'arrête qu'à l'événement le plus éclatant, accompli dans l'enceinte de votre assemblée, que je déclare close et dont j'emporte le souvenir le plus satisfaisant. »

---

Extrait du *Journal de Saint-Petersbourg* du 10 avril 1862.

Le 26 mars, à midi et demi, Sa Majesté l'Empereur a daigné recevoir au Palais d'hiver la députation chargée de lui soumettre l'ex-

pression des sentiments de fidélité de la noblesse de Saint-Pétersbourg.

Sa Majesté, visiblement émue, après avoir honoré de quelques paroles chacun des membres de la députation, a daigné leur dire ce qui suit :

« Je vous remercie de cette adresse. Elle m'a procuré, dans les circonstances actuelles, un moment des plus agréables et des plus consolants. Comme gentilhomme, je partage entièrement ces sentiments, et je suis persuadé qu'ils vous sont communs avec toute la noblesse russe.

« J'espère que vous transmettez à vos enfants les mêmes sentiments dont vous m'avez réjoui.

« Je comprends l'amour de la patrie tel que vous l'avez exprimé. Depuis des siècles il a constitué la force la Russie : de génération en génération il restera le gage certain de sa puissance.

« Je vous remercie encore une fois, et je vous prie de faire part à la noblesse de ma sincère reconnaissance. »

---

#### N<sup>o</sup> 163. Lord Napier au comte Russell.

Saint-Pétersbourg, 15 avril 1863.

Mylord, après que l'Adresse de l'assemblée de la noblesse du Gouvernement de Saint-Pétersbourg eut donné le signal, le mouvement antipolonais a été relevé par la municipalité de Saint-Pétersbourg. Un meeting de bourgeois a été convoqué, dans lequel a régné une grande fermentation, et où la population s'est montrée disposée de cœur à offrir au Czar, à l'Église et au pays sa vie et ses biens à la condition qu'aucune concession ne serait faite aux Polonais. Le soin de rédiger une Adresse a été remis à la prudence d'un comité, et le résultat des délibérations de ce dernier est consigné dans le document qui suit, lequel ne manque pas de mesure, mais conserve quelque chose de la ferveur fanatique qui est naturelle aux classes inférieures en Russie. On s'attend à ce que la contagion du patriotisme s'étendra sur tout l'Empire, et à ce que les diverses corporations officielles et populaires rivaliseront ensemble dans les offres de services qu'elles mettront aux pieds de l'Empereur. Les principaux journaux de Moscou sont fortement animés de sentiments nationaux et plaident avec véhémence la cause de la Russie contre l'agression polonaise (comme il leur semble) et contre l'intervention étrangère.

---

## ANNEXE AU N° 163.

Extrait du *Journal de Saint-Petersbourg* du 15 avril 1863.

La municipalité de Saint-Petersbourg a été admise à l'honneur de présenter à Sa Majesté l'Empereur l'expression suivante de ses sentiments de fidélité :

Très-gracieux Souverain,

« En célébrant le grand jour de la résurrection du Christ, la Russie tout entière, et avec elle ta fidèle capitale, se souviennent avec joie que cette fête solennelle a été aussi l'anniversaire du jour où la Providence a donné la vie au monarque qui préside glorieusement aux destinées de la patrie et nous guide dans la voie du bien public.

« Nous, citoyens de Saint-Petersbourg, adressant nos prières au Très-Haut pour la prolongation de ton règne bienfaisant, nous éprouvons plus que jamais le besoin d'épancher devant toi les sentiments qui nous animent.

« Des ennemis, envieux des progrès de la Russie, et ne voyant dans le réveil des forces sociales que la fermentation d'éléments subversifs, ont conçu le projet de porter atteinte à l'intégrité et à l'indivisibilité de l'Empire russe. Ils songent à la possibilité d'en arracher des provinces, antique berceau de l'orthodoxie russe, et qui ont été réintégrées dans l'ensemble de notre patrie, au prix de torrents de sang russe.

« Nous, citoyens de Saint-Petersbourg, sommes convaincus que toute tentative contre l'intégrité de l'Empire est une atteinte à l'existence de la Russie, au sein de laquelle le sentiment de l'honneur national et de l'amour envers le Souverain est plus vivace que jamais.

« Nous ne répondons pas à nos ennemis par la haine et une soif de vengeance; mais s'il plait à la Providence de mettre la Russie à l'épreuve, nous ne reculerons devant aucun sacrifice; nous lèverons l'étendard pour le Czar et la patrie, et nous marcherons partout où nous conduira ta volonté souveraine. »

L'original est signé, au nom de la municipalité de Saint-Petersbourg, par le golova (le maire), les anciens et leurs adjoints.

---

N° 160. Lord Napier au comte Russell.

Saint-Petersbourg, le 12 avril 1863.

Mylord, le *Journal officiel* de ce matin contient le manifeste ci-inclus, offrant un libre pardon à tous ceux qui se sont trouvés mêlés dans la récente insurrection de Pologne, sauf ceux qui continueront à porter

les armes après le 1<sup>er</sup> mai. Les seules exceptions spécifiées sont les personnes coupables d'autres crimes ou celles qui ont trahi leurs devoirs militaires.

Le maintien des institutions récemment accordées à la Pologne est promis dans toute son intégrité, et l'Empereur se réserve le droit de développer ces institutions d'une manière conforme aux besoins de l'époque et du pays.

Un ukase distinct offre une amnistie semblable aux personnes engagées dans les désordres qui ont lieu dans les Gouvernements occidentaux de la Russie. De la phraséologie de ce décret on peut élever quelques doutes si l'amnistie proposée s'étend à ceux qui sont déjà entre les mains de la justice, ou si elle se borne à ceux qui ont encore les armes à la main, et qui les déposeront avant l'expiration du terme de grâce. Un de mes collègues m'informe cependant qu'il tient d'une autorité compétente que l'amnistie s'appliquera aux deux classes.

Le manifeste impérial est conçu dans ce ton d'humanité et de clémence qui est propre au caractère de l'Empereur; il porte cette tournure religieuse qui est familière aux documents d'Etat russes; le sens s'accorde sans aucun doute avec les intérêts du Cabinet impérial et les vœux du Gouvernement de Sa Majesté. Nous devons regretter de voir attribuer le mécontentement de la Pologne aux instigations des agents révolutionnaires étrangers ou exilés, affirmation qui ne peut être sincère même de la part des Russes les plus zélés; nous regrettons ainsi qu'il n'y soit pas fait mention du recrutement militaire, cause immédiate du soulèvement. Le Gouvernement russe aurait pu avec avantage montrer plus de sincérité; il aurait pu avouer la faute qu'il avait commise et promettre un remède pour l'avenir.

Cet acte de merci a été fort à propos promulgué le jour de Pâques. Je ne suis pas dans le cas de dire avec confiance qu'il n'est pas dû à l'attente d'une intervention étrangère. Je suis porté à croire qu'il a été accéléré par cette forte crainte; mais je dois ajouter aussi qu'il s'accorde parfaitement avec la politique et les dispositions bienveillantes du Souverain.

J'ai l'honneur, etc.,

*Signé : NAPIER.*

---

ANNEXE.

**Décret d'amnistie du 12 avril.**

Manifeste impérial.

Dès la première nouvelle des désordres survenus dans le royaume de Pologne. Nous avons suivi l'impulsion de Notre cœur en déclai-



rant que nous ne rendions pas la nation polonaise responsable d'une agitation funeste surtout à elle-même. Nous ne l'avons attribuée qu'aux excitations préparées depuis longtemps hors du pays par quelques individus auxquels de longues années d'une vie errante ont fait contracter des habitudes de désordre, de violence et de complots ténébreux qui ont perverti chez eux les sentiments élevés d'amour pour l'humanité et même inspiré la pensée de souiller par le crime l'honneur national.

Ces manifestations d'un autre âge, depuis longtemps condamnées par les arrêts de l'histoire, ne s'accordent plus avec l'esprit de notre époque. La génération actuelle doit avoir pour but de fonder le bien-être du pays, non par des torrents de sang, mais par la voie du progrès pacifique.

C'est le but que Nous Nous sommes tracé, lorsque confiant dans la protection divine, Nous avons fait devant Dieu et Notre conscience le serment de consacrer Notre vie au bonheur de Nos peuples.

Mais pour accomplir dans toute son étendue ce serment qui Nous demeurera toujours sacré, Nous avons besoin de l'assistance de tous les hommes de bien sincèrement dévoués à leur patrie et qui placent leur dévouement non dans des calculs intéressés ou des tentatives criminelles, mais dans le maintien du repos public, sous la sauvegarde des lois.

Dans Notre sollicitude pour l'avenir du pays, Nous sommes prêts à vouer à l'oubli tous les actes passés de rébellion. En conséquence, disirant ardemment mettre un terme à une effusion de sang aussi stérile pour les uns qu'elle est pénible pour les autres, Nous accordons un pardon entier à tous ceux de Nos sujets du royaume impliqués dans les derniers troubles, qui n'auraient point encouru de responsabilité pour d'autres crimes ou des délits commis au service dans les rangs de Notre armée, et qui avant le 1<sup>er</sup> (13) mai déposeront les armes et rentreront dans l'obéissance.

C'est sur Nous que repose l'obligation de préserver le pays du retour de ces agitations désordonnées et d'ouvrir une ère nouvelle à sa vie politique. Elle ne peut s'inaugurer que par une organisation rationnelle de l'autonomie administrative locale, comme fondement de tout l'édifice.

Nous en avons posé les bases dans les institutions octroyées par nous au royaume; mais à Notre sincère regret, le résultat n'a pas encore pu en être soumis à l'épreuve de l'expérience, par suite des instigations qui ont substitué des entraînements chimériques aux conditions d'ordre public sans lesquelles nulle réforme n'est possible.

En maintenant encore aujourd'hui ces institutions dans leur intégrité, Nous Nous réservons, lorsqu'elles auront été éprouvées dans

la pratique, de procéder à leur développement ultérieur selon les besoins du temps et ceux du pays. Ce n'est que par la confiance qu'il témoignera dans Nos intentions que le royaume de Pologne pourra effacer les traces des malheurs actuels et marcher sûrement vers le but que Notre sollicitude lui assigne. Nous invoquons l'assistance divine afin qu'il Nous soit donné d'accomplir ce que Nous avons toujours considéré comme Notre mission.

*Signé : ALEXANDRE.*

Saint-Pétersbourg, le 31 mars 1863.

---

**Oukase du 12 avril étendant l'amnistie aux Polonais des provinces non comprises dans le royaume de Pologne.**

Oukase de Sa Majesté l'Empereur, adressé au sénat dirigeant,  
en date du 31 mars 1863.

La rébellion depuis longtemps préparée sous main, et qui a enfin éclaté dans le royaume de Pologne, a entraîné également des désordres dans quelques parties des provinces occidentales de l'empire. Les meneurs secrets du mouvement excité contre Notre gouvernement, s'opposant obstinément à la réalisation de Nos intentions bienveillantes pour l'organisation des affaires du royaume, se sont efforcés d'accroître les difficultés que Nous rencontrions dans cette tâche, en élargissant le cercle de leurs entreprises criminelles et de leur pernicieuse influence. Dans ces vues, ils avaient depuis longtemps cherché à ébranler les sentiments de dévouement envers Nous de Nos fidèles sujets des gouvernements de l'ouest. Ils ont employé à cet effet les mêmes moyens qui, dans les limites du royaume, ont eu des suites déplorables quoique incomplètes. Enfin, des bandes armées ont pénétré dans les frontières de l'empire, afin de propager dans les contrées de l'ouest les troubles que n'avaient pu exciter ni les tentatives des émissaires de la révolution ni leurs appels clandestins à la révolte. Nos troupes ont dispersé les bandes qui se sont montrées dans les gouvernements limitrophes du royaume de Pologne. Leurs débris sont poursuivis dans les bois où ils ont cherché refuge. Cependant, malgré la folie d'une lutte sans espoir, les chefs continuent à consacrer tous leurs efforts afin d'entraîner les populations paisibles, et emploient dans ce but tantôt les promesses, tantôt les menaces et même la violence.

Ceux des habitants des gouvernements de l'ouest qui se sont réunis aux bandes rebelles et qui ont été pris par Nos troupes, ou ceux dont la participation à la révolte a été constatée par tout autre moyen, sont livrés à la justice.

Mais Nous savons que tous ne sont pas également coupables, et Nous désirons leur donner les moyens de profiter de Nos sentiments de clémence souveraine.

A cet effet, nous ordonnons que les autorités supérieures soient chargées de déclarer, dans les limites des localités qui leur sont confiées, que Nous accordons un pardon entier et complet à tous les habitants des gouvernements de l'ouest impliqués dans ces désordres qui, n'ayant pas encouru de responsabilité pour d'autres crimes, rentreront dans l'obéissance avant le 1<sup>er</sup> mai prochain.

Nous conservons l'espoir que cette faveur souveraine sera justement appréciée par les habitants bien pensants, et que de leur côté, ils continueront de concourir au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique, fermement convaincus que de cette condition dépend la réalisation des plans que depuis le commencement de Notre règne Nous avons conçus dans la pensée d'étendre les droits octroyés à tous nos fidèles sujets et d'élargir progressivement la sphère d'activité tracée aux diverses institutions locales de Notre empire.

Le Sénat dirigeant est chargé de prendre les dispositions nécessaires en exécution du présent oukase.

*Signé*: ALEXANDRE.

Saint-Pétersbourg, le 31 mars 1863.

---

**N° 147. Le comte Cowley au comte Russell.**

*(Extrait.)*

Paris, 14 avril 1863.

J'ai été voir hier M. Drouyn de Lhuys pour être mis au fait de deux points : le premier, si la nouvelle que le Gouvernement russe avait promis une amnistie aux Polonais qui feraient leur soumission avant le 1<sup>er</sup> mai (ancien style), avec l'assurance que l'Empereur maintiendrait les nouvelles institutions qu'il avait dernièrement accordées à la Pologne, avait modifié l'opinion du Gouvernement français quant à la transmission à Saint-Pétersbourg des trois dépêches des cabinets britannique, français et autrichien ; le second, si une communication quelconque avait été faite de Vienne à Son Excellence requérant que les trois notes à adresser au prince Gostchakoff par les représentants de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie, et renfermant des copies desdites dépêches, seraient écrites à la première personne au lieu de l'être à la troisième, comme cela avait été originairement convenu.

Quant au premier point, M. Drouyn de Lhuys dit que la promesse d'une amnistie n'était en aucune façon nouvelle, que l'Empereur de Russie avait déclaré dès le début qu'il en accorderait une dès que les

circstances le permettraient, mais qu'il était à remarquer que le jour même où l'ukase d'amnistie avait été signé, il en avait paru un autre à Saint-Petersbourg mettant sous séquestre les biens de ceux qui s'étaient joints à l'insurrection. Quant aux nouvelles institutions qui devaient être maintenues, Son Excellence devait observer que c'était justement sous le régime de ces institutions qu'avait été accompli l'acte nuisible de la conscription qui avait amené l'insurrection actuelle. Par conséquent il n'y avait rien dans ces promesses qui, selon lui, rendit la transmission des trois dépêches moins désirable qu'auparavant.

Quant aux changements suggérés par le comte de Rechberg dans la note de transmission, M. Drouyn de Lhuys me dit qu'il n'en avait pas entendu parler, mais que c'était la même chose pour lui que la note fût écrite à la première ou à la troisième personne.

Plus tard, dans la journée, Son Excellence m'écrivit qu'il avait appris du duc de Grammont le désir du comte de Rechberg, et qu'il avait par conséquent autorisé le duc de Montebello à adopter la formule du chargé d'affaire autrichien.

---

Le 14 avril (N<sup>o</sup> 158), lord Bloomfield écrit de Londres au comte Russell, que la participation des étrangers au mouvement polonais a attiré l'attention sérieuse des autorités autrichiennes et du Gouvernement de la Gallicie, et il envoie les pièces suivantes émanant des autorités autrichiennes.

---

#### ANNEXE I.

##### **Circulaire adressée par le gouverneur de la Gallicie aux chefs de districts.**

Le passage des détachements se rendant en Pologne dans le but de prendre part à l'insurrection ayant de nouveau commencé, je ne puis assez vous recommander, monsieur, d'y apporter une opposition active. En conséquence, les autorités locales doivent être renforcées, en leur enjoignant de faire immédiatement savoir aux autorités supérieures par des courriers extraordinaires, expédiés en poste dès que des détachements plus considérables auront apparu, même s'il n'y avait qu'une plus grande affluence de voyageurs. Ensuite, ces autorités locales sont tenues d'arrêter ces détachements soit pendant le trajet, soit aux stations, tout en y mettant toute la prudence voulue. En outre, si elles n'y parvenaient pas, elles ont le droit de faire appel aux popu-



lations rurales, en réclamant leur aide et assistance pour arrêter le passage de ces détachements.

En y mettant le zèle et la prudence voulus, les autorités locales ne manqueront pas d'atteindre le but proposé en exécution des présentes instructions.

Lemberg, ce 6 avril 1863.

*Signé* : MENSITORFF POULLY.

---

ANNEXE 2.

**Avis du gouverneur de la Gallicie.**

Des étrangers sont très-occupés ici, avec un zèle croissant en faveur de l'insurrection dans la Pologne russe, à recruter des hommes, à réunir de l'argent et à fournir d'autres moyens de résistance. Les sujets autrichiens prennent trop de part à ces manœuvres, soit en assistant activement ses émissaires dans la révolution, soit en envoyant, si toutefois ils ne s'engagent pas eux-mêmes, des secours importants aux insurgés.

Le Gouvernement de la province trouvant que l'avis publié le 15 mars dernier n'a pas été généralement observé, impose maintenant à ses agents le devoir de mettre un terme à ces procédés illégaux par tous les moyens à leur disposition et de faire usage de la loi avec une extrême rigueur, afin de préserver la population et le pays de sacrifices inutiles.

8 avril 1863.

MENSITORFF POULLY.

---

Le 17 avril (N° 164), lord Napier rend compte à lord Russell de la remise des trois Notes qui ont été communiquées le même jour, le prince Gortschakoff ayant accordé trois audiences successives aux représentants des trois cabinets. Le duc de Montébello a été reçu le premier, et le vice-chancelier lui a dit qu'il prendrait les ordres de l'Empereur. Lord Napier fut reçu ensuite à onze heures et demie, et enfin le comte de Thun, auxquels il fut fait la même réponse.

---

Le même jour (N° 165), lord Napier écrit au comte Russell que, sans avoir des informations particulières sur l'état de l'insurrection dans les provinces frontalières de la Russie, il juge cependant convenable de dire que les rapports publiés dans les journaux anglais et ceux du continent sur l'insurrection que l'on dit exister en Lithuanie, en Samogitie et même en Courlande sont absurdement exagérés. Le che-

min de fer de Varsovie et de la frontière prussienne qui traverse le cœur de cette prétendue révolution n'a pas été arrêté pendant une seule heure dans cette dernière quinzaine.

---

**N° 166. Lord Cowley au comte Russell.**

Paris, le 21 avril 1863.

Mylord, M. Drouyn de Lhuys a envoyé une copie de la dépêche française sur les affaires de Pologne à tous les représentants de la France en Europe, en priant chacun d'eux d'inviter le Gouvernement auprès duquel il est accrédité, de faire connaître à Saint-Pétersbourg son approbation de la démarche faite par la Grande-Bretagne, la France et l'Autriche. Son Excellence m'a observé, cette après-midi, qu'elle espérait que le Gouvernement de Sa Majesté suivrait la même marche, parce que plus la pression étrangère exercée sur la Russie serait grande, plus grande aussi serait la probabilité que le Gouvernement russe fût amené à donner quelque satisfaction réelle à la Pologne. M. Drouyn de Lhuys m'informa de plus qu'il avait adressé une dépêche au duc de Montebello s'exprimant sur l'offre d'une amnistie faite par l'Empereur de Russie, dans les termes dans lesquels il m'en avait parlé, et que j'ai rapportés à Votre Seigneurie dans ma dépêche du 14 courant. Je dis à M. Drouyn de Lhuys que Votre Seigneurie partageait son opinion dans cette affaire.

J'ai, etc.

*Signé : COWLEY.*

---

**N° 167. Le comte Russell au comte Cowley.**

Foreign-Office, le 22 avril 1863.

Mylord, En réponse à votre dépêche d'hier, je vous apprends que les Représentants de Sa Majesté auprès des diverses Cours de l'Europe, recevront l'ordre de communiquer aux Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités, une copie de ma dépêche du 10 avril sur les affaires de Pologne, adressée à l'Ambassadeur de Sa Majesté, à Saint-Pétersbourg et de les requérir, de donner des instructions semblables à leurs Représentants respectifs auprès de la Cour de Russie.

J'ai, etc.

*Signé : RUSSELL.*

---

**N° 168. Circulaire adressée aux ambassadeurs et ministres de Sa Majesté auprès de toutes les cours de l'Europe, excepté auprès des cours de Paris, de Saint-Petersbourg et de Vienne.**

Foreign-Office, 22 avril 1862.

Je vous transmets par les présentes une copie de la dépêche que j'ai adressée le 10 courant à l'Ambassadeur de Sa Majesté auprès la cour de Russie, avec l'ordre de la communiquer au Cabinet de Saint-Petersbourg, au sujet des affaires de Pologne.

Vous communiquerez une copie de cette dépêche au Gouvernement, auprès duquel vous êtes accrédité et vous l'inviterez à faire une communication, ayant une tendance semblable au Gouvernement russe.

J'apprends de lord Cowley, que votre collègue de France a pour instruction de communiquer en l'accompagnant de la même demande, copie de la dépêche sur le même sujet une qui a été adressée par M. Drouyn de Lhuys à l'Ambassadeur français, à Saint-Petersbourg.

J'ai, etc.

*Signé : RUSSELL.*

---

**N° 170. Le comte Russell à lord Napier.**

Foreign-Office, le 24 avril 1863.

J'ai reçu et soumis à la Reine la dépêche de Votre Excellence, en date du 12, contenant une copie d'un Manifeste relatif aux affaires polonaises, publié par l'Empereur de Russie, le 31 mars (12 avril).

Le Gouvernement de Sa Majesté a très-soigneusement examiné la teneur de ce document, dans l'espoir d'y découvrir le germe du rétablissement de la paix, et d'un bon Gouvernement pour la Pologne.

J'ai à vous faire les observations suivantes qui sont le résultat de nos délibérations :

Une amnistie peut servir de base à la paix en deux circonstances :

1° Si les insurgés ont été complètement battus et n'attendent qu'une promesse de pardon qui leur permette de revenir dans leurs foyers;

2° Si l'acte d'amnistie promet de faire droit aux griefs qui ont donné lieu à l'insurrection, et d'y faire droit si amplement, que les insurgés soient amenés à croire que leur but est atteint.

Il est évident que la première de ces deux hypothèses n'est pas applicable à l'insurrection actuelle.

Cette insurrection n'est pas vaincue; elle est au contraire plus générale qu'il y a quelques semaines.

Examinons donc l'amnistie par rapport à la seconde de ces hypothèses. L'Empereur, se référant aux institutions qu'il a octroyées au royaume de Pologne, dit :

« En maintenant encore aujourd'hui ces institutions dans leur intégrité, nous nous réservons, lorsqu'elles auront été éprouvées dans la pratique, de procéder à leur développement ultérieur selon les besoins du temps et ceux du pays. »

Cette promesse ne peut guère satisfaire les Polonais, car il faut observer, en ce qui concerne les institutions déjà accordées, que c'est sous l'empire de ces institutions que 2 000 jeunes gens ont été arbitrairement saisis pendant la nuit et condamnés à servir comme soldats dans l'armée russe, au mépris de la justice, et même en violation de la loi encore si récente de 1859. Ainsi, il est évident qu'aucune sécurité n'est obtenue par la soumission à ces mêmes lois. Ces institutions étant en pleine vigueur, des hommes innocents peuvent être emprisonnés comme criminels, ou condamnés à servir comme soldats, ou exilés dans des contrées lointaines, sans jugement, sans publicité, sans garantie quelconque.

Quant à la promesse pour l'avenir, il faut observer qu'on la fait dépendre du résultat pratique de ces institutions et du besoin du temps et du pays.

La première de ces conditions suffit pour détruire tout espoir raisonnable de voir cette promesse accomplie. Car le résultat pratique des institutions accordées dépend de la coopération des Polonais grands propriétaires, et appartenant aux classes élevées, comme membres du Conseil d'État et aussi des assemblées provinciales et municipales. Mais la conduite récente du Gouvernement russe en Pologne lui a enlevé la confiance de tous les Polonais, et a forcé les Polonais qui exerçaient des fonctions dans ces corps et assemblées à se retirer.

Il manque donc à ce Manifeste impérial les premiers éléments de succès, à savoir, d'une part une garantie pouvant donner de la sécurité, et d'autre part le sentiment de la confiance.

Dans une dépêche de lord Durham, alors ambassadeur à Saint-Pétersbourg, en date d'août 1832, lord Durham écrivait : « Il y a depuis longtemps de la jalousie et même de la haine entre les Russes et les Polonais. » Le Gouvernement de Sa Majesté espérait que l'Empereur actuel, en élevant la position sociale de ses sujets russes et en assurant la liberté politique de ses sujets polonais, parviendrait à les unir tous par un lien de loyal attachement au trône.

Cet espoir a été malheureusement déçu, et c'est avec regret que le Gouvernement de Sa Majesté remarque que les sentiments de haine entre les Russes et les Polonais ne se sont pas adoucis ni modifiés



pendant un laps de trente ans. La présente amnistie ne paraît pas devoir diminuer l'intensité de l'insurrection, ni donner de garanties solides aux patriotes polonais les plus modérés.

J'ai, etc.

*Signé* : RUSSELL.

---

**Le prince Gortschakoff au baron de Budberg, à Paris.**

Saint-Pétersbourg, le 14 = 26 janvier 1863.

Monsieur le baron,

Dans la matinée du 5 17 avril, M. l'Ambassadeur de France m'a donné communication d'une dépêche de M. Drouyn de Lhuys relative à la situation du royaume de Pologne.

Je transmets à Votre Excellence copie de cette pièce, que j'ai aussitôt placée sous les yeux de l'Empereur.

Notre auguste maître y a puisé la conviction que les vues exprimées au nom de l'empereur Napoléon s'accordent entièrement avec celles qui l'animent.

Le Gouvernement français témoigne à l'égard des tristes événements du royaume de Pologne des sentiments qui ne peuvent être étrangers à aucun gouvernement ami de l'humanité. Il ne saurait douter un instant de la profonde affliction que cet état de choses fait éprouver à notre auguste maître, de la vive sollicitude qu'il inspire à Sa Majesté, ni du désir ardent qu'elle a de pouvoir en hâter le terme.

Le Gouvernement français signale le contre-coup que ces agitations exercent sur les États voisins et l'anxiété qu'elles font naître dans le reste de l'Europe.

Notre auguste maître admet le juste intérêt que les puissances limitrophes et celles qui ont concouru à régler le sort de l'Europe doivent naturellement vouer à toutes les complications qui pourraient tendre à le troubler.

Mais l'intérêt que la Russie prend à des événements qui la touchent de si près ne saurait assurément être moins profond, ni son désir de ramener la tranquillité dans le royaume et la sécurité en Europe moins vif et moins sincère.

Le Gouvernement de l'empereur Napoléon témoigne enfin une confiance dans les dispositions libérales de notre auguste maître et s'inspire d'un sentiment de réserve que Sa Majesté apprécie, lorsqu'il nous signale en terminant l'opportunité d'aviser aux moyens de placer la Pologne dans les conditions d'une paix durable.

Rien ne saurait mieux répondre aux vœux de l'Empereur.

Mais c'est précisément sur le choix des moyens qui peuvent conduire à ce résultat qu'il serait désirable de s'entendre.

M. le ministre des affaires étrangères de France constate la profondeur du mal et l'impuissance des combinaisons imaginées jusqu'ici pour réconcilier la Pologne avec la position qui lui a été faite.

C'est un motif de plus pour ne pas recommencer des expériences qui ont été une source de malheurs pour la Pologne et pour la Russie, une cause de troubles pour l'Europe, et qui, selon toute probabilité, aboutiraient encore aux mêmes résultats.

Le mal dont souffre actuellement le royaume n'est pas un fait isolé. L'Europe entière en est affectée. Les tendances révolutionnaires, fléau de notre époque, se concentrent aujourd'hui dans ce pays, parce qu'elles y trouvent assez de matières combustibles pour espérer d'en faire le foyer d'une conflagration qui s'étendrait à tout le continent.

Les Gouvernements dont la tâche est de guérir ce mal ne sauraient donc y apporter assez d'attention, de prudence et de ménagements, afin de discerner les éléments qu'il importe d'écarter comme un danger commun et ceux dont le développement, poursuivi avec persévérance et maturité, peut servir à fonder un avenir durable.

Notre auguste maître s'est voué à cette œuvre, qui se rattache à celle que, dès son avènement au trône, Sa Majesté s'est donné pour mission d'accomplir, afin de faire entrer toutes les parties de son empire dans la voie d'un progrès régulier.

J'ai exposé les vues de notre auguste maître dans la dépêche ci-jointe, que je viens d'adresser à l'ambassadeur de Sa Majesté à Londres, en réponse à une communication du Gouvernement de Sa Majesté Britannique analogue à celle de M. Drouyn de Lhuys. D'ordre de l'Empereur, Votre Excellence est invitée à remettre une copie de cette pièce à M. le ministre des affaires étrangères de France<sup>1</sup>.

Il y verra quelle part le Gouvernement de l'empereur Napoléon peut prendre, selon nous, afin d'accélérer la réalisation du vœu qu'il nous exprime au nom de l'humanité et des intérêts permanents de l'Europe.

Il reconnaîtra certainement qu'avec les éléments de révolution cosmopolite répandus dans presque tous les pays, et qui affluent de toutes parts sur tous les points où s'offrent des chances de désordre et de bouleversement, le soin de ramener le calme et la paix ne saurait reposer sur les efforts d'un seul Gouvernement, et que nous demander d'éteindre un incendie qui rencontre au dehors d'inépuisables aliments, ce serait enfermer la question dans un cercle sans issue.

Le prix que le Gouvernement français attache à l'en voir sortir, la sollicitude qu'il témoigne pour les intérêts généraux de l'Europe, les bonnes relations qui subsistent entre nous, les sentiments de confiance envers notre auguste maître, dont la dépêche de M. le ministre

1. Voir cette dépêche ci-après.

des affaires étrangères de France contient l'expression, nous autorisent à espérer, qu'appréciant la question d'un point de vue élevé, avec toutes les difficultés qu'elle comporte et les ménagements qu'elle réclame, l'empereur Napoléon ne refusera pas le concours moral qui peut dépendre de lui, afin de faciliter à notre Auguste Maître la tâche que lui tracent sa sollicitude pour le royaume de Pologne, ses devoirs envers la Russie et ses relations internationales avec ses voisins et les grandes puissances de l'Europe.

Veuillez exprimer cet espoir à M. Drouyn de Lhuys, en lui remettant copie de la présente dépêche.

Agrérez, etc.

---

Le *Moniteur* du 5 mai fait précéder ce document de l'entête suivant :

La réponse du Gouvernement russe à la dépêche française concernant les affaires de Pologne ayant donné lieu, dans divers journaux, à des analyses ou à des interprétations erronées, nous croyons utile de la publier ci-dessous. Cette dépêche et son annexe ont été lues, et copie en a été laissée par M. l'ambassadeur de Russie à M. le Ministre des affaires étrangères le 1<sup>er</sup> mai.

Il est facile, en lisant ces documents, de se convaincre qu'ils ouvrent la voie à des plans de conciliation et que l'on y trouve les bases de négociations pouvant aboutir à une entente entre ces différentes cours qui recherchent en ce moment les moyens de sauvegarder les intérêts légitimes de la Pologne.

---

#### **Le prince Gortschakoff au baron Brunow, à Londres.**

Saint-Petersbourg, le 14—26 avril 1863.

Monsieur le baron,

Dans la matinée du 5/17 avril, lord Napier m'a remis la copie ci-jointe d'une dépêche de M. le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique, relative à la situation actuelle du royaume de Pologne.

La première partie de cette pièce est consacrée à un examen rétrospectif de la question de droit. La seconde exprime le vœu que la paix puisse être rendue au royaume de Pologne et établie sur des bases durables.

Je répondrai à ces deux points de la dépêche de lord Russell.

Quant à la question de droit, M. le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique reproduit les arguments déjà consignés dans sa dépêche du 2 mars. Je puis donc me référer aux observations que j'avais faites alors à M. l'ambassadeur d'Angleterre.

Le gouvernement de Sa Majesté Britannique se place sur un terrain où le cabinet impérial n'hésitera jamais à le rencontrer, celui des traités.

Toutefois, il s'agit moins ici du texte que de l'interprétation. Nous avons le droit de ne point admettre sans réserve toutes celles qu'on pourrait vouloir y donner.

Lord Russell dit dans sa dépêche que, d'après l'article 1<sup>er</sup> de l'acte général signé à Vienne les 28 mai-9 juin 1815,

« Le duché de Varsovie est érigé en royaume de Pologne pour être indissolublement lié à l'empire de Russie sous certaines conditions. »

Or, voici ce que l'acte du congrès de Vienne stipule à l'égard de ces conditions :

« Les Polonais, sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, obtiendront une représentation et des institutions nationales réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent jugera utile et convenable de leur accorder. »

L'empereur Alexandre I<sup>er</sup> développa ces principes dans le sens de ses vues personnelles. Il octroya à la Pologne la Constitution du 12/24 décembre 1815 ; ce fut un acte spontané de son initiative souveraine. Il constituait d'autant moins un engagement irrévocable vis-à-vis des puissances étrangères, que l'acte même de la Constitution, postérieur au traité de Vienne, ne leur a jamais été communiqué.

Lord Russell conteste le principe d'après lequel la révolte de la Pologne, en 1830, ayant abouti à prononcer la déchéance de la dynastie souveraine, aurait annulé les bases de l'existence politique accordée en vertu de l'acte de Vienne.

Bien que l'histoire ait plus d'une fois confirmé cette conclusion du droit naturel, la théorie peut offrir matière à controverse. Nous croyons qu'on pourrait constater que si la révolte n'invalide pas les engagements internationaux, elle annule du moins les développements spontanés qu'une pensée généreuse y avait ajoutés, et qui ont eu une issue funeste à la Pologne et à la Russie.

Mais le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique place cet argument en première ligne dans sa dépêche. Or, je ne l'ai avancé qu'incidemment dans le cours de mon entretien avec lord Napier.

M. l'ambassadeur d'Angleterre en rend compte en ces termes dans la dépêche qu'il a eu l'obligeance de me communiquer :

« Le prince Gortschakoff me dit également que, désirant traiter cette question dans un esprit de conciliation et d'humanité, il s'était abstenu d'employer un argument qu'il avait à sa disposition, celui du droit de conquête. »



Du reste, tout a été dit de part et d'autre dans cette discussion ; la prolonger sur ce terrain serait une œuvre stérile.

J'aborde la seconde partie de la dépêche de lord Russell.

L'intention de notre Auguste Maître est d'arriver à une solution pratique. Nous supposons que tel est aussi le désir du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Puisque son but est de voir assurer au royaume de Pologne le repos et le bien-être qui sont l'objet de la sollicitude de S. M. l'Empereur, il nous semble difficile de ne pas arriver à une entente.

La différence des appréciations réside dans le fait que le Gouvernement anglais paraît croire que la Constitution de 1815 est la seule panacée propre à calmer l'agitation actuelle de la Pologne.

Mais le Gouvernement et la nation britanniques, dont le sens pratique a fondé la grandeur de l'Angleterre, ne sauraient prétendre qu'il n'y a qu'une seule forme possible de Gouvernement pour tous les peuples, quels que soient leur histoire et leur développement. Avant d'arriver à la maturité politique dont l'Angleterre offre l'exemple, il y a bien des degrés à franchir, et chaque nation doit procéder dans cette voie selon ses propres instincts. Il est juste et naturel qu'un souverain, animé des intentions les plus bienveillantes, calcule la portée et l'extension des institutions destinées à placer ses sujets dans les conditions d'existence les plus favorables.

La pensée de notre Auguste Maître s'est révélée dès son avènement au trône, et ne peut être ignorée par personne en Europe.

Sa Majesté est entrée résolûment dans la voie des réformes. S'appuyant sur la confiance et le dévouement de son peuple, elle a entrepris et accompli en peu d'années une transformation sociale que d'autres États n'ont pu réaliser qu'après beaucoup de temps et d'efforts.

Sa sollicitude ne n'est pas arrêtée là. Le système d'un développement graduel a été appliqué à toutes les branches du service public et aux institutions existantes. Il ouvre à la Russie la voie d'un progrès régulier.

L'Empereur y persévère sans précipitation ni entraînement, en tenant compte des éléments qu'il appartient au temps de préparer et de mûrir, (mais sans jamais dévier de la route qu'il s'est tracée.

Cette marche lui a concilié la reconnaissance et l'affection de ses sujets. Nous croyons qu'elle lui donne des titres aux sympathies de l'Europe.

Les mêmes intentions n'ont pas cessé d'animer Sa Majesté dès que sa sollicitude a pu se porter sur le royaume de Pologne.

Nous n'entrerons pas ici dans l'énumération des institutions nationales, la plupart électives, dont ce pays a été doté.

Elles ne semblent pas avoir été suffisamment comprises en Europe, soit à cause de la distance, soit plutôt parce que, entre un jugement équitable et impartial, sont venues se placer des passions chimériques et le travail intéressé d'un parti hostile.

Le système inauguré par notre Auguste Maître contient un germe que le temps et l'expérience peut développer. Il est destiné à aboutir à une autonomie administrative sur la base des institutions provinciales et municipales qui, en Angleterre, ont été le point de départ et le fondement de la grandeur et de la prospérité du pays.

Mais dans l'exécution de cette pensée, l'Empereur a rencontré des obstacles qui résident principalement dans les excitations du parti du désordre.

Ce parti a compris que s'il laissait la majorité paisible du royaume entrer dans cette voie de progrès régulier, c'en serait fait de ses aspirations. Ses menées n'ont pas permis de mettre à exécution les nouvelles institutions. Il a été impossible de constater comment elles fonctionnent, et jusqu'à quel point elles répondent aux besoins réels et au degré de maturité du pays.

Ce n'est que quand cette expérience aura été faite qu'on pourra porter un jugement sur cette œuvre et la compléter.

Le manifeste du 31 mars indique à cet égard les vues de notre Auguste Maître.

A côté d'un acte de clémence qui a pu recevoir une large extension depuis la dispersion des bandes armées les plus importantes, l'Empereur a maintenu les institutions déjà octroyées, et a déclaré qu'il se réservait d'y donner les développements indiqués par le temps et les besoins du pays.

Sa Majesté peut donc s'en référer au passé dans la droiture de sa conscience; quant à l'avenir, il dépend nécessairement de la confiance que ses intentions rencontreront dans le royaume.

En se maintenant sur ce terrain, notre Auguste Maître croit agir comme le meilleur ami de la Pologne, comme le seul qui poursuive le but de son bien-être dans les voies pratiques.

Lord Russel convie la Russie, en sa qualité de membre de la société européenne, à remplir les devoirs de convenance envers les autres États.

La Russie est trop directement intéressée au repos de la Pologne pour ne pas apprécier ce que lui recommande sa position internationale.

Il serait difficile d'affirmer qu'elle ait rencontré, sous ce rapport, une scrupuleuse réciprocité. La conspiration permanente qui s'organise, qui s'arme au dehors pour entretenir le désordre dans le royaume, est un fait de notoriété publique, dont l'inconvénient réside

principalement dans l'effet moral que les auteurs de l'insurrection en déduisent, afin d'entraîner la population paisible, en accréditant la conviction d'un concours direct de l'étranger.

C'est ainsi qu'on a vu se produire une double influence également fâcheuse : celle exercée par les excitations extérieures sur l'insurrection et celle que la persistance de cette même insurrection exerce à son tour sur l'opinion publique en Europe. Ces deux influences réagissent l'une sur l'autre et ont fini pour conduire les choses à la situation que les puissances signalent aujourd'hui à la vigilance du Cabinet impérial.

On lui demande de faire rentrer le royaume dans les conditions d'une paix durable.

Ce vœu est inspiré aux Puissances par la conviction que les troubles périodiques de la Pologne causent aux États placés dans le voisinage immédiat de ses frontières un ébranlement dont le contre-coup se fait sentir à l'Europe entière, qu'ils excitent les esprits d'une manière inquiétante, et pourraient, en se prolongeant, amener sous certaines circonstances des complications de la nature la plus sérieuse.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'appuie, en outre, pour émettre ce désir, sur les engagements de 1815, qui ont réglé le sort des diverses parties de la Pologne.

Nous n'hésitons pas à déclarer que ces vœux sont entièrement d'accord avec ceux de notre Auguste Maître.

Sa Majesté admet que, dans la position particulière du royaume, les troubles qui l'agitent peuvent affecter la tranquillité des États limitrophes entre lesquels ont été conclus le 21 avril (3 mai) 1815 les traités séparés destinés à régler le sort du duché de Varsovie, et qu'ils peuvent intéresser les puissances signataires de la transaction générale du 28 mai (9 juin) 1815, où ont été insérées les principales stipulations de ces traités séparés.

L'Empereur croit que des explications sur ces bases et dans l'esprit des communications qui viennent de nous être adressées peuvent conduire à un résultat conforme aux intérêts généraux.

Notre Auguste Maître prend acte avec satisfaction des sentiments de confiance que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique lui témoigne, en s'en remettant à lui du soin de replacer le royaume de Pologne dans des conditions qui rendraient possible la réalisation de ses vœux bienveillantes.

Mais plus l'Empereur est disposé à tenir compte des justes préoccupations des États limitrophes et de l'intérêt que les Puissances signataires des traités de 1815 vouent à un état de choses qui est pour Sa Majesté elle-même l'objet d'une vive sollicitude, plus notre Auguste Maître considère comme un devoir d'appeler sur les véritables causes

de cette situation et sur les moyens d'y porter remède la sérieuse attention des cours qui se sont adressées à lui avec confiance.

Si le Gouvernement de Sa Majesté Britannique relève le contre-coup que les troubles de la Pologne exercent sur le repos de l'Europe, nous devons être encore plus frappés de l'influence que les excitations de l'Europe ont été de tout temps en possession d'exercer sur la tranquillité de la Pologne.

Depuis 1815, ce pays a vu se développer un bien-être matériel inconnu jusqu'alors dans ses annales, tandis que d'autres États ont subi dans le même intervalle bien des crises intérieures.

Ce repos n'a été troublé en 1830 qu'à la suite de commotions venues du dehors; dix-huit ans plus tard, en 1848, alors que l'Europe presque tout entière était bouleversée par la révolution, le royaume de Pologne a su conserver la tranquillité.

Nous sommes persuadés qu'il en serait de même aujourd'hui sans les instigations permanentes du parti de la révolution cosmopolite. Si ce parti, voué partout au renversement de l'ordre, concentre aujourd'hui toute son activité sur la Pologne, on commettrait une grave erreur en supposant que ses aspirations s'arrêtent à cette limite. Ce qu'il y cherche, c'est un levier pour bouleverser le reste de l'Europe.

Les cabinets qui attachent du prix à voir le royaume de Pologne rentrer un moment plus tôt dans les conditions d'une paix durable, ne sauraient donc mieux assurer la réalisation de ce vœu qu'en travaillant de leur côté à apaiser le désordre moral et matériel } qu'on s'efforce de propager en Europe, et à tarir ainsi la principale source des agitations dont s'alarme leur prévoyance. Nous avons le ferme espoir qu'en resserrant dans cet esprit les liens qui les unissent, ils serviront efficacement la cause de la paix et des intérêts généraux.

Veuillez remettre copie de la présente dépêche à M. le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique.

Recevez, etc.

Signé : GORTSCHAKOFF.

---

**Le prince Gortschakoff à M. de Balabine, à Vienne.**

Saint-Petersbourg, 14 = 26 avril 1863.

J'ai reçu de M. le chargé d'affaires d'Autriche, dans la matinée du 5 (17) avril, communication d'une dépêche de M. le comte de Rechberg relative à la situation actuelle du royaume de Pologne.

Je joins ci-après copie de cette pièce, ainsi que des communications analogues qui nous ont été simultanément faites par les cours de Londres et de Paris, sur le même sujet, et des dépêches que d'or-



dre de notre Auguste Maître, je viens d'adresser en conséquence aux représentants de Sa Majesté près de ces deux Cours. Veuillez remettre copies de ces deux dernières pièces à M. le comte de Rechberg.

Ma dépêche au baron Brunow me dispense d'entrer dans de plus amples détails sur les vues de notre Auguste Maître. Elles s'y trouvent exposées avec tous les développements que comporte la question.

J'ajouterai, toutefois, que M. le Ministre des affaires étrangères d'Autriche a parfaitement pressenti les dispositions qui animent Sa Majesté l'Empereur, en présumant que la dispersion des bandes armées les plus importantes dans le royaume permettrait à notre Auguste Maître d'écouter les inspirations de la clémence à laquelle le cœur de Sa Majesté n'est jamais fermé.

L'Empereur vient d'en donner une preuve par Son Manifeste du 31 mars.

Notre Auguste Maître comprend les préoccupations qu'inspirent au cabinet de Vienne les déplorable événements qui se passent dans le voisinage immédiat de ses frontières et le prix qu'il doit attacher à y voir mettre un terme. Sous ce rapport, Sa sollicitude ne saurait dépasser celle qu'y voue notre Auguste Maître.

Toutefois, M. le Ministre des affaires étrangères ne méconnaîtra certainement pas que le retour du royaume de Pologne aux conditions d'une paix durable ne dépend pas seulement des mesures intérieures qui peuvent y être appliquées. Nous ne croyons pas avoir besoin de lui signaler la conspiration permanente organisée au dehors par le parti de la révolution cosmopolite, qui est la source principale de ces agitations.

Les Gouvernements étrangers qui s'intéressent à la tranquillité de la Pologne, en vue de l'influence que l'état de ce pays est appelé à exercer sur le repos de l'Europe, peuvent beaucoup pour écarter cette cause de désordre dont le contre-coup finirait par les atteindre eux-mêmes ; tant qu'elle subsistera, elle aura en tout cas pour effet d'entraver le succès des efforts que nous faisons dans le but de rétablir le calme, dont ce pays et les États voisins ont un égal besoin.

Nous avons la ferme conviction que, pour sa part, le Cabinet de Vienne, persévérant dans l'attitude qu'il a adoptée dès le début des agitations actuelles, ne négligera rien de ce qui peut dépendre de lui pour opposer à ces menées dangereuses des mesures aussi conformes à ses propres intérêts qu'à ses rapports internationaux avec la Russie.

Vous êtes autorisé à remettre copie de la présente dépêche à monsieur le comte de Rechberg.

Recevez, etc.

*Signé : GORTSCHAKOFF.*

---

**Le comte Russell à lord Napier.**

Foreign-Office, 2 mai 1863.

Mylord, le baron Brunow est venu chez moi ce matin, et, avant de donner une copie de la dépêche de son Gouvernement en réponse à la mienne, adressée à Votre Excellence, en date du 10 avril, il m'a dit en substance ce qui suit :

« Vous m'avez déclaré que la démarche que lord Napier était chargé de faire avait eu lieu dans une intention pacifique. Le Cabinet impérial a reçu votre dépêche dans un même esprit de paix et de conciliation. Vous m'avez dit que votre représentation repose sur la base des stipulations du traité de Vienne de 1815. Le Cabinet impérial, en ce qui le concerne, accepte cette base. Il est prêt à aborder une discussion sur le terrain et dans les limites des traités de 1815. »

Je vous envoie, ci-joint, copie de la communication du prince Gortschakoff. Je vous ferai connaître plus tard, dans une autre dépêche, l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté sur le contenu de cette communication.

Je suis, etc.

*Signé* : RUSSELL.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME DE LA TROISIÈME ANNÉE.

---

F. AMYOT.

# TABLES DES MATIÈRES

DU DEUXIÈME VOLUME DE LA TROISIÈME ANNÉE.

(1863)

## I. TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

	Pages.
(a) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc. ....	493
(b) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémoires, etc., etc. ....	494

## II. TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc. ....	509
(d) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémoires, etc., etc. ....	510

## I

### TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

(a) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

	1834	Pages.
Mars..... 15 <b>Autriche, Prusse, Russie.</b> Convention d'extradition.....		462
	1857	
Août..... 8. <b>Prusse, Russie.</b> Convention de Cartel, signée à Berlin.....		165
	1862	
Juillet... 23. <b>Belgique, Grande-Bretagne.</b> Protocole.....		196
— 23. <b>Belgique, Grande-Bretagne.</b> Traité de commerce et de navigation conclu à Londres, précédé de l'Exposé des motifs présenté aux Chambres belges.....		178
Août..... 13. <b>Chine, Portugal.</b> Traité d'amitié et de commerce.....		5
Août..... 30. <b>Belgique, Grande-Bretagne.</b> Protocole.....		197
Septembre 2. <b>France, Touaregs.</b> Convention conclue à Alger.....		213
Novembre 13. <b>Belgique, Grande-Bretagne.</b> Convention au sujet de la position réciproque des Sociétés commerciales, conclue à Londres..		198
	1863	
Mars..... 28. <b>Belgique, Prusse.</b> Protocole.....		199
— 28. <b>Belgique, Prusse.</b> Convention au sujet de la garantie réciproque de la propriété d'œuvres d'esprit et d'art.....		201
— 28. <b>Belgique, Prusse.</b> Traité de navigation.....		206
II—1863		33

## (b) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

	1855	Pages.
Mars.....	26. <b>France.</b> Dépêche de M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, à M. le comte Walewski, ambassadeur de France à Londres, le priant d'inviter l'Angleterre à une action commune en vue de rétablir en Pologne les arrangements de 1815, supprimés en 1831 par le czar Nicolas.....	57
—	28. <b>France.</b> Dépêche du comte Walewski à M. Drouyn de Lhuys, en réponse à celle du 26 mars, l'avisant que lord Clarendon ne regarde pas comme opportunes les démarches en faveur de la Pologne.....	58
	1856	
Avril.....	15. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Clarendon à lord Palmerston, lui rendant compte d'une conversation avec le comte Orloff, au sujet des intentions du Czar à l'égard de la Pologne et de la convenance de ne pas saisir le Congrès de la question polonaise en présence des promesses d'Alexandre II.....	62
—	17. <b>Grande-Bretagne.</b> Lettre de lord Palmerston à lord Clarendon, approuvant les vues exprimées dans la dépêche du 15 avril.....	64
	1858	
Octobre..	22. <b>Chine.</b> Note des Commissaires chinois à lord Elgin, demandant qu'une autre ville que Pékin soit choisie pour la résidence du Ministre anglais.....	222
—	25. <b>Grande-Bretagne.</b> Note de lord Elgin aux Commissaires chinois, en réponse à leur note du 22 octobre.....	224
—	28. <b>Chine.</b> Note des Commissaires chinois à lord Elgin pour le conjurer de ne pas décider en faveur de la résidence à Pékin d'un Ministre anglais.....	226
—	28. <b>Grande-Bretagne.</b> Réponse de lord Elgin à la communication des Commissaires chinois du 28 octobre.....	277
Novembre	5. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte d'Elgin au comte de Malmesbury, au sujet de la résidence d'un Ministre anglais à Pékin.....	227
	1859	
Mars.....	2. <b>Grande-Bretagne.</b> Note de lord Elgin aux Commissaires chinois, leur annonçant l'arrivée de M. Bruce qui est autorisé à choisir pour résidence une autre ville que Pékin, si les clauses du traité reçoivent leur pleine application.....	228
	1861	
Décembre	16. <b>Serbie.</b> Note de M. Ristitch, Chargé d'affaires serbe à Constantinople, à Aali-Pacha, Ministre des affaires étrangères, au sujet des propriétés des Musulmans en Serbie, en dehors des forteresses.....	114
	1862	
Février...	4. <b>Turquie.</b> Circulaire du Ministre des affaires étrangères au corps diplomatique, au sujet de la nouvelle organisation des agents de change.....	144
—	28. <b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet des mesures prises contre les agioteurs.....	146
—	12. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Cowley au comte Russell, au sujet d'une garnison mixte à Rome.....	229
—	14. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Cowley au comte Russell, l'avisant que M. Thouvenel est contraire à une garnison mixte à Rome.....	230
—	17. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Cowley, en faveur de l'occupation mixte des États romains.....	230



1862

Pages.

Février ..	20.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Cowley au comte Russell, rendant compte d'une entrevue avec M. Thouvenel, et des motifs de celui-ci de ne pas accepter la combinaison d'une garnison à Rome.....	231
—	22.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Cowley, complétant et expliquant celle du 17 mars au sujet de l'occupation mixte des États romains .....	232
—	28.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Cowley au comte Russell, rendant compte d'une entrevue avec M. Thouvenel, à la suite de sa dépêche du 22, et des motifs de ce dernier de ne pas accepter la combinaison anglaise d'une garnison mixte à Rome..	233
Avril .....	2.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Cowley, contre l'occupation de Rome par les Français.....	234
—	4.	<b>Serbie.</b> Note de M. Ristiich, chargé d'affaires serbe à Constantinople, en confirmation de sa note du 16 décembre 1861.....	115
—	24.	<b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha aux représentants des Grandes Puissances, au sujet des privilèges consulaires en matière de douanes.....	146
—	24.	<b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet de la naturalisation de sujets turcs comme sujets étrangers.....	147
Mai.....	3.	<b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, sur le règlement du timbre.....	149
—	5.	<b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet de l'établissement d'un impôt sur les voitures.....	150
—	8.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir Hudson au comte Russell, sur l'état des provinces pontificales et sur la situation de Naples. ....	235
—	14.	<b>Espagne.</b> Détail des réclamations des sujets espagnols, du 6 décembre 1861 au 14 mai 1862, dressé par le ministre de Prusse à Mexico, chargé des intérêts espagnols depuis le départ de M. Du-Bois de Saligny.....	23
—	14.	<b>Prusse.</b> Lettre de M. de Wagner, Ministre de Prusse à Mexico, à M. Ceballos, accompagnant l' <i>Index</i> de la gestion des intérêts espagnols, de décembre 1861 au 14 mai 1862.....	26
—	18.	<b>Espagne.</b> Dépêche de M. Ceballos, chargé de la protection des intérêts de l'Espagne au Mexique, à M. Calderon Collantès, rendant compte de l'état des choses lors de son arrivée.....	21
—	21.	<b>Espagne.</b> Dépêche de M. Calderon Collantès à M. Muro, Chargé d'affaires à Paris, sur la rupture d'Orizaba et la correspondance du général Prim avec l'amiral Jurien de la Gravière.....	18
—	27.	<b>Espagne.</b> Dépêche de M. Ceballos à M. Calderon Collantès, rendant compte des bonnes dispositions du Gouvernement mexicain pour la conclusion d'une convention.....	27
—	27.	<b>Espagne.</b> Réponse de M. Muro à la dépêche de M. Calderon Collantès, du 21 mai.....	20
Juin.....	8.	<b>Russie.</b> Ukase de l'Empereur Alexandre II nommant le grand-duc Constantin vice-roi de Pologne.....	81
—	8.	<b>Russie.</b> Ukase nommant le marquis Wielopolski chef du gouvernement civil en Pologne.....	81
—	8.	<b>Russie.</b> Ukase maintenant le général Luders provisoirement comme représentant du Czar à Varsovie jusqu'à l'arrivée du grand-duc Constantin.....	81
—	8.	<b>Russie.</b> Ukase organisant le gouvernement du royaume de Pologne sous le grand-duc Constantin.....	82
—	10.	<b>France.</b> Dépêche de M. Thouvenel à M. Barrot, au sujet du désaccord avec le Cabinet de Madrid.....	20
—	17.	<b>Serbie.</b> Protestation des consuls contre le bombardement de Belgrade.....	115
—	30.	<b>Serbie.</b> Memorandum serbe sur les événements de juin à Belgrade. ....	116

	1862	Pages.
Juin.....	30. <b>France.</b> Lettre de l'Empereur au général Lorencez.....	72
—	30. <b>Turquie.</b> Circulaire adressée par le grand vizir, à la suite des événements de Belgrade, aux gouverneurs des provinces et districts voisins de la Serbie. . . . .	118
Juillet...	6. <b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet de l'ancrage des navires marchands étrangers dans le port de Constantinople . . . . .	150
—	7. <b>Espagne.</b> Dépêche de M. Calderon Collantès à M. Ceballos, à Mexico, l'avisant que M. de Wagner continuera à protéger officiellement les su ets espagnols.....	26
—	7. <b>Espagne.</b> Dépêche de M. Calderon Collantès à M. Ceballos, l'avisant que le Gouvernement de la Reine ne négociera pas le traité particulier avec le Mexique.....	27
—	8. <b>Serbie.</b> Protestation de M. Garachanin, Ministre des affaires étrangères, contre les actes du commandant turc de Chabatz.....	119
—	8. <b>Serbie.</b> Protestation de M. Garachanin, Ministre des affaires étrangères, contre l'envoi d'un bâtiment de guerre turc à Belgrade. . .	120
—	9. <b>Serbie.</b> Lettre du prince Michel au comte Russell, sur la situation de la Serbie.....	120
—	23. <b>Grande-Bretagne.</b> Réponse du comte Russell à la lettre du prince Michel en date du 9 juillet 1862... . . . .	121
—	29. <b>Espagne.</b> Instructions de M. Calderon Collantès à M. le marquis de la Havane, Ambassadeur à Paris . . . . .	20
—	30. <b>Turquie.</b> Mémoire de la Sublime-Porte sur les événements de Belgrade en juin 1862.....	122
Août.....	6. <b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet du visa des passeports.....	151
—	13. <b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet de l'établissement d'un câble télégraphique entre les deux rives du Bosphore.....	152
—	14. <b>Espagne.</b> Discours prononcé par le marquis de la Havane, Ambassadeur d'Espagne à Paris, à son audience de réception.....	27
—	14. <b>France.</b> Réponse de l'Empereur au marquis de la Havane, Ambassadeur d'Espagne au discours de ce dernier à son audience de réception.....	28
—	27. <b>Russie.</b> Proclamation du grand-duc Constantin à son arrivée à Varsovie comme Namiesnik.....	83
—	28. <b>Grande-Bretagne.</b> Lettre de M. Layard au secrétaire de l'amirauté, pour que l'ordre soit donné d'accéder à toute demande du Pape d'envoyer un navire anglais à Civita-Vecchia pour le conduire à Malte.....	252
—	30. <b>France.</b> Ordre du jour adressé par le général Forey aux troupes placées sous son commandement à son arrivée à la Martinique... .	73
Septembre.	1. <b>Espagne.</b> Dépêche du marquis de la Havane, Ambassadeur à Paris, rendant compte de l'audience et des sentiments de l'Empereur, à l'occasion de sa réponse du 14 août au discours de l'Ambassadeur.....	28
—	8. <b>Turquie.</b> Instructions de la Porte aux gouverneurs de Belgrade. . .	139
—	10. <b>Espagne.</b> Dépêche de M. Calderon Collantès, accusant réception de celle du 1 <sup>er</sup> septembre du marquis de la Havane et en exprimant sa satisfaction.....	30
—	15. <b>France.</b> Dépêche du comte Walewski, Ministre des affaires étrangères à M. de Persigny, Ambassadeur de France à Londres, le chargeant d'inviter le Gouvernement britannique à travailler, de concert avec la France, au rétablissement des traités de 1815, quant à la Pologne.....	59
—	17. <b>Turquie.</b> Lettre du grand vizir au prince Michel, accompagnant le protocole du 4 septembre.....	139

	1862	Pages.
Septembre 24.	<b>France.</b> Proclamation publiée par le général Forey à son arrivée à la Vera-Cruz.....	74
— 24.	<b>France.</b> Ordre général publié à la Vera-Cruz par le général Forey, annonçant à l'armée française et au peuple mexicain qu'il réunit dans ses mains tous les pouvoirs diplomatiques et militaires....	75
Octobre.. 1.	<b>Russie.</b> Discours prononcé par le grand-duc Constantin à l'ouverture de la session annuelle du Conseil d'État .....	85
— 1.	<b>Serbie.</b> Réponse du prince Michel à la lettre du grand-vizir du 17 septembre.....	140
— 3.	<b>Turquie.</b> Note d'Aali-Pacha aux représentants des Grandes Puissances, en réponse à leur note collective au sujet du droit des étrangers de posséder des biens-fonds en Turquie.....	152
— 6.	<b>Serbie.</b> Proclamation du prince Michel à l'occasion du firman impérial contenant les décisions de la conférence de Constantinople.....	142
— 15.	<b>France.</b> Dépêche du comte Walewski, Ministre des affaires étrangères, à M. de Persigny, Ambassadeur de France à Londres, en faveur du rétablissement des traités de 1815, en ce qui concerne la Pologne.....	61
— 18.	<b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha aux Consuls, au sujet des protégés temporaires des consulats étrangers.....	155
— 18.	<b>Turquie.</b> Règlement relatif aux consulats étrangers.....	155
— 21.	<b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha aux consuls, au sujet du respect à porter par les protégés étrangers à la base monétaire établie.	158
— 22.	<b>France.</b> Proclamation du général Forey à son entrée à Cordova.	76
— 24.	<b>Espagne.</b> Dépêche du marquis de la Havane à M. Calderon Collantes, rendant compte d'une conférence avec M. Drouyn de Lhuys sur les moyens de renouer la convention du 31 octobre..	30
— 25.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à M. Odo Russell sur les affaires de Rome, demandant s'il ne conviendrait pas que le Pape se retirât du conflit pour attendre les événements que l'avenir réserve à la papauté, et offrant dans ce cas Malte pour sa résidence temporaire.....	238
— 31.	<b>Espagne.</b> Dépêche du marquis de la Havane à M. Calderon Collantes, rendant compte d'une conférence avec M. Drouyn de Lhuys, sur les moyens et le moment de renouer au Mexique l'accord entre les trois Puissances.....	31
— 31.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley, exprimant l'opinion du Gouvernement sur la question romaine et les motifs qui servent de fondement à cette opinion, et son avis que Rome doit être abandonnée aux Romains.....	240
Novembre. 2.	<b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet des empiétements des ressortissants étrangers à Smyrne.....	158
— 3.	<b>France.</b> Proclamation du général Forey au peuple mexicain.....	76
— 7.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley à lord Russell, rendant compte d'une entrevue avec M. Drouyn de Lhuys et donnant les objections de ce dernier aux opinions de lord Russell sur la question romaine, émises dans sa dépêche du 31 octobre	242
— 8.	<b>Russie.</b> Dépêche du prince Gortschakoff à M. d'Oubril, Chargé d'affaires de Russie à Paris, en réponse à la note de M. Drouyn de Lhuys relative à l'offre collective de bons offices aux États-Unis.....	87
— 11.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. Odo Russell au comte Russell en réponse à celle du 25 octobre rendant compte d'une entrevue avec le cardinal Antonelli qui a déclaré que le Pape ne chercherait une protection pour l'indépendance de l'Eglise et une hospitalité à l'étranger que si le libre exercice des devoirs spirituels du Pontife était mis en danger.....	247

	1862	Pages.
Novembre	12. <b>Turquie.</b> Circulaire du ministre des affaires étrangères, au sujet de l'introduction de livres et imprimés dans l'Empire.....	159
—	12. <b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet des honneurs à rendre aux jours anniversaires des souverains étrangers.....	160
—	15. <b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha annonçant les mesures prises pour empêcher la contrebande de guerre sur les côtes voisines de la Grèce.....	160
—	15. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley répondant à celle de 7 novembre et disant que le Gouvernement britannique ne peut consentir à changer ou à modifier son opinion sur la question romaine.....	246
—	24. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. Odo Russell au comte Russell lui annonçant l'envoi par le comité Bourbon d'un nouveau détachement à la bande de Tristany.....	257
—	24. <b>Espagne.</b> Dépêche de M. Calderon Collantes au marquis de la Havane, l'invitant à continuer ses efforts pour rétablir un accord avec la France sur la question mexicaine.....	32
—	28. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. Odo Russell au comte Russell annonçant que le Pape ne peut partager les opinions du Gouvernement britannique, ni faire usage en ce moment de ses offres d'hospitalité.....	249
—	29. <b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha complétant celle du 15 novembre.	161
Décembre.	1. <b>Espagne.</b> Discours prononcé par la Reine à l'ouverture de la session des Cortès.....	16
—	5. <b>Grande-Bretagne.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès, réclamant un arbitrage pour établir l'importance de la compensation à accorder aux propriétaires du <i>Prince of Wales</i> pour le pillage des épaves, et aux familles des personnes à bord dont les corps ont été dépouillés.....	262
—	5. <b>Grande-Bretagne.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès, demandant une satisfaction pour l'offense faite aux officiers du navire anglais <i>la Forte</i> .....	265
—	5. <b>Grande-Bretagne.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès, demandant une réponse à ses deux notes du même jour avant le 20 du mois.....	267
—	11. <b>Turquie.</b> Circulaire d'Aali-Pacha Ministre des affaires étrangères, au corps diplomatique, annonçant les mesures prises contre les agitateurs.....	143
—	14. <b>Russie.</b> Circulaire du prince Gortschakoff au sujet des affaires de la Grèce.....	88
—	19. <b>France.</b> Note de M. A. Barrot au Ministre d'État, à l'occasion de son discours du 13 décembre au Sénat.....	33
—	27. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley déclarant que le Gouvernement français devrait insister auprès du Pape pour faire cesser le brigandage.....	257
—	27. <b>Brésil.</b> Memorandum du Gouvernement brésilien sur l'affaire du <i>Prince of Wales</i> .....	272
—	27. <b>Brésil.</b> Memorandum du Gouvernement brésilien au sujet de l'affaire des officiers de <i>la Forte</i> .....	280
—	29. <b>Brésil.</b> Réponse du marquis d'Abrantès aux deux notes de M. Christie du 5 décembre, relative aux affaires du <i>Prince of Wales</i> et de <i>la Forte</i> .....	268
—	30. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell rapportant la réponse de M. Drouyn de Lhuys qui avait donné des instructions rigoureuses au prince de la Tour d'Auvergne pour mettre un terme au brigandage politique organisé à Rome.	259
—	30. <b>Grande-Bretagne.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès	



	1862	Pages.
	en réponse à celle du 29, discutant les mémorandums et annonçant que l'amiral anglais a ordre d'exercer des représailles sur la propriété brésilienne.....	285
Décembre 30.	<b>Grande-Bretagne.</b> Note de M. Christie à l'amiral anglais Warren pour l'inviter à mettre à exécution les représailles sur la propriété brésilienne.....	292
— 30.	<b>Grande-Bretagne.</b> Lettre de M. Christie à M. Hollocombe, Consul britannique au Brésil, l'avisant de l'ordre de représailles donné à l'amiral Warren.....	295
— 31.	<b>Espagne.</b> Dépêche de M. Calderon Collantès au marquis de la Havane, déclarant que le Gouvernement de la Reine ne désignera pas de nouveau commissaire pour le Mexique avant le rétablissement de l'accord entre les trois Puissances.....	32
— 31.	<b>Brésil.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, en réponse à sa note du 30.....	292
— 31.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. White, remplissant les fonctions de Consul général à Varsovie, au comte Russell, annonçant la dissolution du conseil de district de Prasnyz.....	325

## 1863

Janvier ..	1. <b>Grande-Bretagne.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès, en réponse à sa note du 31 décembre.....	296
—	2. <b>Brésil.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, lui annonçant que le règlement de la question a été soumis au Conseil d'Etat, l'invitant à attendre une réponse définitive et lui demandant si l'arbitrage doit porter sur les deux affaires du <i>Prince of Wales</i> et de la <i>Forte</i> .....	299
—	2. <b>Grande-Bretagne.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès, en réponse à sa note du même jour, l'avisant qu'il attend ses propositions.....	302
—	3. <b>Espagne.</b> Réponse du Ministre d'Etat à M. Barrot, en suite de sa note du 19 décembre.....	35
—	3. <b>Brésil.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, annonçant qu'il accepte une conférence avec le Ministre anglais.....	303
—	3. <b>Grande-Bretagne.</b> Memorandum de M. Christie, contenant les bases de l'arrangement à conclure.....	304
—	3. <b>Grande-Bretagne.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès, réclamant contre quelques expressions du journal officiel.....	307
—	4. <b>Grande-Bretagne.</b> Rapport de l'amiral Warren à M. Christie, énumérant les navires brésiliens capturés.....	304
—	5. <b>Brésil.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, annonçant que le Ministre du Brésil à Londres a reçu l'ordre de remettre au Gouvernement anglais la somme exigée pour l'affaire du <i>Prince of Wales</i> , qu'un arbitre sera choisi pour décider de la question relative aux affaires des officiers de la <i>Forte</i> et que si, M. Christie refuse d'acquiescer à cet accord, le Gouvernement brésilien est décidé à conserver sa position première.....	305
—	5. <b>Grande-Bretagne.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès, annonçant la cessation des représailles et l'envoi des ordres pour la restitution des prises.....	306
—	6. <b>France.</b> Lettre de A. Barrot au Ministre d'Etat, accusant réception de sa réponse du 3 janvier et y répliquant.....	36
—	6. <b>Brésil.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, en réponse à sa réclamation du 3 relative au journal officiel.....	308
—	6. <b>Brésil.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, en réponse à sa note du 5 relative à l'arrangement à conclure, et revenant sur les faits accessoires mentionnés dans la correspondance des 1 <sup>er</sup> et 2 janvier.....	309

	1863	Pages.
Janvier ... 6.	<b>Brésil.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, en réponse à sa note du 8 janvier, en tant qu'elle se rapporte aux affaires de la <i>Forte</i> .....	310
—	7. <b>Espagne.</b> Extrait du discours prononcé aux Cortès sur les affaires du Mexique, par M. Mon, ancien Ambassadeur d'Espagne à Paris.	38
—	7. <b>Brésil.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, l'avisant de l'envoi de l'ordre au Ministre du Brésil à Londres de payer, moyennant protestation, telle somme que le Gouvernement britannique réclamera pour les épaves du <i>Prince of Wales</i> et du choix du Roi des Belges comme arbitre dans l'affaire de la <i>Forte</i> .....	310
—	8. <b>Espagne.</b> Extrait de la réponse de M. Calderon Collantès à M. Mon, à la suite du discours prononcé par ce dernier les 7 et 8 janvier aux Cortès .....	54
—	8. <b>Brésil.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, sur l'arrangement à conclure.....	310
—	8. <b>Brésil.</b> Dépêche du marquis d'Abrantès à M. Moreira, Ministre du Brésil à Londres, lui donnant ordre de demander satisfaction pour la violation du territoire brésilien, et une indemnité résultant des captures faites par les navires anglais.....	311
—	8. <b>Brésil.</b> Circulaire du marquis d'Olanda aux présidents de province.	313
—	8. <b>Brésil.</b> Circulaire du marquis d'Olanda aux présidents de province les avisant de la cessation des représailles.....	315
—	11. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. White au comte Russell, au sujet de l'arrestation d'agents révolutionnaires à Varsovie.....	326
—	12. <b>Mexique.</b> Proclamation d'Almonte aux Mexicains, annonçant qu'il renonce au titre de chef suprême.....	78
—	14. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. Odo Russell à lord Russell, déclarant que les renseignements contenus dans sa dépêche du 24 novembre sont inexacts et que le général de Montebello lui a assuré qu'il avait mis fin à toutes les manœuvres du brigandage.	260
—	14. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. White au comte Russell sur l'exécution du recrutement forcé.....	327
—	16. <b>Pologne.</b> Proclamation du Comité national de l'insurrection polonaise.....	338
—	19. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton, Consul général d'Angleterre à Varsovie, au comte Russell, sur la mise à exécution de la mesure du recrutement à Varsovie.....	329
—	22. <b>Russie.</b> Proclamation du Comité national polonais.....	339
—	22. <b>Russie.</b> Proclamation du Comité central polonais, agissant comme Gouvernement national.....	359
—	25, 27, 30. Février 5. <b>Serbie.</b> Délibération du corps consulaire de Belgrade touchant le maint en des capitulations en Serbie et les modifications à y apporter.....	94
—	25. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton à sir A. Buchanan, Ministre d'Angleterre à Berlin, donnant des détails sur le mouvement révolutionnaire en Pologne.....	330
—	25. <b>Russie.</b> Extrait du Journal de Saint-Petersbourg des 13-25 janvier 1863, donnant des détails sur la récente explosion en Pologne à l'occasion du recrutement militaire.....	333
—	25. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell donnant des détails sur l'insurrection.....	336
—	26. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier, ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg, au comte Russell, sur le système du recrutement forcé en Pologne, et contenant un extrait du Journal de Saint-Petersbourg.....	331
—	26. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, rendant compte d'une revue passée par l'Empereur et d'une allocution adressée par Sa Majesté aux troupes.....	335

	1863	Pages.
Janvier... 26-27.	<b>Russie.</b> Extrait du Journal de Saint-Péterbourg des 14-26 et 15-27 janvier 1863, donnant l'allocution de l'Empereur Alexandre au régiment des gardes Izmaïlowski.....	346
— 28.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell contenant des réclamations du Comité national polonais.....	337
— 29.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley repondant à la dépêche du prince de la Tour d'Auvergne, publiée dans le Livre jaune et relative à l'offre, faite au Pape, de Malte pour résidence.....	249
— 29.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell donnant de nouveaux détails sur l'insurrection.....	341
— 29.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell annonçant que, par ordre du jour de l'Empereur, les rebelles pris les armes à la main seront jugés par les cours martiales....	342
— 29.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Bloomfield, Ambassadeur d'Angleterre à Vienne, au comte Russell, au sujet des inquiétudes du Gouvernement autrichien sur le mouvement en Pologne.....	342
— 29.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell, rapportant l'affirmation du comte de Rechberg qu'aucune arme n'a été fournie de Cracovie aux rebelles.....	343
— 30.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. Murray, Ministre d'Angleterre à Dresde, au comte Russell, donnant l'impression qu'a produite en Saxe l'insurrection polonaise.....	343
— 31.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley annonçant que, d'après une dépêche récemment reçue de M. Odo Russell, le Pape décline l'offre de l'Angleterre d'une résidence à Malte.....	252
— 21.	<b>Turquie.</b> Hatt impérial adressé par le Sultan à son nouveau Vizir sur l'administration de l'Empire.....	161
Février... 1.	<b>Prusse.</b> Proclamation adressée par le président de la province de Posen et le commandant général du district aux habitants du grand-duché de Posen.....	367
— 3.	<b>Russie.</b> Avis à la police de Lemberg pour défendre aux habitants de se joindre aux bandes révolutionnaires.....	345
— 4.	<b>Russie.</b> Extrait du Journal de Saint-Petersbourg des 23 janvier-4 février 1863, expliquant la politique suivie par le Gouvernement russe dans l'affaire du recrutement en Pologne.....	349
— 4.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Napier, approuvant l'opinion de ce dernier sur le recrutement en Pologne.....	355
— 4.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, donnant de nouveaux détails sur l'insurrection en Pologne.....	356
— 4.	<b>Russie.</b> Ordre du jour du chef de Varsovie.....	359
— 5.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell, rapportant une conversation avec le comte de Rechberg sur l'extension prise par le mouvement polonais et contenant un avis de la police de Lemberg.....	344
— 6.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. Lowther, Chargé d'affaires d'Angleterre à Berlin, au comte Russell, annonçant le départ du général Alvensleben pour Saint-Petersbourg, et de l'aide de camp de Raneh pour Varsovie.....	345
— 6.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, rendant compte de la marche de l'insurrection polonaise.....	357
— 7.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, contenant un extrait du Journal de Saint-Petersbourg sur le recrutement en Pologne, et les observations sur cette apologie officielle de la conduite du Gouvernement russe.....	347
— 7.	<b>Prusse.</b> Interpellation des députés Kantak et Chlapowski, au sujet de la proclamation du 1 <sup>er</sup> février 1863.....	368

	1863	Pages.
Février... 7.	<b>Russie.</b> Proclamation du général Nazimow aux habitants des gouvernements de Wilna, Kowno, Grodno et Minsk .....	423
— 8.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, contenant de nouveaux détails officiels sur l'insurrection en Pologne.....	352
— 8.	<b>Russie.</b> Extrait du Journal de Saint-Petersbourg des 27 janvier-8 février 1863, annonçant la concentration des bandes insurrectionnelles sur deux points, dans les gouvernements de Lublin et de Random.....	353
— 9.	<b>Bésil.</b> Note de M. Moreira au comte Russell, lui demandant si le Gouvernement britannique accepte l'arrangement conclu avec M. Christie, et lui annonçant que le Roi des Belges a été choisi pour arbitre dans l'affaire de <i>la Forte</i> et l'avisant qu'il est prêt à verser la somme réclamée pour <i>le Prince of Wales</i> .....	315
— 9.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, suite des détails sur l'insurrection en Pologne.....	360
— 10.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. West, Chargé d'affaires d'Angleterre à Turin, au comte Russell, au sujet des interpellations faites dans le Parlement italien à l'occasion des affaires de Pologne.....	345
— 10.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, annonçant que le général Alvensleben a signé avec la Russie une convention pour la répression de l'insurrection en Pologne.....	375
— 11.	<b>Autriche.</b> Dépêche du comte de Rechberg au prince de Metternich et au comte d'Apponyi, expliquant les vues du Gouvernement autrichien à l'égard du mouvement polonais.....	363
— 11.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, sur l'état de l'insurrection en Pologne.....	362
— 12.	<b>Grande-Bretagne.</b> Réponse du comte Russell à la note de M. Moreira, l'avisant que le Gouvernement britannique fixera le plus tôt possible l'indemnité exigée pour <i>le Prince of Wales</i> et accepte l'arbitrage du Roi des Belges pour <i>la Forte</i> .....	316
— 12.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell, rapportant les observations du comte de Rechberg sur l'insurrection polonaise.....	363
— 12.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell, rapportant une conversation avec le comte de Rechberg au sujet de la convention projetée entre l'Autriche, la Prusse et la Russie.....	365
— 13.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, donnant des nouvelles sur l'insurrection polonaise.....	376
— 13.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, annonçant le départ de renforts de troupes russes pour la Pologne .....	376
— 14.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, au sujet de la convention entre la Prusse et la Russie pour la répression de l'insurrection polonaise.....	366
— 14.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, envoyant une proclamation des autorités de Posen et le texte d'une interpellation à la Chambre des députés de Prusse..	367
— 14.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, au sujet du mécontentement public en Prusse sur la convention russo-prussienne.....	370
— 14.	<b>Autriche.</b> Extrait du <i>Donau Zeitung</i> , expliquant la politique d'Autriche dans la question polonaise .....	371
— 14.	<b>Russie.</b> Ordre du jour du grand-duc Constantin aux troupes du royaume de Pologne.....	372
— 15.	<b>France.</b> Proclamation du général Forey aux Mexicains.....	80



1863

Pages.

Février.	15.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell envoyant un article du <i>Donau Zeitung</i> contenant un article semi-officiel .....	370
—	16.	<b>Grande-Bretagne.</b> Réponse du comte Russell, dans la séance du 15 février aux interpellations du marquis de Normanby sur la politique du cabinet, au sujet de l'occupation de Rome. . . .	252
—	16.	<b>Prusse.</b> Réponse de M. de Bismarck à l'interpellation des députés Kantak et Chlapowski. ....	369
—	16.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, annonçant le départ de deux officiers prussiens pour Varsovie. ....	371
—	16.	<b>Russie.</b> Ordre du jour du baron Korff, chef militaire de Varsovie. 373	
—	17.	<b>France.</b> Dépêche de M. Drouyn de Lhuys, Ministre des affaires étrangères, au baron de Talleyrand, Ambassadeur de France à Berlin, au sujet de la signification et des conséquences de la convention du 8 février entre la Russie et la Prusse. ....	64
—	17.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, contenant un ordre du grand-duc Constantin et un autre du chef militaire de Varsovie. ....	372
—	18.	<b>France.</b> Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello, Ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, au sujet de la situation faite au Gouvernement français par les événements en Pologne .....	66
—	18.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à sir A. Buchanan lui donnant ordre de se procurer une copie de la convention prusso-russe relative à la répression de l'insurrection polonaise. 372	
—	18.	<b>Prusse.</b> Débats de la Chambre des députés sur la question polonaise dans la séance du 18 février 1863. ....	382
—	19.	<b>France.</b> Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Gramont, Ambassadeur de France à Vienne, approuvant l'attitude de l'Autriche en face de l'insurrection polonaise. ....	68
—	19.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, rapportant une conversation avec le prince Gortschakoff sur les affaires de Pologne. ....	387
—	20.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell sur une communication que lui a faite M. Drouyn de Lhuys au sujet de la convention russo-prussienne. ....	374
—	20.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Malet, Ministre d'Angleterre à Francfort, au comte Russell, disant que la conduite de la Prusse dans la question polonaise est généralement blâmée en Allemagne. ....	377
—	20.	<b>Prusse.</b> Mémoire de la corporation des marchands de Stettin au Ministre du commerce. ....	386
—	20.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur l'état des choses à Varsovie. ....	389
—	21.	<b>France.</b> Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros, Ambassadeur de France à Londres, l'instruisant d'inviter le cabinet britannique à une conduite commune de la France, de l'Autriche et de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la Prusse, et accompagnée d'un projet de note identique pour les trois cours. . .	68
—	21.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley rapportant une conversation avec l'Ambassadeur de France à Londres. ....	375
—	21.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, rapportant une conversation avec M. de Bismarck, au sujet de la convention russo-prussienne. ....	377
—	21.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, envoyant le compte rendu des débats dans les Chambres	

	1863	Pages.
	prussiennes, au sujet de la proclamation des autorités du grand-duché de Posen.....	380
Février... 21.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, rapportant une nouvelle entrevue avec le prince Gortschakoff ..	383
— 21.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. West, au comte Russell, rapportant une conversation avec le comte Pasolini au sujet des meetings en Italie en faveur de la Pologne.....	385
— 21.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, contenant les observations du prince Gortschakoff sur les affaires de Pologne.....	388
— 23.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell au sujet de son entrevue avec M. Drouyn de Lhuys pour lui dire que le Gouvernement de la Reine est en parfait accord d'opinion avec le Gouvernement français sur la convention russo-prussienne .....	385
— 24.	<b>Grande-Bretagne.</b> Note du comte Russell à M. Moreira, fixant l'indemnité du <i>Prince of Wales</i> .....	317
— 25.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur l'état des esprits en Pologne.....	390
— 26.	<b>Brésil.</b> Note de M. Moreira au comte Russell lui annonçant l'envoi de l'indemnité exigée pour l'affaire du <i>Prince of Wales</i> et contenant sa protestation contre les prétentions du Gouvernement britannique.....	317
— 26.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell rapportant l'opinion du Gouvernement autrichien sur la question polonaise.....	392
— 26-27.	<b>Prusse.</b> Résumé des débats sur la question polonaise dans les séances des 26 et 27 février 1863 de la Chambre prussienne....	394
— 27.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Howard de Walden, le chargeant de s'informer si le Roi de Belges accepte l'arbitrage proposé par le Gouvernement brésilien, relativement à l'affaire de la <i>Forte</i> .....	320
— 27.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell rendant compte d'une nouvelle entrevue avec M. Drouyn de Lhuys au sujet des observations à adresser à la Russie et à la Prusse..	385
— 27.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell rapportant une conversation avec M. de Bismark sur les événements de Pologne.....	393
— 28.	<b>Grande-Bretagne.</b> Réponse du comte Russell à la note de M. Moreira, en date du 26.....	319
Mars.... 1.	<b>France.</b> Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur, au sujet de la politique recommandée par la France vis-à-vis de la Prusse, à propos de la convention du 8 février, aux cabinets de Londres et de Vienne.....	71
— 1.	<b>Serbie.</b> Réponse du Gouvernement serbe aux observations du corps consulaire touchant les capitulations.....	106
— 1.	<b>Prusse.</b> Réponse de M. de Bismark aux délégués de la Chambre du commerce de Stettin.....	410
— 2.	<b>Brésil.</b> Réponse de M. Moreira à la note du comte Russell du 28 février, et repoussant la responsabilité résultant du naufrage du <i>Prince of Wales</i> que le Gouvernement britannique impose par la force au Gouvernement brésilien .....	321
— 2.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Napier expliquant les vues du Gouvernement de la Reine sur la question polonaise .....	402
— 2.	<b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à sir A. Buchanan exprimant l'opinion du Gouvernement de la Reine sur la convention russo-prussienne relative à la Pologne.....	404

	1863	Pages.
Mars .....	2. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Cowley, sur le projet de note à adresser à Berlin, proposé par M. Drouyn de Lhuys.....	405
—	3. <b>Grande-Bretagne.</b> Note de lord Howard de Walden à M. Rogier lui demandant si le Roi des Belges accepte l'arbitrage entre le Brésil et la Grande-Bretagne.....	323
—	3. <b>Belgique.</b> Note de M. Rogier à lord Howard de Walden, lui annonçant que le Roi des Belges accepte l'arbitrage entre le Brésil et la Grande-Bretagne.....	324
—	3. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell rapportant l'opinion de M. Drouyn de Lhuys sur la ligne de conduite adoptée par l'Autriche dans la question polonaise....	406
—	3. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell racontant une entrevue avec M. Drouyn de Lhuys au sujet de la convention russo-prussienne relative à la Pologne.....	406
—	3. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell pour lui annoncer que les Polonais, sous le commandement de Ponisky, ont franchi la frontière prussienne.....	409
—	4. <b>Grande-Bretagne.</b> Note du comte Russell à M. Moreira, pour lui accuser réception de la protestation du Gouvernement brésilien.....	323
—	4. <b>Grande-Bretagne.</b> Circulaire du comte Russell au sujet des affaires de Pologne aux représentants de la Reine auprès des cours de Paris, de Berlin, de Vienne, de Madrid, de Lisbonne et de Stockholm, signataires des traités de Vienne.....	406
—	4. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell contenant la réponse de M. de Bismark à l'adresse des marchands de Stettin .....	409
—	4. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell rapportant une conversation avec M. Drouyn de Lhuys au sujet du projet de note identique. ....	411
—	4. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur les opérations des insurgés.....	417
—	5. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley sur les demandes faites par le Gouvernement de la Reine dans la question polonaise.....	407
—	5. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell rapportant une conversation avec M. de Bismark.....	412
—	5. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell sur sa conversation avec le duc de Montebello au sujet de la convention .....	417
—	6. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à sir A. Buchanan exprimant l'espoir que la convention prusso-russe, relative à la Pologne, ne sera pas ratifiée.....	408
—	6. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. Grey au comte Russell au sujet d'une conversation avec M. Drouyn de Lhuys relativement aux démarches à faire dans la question polonaise.....	411
—	6. <b>Russie.</b> Proclamation des autorités militaires de Varsovie aux paysans.....	422
—	7. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell au sujet de ses questions à M. de Bismark sur la convention prusso-russe.....	415
—	7. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell relative à l'arrestation de deux étudiants polonais à Königsberg.	416
—	7. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell sur une entrevue avec M. de Bismark.....	416
—	7. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur l'état et le nombre des troupes russes en Pologne.....	420

	1863	Pages.
Mars. ....	7. <b>Prusse.</b> Deuxième réponse de M. de Bismark à la Chambre de commerce de Stettin.....	429
—	8. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell sur une conversation avec le comte de Rechberg.....	426
—	12. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell donnant les proclamations du gouverneur général de Wilna et des autorités militaires de Varsovie aux paysans.....	421
—	9. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell rendant compte d'une entrevue avec le prince Gortschakoff et des observations de ce dernier sur la dépêche du comte Russell du 2 mars.....	432
—	10. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. Jerningham au comte Russell rapportant l'opinion du comte Manderstrom sur les affaires de Pologne.....	430
—	11. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à sir A. Buchanan lui donnant ordre de ne pas demander plus longtemps une copie de la convention entre la Prusse et la Russie.....	416
—	11. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell au sujet de la démission des membres polonais du conseil d'État.....	425
—	11. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur les mouvements des insurgés et sur le bruit de l'établissement d'un Gouvernement provisoire.....	426
—	11. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell au sujet des vues du Gouvernement russe relatives à une amnistie.....	437
—	12. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell sur une nouvelle entrevue avec M. de Rechberg.....	427
—	14. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell au sujet de la correspondance entre M. de Bismark et la Chambre de commerce de Stettin.....	428
—	14. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell rapportant les assertions de M. de Bismark relatives à la politique prussienne.....	428
—	14. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell émettant l'avis que, dans les circonstances présentes, la convention russo-prussienne n'est pas annulée.....	429
—	16. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell au sujet d'une conversation avec M. Drouyn de Lhuys.....	438
—	8. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Bloomfield au sujet d'une entrevue avec le comte d'Apponyi.....	431
—	18. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell au sujet des instructions données aux Agents de l'Empereur à l'étranger.....	439
—	18. <b>Russie.</b> Proclamation de Langiewicz avant son départ de Welki.....	447
—	19. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell sur la visite du prince de Metternich à Vienne.....	443
—	20. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir H. Howard au comte Russell contenant l'opinion du Gouvernement hanovrien sur les affaires de Pologne.....	444
—	21. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley sur la conduite de l'Autriche à l'égard de la Pologne.....	439
—	21. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Malet au comte Russell sur la confiance inspirée en Allemagne par la politique de l'Angleterre.....	443
—	21. <b>France.</b> Lettre de l'Empereur à M. Billault.....	444
—	21. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur les affaires de Pologne.....	446
—	21. <b>Espagne.</b> Dépêche du marquis de Miraflores au chevalier Diaz del	



	1863	Pages.
	Moral exprimant les vues du cabinet de Madrid sur les affaires de Pologne.....	445
Mars....	21 et 25. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Magenis, Ministre d'Angleterre à Lisbonne, annonçant que le duc de Soulé enverra à Saint-Petersbourg une note concernant la Pologne.....	449
—	21. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell envoyant la lettre de l'Empereur à M. Billault.....	444
—	22. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur la défaite de Langiewicz.....	446
—	22. <b>Russie.</b> Adresse de l'Assemblée de la noblesse de Saint-Petersbourg à l'Empereur.....	470
—	24. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur les événements qui ont précédé la défaite de Langiewicz... 447	447
—	26. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell donnant le compte rendu prussien des affaires de Pologne....	448
—	26. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell au sujet d'une conversation avec M. de Rechberg sur Langiewicz. 448	448
—	27. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell exprimant la satisfaction de M. Drouyn de Lhuys de l'accord entre la France et l'Angleterre, pour inviter l'Autriche à prendre part à l'envoi d'une note collective à la Russie.....	448
—	27. <b>Russie.</b> Proclamation du Comité central polonais pour annoncer qu'il reprend l'autorité suprême.....	460
—	28. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir H. Howard au comte Russell contenant des remarques sur la convention russo-prussienne... 449	449
—	30. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. Jerningham au comte Russell sur l'effet produit à Stockholm par l'arrivée du prince Czartoriski. 449	449
—	31. Circulaire du Gouvernement prussien à ses agents accrédités auprès des Etats du Zollverein, à l'occasion du Traité du 28 mars avec la Belgique.....	209
—	31. <b>Autriche.</b> Dépêche du comte de Rechberg au comte Apponyi, expliquant les raisons de l'attitude prise par l'Autriche et contenant un projet de note à la Russie.....	451
—	31. <b>Russie.</b> Oukase donnant au général Berg tous les pouvoirs en Pologne en cas d'absence du Grand-Duc Constantin.....	468
Avril ....	2. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell sur la tentative d'obtenir l'assentiment de l'Autriche à l'envoi d'une note collective à la Russie.....	451
—	2. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, au sujet des représentations italiennes à la Russie.....	463
—	2. <b>Russie.</b> Dépêche du prince Gortschakoff au prince Wolkonski, Ministre de Russie à Madrid, contenant la réponse aux représentations de l'Espagne au sujet des affaires de Pologne.....	466
—	2 et 4. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell au sujet de la discussion dans la Chambre de Berlin... 450	450
—	4. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell rapportant une conversation de M. de Bismark sur la politique de la Prusse à l'égard de la Pologne.....	450
—	4. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley rapportant une conversation avec le comte d'Apponyi sur la note autrichienne.....	449
—	5. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell rendant compte d'une conversation avec M. Drouyn de Lhuys, au sujet de la communication à adresser au Gouvernement russe. 453	453
—	5. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell sur l'adresse de la noblesse russe au sujet de la Pologne.....	464
—	5. <b>Russie.</b> Règlement concernant la mise sous sequestre des biens des individus impliqués dans les désordres dont les gouverne-	

	1863	Pages.
	ments limitrophes du royaume de Pologne ont été le théâtre, et pour la gestion de ces biens.....	468
Avril.....	6. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, rapportant une conversation avec le prince Gortschakoff au sujet des représentations de l'Espagne et de l'Italie .....	465
—	6. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell sur les mouvements des Polonais en Angleterre.....	467
—	6. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, rapportant une conversation avec le prince Gortschakoff sur les intentions de l'Empereur à l'égard de la Pologne.....	467
—	6. <b>Autriche.</b> Circulaire du comte Mensdorff-Pouilly, gouverneur de la Gallicie, aux chefs de district.....	478
—	7. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, sur les affaires de Pologne, et contenant une proclamation du Comité central polonais.....	459
—	7. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de M. Mounsey, consul d'Angleterre à Vienne, à lord Bloomfield, rendant compte de sa visite à Cracovie.....	460
—	9. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell rapportant les paroles du comte de Rechberg sur la question polonaise.....	461
—	9. <b>France.</b> Projet de dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello, contenant des observations sur la question polonaise, communiqué au comte Russell par le baron Gros.....	453
—	10. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Napier, exprimant les vues du Gouvernement au sujet de la Pologne....	454
—	10. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Napier, au sujet d'une conversation avec le baron Brunow relativement à la Pologne .....	457
—	10. <b>Russie.</b> Réponse de l'Empereur à l'adresse de l'assemblée de la noblesse de Saint-Petersbourg.....	471
—	10. <b>Autriche.</b> Avis publié par le comte Mensdorff-Pouilly, gouverneur de la Gallicie.....	479
—	11. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell sur les conventions de la Prusse avec les autres puissances.	461
—	12. <b>Autriche.</b> Dépêche du comte de Rechberg au comte de Thun, contenant des observations à présenter au Cabinet de Saint-Petersbourg relativement à la Pologne.....	458
—	12. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, contenant le manifeste impérial d'amnistie.....	473
—	12. <b>Russie.</b> Décret d'amnistie.....	474
—	12. <b>Russie.</b> Oukase de l'Empereur adressé au Sénat dirigeant.....	476
—	14. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell contenant les vues de M. Drouyn de Lhuys relativement à l'amnistie en Pologne.....	477
—	15. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell contenant l'adresse de la municipalité de Saint-Petersbourg à l'Empereur.....	472
—	15. <b>Russie.</b> Adresse de la municipalité de Saint-Petersbourg à l'Empereur .....	473
—	17. <b>Autriche.</b> dépêche de M. le comte de Thun au prince Gortschakoff envoyant copie d'une dépêche du comte de Rechberg, en date du 12 avril.....	458
—	17. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell sur la remise au prince Gortschakoff des notes des trois Puissances.	479
—	17. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell sur l'exagération des rapports venant de Lithuanie.....	479
—	21. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell	

1863

Pages.

au sujet de l'envoi de la dépêche française adressée à Saint-Petersbourg, à tous les agents de l'Empereur à l'étranger, par M. Drouyn de Lhuys qui propose que le Gouvernement de la Reine suive la même marche. .... 480

Avril....	22.	<b>Grande-Bretagne.</b>	Dépêche du comte Russell au comte Cowley annonçant que les représentants de la Reine à l'étranger vont recevoir pour instruction de communiquer aux divers gouvernements la dépêche adressée à lord Napier.....	480
—	22.	<b>Grande-Bretagne.</b>	Circulaire adressée aux ambassadeurs et ministres du Gouvernement de la Reine accrédités auprès de toutes les cours de l'Europe à l'exception de Paris, Saint-Petersbourg et Vienne.....	481
—	24.	<b>Grande-Bretagne.</b>	Dépêche du comte Russell à lord Napier sur l'amnistie en Pologne.....	481
—	26.	<b>Russie.</b>	Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Budberg en réponse à la dépêche de M. Drouyn de Lhuys du 9 avril.....	483
—	26.	<b>Russie.</b>	Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Brunow en réponse à la dépêche du comte Russell du 10 avril.....	485
—	26.	<b>Russie.</b>	Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Balabine en réponse à la dépêche du comte de Rechberg du 12 avril.....	490
Mai.....	2.	<b>Grande-Bretagne.</b>	Dépêche du comte Russell à lord Napier lui annonçant qu'il lui fera connaître l'opinion du Gouvernement de la Reine sur la dépêche du prince Gortschakoff du 14-26 avril au baron de Brunow.....	492

## II

## TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

## AUTRICHE.

1834, Mars....	15.	<b>Prusse, Russie.</b>	Convention d'extradition.....	462
----------------	-----	------------------------	-------------------------------	-----

## BELGIQUE.

1862, Juillet...	23.	<b>Grande-Bretagne.</b>	Exposé des motifs présentés aux Chambres belges.....	178
—	23.	<b>Grande-Bretagne.</b>	Traité de commerce et de navigation.....	189
—	23.	<b>Grande-Bretagne.</b>	Protocole.....	196
Août....	30.	<b>Grande-Bretagne.</b>	Protocole.....	197
Novembre	13.	<b>Grande-Bretagne.</b>	Convention relative à la position réciproque des sociétés commerciales.....	198
1863, Mars....	28.	<b>Prusse.</b>	Protocole.....	199
—	28.	<b>Prusse.</b>	Convention pour la garantie réciproque de la propriété d'œuvres d'esprit et d'art.....	201
—	28.	<b>Prusse.</b>	Traité de navigation.....	206

## CHINE.

1862, Août....	13.	<b>Portugal.</b>	Traité d'amitié et de commerce.....	5
----------------	-----	------------------	-------------------------------------	---

## GRANDE-BRETAGNE.

1862, Juillet...	23.	<b>Belgique.</b>	Exposé des motifs présenté aux Chambres belges.....	178
------------------	-----	------------------	---	-----

		Pages.
1862, Juillet....	23. <b>Belgique.</b> Traité de commerce et de navigation.....	189
—	23. <b>Belgique.</b> Protocole.....	196
Août....	30. <b>Belgique.</b> Protocole.....	197
Novembre	13. <b>Belgique.</b> Convention relative à la position réciproque des sociétés commerciales.....	198

## FRANCE.

1862, Septembre	2. <b>Touaregs.</b> Convention conclue à Alger.....	213
-----------------	---	-----

## PORTUGAL.

1862, Août....	13. <b>Chine.</b> Traité d'amitié et de commerce.....	5
----------------	---	---

## PRUSSE.

1824, Mars....	15. <b>Autriche, Russie.</b> Convention d'extradition.....	462
1857, Août....	8. <b>Russie.</b> Convention de Cartel.....	165
1863, Mars....	28. <b>Belgique.</b> Protocole.....	199
—	28. <b>Belgique.</b> Convention pour la garantie réciproque d'œuvres d'esprit et d'art .....	201
—	28. <b>Belgique.</b> Traité de navigation.....	206

## RUSSIE.

1834, Mars....	15. <b>Autriche, Prusse.</b> Convention d'extradition.....	462
1857, Août....	8. <b>Prusse.</b> Convention de Cartel .....	165

## TOUAREGS.

1862, Septembre	2. <b>France.</b> Convention conclue à Alger.....	213
-----------------	---	-----

(d) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

## AUTRICHE.

1863, Février..	11. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte de Rechberg au prince de Metternich et au comte d'Apponyi, expliquant les vues du Gouvernement autrichien à l'égard du mouvement polonais.....	363
—	14. <b>Pologne.</b> Extrait du <i>Donau Zeitung</i> du 14 février 1863, expliquant la politique d'Autriche dans la question polonaise.....	371
Mars....	31. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte de Rechberg au comte Apponyi, expliquant les raisons de l'attitude prise par l'Autriche et contenant un projet de note à la Russie.....	451
Avril....	6. <b>Pologne.</b> Circulaire du comte Mensdorff-Pouilly, gouverneur de la Gallicie, aux chefs de district. ....	478
—	10. Avis publié par le comte Mensdorff-Pouilly, gouverneur de la Gallicie.....	479
—	12. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte de Rechberg au comte de Thun, contenant des observations à présenter au Cabinet de Saint-Petersbourg relativement à la Pologne.....	458
—	17. <b>Pologne.</b> Dépêche de M. le comte de Thun au prince Gortschakoff, envoyant copie d'une dépêche du comte de Rechberg, en date du 12 avril.....	458

## BRÉSIL.

1862, Décembre.	27. <b>Grande-Bretagne.</b> Mémoire du Gouvernement brésilien sur l'affaire du <i>Prince of Wales</i> .....	272
—	27. <b>Grande-Bretagne.</b> Mémoire du Gouvernement brésilien au sujet de l'affaire des officiers de <i>la Forte</i> .....	280
—	29. <b>Grande-Bretagne.</b> Réponse du marquis d'Abrantès aux	



	deux notes de M. Christie du 5 décembre, relative aux affaires du <i>Prince of Wales</i> et de la <i>Forte</i> .....	268
1862, Décembre. 32.	<b>Grande-Bretagne.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, en réponse à sa note du 30.....	292
1863, Janvier... 2.	<b>Grande-Bretagne.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, lui annonçant que le règlement de la question a été soumis au conseil d'Etat, l'invitant à attendre une réponse définitive et lui demandant si l'arbitrage doit porter sur les deux affaires du <i>Prince of Wales</i> et de la <i>Forte</i> .....	299
—	3. <b>Grande-Bretagne.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, annonçant qu'il accepte une conférence avec le ministre anglais.....	303
—	5. <b>Grande-Bretagne.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, annonçant que le Ministre du Brésil à Londres a reçu l'ordre de remettre au Gouvernement anglais la somme exigée pour l'affaire du <i>Prince of Wales</i> , qu'un arbitre sera choisi pour décider de la question relative aux affaires des officiers de la <i>Forte</i> , et que si M. Christie refuse d'acquiescer à cet accord, le Gouvernement brésilien est décidé à conserver sa position première.....	305
—	6. <b>Grande-Bretagne.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, en réponse à sa réclamation du 3 relative au journal officiel.....	308
—	6. <b>Grande-Bretagne.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, en réponse à sa note du 5, relative à l'arrangement à conclure et revenant sur les faits accessoires mentionnés dans la correspondance des 1 et 2 janvier.....	309
—	6. <b>Grande-Bretagne.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, en réponse à sa note du 8 janvier, en tant qu'elle se rapporte aux affaires de la <i>Forte</i> .....	310
—	7. <b>Grande-Bretagne.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie, l'avisant de l'envoi de l'ordre au Ministre du Brésil à Londres de payer, moyennant protestation, telle somme que le Gouvernement britannique réclamera pour les épaves du <i>Prince of Wales</i> et du choix du Roi des Belges comme arbitre dans l'affaire de la <i>Forte</i> .....	310
—	8. <b>Grande-Bretagne.</b> Note du marquis d'Abrantès à M. Christie sur l'arrangement à conclure.....	310
—	8. <b>Grande-Bretagne.</b> Dépêche du marquis d'Abrantès à M. Moreira, ministre du Brésil à Londres, lui donnant ordre de demander satisfaction pour la violation du territoire brésilien, et une indemnité résultant des captures faites par les navires anglais.....	311
—	8. <b>Grande-Bretagne.</b> Circulaire du marquis d'Ollinda aux présidents de province.....	313
—	8. <b>Grande-Bretagne.</b> Circulaire du marquis d'Ollinda aux présidents de province, les avisant de la cessation des représailles.....	315
Février. . 9.	<b>Grande-Bretagne.</b> Note de M. Moreira au comte Russell, lui demandant si le Gouvernement britannique accepte l'arrangement conclu avec M. Christie, et lui annonçant que le Roi des Belges a été choisi pour arbitre dans l'affaire de la <i>Forte</i> et l'avisant qu'il est prêt à verser la somme réclamée pour le <i>Prince of Wales</i> .....	315
—	26. <b>Grande-Bretagne.</b> Note de M. Moreira au comte Russell, lui annonçant l'envoi de l'indemnité exigée pour l'affaire du <i>Prince of Wales</i> et contenant sa protestation contre les prétentions du Gouvernement britannique.....	317

- 1863, Mars..... 2. **Grande-Bretagne.** Réponse de M. Moreira à la note du comte Russell, du 28 février, et repoussant la responsabilité résultant du naufrage du *Prince of Wales* que le Gouvernement britannique impose par la force au Gouvernement brésilien..... 321

## BELGIQUE.

- 1863, Mars..... 3. **Brésil, Grande-Bretagne.** Note de M. Rogier à lord Howard de Walden, lui annonçant que le Roi des Belges accepte l'arbitrage entre le Brésil et la Grande-Bretagne. 324

## CHINE.

- 1858, Octobre... 22. **Grande-Bretagne.** Note des Commissaires chinois à lord Elgin, demandant qu'une autre ville que Pékin soit choisie pour la résidence du ministre anglais..... 222  
 — 28. **Grande-Bretagne.** Deuxième note des Commissaires chinois à lord Elgin, pour le conjurer de ne pas décider en faveur de la résidence à Pékin d'un ministre anglais..... 226

## ESPAGNE.

- 1862, Mai..... 14. **Mexique.** Détail des réclamations des sujets espagnols, du 6 décembre 1861 au 14 mai 1862, dressé par le ministre de Prusse à Mexico, chargé des intérêts espagnols depuis le départ de M. Dubois de Saligny..... 23  
 — 18. **Mexique.** Dépêche de M. Ceballos, chargé de la protection des intérêts de l'Espagne au Mexique, à M. Calderon Collantès, rendant compte de l'état des choses lors de son arrivée..... 21  
 — 21. **Mexique.** Dépêche de M. Calderon Collantès à M. Muro, chargé d'affaires à Paris, sur la rupture d'Orizaba et la correspondance du général Prim avec l'amiral Jurien de la Gravière..... 18  
 — 27. **Mexique.** Réponse de M. Muro à la dépêche de M. Calderon Collantès, du 21 mai..... 20  
 — 27. **Mexique.** Dépêche de M. Ceballos à M. Calderon Collantès, rendant compte des bonnes dispositions du Gouvernement mexicain pour la conclusion d'une convention..... 27  
 Juillet... 7. **Mexique.** Dépêche de M. Calderon Collantès à M. Ceballos, à Mexico, l'avisant que M. de Wagner continuera à protéger officiellement les sujets espagnols..... 26  
 — 7. **Mexique.** Dépêche de M. Calderon Collantès à M. Ceballos, l'avisant que le gouvernement de la Reine ne négociera pas le traité particulier avec le Mexique..... 27  
 — 29. **Mexique.** Instructions de M. Calderon Collantès à M. le marquis de la Havane, ambassadeur à Paris..... 20  
 Août..... 14. **France.** Discours prononcé par le marquis de la Havane, ambassadeur d'Espagne à Paris, à son audience de réception..... 27  
 Septembre 1. **France.** Dépêche du marquis de la Havane, ambassadeur à Paris, rendant compte de l'audience et des sentiments de l'Empereur, à l'occasion de sa réponse du 14 août au discours de l'ambassadeur..... 28  
 — 10. **France.** Dépêche de M. Calderon Collantès, accusant réception de celle du 1<sup>er</sup> septembre du marquis de la Havane et en exprimant sa satisfaction..... 30  
 Octobre... 24. **Mexique.** Dépêche du marquis de la Havane à M. Calderon Collantès, rendant compte d'une conférence avec M. Drouyn de Lhuys sur les moyens de renouer la convention du 31 octobre..... 30

1862, Octobre. .	31.	<b>Mexique.</b> Dépêche du marquis de la Havane à M. Calderon Collantès, rendant compte d'une conférence avec M. Drouyn de Lhuys, sur les moyens et le moment de renouer au Mexique l'accord entre les trois puissances.....	31
—	24.	<b>Mexique.</b> Dépêche de M. Calderon Collantès au marquis de la Havane, l'invitant à continuer ses efforts pour rétablir un accord avec la France sur la question mexicaine.....	32
Décembre.	1.	Discours prononcé par la Reine à l'ouverture de la session des Cortès.....	16
—	31.	<b>Mexique.</b> Dépêche de M. Calderon Collantès au marquis de la Havane déclarant que le gouvernement de la Reine ne désignera pas de nouveau commissaire pour le Mexique avant le rétablissement de l'accord entre les trois puissances.....	32
1863, Janvier...	3.	<b>France.</b> Réponse du ministre d'Etat à M. Barrot, en suite de sa note du 19 décembre.....	35
—	7.	<b>Mexique.</b> Extrait du discours prononcé aux Cortès, sur les affaires du Mexique, par M. Mon, ancien ambassadeur d'Espagne à Paris.....	38
—	8.	<b>Mexique.</b> Extrait de la réponse de M. Calderon Collantès à M. Mon, à la suite du discours prononcé par ce dernier les 7 et 8 janvier aux Cortès.....	54
Mars.....	21.	<b>Pologne.</b> Dépêche du marquis de Miraflores au chevalier Diaz del Moral, exprimant les vues du Cabinet de Madrid sur les affaires de Pologne.....	445

## FRANCE.

1855, Mars.....	26.	<b>Pologne.</b> Dépêche de M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, à M. le comte Walewski, ambassadeur de France à Londres, le priant d'inviter l'Angleterre à une action commune en vue de rétablir en Pologne les arrangements de 1815, supprimés en 1831 par le czar Nicolas..	57
—	28.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Walewski à M. Drouyn de Lhuys, en réponse à celle du 26 mars, l'avisant que lord Clarendon ne regarde pas comme opportunes des démarches en faveur de la Pologne.....	58
Septembre	15.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Walewski, ministre des affaires étrangères, à M. de Persigny, ambassadeur de France à Londres, le chargeant d'inviter le Gouvernement britannique à travailler, de concert avec la France, au rétablissement des traités de 1815, quant à la Pologne...	59
Octobre..	15.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Walewski, ministre des affaires étrangères, à M. de Persigny, ambassadeur de France à Londres, en faveur du rétablissement des traités de 1815, en ce qui concerne la Pologne.....	61
1862, Juin.....		<b>Mexique.</b> Lettre de l'Empereur au général Lorencez.....	72
Juin.....	10.	<b>Mexique.</b> Dépêche de M. Thouvenel à M. Barrot, au sujet du désaccord avec le Cabinet de Madrid.....	20
Août.....	14.	<b>Espagne.</b> Réponse de l'Empereur au marquis de la Havane, ambassadeur d'Espagne, au discours de ce dernier à son audience de réception.....	28
—	30.	<b>Mexique.</b> Ordre du jour adressé par le général Forey aux troupes placées sous son commandement à son arrivée à la Martinique.....	73
Septembre	24.	<b>Mexique.</b> Proclamation publiée par le général Forey à son arrivée à la Vera-Cruz.....	74
—	24.	<b>Mexique.</b> Ordre général publié à la Vera-Cruz par le général Forey, annonçant à l'armée française et au peuple	

		Pages.
	mexicain qu'il réunit dans ses mains tous les pouvoirs diplomatiques et militaires.....	75
1862, Octobre...	22. <b>Mexique.</b> Proclamation du général Forey à son entrée à Cordova.....	76
Novembre	3. <b>Mexique.</b> Proclamation du général Forey au peuple mexicain.....	76
Décembre.	19. <b>Espagne.</b> Note de M. A. Barrot au ministre d'État, à l'occasion de son discours du 13 décembre au Sénat.....	33
1863, Janvier...	6. <b>Espagne.</b> Lettre de M. A. Barrot au ministre d'État, accusant réception de sa réponse du 3 janvier et y répliquant.	36
Février...	15. <b>Mexique.</b> Proclamation du général Forey aux Mexicains..	80
—	17. <b>Pologne.</b> Dépêche de M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, au baron de Talleyrand, ambassadeur de France à Berlin, au sujet de la signification et des conséquences de la convention du 8 février, entre la Russie et la Prusse.....	64
—	18. <b>Pologne.</b> Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, au sujet de la situation faite au Gouvernement français par les événements en Pologne.....	66
—	19. <b>Pologne.</b> Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Gramont, ambassadeur de France à Vienne, approuvant l'attitude de l'Autriche en face de l'insurrection polonaise.	68
—	21. <b>Pologne.</b> Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros, ambassadeur de France à Londres, l'instruisant d'inviter le Cabinet britannique à une conduite commune de la France, de l'Autriche et de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la Prusse, et accompagnée d'un projet de note identique pour les trois cours.....	68
Mars.....	1. <b>Pologne.</b> Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur, au sujet de la politique recommandée par la France vis-à-vis de la Prusse, à propos de la convention du 8 février, aux Cabinets de Londres et de Vienne.....	71
—	21. <b>Pologne.</b> Lettre de l'Empereur à M. Billault.....	444
Avril.....	9. <b>Pologne.</b> Projet de dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello, contenant des observations sur la question polonaise, communiqué au comte Russell par le baron Gros.....	453
GRANDE-BRETAGNE.		
1856, Avril.....	15. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Clarendon à lord Palmerston, lui rendant compte d'une conversation avec le comte Orloff, au sujet des intentions du Czar à l'égard de la Pologne et de la convenance de ne pas saisir le Congrès de la question polonaise en présence des promesses d'Alexandre II.....	62
—	17. <b>Pologne.</b> Lettre de lord Palmerston à lord Clarendon, approuvant les vues exprimées dans la dépêche du 15 avril.	64
1858, Octobre..	25. <b>Chine.</b> Note de lord Elgin aux Commissaires chinois, en réponse à leur note du 22 octobre.....	224
—	. <b>Chine.</b> Réponse de lord Elgin à la communication des Commissaires chinois du 28 octobre.....	227
Novembre	5. <b>Chine.</b> Dépêche du comte d'Elgin au comte de Malmesbury, au sujet de la résidence d'un ministre anglais à Pékin...	217
1859, Mars.....	2. <b>Chine.</b> Note de lord Elgin aux Commissaires chinois, leur annonçant l'arrivée de M. Bruce qui est autorisé à choisir pour résidence une autre ville que Pékin, si les clauses du traité reçoivent leur pleine application.....	228



1862, Mars.....	12.	<b>États-Romains.</b> Dépêche de lord Cowley au comte Russell, au sujet d'une garnison mixte à Rome.....	229
—	14.	<b>États-Romains.</b> Dépêche de lord Cowley au comte Russell, l'avisant que M. Thouvenel est contraire à une garnison mixte.....	230
—	17.	<b>États-Romains.</b> Dépêche de lord Russell à lord Cowley, en faveur de l'occupation mixte des États-Romains.....	230
—	20.	<b>États-Romains.</b> Dépêche de lord Cowley au comte Russell, rendant compte d'une entrevue avec M. Thouvenel et des motifs de celui-ci de ne pas accepter la combinaison d'une garnison mixte à Rome.....	231
—	22.	<b>États-Romains.</b> Dépêche du comte Russell à lord Cowley, complétant et expliquant celle du 17 mars, au sujet de l'occupation mixte des États-Romains.....	232
—	28.	<b>États-Romains.</b> Dépêche de lord Cowley au comte Russell, rendant compte d'une entrevue avec M. Thouvenel à la suite de sa dépêche du 22, et des motifs de ce dernier de ne pas accepter la combinaison anglaise d'une garnison mixte à Rome.....	233
Avril.....	2.	<b>États-Romains.</b> Dépêche du comte Russell à lord Cowley, contre l'occupation de Rome par les Français.....	234
Mai.....	8.	<b>Naples.</b> Dépêche de sir Hudson au comte Russell, sur l'état des provinces pontificales et sur la situation de Naples..	235
Juillet....	23.	<b>Serbie.</b> Réponse du comte Russell à la lettre du prince Michel en date du 9 juillet 1862.....	121
Août.....	28.	<b>États-Romains.</b> Lettre de M. Layard au secrétaire de l'amirauté, pour que l'ordre soit donné d'accéder à toute demande du Pape d'envoyer un navire anglais à Civita-Vecchia pour le conduire à Malte.....	252
Octobre. .	25.	<b>États-Romains.</b> Dépêche du comte Russell à M. Odo Russell sur les affaires de Rome, demandant s'il ne conviendrait pas que le Pape se retirât du conflit pour attendre les événements que l'avenir réserve à la papauté, et offrant dans ce cas Malte pour sa résidence temporaire.	238
—	31.	<b>États-Romains.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley, exprimant l'opinion du Gouvernement sur la question romaine et les motifs qui servent de fondement à cette opinion, et son avis que Rome doit être abandonnée aux Romains.....	240
Novembre	7.	<b>États-Romains.</b> Dépêche du comte Cowley à lord Russell, rendant compte d'une entrevue avec M. Drouyn de Lhuys et donnant les objections de ce dernier aux opinions de lord Russell sur la question romaine, émises dans sa dépêche du 31 octobre.....	242
—	11.	<b>États-Romains.</b> Dépêche de M. Odo Russell au comte Russell, en réponse à celle du 25 octobre rendant compte d'une entrevue avec le cardinal Antonelli qui a déclaré que le Pape ne chercherait une protection pour l'indépendance de l'Église et une hospitalité à l'étranger que si le libre exercice des devoirs spirituels du Pontife était mis en danger.....	247
—	15.	<b>États-Romains.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley, répondant à celle du 7 novembre et disant que le Gouvernement britannique ne peut consentir à changer ou à modifier son opinion sur la question romaine.....	246
—	24.	<b>Naples.</b> Dépêche de M. Odo Russell au comte Russell lui annonçant l'envoi par le comité Bourbon d'un nouveau détachement à la bande de Tristany.....	257
—	28.	<b>États-Romains.</b> Dépêche de M. Odo Russell au comte	

		Pages.
	Russell annonçant que le Pape ne peut partager les opinions du Gouvernement britannique, ni faire usage en ce moment de ses offres d'hospitalité .....	249
1862, Décembre	5. <b>Brésil.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès, réclamant un arbitrage pour établir l'importance de la compensation à accorder aux propriétaires du <i>Prince of Wales</i> pour le pillage des épaves, et aux familles des personnes à bord dont les corps ont été dépouillés.....	262
—	5. <b>Brésil.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès, demandant une satisfaction pour l'offense faite aux officiers du navire anglais <i>la Forte</i> .....	265
—	5. <b>Brésil.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès, demandant une réponse à ses deux notes du même jour avant le 20 du mois.....	267
—	27. <b>États-Romains.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley, déclarant que le Gouvernement français devrait insister auprès du Pape pour faire cesser le brigandage..	257
—	30. <b>Naples.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell, rapportant la réponse de M. Drouyn de Lhuys qui avait donné des instructions rigoureuses au prince de Latour d'Auvergne pour mettre un terme au brigandage politique organisé à Rome .....	259
—	30. <b>Brésil.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès en réponse à celle du 29 décembre, discutant les memorandums et annonçant que l'amiral anglais a ordre d'exercer des représailles sur la propriété brésilienne.....	285
—	30. <b>Brésil.</b> Note de M. Christie à l'amiral anglais Warren pour l'inviter à mettre à exécution les représailles sur la propriété brésilienne.....	292
—	30. <b>Brésil.</b> Lettre de M. Christie à M. Hollocombe, consul britannique au Brésil, l'avisant de l'ordre de représailles donné à l'amiral Warren.....	295
—	31. <b>Pologne.</b> Dépêche de M. White, remplissant les fonctions de consul général de Varsovie, au comte Russell, annonçant la dissolution du conseil de district de Prasnyz....	325
1863, Janvier...	1. <b>Brésil.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès, en réponse à sa note du 31 décembre.....	296
—	2. <b>Brésil.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès, en réponse à sa note du même jour, l'avisant qu'il attend ses propositions.....	302
—	3. <b>Brésil.</b> Mémoire de M. Christie, contenant les bases de l'arrangement à conclure.....	304
—	3. <b>Brésil.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès, réclamant contre quelques expressions du journal officiel. ....	307
—	4. <b>Brésil.</b> Rapport de l'amiral Warren à M. Christie, énumérant les navires brésiliens capturés .....	304
—	5. <b>Brésil.</b> Note de M. Christie au marquis d'Abrantès, annonçant la cessation des représailles et l'envoi des ordres pour la restitution des prises.....	306
—	11. <b>Pologne.</b> Dépêche de M. White au comte Russell, au sujet de l'arrestation d'agents révolutionnaires à Varsovie. ....	326
—	14. <b>Naples.</b> Dépêche de M. Odo Russell à lord Russell, déclarant que les renseignements contenus dans sa dépêche du 24 novembre sont inexacts et que le général de Montebello lui a assuré qu'il avait mis fin à toutes les manœuvres du brigandage .....	260
—	14. <b>Pologne.</b> Dépêche de M. White au comte Russell sur l'exécution du recrutement forcé.....	327
—	19. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton, consul général	

	d'Angleterre à Varsovie, au comte Russell, sur la mise à exécution de la mesure du recrutement à Varsovie .....	329
1863, Janvier....	25. <b>Pologne.</b> Dépêche du consul Stanton à sir A. Buchanan, ministre d'Angleterre à Berlin, donnant des détails sur le mouvement révolutionnaire en Pologne.....	330
—	25. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, donnant des détails sur l'insurrection.....	336
—	26. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier, ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg, au comte Russell, sur le système du recrutement forcé en Pologne, et contenant un extrait du Journal de Saint-Petersbourg, 26 janvier 1863.	331
—	26. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, rendant compte d'une revue passée par l'Empereur et d'une allocution adressée par Sa Majesté aux troupes.....	335
—	28. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, contenant des proclamations du Comité national polonais.	337
—	29. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, donnant de nouveaux détails sur l'insurrection.....	341
—	29. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, annonçant que, par ordre du jour de l'Empereur, les rebelles, pris les armes à la main seront jugés par les cours martiales.....	342
—	29. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Bloomfield, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, au comte Russell, au sujet des inquiétudes du Gouvernement autrichien sur le mouvement en Pologne.....	342
—	29. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell, rapportant l'affirmation du comte de Rechberg qu'aucune arme n'a été fournie de Cracovie aux rebelles.....	343
—	29. <b>États-Romains.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley, répondant à la dépêche du prince de La Tour d'Auvergne, publiée dans le Livre jaune et relative à l'offre, faite au Pape, de Malte pour résidence.....	249
—	30. Dépêche de M. Murray, ministre d'Angleterre à Dresde, au comte Russell, donnant l'impression qu'a produite en Saxe l'insurrection polonaise.....	343
—	31. <b>États-Romains.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley annonçant que, d'après une dépêche récemment reçue de M. Odo Russell, le Pape décline l'offre de l'Angleterre d'une résidence à Malte.....	352
Février...	4. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Napier, approuvant l'opinion de ce dernier sur le recrutement en Pologne.....	355
—	4. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, donnant de nouveaux détails sur l'insurrection en Pologne.	356
—	5. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell, rapportant une conversation avec le comte de Rechberg sur l'extension prise par le mouvement polonais et contenant un avis de la police de Lemberg .....	344
—	6. <b>Pologne.</b> Dépêche de M. Lowther, chargé d'affaires d'Angleterre à Berlin, au comte Russell, annonçant le départ du général Alvensleben pour Saint-Petersbourg et de l'aide de camp de Raneh pour Varsovie.....	345
—	6. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, rendant compte de la marche de l'insurrection polonaise.	357
—	7. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, contenant un extrait du Journal de Saint-Petersbourg sur le recrutement en Pologne, et des observations sur cette apologie officielle de la conduite du Gouvernement russe.	347

1863, Février...	8. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, contenant de nouveaux détails officiels sur l'insurrection en Pologne.....	352
—	9. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, suite des détails sur l'insurrection en Pologne.....	360
—	10. <b>Pologne.</b> Dépêche de M. West, chargé d'affaires d'Angleterre à Turin, au comte Russell, au sujet des interpellations faites dans le Parlement italien à l'occasion des affaires de Pologne.....	345
—	10. Dépêche de lord Napier au comte Russell, annonçant que le général Alvensleben a signé avec la Russie une convention pour la répression de l'insurrection en Pologne.....	375
—	11. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, sur l'état de l'insurrection en Pologne.....	362
—	12. <b>Bresil.</b> Réponse du comte Russell à la note de M. Moreira, l'avisant que le Gouvernement britannique fixera le plus tôt possible l'indemnité exigée pour le <i>Prince of Wales</i> et accepte l'arbitrage du Roi des Belges pour la <i>Forte</i> .....	316
—	12. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell, rapportant les observations du comte de Rechberg sur l'insurrection polonaise.....	363
—	12. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell, rapportant une conversation avec le comte de Rechberg au sujet de la convention projetée entre l'Autriche, la Prusse et la Russie.....	365
—	13. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell donnant des nouvelles sur l'insurrection polonaise.....	376
—	13. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, annonçant le départ de renforts de troupes russes pour la Pologne.....	376
—	14. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, au sujet de la convention entre la Prusse et la Russie pour la répression de l'insurrection polonaise.....	366
—	14. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, envoyant une proclamation des autorités de Posen et le texte d'une interpellation à la Chambre des députés de Prusse...	367
—	14. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, au sujet du mécontentement public en Prusse sur la convention russo-prussienne.....	370
—	15. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell, envoyant un article du <i>Donau Zeitung</i> contenant un article semi-officiel.....	370
—	16. <b>États-Romains.</b> Réponse du comte Russell, dans la séance du 16 février, aux interpellations du marquis de Normanby sur la politique du Cabinet, au sujet de l'occupation de Rome.....	252
—	16. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, annonçant le départ de deux officiers prussiens pour Varsovie.....	371
—	17. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, contenant un ordre du Grand-Duc Constantin et un autre du chef militaire de Varsovie.....	372
—	18. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell à sir A. Buchanan, lui donnant ordre de se procurer une copie de la convention prusso-russe, relative à la répression de l'insurrection polonaise.....	372
—	19. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell rapportant une conversation avec le prince Gortschakoff sur les affaires de Pologne.....	387



1863, Février...	20.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell, sur une communication que lui a faite M. Drouyn de Lhuys au sujet de la convention russo-prussienne.....	374
—	20.	<b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Malet, ministre d'Angleterre à Francfort, au comte Russell, disant que la conduite de la Prusse dans la question polonaise est généralement blâmée en Allemagne.....	377
—	20.	<b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur l'état des choses à Varsovie.....	389
—	21.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley, rapportant une conversation avec l'ambassadeur de France.....	375
—	21.	<b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, rapportant une conversation avec M. de Bismark, au sujet de la convention russo-prussienne.....	377
—	21.	<b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, envoyant le compte rendu des débats dans les Chambres prussiennes, au sujet de la proclamation des autorités du grand-duché de Posen.....	380
—	21.	<b>Pologne.</b> Dépêche de M. West, au comte Russell, rapportant une conversation avec le comte Pasolini au sujet des meetings en Italie en faveur de la Pologne.....	385
—	21.	<b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell rapportant une nouvelle entrevue avec le prince Gortschakoff.....	388
—	21.	<b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, contenant les observations du prince Gortschakoff sur les affaires de Pologne.....	388
—	23.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell au sujet de son entrevue avec M. Drouyn de Lhuys pour lui dire que le Gouvernement de la Reine est en parfait accord d'opinion avec le Gouvernement français sur la convention russo-prussienne.....	385
—	24.	<b>Brésil.</b> Note du comte Russell à M. Moreira, fixant l'indemnité pour l'affaire du <i>Prince of Wales</i> .....	317
—	25.	<b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur l'état des esprits en Pologne.....	390
—	26.	<b>Pologne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell rapportant l'opinion du Gouvernement autrichien sur la question polonaise.....	392
—	27.	<b>Brésil.</b> Dépêche du comte Russell à lord Howard de Walden, le chargeant de s'informer si le roi des Belges accepte l'arbitrage proposé par le Gouvernement brésilien, relativement à l'affaire de la <i>Forte</i> .....	320
—	27.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell rendant compte d'une nouvelle entrevue avec M. Drouyn de Lhuys, au sujet des observations à adresser à la Prusse et à la Russie.....	385
—	27.	<b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell rapportant une conversation avec M. de Bismark sur les événements de Pologne.....	393
—	28.	<b>Brésil.</b> Réponse du comte Russell à la note de M. Moreira, en date du 26.....	319
Mars.....	2.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Napier expliquant les vues du Gouvernement de la Reine sur la question polonaise.....	402
—	2.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell à sir A. Buchanan exprimant l'opinion du Gouvernement de la Reine sur la convention russo-prussienne relative à la Pologne.....	404
—	2.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Cowley sur le	

	projet de note à adresser à Berlin, proposé par M. Drouyn de Lhuys.....	405
1863, Mars.....	3. <b>Brésil.</b> Note de lord Howard de Walden à M. Rogier, lui demandant si le roi des Belges accepte l'arbitrage entre le Brésil et la Grande-Bretagne.....	323
—	3. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell racontant une entrevue avec M. Drouyn de Lhuys au sujet de la convention russo-prussienne relative à la Pologne...	406
—	3. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell rapportant l'opinion de M. Drouyn de Lhuys sur la ligne de conduite adoptée par l'Autriche dans la question polonaise.	406
—	3. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell pour lui annoncer que les Polonais, sous le commandement de Ponisky, ont franchi la frontière prussienne..	409
—	4. <b>Brésil.</b> Note du comte Russell à M. Moreira, pour lui accuser réception de la protestation du Gouvernement brésilien.....	323
—	4. <b>Pologne.</b> Circulaire du comte Russell au sujet des affaires de Pologne aux représentants de la Reine aux cours de Paris, de Berlin, de Vienne, de Madrid, de Lisbonne et de Stockholm, signataires du traité de Vienne..	406
—	4. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, contenant la réponse de M. de Bismark à l'adresse des marchands de Stettin.....	409
—	4. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell rapportant une conversation avec M. Drouyn de Lhuys au sujet du projet de note identique.....	411
—	4. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur les opérations des insurgés.....	417
—	5. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley sur les demandes faites par le gouvernement de la Reine dans la question polonaise.....	407
—	5. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, rapportant une convention avec M. de Bismark.....	412
—	5. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell sur sa conversation avec le duc de Montebello au sujet de la convention.....	417
—	6. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell à sir A. Buchanan exprimant l'espoir que la convention prusso-russe, relative à la Pologne, ne sera pas ratifiée.....	408
—	6. <b>Pologne.</b> Dépêche de M. Grey au comte Russell au sujet d'une conversation avec M. Drouyn de Lhuys relativement aux démarches à faire dans la question polonaise.....	411
—	7. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell au sujet de ses questions à M. de Bismark sur la convention.	415
—	7. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell sur une entrevue avec M. de Bismark.....	416
—	7. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, relative à l'arrestation de deux étudiants polonais à Königsberg .....	416
—	7. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur l'état et le nombre des troupes russes en Pologne ...	420
—	8. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell sur une conversation avec le comte de Rechberg.....	426
—	9. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell donnant les proclamations du gouverneur général de Wilna et des autorités militaires de Varsovie aux paysans.	421
—	9. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell rendant compte d'une entrevue avec le prince Gortschakoff et des	

	observations de ce dernier sur la dépêche du comte Russell du 2 mars.....	432
1863, Mars.....	10. <b>Pologne.</b> Dépêche de M. Jerningham au comte Russell rapportant l'opinion du comte Manderstrom sur les affaires de Pologne.....	430
—	11. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell à sir A. Buchanan lui donnant ordre de ne pas demander plus longtemps une copie de la convention.....	416
—	11. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell au sujet de la démission des membres polonais du conseil d'État.....	425
—	11. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur les mouvements des insurgés et sur le bruit de l'établissement d'un gouvernement provisoire.....	426
—	11. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell au sujet des vues du gouvernement russe relatives à une amnistie.....	437
—	12. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell sur une nouvelle entrevue avec M. de Rechberg.....	427
—	14. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell rapportant les assertions de M. de Bismark relativement à la politique prussienne.....	428
—	14. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell au sujet de la correspondance entre M. de Bismark et la chambre de commerce de Stettin.....	428
—	14. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell émettant l'avis que, dans les circonstances présentes, la convention russo-prussienne n'est pas annulée.....	429
—	16. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell au sujet d'une conversation avec M. Drouyn de Lhuys.....	438
—	17. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Bloomfield, au sujet d'une entrevue avec le comte d'Apponyi.....	431
—	18. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell au sujet des instructions données aux agents de l'Empereur à l'étranger.....	439
—	19. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell sur la visite du prince de Metternich à Vienne.....	443
—	20. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir H. Howard au comte Russell, contenant l'opinion du Gouvernement hanovrien sur les affaires de Pologne.....	444
—	21. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley sur la conduite de l'Autriche à l'égard de la Pologne.....	439
—	21. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Malet au comte Russell sur la confiance inspirée en Allemagne par la politique de l'Angleterre.....	446
—	21. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur les affaires de Pologne.....	443
—	21 et 25. <b>Pologne.</b> Dépêches de sir A. Magenis, ministre d'Angleterre à Lisbonne, annonçant que le duc de Soult enverra à Saint-Petersbourg une note concernant la Pologne.....	449
—	22. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell envoyant la lettre de l'Empereur à M. Billault.....	444
—	22. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur la défaite de Langiewicz.....	446
—	24. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell sur les événements qui ont précédé la défaite de Langiewicz.....	447
—	26. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell donnant le compte rendu prussien des affaires de Pologne...	448

		Pages.
1863, Mars.....	26. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell au sujet d'une conversation avec M. de Rechberg sur Langiewicz.....	448
—	27. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell exprimant la satisfaction de M. Drouyn de Lhuys de l'accord entre la France et l'Angleterre, pour inviter l'Autriche à prendre part à l'envoi d'une note collective.....	448
—	28. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir H. Howard au comte Russell, contenant des remarques sur la convention russo-prussienne.....	449
—	30. <b>Pologne.</b> Dépêche de M. Jerningham au comte Russell, sur l'effet produit à Stockholm par l'arrivée du prince Czartoriski.....	449
Avril.	2. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell, sur la tentative d'obtenir l'assentiment de l'Autriche à l'envoi d'une note collective à la Russie.....	451
—	2. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, au sujet des représentations italiennes à la Russie.....	463
—	3 et 4. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, au sujet de la discussion dans la Chambre de Berlin.....	450
—	4. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, rapportant une conversation de M. de Bismark sur la politique de la Prusse à l'égard de la Pologne.....	450
—	4. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley rapportant une conversation avec le comte d'Apponyi sur la note autrichienne.....	449
—	5. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell, rendant compte d'une conversation avec M. Drouyn de Lhuys au sujet de la communication à adresser au Gouvernement russe.....	453
—	5. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, sur l'adresse de la noblesse russe au sujet de la Pologne....	464
—	6. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, rapportant une conversation avec le prince Gortschakoff au sujet des représentations de l'Espagne et de l'Italie.....	465
—	6. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, sur les mouvements des Polonais en Angleterre.....	467
—	6. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, rapportant une conversation avec le prince Gortschakoff sur les intentions de l'Empereur à l'égard de la Pologne....	467
—	7. <b>Pologne.</b> Dépêche du colonel Stanton au comte Russell, sur les affaires de Pologne, et contenant une proclamation du Comité central polonais.....	459
—	7. <b>Pologne.</b> Dépêche de M. de Mounsey, consul d'Angleterre à Vienne, à lord Bloomfield, rendant compte de sa visite à Cracovie.....	460
—	9. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell, rapportant les paroles du comte de Rechberg sur la question polonaise.....	461
—	10. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Napier, exprimant les vues du Gouvernement au sujet de la Pologne.	454
—	10. <b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Napier, au sujet d'une conversation avec le baron Brunow relativement à la Pologne.....	457
—	11. <b>Pologne.</b> Dépêche de sir A. Buchanan au comte Russell, sur les conventions de la Prusse avec les autres puissances.	461
—	12. <b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, contenant le manifeste impérial d'amnistie.....	473



1863, Avril. ....	14.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell, contenant les vues de M. Drouyn de Lhuys relativement à l'amnistie.....	477
—	15.	<b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell, contenant l'adresse de la municipalité de Saint-Petersbourg à l'Empereur.....	472
—	17.	<b>Pologne.</b> Dépêche de Lord Napier au comte Russell sur la remise au prince Gortschakoff des notes des trois puissances.....	479
—	17.	<b>Pologne.</b> Dépêche de lord Napier au comte Russell sur l'exagération des rapports venant de Lithuanie.....	479
—	21.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Cowley au comte Russell au sujet de l'envoi de la dépêche française adressée à Saint-Petersbourg, à tous les agents de l'Empereur à l'étranger, par M. Drouyn de Lhuys qui propose que le gouvernement de la Reine suive la même marche.....	480
—	22.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell au comte Cowley annonçant que les représentants de la reine à l'étranger vont recevoir pour instruction de communiquer aux divers gouvernements la dépêche adressée à lord Napier.....	480
—	22.	<b>Pologne.</b> Circulaire adressée aux ambassadeurs et ministres du gouvernement de la Reine accrédités auprès de toutes les cours de l'Europe, à l'exception de Paris, Saint-Petersbourg et Vienne.....	481
—	24.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Napier sur l'amnistie.....	481
Mai.....	2.	<b>Pologne.</b> Dépêche du comte Russell à lord Napier lui annonçant qu'il lui fera connaître l'opinion du Gouvernement de la Reine sur la dépêche du prince Gortschakoff du 14 = 26 avril au baron de Brunow.....	492

## MEXIQUE.

1863, Janvier...	12.	Proclamation d'Almonte aux Mexicains, annonçant qu'il renonce au titre de chef suprême.....	78
------------------	-----	---	----

## PRUSSE.

1862, Mai.....	14.	<b>Mexique.</b> Lettre de M. de Wagner, ministre de Prusse à Mexico, à M. Ceballos, accompagnant l' <i>Index</i> de la gestion des intérêts espagnols, de décembre 1861 au 14 mai 1862.....	26
1863, Février...	1.	<b>Pologne.</b> Proclamation adressée par le président de la province de Posen et le commandant général du district aux habitants du grand-duché de Posen.....	367
—	7.	<b>Pologne.</b> Interpellation des députés Kantak et Chlapowski, au sujet de la proclamation du 1 <sup>er</sup> février 1863.....	368
—	16.	<b>Pologne.</b> Réponse de M. de Bismark à l'interpellation des députés Kantak et Chlapowski.....	369
—	18.	<b>Pologne.</b> Débats de la Chambre des députés sur la question polonaise dans la séance du 18 février 1863.....	382
—	20.	Mémoire de la corporation des marchands de Stettin au ministre du commerce.....	386
—	26-27.	<b>Pologne.</b> Résumé des débats sur la question polonaise dans les séances des 26 et 27 février 1863 de la Chambre prussienne.....	394
Mars.....	1.	Réponse de M. de Bismark aux délégués de la Chambre du commerce de Stettin.....	410
—	7.	Deuxième réponse de M. de Bismark à la Chambre de commerce de Stettin.....	429
—	31.	<b>Belgique.</b> Circulaire du Gouvernement prussien à ses	

Agents accrédités auprès des États de Zollverein, à la suite  
du traité avec la Belgique..... 209

## RUSSIE.

1862, Juin.....	8.	<b>Pologne.</b> Ukase de l'empereur Alexandre II nommant le grand-duc Constantin vice-roi de Pologne.....	81
—	8.	<b>Pologne.</b> Ukase organisant le gouvernement du royaume de Pologne sous le grand-duc Constantin.....	82
—	8.	<b>Pologne.</b> Ukase nommant le marquis Wielopolski chef du gouvernement civil en Pologne.....	81
—	8.	<b>Pologne.</b> Ukase maintenant le général Luders provisoirement comme représentant du Czar à Varsovie jusqu'à l'arrivée du grand-duc Constantin.....	81
Août....	27.	<b>Pologne.</b> Proclamation du grand-duc Constantin à son arrivée à Varsovie comme Namiestnik.....	83
Octobre. 1 <sup>er</sup> .	<b>Pologne.</b>	Discours prononcé par le grand-duc Constantin à l'ouverture de la session annuelle du Conseil d'État.....	85
Novembre.	8.	<b>États-Unis.</b> Dépêche du prince Gortschakoff à M. d'Oubril, chargé d'affaires de Russie à Paris, en réponse à la note de M. Drouyn de Lhuys, relative à l'offre collective de bons offices aux États-Unis.....	87
Décembre.	14.	<b>Grèce.</b> Circulaire du prince Gortschakoff, au sujet des affaires de Grèce.....	88
1863, Janvier...	16.	<b>Pologne.</b> Proclamation du Comité national de l'insurrection polonaise.....	338
—	22.	<b>Pologne.</b> Proclamation du Comité national polonais.....	339
—	22.	<b>Pologne.</b> Proclamation du Comité central polonais, agissant comme Gouvernement national.....	359
—	25.	<b>Pologne.</b> Extrait du Journal de Saint-Petersbourg des 13=25 janvier 1863, donnant des détails sur la récente explosion en Pologne à l'occasion du recrutement militaire... 333	333
—	27.	Extrait du Journal de Saint-Petersbourg des 14=26 et 15=27 et janvier 1863, donnant l'allocution de l'Empereur Alexandre au régiment des gardes Izmailowski.....	346
Février...	3.	<b>Pologne.</b> Avis de la police de Lemberg pour défendre aux habitants de se joindre aux bandes révolutionnaires.....	345
—	4.	<b>Pologne.</b> Extrait du Journal de Saint-Petersbourg des 23 janvier=4 février 1863, expliquant la politique suivie par le Gouvernement russe dans l'affaire du recrutement en Pologne.....	349
—	4.	<b>Pologne.</b> Ordre du jour du chef de Varsovie.....	359
—	7.	<b>Pologne.</b> Proclamation du général Nazimow aux habitants des gouvernements de Wilna, Kowno, Grodno et Minsk.....	423
—	8.	<b>Pologne.</b> Extrait du Journal de Saint-Petersbourg des 27 janvier=8 février 1863, annonçant la concentration des bandes insurrectionnelles sur deux points, dans les Gouvernements de Lublin et de Random.....	353
—	14.	<b>Pologne.</b> Ordre du jour du grand-duc Constantin aux troupes du royaume de Pologne, 2=14 février 1863.....	372
—	16.	<b>Pologne.</b> Ordre du jour du baron Korff, chef militaire de Varsovie, 4=16 février 1863.....	373
Mars....	6.	<b>Pologne.</b> Proclamation des autorités militaires de Varsovie aux paysans.....	422
—	16.	<b>Pologne.</b> Proclamation de Langiewicz avant son départ de Welki.....	447
—	22.	<b>Russie.</b> Adresse de l'assemblée de la noblesse de Saint-Petersbourg à l'Empereur.....	470
—	27.	<b>Pologne.</b> Proclamation du Comité central polonais pour annoncer qu'il reprend l'autorité suprême.....	460

1863. Mars....	31.	<b>Pologne.</b> Oukase donnant au général Berg tous les pouvoirs en cas d'absence du grand-duc Constantin, 19 = 31 mars 1863.....	468
Avril....	3.	<b>Pologne.</b> Dépêche du prince Gortschakoff au prince Wolkonski, ministre de Russie à Madrid, contenant la réponse aux représentations de l'Espagne.....	466
—	5.	<b>Pologne.</b> Règlement concernant la mise sous sequestre des biens des individus impliqués dans les désordres dont les gouvernements limitrophes du royaume de Pologne ont été le théâtre, et pour la gestion de ces biens.....	468
—	10.	<b>Russie.</b> Réponse de l'Empereur à l'adresse de l'assemblée de la noblesse de Saint-Petersbourg.....	471
—	12.	<b>Pologne.</b> Decret d'amnistie.....	474
—	12.	<b>Russie.</b> Oukase de l'Empereur adressé au Sénat dirigeant.....	476
—	15.	<b>Russie.</b> Adresse de la municipalité de Saint-Petersbourg à l'Empereur.....	473
—	26.	<b>Pologne.</b> Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Budberg en réponse à la dépêche de M. Drouyn de Lhuys, 14 = 26 avril 1863.....	483
—	26.	<b>Pologne.</b> Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Brunow en réponse à la dépêche du comte Russell, 14 = 26 avril 1863.....	485
—	26.	<b>Pologne.</b> Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Balabine en réponse à la dépêche du comte de Rechberg, 14 = 26 avril 1863.....	490

## SERBIE.

1861. Décembre.	16.	<b>Turquie.</b> Note de M. Ristitch, chargé d'affaires serbe à Constantinople, à Aali-Pacha, ministre des affaires étrangères, au sujet des propriétés des musulmans en Serbie, en dehors des forteresses.....	114
1862. Janvier...	25, 27, 30. Février.	5 <b>Turquie.</b> Délibération du corps consulaire de Belgrade touchant le maintien des capitulations en Serbie et les modifications à y apporter.....	94
Mars....	1 <sup>er</sup> .	<b>Turquie.</b> Réponse du gouvernement serbe aux observations du corps consulaire touchant les capitulations.....	106
Avril....	4.	<b>Turquie.</b> Note de M. Ristitch, chargé d'affaires serbe à Constantinople, en confirmation de sa note du 16 décembre 1861.....	115
Juin....	17.	<b>Belgrade.</b> Protestation des consuls contre le bombardement de Belgrade.....	115
—	30.	<b>Belgrade.</b> Mémoire serbe sur les événements de juin à Belgrade.....	116
Juillet...	8.	<b>Turquie.</b> Protestation de M. Garachanin, ministre des affaires étrangères, contre les actes du commandement turc de Chabatza.....	119
—	8.	<b>Turquie.</b> Protestation de M. Garachanin, ministre des affaires étrangères, contre l'envoi d'un bâtiment de guerre turc à Belgrade.....	120
—	9.	<b>Grande-Bretagne.</b> Lettre du prince Michel au comte Russell, sur la situation de la Serbie.....	120
Octobre...	1 <sup>er</sup> .	<b>Turquie.</b> Réponse du prince Michel à la lettre du grand vizir du 17 septembre.....	140
—	6.	Proclamation du prince Michel à l'occasion du firman impérial contenant les décisions de la conférence de Constantinople.....	142



## TURQUIE.

		Pages.
1861. Décembre.	11. Circulaire d'Aali-Pacha, ministre des affaires étrangères, au corps diplomatique, annonçant les mesures prises contre les agioteurs .....	143
1862. Février...	4. Circulaire du ministre des affaires étrangères au corps diplomatique, au sujet de la nouvelle organisation des agents de change.....	144
—	28. Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet des mesures prises contre les agioteurs.....	146
Avril.....	24. Circulaire d'Aali-Pacha aux représentants des grandes puissances, au sujet des privilèges consulaires en matière de douanes.....	146
—	24. Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet de la naturalisation de sujets turcs comme sujets étrangers.....	147
Mai.....	3. Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, sur le règlement du timbre.....	149
—	5. Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet de l'établissement d'un impôt sur les voitures.....	150
Juin.....	. <b>Serbie.</b> Circulaire adressée par le grand vizir, à la suite des événements de Belgrade, aux gouverneurs des provinces et districts voisins de la Serbie.....	118
Juillet...	6. Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet de l'ancrage des navires marchands étrangers dans le port de Constantinople.....	150
Juillet....	30. <b>Serbie.</b> Mémoire de la Sublime-Porte sur les événements de Belgrade en juin 1862.....	122
Août.....	6. Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet du visa des passeports.....	151
—	13. Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet de l'établissement d'un câble télégraphique entre les deux rives du Bosphore.....	152
Septembre	8. <b>Serbie.</b> Instructions de la Porte aux gouverneurs de Belgrade.....	139
—	17. <b>Serbie.</b> Lettre du grand vizir au prince Michel, accompagnant le protocole du 4 septembre.....	139
Octobre...	3. Note d'Aali-Pacha aux représentants des grandes puissances, en réponse à leur note collective au sujet du droit des étrangers de posséder des biens-fonds en Turquie.....	152
—	18. Règlement relatif aux consulats étrangers.....	155
—	18. Circulaire d'Aali-Pacha aux consuls au sujet des protégés temporaires des consulats étrangers.....	155
—	21. Circulaire d'Aali-Pacha aux consuls, au sujet du respect à porter par les protégés étrangers à la base monétaire établie.....	158
Novembre..	2. Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet des empiètements des ressortissants étrangers à Smyrne .....	158
—	12. Circulaire du ministre des affaires étrangères, au sujet de l'introduction de livres et imprimés dans l'Empire.....	159
—	12. Circulaire d'Aali-Pacha au corps diplomatique, au sujet des honneurs à rendre aux jours anniversaires des souverains étrangers.....	160
—	15. Circulaire d'Aali-Pacha annonçant les mesures prises pour empêcher la contrebande de guerre sur les côtes voisines de la Grèce.....	160
—	29. Circulaire d'Aali-Pacha complétant celle du 15 novembre...	161
1863. Janvier...	. Hatt impérial adressé par le sultan à son nouveau vizir, sur l'administration de l'Empire.....	161





